البنك الوطني الفلاحي
Banque Nationale Agricole

Société Anonyme au capital de 176 000 000 dinars divisé en 35 200 000 actions de nominal 5 dinars entièrement libérées
Siège social : *Avenue Mohamed V - 1001 – Tunis*
Registre de Commerce : *B142431996*
Tél : *71 831 000* ***Fax :*** *71 830 152*

Document de référence « BNA 2019 »

Ce document de référence a été enregistré par le Conseil du Marché Financier le 29 MARS 2019 sous le N° 19/001 donné en application de l'article 14 du règlement du CMF relatif à l'appel public à l'épargne. Il devra être actualisé régulièrement par les informations périodiques, permanentes et occasionnelles. Il ne peut être utilisé à l'appui d'une opération financière que s'il est complété par une note d'opération visée par le Conseil du Marché Financier. Ce document de référence a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Cet enregistrement effectué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée sur la situation de la société n'implique pas l'authentification des éléments comptables et financiers présentés.

Responsable de l'information

M. Ahmed BEN MOULEHEM
Directeur du Pôle Finances, Comptabilité et Pilotage de la performance
Tél : 71 830 513 Fax : 70 144 024

Intermédiaires en bourse chargés de l'élaboration du document de référence

BNA CAPITAUX
Complexe le Banquier, Avenue Tahar HADDAD
Les Berges du lac 1053 Tunis
Tél : 71 139 500
Fax : 71 656 299

MAC SA
Green Center Bloc C 2ème étage Rue du Lac Constance, Tunis
Tél : 71 137 600
Fax : 71 960 903

Le présent document de référence est mis à la disposition du public sans frais auprès de la BNA – Avenue Mohamed V 1001 Tunis, de la BNA CAPITAUX - Intermédiaire en bourse –Complexe le Banquier, Avenue Tahar HADDAD Les Berges du lac 1053 Tunis, de MAC SA – Intermédiaire en bourse – Green Center Bloc C 2ème étage Rue du Lac Constance Tunis et sur le site internet du CMF : www.cmf.tn et le site internet de la BNA : www.bna.com.tn

Conseil du Marché Financier TUNIS

Mars 2019

SOMMAIRE

PRESENTATION RESUMEE DE LA BANQUE NATIONALE AGRICOLE 6

CHAPITRE 1 - RESPONSABLES DU DOCUMENT DE REFERENCE ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES 9

1.1 RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE 9
1.2 ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE REFERENCE 9
1.3 RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES 9
1.4 ATTESTATION DES INTERMEDIAIRES EN BOURSE CHARGES DE L'ELABORATION DU DOCUMENT DE REFERENCE 19
1.5 RESPONSABLE DE L'INFORMATION 19

CHAPITRE 2 - RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LA BANQUE ET SON CAPITAL 20

2.1. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LA BANQUE 20
2.1.1. DENOMINATION ET SIEGE SOCIAL 20
2.1.2. FORME JURIDIQUE ET LEGISLATION PARTICULIERE 20
2.1.3. DATE DE CONSTITUTION ET DUREE 20
2.1.4. OBJET SOCIAL 20
2.1.5. CLAUSES STATUTAIRES PARTICULIERES 20
2.1.6. REGISTRE DU COMMERCE 27
2.1.7. EXERCICE SOCIAL 27
2.1.8. CAPITAL SOCIAL 28
2.1.9. NATIONALITE 28
2.1.10. REGIME FISCAL 28
2.1.11. MATRICULE FISCAL 28
2.1.12. LIEU OU PEUVENT ETRE CONSULTES LES DOCUMENTS DE LA BANQUE 28
2.1.13. RESPONSABLE CHARGE DE L'INFORMATION ET DES RELATIONS AVEC LES ACTIONNAIRES, LES OBLIGATAIRES, LE CMF, LA BVMT ET TUNISIE CLEARING 28
2.2. RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LE CAPITAL DE LA BANQUE 28
2.3. EVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL 29
2.4. REPARTITION DU CAPITAL ET DES DROITS DE VOTE AU 28/02/2019 30
2.4.1. STRUCTURE DU CAPITAL AU 28/02/2019 30
2.4.2. ACTIONNAIRES DETENANT INDIVIDUELLEMENT 3% ET PLUS DU CAPITAL SOCIAL ET DES DROITS DE VOTE AU 28/02/2019 30
2.4.3. CAPITAL ET DROITS DE VOTE DETENUS PAR L'ENSEMBLE DES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION AU 28/02/2019 31
2.4.4. NOMBRE D'ACTIONNAIRES AU 28/02/2019 31
2.5. DESCRIPTION SOMMAIRE DU GROUPE BNA AU 31/12/2017 31
2.5.1. PRESENTATION GENERALE DU GROUPE BNA 31
2.5.2. RELATIONS DE LA BNA AVEC LES SOCIETES DU GROUPE BNA AU 31/12/2017 40
2.5.3. RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LA BNA ET LES AUTRES SOCIETES DU GROUPE DURANT L'EXERCICE 2017 44
2.6. RELATIONS DE LA BNA AVEC LES AUTRES PARTIES LIEES AU 31/12/2017 49
2.6.1. INFORMATIONS SUR LES ENGAGEMENTS 49
2.6.2. TRANSFERTS DE RESSOURCES 50
2.6.3. RELATIONS COMMERCIALES 51
2.7. DIVIDENDES 52
2.8. MARCHE DES TITRES 53

CHAPITRE 3 - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE LA BANQUE 54

3.1. PRESENTATION SOMMAIRE DE LA BANQUE 54
3.2. ORGANISATION DE LA BANQUE 54
3.2.1. STRUCTURE GENERALE DE L'ORGANIGRAMME DE LA BNA 54
3.2.2. GOUVERNANCE 56

3.2.3. CONTROLE INTERNE 61
3.2.4. SYSTEME D'INFORMATION 62
3.2.5. POLITIQUE SOCIALE 63
3.2.6. EFFECTIF ET RESEAU DE LA BANQUE 63
3.3. ACTIVITE ET PERFORMANCE DE LA BANQUE AU 31 DECEMBRE 2017 65
3.3.1. LES RESSOURCES 65
3.3.2. LES EMPLOIS 66
3.3.3. LES RESULTATS D'EXPLOITATION 68
3.4. ACTIVITE ET PERFORMANCE DE LA BANQUE AU 30 JUIN 2018 70
3.4.1. LES RESSOURCES 70
3.4.2. LES EMPLOIS 71
3.4.3. LES RESULTATS D'EXPLOITATION 72
3.5. INDICATEURS D'ACTIVITE ARRETES AU 31/12/2018 75
3.6. MATRICE SWOT (FORCES, FAIBLESSES, OPPORTUNITES ET MENACES) 77
3.7. FACTEURS DE RISQUE ET NATURE SPECULATIVE DE L'ACTIVITE DE LA BANQUE 77
3.8. DEPENDANCE DE L'EMETTEUR 82
3.9. LITIGE OU ARBITRAGE 84
3.10. POLITIQUE D'INVESTISSEMENT DE LA BANQUE 84

CHAPITRE 4 – PATRIMOINE-SITUATION FINANCIERE-RESULTAT 85

4.1. LA SITUATION DES IMMOBILISATIONS ET DU PORTEFEUILLE TITRES DE LA BNA AU 31/12/2017 85
4.1.1. PATRIMOINE IMMOBILIER DE LA BNA AU 31/12/2017 85
4.1.2. PORTEFEUILLE TITRES D'INVESTISSEMENT DE LA BNA AU 31/12/2017 90
4.2. LA SITUATION DES IMMOBILISATIONS ET DU PORTEFEUILLE TITRES DE LA BNA AU 30/06/2018 96
4.2.1. PATRIMOINE IMMOBILIER DE LA BNA AU 30/06/2018 96
4.2.2. PORTEFEUILLE TITRES D'INVESTISSEMENT DE LA BNA AU 30/06/2018 97
4.2.3. ETAT DES ACQUISITIONS ET CESSIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES, INCORPORELLES ET FINANCIERES POSTERIEURES AU 30/06/2018 103
4.3. RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUR LES ETATS FINANCIERS INDIVIDUELS AU 31/12/2017 104
4.3.1. ETATS FINANCIERS COMPARES AU 31 DECEMBRE 106
4.3.2. RAPPORTS GENERAL ET SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIFS A L'EXERCICE 2017 150
4.3.3. NOTES EXPLICATIVES RELATIVES AUX RAPPORTS GENERAL ET SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIFS AUX ETATS FINANCIERS INDIVIDUELS ARRETES AU 31/12/2017 166
4.3.4. NOTES COMPLEMENTAIRES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS INDIVIDUELS ARRETES AU 31/12/2017 166
4.3.5. NOTES RECTIFICATIVES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS INDIVIDUELS ARRETES AU 31/12/2017 173
4.3.6. TABLEAU DE MOUVEMENT DES CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2017 176
4.3.7. TABLEAU DE REPARTITION DES BENEFICES DES TROIS DERNIERS EXERCICES 177
4.3.8. EVOLUTION DES DIVIDENDES 177
4.3.9. EVOLUTION DU PRODUIT NET BANCAIRE ET DU RESULTAT D'EXPLOITATION 177
4.3.10. EVOLUTION DU RESULTAT NET 177
4.3.11. EVOLUTION DE LA MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT 178
4.3.12. EMPRUNTS OBLIGATAIRES EMIS PAR LA BNA 178
4.3.13. EMPRUNTS OBLIGATAIRES SOUSCRITS PAR LA BNA 178
4.3.11. EMPRUNTS OBLIGATAIRES GARANTIS PAR LA BNA 179
4.3.12. PRINCIPAUX INDICATEURS 180
4.3.13. PRINCIPAUX RATIOS 180
4.4. RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31/12/2017 182
4.4.1. BILANS CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2017 183
4.4.2. ETATS DES ENGAGEMENTS HORS BILAN CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2017 184
4.4.3. ETATS DE RESULTAT CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2017 185
4.4.4. ETATS DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES AU 31 DECEMBRE 2017 186
4.4.5. NOTES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES AU 31/12/2017 187
4.4.5. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIFS AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ARRETES AU 31 DECEMBRE 2017 227
4.4.6. NOTES COMPLEMENTAIRES ET EXPLICATIVES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ARRETES AU 31 DECEMBRE 2017 232
4.4.7. NOTES RECTIFICATIVES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ARRETES AU 31 DECEMBRE 2017 233
4.5. RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUR LES ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES ARRETES AU 30/06/2018 235

4.5.1. ETATS FINANCIERS ARRETES AU 30/06/2018 236
4.5.2. AVIS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS ARRETES AU 30/06/2018....273
4.5.3. NOTES COMPLEMENTAIRES ET EXPLICATIVES RELATIVES AUX ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES ARRETES AU 30/06/2018....275
4.5.4. NOTES RECTIFICATIVES AUX ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES ARRETES AU 30/06/2018 287
4.5.5. TABLEAU DES MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES AU 30/06/2018 290
4.5.6. EVOLUTION DU PRODUIT NET BANCAIRE ET DU RESULTAT D'EXPLOITATION 291
4.5.7. EVOLUTION DU RESULTAT NET....291
4.5.8. EVOLUTION DE LA MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT 291
4.5.9. EMPRUNTS OBLIGATAIRES EMIS PAR LA BNA....291
4.5.10. EMPRUNTS OBLIGATAIRES SOUSCRITS PAR LA BNA....292
4.5.11. EMPRUNTS OBLIGATAIRES GARANTIS PAR LA BNA....293
4.5.12. PRINCIPAUX INDICATEURS 293
4.5.13. PRINCIPAUX RATIOS 294
4.6. LES INDICATEURS BOURSIERS DE LA VALEUR BNA....295

CHAPITRE 5 – ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE CONTROLE DES COMPTES....296

5.1. MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION....296
5.1.1. MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 296
5.1.2. FONCTIONS DES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION DANS LA BANQUE 296
5.1.3. PRINCIPALES ACTIVITES EXERCEES EN DEHORS DE LA BANQUE AU COURS DES TROIS DERNIERES ANNEES PAR LES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION 297
5.1.4. MANDATS D'ADMINISTRATEURS LES PLUS SIGNIFICATIFS DANS D'AUTRES SOCIETES 297
5.1.5. FONCTION DES REPRESENTANTS PERMANENTS DES PERSONNES MORALES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DANS LA SOCIETE OU L'ETABLISSEMENT QU'ILS REPRESENTENT 297
5.2. INTERETS DES DIRIGEANTS DANS LA BANQUE AU 31/12/2017 298
5.2.1. REMUNERATIONS ET AVANTAGES EN NATURE ATTRIBUES AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION AU TITRE DE L'EXERCICE 2017 298
5.2.2. PRETS ET GARANTIES ACCORDES EN FAVEUR DES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION AU 31/12/2017....299
5.3. CONTROLE....299
5.4. NATURE ET IMPORTANCE DES OPERATIONS CONCLUES DEPUIS LE DEBUT DU DERNIER EXERCICE AVEC LES MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION AINSI QU'AVEC UN CANDIDAT A UN POSTE DE MEMBRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION OU UN ACTIONNAIRE DETENANT PLUS DE 5% DU CAPITAL....299

CHAPITRE 6 – RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EVOLUTION RECENTE ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR302

6.1. EVOLUTION RECENTE ET ORIENTATIONS STRATEGIQUES....302
6.1.1. EVOLUTION RECENTE 302
6.1.2. ORIENTATIONS STRATEGIQUES 302
6.2. ANALYSE DES ECARTS ENREGISTRES ET DES MODIFICATIONS EFFECTUEES AU NIVEAU DES PREVISIONS 2018-2022 PAR RAPPORT AUX INFORMATIONS PREVISIONNELLES 2017-2021....306
6.2.1. ANALYSE DES ECARTS ENREGISTRES ENTRE LES REALISATIONS DE L'EXERCICE 2017 PAR RAPPORT AUX PREVISIONS DU BP FIGURANT DANS LE DOCUMENT DE REFERENCE « BNA 2018 »....306
6.2.2. ANALYSE DES MODIFICATIONS OPEREES AU NIVEAU DES PREVISIONS 2018 – 2022 PAR RAPPORT AUX INFORMATIONS PREVISIONNELLES 2017-2021 PUBLIEES AU NIVEAU DU DOCUMENT DE REFERENCE « BNA 2018 »....307
6.3. ANALYSE DES PERFORMANCES REALISEES AU 31/12/2018 PAR RAPPORT AUX PREVISIONS RELATIVES A L'EXERCICE 2018 309
6.4. PERSPECTIVES D'AVENIR....310
6.4.1. LES HYPOTHESES DE PREVISION RETENUES....310
6.4.2. LES EMPLOIS DE LA BANQUE....312
6.4.3. LES RESSOURCES DE LA BANQUE 313
6.4.4. LES RESULTATS D'EXPLOITATION 315
6.4.5. RISQUE ET COUVERTURE....317
6.5. LES ETATS FINANCIERS PREVISIONNELS....318
6.5.1. BILANS PREVISIONNELS 318
6.5.2. ETATS DE RESULTATS PREVISIONNELS 319

6.5.3. ETATS DE FLUX DE TRESORERIE PREVISIONNELS 320
6.6. INDICATEURS DE GESTION ET PRINCIPAUX RATIOS PREVISIONNELS 321
6.6.1. INDICATEURS DE GESTION 321
6.6.2. PRINCIPAUX RATIOS 321
6.7. AVIS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES INFORMATIONS PREVISIONNELLES 323

PRESENTATION RESUMEE DE LA BANQUE NATIONALE AGRICOLE

La BNA a été créée en 1959 à l'initiative du gouvernement tunisien afin d'unifier le crédit agricole et encourager le développement de l'agriculture. Dix ans après et avec la croissance spectaculaire de l'activité de la banque et l'ouverture de ses financements aux différents secteurs de l'économie, la banque change de dénomination en Banque Nationale de Tunisie.
En 1989, la restructuration de la banque et sa fusion avec la Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA) a contribué à redonner à la banque sa dénomination initiale et unifier de nouveau les structures d'octroi de crédits agricoles.
De ce fait, la BNA joue le rôle du principal relais des fonds publics destinés au financement du secteur agricole, secteur qui a connu un développement notable durant ces dernières années et ne cesse d'accaparer l'attention des pouvoirs publics.

Durant les dernières années, la banque a connu une croissance rapide de son activité qui lui a permis d'accaparer 11,0%[1] de part de marché en matière de crédits octroyés (8 726MD) et 11,8%[1] en matière de dépôts en 2017. Le PNB s'est élevé à 444,3MD en progression de 17,3% par rapport à 2016.

La BNA dispose d'un des plus dense réseau de la place. Avec ses 176 agences implantées sur tout le territoire tunisien, la banque confirme sa place en tant que banque de proximité et consolide ainsi sa position sur le marché bancaire.

Au 31/12/2017, la BNA est à la tête du « Groupe BNA » composé de 23 sociétés (dont la société mère) intervenant dans plusieurs domaines d'activité.

La participation directe de l'Etat tunisien et des Entreprises Publiques pour le compte de l'Etat dans le capital de la banque s'élève à 50,23% au 31/12/2018.

Les chiffres clés de la BNA relatifs aux trois derniers exercices sont résumés comme suit :

(mD)	30/06/2018	2 017	2 016	2 015	Var 2017/2016
Encours des dépôts	7 623 948	7 633 299	7 025 567	6 247 322	8,7%
Encours des crédits	8 954 425	8 725 577	7 371 767	6 818 824	18,4%
Produits d'exploitation bancaire	493 445	812 794	674 819	619 910	20,4%
Charges d'exploitation bancaire	237 011	368 488	296 005	284 623	24,5%
Produit Net Bancaire	256 434	444 306	378 814	335 287	17,3%
Résultat net	89 878	198 591	140 000	25 355	41,9%
Résultat net hors plus value /cession de titres	50 390	102 685	43 859	-68 462	134,1%

Durant les trois derniers exercices, les principaux ratios de la banque ont évolué comme suit :

	30/06/2018	2 017	2 016	2 015
Ratio de solvabilité	13,10%	12,40%	11,18%	10,07%
Ratio de liquidité	92,55%	107,10%	102,02%	47,30%
Taux de couverture des créances classées	60,20%	59,52%	58,85%	57,38%
Taux des créances classées	18,42%	18,36%	22,49%	24,76%
Taux des créances classées hors budgétaires	16,83%	16,72%	20,41%	22,56%

Durant le 1er semestre 2018, la banque a procédé à une augmentation de son capital par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites à raison d'une action nouvelle pour 10 anciennes détenues. Le capital social est ainsi porté à 176MD divisé en 35 200 000 actions de valeur nominale 5D.

[1] Source : Rapport annuel de la BCT relatif à l'exercice 2017 pour les données du secteur bancaire

Mise en conformité de la BNA par rapport à la nouvelle bancaire n°2016-48 du 11/07/2016 :

A/ La gouvernance :

La BNA fonctionne, depuis le 31 octobre 2015, en mode bicéphale avec dissociation entre la fonction de Président du Conseil d'Administration et celle de Directeur Général (exigence prévue par l'article 46 de la loi bancaire).

En outre, elle est appelée, en matière de gouvernance, à observer les nouvelles exigences suivantes :

1- Renouvellement du mandat des deux administrateurs indépendants et de l'administrateur représentant les petits porteurs. (Article 47)

Le titre II de la loi bancaire a repris la plupart des règles introduites par la circulaire n° 2011-06 du 20 mai 2011 portant renforcement des règles de bonne gouvernance dans les banques et les établissements financiers, notamment celles relatives à la nécessité de désigner deux administrateurs indépendants et un administrateur représentant les petits porteurs pour les banques et établissements financiers cotés en bourse.
L'article 47 a introduit, cependant, deux nouveautés à ce sujet :

- Le renouvellement du mandat des administrateurs susvisés n'est autorisé qu'une seule fois : **L'assemblée générale ordinaire de la BNA appelée à statuer sur les états financiers de l'exercice 2018 prendra en considération cette nouvelle condition pour le renouvellement/désignation des administrateurs indépendants.**
- La notion de "petits porteurs", fait référence, désormais, à celle du "public" au sens de l'article 39 du Règlement Général de la Bourse[1], c'est-à-dire "les actionnaires détenant individuellement au plus (0,5%) du capital et les institutionnels détenant individuellement au plus 5% du capital. **L'assemblée générale ordinaire de la BNA appelée à statuer sur les états financiers de l'exercice 2018 prendra en considération cette condition.**

2- Création d'un nouveau comité émanant du Conseil d'Administration appelé "Comité de nominations et de rémunération". (Article 51)

Ce comité composé de 3 administrateurs, est appelé, particulièrement à assister le Conseil d'Administration dans la conception et le suivi des politiques de nomination et de rémunération, de substitution des dirigeants, des cadres supérieurs et de leur recrutement ainsi que la gestion des situations de conflits d'intérêts.

Ce comité a été créé par le conseil d'administration de la BNA, en date du 13 Décembre 2016.

B/ Les règles prudentielles régissant les prises de participations :

Les principales règles édictées par l'article 75 de la loi bancaire et qui relèvent d'une approche prudentielle des prises de participations peuvent être décrites comme suit :

- → Une banque ou un établissement financier ne peut affecter plus de **15 %** de ses fonds propres à une participation directe ou indirecte dans le capital d'une seule entreprise(N1) ;
- → La somme des participations directes et indirectes ne doit pas excéder **60%** des fonds propres de la banque ou de l'établissement financier (N2) ;
- → Une banque ou un établissement financier ne peut détenir directement ou indirectement plus de **20%** des droits de vote ou du capital d'une même entreprise. Toutefois, elle peut, à titre temporaire, dépasser ce pourcentage lorsque la participation est faite en vue de permettre le recouvrement de ses créances (N3) ;

Actuellement, la situation de la BNA est conforme par rapport aux nouvelles normes N1 et N2 :
- Aucune participation, directe ou indirecte au capital d'une même entreprise, ne dépasse la limite de 15% des FP de la BNA.

[1] Règlement approuvé par arrêté du Ministre des Finances du 13 février 1997, tel que modifié par les arrêtés du 9 septembre 1999, du 24 septembre 2005, du 24 septembre 2007 et du 15 avril 2008.

- Le portefeuille participations est conforme par rapport au seuil de 60% : La somme des participations directes et indirectes, est en dessous de la limite de 60% des FP.
- **Toutefois, certains dépassements sont relevés pour le seuil de 20% au niveau des participations au capital de quelques entreprises (essentiellement certaines sociétés du Groupe immobilier).**

Le plan d'action prévu par l'article 195 de la loi bancaire a été élaboré et prévoit la régularisation des participations excédentaires. Il a été approuvé par le conseil d'administration de la banque en date du 27/12/2017 et celui en date du 03/10/2018 et son déploiement est prévu par étapes sur la période 2018 – 2019.

En effet, une opération a déjà été initiée en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture et celui des domaines de l'Etat et la demande des autorisations nécessaires a été soumise aux autorités.

Ceci étant, le timing de réalisation effective de ce plan de mise en conformité dépendra du résultat des recherches des meilleures opportunités et des délais d'obtention des autorisations nécessaires.

CHAPITRE 1 - RESPONSABLES DU DOCUMENT DE REFERENCE ET RESPONSABLES DU CONTROLE DES COMPTES

1.1 Responsable du document de référence

Monsieur Habib BEN HADJ KOUIDER
Directeur Général de la Banque Nationale Agricole

1.2 Attestation du responsable du document de référence

« A notre connaissance, les données du présent document de référence sont conformes à la réalité. Elles comprennent toutes les informations nécessaires aux investisseurs pour fonder leurs jugements sur le patrimoine, l'activité, la situation financière, les résultats et les perspectives de la banque. Elles ne comportent pas d'omissions de nature à en altérer la portée ».

Monsieur Habib BEN HADJ KOUIDER
Directeur Général de la Banque Nationale Agricole



1.3 Responsables du contrôle des comptes

Etats financiers individuels relatifs à l'exercice 2015 :

- CFA Audit & Conseil, Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par M. Fathi SAIDI, sise au 83, Avenue Mohamed V Immeuble Belvédère Center Bureau A33 1002 Tunis
- Audit & Consulting Business, Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par M. Zied KHEDIMALLAH, sise à la Résidence Zarrad – A24 Berges du Lac II Tunis.

Etats financiers individuels relatifs aux exercices 2016 et 2017 :

- M. Samir LABIDI, Expert comptable - Commissaire aux comptes, membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, sis à l'Immeuble Safsaf Entrée B – 4ème étage 1073, Montplaisir
- International Company for Consulting and Auditing « ICCA », Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par M. Anis SMAOUI, sis au 67, Avenue Alain Savary 1082 Tunis

Etats financiers consolidés relatifs aux exercices 2016 et 2017 :

- M. Samir LABIDI, Expert comptable - Commissaire aux comptes, membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, sis à l'Immeuble Safsaf Entrée B – 4ème étage 1073, Montplaisir
- International Company for Consulting and Auditing « ICCA », Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par M. Anis SMAOUI, sis au 67, Avenue Alain Savary 1082 Tunis

Etats financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2018 :

- M. Samir LABIDI, Expert comptable - Commissaire aux comptes, membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, sis à l'Immeuble Safsaf Entrée B – 4ème étage 1073, Montplaisir
- International Company for Consulting and Auditing « ICCA », Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, représentée par M. Anis SMAOUI, sis au 67, Avenue Alain Savary 1082 Tunis

➢ Extrait de l'Opinion sur les états financiers individuels au 31/12/2015

Les états financiers individuels de la Banque Nationale Agricole « BNA » relatifs à l'exercice clos le 31/12/2015, ont fait l'objet d'un audit effectué par la société CFA Audit & Conseil représentée par M. Fathi SAIDI et la société Audit & Consulting Business représentée par M. Zied KHEDIMALLAH selon les normes professionnelles applicables en Tunisie et ont été certifiés avec réserves :

« Justification de l'opinion avec réserves :

1. Nos travaux d'audit ont été limités par :

   - Les insuffisances significatives inhérentes au système de contrôle interne de la banque et qui touchent les procédures et processus en rapport avec le traitement de l'information financière et la préparation des états financiers.
     Il s'agit particulièrement de l'arrêté du tableau des engagements, de la justification et la réconciliation des flux et des opérations, de l'évaluation et la mise à jour des garanties ainsi que la gestion et la surveillance des différents risques liés à l'activité bancaire (risque de crédit, risque de marché, risque de contre partie, risque opérationnel…).

   - L'indisponibilité d'un détail exhaustif des produits comptabilisés par client. Conséquemment, la conformité des produits réservés par rapport aux dispositions de l'article 9 de la circulaire de la BCT n°91-24 n'a pu être appréciée.

   - L'inexistence d'une information fiable et exhaustive sur les mouvements confiés par client permettant d'apprécier la solvabilité de certaines relations de la Banque.

   - L'absence d'un état exhaustif des relations ayant bénéficié des mesures exceptionnelles de soutien du secteur de tourisme prévues par la circulaire BCT n°2015-12 du 22 juillet 2015.

   - L'absence d'une comptabilité multidevises, autonome tenue en devise selon un système dit en partie double. Ce qui ne permet pas d'identifier clairement l'impact des opérations effectuées en devises sur le résultat de la période et d'apprécier l'exposition de la Banque au risque de change.

   - L'absence de réponses à nos demandes d'informations sur les litiges en cours par les avocats mandatés par la BNA.

2. Ainsi qu'il a été donné en informations au niveau des notes 4.7 & 4.12, les rubriques « Autres actifs » et « Autres passifs » comportent des comptes qui présentent des suspens et des opérations en instance de dénouement se rapportant principalement aux comptes liés à la compensation. Ces comptes débiteurs et créditeurs s'élèvent respectivement à 46,841 millions de dinars et à 146,400 millions de dinars.
   Les travaux d'apurement des suspens liés à la « télé-compensation 24 heures », sont à la date de rédaction du présent rapport, en cours. L'impact final des travaux en cours ne peut, actuellement, pas être estimé.

3. Les engagements de la BNA déclarés à la Banque Centrale de Tunisie « BCT », base de calcul des provisions requises, sont supérieurs aux engagements inscrits aux états financiers au niveau des rubriques AC3 « Créances clientèles », AC7 « autres Actifs » et HB « engagements hors bilan » et ce pour un montant compensé de 2 millions de dinars.
   Aussi, certaines natures d'engagements n'ont pas été déclarées à la BCT dont les crédits notifiés non utilisés. Cette situation risque d'impacter le montant des provisions requises sur les engagements clientèle.

4. La BNA ne dispose pas d'une comptabilité régulière et exhaustive des engagements hors bilan. L'état des engagements hors bilan a été arrêté d'une manière extracomptable sur la base de situations communiquées par les structures internes à la BNA.
   Par conséquent, nous formulons une réserve sur la régularité et l'exhaustivité de l'état des engagements hors bilan.

5. Ainsi qu'il a été donné en informations au niveau de la note 4.11«Emprunts et Ressources Spéciales », les situations « Ressources/Emplois » des fonds budgétaires confiés par l'État à la BNA ne font pas l'objet d'arrêté contradictoire afin d'établir l'équilibre entre les emplois et les ressources de chaque fonds budgétaire et d'identifier les emplois financés par les ressources budgétaires pour lesquels la BNA supporte en partie les risques définitifs encourus sur les prêts (entre 25% et 50%).
   De ce fait, les risques encourus sur ces emplois ne sont pas considérés lors de la détermination des provisions pour créances douteuses ce qui pourrait minorer le montant des provisions requises sur les engagements.

6. La BNA n'a pas procédé à l'inventaire physique exhaustif de ses immobilisations qui s'élèvent en net à 86 millions de dinars.
   Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure de certifier l'existence physique des immobilisations inscrites au bilan de la BNA ni d'estimer l'effet des ajustements sur les capitaux propres, qui le cas échéant, pourraient se révéler nécessaires si l'inventaire physique a été réalisé et rapproché avec la comptabilité. »

Par ailleurs, les commissaires aux comptes ont émis les observations suivantes :

« **Paragraphe d'observation :**

Sans remettre en cause notre opinion ci-haut exprimée, nous estimons utile d'attirer votre attention sur les points suivants :

1. Les fonds propres de la banque comportent une dotation de l'Etat d'un montant de 133 millions de dinars constituée en vertu de la loi n°94-30 du 21 février 1994 et assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la banque. Cette éventualité de restitution s'applique également aux fonds budgétaires agricoles revenant à l'Etat pour un montant de 160 millions de dinars, qui ont été décomptabilisés par la BNA en vertu de la loi n°2003-80 du 29 décembre 2003 pour compenser l'insuffisance de provisions dégagée par son activité à la fin de 2003.

2. Les actifs de la banque comportent des engagements des entreprises, ayant bénéficié des mesures exceptionnelles prévues par la circulaire BCT n°2015-12 du 22 juillet 2015 et maintenus dans leurs classes de risque de l'exercice 2014. Ces créances s'élèvent à 69 millions de dinars représentant 0,73% du total des engagements de la BNA. Elles sont couvertes par des provisions de l'ordre de 11,930 millions de dinars dont celles additionnelles de l'ordre de 7,609 millions de dinars et par des agios réservés de l'ordre de 3,081 millions de dinars.

3. Les actifs de la banque comportent 1244 millions de dinars au titre de créances consolidées, garanties ou prises en charge par l'État, sur des périodes allant de 20 à 25 ans et sans intérêts, et ce dans le cadre de la loi de finances pour l'année 1999 et la loi n°99-65 du 15 juillet 1999.

4. Les actifs de la banque comportent 41,440 millions de dinars au titre de créances abandonnées par la BNA et prises en charge par l'Etat, sur une période de 20 ans et sans intérêts, et ce dans le cadre de l'article 79 de la loi de finances pour l'année 2014 telle que modifiée par la loi n°2015-18 du 2 juin 2015 et l'article 27 de la loi de finances complémentaire pour l'année 2015.
   Nous n'avons pas, jusqu'à la date de rédaction du présent rapport, eu communication de la convention de prise en charge de ces créances signée par l'Etat et la banque. »

De plus, les commissaires aux comptes ont procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi :

« Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires :

1. En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, nous avons procédé à l'examen du rapport du Conseil d'Administration destiné à l'Assemblée Générale Ordinaire. Les informations sur les comptes contenues dans ledit rapport appellent les mêmes observations exprimées dans le paragraphe « justification de l'opinion avec réserves ».

2. En application des dispositions de l'article 266 (alinéa 2) du Code des Sociétés Commerciales et de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994, telle que modifiée par la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005, nous avons procédé à l'appréciation des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et la préparation des états financiers.
   Ainsi qu'il a été reporté au niveau de notre opinion sur les états financiers, nos rapports font état d'insuffisances majeures au niveau du système d'information de la banque.

3. En application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la Banque avec la réglementation en vigueur. Nous n'avons pas d'observation à formuler à ce sujet.

4. Par référence à l'article 5 de la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie N°97-08, nous n'avons pas pu apprécier la position de change de la Banque en raison du défaut de tenue d'une comptabilité multidevises conforme aux prescriptions de la norme comptable tunisienne n°23.

5. La BNA affiche au 31 décembre 2015 un ratio de liquidité, le rapport entre l'encours des actifs réalisables et le total des sorties nettes de trésorerie durant les 30 jours calendaires suivants, de 47,32% soit une insuffisance de 12,68% par rapport au minimum de 60% prévu par la circulaire BCT n°2014-14 du 10 novembre 2014. »

- **Extrait de l'Opinion sur les états financiers individuels au 31/12/2016**

Les états financiers individuels de la Banque Nationale Agricole « BNA » relatifs à l'exercice clos le 31/12/2016, ont fait l'objet d'un audit effectué par M. Samir LABIDI et la société International Company and Auditing « ICCA » représentée par M. Anis SMAOUI selon les normes professionnelles applicables en Tunisie et ont été certifiés avec réserves :

« Justification de l'opinion avec réserves :

1- Nos travaux d'audit ont été limités par :

- L'absence d'une base de données exhaustive et actualisée relative aux garanties hypothécaires ou autres, reçues par la BNA en couverture des risques encourus sur la clientèle.

- L'indisponibilité d'une notation récente attribuée par une agence de notation et/ou d'états financiers récents et certifiés par un commissaire aux comptes légalement habilité pour plusieurs relations présentant des engagements auprès du système financier dépassant individuellement les seuils respectifs de 25 000mDT et de 5 000mDT tels que prévus par l'article 7 de la circulaire BCT n°91-24 du 17 décembre 1991.
  La réalisation par la banque d'un inventaire exhaustif des « garanties reçues », ainsi que la prise en compte des données financières pour l'évaluation des risques encourus sur certaines relations, pourraient se traduire par des ajustements affectant le résultat et les capitaux propres de la Banque.

- Le défaut de réponses à nos demandes d'informations sur les litiges en cours adressées aux avocats mandatés par la BNA.

2- L'état des engagements hors bilan de la Banque arrêté au 31 décembre 2016, fait apparaître des engagements donnés et reçus de valeurs respectives de 2 702 084mDT et 3 180 361mDT. Les engagements hors bilan relatifs aux crédits agricoles sont arrêtés d'une manière extra comptable sur la base des inventaires physiques reçus des structures concernées, à la différence des autres engagements hors bilan qui sont mécanisés. Les procédures en vigueur afférentes aux engagements liés aux crédits agricoles ne nous permettent de nous prononcer valablement sur la régularité des soldes des engagements correspondants.

3- La Banque n'a pas encore mis en place une comptabilité autonome tenue en devises pour la comptabilisation des opérations effectuées en monnaies étrangères, et ce contrairement aux dispositions de la NCT23 relative aux opérations en devises dans les établissements bancaires. Cette situation ne permet pas d'évaluer l'impact de ces opérations sur le résultat de la période.

4- Les situations Ressources/Emplois des fonds budgétaires confiés par l'Etat Tunisien à la BNA ne font pas l'objet d'une confirmation périodique auprès de l'Etat permettant d'arrêter les mouvements et les soldes relatifs à chaque fonds et d'évaluer les risques associés aux prêts financés sur les ressources de ces fonds et supportés par la Banque (entre 25% et 50%). Ainsi, les risques encourus sur ces emplois ne sont pas considérés lors du calcul du montant des provisions sur les engagements de la clientèle.

5- La BNA n'a pas réalisé un inventaire physique exhaustif des immobilisations et n'a pas procédé à leurs rapprochements avec les données comptables au 31 décembre 2016. Par conséquent, nous ne pouvons pas nous s'assurer de l'existence et de l'exhaustivité des immobilisations corporelles et incorporelles figurant au bilan de la banque et dont le solde comptable net s'élève à 87 448mDT au 31 décembre 2016.

Par ailleurs, les commissaires aux comptes ont émis les observations suivantes :

« <u>Paragraphe d'observation :</u>

Sans remettre en cause notre avis ci-haut exprimé, nous estimons utile d'attirer votre attention sur les points suivants :

1- La BNA a fait l'objet d'un redressement fiscal suite à un contrôle fiscal approfondi qui s'est déroulé en 2016 au titre de la période allant du 1er janvier 2010 au 31 décembre 2014. Les résultats du contrôle fiscal notifiés à la banque en date du 22 décembre 2016 ont conclu à un redressement de l'impôt de 23 013mDT en principal et intérêts. La banque a notifié sa réponse à l'administration fiscale dans les délais légaux et a accepté une partie de la taxation qui a donné lieu à la constatation d'une provision d'un montant de 6 900mDT au 31 décembre 2016. N'étant pas encore clôturé, l'impact définitif de ce redressement fiscal ne peut être estimé d'une manière précise. Il est à signaler que des déclarations d'impôts rectificatives ont été effectuées au titre des années 2015 et 2016 et ce en vue de se conformer aux éléments de la taxation reconnus au titre des années 2010 à 2014.

2- Les créances consolidées, garanties ou prises en charge par l'Etat, sur des périodes allant de 20 à 25 ans et sans intérêts, en application des articles 24 et 25 de la loi n°98-111 du 28 décembre 1998 et de l'article 3 de la loi n°99-65 du 15 juillet 1999, présentant une valeur comptable de 109 845mDT au 31 décembre 2016. La moins-value subie par la BNA et correspondant à la différence entre le solde comptable de ces créances et le montant actualisé au taux d'intérêt prévalant sur le marché des encaissements futurs au titre de ces créances conformément aux dispositions du paragraphe 7 de la norme comptable tunisienne n°3 relative aux revenus et le paragraphe AG64 de la norme comptable internationale IAS 39, Instruments financiers : comptabilisation et évaluation, n'a pas été constatée pour l'arrêté des états financiers au 31 décembre 2016. (se référer à la Note 4.3.5 des états financiers)

3- Parmi les fonds propres de la BNA figure une dotation de l'Etat d'un montant de 133 000mDT, constituée en application de la loi n°94-30 du 21 février 1994 et assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la BNA. Cette éventualité de restitution s'applique également aux fonds budgétaires agricoles revenant à l'Etat pour un montant de 160 000mDT, qui ont été comptabilisés par la BNA en vertu de la loi n°2003-80 du 29 décembre 2003 pour compenser l'insuffisance de provision dégagée par son activité à la fin de l'année 2003. A la date du présent rapport, l'équilibre financier de la BNA, dont les conditions sont définies dans les conventions établies entre l'Etat Tunisien et la banque, n'est pas encore atteint. En conséquence, l'éventualité de restitution de ces montants ne pourrait pas être retenue au 31 décembre 2016.

<u>Paragraphe descriptif d'autres questions :</u>

Nous attirons l'attention sur la note aux états financiers n°3.9 dont le contenu décrit les raisons de la modification apportée aux états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2016 tels qu'arrêtés par le Conseil d'Administration réuni le 24 avril 2017. En conséquence, nous avons émis le présent rapport sur les états financiers modifiés. Ce rapport annule et remplace celui émis, par nos soins, en date du 03 mai 2017 tel que publié dans deux journaux quotidiens le 12 mai 2017.

De plus, les commissaires aux comptes ont procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi :

« Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires :

Nous avons procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

1- En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, nous avons examiné le rapport annuel du Conseil d'Administration destiné à l'Assemblée Générale Ordinaire. Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la conformité des informations d'ordre comptable contenues dans ce rapport avec les états financiers.

2- En application des dispositions de l'article 266 (alinéa 2) du Code des Sociétés Commerciales et de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994, telle que modifiée par la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005, nous avons procédé à l'appréciation des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et la préparation des états financiers. Nous signalons que nous n'avons pas relevé, sur la base de notre examen, d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers.

3- En application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la Banque avec la réglementation en vigueur. Nous n'avons pas d'observation à formuler à ce sujet. »

- Extrait de l'Opinion sur les états financiers individuels au 31/12/2017

Les états financiers individuels de la Banque Nationale Agricole « BNA » relatifs à l'exercice clos le 31/12/2017, ont fait l'objet d'un audit effectué par M. Samir LABIDI et la société International Company and Auditing « ICCA » représentée par M. Anis SMAOUI selon les normes professionnelles applicables en Tunisie et ont émis l'opinion suivante :

« À notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Banque au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie, conformément au système comptable des entreprises. »

Toutefois, les commissaires aux comptes ont émis les observations suivantes :

« Paragraphe d'observation :

Sans remettre en cause notre opinion ci-haut exprimé, nous estimons utile d'attirer votre attention sur les points suivants :

1. Les créances consolidées, garanties ou prises en charge par l'État, sur des périodes allant de 20 à 25 ans et sans intérêts, en application des articles 24 et 25 de la loi n°98-111 du 28 décembre 1998 et de l'article 3 de la loi n°99-65 du 15 juillet 1999, présentent une valeur comptable de 95 458 KDT au 31décembre 2017. La moins-value subie par la BNA et correspondant à la différence entre le solde comptable de ces créances et le montant actualisé au taux d'intérêt prévalant sur le marché des encaissements futurs au titre de ces créances conformément aux dispositions du paragraphe 7 de la norme comptable tunisienne n°3 relative aux revenus et le paragraphe AG 64 de la norme comptable internationale IAS 39, Instruments financiers : comptabilisation et évaluation, n'a pas été constatée pour l'arrêté des états financiers au 31 décembre 2017 (se référer à la note 4.3.5 des états financiers);

2. Parmi les fonds propres de la BNA figure une dotation de l'État d'un montant de 133 000 KDT, constituée en application de la loi n°94-30 du 21 février 1994 et assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la BNA. Cette éventualité de restitution s'applique également aux fonds budgétaires agricoles revenant à l'État pour un montant de 160 000 KDT, qui ont été décomptabilisés par la BNA en vertu de la loi n°2003-80 du 29 décembre 2003 pour compenser l'insuffisance de provision dégagée par son activité à la fin de l'année 2003.
   A la date du présent rapport, l'équilibre financier de la BNA, dont les conditions sont définies dans les conventions établies entre l'Etat tunisien et la banque, n'est pas encore atteint. En conséquence, l'éventualité de restitution de ces montants ne pourrait pas être retenue au 31 décembre 2017. »

De plus, les commissaires aux comptes ont procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi :

« Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires :

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes règlementaires en vigueur en la matière.

1- Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994, telle que modifiée par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, portant promulgation réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de la banque. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe à la direction et au conseil d'administration.
Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne. Un rapport traitant des faiblesses et des insuffisances identifiées au cours de notre audit a été remis à la Direction Générale de la banque.

2- Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur

En application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la banque avec la réglementation en vigueur.
La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe au Conseil d'Administration.
Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires de mettre en œuvre, nous n'avons pas détecté d'irrégularité liée à la conformité des comptes de la banque avec la réglementation en vigueur. »

- **Extrait de l'Opinion sur les états financiers consolidés au 31/12/2016**

Les états financiers consolidés du groupe « BNA » relatifs à l'exercice clos le 31/12/2016, ont fait l'objet d'un audit effectué par M. Samir LABIDI et la société International Company for Consulting and Auditing « ICCA » représentée par M. Anis SMAOUI selon les normes professionnelles applicables en Tunisie et ont été certifiés avec réserves :

« Justification de l'opinion avec réserves :

1- Nos travaux d'audit des états financiers de la société mère « BNA » ont été limités par :

- L'absence d'une base de données exhaustive et actualisée relative aux garanties hypothécaires ou autres, reçues par la BNA en couverture des risques encourus sur la clientèle.

- L'indisponibilité d'une notation récente attribuée par une agence de notation et/ou d'états financiers récents et certifiés par un commissaire aux comptes légalement habilité pour plusieurs relations présentant des engagements auprès du système financier dépassant individuellement les seuils respectifs de 25 000mDT et de 5 000mDT tels que prévus par l'article 7 de la circulaire BCT n°91-24 du 17 décembre 1991.
  La réalisation par la banque d'un inventaire exhaustif des « garanties reçues », ainsi que la prise en compte des données financières pour l'évaluation des risques encourus sur certaines relations, pourraient se traduire par des ajustements affectant le résultat et les capitaux propres de la Banque.

- Le défaut de réponses à nos demandes d'informations sur les litiges en cours adressées aux avocats mandatés par la BNA.

2- L'état des engagements hors bilan de la Banque arrêté au 31 décembre 2016, fait apparaître des engagements donnés et reçus de valeurs respectives de 2 702 084mDT et 3 180 361mDT. Les

engagements hors bilan relatifs aux crédits agricoles sont arrêtés d'une manière extra comptable sur la base des inventaires physiques reçus des structures concernées, à la différence des autres engagements hors bilan qui sont mécanisés. Les procédures en vigueur afférentes aux engagements liés aux crédits agricoles ne nous permettent de nous prononcer valablement sur la régularité des soldes des engagements correspondants.

3- La société mère « BNA » n'a pas encore mis en place une comptabilité autonome tenue en devises pour la comptabilisation des opérations effectuées en monnaies étrangères, et ce contrairement aux dispositions de la NCT23 relative aux opérations en devises dans les établissements bancaires. Cette situation ne permet pas d'évaluer l'impact de ces opérations sur le résultat de la période.

4- Les situations Ressources/Emplois des fonds budgétaires confiés par l'Etat Tunisien à la société mère « BNA » ne font pas l'objet d'une confirmation périodique auprès de l'Etat permettant d'arrêter les mouvements et les soldes relatifs à chaque fonds et d'évaluer les risques associés aux prêts financés sur les ressources de ces fonds et supportés par la Banque (entre 25% et 50%). Ainsi, les risques encourus sur ces emplois ne sont pas considérés lors du calcul du montant des provisions sur les engagements de la clientèle.

5- La société mère « BNA » n'a pas réalisé un inventaire physique exhaustif des immobilisations et n'a pas procédé à leurs rapprochements avec les données comptables au 31 décembre 2016. Par conséquent, nous ne pouvons pas nous s'assurer de l'existence et de l'exhaustivité des immobilisations corporelles et incorporelles figurant au bilan de la banque et dont le solde comptable net s'élève à 87 448mDT au 31 décembre 2016.

6- Comme il est mentionné dans les notes aux états financiers (la note 4.1), les comptes consolidés ont été établis sur la base des états financiers de la société mère et des états financiers des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation. Toutefois, sept entreprises n'ont pas fourni des liasses de consolidation qui soient visées par les commissaires aux comptes. Par conséquent, nous ne sommes pas en mesure d'estimer l'effet des ajustements que les travaux des commissaires aux comptes pourraient, le cas échéant, mettre en évidence. De plus, il ne nous a pas été possible de consulter les rapports des commissaires aux comptes de huit sociétés conformément à l'article 472 du code des sociétés commerciales.

Paragraphe descriptif d'autres questions :

Nous attirons l'attention sur la note aux états financiers consolidés n°3.9 dont le contenu décrit les raisons de la modification apportée aux états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2016 tels qu'arrêtés par le Conseil d'Administration réuni le 24 avril 2017. En conséquence, nous avons émis le présent rapport sur les états financiers consolidés modifiés. Ce rapport annule et remplace celui émis, par nos soins, en date du 03 mai 2017 tel que publié dans deux journaux quotidiens le 12 mai 2017.

De plus, les commissaires aux comptes ont procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi :

« Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires :

Conformément à l'article 473 du code des sociétés commerciales, nous avons examiné le rapport de gestion du groupe. Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les états financiers consolidés des informations d'ordre comptable données dans le rapport de gestion du groupe. »

- **Extrait de l'Opinion sur les états financiers consolidés au 31/12/2017**

Les états financiers consolidés du groupe « BNA » relatifs à l'exercice clos le 31/12/2017, ont fait l'objet d'un audit effectué par M. Samir LABIDI et la société International Company for Consulting and Auditing « ICCA » représentée par M. Anis SMAOUI selon les normes professionnelles applicables en Tunisie et ont émis l'opinion suivante :

« À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du Groupe de la Banque Nationale Agricole au 31 décembre 2017, ainsi

que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie, conformément au système comptable des entreprises. »

Toutefois, les commissaires aux comptes ont émis les observations suivantes :

« **Paragraphe d'observation :**

Sans remettre en cause notre opinion ci-haut exprimé, nous estimons utile d'attirer votre attention sur les points suivants :

1. Les créances consolidées, garanties ou prises en charge par l'État, sur des périodes allant de 20 à 25 ans et sans intérêts, en application des articles 24 et 25 de la loi n°98-111 du 28 décembre 1998 et de l'article 3 de la loi n°99-65 du 15 juillet 1999, présentent une valeur comptable de 95 458 KDT au 31décembre 2017. La moins-value subie par la BNA et correspondant à la différence entre le solde comptable de ces créances et le montant actualisé au taux d'intérêt prévalant sur le marché des encaissements futurs au titre de ces créances conformément aux dispositions du paragraphe 7 de la norme comptable tunisienne n°3 relative aux revenus et le paragraphe AG 64 de la norme comptable internationale IAS 39, Instruments financiers : comptabilisation et évaluation, n'a pas été constatée pour l'arrêté des états financiers au 31 décembre 2017. (Se *référer à la Note 4.3.5 des états financiers)*

2. Parmi les fonds propres de la BNA figure une dotation de l'État d'un montant de 133 000 KDT, constituée en application de la loi n°94-30 du 21 février 1994 et assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la BNA. Cette éventualité de restitution s'applique également aux fonds budgétaires agricoles revenant à l'État pour un montant de 160 000 KDT, qui ont été décomptabilisés par la BNA en vertu de la loi n°2003-80 du 29 décembre 2003 pour compenser l'insuffisance de provision dégagée par son activité à la fin de l'année 2003. A la date du présent rapport, l'équilibre financier de la BNA, dont les conditions sont définies dans les conventions établies entre l'Etat tunisien et la banque, n'est pas encore atteint. En conséquence, l'éventualité de restitution de ces montants ne pourrait pas être retenue au 31 décembre 2017. »

De plus, les commissaires aux comptes ont procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi :

« **Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires :**

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité des systèmes de contrôle interne du groupe

En application des dispositions de l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994, telle que modifiée par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité des systèmes de contrôle interne du Groupe. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe à la direction et au conseil d'administration.
Sur la base de notre examen, et en se basant sur les rapports des commissaires aux comptes des sociétés du Groupe, nous n'avons pas identifié de déficiences importantes dans le système de contrôle interne du Groupe, susceptibles d'impacter la fiabilité de ses états financiers relatifs à l'exercice 2017. »

- **Avis sur les états financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2018 :**

Les états financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2018 de la BNA ont fait l'objet d'un examen limité effectué par M. Samir LABIDI et la société International Company for Consulting and Auditing « ICCA » représentée par M. Anis SMAOUI selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Les commissaires aux comptes ont émis l'avis suivant :

« Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que les états financiers intermédiaires ci-joints, ne donnent pas une image fidèle de la situation financière de la Banque Nationale Agricole -BNA- au 30 juin 2018, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour la période de six mois se terminant à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie. »

Par ailleurs, les commissaires aux comptes ont émis les observations suivantes :

« **Paragraphe d'observation :**

Sans remettre en cause notre avis ci-haut exprimé, nous estimons utile d'attirer votre attention sur les points suivants :

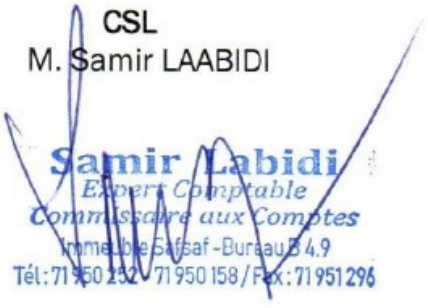
1. Les créances consolidées, garanties ou prises en charge par l'État, sur des périodes allant de 20 à 25 ans et sans intérêts, en application des articles 24 et 25 de la loi n°98-111 du 28 décembre 1998 et de l'article 3 de la loi n°99-65 du 15 juillet 1999, présentent une valeur comptable de 92 292mDT au 30 juin 2018. La moins-value subie par la BNA et correspondant à la différence entre le solde comptable de ces créances et le montant actualisé au taux d'intérêt prévalant sur le marché des encaissements futurs au titre de ces créances conformément aux dispositions du paragraphe 7 de la norme comptable tunisienne n°3 relative aux revenus et le paragraphe AG 64 de la norme comptable internationale IAS 39, Instruments financiers : comptabilisation et évaluation, n'a pas été constatée pour l'arrêté des états financiers au 30 juin 2018 (se référer à la note 4.3.5. des états financiers) ;

2. Parmi les fonds propres de la BNA figure une dotation de l'État d'un montant de 133 000mDT, constituée en application de la loi n°94-30 du 21 février 1994 et assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la BNA. Cette éventualité de restitution s'applique également aux fonds budgétaires agricoles revenant à l'État pour un montant de 160 000 mDT, qui ont été décomptabilisés par la BNA en vertu de la loi n°2003-80 du 29 décembre 2003 pour compenser l'insuffisance de provision dégagée par son activité à la fin de l'année 2003. A la date du présent rapport, l'équilibre financier de la BNA, dont les conditions sont définies dans les conventions établies entre l'Etat tunisien et la banque, n'est pas encore atteint. En conséquence, l'éventualité de restitution de ces montants ne pourrait pas être retenue au 30 juin 2018. »

Attestation des commissaires aux comptes

« Nous avons procédé à la vérification des informations financières et des données comptables figurant dans le présent document de référence en effectuant les diligences que nous avons estimées nécessaires selon les normes de la profession. Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la régularité des informations financières et comptables présentées. »

CSL
M. Samir LAABIDI



ICCA
M. Anis SMAOUI



1.4 Attestation des intermédiaires en Bourse chargés de l'élaboration du document de référence

« Nous attestons avoir accompli les diligences d'usage pour nous assurer de la sincérité du document de référence ».

BNA CAPITAUX
Le Directeur Général
M. Kamel GUESMI

BNA CAPITAUX S.A. AU CAPITAL DE 5.000.000 D RC N°B 145 651 997 DU 07 MAI 1997

Mac SA
Le Directeur Général Adjoint
M. Mourad BEN CHAABANE

MAC S.A. Intermédiaire en Bourse Imm. Green Center - Bloc C - 2ème Etage Rue Lac de Constance - Les Berges du Lac 1053 Tunis Tél: 71 960 102 - Fax: 71 960 993

1.5 Responsable de l'information

M. Ahmed BEN MOULEHEM
Directeur du Pôle Finances, Comptabilité et Pilotage de la performance
Tél : 71 830 513 Fax : 70 144 024

BANQUE NATIONALE AGRICOLE S.A. au Capital 176.000.000 Dinars BNA BANK

Conseil du Marché Financier
L'Enregistrement de ce document de référence ne remplace en aucun cas le visa délivré au vu de l'article 2 de la loi n° 94-117 du 14 Novembre 1994 qui sera sollicité à l'occasion de chaque opération

Conseil du Marché Financier
Enregistrement n° 19/001 du 20 MARS 2019
Délivré au vu de l'article 14 du règlement du CMF relatif à l'APE
Le Président du Conseil du Marché Financier
Signé: Salah ESSAYEL

CHAPITRE 2 - RENSEIGNEMENTS DE CARACTERE GENERAL CONCERNANT LA BANQUE ET SON CAPITAL

2.1. Renseignements de caractère général concernant la banque

2.1.1. Dénomination et siège social

Dénomination sociale : Banque Nationale Agricole
Siège social : Avenue Mohamed V 1001 Tunis
Téléphone : (71) 831 000 / (71) 831 200
Télex : NABATTU 14130/BNATU 15436/ DIRBNA 13220
Fax : (71) 830 152
Internet Banking : bnanet.com.tn
Site web : www.bna.com.tn
E-mail : bna@bna.com.tn

2.1.2. Forme juridique et législation particulière

Forme juridique : Société Anonyme
Législation particulière applicable : La société est régie par la loi n°2016-48 du 11 Juillet 2016 relative aux banques et établissements financiers.

2.1.3. Date de constitution et durée

Date de constitution : 01/06/1959
Durée : 99 ans à compter du jour de sa constitution

2.1.4. Objet social

(Article 3 des statuts)

La société a pour objet :

- La création d'un établissement de banque et de crédit pour favoriser le développement de l'économie en général et pour participer en particulier au développement du secteur agricole et de la pêche en Tunisie par l'attribution aux personnes physiques ou morales, des crédits à court terme, à moyen et à long terme, avec ou sans garanties, et plus généralement de faire en Tunisie et à l'étranger pour elle-même ou pour le compte de tiers, toutes opérations de banque, d'escompte, d'avance de crédit, de commission, de souscription, émissions, dépôts de fonds et toutes les opérations directes ou indirectes, financières, industrielles, commerciales mobilières et immobilières des maisons de banque et des établissements de crédit ;
- L'institution et le développement du crédit mutuel en Tunisie dans le cadre des textes réglementant cette matière ;
- Et enfin, de prendre toutes participations dans toutes opérations pouvant se rattacher à l'un des objets précités, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de commandite, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion, d'alliance, d'association en participation ou autrement.

La banque s'engage à conformer l'article 3 de ses statuts à la règlementation en vigueur.

2.1.5. Clauses statutaires particulières

Répartition des bénéfices (Article 49 des statuts) :
Le bénéfice distribuable est constitué du résultat comptable net majoré ou minoré des résultats reportés des exercices antérieurs, et ce, après déduction de ce qui suit :

- Une fraction égale à 5% du bénéfice déterminé comme ci-dessus indiqué au titre des réserves légales. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale atteint le dixième du capital social ;
- La réserve prévue par les textes législatifs spéciaux dans la limite des taux qui y sont fixés ;
- Les réserves que l'Assemblée Générale décide de constituer, les sommes destinées au fonds d'aide et de prévoyance sociale ainsi que les résultats reportés conformément à la réglementation en vigueur.

Paiement des dividendes (Article 50 des statuts) :

Le paiement des dividendes se fait annuellement dans un délai de trois mois à compter de la date de l'Assemblée Générale Ordinaire qui l'a décidé.
Tous intérêts et dividendes régulièrement perçus ne peuvent être objet de report ou de restitution sauf les cas prévus par la loi. Ceux non touchés cinq ans après la date de mise en paiement sont prescrits au profit de l'Etat.

Transmission des actions (Article 14 des statuts) :

Les actions sont négociées par leur transfert d'un compte à un autre.
En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables dès la réalisation de celle-ci.
Les actions demeurent négociables après la dissolution de la société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

Indivisibilité des actions (Article 15 des statuts) :

Les actions sont indivisibles et la société ne reconnaît qu'un propriétaire pour chaque action. Les propriétaires indivis d'une action et notamment les héritiers et ayant cause d'un actionnaire décédé sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne désignée d'accord entre eux.
A défaut de convention contraire ente l'usufruitier et le nu-propriétaire signifiée à la société, celle –ci ne reconnaît que l'usufruitier.

Droits conférés par les actions (Article 16 des statuts) :

Chaque action donne droit, dans la propriétaire de l'actif social, à une part proportionnelle au nombre des actions émises.
La part de chaque actionnaire dans les bénéfices est déterminée proportionnellement à sa participation dans le capital social conformément à la réglementation en vigueur.
Les actionnaires ont également un droit d'obtenir les documents prévus à la loi dans les conditions et suivant les formes définies par la réglementation en vigueur.

Assemblées générales :

⇨ Nature des Assemblées (Article 33 des statuts)

Les actionnaires se réunissent en Assemblées Générales lesquelles sont qualifiées : d' « Assemblées Générales Extraordinaires » lorsque leurs décisions se rapportent à une modification des statuts, d' « Assemblées Générales Ordinaires » dans tous les autres cas.
Les actionnaires sont réunis chaque année en Assemblée Générale Ordinaire sur la convocation du Conseil d'Administration, dans les quatre premiers mois qui suivent la clôture de l'exercice comptable aux jour, heure et lieu indiqués dans l'avis de convocation.
L'Assemblée Générale est convoquée par le Conseil d'Administration. En cas de nécessité, elle peut être convoquée par les commissaires aux comptes ou par un mandataire nommé par le Tribunal sur demande de tout intéressé en cas d'urgence ou à la demande d'un ou plusieurs actionnaires détenant la fraction du capital fixée par la réglementation en vigueur.

Dispositions générales communes aux Assemblées Ordinaires et Assemblées Générales Extraordinaires :

⇨ Convocation (Article 34 des statuts)

L'Assemblée Générale Ordinaire est convoquée par un avis publié au JORT et dans deux quotidiens dont l'un en langue arabe dans le délai de quinze jours au moins avant la date fixée pour la réunion, l'avis indiquera la date et le lieu de la tenue de la réunion ainsi que l'ordre du jour. Il en est de même en ce qui concerne les formalités et le délai de convocation des Assemblées Générales Ordinaires sur 2ème convocation.
Préalablement à l'Assemblée, les documents nécessaires doivent être mis à la disposition des actionnaires au siège de la société quinze jours au moins avant la date de la réunion.
Les Assemblées Générales Extraordinaires sont convoquées dans les délais fixés par l'auteur de la convocation par des avis au JORT et dans deux quotidiens dont l'un en langue arabe.

Les Assemblées se réunissent au siège social ou dans tout autre endroit indiqué par les convocations et ce, sous réserve du respect des dispositions de la Loi relative à la réglementation du Marché Financier.

⇨ Droit d'assister aux Assemblées (Article 35 des statuts)

Sous réserve des dispositions de l'article 40 ci-après, tout actionnaire a le droit d'assister aux Assemblées Générales, sur simple justification de son identité, à condition que ses actions soient libérées des versements exigibles et qu'elles aient été inscrites à son compte de valeurs mobilières (ou d'actions) cinq jours au moins avant la date de l'Assemblée.
Le Conseil d'Administration a la faculté, par voie de mesure générale, d'abréger le délai ci-dessus fixé.
L'Etat Tunisien est valablement représenté par ses mandataires dans les formes déterminées par la loi.
Les représentants légaux d'actionnaires juridiquement incapables et les représentants des sociétés actionnaires ont accès aux Assemblées qu'ils soient ou non personnellement actionnaires. L'usufruitier représente valablement le nu-propriétaire.
Tout actionnaire peut voter par correspondance ou se faire représenter par toute personne munie d'un mandat spécial.
En cas de vote par correspondance, il sera mis à la disposition des actionnaires un formulaire spécial à cet effet. Le vote émis de cette manière n'est valable que si la signature apposée au formulaire est légalisée.
Il n'est tenu compte que des votes reçus par la société avant l'expiration du jour précédant la réunion de l'Assemblée Générale.
Le vote par correspondance doit être adressé à la société par lettre recommandée avec accusé de réception.
Les Commissaires aux Comptes sont obligatoirement convoqués à toutes les Assemblées Générales.

⇨ Bureau de l'Assemblée (Article 36 des statuts)

L'Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil ou par un Administrateur délégué à cet effet par le Conseil, toutefois, l'Assemblée convoquée par le mandataire de justice ou les commissaires aux comptes en cas d'urgence, est présidée par l'un d'eux.
Le Président de l'Assemblée Générale est assisté de deux scrutateurs et d'un secrétaire, désignés par les actionnaires présents. Ils forment le bureau de l'Assemblée. Le secrétaire peut être désigné en dehors des actionnaires.
Il est tenu une feuille de présence. Elle contient les noms et domiciles des actionnaires présents et représentés, et le nombre des actions possédées par chacun d'eux. Cette feuille dûment émargée par les actionnaires présents ou leurs mandataires et certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée est déposée au siège social et mise à la disposition de tout requérant.
Les fonctions du bureau se bornent exclusivement à assurer le fonctionnement régulier de l'Assemblée.
Sur la base de la liste établie, sera fixée la totalité du nombre des actionnaires présents ou représentés ainsi que la totalité du capital social leur revenant tout en déterminant la part du capital social revenant aux actionnaires bénéficiaires du droit de vote.

⇨ Ordre du jour (Article 37 des statuts)

L'ordre du jour des Assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.
Toutefois, un ou plusieurs actionnaires détenant la fraction du capital fixée par la réglementation en vigueur peuvent demander l'inscription de projets supplémentaires de résolutions à l'ordre du jour. Ces projets sont inscrits à l'ordre du jour de l'Assemblée Générale après avoir adressé par le ou les actionnaires précités à la société une lettre recommandée avec accusé de réception.
La demande doit être adressée avant la tenue de la première Assemblée Générale. L'Assemblée Générale ne peut délibérer sur des questions non inscrites à l'ordre du jour.
L'Assemblée Générale peut, en toutes circonstances révoquer un ou plusieurs membres du Conseil d'Administration et procéder à leur remplacement.
L'ordre du jour de l'Assemblée ne peut être modifié sur deuxième convocation.

⇨ Procès-verbaux et extraits (Article 38 des statuts)

Le procès verbal des délibérations de l'Assemblée Générale contient les énonciations suivantes :

- La date et le lieu de sa tenue ;
- Le mode de convocation ;
- L'ordre du jour ;
- La composition du bureau ;
- Le nombre d'actions participant au vote et le quorum atteint ;
- Les documents et les rapports soumis à l'Assemblée Générale ;
- Un résumé des débats, le texte des résolutions soumises au vote et son résultat.

Les PV sont signés par les membres du bureau et le refus de l'un d'eux doit être mentionné.
Les copies et extraits des PV sont certifiés et signés soit par le Président du Conseil, soit par le Directeur Général, soit par le Directeur Général Adjoint ou par un Administrateur spécialement délégué ou éventuellement par celui qui a présidé l'Assemblée.
Après dissolution et pendant la liquidation, les copies et extraits sont signés par les (ou les) liquidateur (s).

⇨ Effet des délibérations (Article 39 des statuts)

L'Assemblée Générale, régulièrement constituée, représente l'universalité des actionnaires. Les délibérations de l'Assemblée, prises conformément à la loi et aux statuts, obligent tous les actionnaires, même les absents, les dissidents ou les incapables.

Règles spéciales aux Assemblées Générales Ordinaires :

⇨ Composition (Article 40)

Les Assemblées Générales Ordinaires se composent des actionnaires propriétaires d'au moins 10 actions libérées. Toutefois plusieurs actionnaires peuvent se réunir pour atteindre le minimum susvisé et se faire représenter par l'un d'eux.

⇨ Quorum (Article 41)

Pour délibérer valablement l'Assemblée Générale Ordinaire doit être composée d'un nombre d'actionnaires représentant aux moins le tiers des actions donnant droit au vote.
A défaut de quorum, une 2ème Assemblée est tenue dans un délai de 15 jours. Celle-ci peut statuer valablement quelque soit le nombre des actionnaires présents ou représentés.

⇨ Vote (Article 42)

Les délibérations de L'Assemblée Générale Ordinaire sont prises à la majorité des voix des membres présents au représentés.

⇨ Pouvoirs spéciaux (Article 43)

Les Assemblées Générales Ordinaires ont à statuer sur toutes les questions qui excèdent la compétence du Conseil d'Administration. Elles confèrent à ce dernier les autorisations nécessaires pour tous les cas où les pouvoirs à lui attribués seraient insuffisants.
L'Assemblée Générale Ordinaire a notamment les pouvoirs suivants, lesquels sont énonciatifs et non limitatifs :

- L'Assemblée Générale Ordinaire doit notamment entendre le rapport du Conseil d'Administration sur les affaires sociales ainsi que le rapport du ou des commissaires aux comptes sur la situation de la société, les états financiers présentés par le Conseil d'Administration ;
- Elle discute, approuve ou redresse les états financiers et les rapports du Conseil d'Administration et d'une façon générale examine les actes de gestion des administrateurs, leur donne quitus, elle statue sur l'affectation des réserves ainsi que des sommes destinées au fonds d'aide et de prévoyance sociale et la répartition des bénéfices conformément à la réglementation en vigueur.
  Elle statue, approuve les états financiers consolidés conformément à la réglementation en vigueur relative au système comptable des entreprises ainsi que le rapport de gestion relatif au groupe de sociétés.
  Les délibérations concernant l'approbation des états financiers doivent être précédées des rapports des Commissaires aux Comptes à peine de nullité ;
- Elle nomme, révoque, remplace et réélit les Administrateurs et les Commissaires aux Comptes, elle approuve ou rejette les nominations provisoires d'administrateurs effectuées par le Conseil d'Administration ;
- Elle détermine les sommes allouées aux administrateurs et aux membres du Comité Permanent d'Audit conformément aux dispositions en vigueur ;
- Elle approuve ou désapprouve les conventions visées par l'article 29 que le Conseil d'Administration a approuvées ;
- Elle délègue au Conseil les pouvoirs nécessaires pour procéder à l'émission d'obligations en une ou plusieurs fois et d'en arrêter les conditions et modalités avec précision du montant global de l'emprunt obligataire et le délai dans lequel les obligations doivent être émises et ce conformément à la réglementation en vigueur ;
- Elle autorise le Conseil d'Administration à procéder à l'achat et la revente en bourse des actions de la société en vue de réguler leurs cours et ce conformément à la réglementation du marché financier.

- Enfin, elle délibère sur toutes autres propositions portées à son ordre du jour et qui ne sont pas de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

Règles spéciales aux Assemblées Générales Extraordinaires :

⇨ Composition (Article 44)

L'Assemblée Générale Extraordinaire se compose de tous les actionnaires, quelque soit le nombre de leurs actions, pourvu qu'elles aient libérées des versements exigibles.

⇨ Vote (Article 45)

Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède et représente d'actions sans limitation.

⇨ Quorum – Pouvoirs – Texte de résolutions (Article 46)

b. L'Assemblée Générale Extraordinaire n'est régulièrement constituée et ne délibère valablement qu'autant qu'elle est composée d'actionnaires détenant au moins la moitié du capital, et sur deuxième convocation le tiers du capital.
   A défaut de ce quorum, une troisième Assemblée pourrait être tenue dans un délai ne dépassant pas deux mois à compter de la date de convocation. Celle-ci pourrait valablement statuer à la majorité des deux tiers des voix des actionnaires présents ou représentés.
c. L'Assemblée Générale Extraordinaire peut, sur la proposition du Conseil d'Administration, apporter aux statuts toutes modifications et ce dans le respect de la législation en vigueur. Elle ne peut toutefois, ni changer la nationalité de la société, ni augmenter les engagements des actionnaires. Elle peut notamment décider, sans que l'énumération ci-après ait un caractère limitatif :
   - La transformation de la société en toute forme de société compatible avec les lois sur les établissements de crédits ;
   - La fusion de la société avec toute société constituée ou à constituer ;
   - La modification de l'objet social ;
   - La modification de la dénomination sociale ;
   - Le transfert du siège social à une autre ville ;
   - L'augmentation ou la réduction du capital social ;
   - La modification de la durée de la Société, sa réduction, son extension ou sa dissolution anticipée ;
   - La modification des caractéristiques des actions ;
   - La réduction ou l'accroissement du nombre des administrateurs ;
   - La modification de la composition de l'Assemblée Générale Ordinaire ;
   - La cession du fonds de commerce, ou de l'un de ses éléments, ou de la location-gérance du fonds de commerce.

Et ce, en respect de la réglementation du Marché Financier.

d. Préalablement à l'Assemblée Générale Extraordinaire réunie sur première convocation, le texte des résolutions proposées sera tenu au siège de la Société à la disposition des actionnaires avant la date de la réunion.

Administration de la Banque

Conseil d'administration (Article 19 des statuts) :

La société est administrée par un Conseil composé de six membres au moins et de douze membres en plus, comprenant :

a. Les représentants de l'ETAT TUNISIEN, nommés conformément à la législation en vigueur relative aux participations, entreprises et établissements publics.
b. Les membres nommés par l'Assemblée Générale
   Les administrateurs doivent jouir de leurs droits civils et politiques et n'avoir subi aucune condamnation à une peine afflictive ou infâmante et ce en respect aux conditions édictées par la réglementation en vigueur.

Dès leur nomination, et au plus tard lors de leur prise de fonction, les Administrateurs sont tenus de déclarer, sous leur signature, qu'ils ne sont pas en contravention aves les dispositions édictées par le Code des Sociétés Commerciales, la loi relative aux établissements de crédit et toutes autres législations en vigueur.

Durant leur mandat, les administrateurs sont tenus au respect des conditions et interdictions édictées par le Code des Sociétés Commerciales et la législation relative aux établissements de crédit.

Une personne morale peut être nommée au Conseil. Lors de sa nomination, elle est tenue de désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations et qui encourt les mêmes responsabilités civile et pénale que s'il était administrateur, en son nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'il représente.

Lorsque le représentant de la personne morale perd sa qualité pour quelque motif que se soit, celle-ci et tenue de pouvoir en même temps à son remplacement.
L'administrateur doit, dans un délai d'un mois à compter de sa prise de fonction, aviser le représentant légal de la banque de sa désignation au poste de Gérant, Administrateur, Président Directeur ou de membre de directoire ou de Conseil de Surveillance d'une autre société.
Le représentant légal de la banque doit en informer l'Assemblée Générale Ordinaire dans sa réunion la plus proche.
Il est tenu un registre mentionnant les noms, prénoms et adresse de chacun des dirigeants qui doit être mis à la disposition des actionnaires au siège de la société conformément à la réglementation en vigueur.

Durée du mandat des administrateurs (Article 21 des statuts) :
La durée du mandat des Administrateurs est de trois années. Chaque année correspond à l'exercice social et s'entend de l'intervalle s'écoulant entre la réunion de deux Assemblées Générales Ordinaires consécutives. Tous membre sortant est rééligible.

Faculté de compléter le Conseil (Article 22 des statuts) :
En cas de vacance d'un poste d'Administrateur, suit à un décès, une incapacité physique, une démission ou à la survenance d'une incapacité juridique, le Conseil d'Administration peut le remplacer et ce pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur conformément à la réglementation en vigueur.
Les nominations ainsi faites, à titre provisoire, par le Conseil, sont soumises à la confirmation de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire.
Si ces nominations provisoires ne sont pas ratifiées par l'Assemblée Générale, les délibérations prises et les actes accomplis par le Conseil n'en demeurent pas moins valables.

Bureau du Conseil (Article 23 des statuts) :
Le conseil d'administration nomme parmi ses membres un Président qui a pour mission de présider les séances du conseil d'administration et les réunions des assemblées générales, il veille outre à la réalisation des options arrêtées par le conseil.
En cas d'empêchement du Président de Conseil d'Administration, celui-ci peur déléguer ses attributions à un membre du conseil d'administration. Cette délégation est toujours donnée pour une durée limitée et renouvelable.
Si le Président est dans l'impossibilité d'effectuer cette délégation, le conseil peut y procéder d'office.
Le Conseil choisit aussi la personne devant remplir les fonctions de secrétaire et qui peut être prise en dehors des administrateurs.

Réunion du Conseil (Article 24 des statuts) :
Le Conseil se réunit sur la convocation de son Président ou de la moitié de ses membres aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et obligatoirement au moins six fois par an.
Tout administrateur peut donner pouvoir écrit de le représenter à l'un de ses collègues, mais chaque administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues.
La présence effective de la moitié au moins des membres du Conseil, est nécessaire pour la validité de délibérations.
Les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés. Chaque administrateur à une voix. L'administrateur qui représente un de ses collègues a deux voix. En cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.
L'ordre du jour est arrêté par le Président ou les Administrateurs qui donnent la convocation.
En cas d'absence non justifiée à quatre réunions consécutives du Conseil, l'Administrateur concerné pourra être considéré comme démissionnaire et remplacé conformément aux dispositions prévues à l'article 22.
Les commissaires aux comptes sont obligatoirement convoqués pour assister à toutes les réunions du Conseil d'Administration qui établissent les états financiers annuels ou qui examinent les états financiers intermédiaires.

Direction Générale (Article 25 des statuts tel que modifié par l'AGE du 06/03/2019) :
Le conseil d'administration désigne pour une durée déterminée le directeur général de la société. Le directeur général doit être une personne physique. Le directeur général est révocable par le conseil d'administration.
Sous la réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux assemblées d'actionnaires, au conseil d'administration et président du conseil d'administration, le directeur général assure sous sa responsabilité la direction générale de la banque. Lorsqu'il n'est pas membre du conseil d'administration le directeur général assiste aux réunions du conseil d'administration sans droit de vote. Le conseil d'administration peut faire assister le directeur général, sur demande de ce dernier, d'un ou de plusieurs directeurs généraux adjoints. En cas d'empêchement, le directeur général peut déléguer tout ou partie de ses attributions à un

directeur adjoint. Cette délégation renouvelable est toujours donnée pour une durée limitée. Si le directeur général est dans l'incapacité d'effectuer cette délégation, le conseil peut y procéder d'office. A défaut d'un directeur général adjoint, le conseil d'administration désigne un délégataire. Le directeur général de la société est considéré comme commerçant pur l'application des dispositions du code des sociétés commerciales. En cas de faillite de la banque, le directeur général est soumis aux déchéances attachées par la loi de la faillite. Toutefois, le tribunal peut l'en affranchir s'il prouve que la faillite n'est pas imputable à des fautes graves commises dans la gestion de la banque.
En cas de faillite de la banque, le directeur général est soumis aux dispositions prévues par la réglementation en vigueur.

Procès-verbaux (Article 26 des statuts) :
Les délibérations du Conseil d'Administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par le Président de la séance et le Secrétaire, les copies ou extraits de ces procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs sont certifiés par le Président de Conseil d'Administration, le directeur général, le directeur général adjoint ou le secrétaire général ou éventuellement par un mandataire spécialement délégué.
La justification du nombre et de la qualité des administrateurs en exercice et de leur nomination, ainsi que la justification des pouvoirs des administrateurs représentant leur collègues résulteront valablement vis-à-vis des tiers, de la seule énonciation dans le procès verbal de chaque séance, des noms des administrateurs présents ou représentés des noms des administrateurs absents.

Pouvoirs du Conseil (Article 27 des statuts tel que modifié par l'AGE du 06/03/2019):
Le conseil d'administration engage la société dans tous ses rapports avec les tiers et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et faire ou autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet.
Il a notamment, les pouvoirs suivants, lesquels sont énonciatifs et non limitatifs :

- Il établit les règlements intérieurs
- Il nomme et révoque tous les agents et employés de la société, fixe leurs rémunérations, salaires, gratifications et participations proportionnelles ainsi que les autres conditions de leur admission et de leur retraite conformément à la législation et dispositions en vigueur,
- Il crée, partout où il le juge utile, en Tunisie des succursales, agences ou bureaux, les déplace ou les supprime,
- Il fait toutes les constructions, aménagement, installations et tous travaux,
- Il gère les biens, meubles et immeubles de la société, à cet effet consent ou accepte, cède ou résilie tous baux et locations avec ou sans promesse de vente.
- Il détermine le placement des sommes disponibles et règle l'emploi des fonds de réserve,
- Il procède à toutes acquisitions, échanges et ventes de biens meubles et immeubles, toutefois, il ne peut précéder à la vente du fonds de commerce de la société,
- Il consent toutes les hypothèques, tous nantissements, délégations, cautionnements, avals et autres garanties mobilières et immobilières sur les biens de la société,
- Il autorise toutes les antériorités et subrogations, avec ou sans garantie,
- Il contracte tous emprunts, sans limitations de somme, de la manière et aux conditions qu'il juge convenable. Toutefois, les emprunts par voie d'émission d'obligations doivent être autorisés par l'Assemblée Générale des actionnaires,
- Il autorise tous les traités, transactions, compromis, acquiescements et désistements,
- Il consent toutes mainlevées d'inscriptions, saisie, opposition et autres droits avant ou après paiements,
- Il exerce toutes actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant,
- Il effectue tous les actes nécessités par la réalisation de l'objet social,
- Il fixe les dépenses générales d'administration,
- Il autorise tout crédit ou avance,
- Il souscrit, endosse, accepte, acquitte et négocie tous les billets, traites, lettres de change mandats et effets de commerce, il cautionne et avalise,
- Il se fait ouvrir tous les comptes auprès de la BANQUE CENTRALE DE TUNISIE et de tout établissement de crédit et services de chèques postaux, crée tous chèques et effets ou autres moyens de paiement pour le fonctionnement de ces comptes,
- Il contracte tous les emprunts auprès de la BANQUE CENTRALE DE TUNISIE, des institutions financières internationales, des banques et établissements financiers ou autres,
- Il touche toutes les sommes dues à la société, en donne quittance et paie celles qu'elle doit.
- Il convoque les Assemblées Générales

- Il soumet à l'Assemblée Générale Extraordinaire les propositions d'augmentation de capital et de modification des statuts,
- Il donne aux administrateurs l'autorisation prévue par la loi et en avise le ou es Commissaires,
- Il prend toute participation dans toute société. A cet effet, il souscrit achète et cède toutes valeurs mobilières et les droit rattachés aux dites valeurs,
- Il soumet à l'Assemblée Générale Ordinaire pour décision toutes propositions d'attribution, de répartition des bénéfices et de prélèvement pour la création ou l'entretien des réserves,
- Il établit à la clôture de chaque exercice comptable les états financiers individuels et consolidés conformément à la loi relative au système comptable des entreprises qui doivent être soumis à l'Assemblée Générale des actionnaires,
- Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la société et un état des sûretés consenties par elle,
- Il présente un rapport annuel détaillé sur la gestion à soumettre à l'Assemblée Générale qui doit être communiqué au préalable aux Commissaires aux Comptes,
- Il prend toutes participations dans tous groupements d'intérêts économiques ou autres et adopte toute décision y afférente,
- Il crée partout où il le juge utile des succursales, agences, directions régionales et bureaux,

Le Conseil fixe les conditions d'admission et de révocation et autres concernant le Directeur Général, l'importance des avantages fixes et proportionnels qui lui sont alloués, ainsi qu'aux membres du Conseil d'Administration et membres des éventuels comités.
Outre les pouvoirs stipulés par le code des sociétés commerciales, le Conseil d'Administration agit conformément au décret n°2013-4953 daté du 05 décembre 2013 et à l'article 48 de la loi n°2018-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et établissements financiers.

Signature sociale (Article 28 des statuts) :
Pour engager valablement la société, tous les actes et opérations doivent être signés par le Directeur Général ou par le Directeur Général Adjoint ou par l'Administrateur délégué, à mois d'une délégation spéciale du Directeur Général ou du Directeur Général Adjoint ou l'Administrateur délégué à d'autres mandataires employés de la Banque pouvant agri ensemble ou séparément dans la limite de leurs pouvoirs respectifs.

Convention entre la Société et l'un de ses administrateurs (Article 29 des statuts) :
1. Toute convention entre la société et l'un de ses administrateurs ou toutes autres personnes désignées par la loi doit être conforme aux dispositions légales en vigueur.
2. Les administrateurs exercent leurs fonctions avec la diligence d'un entrepreneur avisé et d'un mandataire loyal.

Ils devront garder secrètes les informations à caractère confidentiel, même après avoir cessé leurs fonctions.
Ils sont responsables individuellement ou solidairement envers la société, ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions de la loi, soit des fautes qu'ils auraient commises dans leur gestion telles que définies par la législation en vigueur.

Allocation du Conseil d'Administration (Article 30 des statuts) :
Les membres du Conseil d'Administration ont droit, à titre des jetons de présence, à une rémunération fixe annuelle portée aux charges d'exploitation dont le montant, déterminé par l'Assemblée Générale, demeure maintenu jusqu'à nouvelle décision de cette Assemblée.
Le Conseil à la latitude de confier à ses membres des missions dont la rémunération exceptionnelle sera portée aux charges d'exploitation.

2.1.6. Registre du commerce

B142431996TUNIS

2.1.7. Exercice social

Du 1er Janvier au 31 Décembre de chaque année

2.1.8. Capital social

Le capital s'élève à 176 000 000 dinars, divisé en 35 200 000 actions de nominal 5 dinars entièrement libérées.

2.1.9. Nationalité

Tunisienne

2.1.10. Régime fiscal

Droit commun

2.1.11. Matricule fiscal

000 123 LAM 000

2.1.12. Lieu où peuvent être consultés les documents de la banque

Siège social de la banque : Avenue Mohamed V – 1001 Tunis

2.1.13. Responsable chargé de l'information et des relations avec les actionnaires, les obligataires, le CMF, la BVMT et Tunisie Clearing

M. Ahmed BEN MOULEHEM
Directeur du Pôle Finances, Comptabilité et Pilotage de la performance
Tél : 71 830 513 Fax : 70 144 024

2.2. Renseignements de caractère général concernant le capital de la banque

Capital social : 176 000 000 dinars
Nombre d'actions : 35 200 000 actions
Nominal : 5 dinars
Forme des actions : Nominative
Catégorie : actions ordinaires
Libération : intégrale
Jouissance : 1er janvier 2018

2.3. Evolution du capital social

Décision	Nature de l'opération	Evolution du capital		Capital en circulation		Nominal
		Montant en Dinars	Nombre d'actions	Montant en Dinars	Nombre d'actions	
AGE du 31/05/1959	Constitution			400 000	40 000	10
AGE du 18/05/1968	Aug. Par incorporation de réserves	400 000	40 000	800 000	80 000	
	Aug. Par émission en numéraire	400 000	40 000	1 200 000	120 000	10
AGE du 08/08/1969	Aug. Par émission en numéraire	400 000	40 000	1 600 000	160 000	10
AGE du 25/05/1974	Aug. Par incorporation de réserves	800 000	80 000	2 400 000	240 000	10
	Aug. Par émission en numéraire*	1 600 000	160 000	4 000 000	400 000	10
AGE du 16/04/1977	Aug. Par incorporation de réserves	400 000	40 000	4 400 000	440 000	
	Aug. Par émission en numéraire	1 600 000	160 000	6 000 000	600 000	10
AGE du 23/06/1981	Aug. Par incorporation de réserves	2 000 000	200 000	8 000 000	800 000	
	Aug. Par émission en numéraire	4 000 000	400 000	12 000 000	1 200 000	10
AGE du 25/05/1985	Aug. Par incorporation de réserves	3 000 000	300 000	15 000 000	1 500 000	
	Aug. Par émission en numéraire	8 000 000	800 000	23 000 000	2 300 000	10
AGE du 24/06/1989	Aug. Par fusion par absorption de la BNDA	10 000 000	1 000 000	33 000 000	3 300 000	10
AGE du 27/07/1991	Aug. Par incorporation de réserves	3 000 000	300 000	36 000 000	3 600 000	
CA du 30/08/1991	Aug. Par émission en numéraire	14 000 000	1 400 000	50 000 000	5 000 000	10
AGE du 29/01/1994	Aug. Par incorporation de réserves	2 500 000	250 000	52 500 000	5 250 000	
	Aug. Par émission en numéraire	22 500 000	2 250 000	75 000 000	7 500 000	10
CA du 20/07/1994	Aug. Par incorporation de réserves	22 500 000	2 250 000	97 500 000	9 750 000	
	Aug. Par émission en numéraire	2 500 000	250 000	100 000 000	10 000 000	10
AGE du 23/05/2007	Réduction de la valeur nominale			100 000 000	20 000 000	5
AGE du 14/03/2009	Aug. Par incorporation de réserves	10 000 000	2 000 000	110 000 000	22 000 000	5
	Aug. Par émission en numéraire	50 000 000	10 000 000	160 000 000	32 000 000	
AGE du 23/05/2018	Aug. Par incorporation de réserves	16 000 000	3 200 000	176 000 000	35 200 000	5

**Opération réalisée en deux tranches : Septembre 1974 et Novembre 1975*

2.4. Répartition du capital et des droits de vote au 28/02/2019

2.4.1. Structure du capital au 28/02/2019

Actionnaires	Nombre d'actionnaires	Nombre d'actions et de droits de vote	Montant en DT	% du capital et des droits de vote
Actionnaires tunisiens	**3 459**	**33 947 646**	**169 738 230**	**96,44%**
Personnes morales	**144**	**25 358 248**	**126 791 240**	**72,04%**
Ayant 3% et plus	8	20 348 658	101 743 290	57,81%
Ayant plus de 0,5% et moins de 3%	5	3 205 508	16 027 540	9,11%
Public ayant au maximum 0,5%	131	1 804 082	9 020 410	5,13%
Personnes physiques	**3 315**	**8 589 398**	**42 946 990**	**24,40%**
Ayant 3% et plus	0	0	0	0,00%
Ayant plus de 0,5% et moins de 3%	8	2 730 040	13 650 200	7,76%
Public ayant au maximum 0,5%	3 307	5 859 358	29 296 790	16,65%
Actionnaires étrangers	**24**	**1 194 264**	**5 971 320**	**3,39%**
Personnes morales	**14**	**1 140 691**	**5 703 455**	**3,24%**
Ayant 3% et plus	0	0	0	0,00%
Ayant plus de 0,5% et moins de 3%	2	615 801	3 079 005	1,75%
Public ayant au maximum 0,5%	12	524 890	2 624 450	1,49%
Personnes physiques	**10**	**53 573**	**267 865**	**0,15%**
Ayant 3% et plus	0	0	0	0,00%
Ayant plus de 0,5% et moins de 3%	0	0	0	0,00%
Public ayant au maximum 0,5%	10	53 573	267 865	0,15%
Actionnaires droits rompus		**58 090**	**290 450**	**0,17%**
Total	**3 483**	**35 200 000**	**176 000 000**	**100%**

2.4.2. Actionnaires détenant individuellement 3% et plus du capital social et des droits de vote au 28/02/2019

Actionnaires	Nombre d'actions et de droits de vote	Montant en DT	% du capital et des droits de vote
Etat Tunisien	8 269 050	41 345 250	23,49%
Caisse Nationale de Sécurité Sociale -CNSS	2 674 795	13 373 975	7,60%
Office des Céréales	2 161 016	10 805 080	6,14%
Office de Commerce de Tunisie	1 824 072	9 120 360	5,18%
CTAMA	1 538 230	7 691 150	4,37%
ETAP	1 425 655	7 128 275	4,05%
BTE	1 348 164	6 740 820	3,83%
Caisse Nationale d'Assurance Maladie - CNAM	1 107 676	5 538 380	3,15%
Total	**20 348 658**	**101 743 290**	**57,81%**

2.4.3. Capital et droits de vote détenus par l'ensemble des membres des organes d'administration et de direction au 28/02/2019

Membre	Nombre d'actions et de droits de vote	Montant en DT	% du capital et des droits de vote
Etat Tunisien et Entreprises Publiques pour le compte de l'Etat Tunisien*	17 681 996	88 409 980	50,23%
M. Mohamed Salah CHEBBI AL AHSAN	-	-	-
M. Habib BELHAJ GOUIDER	-	-	-
CTAMA	1 538 230	7 691 150	4,37%
M. Sahbi MAHJOUB	264	1 320	0,00%
Mme. Raoudha BEJAOUI	-	-	-
Mme. Feiza FEKIH			
M. Lotfi Maktouf	-	-	-
Total	**19 220 490**	**96 102 450**	**54,60%**

**Etat Tunisien + Office des Céréales + CNSS + OCT + ETAP +CNAM + Office des Terres Domaniales + Office de l'Elevage et des Pâturages + Société Tunisienne du Sucre*

2.4.4. Nombre d'actionnaires au 28/02/2019

Le capital de la BNA est réparti entre 3 483 actionnaires :

- 158 personnes morales
- 3 325 personnes physiques

2.5. Description sommaire du groupe BNA au 31/12/2017

2.5.1. Présentation générale du groupe BNA

2.5.1.1. Présentation des sociétés du groupe BNA

Au 31/12/2017, la BNA est à la tête du « Groupe BNA » composé de 23 sociétés (dont la société mère) exerçant principalement dans le secteur financier, la promotion immobilière et autres services.

Dénomination sociale	Capital social au 31/12/2017 (en Dinars)	Nombre d'actions	Participation directe de la BNA (en nombre d'actions)	Taux de participation directe de la BNA	Pourcentage d'intérêt	Provisions constituées
BNA	160 000 000	32 000 000	-	-	99,63%	
BNA CAPITAUX	5 000 000	50 000	49 500	99,0%	99,07%	
SOFINREC	13 775 000	2 755 000	2 695 000	97,82%	99,09%	
SICAR Invest*	10 000 000	1 000 000	597 999	59,80%	74,60%	
SOIVM SICAF	4 000 000	400 000	251 427	62,86%	74,96%	
SICAF Participations	500 000	50 000	49 993	99,99%	99,62%	
SICAV BNA	3 025 726*	30 784	6 937	22,53%	23,82%	
Placement Obligataire SICAV	322 065 077*	3 071 284	9 457	0,31%	0,05%	
CAP Bank	10 000 000	100 000	23 822	23,82%	23,74%	229
Tunis Re	100 000 000	20 000 000	3 699 761	18,50%	19,26%	
AMI	23 135 980	23 135 980	3 102 895	13,41%	25,21%	2 832
SODINO	38 051 690	3 805 169	941 798	24,75%	24,66%	3 704
SIMPAR	5 500 000	1 100 000	332 951	30,3%	33,31%	
ESSOUKNA	5 050 500	5 050 500	2 006	0,04%	23,36%	
SIVIA	1 400 000	140 000	6	0,00%	42,15%	
El Medina	900 000	90 000	2	0,00%	40,96%	
Les Œillets	900 000	180 000	52 898	29,39%	52,77%	
SODET SUD	21 549 800	215 498	92 587	42,96%	53,84%	
Tunisie Informatique Services	250 000	2 500	748	29,92%	46,47%	
SOGEST	100 000	10 000	2 000	20,00%	44,84%	
AGRO SERVICES	600 000	6 000	1 791	29,85%	34,72%	
ZIED SARL	1 160 280	116 028	-	-	30,59%	
Générale des ventes	4 000 000	4 000 000	1 999 802	50,00%	49,81%	1 407

** Actif net*

<u>Banque Nationale Agricole (BNA) :</u>

Créée en juin 1959, la Banque Nationale Agricole est une société anonyme, au capital social de 176MD divisé en 35 200 000 d'actions de nominal 5 dinars, détenu à hauteur de 23,5% par l'Etat tunisien et 26,7% par les Entreprises Publiques au 30/11/2018.

L'objet social de la banque est l'exercice de la profession bancaire notamment par la mobilisation de l'épargne et l'octroi de crédits.

L'introduction de la BNA à la cote de la bourse a eu lieu en Octobre 1990.

En 2017, la BNA a réalisé un PNB de 444,3MD et un bénéfice net de 198,6MD.

<u>BNA Capitaux :</u>

Créée en Mars 1995, l'activité de BNA Capitaux porte essentiellement sur le courtage en bourse et la gestion de tout portefeuille de valeurs mobilières et de tout patrimoine ainsi que la gestion d'OPCVM sous toutes leurs formes.

Le capital social de la société s'élève à 5MD divisé en 50 000 actions de valeur nominale 100D chacune totalement libérées.

La société BNA Capitaux figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

En 2017, les produits d'exploitation de la société ont totalisé 3 915mD et le résultat net s'est élevé à 663mD.

<u>Société Financière de Recouvrement des Créances « SOFINREC » :</u>

Créée en Avril 2001, la SOFINREC est une société de recouvrement des créances affiliées à la BNA.

Le capital social s'élève à 13 775mD divisé en 2 755 000 actions de valeur nominale 5D entièrement libérées.

La SOFINREC figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.
En 2017, les produits d'exploitation de la société ont totalisé 4 174mD et le résultat net s'est élevé à 207,7mD.

Société d'Investissement à Capital Risque « SICAR INVEST » :
Créée en Mars 1997, la société a pour objet la participation pour son propre compte ou pour le compte de tiers au renforcement des fonds propres des entreprises clientes.
Le capital social s'élève à 10MD divisé en 1 000 000 actions de valeur nominale 10D.
La SICAR INVEST figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.
En 2017, les produits d'exploitation de la SICAR ont totalisé 2 135mD et le résultat net s'est élevé à 501,3mD.

Société d'Investissement en Valeurs Mobilières « SOIVM SICAF » :
Créée en Juillet 1993, la société a pour objet la gestion, au moyen de l'utilisation de ses fonds propres, d'un portefeuille de valeurs mobilières.
Le capital social de la société s'élève à 4MD divisé en 400 000 actions de valeur nominale 10D.
La société SOIVM SICAF figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.
En 2017, les produits d'exploitation de la SICAF ont totalisé 582,2mD et le résultat net s'est élevé à 295,7mD.

« SICAF Participations BNA » :
Créée en Décembre 2003, la « SICAF Participations BNA » est une société d'investissement à capital fixe régie par la loi n°88-92 telle que modifiée par la loi 92-113 et complétée par la loi 2003-32 relative aux mesures fiscales portant appui aux opérations d'assainissement financier des banques de développement. Elle est chargée d'acquérir et de gérer le portefeuille titres de participations non rentables de la BNA.
Le capital social s'élève à 500mD divisé en 50 000 actions de valeur nominale 10D.
La SICAF Participations BNA figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.
En 2017, les produits d'exploitation de la SICAF ont totalisé 53,6mD et le résultat net s'est élevé à 37mD.

SICAV BNA :
Créée en 1993, la société a pour objet la constitution et la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières acquis au moyen de ses fonds propres.
Au 31/12/2017, l'actif net de la SICAV BNA a atteint 3 025 726D avec une valeur liquidative de 98,289D et 30 784 parts.
La BNA est dépositaire de la société « SICAV BNA ».
La société « SICAV BNA » figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.
En 2017, les revenus de placement de la SICAV ont totalisé 246,5mD et le résultat net s'est élevé à 165,8mD.

Placement Obligataire SICAV :
Créée en Septembre 1996, la société a pour objet la constitution et la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières au moyen de ses fonds propres à l'exclusion de toutes autres ressources.
Au 31/12/2017, l'actif net de la POS a atteint 322 065 077D avec une valeur liquidative de 104,863D et 3 071 284 parts.
La BNA est dépositaire de la société « Placement Obligataire SICAV ».
La société « Placement Obligataire SICAV » figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.
En 2017, les revenus de placement de la SICAV ont totalisé 18 288mD et le résultat net s'est élevé à 14 835mD.

Capital African Partners Bank :
Créée en Décembre 1997, la banque a pour objet social la prestation de services dans le domaine financier et bancaire.
Au 31/12/2017, son capital s'élève 10 000 000D divisé en 100 000 actions de valeur nominale 100D.

La banque figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de mise en équivalence.
En 2017, les produits d'exploitation de la banque ont totalisé 879mD et le résultat net s'est élevé à -161,8mD.

Société Tunis Re :
Créée en 1981 à l'initiative des pouvoirs publics et avec l'adhésion des compagnies d'assurances ainsi que les banques, la société Tunis Re a pour activité principale les opérations de réassurance dans toutes les catégories, dans tous les risques et en tous lieux.
Le capital social s'élève à 100MD divisé en 20 000 000 actions de valeur nominale 5D.
La société Tunis Re figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de mise en équivalence.
En 2017, les primes acquises ont totalisé 114 984mD et le résultat net s'est élevé à 12 285mD.

Société AMI Assurances:
Opérant sous forme de mutuelle, jusqu'au 28 décembre 2013, date de la tenue de l'AGE qui a décidé la transformation de la Société de la forme mutuelle en société anonyme. Depuis 2014, AMI Assurances a accèdé au statut de société anonyme et s'est dotée d'un capital social égal à 23 135 980D divisé en 23 135 980 actions de valeur nominale 1D.
La société AMI Assurances figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de mise en équivalence.
En 2017, les primes acquises ont totalisé 162 676mD et le résultat net s'est élevé à – 41 666mD.

Société SODINO SICAR :
Créée en 1996, la société a pour objet la participation pour son propre compte ou pour le compte de tiers au renforcement des fonds propres des entreprises clientes. L'activité de la SODINO se limite à la région du Nord Ouest (Béja, Jendouba, Kef et Siliana).
Au 31/12/2017, le capital social s'élève à 38 051 690D divisé en 3 805 169 actions de valeur nominale 10D.
La société SODINO figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de mise en équivalence.
En 2017, les revenus d'exploitation ont totalisé 613,9mDet le résultat net s'est élevé à -1,8MD.

Société Immobilière et de Participations « SIMPAR » :
Créée en Avril 1973, l'activité de la SIMPAR porte sur toutes les opérations immobilières et de participations.
Le capital social s'élève à 5,5MD divisé en 1 100 000 actions de valeur nominale 5D entièrement libérées.
La SIMPAR figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.
En 2017, les revenus d'exploitation ont totalisé 15 602mD et le résultat net s'est élevé à 1 406mD.

ESSOUKNA :
Créée en Novembre 1983, la société ESSOUKNA est une société de promotion immobilière.
Le capital social s'élève à 5 050mD divisé en 5 050 actions de valeur nominale 1D entièrement libérées.
La société ESSOUKNA figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.
En 2017, les revenus d'exploitation ont totalisé 20 992mD et le résultat net s'est élevé à 1 774,8mD.

Société Immobilière et de Viabilisation « SIVIA » :
Créée en Avril 1980, l'activité de la SIVIA porte sur toutes les opérations immobilières.
Le capital social s'élève à 1,4MD divisé en 140 000 actions de valeur nominale 10D entièrement libérées.
La société « SIVIA » figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.
En 2017, les revenus d'exploitation ont totalisé 11 786mD et le résultat net s'est élevé à 460mD.

El Médina :
Créée en 1988, l'activité de la société « El Médina » porte sur l'acquisition et la vente de tous biens immobiliers.
Le capital social s'élève à 900mD divisé en 90 000 actions de valeur nominale 10D entièrement libérées.
La société « El Médina » figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.

En 2017, les revenus d'exploitation ont totalisé 6 686mD et le résultat net s'est élevé à -579,8mD.

Les Œillets :
Créée en Décembre 1997, l'activité initiale portait sur la construction de logements pour le compte du personnel de la BNA. En 2003, son objet a été étendu à tous les projets immobiliers.
Le capital social s'élève à 900mD divisé en 180 000 actions de valeur nominale 5D entièrement libérées.
La société « Les Œillets » figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.
En 2017, les revenus d'exploitation ont totalisé 269,7mD et le résultat net s'est élevé à -384,3mD.

Société d'Etudes et de Développement Touristique du Sud « SODET SUD » :
Créée en Mars 2001, la société a pour objet l'étude et l'aménagement des zones et stations intégrées dans le sud tunisien. Au 31/12/2017, le capital social s'élève à 21 549 800D.
La société SODET SUD figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.
En 2017, le résultat net s'est élevé à -639mD.

Tunisie Informatiques Services :
Créée en Juin 1991, la société « TIS » a pour objet de concourir au développement des secteurs de l'informatique, de la télématique et de la monétique.
Le capital social s'élève à 250mD divisé en 2 500 actions de valeur nominale 100D entièrement libérées.
La société « TIS » figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.
En 2017, les revenus d'exploitation ont totalisé 3 271mD et le résultat net s'est élevé à -166mD.

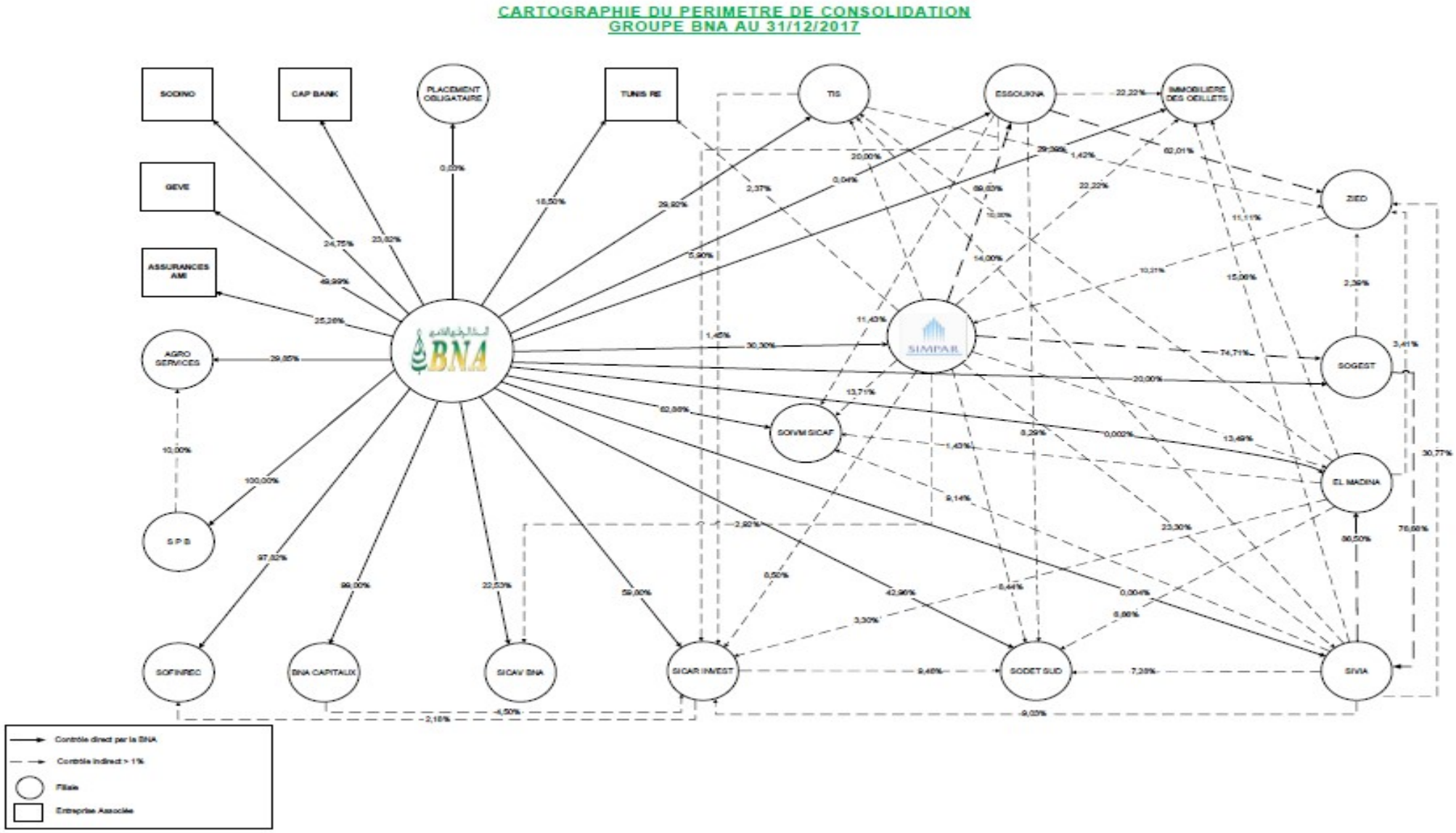
Société Générale d'Etudes, de Supervision et de Travaux « SOGEST » :
Créée en décembre 1978, l'objet de la SOGEST porte sur l'engineering conseil comprenant études techniques, surveillance de chantiers, supervision, coordination et contrôle des travaux dans le domaine génie civil et bâtiments.
Le capital social de la société s'élève à 100mD divisé en 10 000 actions de valeur nominale 10D entièrement libérées.
La société « SOGEST » figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.
En 2017, les revenus d'exploitation ont totalisé 986mD et le résultat net s'est élevé à -386mD.

Société d'Etudes et de Prestation de Services « Agro Services » :
Créée en juin 1991, la société a pour objet de concourir au développement du secteur de l'agriculture et de la pêche et ce, par la réalisation d'études de faisabilité et la fourniture d'une assistance technique en matière de production et de gestion des exploitations agricoles.
Le capital social s'élève à 600mD divisé en 6 000 actions de valeur nominale 100D chacune.
La société « Agro Services » figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.
En 2017, les revenus d'exploitation ont totalisé 3 576mD et le résultat net s'est élevé à -159,3mD.

Société ZIED :
Créée en Mai 2004, la société ZIED, Société à responsabilité limitée, a pour objet le commerce en gros de matériaux de construction ainsi que la gestion de portefeuille ou prise de participations.
Le capital social s'élève à 1,1MD. La BNA ne détient aucune action dans le capital de la société.
L'activité de commerce de gros n'a pas encore débuté et les revenus de la société sont constitués entièrement des revenus de portefeuille provenant des dividendes distribués par la SIMPAR.
La société ZIED figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de l'intégration globale.
En 2017, les revenus d'exploitation ont totalisé 187,5mD et le résultat net s'est élevé à 177,5mD.

Société La Générale des Ventes :
Créée en Juillet 2007, la société a pour objet principal les prestations de services. Au 31/12/2017, son capital s'élève à 4 000 000D divisé en 4 000 000 actions de valeur nominale 1D.
La société figure dans le périmètre de consolidation de la BNA et elle est consolidée par la méthode de mise en équivalence.
En 2017, les revenus d'exploitation ont totalisé 15,8mD et le résultat net s'est élevé à -154,5mD.

2.5.1.2. Schéma financier du périmètre de consolidation de la BNA au 31/12/2017



2.5.1.3. Evènements récents modifiant le schéma du groupe BNA durant l'année 2018

Néant

2.5.1.4. Etat des participations entre les sociétés du groupe arrêté au 31/12/2017

	BNA	SOFINREC	BNA CAPITAUX	SOIVM SICAF	SICAR INVEST	TIS	SICAV BNA	PO SICAV	SIVIA	SIMPAR	MADINA	OEILLETS	ESSOUKNA	SOGEST	AGRO SERVICES	ZIED	TUNIS RE	SICAF PART BNA	GEN VENTE	SODINO	SODET SUD	CAP BANK	AMI
BNA	0,27%	97,82%	99,00%	62,86%	59,80%	29,92%	22,53%	0,03%	0,00%	30,30%	0,00%	29,39%	0,04%	20,00%	29,85%	-	18,50%	99,99%	50,00%	24,75%	42,96%	23,82%	25,30%
SOFINREC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BNA CAPITAUX	0,02%	-	-	-	4,50%	-	-	0,01%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SOIVM SICAF	0,29%	-	0,18%	-	0,52%	-	-	-	-	-	0,00%	-	-	0,02%	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SICAR INVEST	0,09%	2,18%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TIS	-	-	-	0,86%	1,45%	-	-	0,00%	-	-	-	-	0,02%	-	-	1,42%	-	-	-	-	-	-	-
SICAV BNA	0,03%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
PO SICAV	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SIVIA	-	-	0,16%	9,14%	9,03%	14,00%	0,48%	0,01%	-	-	86,50%	15,06%	0,04%	0,02%	-	30,77%	-	-	-	-	7,28%	-	-
SIMPAR	-	-	0,16%	13,71%	8,50%	20,00%	2,92%	0,01%	23,30%	-	13,49%	22,22%	69,63%	74,71%	-	-	2,37%	-	-	-	8,44%	-	-
MADINA	-	-	0,16%	1,43%	3,30%	10,00%	0,24%	0,01%	-	-	-	11,11%	-	-	-	3,41%	-	-	-	-	6,66%	-	-
OEILLETS	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,93%	-	-
ESSOUKNA	0,32%	-	0,16%	11,43%	5,90%	-	0,36%	0,01%	-	-	-	22,22%	-	0,01%	-	62,01%	0,17%	-	-	-	8,29%	-	-
SOGEST	-	-	0,16%	0,57%	0,30%	-	0,02%	0,00%	76,68%	-	0,00%	-	0,23%	-	-	2,39%	-	-	-	-	-	-	-
AGRO SERVICES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ZIED	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10,21%	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
TUNIS RE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SICAF PART BNA	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	5,00%	-	-	-	-	-	-	-	-
GEN VENTE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SODINO	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SODET SUD	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CAP BANK	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AMI	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

La BNA s'engage à se conformer aux dispositions de l'article 466 de la loi n°2001-117 du 06/12/2001 concernant les groupes de sociétés afin d'annuler les participations croisées entre les sociétés du groupe.
La BNA s'engage à se conformer aux dispositions de la loi n°2016-48 du 11/07/2016 relative aux banques et établissements financiers en matière de seuil de participation.

2.5.1.5. Chiffres clés des sociétés du groupe au 31/12/2017

(mD)	Capitaux propres avant affectation	Chiffre d'affaires (Total Poduits d'exploitation)	Résultat d'exploitation	Résultat net	Dettes globales (Total Passif)	Charges Financières nettes
BNA	976 029	812 794	234 017	198 591	9 690 988	365 239**
BNA CAPITAUX	14 938	3 915	872	663	3 537	77
SOFINREC	15 332	4 174	1 929	208	23 564	1 483
SICAR Invest	13 760	2 135	97	501	5 046	10
SOIVM SICAF	5 621	582	297	296	75	0
SICAF Participations	1 089	54	38	37	15	0
SICAV BNA	3 026*	246	111	166	41	0
Placement Obligataire SICAV	322 065*	18 288	14 491	14 835	768	0
CAP Bank	9 241	880	-169	-162	551	2
Tunis Re	193 380	114 984	4 318	12 286	390 098	0
AMI	5 762	162 676	-52 999	-41 666	410 375	0
SODINO	21 269	614	-1 833	-1 834	21 530	1**
SIMPAR	42 880	15 602	4 732	1 406	47 033	2 966
ESSOUKNA	34 755	20 992	5 036	1 775	36 901	2 785
SIVIA	15 858	11 786	2 618	461	32 334	2 237
El Medina	5 403	6 687	1 443	-580	30 966	2 134
Les Œillets	1 686	270	433	-384	12 826	823
SODET SUD	9 087	0	-680	-640	6 844	489
Tunisie Informatique Services	685	3 272	-125	-166	1 997	36
SOGEST	1 056	986	-357	-386	903	29
AGRO SERVICES	1 544	3 576	1	-159	644	197
ZIED SARL	1 455	187	179	178	4	4
Générale des ventes	1 031	16	-93	-154	2 358	273

**Actif net*
*** Intérêts encourus et charges assimilées*

2.5.1.6. Engagements financiers du groupe au 31/12/2017

(mD)	Crédits bancaires	Crédits extérieurs	Emprunts obligataires	Fonds gérés	Ressources spéciales	Découverts	Billets de trésorerie	Leasing
BNA	-	117 000	221 131	-	171 279	-	-	-
BNA CAPITAUX	-	-	-	-	-	2	-	-
SOFINREC	21 036	-	-	-	-	-	-	-
SICAR Invest	-	2 472	-	186 463	-	1	-	-
SOIVM SICAF	-	-	-	-	-	-	-	-
SICAF Participations	-	-	-	-	-	-	-	-
SICAV BNA	-	-	-	-	-	-	-	-
Placement Obligataire SICAV	-	-	-	-	-	-	-	-
CAP Bank	-	-	-		-	-	-	-
Tunis Re	-	-	-	-	-	-	-	-
AMI	-	-	-	-	-	-	-	-
SODINO	-	-	-	-	17 804	-	-	-
SIMPAR	38 832	-	-	-	-	642	-	-
ESSOUKNA	30 706	-	-	-	-	42	-	-
SIVIA	24 293	-	-	-	-	2 490	-	-
El Medina	27 441	-	-	-	-	395	-	-
Les Œillets	10 111	-	-	-	-	1 219	-	-
SODET SUD	6 700	-	-	-	-	6	-	-
Tunisie Informatique Services	93	-	-	-		321	-	-
SOGEST	24	-	-	-	-	272	-	17
AGRO SERVICES	-	-	-	-	-	-	-	-
ZIED SARL	-	-	-	-	-	-	-	-
Générale des ventes	2 151	-	-	-	-	-	-	-
Total	**161 388**	**119 472**	**221 131**	**186 463**	**189 083**	**5 389**	**0**	**17**

2.5.1.7. Politique actuelle et future de financement inter sociétés du groupe

Afin de répondre à leurs besoins de financement, les sociétés du groupe recourent généralement au marché financier et au système bancaire notamment la BNA. Elles peuvent en outre émettre des billets de trésorerie avalisés par la BNA.

2.5.2. Relations de la BNA avec les sociétés du groupe BNA au 31/12/2017

2.5.2.1. Prêts octroyés et crédits reçus des sociétés du groupe

Crédits reçus :

→ L'encours des conventions de dépôts à terme souscrits courant 2017 par les sociétés du groupe totalisent au 31/12/2017 un montant de 155,6MD, réparti comme suit :

RELATION	LIBELLE	Statut	Date de Souscription	Date d'échéance	Encours au 31/12/2017	Taux
Assurance "AMI"	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	17/01/2017	16/01/2018	1 000	7,06%
Assurance "AMI"	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	08/08/2016	04/08/2018	300	6,82%
Assurance "AMI"	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	26/02/2016	24/02/2018	500	6,75%
Assurance "AMI"	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	07/04/2016	03/04/2018	1 000	7,10%
Assurance "AMI"	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	07/07/2017	29/06/2019	800	8,00%
Assurance "AMI"	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	17/01/2017	15/01/2018	10 000	7,51%
Assurance "AMI"	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	12/09/2017	04/09/2019	700	8,00%
CAP BANK	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	04/05/2017	28/04/2018	1 700	7,66%
S O D I N O	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	24/06/2016	21/05/2018	2 000	6,50%
TUNIS RE	Certificat de Dépôt	ENTREPRISE ASSOCIEE	29/12/2017	23/12/2018	500	9,03%
TUNIS RE	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	21/07/2016	11/07/2018	14 000	7,42%
TUNIS RE	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	10/01/2017	06/07/2018	10 500	8,06%
TUNIS RE	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	11/07/2016	07/07/2018	10 500	7,42%
TUNIS RE	Certificat de Dépôt	ENTREPRISE ASSOCIEE	29/12/2017	21/12/2018	1 500	9,03%
TUNIS RE	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	11/07/2016	30/06/2018	1 500	7,36%
TUNIS RE	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	12/07/2017	10/07/2019	9 000	8,25%
TUNIS RE	Certificat de Dépôt	ENTREPRISE ASSOCIEE	19/12/2017	12/12/2018	3 500	9,03%
TUNIS RE	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	02/02/2017	19/01/2019	4 000	8,15%
TUNIS RE	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	26/07/2016	19/07/2018	5 000	7,42%
TUNIS RE	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	22/07/2016	29/06/2018	6 500	7,40%
TUNIS RE	Certificat de Dépôt	ENTREPRISE ASSOCIEE	21/12/2017	15/12/2018	3 000	9,03%
TUNIS RE	Certificat de Dépôt	ENTREPRISE ASSOCIEE	29/12/2017	22/12/2018	500	9,03%
BNA CAPITAUX	Compte de Placement	FILIALE	28/09/2017	05/01/2018	1 300	8,19%
BNA CAPITAUX	Compte de Placement	FILIALE	10/10/2017	15/01/2018	1 300	8,22%
BNA CAPITAUX	Compte de Placement	FILIALE	28/12/2017	27/03/2018	215	6,23%
BNA CAPITAUX	Compte de Placement	FILIALE	28/12/2017	27/03/2018	115	6,23%
SICAV BNA	Compte de Placement	FILIALE	29/12/2017	28/03/2018	590	6,23%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	18/12/2017	14/03/2018	1 000	6,23%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	07/12/2017	16/03/2018	12 152	8,23%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	28/12/2017	25/03/2018	1 000	6,23%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	26/09/2017	03/01/2018	5 081	8,19%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	29/09/2017	05/01/2018	1 000	8,19%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	07/12/2017	16/03/2018	3 600	8,23%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	08/12/2017	17/03/2018	5 000	8,23%
Placement Obligataire "SICAV"	Certificat de Dépôt	FILIALE	18/10/2017	25/01/2018	5 000	8,22%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	25/12/2017	22/03/2018	1 500	6,23%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	28/09/2017	05/01/2018	7 000	8,19%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	09/10/2017	16/01/2018	7 300	8,22%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	18/12/2017	14/03/2018	1 800	6,23%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	29/12/2017	28/03/2018	2 720	6,23%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	18/12/2017	17/03/2018	930	6,23%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	15/12/2017	14/03/2018	2 000	6,23%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	06/12/2017	05/03/2018	4 000	6,23%
STE ESSOUKNA	Certificat de Dépôt	FILIALE	21/12/2017	30/12/2017	500	5,73%
SOFINREC	Certificat de Dépôt	FILIALE	28/12/2017	26/04/2018	500	5,73%
SOFINREC	Certificat de Dépôt	FILIALE	15/11/2017	23/04/2018	500	5,73%
SOFINREC	Compte de Placement	FILIALE	08/12/2017	26/04/2018	500	5,73%
SOFINREC	Certificat de Dépôt	FILIALE	14/09/2017	21/04/2018	500	5,69%
SOFINREC	Certificat de Dépôt	FILIALE	16/10/2017	23/04/2018	500	5,72%
Total					**155 603**	

→ La BNA a émis en 2009 un emprunt obligataire subordonné pour un montant de 50 millions de dinars dont l'amortissement est fixé à 1/15 par an. Les intérêts sont calculés au taux de 5,4% l'an.
En 2016, la BNA a émis un emprunt obligataire subordonné pour un montant de 100 millions de dinars dont la durée de vie moyenne est de 5 ans pour la catégorie A et 7 ans dont 2 années de grâce, pour la catégorie B. Les intérêts sont calculés au taux de 7,4% et/ou TMM+1,95% pour la catégorie A et au taux de 7,55% et/ou TMM+2,1% pour la catégorie B.

L'encours des filiales et entreprises associées ayant souscrit à ces deux emprunts se détaille comme suit :

(En dinars)

Société	BNA SUB 2016	BNA SUB 2009	Intérêts 2017
SICAR INVEST	800 000	-	12 002
PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV	-	2 332 000	92 807
TUNIS-RE	3 000 000	466 400	64 482
ASSURANCES MULTIRISQUES ITTIHAD "AMI"	6 400 000	466 400	114 579
Total	**10 200 000**	**3 264 800**	**283 870**

→ En 2017, la BNA a émis deux emprunts obligataires subordonnés pour un montant global de 100MD. Les montants souscrits par les filiales et entreprises associées de la BNA ainsi les intérêts générés par ces emprunts se détaillent comme suit :

(en dinars)

Société	Montant souscrit à l'EO BNA sub 2017-1	Montant souscrit à l'EO BNA sub 2017-2	Intérêts 2017
SICAR INVEST	-	2 000 000	1 274
Placement Obligataire Sicav	5 000 000	-	222 014
TUNIS-RE	2 000 000	4 000 000	93 562
ASSURANCES MULTIRISQUES ITTIHAD "AMI"	500 000	5 000 000	36 858
AGROSERVICES	50 000	-	3 373
Total en Dinars	**7 550 000**	**11 000 000**	**357 081**

→ Les soldes des comptes courants créditeurs ouverts par les filiales et entreprises associées de la BNA se détaillent au 31/12/2017 comme suit :

(en Dinars)

Société	Solde créditeur
ESSOUKNA	1 295 429
AGRO SERVICES	107 886
BNA CAPITAUX	2 033 375
SOFINREC	400 546
PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV	264 243
SICAR INVEST	388 826
SOIVM SICAF	11 838
SICAV BNA	8 507
SICAF PARTICIPATIONS BNA	2 696
SODET SUD	6 449
TUNIS RE	423 184
ZIED	576
AMI	864 937
Total	**5 808 492**

Prêts octroyés :

→ Les concours bancaires accordés par la BNA à ses filiales et à ses entreprises associées totalisent au 31/12/2017, un montant de 158 807mD, répartis comme suit :

Société	Encours
SIMPAR	38 120
LES ŒILLETS	11 147
ESSOUKNA	31 891
SIVIA	26 443
EL MADINA	27 508
BNA CAPITAUX	2
Sté Tunisie Informatique Services (TIS)	389
Sté AGRO-SERVICES	255
SOGEST	258
SODET SUD	2 003
SOFINREC	20 791
Total	**158 807**

2.5.2.2. Les apports en capitaux avec les sociétés du groupe

Donnés :

Néant

Reçus :

Néant

2.5.2.3. Dividendes et autres rémunérations encaissés par la BNA et distribués par les sociétés du groupe

Dividendes encaissés par la BNA en 2017 au titre de l'exercice 2016

(en Dinars)	Dividende par action	Nombre d'actions détenues*	Dividendes encaissés
BNA Capitaux	20	49 500	990 000
SIMPAR	1,5	330 000	495 000
SICAV BNA	1,165	6 938	8 083
Placement Obligataire SICAV	4,525	906	4 100
ESSOUKNA	0,24	2 006	481
SIVIA	1,5	6	9
Tunis Re	0,5	3 555 109	1 777 555
El Madina	1,5	2	3
Total			**3 275 230**

**Nombre d'actions détenues le jour de distribution de dividendes*

Dividendes encaissés par la BNA en 2018 au titre de l'exercice 2017

(en Dinars)	Dividende par action	Nombre d'actions détenues*	Dividendes encaissés
BNA Capitaux	10	49 500	495 000
SIMPAR	1,250	330 000	412 500
SICAV BNA	1,958	6 939	13 587
Placement Obligataire SICAV	4,436	906	4 019
ESSOUKNA	0,24	2 006	481
Tunis Re	0,5	3 555 109	1 777 555
Total			**2 703 142**

**Nombre d'actions détenues le jour de distribution de dividendes*

Jetons de présence encaissés par la BNA en 2017 au titre de l'exercice 2016

Société	Montant Brut
BNA CAPITAUX	12 500
IMMOBILIERE LES ŒILLETS	12 500
SOIVM SICAF	3 750
SOFINREC	10 000
SICAF PARTICIPATIONS BNA	1 750
SOGEST	3 233
SIVIA	5 000
SICAR INVEST	10 000
PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV	2 500
SICAV BNA	1 500
EL MEDINA	6 250
ESSOUKNA	14 967
SIMPAR	6 250
SODINO	4 375
AGRO SERVICES	2 500
T I S	3 906
Cap Bank	6 250
TUNIS RE	7 500
GEVE	3 750
AMI	14 000
TOTAL	**132 481**

Jetons de présence encaissés par la BNA en 2018 au titre de l'exercice 2017

Société	Montant Brut
Agroservices	2 500
BNA CAPITAUX	12 500
EL MADINA	6 250
ESSOUKNA	15 116
Immobilière des Œillets	12 500
Placement Obligataire SICAV	2 500
SICAR INVEST	15 000
SICAV BNA	1 500
SOIVM SICAF	3 750
SOFINREC	10 000
SPB	3 000
TIS	3 750
SIMPAR	6 250
SIVIA	5 000
TUNIS RE	7 500
AMI	14 000
SODINO	3 750
Total	**124 866**

2.5.2.4. Dividendes et autres rémunérations distribués par la BNA aux sociétés du groupe en 2017 au titre de l'exercice 2016

Néant

2.5.2.5. Dividendes et autres rémunérations distribués par la BNA aux sociétés du groupe en 2018 au titre de l'exercice 2017

Néant

2.5.2.6. Garanties, sûretés réelles et cautions données ou reçues des sociétés du groupe

2.5.2.6.1. Garanties et sûretés réelles

Reçues :

(mD)	Garantie hypothécaire
SIMPAR	58 980
ESSOUKNA	51 420
SIVIA	47 685
El Medina	43 293
Les Œillets	11 000
SODET SUD	2 000
Total	**214 378**

Données : Néant

2.5.2.6.2. Cautions

Reçues : Néant

Données :

(mD)	Cautions données	Encours
Agro Services	Caution provisoire	2
	Caution définitive	97
	Caution provisoire	13
TIS	Caution définitive	60
	Caution de retenue de garantie	1
BNA CAPITAUX	Caution définitive	2
Total		**175**

2.5.3. Relations commerciales entre la BNA et les autres sociétés du groupe durant l'exercice 2017

2.5.3.1. Chiffre d'affaires réalisé avec les sociétés du groupe

Chiffre d'affaires encaissé par la BNA :

Le chiffre d'affaires réalisé avec les sociétés du groupe (intérêts et commissions sur comptes courants) au 31/12/2017 s'élève à 481,8mD réparti comme suit :

(en Dinars)	Commissions encaissées	Intérêts reçus
SIMPAR	6 829	127 098
SIVIA	3 492	149 919
ESSOUKNA	220	2 847
AGRO-SERVICES	441	2 302
TIS	1 069	28 801
BNA CAPITAUX	25	455
LES ŒILLETS	771	61 629
SOFINREC	306	2 461
PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV	23	414
SOGEST	1 458	20 880
EL MEDINA	911	60 160
SICAR INVEST	2 327	1 053
SOIVM SICAF	100	1
SICAF PARTICIPATIONS BNA	100	-
SODET SUD	111	278
TUNIS RE	37	120
ZIED	100	-
AMI	323	4 718
Total	**18 643**	**463 136**

Chiffre d'affaires décaissé par la BNA au profit des autres sociétés du groupe :

(en Dinars)

Société	Montant	Nature
BNA Capitaux	402 495	Courtage
	300 000	Commission de placement
	30 000	Frais de tenue de registre
	24 656	Commission sur encaissement coupon
	16 994	Commission de tenue de compte
Sous Total 1	**774 145**	
TIS	290 089	Equipements informatiques
TIS	932 390	Maintenance
Sous Total 2	**1 222 479**	
SIP SICAR	290 724	Commissions de gestion
SICAR Invest	777 240	Commissions de gestion
SODINO	9 650	Commissions de gestion
Sous Total 3	**1 077 614**	
TOTAL GENERAL	**3 074 238**	

Par ailleurs, les intérêts sur comptes courants au 31/12/2017 s'élèvent à 287 664D et se détaillent comme suit :

(en Dinars)	Intérêts décaissés
SIVIA	103 286
AGRO SERVICES	1 280
BNA CAPITAUX	96 942
SOFINREC	3 784
PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV	55 524
SICAR INVEST	159
SICAV BNA	1 506
TUNIS RE	17 458
AMI	7 725
Total	**278 664**

2.5.3.2. Achats ou ventes d'immobilisations corporelles ou incorporelles ou autres éléments d'actifs

Néant

2.5.3.3. Prestations de services reçues ou données

Reçues :

→ La rémunération facturée par la TIS au titre de l'opération de maintenance du matériel informatique de la BNA totalise la somme de 932 390D.

→ Les achats de matériel informatique et de fournitures effectués par la BNA courant l'exercice 2017, auprès de sa filiale TIS ont totalisé la somme de 290 089D.

→ La BNA Capitaux assure la tenue du registre des actionnaires et autres services connexes et elle perçoit une rétribution forfaitaire de 30 000D HT par année.

→ La BNA Capitaux a été chargée de préparer le dossier administratif des deux emprunts obligataires subordonnés émis en 2017. La BNA a constaté en charge de l'exercice une commission de placement de 300 000 dinars hors taxes à ce titre.

→ Par les deux conventions signées respectivement le 30 Juin 2017(lot1) et le 11 Décembre 2017(lot2), la BNA a cédé, au dinar symbolique, à la société SOFINREC(filiale de la BNA) deux lots de créances compromises détaillés comme suit :

(mD)	Total des créances cédées	Montant des intérêts	Reprises de provisions, agios et intérêts réservés
LOT 1	96 192	3 009	95 176
LOT 2	37 650	1 454	37 479
Total	**133 842**	**4 463**	**132 655**

Données :

→ La BNA assure la fonction de dépositaire des OPCVM. En rémunération des prestations fournies, la banque perçoit les commissions suivantes :
- 0,15% du montant de l'actif net de la POS. La commission relative à l'exercice 2017 s'élève à 510 491D HT ;
- 0,17% du montant de l'actif net de FCP Sécurité. La commission relative à l'exercice 2017 s'élève à 116 631D HT ;
- 0,25% du montant de l'actif net de FCP Confiance et FCP Progrès. La commission relative à l'exercice 2017 s'élève à 482 305D HT ;
- 1 000D HT, commission fixe versée annuellement par la SICAV BNA.

→ Les salaires et avantages accordés aux personnels détachés de la BNA auprès de sa filiale SOFINREC au titre de l'exercice 2017 s'élève à 47 484D.

2.5.3.4. Contrats de gestion

La BNA Capitaux assure la gestion du portefeuille pour le compte de la BNA et elle perçoit à ce titre :
- Une commission de 0,4% du montant de chaque transaction boursière ;
- Une commission de 0,2% du montant de chaque coupon encaissé ;
- Des frais de tenue de compte de 0,075% du montant du portefeuille des valeurs mobilières mouvementées avec un maximum de 2 500D par valeur ;

La BNA a payé au cours de l'exercice 2017, un montant de 24 656D pour la commission sur encaissement de coupons, un montant de 402 495D pour la commission de courtage et un montant de 16 995D pour la commission de tenue de compte.

2.5.3.5. Contrats de location

→ La BNA loue à ses filiales, BNA Capitaux et TIS certains de ses locaux. Les conditions annuelles des contrats de location de ses locaux se détaillent comme suit :

(en dinars)

Filiales	Montant du loyer annuel en Dinars	Date de début de la location	Majoration par année	Date de début de la majoration	Loyer HT 2017
BNA CAPITAUX-MARSA	7 200 (hors taxes)	15/12/2013	5%	Deuxième année de la location	8 352
BNA CAPITAUX-SOUSSE	4 800 (hors taxes)	01/04/2008	5%	Deuxième année de la location	7 358
BNA CAPITAUX-SFAX	4 200 (hors taxes)	01/07/2007	5%	Deuxième année de la location	6 678
BNA CAPITAUX-BEN AROUS	3 600 (hors taxes)	01/07/2010	5%	Deuxième année de la location	4 945
Tunisie Informatique Services « TIS »	14 400 (TTC)	01/01/2011	5% (tous les deux ans)	01/01/2014	13454
				Total	**40 787**

2.5.3.6. Fonds gérés

→ La BNA a signé avec sa filiale SIP SICAR (absorbée par la SICAR INVEST en 2017) 3 conventions de gestion de fonds à capital risque.

La situation de ces fonds gérés se détaille comme suit :

(en mD)

Fonds gérés	Date de souscription	Montant souscrit	En-cours au 31/12/2017
Fonds gérés SIP SICAR 1	2010	1 500	1 500
Fonds gérés SIP SICAR 2	2011	2 500	2 500
Fonds gérés SIP SICAR 3	2012	6 000	6 000
Fonds gérés SIP SICAR 5	2014	4 000	4 000
Fonds gérés SIP SICAR 6	2015	9 000	9 000
Total		**23 000**	**23 000**

La convention relative à la gestion des fonds confiés en 2014 et 2015 pour un montant de 13MD n'est pas encore signée.
Les conditions de rémunération de la SIP SICAR, au titre de la gestion de ces fonds, se résument comme suit :

- Commission de gestion de 1% prélevée sur les montants déposés et non remboursés ;
- Commission de rendement de 5% sur les produits des placements nets des moins-values y afférentes ;
- Commission de performance de 10% calculée sur les plus values de l'activité capital risque et autres produits liés ;
- Commission de 2,5% décomptée sur les montants recouvrés en principal.

Les commissions de gestion relatives à l'exercice 2017 s'élèvent à 290 724D HT.
La BNA a payé au cours de l'exercice 2017 à la SIP SICAR (filiale absorbée par la SICAR INVEST en 2017) un montant de 336 013D HT au titre de l'exercice 2016.

→ La BNA a signé avec sa filiale SICAR Invest, un avenant à la convention de gestion de fonds à capital risque. Au de cette convention, la BNA a confié à sa filiale la gestion d'une enveloppe entièrement libérée par tranche d'un montant de 144 957 millions de dinars.

La situation de ces fonds gérés se détaille comme suit :

(en mD)

Fonds gérés	Date de souscription	Montant souscrit	En-cours au 31/12/2017
Fonds géré 1	1997	4 500	1540
Fonds géré 2	1997	2 057	904
Fonds géré 3	1998	5 550	353
Fonds géré 4	1999	7 350	4 452
Fonds géré 5	2000	7 000	3 290
Fonds géré 6	2001	7 000	2 607
Fonds géré 7	2002	5 000	2 603
Fonds géré 8	2003	3 500	2 086
Fonds géré 9	2005	1 500	1 055
Fonds géré 10	2006	5 000	2 917
Fonds géré 11	2007	2 500	1 044
Fonds géré 12	2008	8 500	7 979
Fonds géré 13	2009	20 000	20 000
Fonds géré 14	2010	15 000	15 000
Fonds géré 15	2011	10 000	10 000
Fonds géré 16	2012	8 400	8 400
Fonds géré 16- bis	2012	5 600	5 600
Fonds géré 18	2014	6 000	6 000
Fonds géré 19	2015	7 000	7 000
Fonds géré 20	2016	2 000	2 000
Fonds géré 21	2016	3 000	3 000
Fonds géré 20 Bis	2016	8 500	8 500
Total		**144 957**	**116 330**

Les conditions de rémunération de la SICAR Invest, au titre de la gestion de ces fonds, sé résument comme suit :

- Commission de gestion annuelle de 0,5% décomptée sur l'encours des fonds confiés ;
- Commission de recouvrement de 2,5% ;
- Commission de rendement de 5% décomptée sur les produits des placements réalisés par les fonds ;
- Commission de performance de 10% calculée sur les plus values de l'activité capital risque et autres produits liés.

Les commissions de gestion relatives à l'exercice 2016 payées par la BNA à la SICAR Invest, au cours de l'exercice 2017 s'élèvent à 836 941 dinars hors taxes.
Les commissions de gestion relatives à l'exercice 2017 s'élèvent à 777 240 dinars hors taxes.

→ La BNA a signé avec SODINO, entreprise associée, deux conventions de gestion de fonds à capital risque.
La situation de ces fonds gérés se détaille comme suit :

(en mD)

Fonds gérés	Date de souscription	Montant souscrit	En-cours au 31/12/2017
FDS DEV IRADA Jendouba	2010	450	450
FDS DEV IRADA Elkef	2010	450	450
Total		**900**	**900**

Les conditions de rémunération de la SODINO, au titre de la gestion de ces fonds, se résument comme suit :

- Commission de gestion de 1% décomptée sur les actifs nets du fonds avec un minimum de 4 500D par fonds ;
- Commission de performance de 10% calculée sur les plus-values réalisées sur les cessions d'actions ou de parts sociales et des dividendes servis par fonds ;
- Commission de rendement de 10% calculée sur les produits des placements réalisés par les fonds.

Les commissions de gestion revenant à SODINO au titre de l'exercice 2017 s'élèvent à 9 650 dinars hors taxes.

2.5.3.7. Transferts de ressources

Données : Néant

Reçues :

La BNA a émis, en 2008, un Fonds Commun de Placement« FCP SECURITE » pour un montant global de 50 millions de dinars. Les filiales et entreprises associées ayant souscrit à ce fonds ainsi que la valorisation de leurs portefeuilles se présentent au 31/12/2017 comme suit :

Société	Montant souscrit	Valorisation du portefeuille au 31/12/2017
TUNIS-RE	6 000 000	9 256 280
ASSURANCES MULTIRISQUES ITTIHAD "AMI"	8 000 000	12 342 640
Total en Dinars	**14 000 000**	**21 598 920**

2.6. Relations de la BNA avec les autres parties liées au 31/12/2017

2.6.1. Informations sur les engagements

→ La CTAMA, administrateur de la BNA, a souscrit à l'emprunt obligataire subordonné « BNA 2017-2 ». Le montant souscrit s'élève à 3,5MD. Les intérêts supportés par la BNA au titre de l'exercice 2017 sont de l'ordre de 4 921 dinars.

→ L'encours des montants souscrits par la CTAMA, administrateur de la BNA, aux emprunts obligataires émis par la BNA au cours des exercices 2009 et 2016 ainsi que les intérêts générés par ces deux emprunts se détaillent comme suit :

(en mD)

Emprunts	BNA SUB 2009	BNA SUB 2016	Total
Encours au 31/12/2017	933	4 500	5 433
Intérêts 2017	53	185	238

→ L'encours des conventions de dépôts à terme souscrits par les administrateurs de la BNA totalisent au 31/12/2017 un montant de 33,4MD, réparti comme suit :

(en mD)

Relation	Nature	Date de souscription	Date d'échéance	Encours 31/12/2017	Taux d'intérêt
CTAMA	Compte de Placement	13/01/2015	04/01/2018	200	8,18%
CTAMA	Compte à Terme	30/12/2016	29/12/2021	10 000	7,23%
CTAMA	Compte de Placement	08/01/2015	04/01/2018	5 000	8,18%
MGA	Compte de Placement	26/06/2015	23/06/2018	8 000	8,07%
MGA	Compte de Placement	06/01/2015	31/12/2017	120	8,18%
MGA	Compte de Placement	06/01/2015	31/12/2017	120	8,18%
CTAMA	Compte de Placement	11/01/2017	05/01/2019	250	7,56%
CTAMA	Compte de Placement	23/01/2017	12/01/2019	200	7,56%
CTAMA	Compte de Placement	25/01/2017	19/01/2019	500	7,56%
CTAMA	Compte de Placement	04/04/2017	30/03/2019	250	7,59%
MGA	Compte de Placement	10/03/2017	23/02/2019	180	7,56%
MGA	Compte de Placement	10/03/2017	09/03/2019	570	7,59%
MGA	Compte de Placement	11/05/2017	30/04/2019	8 000	8,05%
			TOTAL	**33 390**	

2.6.2. Transferts de ressources

Données :

- **Les participations en portage**

La BNA ne détient aucune participation directe dans le capital des sociétés promues par les membres de son conseil d'administration et de direction.

- **Les rémunérations et dividendes versés**

a/ Les obligations et engagements envers les dirigeants tels que visés à l'article 200 (nouveau) II § 5 du Code des Sociétés Commerciales se détaillent comme suit :

→ La rémunération du Directeur Général a été fixée par le Conseil d'Administration dans sa réunion du 25 mai 2016 conformément au décret gouvernemental n°2015-968 du 6 août 2015 fixant le régime de rémunération des directeurs généraux des banques publiques et des présidents de leurs Conseils d'Administration. Cette rémunération se détaille comme suit :

- Une rémunération fixe sur la base d'un salaire mensuel net de 16 000D ;
- Une prime variable ne dépassant pas 50% de la rémunération fixe en tenant compte de la réalisation des objectifs fixés dans le business plan approuvé par le Conseil d'Administration ;
- Un quota de 500 litres de carburant par mois, la mise à disposition d'une voiture de fonction ainsi que le remboursement des frais de communication téléphonique.

En 2017, le montant net servi s'élève à 288 000DT.

→ La rémunération du Directeur Général Adjoint ainsi que celle du Secrétaire Général (pour la période du 01/01/2017 au 30/06/2017), sont fixés par référence aux termes de la convention collective nationale du personnel des banques et des établissements financiers ;

→ Le président et les membres du Conseil d'Administration, les membres du Comité Permanent d'audit, les membres du comité exécutif de crédits, les membres du Comité Interne des Marchés et les membres du comité des risques sont rémunérés par des jetons de présence proposés annuellement par le Conseil d'Administration et soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire.

→ Les rémunérations servies par la BNA, au cours de l'exercice 2017, aux membres des organes de gestion sont détaillées comme suit :

(en dinars)

Nature de la rémunération	Montants servis en 2017
Conseil d'administration	173 500
Comité Permanent d'audit	35 000
Comité Exécutif des Crédits	16 000
Comité Interne des Marchés	10 000
Comité des Risques	10 000
TOTAL	**244 500**

b/ Les obligations et engagements de la BNA envers ses dirigeants tels qu'ils ressortent des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2017 se présentent comme suit (en DT)

Nature de la rémunération	Directeur Général		Directeur Général Adjoint		Administrateurs et membres de comités	
	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2017	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2017	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2017
Avantages à court terme	631 170	-	95 976	-	273 750	231 250
TOTAL	**631 170**	**-**	**95 976**	**-**	**273 750**	**231 250**

Reçues :

La Caisse Tunisienne des Assurances Mutuelles Agricoles, administrateur de la BNA, a souscrit au Fonds Commun de Placement « FCP SECURITE » émis par la BNA en 2008. Les montants souscrits à ce fonds ainsi que la valorisation de leur portefeuille se présentent au 31/12/2017 comme suit :

Société	Montant souscrit	Valorisation du portefeuille au 31/12/2017
CTAMA	1 500 000	2 314 245
CTAMA-MGA	500 000	771 415
Total en Dinars	**2 000 000**	**3 085 660**

2.6.3. Relations commerciales

2.6.3.1. Chiffre d'affaires réalisé avec les autres parties liées au 31 décembre 20176

→ La BNA a conclu avec l'Etat Tunisien des conventions de gestion de plusieurs fonds budgétaires (destinés à financer soit des subventions non remboursables, soit des dotations, soit des crédits) en contrepartie de la perception de commissions.
L'encours de ces fonds s'élève au 31/12/2017 à 203,977MD contre 212,603MD au 31/12/2016.

→ La BNA a conclu avec l'Etat Tunisien, en date du 16/03/1995 une convention en vertu de laquelle des créances sur fonds budgétaires agricoles, s'élevant en principal à 133MD, ont été transférées à la BNA (moyennant la garantie de l'Etat en matière de recouvrement des montants échus depuis un an sur les crédits entrant dans le cadre de cette convention). Conformément à cette convention, la BNA a inscrit cette dotation parmi ses capitaux propres. Par ailleurs, la BNA est tenue de restituer les sommes transférées dès lors que son équilibre financier est rétabli.

→ La BNA a conclu avec l'Etat Tunisien, en date du 17/02/2004 une convention en vertu de laquelle des créances sur fonds budgétaires agricoles, s'élevant en principal à 160MD, ont été transférées à la BNA (moyennant la garantie de l'Etat en matière de recouvrement des montants échus depuis un an sur les crédits entrant dans le cadre de cette convention). Conformément à cette convention, la BNA a inscrit cette dotation parmi ses engagements hors bilan sous la rubrique « Cautions, Avals et autres garanties données ». Par ailleurs, la BNA est tenue de restituer les sommes transférées dès lors que son équilibre financier est rétabli.

2.6.3.2. Cessions et acquisitions d'immobilisations corporelles, incorporelles, financières ou autres éléments d'actifs avec les parties liées

Néant

2.6.3.3. Les prestations de services reçues ou données

→ La BNA a souscrit auprès de son administrateur, la CTAMA, un contrat d'assurance destiné à couvrir la charge relative à l'indemnité de départ à la retraite, soit 6 mensualités de salaire brut. La cotisation relative à l'année 2017 s'élève à 2,8MD.

→ La BNA a souscrit auprès de son administrateur, la CTAMA, un contrat d'assurance épargne collective destiné à financer le complément de retraite de son personnel. La charge supportée par la banque au titre de l'année 2017 s'élève à 3,8MD.

2.6.3.4. Les conventions conclues entre la BNA et l'Etat Tunisien

→ La BNA a procédé à l'abandon des créances agricoles qui feront l'objet de prise en charge par l'Etat conformément à l'article 79 de la loi n°2013-54 du 30 décembre 2013 portant loi de finances pour l'année 2014, tel que modifié par la loi n°2015-18 du 02 juin 2015, l'article 27 de la loi n°2015-30 du 18 août 2015 portant loi de finances complémentaire pour l'année 2015, et l'article 65 de la loi n°2016-78 du 17 décembre 2016 portant loi de finances pour l'année 2017. L'encours de ces créances est de 90,447 millions de dinars. La convention de prise en charge, relative aux fonds propres et fonds extérieurs, a été signée entre la BNA et l'État tunisien en date du 24 mai 2017 ;

→ Certaines créances impayées ont été prises en charge par l'Etat et ce en vertu de :

- L'article 24 de la loi n°98-111 du 28 décembre 1998, portant loi de finances pour l'année 1999 : consolidation sur 25 ans, sans intérêts et avec la garantie de l'Etat, des créances impayées et des créances non encore échues au 31/12/1997 en principal, à la charge des établissements et des entreprises publiques et des collectivités centrales de services agricoles ;
- L'article 25 de la même loi : Prise en charge par l'Etat des créances de certaines entreprises publiques et à participations publiques directes et indirectes et des coopératives agricoles visées au tableau « G » annexé à ladite loi, qui sont en cours de liquidation ou à liquider ou à privatiser ultérieurement, arrêtées au 31 décembre 1997, et ce sur 25 ans et sans intérêts ;
- L'article 3 de la loi n°99-65 du 15 juillet 1999 : Prise en charge par l'Etat des créances abandonnées par la BNA et ce pour les montants dus en principal et intérêts au titre des crédits agricoles arrêtés au 31/12/1998 ayant enregistré des impayés et dont le montant en principal n'excède pas 2 000 dinars par agriculteur à la date de leur obtention. Ces montants sont remboursés sur 20 ans et sans intérêts à partir de l'an 2000.

Les créances prises en charge par l'Etat ont totalisé 353,642 millions de dinars. Au 31 décembre 2017, l'encours desdites créances s'élève à 95,458 millions de dinars.

2.7. Dividendes

	2 017	2 016	2 015
Capital (en mD)	160 000	160 000	160 000
Nominal	5	5	5
Nombre d'actions	32 000 000	32 000 000	32 000 000
Dividendes (en Dinars)	-	-	-
Dividende par action (en Dinars)	-	-	-
Taux de dividende en % de la valeur nominale	-	-	-
Date de détachement	-	-	-

2.8. Marché des titres

Les titres de capital de la BNA sont négociés sur le marché principal de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.
Il existe trois emprunts obligataires émis par la BNA cotés sur le marché obligataire de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis selon les caractéristiques suivantes :

Intitulé	Montant de l'emprunt (en Dinars)	Notation	Date de jouissance	Échéance annuelle	Encours au 31/12/2018 (en Dinars)
"Emprunt Subordonné BNA 2009" – 15 ans - Taux:5,4%	50 000 000	-	07/04/2009	07-avr	19 985 000
"Emprunt Subordonné BNA 2016"** – 5 ans - Taux:7,4%	37 000 000	-	19/10/2016	19-oct	85 200 000
"Emprunt Subordonné BNA 2016"** – 7 ans* - Taux:7,55%	63 000 000				
"BNA Subordonné 2017-1" – 5 ans - Taux:7,4%	20 140 000	-	26/05/2017	26-mai	45 972 000
"BNA Subordonné 2017-1" – 7 ans* - Taux:7,55%	29 860 000				
"Emprunt Subordonné BNA 2017-2"** – 5 ans - Taux:7,6%	23 500 000	-	29/12/2017	29-déc	45 300 000
"Emprunt Subordonné BNA 2017-2"** – 7 ans* - Taux:7,75%	26 500 000				
"Emprunt Subordonné BNA 2018-1"– 5 ans - Taux:8,25%	17 830 000	-	10/08/2018	10-août	100 000 000
"Emprunt Subordonné BNA 2018-1 "– 5 ans - Taux: TMM + 2%	48 600 000				
"Emprunt Subordonné BNA 2018-1" – 7 ans* - Taux: 8,50%	26 470 000				
"Emprunt Subordonné BNA 2018-1 "– 7 ans* - Taux: TMM + 2,25%	7 100 000				
Total					**296 457 000**

** avec 2 ans de franchise*
*** Emprunt ne faisant pas Appel Public à l'Epargne*

CHAPITRE 3 - RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'ACTIVITE DE LA BANQUE

3.1. Présentation sommaire de la banque

La BNA a été créée en 1959 à l'initiative du gouvernement tunisien afin d'unifier le crédit agricole et encourager le développement de l'agriculture. Dix ans après et avec la croissance spectaculaire de l'activité de la banque et l'ouverture de ses financements aux différents secteurs de l'économie, la banque change de dénomination en Banque Nationale de Tunisie.
En 1989, la restructuration de la banque et sa fusion avec la Banque Nationale de Développement Agricole (BNDA) a contribué à redonner à la banque sa dénomination initiale et unifier de nouveau les structures d'octroi de crédits agricoles.
De ce fait, la BNA joue le rôle du principal relais des fonds publics destinés au financement du secteur agricole, secteur qui a connu un développement notable durant ces dernières années et ne cesse d'accaparer l'attention des pouvoirs publics.

Durant les 5 dernières années, la banque a connu une croissance rapide de son activité qui lui a permis d'accaparer en 2017, 11,0%[1] de part de marché en matière de crédits octroyés (8 726MD) et 11,8%[1] en matière de dépôts. En 2017, le PNB s'est élevé à 444,3MD en progression de 17,3% par rapport à 2016.

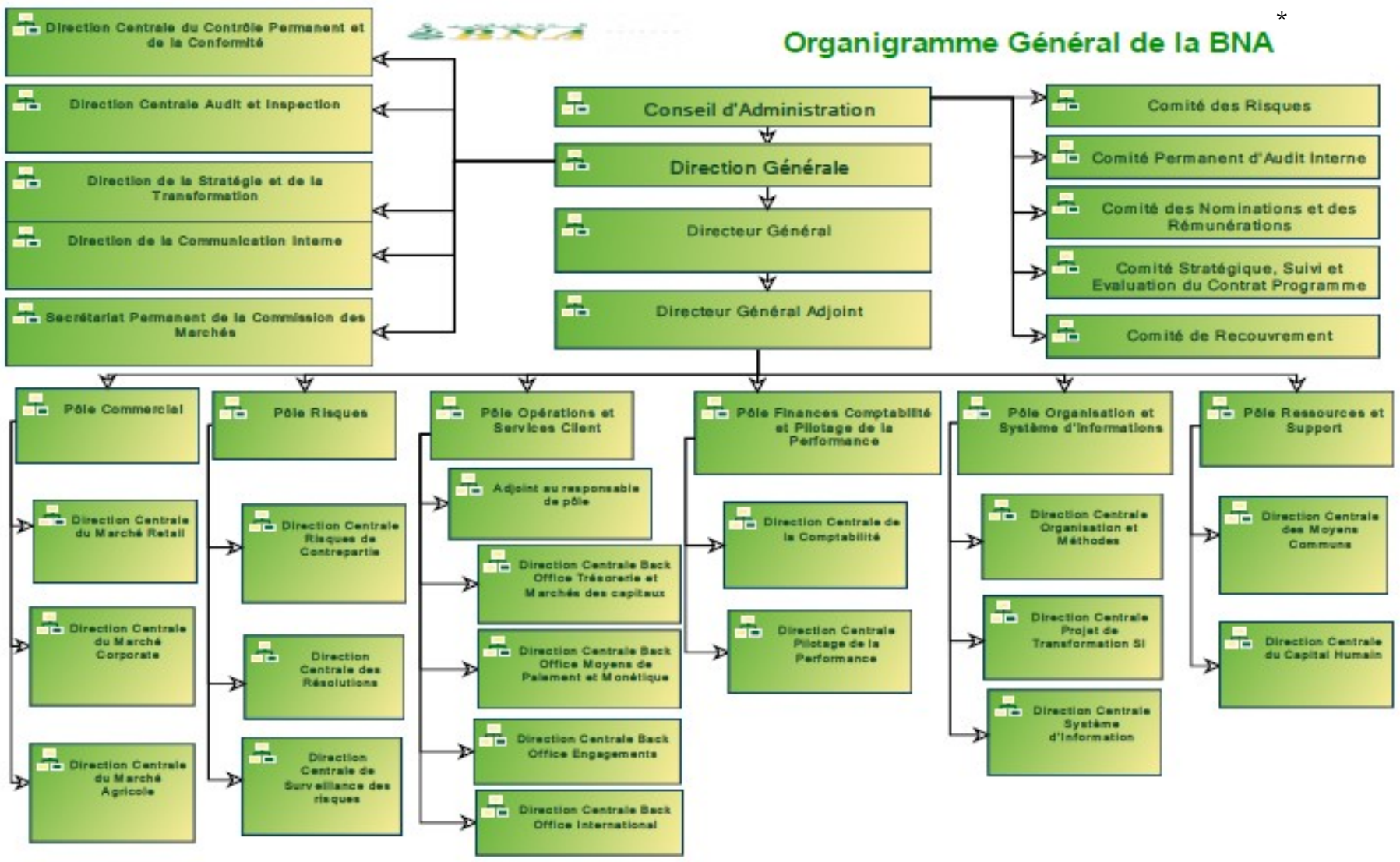
La BNA dispose d'un des plus dense réseau de la place. Avec ses 176 agences implantées sur tout le territoire tunisien, la banque confirme sa place en tant que banque de proximité et consolide ainsi sa position sur le marché bancaire.

3.2. Organisation de la banque

3.2.1. Structure générale de l'organigramme de la BNA

[1] Source : Rapport annuel de la BCT relatif à l'exercice 2017 pour les données du secteur bancaire

Organigramme Général de la BNA *



**tel qu'approuvé par le Conseil d'Administration du 30/01/2017 (ayant approuvé l'organigramme de la banque dans sa nouvelle architecture) et du 03/10/2018 (ayant approuvé la création du comité de recouvrement)*

Il est à signaler que dans leur rapport sur le contrôle interne relatif à l'exercice 2017, les commissaires aux comptes, ont relevé que :
« - le rapprochement des structures de l'ancien organigramme avec les structure du nouvel organigramme de la banque nous a permis de constater l'inexistence de structures qui existaient au niveau de l'ancien organigramme : ceci pourrait entraver la marche normale de l'activité de la banque ;
- La division « Contrôle de la conformité » est actuellement rattachée à la direction centrale de contrôle permanent et de la conformité laquelle est rattachée en staff à la direction générale. Cette situation risque d'influer négativement sur l'efficacité opérationnelle et d'affecter ainsi le bon fonctionnement de la BNA ».

3.2.2. Gouvernance

Le Conseil d'Administration :

Le Conseil d'Administration est une instance collégiale représentant les actionnaires de la Banque Nationale Agricole. Il est composé de membres représentant l'Etat Tunisien et des actionnaires publics (6 représentants l'Etat) et 5 autres membres.
Il arrête la stratégie de développement et les politiques d'intervention de la banque et fixe d'une manière explicite les objectifs de rentabilité en cohérence avec le maintien de sa solidité financière.
Il doit s'assurer, à ce titre, que les moyens humains, financiers et logistiques sont en adéquation permanente avec la stratégie et les politiques d'intervention arrêtées.
Il doit contrôler la conformité des actions de l'organe de direction à la stratégie et aux politiques approuvées, y compris la politique des risques.
Il définit, dans ce cadre, des indicateurs quantitatifs et qualitatifs de suivi des performances de l'établissement notamment en matière de solvabilité, de liquidité et de rentabilité.
Le conseil veille également à ce que la banque jouit en permanence d'une bonne réputation à même de préserver la confiance auprès du public
Afin de réaliser les objectifs assignés, piloter et contrôler l'activité de la banque, le Conseil d'Administration est assisté par les instances suivantes :

- Un Comité d'Audit :

Le Comité d'Audit est composé de quatre (4) membres faisant partie du Conseil d'Administration dont un membre indépendant qui assure la présidence de ce comité. Le Conseil d'Administration du 06/06/2018 a arrêté la composition de ce comité comme suit :
- Madame Feiza FEKIH, Présidente ;
- Monsieur Zakaria OUESLATI, membre ;
- Monsieur Lamjed BOUKHRIS, membre ;
- Monsieur Mustapha SLOUMA, membre.

Le responsable de la Direction de l'Audit Interne assure le Secrétariat du Comité d'Audit.

Ce comité est chargé de :

- → Veiller à ce que les mécanismes appropriés de contrôle interne soient mis en place par la BNA ;
- → Réviser et donner son avis sur le rapport annuel y compris les états financiers de la BNA avant sa transmission au Conseil d'Administration ;
- → Revoir tout relevé de la BNA avant sa soumission aux autorités de supervision ;
- → Examiner tous les placements ou opérations susceptibles de nuire à la situation financière de la BNA, portés à sa connaissance par les commissaires aux comptes ou les auditeurs externes ;
- → Procéder à la vérification de la clarté des informations fournies et à l'appréciation de la cohérence des systèmes de mesure, de surveillance et de maîtrise des risques ;
- → Examiner les insuffisances du fonctionnement du système de contrôle interne relevées par les différentes structures de la banque et autres organes chargés des missions de contrôle et l'adoption des mesures correctrices ;
- → Contrôler et coordonner les activités de la structure d'audit interne et le cas échéant les travaux des autres structures de banque chargées de missions de contrôle ;
- → Donner son avis au Conseil d'Administration sur la désignation du responsable chargé de la Direction de l'Audit Interne, des auditeurs internes ainsi que de leur promotion et de leur rémunération ;

→ Proposer la nomination des commissaires aux comptes et des auditeurs externes et donner un avis sur le programme et les résultats de leurs contrôles ;
→ Veiller à ce que la Direction de l'Audit Interne soit dotée de moyens humains et logistiques pour s'acquitter efficacement de sa mission.

- Un Comité des Risques :

Le comité des risques est composé de six (6) administrateurs choisi parmi les membres du Conseil d'administration dont un a la qualité de membre indépendant au sens de l'article 13 de la circulaire de la BCT n°2011/06 du 20 mai 2011 portant "Renforcement des règles de bonne gouvernance dans les établissements de crédit", et il assure la Présidence de ce Comité. Le Conseil d'Administration du 06/06/2018 a arrêté la composition du Comité des Risques comme suit :
- Monsieur Lotfi MAKTOUF, Président ;
- Monsieur Sahbi MAHJOUB, membre ;
- Monsieur Mohamed Mehdi MAJDOUB, membre ;
- Madame Raoudha BEJAOUI, membre ;
- Monsieur Kamel NAOUI, membre ;
- Monsieur Taieb ZITOUNI, membre.

Le responsable de la Direction Centrale de la Gestion et la Surveillance des Risques (Pôle Risques) assure le Secrétariat du Comité des Risques.

Le comité des Risques a pour mission d'assister le Conseil dans :
- La conception et la mise à jour d'une stratégie de gestion de tous les risques et la fixation des limites d'exposition et des plafonds opérationnels ;
- L'approbation des systèmes de mesure et de surveillance des risques ;
- Le contrôle du respect par l'organe de direction de la stratégie de gestion des risques arrêtée ;
- L'analyse de l'exposition de la Banque à tous les risques y compris les risques de crédit, de marché, de liquidité et le risque opérationnel et la conformité de l'exposition à la stratégie arrêtée en la matière ;
- L'évaluation de la politique de provisionnement et l'adéquation permanente des fonds propres par rapport au profil des risques de la banque;
- L'étude des risques découlant des décisions stratégiques du Conseil d'Administration ;
- L'approbation du plan de continuité d'activité ;
- La désignation du responsable de la structure chargée de la surveillance et le suivi des risques ainsi que de sa rémunération ;
- Le suivi des crédits accordés aux clients dont les engagements auprès des établissements de crédit dépassent les montants prévus par l'article 7 de la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n° 91-24 du 17 décembre 1991 relative à la division, couverture des risques et suivi des engagements.

- Un Comité de Nominations et des Rémunérations :

Le Comité de Nominations et des rémunérations a pour mission d'établir la politique et les critères de nomination de la Direction Générale et des Responsables de l'encadrement supérieur et de proposer au Conseil les membres des différents comités.

Le Conseil d'Administration du 06/06/2018 a arrêté la composition du comité de Nominations et des Rémunérations comme suit :
- Monsieur Mohamed Salah CHEBBI ALAHSAN, Président ;
- Monsieur Mohamed Mehdi MAJDOUB, membre ;
- Monsieur Lamjed BOUKHRIS, membre ;
- Monsieur Mustapha SLOUMA, membre.

- Un Comité stratégique, de suivi et évaluation du Contrat programme :

Ce comité a pour mission de suivre l'avancement du Contrat programme et veiller à sa cohérence avec la stratégie de la banque.

Le Conseil d'Administration du 06/06/2018 a arrêté la composition du comité stratégique, de suivi et évaluation du Contrat programme comme suit :

- Madame Raoudha BEJAOUI, Présidente ;
- Monsieur Mohamed Salah CHEBBI ALAHSAN, membre ;
- Monsieur Mohamed Mehdi MAJDOUB, membre ;
- Monsieur Mohamed Kamel NAOUI, membre ;
- Monsieur Zakaria OUESLATI, membre;
- Monsieur Taieb ZITOUNI, membre ;
- Monsieur Lamjed BOUKHRIS, membre ;
- Monsieur Mustapha SLOUMA, membre ;
- Monsieur Sahbi MAHJOUB, membre ;
- Madame Feiza FEKIH, membre ;
- Monsieur Lotfi MAKTOUF, membre ;
- Monsieur Habib BELHADJ KOUIDER, membre.

- Un Comité de recouvrement :

Ce comité a pour mission de :

- Prendre les décisions nécessaires en ce qui concerne les dossiers de recouvrement qui le rattachent ;
- Décider des demandes d'abandon de créances dont le montant représente 20% du principal (conformément à la réglementation en vigueur) et ce, pour les crédits octroyés avant 31/12/2011 ;
- Recevoir les rapports relatifs au classement des créances de la part des différentes structures de la banque.

Le Conseil d'Administration du 03/10/2018 a arrêté la composition du comité Recouvrement comme suit :

- Monsieur Mohamed Salah CHEBBI ALAHSAN, Président ;
- Monsieur Mohamed Mehdi MAJDOUB, membre ;
- Madame Raoudha BEJAOUI, membre ;
- Monsieur Mohamed Kamel NAOUI, membre ;
- Madame Feiza FEKIH, membre ;
- Le directeur général de la banque ;
- Le directeur du pôle Risques.

- Commission interne des marchés :

La Commission des Marchés examine la régularité, la sincérité et l'économie du marché notamment en ce qui concerne la forme, la procédure de passation, les conditions financières et techniques et le choix de l'adjudicataire.
Sont soumis à l'approbation de la Commission de Marchés :

- Les projets de rapport de dépouillement des offres et jury de concours ;
- Les projets de contrats de marchés négociés ;
- Les avenants aux marchés déjà conclus relevant de sa compétence ;
- Tout problème ou contestation relative à la préparation, passation, exécution ou règlement des marchés relevant de sa compétence ;
- Les projets de règlement définitif des marchés relevant de sa compétence.

Le Conseil d'Administration du 06/06/2018 a arrêté la composition de la commission interne des marchés comme suit :

- Monsieur Zakaria OUESLATI, Président ;
- Monsieur Mohamed Kamel NAOUI, membre ;
- Monsieur Taieb ZITOUNI, membre ;
- Madame Sana ZAGDENE FAKHET, membre observateur ;

La Direction Générale

La Direction Générale de la BNA est composée d'un Directeur Général et d'un Directeur Général Adjoint.
La Direction Générale est chargée de proposer et de mettre en œuvre la politique générale de la banque.

Elle en surveille régulièrement le bon fonctionnement, s'assure de la bonne adéquation des moyens dévolus aux objectifs et à la politique générale de la banque au regard des risques et veille à la mise en œuvre des processus de contrôle et de reporting à l'organe délibérant.

<u>Les Structures Centrales et les Comités Internes :</u>

- **Les structures centrales :**

Les structures centrales regroupent :

→ Six (06) Pôles ;
→ Dix-huit (18) Directions Centrales ;
→ Une Direction de la Communication Interne ;
→ Une Direction de la Stratégie et de la Transformation ;
→ Un Secrétariat Permanent de la Commission des Marchés.

Les structures centrales assurent notamment :

→ La réflexion et la veille stratégique, la préparation des grandes orientations, les plans annuels et budgets ;
→ Le contrôle, le suivi et la supervision des opérations bancaires ;
→ La centralisation de l'information relative aux opérations bancaires ;
→ La Mise à disposition de la logistique nécessaire à l'activité de la Banque ;
→ L'encadrement, l'assistance et le suivi des travaux effectués au niveau du réseau ;
→ Et plus généralement l'exécution des orientations et des décisions arrêtées par la Présidence du Conseil, la Direction Générale ainsi que leur suivi.

- **Les Comités Internes :**

Plusieurs comités internes assistent la Direction Générale dans ses décisions..

Nom du comité	Missions
Comité de Direction	Le Comité de Direction est à la fois un organe de pilotage opérationnel et de réflexion stratégique assistant le Directeur Général dans la mise en œuvre de la stratégie décidée par le Conseil d'Administration. Il est appelé à : → Suivre l'activité opérationnelle des différents domaines d'activité de la Banque ; → Echanger et réfléchir sur la stratégie et les questions d'ordre général touchant l'activité globale de la Banque ; → Favoriser et contribuer à une communication et synergie entre les différents pôles.
Comité de Trésorerie	Le comité de Trésorerie est chargé de : → Définir une stratégie en matière de liquidité ; → Examiner la situation de la trésorerie de la Banque ; → Arrêter les besoins en emprunts et les disponibilités en placement et en fixer les taux, soit en dinars, soit en devises ; → Analyser .les pistes de réflexion pour l'amélioration du ratio de liquidité.
Comité de recouvrement contentieux grandes relations	Le comité de recouvrement est chargé de : → D'établir les stratégies de traitement des dossiers qui lui sont soumis ; → Assurer un suivi rapproché et dynamique des démarches et procédures de recouvrement litigieux de nos créances et suivre l'exécution des jugements obtenus à l'encontre des débiteurs « grandes clientèles » ; → Analyser et statuer sur les demandes de négociation transactionnelle émanant des débiteurs ; → Valider les demandes de radiation et cession avant soumission au Conseil d'Administration pour décision ; → Assurer un suivi rigoureux du travail des avocats chargés des dossiers.

Comité de recouvrement amiable	Le comité de Recouvrement Amiable est chargé de l'examen et de la prise de décision en ce qui concerne des dossiers de recouvrement des créances. Il s'agit notamment des décisions liées au : → Crédits de consolidation ; → Transferts à contentieux ; → Programme d'arrangement intégrant tout type d'engagement ; → Proposition de clôture des comptes par pertes et profits ; → Mains levées ; → Reprise d'un dossier transféré à contentieux en gestion ordinaire.
Comité de pilotage opérationnel de la transformation	Le comité de pilotage opérationnel de la transformation a pour principales missions de : → Suivi du degré d'avancement de la mise en œuvre du plan de transformation de la Banque dans ses différentes composantes (organisation, nouveaux modes de fonctionnement managériaux, nouveaux modèles de gestion et de pilotage, processus, système d'information, outils et méthodes, logistique, …) ; → Coordination et veille à la synergie des diverses actions issues des chantiers qui composent le plan de transformation de la Banque.
Comité des conditions de banque	Le comité des conditions de banque est chargé de : → Définir la stratégie de la banque en matière de tarification et de conditions de banque ; → Examiner, analyser, évaluer et valider tout changement des tarifications et de leur incidence sur la marge brute et le résultat net de la banque.
Comité de sécurité du système d'information	Ce comité a pour principales missions de : → Arrêter la stratégie de la Banque en matière de sécurité du système d'information en fonction de la Politique Générale de la Banque ; → Définir et suivre la mise en œuvre de la politique de sécurité du système d'information de la Banque.
Comité de gestion du carnet des projets informatiques	Ce comité a pour rôle principal de : → Ordonner les travaux de l'étude préalable, de tout nouveau besoin exprimé par une quelconque structure ; → Examiner les évolutions possibles des données du projet en termes de délais, de ressources et d'objectifs ; → Actualiser le carnet des projets au vu des décisions de la Direction Générale
Comité pédagogique	Ce comité est chargé de traiter toute question ayant des liens avec le bon fonctionnement des activités de formation et de la qualité des prestations assurées dans ce cadre.

- Les Structures Régionales

- Les Directions Régionales :

La banque est dotée de structures régionales et d'un réseau couvrant tout le territoire tunisien :
16 Directions Régionales sont installées dans les chefs-lieux des gouvernorats et ont pour missions principales :

- L'assistance et l'encadrement des Agences relevant de leur compétence ;
- La prospection commerciale ;
- Le contrôle, le suivi et le recouvrement des engagements de la zone ;
- La prise de décision dans le cadre des pouvoirs conférés en matière de crédit.

La mise en place d'une politique de décentralisation au niveau de 5 Directions Régionales (Bizerte, Nabeul, Sousse, Sfax et Gabes) a permis de décentraliser certaines fonctions particulièrement en matière de :

- Gestion des crédits commerciaux et industriels ;
- Gestion des crédits agricoles ;
- Gestion des garanties et du contentieux ;
- Opérations administratives et de contrôle.

- Les Agences

La BNA dispose au 31/12/2018 de 183 agences couvrant tout le territoire de la République et classées en 5 catégories selon la dimension et le volume d'activité.

	2015	2016	2017	2018
Nombre d'agences	170	174	176	183

Les agences assurent :

- La promotion et la vente des produits et services de la Banque ;
- La prospection commerciale ;
- Le conseil à la clientèle ;
- L'exécution des opérations bancaires ;
- Le suivi et le recouvrement des engagements….

3.2.3. Contrôle interne

En référence à la circulaire BCT n° 2006/19 du 28/11/2006 ayant pour objet « Mise en place d'un système de contrôle interne dans les établissements de crédits », le fonctionnement général du système de contrôle interne s'articule autour de trois axes :

- Le contrôle de 1er Niveau

Le contrôle de premier niveau relève des responsables opérationnels au niveau des différents domaines d'activités de la banque (agences, directions régionales, services centraux). Il permet la maitrise des activités au jour le jour au niveau de chaque processus et la communication des informations appropriées au contrôle de deuxième niveau. En effet, la BNA est dotée d'un système d'organisation hiérarchisée. A la base, la majeure partie de l'activité Bancaire (octroi des crédits, collecte des dépôts, placement, gestion des moyens de paiement, les opérations de change) se déroule au niveau des agences.

Les opérations dépassant la délégation de pouvoirs des agences et des Directions Régionales sont traitées au niveau des services centraux.

Ce contrôle hiérarchique est effectué conformément aux procédures internes régissant chaque opération à savoir : l'autocontrôle, contrôles réciproques et contrôles informatisés

- Le contrôle de 2ème Niveau

Le contrôle de 2ème niveau est assuré par des structures fonctionnelles responsables de domaines et de fonctions dédiées à la gestion du dispositif global de maîtrise des risques (Organisation, Contrôle de la Conformité, gestion des risques, contrôle des engagements, contrôle de gestion, contrôle permanent, contrôle des dépenses, contrôle comptable, contrôle des dépenses, sécurité du système d'Information).

Ce contrôle a pour objectif la structuration et la maintenance du dispositif de maitrise des différentes activités de la banque à travers l'identification et l'évaluation des principaux risques, la conception avec les opérationnels des contrôles les plus pertinents tout en rendant compte le fonctionnement effectif de ce processus.

- Le contrôle de 3ème Niveau : Périodique

Le contrôle périodique est exercé par une fonction indépendante (Audit Interne) rattachée hiérarchiquement à la Direction Générale et fonctionnellement au Comité d'Audit émanation du Conseil d'Administration de la banque. Son rôle est d'évaluer l'efficacité des deux niveaux de contrôles et de l'organisation. Aussi, ce contrôle périodique s'effectue à tous les niveaux hiérarchiques et tous les domaines sans restriction.

Il est à remarquer à ce niveau que dans leur rapport sur le contrôle interne relatif à l'exercice 2017, les commissaires aux comptes ont relevé certaines faiblesses et insuffisances susceptibles d'impacter l'efficacité du contrôle interne de la banque dont notamment :

- L'absence d'un manuel de procédures adapté à ses différentes activités ;
- L'absence d'une cartographie des processus de la banque ;
- L'absence d'une cartographie des risques ;
- Les domaines d'intervention fixés annuellement au niveau du programme d'audit ne sont pas déterminés sur la base d'une cartographie des risques ;
- L'absence d'un outil informatique permettant de détecter les contrôles de premier niveau non effectués en permanence et d'une manière automatique.

3.2.4. Système d'information

La Banque Nationale Agricole s'est engagée depuis quelques années dans un profond processus de transformation visant, par la mise en place d'un système d'information moderne et évolutif, l'amélioration de sa productivité, offrir une qualité de service optimale à sa clientèle et se repositionner face à la concurrence des banques de la place.

Disposant aujourd'hui d'un plan de développement ambitieux pour les 5 années à venir, la BNA se doit, dans un contexte de modernisation et afin de répondre aux exigences de compétitivité, de se doter d'un « Global Banking System » permettant de gérer et de coordonner dans une logique d'interactivité totale ses fonctions et ses métiers en intégrant l'ensemble de ses activités « cœur de métier » autour d'une même solution orientée Client.

Assistée dans sa démarche d'acquisition d'un ERP bancaire par un cabinet externe, la banque a procédé à une présélection de 5 éditeurs. L'année 2018 a été consacrée à la définition d'une méthodologie de dépouillement assurant la transparence et l'équité ainsi que l'établissement du RFP. Le choix final de l'éditeur et de la solution les mieux adaptés à la BNA se fera courant 2019 ainsi que la mise en œuvre progressive de l'ERP bancaire et ce jusqu'en 2022.

Parallèlement à ce projet d'envergure, les années 2017-2018 ont été marquées par la mise en œuvre de projets règlementaires, par la digitalisation de la relation client et par l'intégration de solutions innovantes au niveau des différents métiers de la banque conformément à la feuille de route de la transformation de la BNA. Des améliorations constantes des logiciels du NSI, développés en interne, sont également effectuées.
Ainsi, les solutions suivantes ont été mises en production ou sont en cours de mise en exploitation :

- Lutte anti blanchiment et financement du terrorisme et Loi FATCA ;
- Mise en œuvre du projet SNI ;
- Comptabilités multidevises ;
- Mise en œuvre du projet Reporting BCT ;
- Banque à distance pour la clientèle Corporate et Retail (Cash Management et E-Banking) ;
- Solution de Mobile Paiement ;
- Solution SMS Banking ;
- Ouverture de compte en ligne ;
- Mise en place d'espaces libre-service ELS ;
- Solution Gestion du Capital Humain accompagné d'un projet GPEC ;
- Back Office Monétique Lot 1 ;
- Projet Interface Host ;
- Solution de consolidation des Etats financiers ;
- Solution MMB ;
- Solution Gestion du Contentieux ;
- Solution de Gestion Electronique de documents.

3.2.5. Politique sociale

L'effectif de la banque s'est élevé au terme de l'exercice 2017 à 2518 employés contre 2 626 en 2016, soit une diminution de 4,1% qui s'explique par des départs à la retraite.
L'effectif de la banque au 31/12/2017 est réparti à hauteur de 38,1% pour le siège et 61,9% pour le réseau.

Formation du personnel :

Dans le cadre de la mise à niveau des compétences de ses employés, la Banque a réalisé en 2017, 1671 actions de formation ayant touché plus de 2101 employés pour un coût global de 1 736mD.

Politique d'intéressement du personnel :

- **Crédits sur fonds social** : ces crédits financent essentiellement l'acquisition, la construction, l'aménagement de logements, l'achat de terrains, l'acquisition de voiture ainsi que d'autres dépenses.
- **Œuvres sociales** : Il s'agit notamment de subventions accordées au personnel leur permettant de profiter d'activités culturelles, sportives, estivales diverses…., de primes scolaires, de ristourne de jardin d'enfants ainsi que de bons pour fêtes religieuses.

3.2.6. Effectif et Réseau de la banque

Le personnel de la banque a évolué ces trois dernières années comme suit :

	31/12/2018	30/06/2018	2017	2016	2015	Var 2017/2016
Cadres supérieurs	1 186	1 212	1 209	1 210	1 202	-0,1%
Cadres	687	687	677	702	709	-3,6%
Encadrement	323	320	389	314	477	23,9%
Agents d'exécution	206	211	233	390	306	-40,3%
Agents de service	3	3	10	10	12	-
Total	**2 405**	**2 433**	**2 518**	**2 626**	**2 706**	**-4,1%**
Taux d'encadrement	**77,8%**	**78,1%**	**74,9%**	**72,8%**	**70,6%**	

L'évolution de la répartition de l'effectif entre le siège et le réseau se présente comme suit :

	31/12/2018	30/06/2018	2017	2016	2015
Services centraux	907	918	960	1 034	1 078
Réseau	1 479	1 515	1 558	1 592	1 628
Total	**2 386**	**2 433**	**2 518**	**2 626**	**2 706**

Les chiffres ci-dessus mentionnés appellent les remarques suivantes :

- La politique de recrutement de la banque ainsi que la promotion ont fait que la proportion des cadres de direction est en nette augmentation d'une année à l'autre par rapport aux autres catégories;
- La concentration du personnel dans les agences par rapport à ceux dans les Services Centraux démontre la volonté de la banque à encourager les structures d'exploitation ;
- En plus de bénéficier d'un réseau des plus denses sur la place, la BNA veille à répartir son personnel selon le volume de travail, l'importance de la zone d'implantation, la spécificité de l'activité notamment en zone agricole, ……..
- La BNA s'est inscrite dans un processus de transformation de la Fonction Personnel (Administratif, Social et Développement), matérialisé par des projets intégrés concernant le Système d'Information, la démarche GPEC et la Rémunération variable.

Ainsi au 31/12/2018, la répartition du personnel par agence et par direction régionale se présente comme suit :

Dir Rég.	Succ. Tunis	Beja	Medenine	Siliana	Bizerte	Le Kef	Nabeul	Sousse	Gafsa
Agence	1	8	7	6	9	5	16	11	7
Effectif	48	55	53	42	68	41	121	111	64

Dir Rég.	Sfax	Gabes	Monastir	Tunis	Kasserine	Kairouan	Jendouba	Box change
Agence	16	5	13	47	14	11	7	4
Effectif	134	50	103	356	98	76	47	12

L'évolution du nombre d'agences, DAB et succursales durant les trois dernières années se présente comme suit :

	2015	2016	2017	2018
Nombre d'agences	170	174	176	183
dont succursales	*3*	*3*	*3*	*3*
Nombre de DAB	169	163	186	188

3.3. Activité et performance de la banque au 31 décembre 2017

3.3.1. Les ressources

3.3.1.1. Les dépôts de la clientèle

mD	2017	2016	2015	Var 2017/2016
Dépôts à vue*	2 046 240	1 850 982	1 706 841	10,5%
Dépôts d'épargne*	2 470 796	2 258 000	2 123 457	9,4%
Dépôts à terme*(1)	2 915 944	2 717 974	2 243 951	7,3%
Autres(2)	200 319	198 611	173 073	0,9%
Total	**7 633 299**	**7 025 567**	**6 247 322**	**8,7%**

** y compris Intérêts à payer*

(1) Bons de caisse + Comptes à terme + Certificats de dépôts + Comptes spéciaux de placement

(2) Autres sommes dues à la clientèle + Intérêts servis ou à servir

Au 31/12/2017, les dépôts et avoirs de la clientèle ont totalisé 7 633 299mD contre 7 025 567mD à fin 2016, soit un accroissement de 8,7% (+ 607 732mD) résultant de :

- Une progression de 10,5%, contre 8,4% en 2016, des dépôts à vue passant de 1 850 982mD au 31/12/2016 à 2 046 240mD à fin 2017 ;

- Une hausse de 9,4% contre 6,3% en 2016, des dépôts d'épargne pour s'établir à 2 470 796mD au 31/12/2017 contre 2 258 000mD au 31/12/2016 ;

La part de marché de la BNA en termes de dépôts s'élève au 31/12/2017 à 11,8%[1] .

3.3.1.2. Les emprunts et les ressources spéciales

mD	2017	2016	2015	Var 2017/2016
Emprunts obligataires*	221 131	129 821	31 769	70,3%
Ressources budgétaires	203 977	212 603	188 879	-4,1%
Ressources extérieures**	84 302	86 055	80 618	-2,0%
Total	**509 410**	**428 479**	**301 266**	**18,9%**

** Y compris Intérêts à payer*

*** Y compris Ecarts de conversion et Intérêts à payer*

L'encours net des emprunts et ressources spéciales s'est élevé à 509 410mD au 31/12/2017 contre 428 479mD au 31/12/2016, enregistrant ainsi une hausse de 18,9%, résultant essentiellement de l'émission de deux emprunts obligataires sur le marché financier pour un montant global de 100MD.

3.3.1.3. Les capitaux propres

mD	2017	2016	2015	Var 2017/2016
Capital	160 000	160 000	160 000	0,0%
Réserves	485 794	345 172	319 192	40,7%
Actions propres	-1 372	-1 372	-1 372	0,0%
Autres capitaux propres*	133 000	133 000	133 000	0,0%
Résultats reportés	16	54	97	-
Modifications comptables				-
Résultat de l'exercice	198 591	140 000	25 355	41,9%
Total	**976 029**	**776 854**	**636 272**	**25,6%**

** Dotation de l'Etat*

[1] Source : Rapport annuel de la BCT relatif à l'exercice 2017 pour les données du secteur bancaire

- ***Dotation de l'Etat de 133 000D :***

En application des termes de la loi n°94-30 du 21 février 1994, la BNA a conclu avec l'Etat Tunisien, en date du 16 mars 1995, une convention en vertu de laquelle des créances sur fonds budgétaires agricoles, s'élevant en principal à 133 000mD, ont été transférées à la BNA (moyennant la garantie de l'Etat en matière de recouvrement des montants échus depuis un an sur les crédits entrant dans le cadre de cette convention). Cette convention a permis à la BNA de rétablir sa situation financière (par l'amélioration de ses capitaux propres) et de se conformer ainsi à la réglementation en vigueur en matière de ratio de solvabilité.
Cette dotation est assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la banque.
Cette éventualité de restitution s'applique également aux fonds budgétaires agricoles revenant à l'Etat pour un montant de 160 000mD, qui ont été décomptabilisés par la BNA en vertu de la loi n°2003-80 du 29/12/2003 pour compenser l'insuffisance de provisions dégagée par son activité à la fin de 2003.

Les indicateurs du rétablissement de l'équilibre financier de la banque (cumulativement) sont :

→ Les provisions sont dûment constituées conformément à la réglementation en vigueur ;
→ La couverture minimale des fonds propres est atteinte ;
→ Le taux moyen du rendement des capitaux du secteur est atteint ;
→ Le taux moyen de rendement des actifs est atteint ;
→ La banque assure la distribution de dividendes pour un taux minimum qui excède le taux prévu au niveau de ses statuts.

3.3.2. Les emplois

3.3.2.1. Les créances sur la clientèle

mD	2017	2016	2015	Var 2017/2016
Comptes débiteurs	1 307 731	1 191 280	1 154 943	9,8%
Autres concours à la clientèle*	8 131 060	6 936 734	6 389 585	17,2%
Crédits sur ressources spéciales	294 289	328 359	599 905	-10,4%
Créances agricoles prises en charge par l'Etat	17 824	19 027	20 230	-6,3%
Autres**	430 590	504 586	258 678	-14,7%
Valeurs brutes	**10 181 494**	**8 979 986**	**8 423 341**	**13,4%**
Provisions & Agios réservés sur créances	1 368 098	1 533 106	1 534 404	-10,8%
Provisions collectives sur créances non classées	87 819	75 113	70 113	16,9%
Total Provisions & Agios réservés	**1 455 917**	**1 608 219**	**1 604 517**	**-9,5%**
Total	**8 725 577**	**7 371 767**	**6 818 824**	**18,4%**

** y compris comptes courants associés*

*** Intérêts impayés et Créances rattachées & Produits constatés d'avance*

(1) dont 238 583mD des provisions additionnelles prévues par la circulaire BCT 2013-21
(2) dont 176 212mD des provisions additionnelles prévues par la circulaire BCT 2013-21
(3) dont 155 360mD des provisions additionnelles prévues par la circulaire BCT 2013-21

En 2017, le total des crédits à la clientèle s'est élevé à 8 725 577mD soit une progression de 18,4% par rapport à 2016.
La part de marché de la BNA en termes de crédits à la clientèle s'élève au 31/12/2017 à 11,0%[1] .

[1] Source : Rapport annuel de la BCT relatif à l'exercice 2017 pour les données du secteur bancaire

Portefeuille des créances :

mD	2017	2016	2015
Créances brutes bilans & Hors bilan (a)	**11 346 895**	**10 086 916**	**9 357 079**
Classe 0	7 725 679	6 640 058	4 967 944
Classe 1	1 537 382	1 178 335	2 072 309
Total Classe 0 et 1	**9 263 061**	**7 818 393**	**7 040 253**
Classe 2	232 978	178 040	228 345
Classe 3	140 663	236 342	287 067
Classe 4	1 710 193	1 854 141	1 801 414
Créances douteuses et litigieuses (Classe 2, 3, 4 et 5) (b)	**2 083 834**	**2 268 523**	**2 316 826**
Engagements hors fonds budgétaires (c)	**11 062 687**	**9 754 624**	**9 022 729**
Engagements classés hors fonds budgétaires (d)	**1 849 718**	**1 990 734**	**2 035 686**
Provisions & Agios réservés	**1 227 792**	**1 282 509**	**1 256 675**
Provisions sur créances	640 078	790 851	794 173
Provisions additionnelles	238 583	176 212	155 360
Provisions collectives	87 819	75 113	70 113
Intérêts & Agios réservés	261 312	240 333	237 029
Total Couverture* (e)	**1 100 870**	**1 171 638**	**1 168 085**
Taux de créances classées (b / (a)	**18,36%**	**22,49%**	**24,76%**
Taux de créances classées Hors fonds budgétaires (d) / (c)	**16,72%**	**20,41%**	**22,56%**
Taux de couverture des créances classées (e)/(d)	**59,52%**	**58,85%**	**57,38%**

** Provisions & Agios réservés relatifs aux créances classées 2,3 et 4*

3.3.2.2. Le portefeuille titres

- **Portefeuille titres commercial**

mD	2017	2016	2015	Var 2017/2016
Titres de placement	**2 861**	**1 638**	**2 002**	**74,7%**
Titres émis par les organismes publics	-	-	-	-
Titres émis par les entreprises liées	29	27	26	7,4%
Titres émis par les entreprises associées	2 364	891	922	165,3%
Titres émis par les co-entreprises	-	-	-	-
Autres titres émis	468	720	1 054	-35,0%
Titres de transaction	**2 068**	**39 130**	**60 085**	**-94,7%**
Bons de Trésor	2 380	37 966	62 491	-93,7%
Créances et dettes rattachées	-312	1 164	-2 406	-126,8%
Total	**4 929**	**40 768**	**62 087**	**-87,9%**

Le volume total du portefeuille titres commercial net, s'est élevé à 4 929mD au 31/12/2017 contre 40 768mD au 31/12/2016 enregistrant ainsi une baisse de 87,9% suite à la baisse des Bons de Trésor de 93,7%.

➢ **Portefeuille titres d'investissement**

mD	2017	2016	2015	Var 2017/2016
Autres Titres d'investissement*(1)	252 846	259 574	245 214	-2,6%
Titres de participations*	182 352	179 989	163 152	1,3%
Fonds gérés*	148 495	140 207	133 883	5,9%
Dettes des entreprises publiques*	76 385	87 324	98 198	-12,5%
BTA d'investissement	813 341	674 075	341 953	20,7%
Valeur brute	**1 473 419**	**1 341 169**	**982 400**	**9,9%**
Provisions	66 109	60 672	51 116	9,0%
Valeur nette	**1 407 310**	**1 280 497**	**931 284**	**9,9%**

** y compris créances rattachées*
(1) Emprunts obligataires + Fonds Communs de Placement

Les titres d'investissement de la banque ont totalisé 1 407 310mD au 31/12/2017 contre 1 280 497mD au 31/12/2016.

3.3.2.3. Les immobilisations nettes

mD	2017	2016	2015	Var 2017/2016
Immobilisations nettes	97 068	87 448	85 776	11,0%

Les immobilisations nettes ont progressé de 11% en 2017 contre une augmentation de 1,9% en 2016 pour s'établir à 97 068mD à fin 2017.

3.3.3. Les résultats d'exploitation

3.3.3.1. Le Produit net bancaire

mD	2017	2016	2015	Var 2017/2016
Produit Net Bancaire	444 306	378 814	335 287	17,3%

Le produit net bancaire s'est établi, au terme de l'année 2017 à 444 306mD contre 378 814mD au terme de l'année 2016, marquant ainsi une progression de 17,3%.

Sachant que les composantes essentielles du produit net bancaire sont : la marge d'intérêt, les commissions nettes et les autres revenus. Ci après une description de l'évolution de ces composantes.

3.3.3.2. La marge en intérêt

Au terme de l'année 2017, la marge d'intérêt s'est établie à 261 813mD, enregistrant ainsi une progression de 16,8% contre une hausse de 1,6% en 2016.

mD	2017	2016	2015	Var 2017/2016
Produits en intérêts	627 052	516 822	502 497	21,3%
Charges en intérêts	365 239	292 697	281 848	24,8%
Marge d'intérêt	**261 813**	**224 125**	**220 649**	**16,8%**

3.3.3.3. Les commissions nettes

Les commissions nettes ont atteint 84 307mD au terme de l'année 2017 contre 66 414mD en 2016 détaillées comme suit :

mD	2017	2016	2015	Var 2017/2016
Commissions perçues	87 556	69 722	57 002	25,6%
Commissions payées	3 249	3 308	2 775	-1,8%
Commissions nettes	**84 307**	**66 414**	**54 227**	**26,9%**

3.3.3.4. Les autres revenus

Les autres revenus sont défalqués comme suit :

mD	2017	2016	2015	Var 2017/2016
Gain sur opérations financières et autres revenus	21 150	19 400	20 568	9,0%
Revenu du portefeuille d'investissement	77 036	68 875	39 843	11,8%
Total Autres Revenus	**98 186**	**88 275**	**60 411**	**11,2%**

Au terme de l'exercice 2017, les autres revenus ont enregistré une hausse de 11,2% passant ainsi de 88 275mD en 2016 à 98 186mD en 2017, marqué par la hausse des revenus du portefeuille d'investissement de 11,8% et des gains sur les opérations financières de 9,0%.

3.3.3.5. Les frais généraux

Les frais généraux ont atteint, au 31 décembre 2017, 220 836mD marquant ainsi une augmentation de 9,3% par rapport à 2016 (201 990mD) contre 6,5% en 2016. Cette augmentation est due à une progression des frais de personnel de 10,5%.
Le coefficient d'exploitation mesuré par le rapport entre les charges opératoires et le PNB s'est apprécié de près de 3,6 points de pourcentage pour se situer à 49,7%.

mD	2017	2016	2015	Var 2017/2016
Frais de personnel	179 347	162 351	154 608	10,5%
Charges générales d'exploitation	35 110	34 350	29 693	2,2%
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	6 379	5 289	5 367	20,6%
Total Frais généraux	**220 836**	**201 990**	**189 668**	**9,3%**
Coefficient d'exploitation	49,7%	53,3%	56,6%	

3.3.3.6. Les dotations aux provisions et résultats de corrections des valeurs sur créances hors bilan et passif

Au terme de l'année 2017, le solde en perte de créances a enregistré, par rapport à 2016, une régression de 26,5% et qui est due essentiellement à une cession des créances ainsi que des reprises sur provisions.

mD	2017	2016	2015	Var 2017/2016
Dot° Provisions sur Créances à la clientèle	167 354	166 672	247 838	0,4%
Dot° Provisions pour risques et charges	24 582	12 535	12 982	96,1%
Créances cédées ou passées par pertes	143 806	93 855	889	53,2%
Reprises de provisions et agios réservés	-255 179	-163 528	-53 045	56,0%
Recouvrement au titre des créances passées	-58	-15	-41	286,7%
Total	**80 505**	**109 519**	**208 623**	**-26,5%**

3.3.3.7. Le résultat net

Au 31 décembre 20176, le résultat net s'est établi à 198 591mD marquant ainsi une progression de l'ordre de 41,9% par rapport au résultat de l'année 2016 qui s'est établi à 140 000mD.

Le tableau suivant retrace l'évolution des bénéfices de la banque durant les 3 dernières années :

mD	2017	2016	2015	Var 2017/2016
Résultat net de l'exercice	198 591	140 000	25 355	41,9%

3.4. Activité et performance de la banque au 30 juin 2018

3.4.1. Les ressources

3.4.1.1. Les dépôts de la clientèle

mD	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	Var Juin 2018/Juin 2017
Dépôts à vue*	2 218 857	1 755 613	2 046 240	26,4%
Dépôts d'épargne*	2 595 478	2 302 771	2 470 796	12,7%
Dépôts à terme*(1)	2 594 830	2 649 733	2 915 944	-2,1%
Autres(2)	214 783	198 615	200 319	8,1%
Total	**7 623 948**	**6 906 732**	**7 633 299**	**10,4%**

** y compris Intérêts à payer*

(1) Bons de caisse + Comptes à terme + Certificats de dépôts + Comptes spéciaux de placement

(2) Autres sommes dues à la clientèle + Intérêts servis ou à servir

Au 30/06/2018, les dépôts et avoirs de la clientèle ont totalisé 7 623 948mD contre 6 906 732mD à fin juin 2017, soit un accroissement de 10,4% (+ 717 216mD) résultant de :

- Une progression de 26,4% des dépôts à vue passant de 1 755 613mD au 30/06/2017 à 2 218 857mD à fin juin 2018 ;

- Une hausse de 12,7%, des dépôts d'épargne pour s'établir à 2 595 478mD au 30/06/2018 contre 2 302 771mD au 30/06/2017.

3.4.1.2. Les emprunts et les ressources spéciales

mD	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	Var Juin 2018/Juin 2017
Emprunts obligataires*	216 523	179 804	221 131	20,4%
Ressources budgétaires	224 961	196 183	203 977	14,7%
Ressources extérieures **	89 808	56 927	84 302	57,8%
Total	**531 292**	**432 914**	**509 410**	**22,7%**

** Y compris Intérêts à payer*

*** Y compris Ecarts de conversion et Intérêts à payer*

L'encours net des emprunts et ressources spéciales s'est élevé à 531 292mD au 30/06/2018 contre 432 914mD au 30/06/2017, enregistrant ainsi une hausse de 22,7%.

3.4.1.3. Les capitaux propres

mD	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	Var Juin 2018/Juin 2017
Capital	176 000	160 000	160 000	10,0%
Réserves	668 715	485 497	485 794	37,7%
Actions propres		-1 372	-1 372	-100,0%
Autres capitaux propres*	133 000	133 000	133 000	0,0%
Résultats reportés	7	16	16	-56,3%
Résultat de l'exercice	89 878	77 218	198 591	16,4%
Total	**1 067 600**	**854 359**	**976 029**	**25,0%**

** Dotation de l'Etat*

3.4.2. Les emplois

3.4.2.1. Les créances sur la clientèle

mD	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	Var Juin 2018/Juin 2017
Comptes débiteurs	1 467 436	1 674 875	1 307 731	-12,4%
Autres concours à la clientèle*	8 227 151	6 938 849	8 131 060	18,6%
Crédits sur ressources spéciales	290 669	295 524	294 289	-1,6%
Créances agricoles prises en charge par l'Etat	16 622	17 825	17 824	-6,7%
Autres**	471 183	434 003	430 590	8,6%
Valeurs brutes	**10 473 061**	**9 361 076**	**10 181 494**	**11,9%**
Provisions & Agios réservés sur créances	1 428 117	1 401 266	1 368 098	1,9%
Provisions collectives sur créances non classées	90 519	78 113	87 819	15,9%
Total Provisions & Agios réservés	**1 518 636**	**1 479 379**	**1 455 917**	**2,6%**
Total	**8 954 425**	**7 881 697**	**8 725 577**	**13,6%**

** Y compris Comptes Courants Associés*

*** Intérêts impayés et Créances rattachées & Produits constatés d'avance*

(1) dont 267 303mD des provisions additionnelles prévues par la circulaire BCT 2013-21
(2) dont 208 013mD des provisions additionnelles prévues par la circulaire BCT 2013-21
(3) dont 238 583mD des provisions additionnelles prévues par la circulaire BCT 2013-21

Durant le premier semestre 2018, le total des crédits à la clientèle s'est élevé à 8 954 425mD soit une hausse de 13,6% par rapport à la même période de 2017.

Portefeuille des créances :

mD	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Créances brutes bilans & Hors bilan (a)	**11 673 290**	**10 568 443**	**11 346 895**
Classe 0	7 383 224	7 224 328	7 725 679
Classe 1	2 139 450	1 249 179	1 537 382
Total Classe 0 et 1	**9 522 674**	**8 473 507**	**9 263 061**
Classe 2	178 551	125 162	232 978
Classe 3	193 731	196 373	140 663
Classe 4	1 778 334	1 773 401	1 710 193
Créances douteuses et litigieuses (Classe 2, 3 et 4) (b)	**2 150 616**	**2 094 936**	**2 083 834**
Engagements hors fonds budgétaires (c)	**11 385 247**	**10 286 501**	**11 062 687**
Engagements classés hors fonds budgétaires (d)	**1 916 633**	**1 869 247**	**1 849 718**
Provisions & Agios réservés	**1 284 402**	**1 249 979**	**1 227 792**
Provisions sur créances	644 796	713 727	640 078
Provisions additionnelles	267 303	208 013	238 583
Provisions collectives	90 519	78 113	87 819
Intérêts & Agios réservés	281 784	250 126	261 312
Total Couverture* (e)	**1 153 740**	**928 936**	**1 100 870**
Taux de créances classées (b) / (a)	**18,42%**	**19,82%**	**18,36%**
Taux de créances classées Hors fonds budgétaires (d) / (c)	**16,83%**	**18,17%**	**16,72%**
Taux de couverture des créances classées (e) / (d)	**60,20%**	**49,70%**	**59,52%**

** Provisions & Agios réservés relatifs aux créances classées 2,3 et 4*

3.4.2.2. Le portefeuille titres

- **Portefeuille titres commercial**

mD	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	Var Juin 2018/Juin 2017
Titres de placement	**3 215**	**1 424**	**2 861**	**125,8%**
Titres émis par les organismes publics	-	-	-	-
Titres émis par les entreprises liées	223	28	29	696,4%
Titres émis par les entreprises associées	2655	842	2 364	215,3%
Titres émis par les co-entreprises	-	-	-	-
Autres titres émis	337	554	468	-39,2%
Titres de transaction	**117 367**	**4 984**	**2 068**	**2254,9%**
Bons de Trésor	119 212	4 488	2 380	2556,2%
Créances et dettes rattachées	-1 845	496	-312	-472,0%
Total	**120 582**	**6 408**	**4 929**	**1781,7%**

Le volume total du portefeuille titres commercial net, composé essentiellement de bons de trésor, s'est élevé à 120 582mD au 30/06/2018 contre 6 408mD au 30/06/2017, suite à la souscription en Bons de Trésor.

- **Portefeuille titres d'investissement**

mD	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	Var Juin 2018/Juin 2017
Autres Titres d'investissement * (1)	233 058	245 773	252 846	-5,2%
Titres de participations *	183 707	183 236	182 352	0,3%
Fonds gérés *	210 960	155 343	148 495	35,8%
Dettes des entreprises publiques *	76 385	87 324	76 385	-12,5%
BTA d'investissement	859 801	751 804	813 341	14,4%
Valeur brute	**1 563 911**	**1 423 480**	**1 473 419**	**9,9%**
Provisions	74 112	73 706	66 109	0,6%
Valeur nette	**1 489 799**	**1 349 774**	**1 407 310**	**10,4%**

** y compris créances rattachées*
(1) Emprunts Obligataires + Fonds Communs de Placement

Les titres d'investissement de la banque ont totalisé 1 489 799mD au 30/06/2018 contre 1 349 774mD au 30/06/2017.

3.4.2.3. Les immobilisations nettes

mD	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	Var Juin 2018/Juin 2017
Immobilisations nettes	101 611	87 295	97 068	16,4%

Les immobilisations nettes ont progressé de 16,4% durant le premier semestre de 2018 pour s'élever à 101 611mD au 30/06/2018.

3.4.3. Les résultats d'exploitation

3.4.3.1. Le Produit net bancaire

mD	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	Var Juin 2018/Juin 2017
Produit Net Bancaire	256 434	197 687	444 306	29,7%

Le produit net bancaire s'est établi, au terme du premier semestre 2018 à 256 434mD contre 197 687mD à fin juin 2017, marquant ainsi une progression de 29,7%.

Sachant que les composantes essentielles du produit net bancaire sont : la marge d'intérêt, les commissions nettes et les autres revenus. Ci après une description de l'évolution de ces composantes.

- **La marge en intérêt**

Au terme du premier semestre 2018, la marge d'intérêt s'est établie à 149 832mD, enregistrant ainsi une progression de 40,8% par rapport à fin juin 2017.

mD	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	Var Juin 2018/Juin 2017
Produits en intérêts	385 383	274 247	627 052	40,5%
Charges en intérêts	235 551	167 806	365 239	40,4%
Marge d'intérêt	**149 832**	**106 441**	**261 813**	**40,8%**

- **Les commissions nettes**

Les commissions nettes ont atteint 48 419mD à fin juin 2018 contre 36 880mD au 30/06/2017 détaillées comme suit :

mD	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	Var Juin 2018/Juin 2017
Commissions perçues	49 879	38 458	87 556	29,7%
Commissions payées	1 460	1 578	3 249	-7,5%
Commissions nettes	**48 419**	**36 880**	**84 307**	**31,3%**

- **Les autres revenus**

Les autres revenus sont défalqués comme suit :

mD	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	Var Juin 2018/Juin 2017
Gain sur opérations financières et autres revenus	13 074	11 400	21 150	14,7%
Revenu du portefeuille d'investissement	45 109	42 966	77 036	5,0%
Total Autres Revenus	**58 183**	**54 366**	**98 186**	**7,0%**

Durant les six premiers mois de 2018, les autres revenus ont enregistré une hausse de 7,0% passant ainsi de 54 366mD au 30/06/2017 à 58 183mD au 30/06/2018, marquée essentiellement par la hausse des revenus sur opérations financières de 14,7%.

3.4.3.2. Les frais généraux

Les frais généraux ont atteint, au 30/06/2018, 122 819mD marquant ainsi une augmentation de 19,5% par rapport au 30/06/2017 (102 806mD). Cette augmentation est due à une progression des charges générales d'exploitation de 64,5%.

mD	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	Var Juin 2018/Juin 2017
Frais de personnel	92 172	83 841	179 347	9,9%
Charges générales d'exploitation	26 814	16 303	35 110	64,5%
Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	3 833	2 662	6 379	44,0%
Total Frais généraux	**122 819**	**102 806**	**220 836**	**19,5%**
Coefficient d'exploitation	47,9%	52,0%	49,7%	-

3.4.3.3. Les dotations aux provisions et résultats de corrections des valeurs sur créances hors bilan et passif

Au terme du premier semestre 2018, le solde en pertes de créances a enregistré, par rapport à juin 2017 une hausse de 21,9% pour s'élever à 60 002mD.

mD	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	Var Juin 2018/Juin 2017
Dot° Provisions sur Créances à la clientèle	103 800	97 486	167 354	6,5%
Dot° Provisions pour risques et charges	3 432	3 384	24 582	1,4%
Créances passées par pertes	39 473	105 141	143 806	-62,5%
Reprises de provisions et agios réservés	-86 697	-156 756	-255 179	-44,7%
Recouvrement au titre des créances passées	-6	-29	-58	-79,3%
Total	**60 002**	**49 226**	**80 505**	**21,9%**

3.4.3.4. Le résultat de la période

Au 30/06/2018, le résultat net s'est établi à 89 878mD contre 77 218mD au 30/06/2017.

mD	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	Var Juin 2018/Juin 2017
Résultat net de la période	89 878	77 218	198 591	16,4%

3.5. Indicateurs d'activité arrêtés au 31/12/2018

(en mD)

LIBELLES	4ème Trimestre 2018	4ème Trimestre 2017	*Au 31/12/2018*	*Au 31/12/2017*
1- Produits d'exploitation bancaire	**296 993**	**237 552**	**1 070 523**	**812 794**
a- Intérêts	237 468	195 119	844 759	627 052
b- Commissions en produits	30 437	25 540	110 850	87 556
c- Revenus du portefeuille titres-commercial	6 732	2 210	27 160	21 150
d- Revenus du portefeuille d'investissement	22 356	14 683	87 754	77 036
2- Charges d'exploitation bancaire	**159 110**	**101 295**	**534 097**	**368 488**
a- Intérêts encourus	158 665	100 144	531 286	365 239
b- Commissions encourues	445	1 151	2 811	3 249
3- Produit net bancaire	**137 883**	**136 257**	**536 426**	**444 306**
4- Autres produits d'exploitation	**7**	**127**	**585**	**582**
5- Charges opératoires, dont :	**82 374**	**65 771**	**270 361**	**220 836**
a- Frais du personnel	64 415	54 014	201 299	179 347
b- Charges Générales d'exploitation	15 709	9 379	60 937	35 110
6- Structure du portefeuille			**1 544 670**	**1 412 239**
a- Portefeuille titres-commercial			5 013	4 929
b- Portefeuille d'investissement			1 539 657	1 407 310
7- Encours des crédits apparaissant au bilan			**9 222 096**	**8 725 577**
8- Encours des dépôts, dont :			**7 691 477**	**7 633 299**
a- Dépôts à vue			2 104 793	2 046 240
b- Dépôts d'épargne			2 673 929	2 470 797
9- Emprunts et ressources spéciales			**624 135**	**509 410**
10- Capitaux Propres *			**976 621**	**777 438**

* *Compte non tenu du résultat de la période*

Faits marquants à la fin du 4ème trimestre 2018 :

- L'encours des créances sur la clientèle a atteint 9.222 millions de dinars au 31/12/2018 contre 8.725 millions de dinars au 31/12/2018, enregistrant ainsi une augmentation de 5,7%.
- Les dépôts de la clientèle ont enregistré, entre Décembre 2017 et Décembre 2018 une augmentation de 58 millions de dinars, soit un léger taux d'accroissement de 0,8%.
- Les produits d'exploitation bancaire ont atteint 1.071 millions de dinars au 31/12/2018 contre 813 millions de dinars au 31/12/2017, enregistrant une augmentation de 258 millions de dinars, soit un taux d'accroissement de 31,7%.
- Les charges d'exploitation bancaire ont, par la même, enregistré une augmentation de 166 millions de dinars, passant de 368 millions de dinars au 31/12/2017 à 534 millions de dinars au 31/12/2018, soit un taux de progression de 44,9%.

- Le produit net bancaire s'est établi à 536 millions de dinars au 31/12/2018 contre 444 millions de dinars au 31/12/2017, enregistrant ainsi une augmentation de 20,7%.
- Le montant total des charges opératoires a progressé de 22,4% entre Décembre 2017 et Décembre 2018 passant de 221 millions de dinars au 31/12/2017 à 270 millions de dinars au 31/12/2018. Cette augmentation est due essentiellement au règlement, au titre de l'exercice 2018, de la contribution au Fonds de Garantie des Dépôts Bancaires prévue par le décret gouvernemental n°2017-268 au 1er février 2017.

3.6. Matrice SWOT (forces, faiblesses, opportunités et menaces)

Points forts

- Soutien de l'Etat Tunisien ;
- Une part de marché importante ;
- Un réseau d'agences relativement important ;
- Une diversification du risque sectoriel au niveau des engagements ;
- Professionnalisme et savoir faire de son personnel ;
- Une banque universelle détenant un savoir-faire particulier : Leader dans le financement du secteur agricole ;
- Un bon positionnement et une forte notoriété.

Points faibles

- Un niveau élevé des créances non productives ;
- Une hausse du poids des provisions ayant impacté la rentabilité de la banque ;
- Outils de pilotage non encore automatisés ;
- Un système d'information non encore achevé.

Opportunités

- Secteur bancaire tunisien encore peu mature ;
- Secteur agricole affichant de bonnes perspectives ;
- Des marges tarifaires à développer ;
- Concurrence encore faible dans certaines zones à fort potentiel et où la BNA bénéficie d'implantations historiques ;
- Introduction de nouvelles règles de bonne gouvernance contribuant au renforcement des mécanismes de gestion et de supervision ;
- Réforme prévue en matière de recouvrement amiable pouvant engendrer une relance économique.

Menaces

- Développement du réseau des grandes banques concurrentes venant préempter le développement futur de la banque ;
- Pression concurrentielle sur les taux provenant des banques privées ;
- Problème de liquidité sur le marché bancaire tunisien ;
- Augmentation des impayés et contentieux sous l'effet de l'instabilité économique post-révolution ;
- Conjoncture économique sensible aux chocs internes et externes.

3.7. Facteurs de risque et nature spéculative de l'activité de la banque

Depuis l'entrée en vigueur des circulaires BCT n° 2006-19, 2011-06 et 2016-48 stipulant la nécessité de mettre en place un système de contrôle interne visant à mieux évaluer et gérer les risques inhérent à l'activité bancaire, la BNA n'a épargné aucun effort pour se conformer aux dispositions de ladite loi, et ce par la création :

- d'un Comité des Risques
- d'un Comité d'Audit
- d'un Comité des Nominations et des Rémunérations
- d'un Comité stratégique, Suivi et évaluation du contrat programme

À travers la mise en place du nouvel organigramme au mois d'Août 2017 et dans le cadre de la transformation de la Banque, la BNA a créé un Pôle Risques dédié à la gestion des différents risques auxquels elle est confrontée. Ce Pôle est scindé en trois Directions Centrales comme suit :

- Direction Centrale Risque de Contrepartie ;
- Direction Centrale des résolutions (regroupement du recouvrement amiable et contentieux) ;
- Direction Centrale de surveillance des risques.

Toutefois, dans leur rapport sur le contrôle interne relatif à l'exercice 2017, les commissaires aux comptes ont soulevé (au niveau de ce pôle) le problème d'incompatibilité des tâches du fait que les décisions d'octroi de crédit, de suivi de recouvrement, de la restructuration financière éventuelle et d'appréciation du risque de contrepartie relève du même pôle.
De plus, ils ont relevé que « la cartographie des risques de la BNA n'est pas achevée. La direction centrale chargée de la gestion et de la surveillance des risques a commencé par la mise en place d'une cartographie des risques opérationnels. Pour les autres types de risque (risque marché, risque liquidité, risque taux d'intérêt, ….) les travaux n'ont pas encore débuté. Par ailleurs, la cartographie des risques opérationnels n'est pas encore finalisée ».
Aussi, dans leur rapport sur l'évaluation, la classification et la couverture des risques arrêtés au 31/12/2017 destiné à la BCT, les commissaires aux comptes ont déclaré que : « la BNA ne dispose pas encore d'une véritable fonction de gestion des risques et ne fournit pas dans ses états financiers annuels des informations permettant aux utilisateurs d'évaluer la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers (prêts et créances, titres, trésorerie en devises, emprunts, …) auxquels elle est exposée à la date de reporting. »

3.7.1. Risque de solvabilité

En application des dispositions de l'article 4 (nouveau) de la circulaire BCT n°91-24 du 17 décembre 1991 tel qu'abrogé et remplacé par la circulaire aux Banques et aux établissements financiers n°2016-03 du 22 juillet 2016, les Banques et les établissements financiers doivent respecter en permanence un ratio de solvabilité qui ne peut pas être inférieur à 10% calculé par le rapport entre les fonds propres nets et les risques encourus.

Le montant total des risques encourus pondérés de la Banque, s'élève au 31 décembre 2017 à 9 899 423mD et les fonds propres nets sont positifs de 1 227 652mD. Ainsi, le ratio de solvabilité de la Banque est, au 31 décembre 2017 positif de 12,4 %, comme le démontre le tableau suivant :

Rubrique	Montant en mDT
Fonds Propres Nets	1 227 652
Risques Encourus	9 899 423
Ratio de couverture des risques	12,4%

3.7.2. Risque de crédit

L'article 22 de la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n°2006-19 du 28/11/2006 définit ce risque comme étant le risque encouru en cas de défaillance d'une contrepartie ou de contreparties considérées comme un même bénéficiaire au sens de la réglementation en vigueur.

La banque est confrontée en matière d'octroi de crédits à de nombreux risques dont le plus fréquent est le risque de contrepartie. Afin de pallier à ce problème, la BNA a mis en place un panel de méthodes d'évaluation et de gestion de ce risque, en amont, lors de l'octroi, et ce à travers l'instauration d'une nouvelle approche basée sur le découpage du portefeuille en 3 segments (Corporate, Agricole et Retail) et la redéfinition du processus d'octroi de crédits en intégrant la notion de gestion de risques à travers des nouveaux canevas respectant un schéma délégataire prédéfini.

Par ailleurs, suite aux recommandations des Accords de Bâle II et dans le cadre de la Circulaire BCT n°2016-06 ayant pour objet le Système de Notation des Contreparties, la BNA a lancé le projet SNI (Système de Notation Interne) au mois d'Octobre 2016 qui va lui permettre d'évaluer avec pertinence les caractéristiques d'un emprunteur, de différencier les risques et de les quantifier avec suffisamment de précision et de cohérence.
Le projet SNI sera validé courant le premier semestre de l'année 2019.

3.7.3. Risque de marché

L'article 31 de la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n° 2006-19 du 28/11/2006 définit ce risque comme étant le risque de pertes qui peuvent résulter :

- des fluctuations des prix sur les titres de transaction et de placement tels que définis par les normes comptables et sur tout autre instrument financier prévu par la réglementation en vigueur;
- des positions susceptibles d'engendrer un risque de change, notamment les opérations de change au comptant ou à terme.

La définition, les techniques de calcul ainsi que l'impact sur le ratio de solvabilité de ces risques de marché ont été reprises par la circulaire BCT n°2018-06 du 5/06/2018, relative aux normes d'adéquation des fonds propres auxquelles la banque doit se conformer à partir du 31/12/2018.

Dans le cadre de sa réorganisation en août 2017, la BNA a créé un Service Risque Marché rattaché à la Direction Centrale Surveillance des Risques (Pole Risques) qui sera chargé de la mise en place du dispositif de contrôle des risques de marché. Cette structure a la tâche du calcul des indicateurs du risque de marché et de liquidité ainsi que du suivi des expositions aux risques et de leurs impacts sur la banque.

3.7.4. Risque de taux d'intérêt

L'article 35 de la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n° 2006-19 du 28/11/2006 définit le risque global de taux d'intérêt comme étant le risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt, mesuré sur l'ensemble des opérations de bilan et de hors bilan à l'exception, le cas échéant, des opérations soumises aux risques de marché.
Dans ce cadre, la BNA a mis en place une Division ALM « Asset Liability Management » rattachée au pôle Finance, Comptabilité et Pilotage de la Performance et régie par la circulaire BNA n° 2017/76 du 11/08/2017. Cette structure est chargée de la gestion financière du bilan et du hors bilan de la banque par rapport aux risques financiers à savoir les risques de taux, de change et de liquidité. Dans sa démarche, elle fait recours à certains indicateurs tels que : gap de taux, gap de liquidité, MNI, sensibilité de la VAN…
Cette structure est appuyée par un Comité ALM lequel défini les axes stratégiques en matière de gestion des risques financiers et en matière de rentabilité des fonds propres.

Toutefois, dans leur rapport sur l'évaluation, la classification et la couverture des risques arrêtés au 31/12/2017 destiné à la BCT, les commissaires aux comptes ont déclaré que : « Il nous a été impossible d'apprécier convenablement l'exposition de la BNA au risque de change et risque d'intérêt en l'absence d'informations fiables et pertinentes préparées par les structures. »

3.7.5. Risque de liquidité

L'article 38 de la circulaire BCT n°2006-19 du 28/11/2006 définit le risque de liquidité comme étant le risque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, de leurs engagements à leur échéance.

Ce risque est calculé par le ratio de liquidité(LCR) tel que défini par la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n° 2014-14 du 10/11/2014. L'article1er de la dite circulaire stipule que ce ratio est calculé par le rapport entre l'encours des actifs liquides et le total des sorties nettes de trésorerie durant les 30 jours calendaires suivants. Son objectif est d'améliorer la résistance de la banque contre la pénurie de liquidité à court terme.

La BNA affiche, à la date du 31/12/2017, un ratio de liquidité de 107,1%. La BNA a dépassé le ratio règlementaire exigé par la BCT, soit 80%.

La solution de mécanisation LCR a été intégrée dans le cadre du projet reporting réglementaire suivi par la BCT.

3.7.6. Risque de règlement

Le risque de règlement, est défini par l'article 42 de la circulaire de la BCT n°2006-19 du 28/11/2006, comme étant le risque de survenance, au cours du délai nécessaire pour le dénouement de l'opération de règlement, d'une défaillance ou de difficultés qui empêchent la contrepartie d'un établissement de crédit de lui livrer les instruments financiers ou les fonds convenus, alors que ledit établissement de crédit a déjà honoré ses engagements à l'égard de ladite contrepartie.

Le suivi du risque de règlement est assuré actuellement par les structures concernées selon le type de crédit, à savoir :

- La Direction Centrale du Marché Retail ;
- La Direction Centrale du Marché Corporate ;
- La Direction Centrale du Marché Agricole ;

Il est à signaler que dans leur rapport sur le contrôle interne relatif à l'exercice 2017, les commissaires aux comptes ont relevé que la banque calcule la rentabilité globale du client pour certaines relations seulement, et ce, sur demande des structures de la banque, ce qui déroge aux dispositions de la circulaire BCT n°2006-19 et ne permet pas en outre d'aboutir à une estimation fiable du risque de défaut du bénéficiaire au cours de l'opération de crédit.

3.7.7. Risque opérationnel

Le risque opérationnel est défini aux termes des recommandations du comité de Bâle et de la circulaire de la BCT n°2006-19, comme étant le risque de pertes résultant de carences ou de défaillances attribuables à la conception, à l'organisation et à la mise en œuvre des procédures, aux erreurs humaines ou techniques ainsi qu'aux événements extérieurs.

La BNA a entamé la mise en place d'un système de gestion et de surveillance du risque opérationnel reposant sur :

- La constitution et la mise à jour de la base des incidents nécessaire à l'évaluation des risques opérationnels aussi bien en termes d'impact financier que de fréquence de réalisation.

- La construction et la mise en place d'une cartographie des risques opérationnels qui constitue un outil de pilotage permettant à la Direction Générale et au Comité des Risques de disposer d'une vision globale sur les risques opérationnels auquel la banque est exposée.

- Le calcul des indicateurs clés (KRI) : ces indicateurs donnent une idée de l'exposition de la banque au risque et ont une fonction préventive et d'anticipation dans la gestion des Risques Opérationnels.

- La mise en place d'un Plan de continuité de l'activité qui va permettre de garantir la continuité de l'activité de la banque ainsi qu'une reprise rapide de l'activité suite à un sinistre, une catastrophe naturelle, une défaillance du système informatique, un dysfonctionnement occasionnant une perturbation opérationnelle majeure.

Actuellement, la gestion des risques opérationnels au niveau de la BNA s'articule autour des trois axes suivants :

- La cartographie des risques opérationnels :

Un travail d'identification, de mesure et d'hiérarchisation de ces risques a été effectué au niveau de plusieurs structures de la banque ainsi que le réseau (Agence et Direction Régionale).

- La base des incidents :

La base des incidents est alimentée de façon systématique et permanente et compte actuellement environ 570 incidents.

- Le Plan de Continuité d'Activité :

Le projet de mise en place du PCA est à sa phase finale. Les procédures métiers, agence et de crise ainsi que le maintien en condition opérationnelles ont été mises à jour. Les tests PCA unitaires au niveau du site de repli ont été assurés pour les métiers critiques (H+4). Il reste l'installation des équipements de secours à loger dans le Datacenter déjà loué par la banque. Une fois les équipements installés, des tests de secours informatiques seront déroulés.

3.7.8. Risque de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme

Depuis l'instauration des dispositions régissant la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent en 2003, le dispositif mis en place par la Banque Nationale Agricole ne cesse d'être amélioré pour parer efficacement aux risques de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme et être au diapason des standards internationaux et conformes aux directives éditées par les organismes de référence en la matière tels que le Groupe d'Action Financière « GAFI ».

Depuis la publication de la circulaire BCT n°2013-15 suivie par celle de la circulaire BCT n°2017-08 et 2018-09, la BNA a multiplié les efforts pour instaurer une politique en matière de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme :

A- Elaboration de procédures internes :

- Des procédures internes ont été établies relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme qui décrivent les diligences à accomplir et les règles à suivre dont notamment celles relatives à l'ouverture de comptes (entrée en relation avec le client) et l'identification des opérations inhabituelles ou suspectes.

- Des procédures internes pour l'identification et l'entrée en relation avec des clients soumis à des mesures de vigilance renforcée : les personnes politiquement exposées, les partis politiques, les associations, les non-résidents, …

- La BNA a également mis à jour ses fiches KYC (know your customer) pour y intégrer une rubrique consacrée à l'identification du bénéficiaire effectif.

B- Mise en place de systèmes adéquats :

- La BNA a mis en place un système de filtrage des transactions et de profilage de la clientèle (acquisition d'une solution s'appuyant sur la technologie de l'information : solutions KYC, AML, embargo, FATCA, …).

C- Formation et sensibilisation du personnel :

- Des sessions de formation ont été consacrées par l'équipe compliance de la BNA au personnel front office pour les former et les sensibiliser aux risques de BA/FT.
- La certification des collaborateurs « Compliance » par l'Académie des Banques et Finances,
- La participation des équipes Compliance à diverses actions de formation et de sensibilisation organisées par l'Association Professionnelle Tunisienne des Banques et des Etablissements Financiers en collaboration avec l'Académie des Banques et Finances en collaboration avec ATTF –House of Training Luxembourg

Il est à préciser que dans leur rapport sur l'évaluation, la classification et la couverture des risques arrêtés au 31/12/2017 destiné à la BCT, les commissaires aux comptes ont relevé que : « la BNA n'a pas encore mis en place les étapes suivantes du dispositif du contrôle interne pour la gestion du risque blanchiment d'argent : la procédure de conservation des documents, une cartographie des risques au niveau de laquelle doit figurer le risque de blanchiment d'argent et un programme de formation continue au profit de ses employés. »

3.8. Dépendance de l'émetteur

La dépendance de la banque s'apprécie notamment par rapport à la circulaire BCT N°91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les textes subséquents à travers l'application des articles:

- Au 31/12/2017 :

1- Application de l'article premier :

L'article premier nouveau de la circulaire citée ci-dessus stipule que le montant total des risques encourus sur les bénéficiaires dont les risques sont supérieurs ou égaux pour chacun d'entre eux à **5 %** des fonds propres nets de la Banque, soit **61 383mD**, ne doit pas excéder **3 fois** les fonds propres nets soit **3 682 956mD**.

Au 31/12/2017, ce ratio est respecté par la banque. En effet, les relations dont les risques encourus sont supérieurs pour chacun d'eux à 5% des FPN de la banque s'élèvent à 372 930mD, soit inférieur à 3 fois les FPN.

De plus, l'article 1 de la même circulaire stipule que le montant total des risques encourus sur les bénéficiaires dont les risques sont supérieurs ou égaux, pour chacun d'entre eux, à **15%** des fonds propres nets de la banque, soit **184 148mD**, ne doit pas excéder **1,5 fois** les Fonds Propres Nets corrigés, soit **1 841 478mD**.

Au 31/12/2017, aucune relation ne présente des risques encourus dépassant les 15% des fonds propres nets.

2- Application de l'article 2 :

Conformément à l'article 2 de ladite circulaire, les risques encourus sur un même bénéficiaire ne doivent pas excéder **25 %** des fonds propres nets de la Banque, soit **306 913mD**.

Au 31/12/2017, les risques encourus sur les sociétés du groupe BNA s'élèvent à 256 546mD, soit en respect de la limite de 25% des fonds propres nets de la Banque.

Au 31/12/2017, ce ratio est respecté par la banque.

3- Application de l'article 3 :

L'Article 3 (nouveau) de la circulaire aux établissements de crédit n°2012-09 du 29 juin 2012 relative à la division, couverture des risques et suivi des engagements stipule que le montant total des risques encourus sur les personnes ayant des liens avec l'établissement de crédit au sens de l'article 43 de la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers, ne doit pas excéder une seule fois les fonds propres nets de l'établissement de crédit.

Au 31/12/2017, le montant total des risques encourus sur les personnes ayant des liens avec la Banque (y compris les risques encourus sur les entreprises publiques) est de 740 278mD alors que les fonds propres nets s'élèvent à 1 227 652mD, soit 0,6 fois les FPN.

Ainsi, les dispositions de l'article 3 sont respectées.

4- Application de l'article 4 :

En application des dispositions de l'article 4 (nouveau) de la circulaire BCT n°91-24 du 17/12/1991 tel qu'abrogé et remplacé par la circulaire aux Banques et aux établissements financiers n°2016-03 du 22/07/2016, les banques et les établissements financiers doivent respecter en permanence un ratio de solvabilité qui ne peut pas être inférieur à 10% calculé par le rapport entre les fonds propres nets et les risques encourus.

Le ratio de solvabilité s'élève au 31/12/ 2017 à 12,40%, se situant, ainsi au dessus du seuil minimum fixé par la Banque Centrale de Tunisie. Le ratio de solvabilité de base (Tier I) s'élève à 8,22% au 31/12/2017, soit un niveau conforme au minimum exigé par la règlementation.

- Au 30/06/2018 :

1- Application de l'article 1 :

L'article premier nouveau de la circulaire citée ci-dessus stipule que le montant total des risques encourus sur les bénéficiaires dont les risques sont supérieurs ou égaux pour chacun d'entre eux à 5 % des fonds propres nets de la Banque, soit 65 837mD, ne doit pas excéder 3 fois les fonds propres nets soit 3 950 232mD.

Au 30/06/2018, ce ratio est respecté par la banque. En effet, les relations dont les risques encourus sont supérieurs pour chacun d'eux à 5% des FPN de la banque, s'élèvent à 309 419mD, soit inférieur à 3 fois les FPN.

De plus, l'article 1 de la même circulaire stipule que le montant total des risques encourus sur les bénéficiaires dont les risques sont supérieurs ou égaux, pour chacun d'entre eux, à 15% des fonds propres nets de la banque, soit 197 512mD, ne doit pas excéder 1,5 fois les Fonds Propres Nets corrigés, soit 1 975 116mD.

Au 30/06/2018, aucune relation ne présente des risques encourus dépassant les 15% des fonds propres nets.

2- Application de l'article 2 :

Conformément à l'article 2 de ladite circulaire, les risques encourus sur un même bénéficiaire ne doivent pas excéder 25 % des fonds propres nets de la Banque, soit 329 186mD.

Au 30/06/2018, les risques encourus sur les sociétés du groupe BNA s'élèvent à 300 576mD, soit en respect de la limite de 25% des fonds propres nets de la Banque.

Au 30/06/2018, ce ratio est respecté par la banque.

3- Application de l'article 3 :

L'Article 3 (nouveau) de la circulaire aux établissements de crédit n°2012-09 du 29 juin 2012 relative à la division, couverture des risques et suivi des engagements stipule que le montant total des risques encourus sur les personnes ayant des liens avec l'établissement de crédit au sens de l'article 43 de la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers, ne doit pas excéder une seule fois les fonds propres nets de l'établissement de crédit.

Au 30/06/2018, le montant total des risques encourus sur les personnes ayant des liens avec la Banque est de 833 642mD et représentent 63,31% des Fonds Propres Nets de la Banque.

Ainsi, les dispositions de l'article 3 sont respectées.

4- Application de l'article 4 :

En application des dispositions de l'article 4 (nouveau) de la circulaire BCT n°91-24 du 17/12/1991 tel qu'abrogé et remplacé par la circulaire aux Banques et aux établissements financiers n°2016-03 du 22/07/2016, les banques et les établissements financiers doivent respecter en permanence un ratio de solvabilité qui ne peut pas être inférieur à 10% calculé par le rapport entre les fonds propres nets et les risques encourus.

Le ratio de solvabilité s'élève au 30/06/2018 à 13,10%, se situant, ainsi au dessus du seuil minimum fixé par la Banque Centrale de Tunisie. Le ratio de solvabilité de base (Tier I) s'élève à 8,80% au 30/06/2018, soit un niveau conforme au minimum exigé par la règlementation.

3.9. Litige ou arbitrage

Il n'existe aucun litige ou arbitrage, en cours ou passé, susceptible d'avoir ou ayant eu, dans un passé récent, une incidence sensible sur la situation financière de la Banque, son activité, son résultat et, le cas échéant, sur son Groupe.

3.10. Politique d'investissement de la banque

Les investissements sur la période 2018 – 2022 se présentent comme suit :

(mD)	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p	Total
Immobilisations incorporelles	5 899	23 758	20 000	20 000	12 000	**81 656**
Immobilisations corporelles	21 416	26 921	9 100	8 600	8 500	**74 537**
Total Investissements	**27 314**	**50 679**	**29 100**	**28 600**	**20 500**	**156 193**

Le détail des investissements est réparti comme suit :

(mD)	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p	Total
Coût du relooking	12 171	19 693	5 000	5 000	5 000	**46 864**
Matériel roulant	0	780	400	0	0	**1 180**
MMB & Autres	1 725	740	700	600	500	**4 265**
Matériel informatique	7 520	5 708	3 000	3 000	3 000	**22 228**
Détail des immobilisations corporelles	**21 416**	**26 921**	**9 100**	**8 600**	**8 500**	**74 537**

(mD)	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p	Total
Acquisitions logiciels	5 899	8 758	5 000	5 000	5 000	**29 656**
Global Banking	0	15 000	15 000	15 000	7 000	**52 000**
Détail des immobilisations incorporelles	**5 899**	**23 758**	**20 000**	**20 000**	**12 000**	**81 656**

4.1. La situation des immobilisations et du portefeuille titres de la BNA au 31/12/2017

4.1.1. Patrimoine immobilier de la BNA au 31/12/2017

4.1.1.1. Situation des immobilisations

(en mD)	Valeur au 31/12/2016	Acquisitions / Dotations	Cessions / Reprises	Reclassement	Valeur au 31/12/2017
Immobilisations incorporelles	**14 197**	**1 475**	**-**	**6 009**	**21 681**
Logiciels	14 197	1 475	-	6 009	21 681
Amortissements	**(13 074)**	**(1 926)**	**-**	**-**	**(15 000)**
Logiciels	(13 074)	(1 926)		-	(15 000)
Total net (1)	**1 123**	**(451)**	**-**	**6 009**	**6 681**
Immobilisations corporelles	**177 677**	**8 969**	**(3 624)**	**-**	**183 022**
Terrains	2 613	-	-	-	2 613
Constructions	83 227	2 820	-	-	86 047
Agencements, aménagements et installations	30 462	988	-	-	31 450
Matériel de transport	2 345	185	-	-	2 530
Mobiliers et matériel de bureau	45 469	2 487	(3 329)	136	44 763
Immobilisations en cours	8 532	2 454	-	-	10 986
Mobiliers et matériel de bureau en stocks	605	-	-	(136)	469
Avances sur achats mobiliers et matériel de bureau	151	-	-	-	151
Dépenses nouvelles agences	166	35	-	-	201
Immobilisations en dation	4 107	-	(295)	-	3 812
Amortissements	**(91 015)**	**(4 454)**	**3 171**	**-**	**(92 298)**
Constructions	(26 537)	(1 378)	-	-	(27 915)
Agencements, aménagements et installations	(24 103)	(1 101)	-	-	(25 204)
Matériel de transport	(1 910)	(166)	-	-	(2 076)
Mobiliers et matériel de bureau	(38 465)	(1 809)	3 171	-	(37 103)
Matériel informatique	-	-	-	-	-
Coffres forts	-	-	-	-	-
Matériel et Outillage	-	-	-	-	-
Dépréciations	**(337)**	**-**	**-**	**-**	**(337)**
Immobilisations en dation*	(337)	-	-	-	(337)
Total net (2)	**86 325**	**4 515**	**(453)**	**-**	**90 387**
Total général (1)+(2)	**87 448**	**4 064**	**(453)**	**6 009**	**97 068**

* Le détail des immobilisations en dation se présente comme suit au 31/12/2017:

Compte	Relation	Description	Valeur comptable	Juste valeur	Plus ou moins value	Provision
1106084096	Groupe KHEMAISSA	Terrain Mateur	1 063	1 150	87	-
1106084100	Tunisie Lait	Terrain Fadhline	2 074	1 737	(337)	(337)
1106084100	Tunisie Lait	Terrain Fadhline	36	36	-	-
1106084102	Société d'Etudes et d'Aménagement Marina Hammamet Sud	Appartements	639	690	51	-
Total			**3 812**			**(337)**

4.1.1.2. Constructions

(en Dinars)

NATURE	MONTANT	Total Amort.2017	VCN au 31/12/2017
CONSTRUCTION 19,AVENUE DE PARIS TUNIS	2 520 404	2 520 404	0
CONSTRUCTION 2I, AVENUE DE PARIS - TUNIS	1 200 324	1 200 324	0
CONSTRUCTION ZENDALA KAIROUAN	332 895	332 895	-0
CONSTRUCTION LE KEF	405 144	405 144	-0
CONSTRUCTION SFAX "19/05/65 ET 27/07/66"	184 374	184 374	0
AFFECT. TRAVAUX CONST.COMPTE 105141	313 645	71 093	242 553
CONSTRUCTION GABES	264 453	264 453	0
CONSTRUCTION I2, BIS RUE EL JAZIRA TUNIS	379 536	61 790	317 746
CONSTRUCTION GROMBALIA	211 848	124 695	87 153
CONSTRUCTION 44, RUE DE TURQUIE TUNIS	36 715	36 715	0
CONSTRUCTION 6, RUE D'AVIGNON TUNIS	1 293 209	1 293 209	0
CONSTRUCTION NOUVEL IMMEUBLE DE BEJA	29 683	29 683	0
CONSTRUCTION MEDJEZ-EL-BAB	97 827	97 827	0
CONSTRUCTION JENDOUBA	178 800	177 086	1 714
CONSTRUCTION KASSERINE	164 815	164 815	0
CONST. GAFSA	98 766	98 766	0
AFFECT. DES DEPENSES DES TX DE CONST. DU CPTE 1050-105143 & 1076-108602	290 815	81 897	208 918
DECOMPTE DEFINITIF TRAVAUX EXT. ET RENOV. IMM. SOBAG	18 722	5 242	13 480
CONSTRUCTION MAKTHAR	112 625	110 240	2 385
CONSTRUCTION MATEUR (AFFECT. 105092)	286 462	112 341	174 121
CONSTRUCTION SOUSSE	3 060 370	1 102 288	1 958 082
CONSTRUCTION 44, AVENUE DE CARTHAGE TUNIS	57 771	57 771	0
CONSTRUCTION 4, PASSAGE D'ELBE - TUNIS	45 725	45 725	0
CONSTRUCTION GOULETTE	134 650	134 650	0
AFFECT. DEPENSES DU COMPTE	144 011	51 900	92 111
CONSTRUCTION SILIANA	181 746	181 746	0
CONSTRUCTION EL OMRANE	57 529	57 529	-0
AV. SUR TRAV. DE RENOVATION VILLA (REP. ECT. DU 17/08/2012 FRE GLE TRAV. DE BATIMENT)	9 744	925	8 819
TRAVAUX DE RENOVATION VILLA (REP. ECT. DU 06/11/2012 FRE GLE TRAV. DE BATIMENT)	17 805	1 533	16 272
CONSTRUCTION HAMMAMET "AFFECT. 105094 TRAVAUX CONST."	242 534	114 605	127 929
CONSTRUCTION EL FAHS	168 996	168 996	0
CONSTRUCTION 3, PASSAGE D'ELBE - TUNIS	227 985	227 985	0
CONSTRUCTION BEDOUCHA TUNIS	107 054	57 854	49 200
CONSTRUCTION RUE IMAM RASSAA - TUNIS	161 328	161 328	0
CONSTRUCTION TEBOURSOUK	152 063	152 063	-0
APPART.MONASTIR	26 400	26 400	0
CONSTRUCTION HIPPOZIRITUS BIZERTE	167 595	167 595	0
LOCAL MEDENINE	42 539	42 539	0
CONSTRUCTION MAHDIA	578 271	305 615	272 656
CONSTRUCTION TEBOULBA	30 000	30 000	0
REZ DE CHAUSSEE MONASTIR	74 160	74 160	0
CONSTRUCTION KORBA	228 573	113 252	115 321
REP. CPTE 101002 TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UNE CLOTURE FRE HZAMI SALAH	11 678	816	10 863
CONSTRUCTION MORNAGUIA	28 000	28 000	0
CONSTRUCTION TATAOUINE	93 768	93 768	0
CONSTRUCTION DEPOT DE BEN AROUS	153 130	153 130	0
CONSTRUCTION MENZEL BOUZELFA	93 455	52 314	41 142
CONSTRUCTION THALA	120 210	120 210	0
NORD HILTON	120 250	120 250	0
CONSTRUCTION AIN DRAHEM (AFFECT. COMPTE 105114)	207 467	79 391	128 076
CONSTRUCTION MENZEH IX.	64 824	64 824	0

CONSTRUCTION TAJEROUINE	100 098	50 049	50 049
DECOMPTE DEFINITIF + FACTURE TRAVAUX CONST.	11 013	5 303	5 710
CONSTRUCTION SBIBA	107 488	64 287	43 201
CONSTRUCTION EZ-ZAHRA	107 533	107 533	0
CONSTRUCTION SOLIMAN	58 704	58 704	0
CONSTRUCTION BENI KHALLED	116 543	116 543	-0
CONSTRUCTION ENFIDHA	91 412	91 412	0
CONSTRUCTION SBIKHA AFFECT. DU COMPTE 105100	220 999	93 000	128 000
CONSTRUCTION EL MAHRES	111 054	111 054	-0
AFFECT. DES DEPENSES DES TX DE CONST. DU CPTE 1076-108602	176 868	37 231	139 637
CONSTRUCTION NOUV. SIEGE MOHAMED V	12 543 165	7 014 105	5 529 061
CONSTRUCTION PORT DE SFAX	74 143	74 143	-0
CONSTRUCTION ALAIN SAVARY	106 150	63 478	42 672
CONSTRUCTION MENZEL BOURGUIBA	33 183	4 315	28 868
APP.I8, RUE DE ROME TUNIS	38 369	38 369	0
DEPOT CHARGUIA	510 755	510 755	-0
FRAIS OTC POUR ASSAINISSEMENT SITUATION FONCIERE	4 221	1 451	2 769
CONSTRUCTION HAOUARIA	30 000	30 000	0
AFFECT. DES DEPENSES DES TX DE CONST. DU CPTE 1050-105144 AGENCE & LOGEMENT DE FONCT.	246 821	51 956	194 865
CONSTRUCTION KEBILI	205 373	205 373	0
CONSTRUCTION SAHLINE	170 029	61 167	108 861
JARDIN D'ENFANTS	90 000	90 000	0
CONSTRUCTION REGUEB AFFECT. DU COMPTE 105096	202 959	85 243	117 717
CONSTRUCTION MOKNINE	101 640	101 640	0
LOCAUX AGENCE "A"	25 000	15 000	10 000
CONSTRUCTION TERRAIN TABARKA	160 879	68 882	91 996
CONSTRUCTION SKHIRA	146 482	56 840	89 642
CONSTRUCTION KSOUR ESSAF	145 479	66 572	78 907
CONSTRUCTION EL KRIB AFFECT. DU COMPTE 105102	241 766	101 542	140 224
CONSTRUCTION BNDA/KHEIR.PACHA	625 529	625 529	0
LOCAL GUEBOULLAT	62 000	34 720	27 280
REG. 4 eme TRANCHE S.N.I.T.	8 225	3 792	4 433
CONSTRUCTION BAB SOUIKA	156 275	86 856	69 419
CONSTRUCTION IMMEUBLE AGUEREB	123 097	59 086	64 010
LOCAL DEN-DEN	64 360	34 755	29 606
LOCAL SOUSSE CENTER BOUJAAFER INDICE 130	210 000	109 200	100 800
LOCAL SFAX CENTER INDICE 135	204 000	110 160	93 840
AQUISITION ETAGE AU DESSUS DE L'AGENCE	32 500	14 957	17 543
LOCAL SFAX CENTER "AFFECT. DES DEPENSES DES TX DE CONST. DU CPTE 1050-105139"	133 583	42 842	90 741
LOCAL SFAX JADIDA	380 000	188 279	191 721
IMMEUBLE TESTOUR	72 327	37 610	34 717
SOUSSE BOUJAAFAR CENTER	50 700	25 716	24 984
LOCAL CHARGUIA II.	187 259	93 155	94 103
CONSTRUCTION DEGUECHE	30 000	15 200	14 800
LOCAL BOUSALEM	340 565	125 329	215 235
APPARTEMENT BAB EL KRAM N°4 MONASTIR	61 800	29 664	32 136
APPARTEMENT BAB EL KRAM N°5 MONASTIR	69 600	33 408	36 192
LOCAUX NABEUL NEAPOLIS	1 196 813	528 777	668 036
LOCAL BARDO CENTER	470 002	177 582	292 419
ACQUISITION LOCAUX AGENCE BEN AROUS	443 320	187 603	255 717
ACQUISITION LOCAL KELIBIA	250 000	106 111	143 889
CONSTRUCTION IMM. TEBOURBA	234 436	66 156	168 280
ACQUISITION LOCAL SFAX MEDINA	15 000	6 000	9 000
APPARTEMENTS DIR. REG. MONASTIR "AFFECT. 850-1106-082804"	75 000	27 117	47 883
ACQUISITION LOCAL GUELLELA	148 937	55 656	93 282

ACQUISITION LOCAL HAMMAM SOUSSE	101 750	39 343	62 407
LOCAL AGENCE B	959 425	286 828	672 598
LOCAL DIR. REG. MEDENINE "AMEL 3"	75 000	26 388	48 613
LOCAL PORT EL KANTAOUI "N/NOTE DU 07/05/01"	257 000	87 680	169 320
CONSTRUCTION TOZEUR AFFECT. DU COMPTE 850-1050-105140-040 & 1076-108602	138 468	44 300	94 168
CONSTRUCTION DAHMANI	442 649	62 689	379 959
CONSTRUCTION SOUASSI	22 200	6 660	15 540
LOCAL ENNASR II	620 750	179 776	440 974
LOCAL KSAR HELLEL	333 920	91 075	242 845
LOCAL ARIANA LA ROSE	1 167 515	269 427	898 088
LOCAL EL JEM	67 500	17 081	50 419
LOCAL MENZAH VII	712 997	164 158	548 839
CONSTRUCTION SAKIET EZZIT	570 000	129 200	440 800
LOCAL M'HAMDIA	212 558	46 865	165 693
LOCAL GABES 2	182 600	40 172	142 428
CONSTRUCTION BOUHAJLA	793 640	111 607	682 033
APPARTEMENT 1 "AMEL 4" MEDENINE	41 379	14 559	26 820
APPARTEMENT 2 "AMEL 4" MEDENINE	33 621	11 829	21 792
2 EME TRANCHE 50% PRIX D'ACQUISITION NOUVEAU LOCAL AGENCE RAOUED SPI ERRAJA	135 462	22 186	113 277
TRANCHE 50% PRIX D'ACQUISITION NOUVEAU LOCAL AGENCE RAOUED SPI ERRAJA	135 012	21 602	113 410
FRAIS D'ENREGISTREMENT LOCAL RAOUED	16 727	2 676	14 050
CONSTRUCTION BOUARGOUB AGENCE & LOG. FONCTION	437 875	80 949	356 926
CONSTTRUCTION JERBA MIDOUN Agence & Log. Fonction	506 549	92 645	413 904
FRAIS D'ENREGISTREMENT LOCAUX MENZAH 9 sis 41, Avenue TAHAR BEN AMMAR	71 525	12 874	58 650
LOCAUX MENZAH 9 sis 41, Avenue TAHAR BEN AMMAR	1 004 572	180 823	823 749
LOCAL RDC COMPLEXE COMMERCIAL "RESIDENCE FATMA" SAHLOUL SOUSSE	300 810	48 130	252 680
RELIQUAT FRAIS D'ENREGISTREMET, D'INSCRIPTION ET PENALITE DE RATARD LOCAL	2 857	434	2 423
HONORAIRES REDACTION DES CONTRATS PROMESSE & CONTRAT MAITRE BAGHDADI GHODHBANI	1 099	154	945
AVANCE 50% PRIX D'ACQUIS. NOUV. LOCAL AU REZ DE CHAUSSEE COMPLEXE IMMOBILIER LE BANQUIER AU BERGES DU LAC SIVIA	527 515	84 402	443 113
REG. 2EME TRANCHE PRIX D'ACQUIS. NOUV. LOCAL AU REZ DE CHAUSSEE COMPLEXE IMMOBILIER LE BANQUIER AU BERGES DU LAC SIVIA	528 509	81 713	446 795
FRAIS INHERENT DU CONTRAT (AV. / FRAIS LOTISSEMENT ; FRAIS DOSSIER ET HONORAIRES AVOCAT)	1 100	170	930
FRAIS D'ENREGISTREMENT DE DE L'ACTE CONTRAT VENTE LOCAL	65 183	9 995	55 188
LOCAL MOULIN VILLE SFAX	321 706	45 664	276 042
LOCAL MOULIN VILLE SFAX AFFECT. DU CPTE 1050-105172 VIR POUR SOLDE	27 860	2 786	25 074
LOCAL MORNAG (REGLEMENT RELIQUAT PRIX D'ACQUISITION)	14 514	1 258	13 256
AVANCE SUR ACQUISITION LOCAL MORNAG	115 353	18 456	96 896
FRAIS D'ENREGISTREMENT LOCAL MORNAG	19 189	3 070	16 119
REGLEMENT RESTE PRIX D'ACQUISITION (ACTE DE PRECISION) LOCAL	77 783	11 974	65 808
FRAIS D'ENREGISTREMENT DE 08 EXEMPLAIRES DE L'ACTE CONTRAT VENTE LOCAL MORNAG	270	41	229
LOCAL MORNAG AFFECT. DU COMPTE 1050-105176 VIR POUR SOLDE	264 877	16 378	248 498
CONSTRUCTION GAAFOUR "RDC, 2 Etages 325 m²"	157 500	23 739	133 761
FRAIS D'ENREGISTREMENT ET TIMBRES CONTRAT LOCAL GAAFOUR	11 611	1 707	9 904
LOCAL AGENCE BOUMHAL	636 841	90 396	546 445
REGUL. ECT. DU 15/11/10 RELATIVE AU REGL. FRE STORE LITE BOUMHEL	727	103	625
AFFECT. CPTE 855-1076-108602 INST. INFORMATIQUE FRE TIS N°F2010000506 LOCAL BOUMHEL	2 135	302	1 833
LOGEMENT DE FONCTION BOUMHAL	216 892	30 787	186 106
LOCAL CENTRE URBAIN NORD	480 762	59 604	421 159
LOCAL EL MOUROUJ	522 958	61 731	461 226
FRAIS DE LOTISSEMENT LOCAL	800	66	734
LOCAL LES JARDINS DE CARTHAGE	696 244	71 742	624 502
LOCAL TEBOULBA2	419 235	37 120	382 115
LOCAL MEGRINE STE TROCADERO AFFECT. DU COMPTE 1106-082804	543 862	34 958	508 904
LOCAL MANOUBA (Magazin N°2 RDC blocs 1 et 2 Résidence EL KHALIL) STE MARNEJ DEPROMOTION IMMOBILIERE	677 968	43 263	634 705
LOCAL CHIHIA	443 732	26 624	417 108

IMMEUBLE EPI CENTER	27 666 996	1 375 841	26 291 155
MAGASIN IMMEUBLE EPI CENTER	2 385 109	125 876	2 259 233
LOCAL NOUVEAU AGENCE ZARZIS P1	622 587	0	622 587
LOCAL AGENCE LAC2 P1	1 768 576	0	1 768 576
LOCAL AGENCE HAMMAMET MNARA P1	428 642	0	428 642
Total	**86 046 639**	**27 915 237**	**58 131 402**

4.1.1.3. Terrains

(en Dinars)

Nature	VCN au 31/12/2017
TERRAIN 19,AVENUE DE PARIS TUNIS	90 360
TERRAIN 2I, AVENUE DE PARIS - TUNIS	18 720
TERRAIN ZENDALA KAIROUAN	10 763
TERRAIN SFAX	35 220
TERRAIN GABES	3 078
TERRAIN I2, BIS RUE EL JAZIRA TUNIS	8 448
TERRAIN GROMBALIA	2 998
TERRAIN 44, RUE DE TURQUIE TUNIS	25 020
TERRAIN 6, RUE D'AVIGNON TUNIS	12 768
TERRAIN NOUVEL IMMEUBLE DE BEJA	6 030
TERRAIN MEDJEZ-EL-BAB	235
TERRAIN JENDOUBA	10 451
TERRAIN KASSERINE	7 950
TERRAIN GAFSA	8 322
TERRAIN MAKTHAR	2 176
TERRAIN MATEUR	718
TERRAIN SOUSSE	25 760
TERRAIN 44, AVENUE DE CARTHAGE TUNIS	11 879
TERRAIN 4, PASSAGE D'ELBE - TUNIS	20 097
TERRAIN SILIANA	4 763
TERRAIN EL OMRANE	54 240
TERRAIN HAMMAMET	16 033
TERRAIN EL FAHS	25 160
TERRAIN : 3, PASSAGE D'ELBE TUNIS	66 338
TERRAIN RUE IMAM RASSAA - TUNIS	18 672
TERRAIN TEBOURSOUK	8 640
TERRAIN HIPPOZIRITUS BIZERTE	34 400
TERRAIN MAHDIA	14 236
TERAIN TEBOULBA	9 000
TERRAIN KORBA	20 650
TERRAIN MORNAGUIA	5 600
TERRAIN TATAOUINE	7 536
TERRAIN DEPOT DE BEN AROUS	98 870
TERRAIN MENZELBOUZELFA	5 897
TERRAIN THALA	3 829
TERRAIN TAJEROUINE	5 200
TERRAIN SBIBA	1 040
TERRAIN HAFFOUZ	6 913
TERRAIN FERIANA	521
TERRAIN SOLIMAN	10 400
TERRAIN BENI KHALLED	25 200
TERRAIN ENFIDHA	4 875
TERRAIN ESSBIKHA	10 951
TERRAIN NOUVEAU SIEGE MOHAMED V.	840 000
TERRAIN ALAIN SAVARY	6 240
TERRAIN MENZEL BOURGUIBA	34 560
TERRAIN SAHLINE	7 200

TERRAIN REGUEB	2 200
TERRAIN MOKNINE	41 360
TERRAIN TABARKA	12 300
TERRAIN SKHIRA	11 000
TERRAIN KSOUR ESSAF	14 790
TERRAIN EL KRIB	900
TERRAIN BNDA / KHEIREDDUBE PACHA	206 471
TERRAIN GUEBOULLAT	5 220
TERRAIN AGUEREB	6 675
TERRAIN DEGUECHE	8 000
TERRAIN AIN DRAHEM	19 800
TERRAIN TEBOURBA	24 300
TERRAIN BOU ARGOUB	10 880
TERRAIN SIDI AMOR BOUHAJLA	149 524
TERRAIN JERBA MIDOUN	110 214
TERRAIN EL KEF	33 480
TERRAIN GHARDIMAOU	78 000
TERRAIN DAHMANI	33 000
TERRAIN SOUASSI	14 800
TERRAIN EL JEM	132 500
TERRAIN LOCAL GABES 2	17 400
TERRAIN GAAFOUR	32 500
TOTAL	**2 613 272**

4.1.2. Portefeuille titres d'investissement de la BNA au 31/12/2017

Les titres d'investissements de la banque ont totalisé 1 407 310mD au 31/12/2017 contre 1 280 497mD au 31/12/2016.
Les mouvements par catégorie de titres classés dans ce poste ainsi que les provisions correspondantes se présentent comme suit :

(en mD)	Titres de participation	Emprunts obligataires	Fonds Communs de Placement	Fonds gérés	Dettes des entreprises publiques	BTA d'investissement	Total au 31/12/2017
Valeur brute au 31 décembre 2017	**182 209**	**218 434**	**26 300**	**140 230**	**76 370**	**782 022**	**1 425 565**
Valeur au 1er janvier	179 888	229 122	22 300	128 576	87 304	651 494	**1 298 684**
Acquisitions / souscriptions	7 135	28 500	4 000	13 500	-	92 568	**145 703**
Cessions / Remboursement	(4 814)	(39 188)	-	(1 846)	(10 934)	-	**(56 782)**
Reclassements	-	-	-	-	-	37 960	**37 960**
Créances rattachées	**143**	**8 112**	**-**	**8 265**	**15**	**31 319**	**47 854**
Provisions au 31 décembre 2017	**(34 514)**	**-**	**(816)**	**(30 779)**		**-**	**(66 109)**
Provisions au 1er janvier	(32 284)	-	(619)	(27 769)		-	**(60 672)**
Dotations	(3 346)	-	(197)	(5 014)	-	-	**(8 557)**
Reprises	1 116	-	-	2 004		-	**3 120**
Valeur nette au 31 décembre 2017	**147 838**	**226 546**	**25 484**	**117 716**	**76 385**	**813 341**	**1 407 310**
Valeur brute au 31 décembre 2016	**179 888**	**229 122**	**22 300**	**128 576**	**87 304**	**651 494**	**1 298 684**
Créances rattachées	**101**	**8152**	**0**	**11 631**	**20**	**22 581**	**42 485**
Provisions au 31 décembre 2016	**(32 284)**	**-**	**(619)**	**(27 769)**		**-**	**(60 672)**
Valeur nette au 31 décembre 2016	**147 705**	**237 274**	**21 681**	**112 438**	**87 324**	**674 075**	**1 280 497**

4.1.2.1. Portefeuille Titres de participations

Filiales

(en mD)

RAISON SOCIALE	Capital social			Participation directe de la BNA					
	Nombre d'actions	Nominal	Montant	Nombre d'actions	Montant	Taux de participation (en %)	Valeur Brute au 31/12/2017	Provisions	Valeur Nette au 31/12/2017
AGROSERVICES	6 000	100	600	1 791	179	29,9%	60		60
BNA CAPITAUX	50 000	100	5 000	49 500	4 950	99,0%	4 950		4 950
EL MADINA	90 000	10	900	2	0	0,0%	0		0
ESSOUKNA	5 050 500	1	5 051	2 006	2	0,0%	1		1
IMMOB. DES OEILLETS	180 000	5	900	52 898	264	29,4%	265		265
PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV	3 071 284	100	307 128	9 457	986	0,3%	986		986
SICAF PARTICIPATIONS BNA	50 000	10	500	50 000	500	100,0%	500		500
SICAR-INVEST	1 000 000	10	10 000	597 999	5 980	59,8%	6 616		6 616
SICAV BNA	30 784	100	3 078	6 937	694	22,5%	509		509
SIMPAR	1 100 000	5	5 500	332 951	1 667	30,3%	1 530		1 530
SIVIA	140 000	10	1 400	6	0	0,0%	0		0
SODAL	209 649	10	2 096	144 686	1 447	69,0%	1 447	1 447	0
SODET SUD	215 498	100	21 550	92 587	9 259	43,0%	9 826		9 826
SOFINREC	2 755 000	5	13 775	2 695 005	13 475	97,8%	13 475		13 475
SOGEST	10 000	10	100	2 000	20	20,0%	4		4
SOIVM SICAF	400 000	10	4 000	251 427	2 514	62,9%	2 461		2 461
T.I.S	2 500	100	250	750	75	30,0%	75		75
Total							**42 705**	**1 447**	**41 259**

Entreprises associées

(en mD)

RAISON SOCIALE	Capital social			Participation directe de la BNA					
	Nombre d'actions	Nominal	Montant	Nombre d'actions	Montant	Taux de participation (en %)	Valeur Brute au 31/12/2017	Provisions	Valeur Nette au 31/12/2017
ASSURANCES AMI	23 135 980	1	23 136	3 102 895	3 103	13,41%	29 796	2 832	26 964
CAP BANK	100 000	100	10 000	23 823	2 382	23,82%	2 470	229	2 241
LA GENERALE DE VENTE	4 000 000	1	4 000	1 999 802	2 000	50,00%	2 000	1 407	593
SODINO	3 805 169	10	38 052	941 798	9 418	24,75%	9 418	3 704	5 714
STIA	6 000 000	5	30 000	2 999 513	14 998	49,99%	5 005	5 005	0
TUNIS RE	20 000 000	5	100 000	3 699 761	18 499	18,50%	26 693	0	26 693
Total							**75 382**	**13 177**	**62 205**

Filiales en liquidation

(en mD)

RAISON SOCIALE	Capital social			Participation directe de la BNA					
	Nombre d'actions	Nominal	Montant	Nombre d'actions	Montant	Taux de participation (en %)	Valeur Brute au 31/12/2017	Provisions	Valeur Nette au 31/12/2017
BATAM	7 720 000	5	38 600	213 200	1 066	2,76%	1 066	1 066	0
HAMMAMET SUD	10 000	100	1 000	1 000	100	10,00%	100	100	0
LAINO	78 800	100	7 880	2 510	251	3,19%	96	96	0
LIAL DU CENTRE	30 000	10	300	6 000	60	20,00%	15	15	0
SMVDA AZIZIA	7 500	100	750	2 494	249	33,25%	1 075	1 075	0
SMVDA RAHMANIA	10 500	100	1 050	0	0	0,00%	238	238	0
SPEI	1 000	100	100	148	15	14,80%	15	15	0
EVOLUTION ECONOMIQUE	270 000	5	1 350	14 077	70	5,21%	37	37	
Total							**2 642**	**2 642**	**0**

Autres titres de participations

(en mD)

RAISON SOCIALE	Capital social			Participation directe de la BNA					
	Nombre d'actions	Nominal	Montant	Nombre d'actions	Montant	Taux de participation (en %)	Valeur Brute au 31/12/2017	Provisions	Valeur Nette au 31/12/2017
AIR LIQUIDE TUNISIE	1 459 044	25	36 476	161 404	4 035	11,06%	10 656	0	10 656
ATL	25 000 000	1	25 000	2 500 000	2 500	10,00%	3 800	0	3 800
BTE	4 500 000	20	90 000	4 858	97	0,11%	99	20	78
CDC DEVELOPPEMENT	20 000	100	2 000	1 000	100	5,00%	100	10	90
CIOK	3 400 000	10	34 000	12	0	0,00%	120	120	0
CITECH SIDI BOUZID	500 000	10	5 000	20 000	200	4,00%	200	26	174
COTUNACE	265 000	100	26 500	10 726	1 073	4,05%	582	0	582
COTUSAL	135 000	129	17 429	1 730	223	1,28%	157	0	157
CTN	12 600 000	10	126 000	32 457	325	0,26%	100	0	100
EL MANSOUR TABARKA	1 573 950	10	15 740	17 200	172	1,09%	172	172	0
ELBENE INDUSTRIE	10 000 000	4	40 000	772 624	3 090	7,73%	7 560	4 817	2 743
ELLOUHOUM	600 000	5	3 000	100	1	0,02%	0	0	0
ENTREPOTS FRIGORIFIQUES DU SAHEL	110 000	10	1 100	7 212	72	6,56%	58	33	25
FOIRE INTER DE TUNIS	200 000	50	10 000	875	44	0,44%	44	0	44
IMPRIMERIES REUNIES	90 600	10	906	6 000	60	6,62%	60	60	0
INTER BANK SERVICES	1 394 009	5	6 970	235 511	1 178	16,89%	726	0	726
LE GOLF DES OASIS	51 000	100	5 100	1 000	100	1,96%	100	100	0
LE RIBAT	1 420 000	5	7 100	40 000	200	2,82%	200	200	0
MAISON DU BANQUIER	8 885 000	1	8 885	1 618 500	1 619	18,22%	1 542	843	699
MONETIQUE TUNISIE	50 000	100	5 000	5 185	519	10,37%	280	0	280
PARC DES ACTIVITES ECONOMIQUES DE ZARZIS	59 740	100	5 974	600	60	1,00%	60	0	60
POLE DE COMPETITIVITE DE BIZERTE	1 500 000	10	15 000	225 000	2 250	15,00%	2 250	134	2 116
POLE DE COMPETITIVITE DE MONASTIR	400 000	100	40 000	40 000	4 000	10,00%	3 000	0	3 000
S.T.I TANIT	6 000 000	10	60 000	654 000	6 540	10,90%	6 704	6 143	561
SEM	240 000	5	1 200	15 120	76	6,30%	25	25	0
SFBT	132 000 000	1	132 000	2 406 226	2 406	1,82%	1 889	0	1 889
SIBTEL	50 400	100	5 040	6 254	625	12,41%	491	0	491
SIDCO	3 245 216	5	16 226	615 335	3 077	18,96%	3 055	1 464	1 590

SIMAC	35 000	10	350	500	5	1,43%	5	0	5
SODEK	1 247 211	5	6 236	219 519	1 098	17,60%	1 098	380	718
SODESIB	500 000	10	5 000	20 000	200	4,00%	200	16	184
SODICAB	390 000	10	3 900	30 000	300	7,69%	300	174	126
SODIS SICAR	3 572 791	10	35 728	665 702	6 657	18,63%	5 681	1 946	3 735
SOTUGAR	30 000	100	3 000	2 500	250	8,33%	250	0	250
SOTULUB	109 725	100	10 973	4 039	404	3,68%	215	0	215
SPT MED V	3 140 000	10	31 400	225 293	2 253	7,17%	2 253	32	2 221
STAR	2 307 693	10	23 077	50 595	506	2,19%	484	0	484
STB	155 375 000	5	776 875	32 000	160	0,02%	208	90	117
STBG	866 667	30	26 000	136 545	4 096	15,76%	3 104	0	3 104
STE D'ENV. ET DE PLANT. DE MDHILA	20 000	100	2 000	1	0	0,01%	0	0	0
STE D'ENV. ET DE PLANT. DE METLAOUI	20 000	100	2 000	1	0	0,01%	0	0	0
STE D'ENV. ET DE PLANT. DE RDAYEF	20 000	100	2 000	1	0	0,01%	0	0	0
STE D'ENV. ET DE PLANT. D'OUM EL ARAIES	20 000	100	2 000	1	0	0,01%	0	0	0
STE MARINA HOTEL	41 800	100	4 180	1	0	0,00%	0	0	0
STS	680 000	5	3 400	13 174	66	1,94%	62	0	62
SWIFT	0	125	0	15	0	-	1	1	0
T.D.A	400 000	10	4 000	40 000	400	10,00%	400	400	0
TAPARURA	22 500	100	2 250	2 500	250	11,11%	250	0	250
TUNIS CENTER	100 000	100	10 000	5 000	500	5,00%	500	0	500
TUNISAVIA	2 579 478	10	25 795	105 284	1 053	4,08%	30	0	30
TUNISIE AUTOROUTES	9 995 293	100	999 529	5 238	524	0,05%	434	42	393
TUNISIE TELECOM	140 000 000	10	1 400 000	10	0	0,00%	0	0	0
TUNISIE TRADENET	20 000	100	2 000	1 000	100	5,00%	100	0	100
UNIFACTOR	3 000 000	5	15 000	375 000	1 875	12,50%	1 875	0	1 875
Total							**61 480**	**17 248**	**44 232**

4.1.2.2. Autres titres d'investissement

Les autres titres d'investissement détenus par la Banque au 31/12/2017 sont composés des souscriptions en emprunts obligataires (218 434mD) et fonds communs de placement (26 300mD) et détaillés comme suit :

(mD)	Montant au 31/12/2017
Emprunts obligataires	**218 434**
Emprunts obligataires	218 434
OPCVM	**26 300**
FCP OPTIMA	17 000
FCPR MAX ESPOIR	1 000
FCPR INTECH	2 000
FCPR FIDELIUM ESSOR	300
FCPR MAXULA CROISSANCE ENTREPRISES	2 000
FCPR FDR	2 000
FCP MAXULA JASMIN	2 000
Total	**244 734**

4.1.2.3. Fonds gérés

Les fonds gérés confiés par la Banque aux SICAR se détaillent au 31/12/2017 comme suit :

(en mD)

	Année d'affectation	Montant initial	Rembour-sements	Moins values / cession actions propres	Encours brut au 31/12/2017	Provisions	Encours net au 31/12/2017
Fonds géré 1	1997	4 500	(2 679)	(281)	1 540	(1 394)	146
Fonds géré 2	1997	2 057	(914)	(239)	904	(538)	366
Fonds géré 3	1998	5 550	(4 027)	(1 170)	353	(30)	323
Fonds géré 4	1999	7 350	(2 898)	-	4 452	(4 095)	357
Fonds géré 5	2000	7 000	(3 697)	(13)	3 290	(2 731)	559
Fonds géré 6	2001	7 000	(4 323)	(70)	2 607	(1 541)	1 066
Fonds géré 7	2002	5 000	(2 241)	(156)	2 603	(738)	1 865
Fonds géré 8	2003	3 500	(1 384)	(30)	2 086	(661)	1 425
Fonds géré 9	2005	1 500	(413)	(32)	1 055	(332)	723
Fonds géré 10	2006	5 000	(2 083)	-	2 917	(1 720)	1 197
Fonds géré 11	2007	2 500	(1 456)	-	1 044	(443)	601
Fonds géré 12	2008	8 500	(521)	-	7 979	(3 495)	4 484
Fonds géré 13	2009	20 000	-	-	20 000	(4 093)	15 907
Fonds géré 14	2010	15 000	-	-	15 000	(1 883)	13 117
Fonds géré SIP SICAR 1	2010	1 500	-	-	1 500	(146)	1 354
FDS DEV IRADA Jendouba	2010	450	-	-	450	(225)	225
FDS DEV IRADA ELkef	2010	450	-	-	450	(225)	225
Fonds géré 15	2011	10 000	-	-	10 000	(1 115)	8 885
Fonds géré SIP SICAR 2	2011	2 500	-	-	2 500	(219)	2 281
Fonds géré 16	2012	8 400	-	-	8 400	(795)	7 605
Fonds géré 16 BIS	2012	5 600	-	-	5 600	(157)	5 443
Fonds géré SIP SICAR 3	2012	6 000	-	-	6 000	(1 786)	4 214
Fonds géré 18	2014	6 000	-	-	6 000	(46)	5 954
Fonds géré 19		7 000	-	-	7 000	-	7 000
Fonds géré SIP SICAR 5	2014	4 000	-	-	4 000	-	4 000
Fonds géré SIP SICAR 6		9 000	-	-	9 000	(1 863)	7 137
Fonds géré 20	2016	2 000	-	-	2 000	(200)	1 800
Fonds géré 21	2016	3 000	-	-	3 000	-	3 000
Fonds géré 20 BIS	2016	8 500	-	-	8 500	(308)	8 192
Total (net de provisions)		**168 857**	**(26 636)**	**(1 991)**	**140 230**	**(30 779)**	**109 451**
Créances rattachées							8 265
Total (net de provisions y compris créances rattachées)		**168 857**	**(26 636)**	**(1 991)**	**140 230**	**(30 779)**	**117 716**

4.2. La situation des immobilisations et du portefeuille titres de la BNA au 30/06/2018

4.2.1. Patrimoine immobilier de la BNA au 30/06/2018

(en mD)	Valeur au 30/06/2017	Valeur au 31/12/2017	Acquisitions / Dotations	Cessions / Reprises	Reclassement	Valeur au 30/06/2018
Immobilisations incorporelles	**14 764**	**21 681**	**1 721**	**-**	**-**	**23 402**
Logiciels	14 764	21 681	1 721	-	-	23 402
Amortissements	**(13 439)**	**(15 000)**	**(1 541)**	**-**	**-**	**(16 541)**
Logiciels	(13 439)	(15 000)	(1 541)		-	(16 541)
Total net (1)	**1 325**	**6 681**	**180**	**-**	**-**	**6 861**
Immobilisations corporelles	**179 627**	**183 022**	**7 962**	**(1 307)**	**-**	**189 677**
Terrains	-	2 613	1 135	-	2 601	6 349
Constructions	85 840	86 047	-	-	(2 601)	83 446
Agencements, aménagements et installations	30 737	31 450	1 175	-	-	32 625
Matériel de transport	47 901	2 530	-	-	-	2 530
Mobiliers et matériel de bureau	-	44 763	256	-	-	45 019
Immobilisations en cours	9 430	10 986	1 331	(1 307)	-	11 010
Mobiliers et matériel de bureau en stocks	890	469	838	-	405	1 712
Avances sur achats mobiliers et matériel de bureau	529	151	3 217	-	(405)	2 963
Dépenses nouvelles agences	193	201	10	-	-	211
Immobilisations en dation	4 107	3 812	-	-	-	3 812
Amortissements	**(93 320)**	**(92 298)**	**(2 292)**	**-**	**-**	**(94 590)**
Constructions	(27 226)	(27 915)	(718)	-	-	(28 633)
Agencements, aménagements et installations	(24 661)	(25 204)	(572)	-	-	(25 776)
Matériel de transport	(41 433)	(2 076)	(47)	-	-	(2 123)
Mobiliers et matériel de bureau	-	(37 103)	(955)	-	-	(38 058)
Dépréciations	**(337)**	**(337)**	**-**	**-**	**-**	**(337)**
Immobilisations en dation*	(337)	(337)	-	-	-	(337)
Total net (2)	**85 970**	**90 387**	**5 670**	**(1 307)**	**-**	**94 750**
Total général (1)+(2)	**87 295**	**97 068**	**5 850**	**(1 307)**	**-**	**101 611**

* Le détail des immobilisations en dation se présente comme suit au 30/06/2017 :

Relation	Description	Valeur comptable	Juste valeur	Plus ou moins value	Provision
Groupe KHEMAISSA	Terrain Mateur	1 063	1 150	87	-
Tunisie Lait	Terrain Fadhline	2 074	1 737	(337)	(337)
Tunisie Lait	Terrain Fadhline	36	36	-	-
Société d'Etudes et d'Aménagement Marina Hammamet Sud	Appartements	639	690	51	-
Total		**3 812**			**(337)**

4.2.2. Portefeuille titres d'investissement de la BNA au 30/06/2018

Les titres d'investissement de la Banque ont totalisé 1 489 799mD au 30/06/2018 contre 1 349 774mD au 30/06/2017.

Les mouvements par catégorie de titres classés dans ce poste ainsi que les provisions correspondantes se présentent comme suit :

(en mD)	Titres de participation	Emprunts obligataires	Fonds Communs de Placement	Fonds gérés	Dettes des entreprises publiques	BTA d'investissement	Total au 30/06/2018
Valeur brute au 30/06/2018	**182 882**	**192 629**	**37 520**	**200 230**	**76 370**	**837 298**	**1 526 929**
Valeur au 1er janvier	182 209	218 434	26 300	140 230	76 370	782 022	**1 425 565**
Acquisitions / souscriptions	1 741	11 000	28 219	60 000	-	55 276	**156 236**
Cessions / Remboursement	(1 068)	(36 805)	(16 999)	-	-	-	**(54 872)**
Reclassements	-	-	-	-	-	-	**-**
Créances rattachées	**825**	**2 909**	**-**	**10 730**	**15**	**22 503**	**36 982**
Provisions au 30/06/2018	**(39 770)**	**-**	**(913)**	**(33 429)**		**-**	**(74 112)**
Provisions au 1er janvier	(34 514)	-	(816)	(30 779)		-	**(66 109)**
Dotations	(5 572)	-	(97)	(3 510)	-	-	**(9 179)**
Reprises	316	-	-	860		-	**1 176**
Valeur nette au 30/06/2018	**143 937**	**195 538**	**36 607**	**177 531**	**76 385**	**859 801**	**1 489 799**
Valeur brute au 30/06/2017	**178 532**	**218 317**	**24 300**	**142 076**	**87 304**	**733 010**	**1 383 539**
Créances rattachées	**4703**	**3156**	**0**	**13 267**	**20**	**18 795**	**39 941**
Provisions au 30/06/2017	**(39 155)**	**-**	**(619)**	**(33 932)**		**-**	**(73 706)**
Valeur nette au 30/06/2017	**144 080**	**221 473**	**23 681**	**121 411**	**87 324**	**751 805**	**1 349 774**
Valeur brute au 31/12/2017	**182 209**	**218 434**	**26 300**	**140 230**	**76 370**	**782 022**	**1 425 565**
Créances rattachées	**142**	**8 111**	**-**	**8 266**	**15**	**31 320**	**47 854**
Provisions au 31/12/2017	**(34 514)**	**-**	**(816)**	**(30 779)**		**-**	**(66 109)**
Valeur nette au 31/12/2017	**147 837**	**226 545**	**25 484**	**117 717**	**76 385**	**813 342**	**1 407 310**

4.2.2.1. Portefeuille Titres de participations

Filiales

(en mD)

RAISON SOCIALE	Capital social			Participation directe de la BNA					
	Nombre d'actions	Nominal	Montant	Nombre d'actions	Montant	Taux de participation (en %)	Valeur Brute au 30/06/2018	Provisions	Valeur Nette au 30/06/2018
AGROSERVICES	6 000	100	600	1 791	179	29,9%	60	0	60
BNA CAPITAUX	50 000	100	5 000	49 500	4 950	99,0%	4 950	0	4 950
EL MADINA	90 000	10	900	2	0	0,0%	0	0	0
ESSOUKNA	5 050 500	1	5 051	2 006	2	0,0%	1	0	1
IMMOB. DES OEILLETS	180 000	5	900	52 898	264	29,4%	265	0	265
PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV	3 471 754	100	347 175	4 709	1 727	0,14%	1 727	0	1 727
SICAF PARTICIPATIONS BNA	50 000	10	500	50 000	500	100,0%	500	0	500
SICAR-INVEST	1 000 000	10	10 000	597 999	5 980	59,8%	6 616	0	6 616
SICAV BNA	26 966	100	2 697	6 937	694	25,7%	509	0	509
SIMPAR	1 100 000	5	5 500	332 951	1 667	30,3%	1 530	0	1 530
SIVIA	140 000	10	1 400	6	0	0,0%	0	0	0
SODAL	209 649	10	2 096	144 686	1 447	69,0%	1 447	1 447	0
SODET SUD	215 498	100	21 550	92 587	9 259	43,0%	9 826	0	9 826
SOFINREC	2 755 000	5	13 775	2 695 005	13 475	97,8%	13 475	0	13 475
SOGEST	10 000	10	100	2 000	20	20,0%	4	0	4
SOIVM SICAF	400 000	10	4 000	251 427	2 514	62,9%	2 461	0	2 461
T.I.S	2 500	100	250	750	75	30,0%	75	0	75
Total							**43 446**	**1 447**	**41 999**

Entreprises associées

(en mD)

RAISON SOCIALE	Capital social			Participation directe de la BNA					
	Nombre d'actions	Nominal	Montant	Nombre d'actions	Montant	Taux de participation (en %)	Valeur Brute au 30/06/2018	Provisions	Valeur Nette au 30/06/2018
ASSURANCES AMI	23 135 980	1	23 136	3 102 895	3 103	13,41%	29 796	7 766	22 031
CAP BANK	100 000	100	10 000	23 823	2 382	23,82%	2 470	229	2 241
LA GENERALE DE VENTE	4 000 000	1	4 000	1 999 802	2 000	50,00%	2 000	1 484	515
SODINO	3 805 169	10	38 052	941 798	9 418	24,75%	9 418	3 704	5 714
STIA	6 000 000	5	30 000	2 999 513	14 998	49,99%	5 005	5 005	0
TUNIS RE	20 000 000	5	100 000	3 699 761	18 499	18,50%	26 693	0	26 693
Total							**75 382**	**18 187**	**57 195**

Filiales en liquidation

(en mD)

RAISON SOCIALE	Capital social			Participation directe de la BNA					
	Nombre d'actions	Nominal	Montant	Nombre d'actions	Montant	Taux de participation (en %)	Valeur Brute au 30/06/2018	Provisions	Valeur Nette au 30/06/2018
BATAM	7 720 000	5	38 600	213 200	1 066	2,76%	1 066	1 066	0
HAMMAMET SUD	10 000	100	1 000	1 000	100	10,00%	100	100	0
LAINO	78 800	100	7 880	2 510	251	3,19%	96	96	0
LIAL DU CENTRE	30 000	10	300	6 000	60	20,00%	15	15	0
SMVDA AZIZIA	7 500	100	750	2 494	249	33,25%	1 075	1 075	0
SMVDA RAHMANIA	10 500	100	1 050	0	0	0,00%	238	238	0
SPEI	1 000	100	100	148	15	14,80%	15	15	0
EVOLUTION ECONOMIQUE	270 000	5	1 350	14 077	70	5,21%	37	37	0
Total							**2 642**	**2 642**	**0**

4.2.2.2. Autres titres de participations

(en mD)

RAISON SOCIALE	Capital social			Participation directe de la BNA					
	Nombre d'actions	Nominal	Montant	Nombre d'actions	Montant	Taux de participation (en %)	Valeur Brute au 30/06/2018	Provisions	Valeur Nette au 30/06/2018
AIR LIQUIDE TUNISIE	1 459 044	25	36 476	161 404	4 035	11,06%	10 656	0	10 656
ATL	25 000 000	1	25 000	2 500 000	2 500	10,00%	3 800	0	3 800
BTE	4 500 000	20	90 000	4 858	97	0,11%	99	34	65
CDC DEVELOPPEMENT	20 000	100	2 000	1 000	100	5,00%	100	10	90
CIOK	3 400 000	10	34 000	12	0	0,00%	120	120	0
CITECH SIDI BOUZID	500 000	10	5 000	20 000	200	4,00%	200	26	174
COTUNACE	265 000	100	26 500	10 726	1 073	4,05%	582	0	582
COTUSAL	135 000	129	17 429	1 730	223	1,28%	157	0	157
CTN	12 600 000	10	126 000	32 457	325	0,26%	100	0	100
EL MANSOUR TABARKA	1 573 950	10	15 740	17 200	172	1,09%	172	172	0
ELBENE INDUSTRIE	10 000 000	4	40 000	772 624	3 090	7,73%	7 560	4 662	2 897
ELLOUHOUM	600 000	5	3 000	100	1	0,02%	0	0	0
ENTREPOTS FRIGORIFIQUES DU SAHEL	110 000	10	1 100	7 212	72	6,56%	58	33	25
FOIRE INTER DE TUNIS	200 000	50	10 000	875	44	0,44%	44	0	44
IMPRIMERIES REUNIES	90 600	10	906	6 000	60	6,62%	60	60	0
INTER BANK SERVICES	1 394 009	5	6 970	235 511	1 178	16,89%	726	0	726
LE GOLF DES OASIS	51 000	100	5 100	1 000	100	1,96%	100	100	0
LE RIBAT	1 420 000	5	7 100	40 000	200	2,82%	200	200	0
MAISON DU BANQUIER	8 885 000	1	8 885	1 618 500	1 619	18,22%	1 542	786	756
MONETIQUE TUNISIE	50 000	100	5 000	5 185	519	10,37%	280	0	280
PARC DES ACTIVITES ECONOMIQUES DE ZARZIS	59 740	100	5 974	600	60	1,00%	60	0	60
POLE DE COMPETITIVITE DE BIZERTE	1 500 000	10	15 000	225 000	2 250	15,00%	2 250	115	2 135
POLE DE COMPETITIVITE DE MONASTIR	400 000	100	40 000	40 000	4 000	10,00%	4 000	0	4 000
S.T.I TANIT	6 000 000	10	60 000	654 000	6 540	10,90%	6 704	6 480	224
SEM	240 000	5	1 200	15 120	76	6,30%	25	25	0
SFBT	165 000 000	1	165 000	1 307 783	1 308	0,79%	821	0	821
SIBTEL	50 400	100	5 040	6 254	625	12,41%	491	0	491
SIDCO	3 245 216	5	16 226	615 335	3 077	18,96%	3 055	1 521	1 534

SIMAC	35 000	10	350	500	5	1,43%	5	0	5
SODEK	1 247 211	5	6 236	219 519	1 098	17,60%	1 098	445	653
SODESIB	500 000	10	5 000	20 000	200	4,00%	200	16	184
SODICAB	390 000	10	3 900	30 000	300	7,69%	300	184	116
SODIS SICAR	3 572 791	10	35 728	665 702	6 657	18,63%	5 681	1 945	3 736
SOTUGAR	30 000	100	3 000	2 500	250	8,33%	250	0	250
SOTULUB	109 725	100	10 973	4 039	404	3,68%	215	0	215
SPT MED V	3 140 000	10	31 400	225 293	2 253	7,17%	2 253	0	2 253
STAR	2 307 693	10	23 077	50 595	506	2,19%	484	0	484
STB	155 375 000	5	776 875	32 000	160	0,02%	208	38	170
STBG	866 667	30	26 000	136 545	4 096	15,76%	3 104	0	3 104
STE D'ENV. ET DE PLANT. DE MDHILA	20 000	100	2 000	1	0	0,01%	0	0	0
STE D'ENV. ET DE PLANT. DE METLAOUI	20 000	100	2 000	1	0	0,01%	0	0	0
STE D'ENV. ET DE PLANT. DE RDAYEF	20 000	100	2 000	1	0	0,01%	0	0	0
STE D'ENV. ET DE PLANT. D'OUM EL ARAIES	20 000	100	2 000	1	0	0,01%	0	0	0
STE MARINA HOTEL	41 800	100	4 180	1	0	0,00%	0	0	0
STS	680 000	5	3 400	13 174	66	1,94%	62	0	62
SWIFT	0	125	0	15	0		1	1	0
T.D.A	400 000	10	4 000	40 000	400	10,00%	400	400	0
TAPARURA	22 500	100	2 250	2 500	250	11,11%	250	0	250
TUNIS CENTER	100 000	100	10 000	5 000	500	5,00%	500	0	500
TUNISAVIA	2 600 000	10	26 000	106 122	1 061	4,08%	30	0	30
TUNISIE AUTOROUTES	9 995 293	100	999 529	5 238	524	0,05%	434	121	313
TUNISIE TELECOM	140 000 000	10	1 400 000	10	0	0,00%	0	0	0
TUNISIE TRADENET	20 000	100	2 000	1 000	100	5,00%	100	0	100
UNIFACTOR	3 000 000	5	15 000	375 000	1 875	12,50%	1 875	0	1 875
Total							**61 413**	**17 493**	**43 919**

4.2.2.3. Autres titres d'investissement

Les autres titres d'investissement détenus par la banque sont composés des souscriptions en emprunts obligataires (192 629mD) et fonds communs de placement (37 520mD) et détaillés comme suit :

(mD)	Montant au 30/06/2018
Emprunts obligataires	**192 629**
Emprunts obligataires	192 629
OPCVM	**37 520**
FCP OPTIMA	23 219
FCPR MAX ESPOIR	1 000
FCPR INTECH	2 000
FCPR FIDELIUM ESSOR	300
FCPR MAXULA CROISSANCE ENTREPRISES	2 000
FCPR FDR	2 000
FCP MAXULA JASMIN	2 000
FDR II	5 000
Total	**230 149**

4.2.2.4. Fonds gérés

Les fonds gérés confiés par la Banque aux SICAR se détaillent au 30/06/2018 comme suit :

	Année d'affectation	Montant initial	Rembour-sements	Moins-values / cession actions propres	Encours brut au 30/06/2018	Provisions	Encours net au 30/06/2018
Fonds géré 1	1997	4 500	(2 679)	(281)	1 540	(1 474)	66
Fonds géré 2	1997	2 057	(914)	(239)	903	(538)	365
Fonds géré 3	1998	5 550	(4 027)	(1 170)	353	(30)	323
Fonds géré 4	1999	7 350	(2 898)	-	4 452	(4 095)	357
Fonds géré 5	2000	7 000	(3 697)	(13)	3 290	(2 723)	567
Fonds géré 6	2001	7 000	(4 323)	(70)	2 607	(1 635)	972
Fonds géré 7	2002	5 000	(2 241)	(156)	2 603	(1 164)	1 439
Fonds géré 8	2003	3 500	(1 384)	(30)	2 086	(756)	1 330
Fonds géré 9	2005	1 500	(413)	(32)	1 056	(337)	719
Fonds géré 10	2006	5 000	(2 083)	-	2 917	(1 770)	1 147
Fonds géré 11	2007	2 500	(1 456)	-	1 044	(547)	497
Fonds géré 12	2008	8 500	(521)	-	7 979	(3 346)	4 633
Fonds géré 13	2009	20 000	-	-	20 000	(4 365)	15 635
Fonds géré 14	2010	15 000	-	-	15 000	(1 947)	13 053
Fonds géré SIP SICAR 1	2010	1 500	-	-	1 500	(146)	1 354
FDS DEV IRADA Jendouba	2010	450	-	-	450	(450)	-
FDS DEV IRADA ELkef	2010	450	-	-	450	(450)	-
Fonds géré 15	2011	10 000	-	-	10 000	(1 242)	8 758
Fonds géré SIP SICAR 2	2011	2 500	-	-	2 500	(314)	2 186
Fonds géré 16	2012	8 400	-	-	8 400	(456)	7 944
Fonds géré 16 BIS	2012	5 600	-	-	5 600	(160)	5 440
Fonds géré SIP SICAR 3	2012	6 000	-	-	6 000	(1 753)	4 247
Fonds géré 18	2014	6 000	-	-	6 000	(39)	5 961
Fonds géré 19		7 000	-	-	7 000	-	7 000
Fonds géré SIP SICAR 5	2014	4 000	-	-	4 000	-	4 000
Fonds géré SIP SICAR 6		9 000	-	-	9 000	(3 111)	5 889
Fonds géré 20	2016	2 000	-	-	2 000	(200)	1 800
Fonds géré 21	2016	3 000	-	-	3 000	-	3 000
Fonds géré 20 BIS	2016	8 500	-	-	8 500	(381)	8 119
Fonds géré 22	2017	20 000	-	-	20 000	-	20 000
Fonds géré 22 BIS	2017	20 000	-	-	20 000	-	20 000
Fonds géré 22 TER	2017	20 000	-	-	20 000	-	20 000
Total (net de provisions)		**228 857**	**(26 636)**	**(1 991)**	**200 230**	**(33 429)**	**166 801**
Créances rattachées							10 730
Total (net de provisions y compris créances rattachées)		**228 857**	**(26 636)**	**(1 991)**	**200 230**	**(33 429)**	**177 531**

4.2.3. Etat des acquisitions et cessions d'immobilisations corporelles, incorporelles et financières postérieures au 30/06/2018

Néant

4.3. Renseignements financiers sur les états financiers individuels au 31/12/2017

Les règles d'établissement et de présentation des états financiers individuels arrêtés au 31/12/2017, ne s'accommodent pas systématiquement des dispositions du système comptable des entreprises en ce qui concerne les notes aux états financiers qui ne comportent pas toutes les notes obligatoires, notamment :

- Une note portant sur les Créances sur les établissements financiers et bancaires conformément aux dispositions du paragraphe 33 de la NC 21 relative à la présentation des états financiers des établissements bancaires, portant sur la ventilation desdites créances:

  → Selon qu'elles sont éligibles ou non au refinancement de la Banque Centrale.
  → Selon qu'elles sont matérialisées ou non par des titres du marché interbancaire.

- Une note portant sur les Créances sur la clientèle conformément aux dispositions du paragraphe 33 de la NC 21 relative à la présentation des états financiers des établissements bancaires :

  → Portant sur la ventilation desdites créances selon qu'elles sont éligibles ou non au refinancement de la Banque Centrale.
  → Précisant les mouvements de créances douteuses sur la clientèle et des provisions correspondantes au cours de l'exercice: montants à la clôture de l'exercice précédent, augmentations (dotations) de l'exercice, diminutions (reprises) de l'exercice, montants à la clôture de l'exercice.
  → Précisant le montant des créances sur la clientèle existant à la clôture de l'exercice pour lesquelles les revenus correspondants ne sont pas constatés parmi les produits de l'exercice et le montant de ces revenus.
  → Précisant le cas échéant, le montant des crédits sur ressources spéciales sur lesquels la banque n'encourt aucun risque de quelque nature que se soit, ainsi que le montant de l'encours des crédits sur ressources spéciales pour lequel la banque n'a pas encore obtenu l'accord de financement du bailleur de fonds correspondant.

- Une note portant sur le Portefeuille titre commercial conformément aux dispositions du paragraphe 33 de la NC 21 relative à la présentation des états financiers des établissements bancaires:

  → Portant sur la ventilation des titres de transaction et des titres de placement entre : Titres cotés et titres non cotés.
  → Portant sur la ventilation des titres de placement entre : Titres à revenu fixe et titres à revenu variable.
  → Précisant le montant des plus-values latentes sur les titres de placement, correspondant à la différence entre la valeur probable de négociation (ou valeur de remboursement) et le coût d'acquisition.

- Une note portant sur les Dépôts et avoirs bancaires des établissements bancaires et financiers conformément aux dispositions du paragraphe 33 de la NC 21 relative à la présentation des états financiers des établissements bancaires, portant sur la ventilation desdits dépôts et avoirs : selon qu'ils soient matérialisés ou non par des titres du marché interbancaire ;

- Une note portant sur les Capitaux propres conformément aux paragraphes 19 et 20 de la NC02 relative aux Capitaux propres précisant :

  → Le pourcentage des actions détenues par la société par rapport au total des actions en circulation.
  → La ventilation de la réserve pour fonds social pour distinguer les utilisations remboursables de celles non remboursables.

- Une note portant sur les Crédits documentaires conformément au paragraphe 34 de la NC21 relative à la présentation des états financiers bancaires, portant sur la ventilation des engagements liés aux crédits documentaires selon la nature de la relation: entreprises liées, entreprises associées et co-entreprises, autres.

- Une note portant sur les Engagements de financement donnés:

  → conformément au paragraphe 34 de la NC21 relative à la présentation des états financiers bancaires, comportant la ventilation des engagements de financement donnés selon la nature de la relation: entreprises liées, entreprises associées et co-entreprises, autres.
  → conformément au paragraphe 14 de la NC21 relative à la présentation des états financiers bancaires qui dispose que les engagements de financement donnés doivent être subdivisés : en faveur d'établissements bancaires, financiers et d'assurance et en faveur de la clientèle.

- Une note portant sur les Garanties reçues conformément au paragraphe 34 de la NC21 relative à la présentation des états financiers bancaires, précisant la nature et le montant des garanties reçues et le montant total ainsi que celui considéré douteux des postes d'actif ou de hors bilan auxquels se rapportent ces garanties ;

- Une note portant sur les Engagement en devise conformément au paragraphe 35 de la NC21 relative à la présentation des états financiers bancaires et à la NC01:

  → Précisant la valeur des opérations de change à terme contractées à des fins spéculatives et non dénouées à la clôture de l'exercice (montant nominal converti au cours de change à terme restant à courir, en vigueur à la date de clôture).
  → Précisant la valeur des titres à livrer résultant d'opérations de vente de titres dont la livraison effective est différée, soit pour des considérations techniques (délai usuel de règlement \ livraison) ou par la volonté expresse des parties (vente à terme).

- Une note portant sur les Revenus du portefeuille d'investissement conformément au paragraphe 22 de la NC21 précisant la décomposition en catégories principales de ladite rubrique selon les catégories suivantes:

  → Les intérêts et revenus assimilés sur titres d'investissement
  → Les dividendes et revenus assimilés sur titres de participation
  → Les dividendes et revenus assimilés sur parts dans les entreprises associées et co-entreprises
  → Les dividendes et revenus assimilés sur parts dans les entreprises liées

- Une note portant sur les Charges générales d'exploitation conformément au paragraphe 22 de la NC21 précisant la décomposition en catégories principales de ladite rubrique selon les catégories suivantes:

  → Frais d'exploitation non bancaire
  → Autres charges générales d'exploitation

- Aussi, certaines notes aux états financiers ne comportent pas les données comparatives telles qu'exigées par les dispositions du paragraphe 20 de la NC01 norme générale.

La banque s'engage à se conformer aux dispositions du système comptable des entreprises et ce, pour les états financiers individuels arrêtés au 31/12/2018.

4.3.1. Etats financiers comparés au 31 décembre

4.3.1.1. Bilans comparés au 31 décembre

(en mD)

	Notes	31.12.2017	31.12.2016	31.12.2015 *
ACTIF				
1- Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP & TGT	**4.1**	**178 353**	**246 320**	**85 771**
2- Créances sur les établissements bancaires & financiers	**4.2**	**99 941**	**236 389**	**145 811**
3- Créances sur la clientèle	**4.3**	**8 725 577**	**7 371 767**	**6 818 824**
a- Comptes débiteurs		*1 262 769*	*1 142 169*	*1 110 052*
b- Autres concours à la clientèle		*7 150 674*	*5 881 979*	*5 352 037*
c- Crédits sur ressources spéciales		*294 773*	*329 056*	*336 969*
d- Créances agricoles sur l'Etat		*17 361*	*18 563*	*19 766*
4- Portefeuille-titres commercial*	**4.4**	**4 929**	**40 768**	**62 087***
5- Portefeuille d'investissement*	**4.5**	**1 407 310**	**1 280 497**	**931 284***
6- Valeurs immobilisées	**4.6**	**97 068**	**87 448**	**85 776**
7- Autres actifs*	**4.7**	**153 839**	**176 756**	**219 063***
TOTAL ACTIF		**10 667 017**	**9 439 945**	**8 348 616**
PASSIF				
1- Banque Centrale et CCP	**4.8**	**803 589**	**618 913**	**578 209**
2- Dépôts et avoirs des établissements bancaires & financiers	**4.9**	**395 643**	**313 392**	**214 124**
3- Dépôts & avoirs de la clientèle	**4.10**	**7 633 299**	**7 025 567**	**6 247 322**
a- Dépôts à vue		*2 046 240*	*1 850 982*	*1 706 841*
b- Autres dépôts & avoirs		*5 587 059*	*5 174 585*	*4 540 481*
4- Emprunts et ressources spéciales	**4.11**	**509 410**	**428 479**	**301 266**
a- Emprunts matérialisés		*221 131*	*129 821*	*31 769*
b- Autres fonds empruntés				
c- Ressources spéciales		*288 279*	*298 658*	*269 497*
5- Autres passifs*	**4.12**	**349 047**	**276 740**	**371 423***
TOTAL PASSIF		**9 690 988**	**8 663 091**	**7 712 344**
CAPITAUX PROPRES				
1- Capital social	**4.13**	**160 000**	**160 000**	**160 000**
2- Réserves	**4.13**	**485 794**	**345 172**	**319 192**
3- Actions propres	**4.13**	**(1 372)**	**(1 372)**	**(1 372)**
4- Autres capitaux propres	**4.13**	**133 000**	**133 000**	**133 000**
5- Résultats reportés	**4.13**	**16**	**54**	**97**
6- Résultat de l'exercice	**4.13**	**198 591**	**140 000**	**25 355**
TOTAL CAPITAUX PROPRES		**976 029**	**776 854**	**636 272**
TOTAL PASSIF & CAPITAUX PROPRES		**10 667 017**	**9 439 945**	**8 348 616**

**Chiffres 2015 retraités pour les besoins de comparabilité*

4.3.1.2. Etats des engagements hors bilan comparés au 31 décembre

(en mD)

	Notes	31.12.2017	31.12.2016	31.12.2015
PASSIFS EVENTUELS				
HB1- Cautions, avals et autres garanties données	**5.1**	**996 110**	**1 038 934**	**1 044 082**
a - En faveur d'établissements bancaires		*125 221*	*246 670*	*344 507*
b - En faveur de la clientèle		*710 889*	*632 264*	*539 575*
c - En faveur de l'Etat		*160 000*	*160 000*	*160 000*
HB2- Crédits documentaires		**564 433**	**679 453**	**544 394**
Débiteurs par accréditifs export devises		*78 876*	*54 252*	*31 846*
Débiteurs par accréditifs import devises		*485 557*	*625 201*	*512 548*
HB3- Actifs donnés en garantie	**5.2**	**803 000**	**549 000**	**578 000**
TOTAL PASSIFS EVENTUELS		**2 363 543**	**2 267 387**	**2 166 476**
ENGAGEMENTS DONNES				
HB4- Engagements de financement donnés	**5.3**	**506 617**	**430 656**	**213 798**
Crédits notifiés et non utilisés		*506 617*	*430 656*	*213 798*
HB5- Engagements sur titres	**5.5**	**3 832**	**4 041**	**2 982**
a - Participations non libérées		*3 832*	*4 041*	*2 982*
b - Autres				
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES		**510 449**	**434 697**	**216 780**
ENGAGEMENTS RECUS				
HB7- Garanties reçues	**5.6**	**3 186 705**	**3 180 361**	**2 879 805**
TOTAL ENGAGEMENTS RECUS		**3 186 705**	**3 180 361**	**2 879 805**

4.3.1.3. Etats de résultat comparés au 31 décembre

(en mD)

	Notes	31.12.2017	31.12.2016	31.12.2015*
PR1- Intérêts et revenus assimilés	**6.1**	**627 052**	**516 822**	**502 497**
a - Opérations avec les établissements bancaires & financiers		*7 017*	*6 234*	*6 421*
b- Opérations avec la clientèle		*595 404*	*487 504*	*475 687*
c- Autres intérêts & revenus assimilés		*24 631*	*23 084*	*20 389*
PR2- Commissions (en produits)	**6.2**	**87 556**	**69 722**	**57 002**
PR3- Gains sur portefeuille commercial et opé. Financières*	**6.3**	**21 150**	**19 400**	**20 568***
PR4- Revenus du portefeuille d'investissement*	**6.4**	**77 036**	**68 875**	**39 843***
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE		**812 794**	**674 819**	**619 910**
CH1- Intérêts encourus et charges assimilées	**6.5**	**(365 239)**	**(292 697)**	**(281 848)**
a - Opérations avec les établissements bancaires & financiers		*(62 272)*	*(48 064)*	*(58 323)*
b- Opérations avec la clientèle		*(288 238)*	*(238 672)*	*(218 703)*
c- Emprunts & ressources spéciales		*(14 381)*	*(5 506)*	*(4 200)*
d- Autres intérêts & charges		*(348)*	*(455)*	*(622)*
CH2- Commissions encourues		**(3 249)**	**(3 308)**	**(2 775)**
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE		**(368 488)**	**(296 005)**	**(284 623)**
PRODUIT NET BANCAIRE		**444 306**	**378 814**	**335 287**
PR5/CH4- Dotations aux provisions & résultat des corrections de valeurs sur créances hors bilan et passif	**6.6**	**(80 505)**	**(109 519)**	**(208 623)**
PR6/CH5- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	**6.7**	**90 470**	**86 587**	**88 422**
PR7- Autres produits d'exploitation (+)		**582**	**581**	**982**
CH6- Frais de personnel (-)	**6.8**	**(179 347)**	**(162 351)**	**(154 608)**
CH7- Charges générales d'exploitation (-)	**6.9**	**(35 110)**	**(34 350)**	**(29 693)**
CH8- Dotations aux provisions et aux amortissements sur immobilisations (-)		**(6 379)**	**(5 289)**	**(5 367)**
RESULTAT D'EXPLOITATION		**234 017**	**154 473**	**26 400**
PR8/CH9- Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires	**6.10**	**(43)**	**170**	**228**
CH11- Impôt sur les bénéfices (-)	**6.11**	**(30 960)**	**(10 858)**	**(1 273)**
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES		**203 014**	**143 785**	**25 355**
PR9/CH10- Solde en gain/perte provenant des éléments extraordinaires		**(4 423)**	**(3 785)**	
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		**198 591**	**140 000**	**25 355**

**Chiffres 2015 retraités pour les besoins de comparabilité*

4.3.1.4. Etats des flux de trésorerie comparés au 31 décembre

(en mD)

	Notes	31.12.2017	31.12.2016	31.12.2015*
ACTIVITES D'EXPLOITATION				
1- Produits d'exploitation bancaire encaissés		*727 163*	*586 584*	*576 759*
2- Charges d'exploitation bancaire décaissées		*(359 523)*	*(284 904)*	*(271 536)*
3- Dépôts / retraits de dépôts auprès des établissements bancaires et financiers		*(6 150)*	*(2 100)*	*5 500*
4- Prêts et avances / remboursements prêts et avances accordés à la clientèle		*(1 407 059)*	*(673 161)*	*(125 542)*
5- Dépôts / retraits de dépôts de la clientèle		*602 516*	*768 741*	*369 250*
6- Titres de placement		*(1 513)*	*(74)*	*(1 017)*
7- Sommes versées au personnel et créditeurs divers		*(181 250)*	*(153 446)*	*(154 333)*
8- Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		*1 574*	*(92 000)*	*15 483*
9- Impôt sur les sociétés		*(5 742)*	*(938)*	*(8 124)*
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	**7.1**	**(629 984)**	**148 702**	**406 440**
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT				
1- Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement		*80 406*	*62 137*	*25 248*
*2- Acquisitions / cessions sur portefeuille d'investissement**		*6 985*	*(243 269)*	*(311 166)**
3- Acquisitions / cessions sur immobilisations		*(9 990)*	*(6 961)*	*(34 552)*
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	**7.2**	**77 401**	**(188 093)**	**(320 470)**
ACTIVITES DE FINANCEMENT				
1- a - Rachat actions propres			*0*	*(5)*
b - Emission d'actions				
2- Emission d'emprunts		*100 000*	*100 000*	
3- Remboursement d'emprunts		*(10 735)*	*(3 335)*	*(3 335)*
4- Augmentation / diminution des ressources spéciales		*(11 158)*	*29 397*	*(67 792)*
5- Dividendes versés		*(32)*	*(34)*	*(39)*
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	**7.3**	**78 075**	**126 028**	**(71 171)**
Incidence des changements de méthodes sur les liquidités et équiv. de liquidités		*(37 960)*		
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de la période		***(512 468)***	***86 637***	***14 799***
Liquidités et équivalents de liquidités en début de période		*(448 080)*	*(534 717)*	*(549 516)*
LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES EN FIN DE PERIODE	**7.4**	**(960 548)**	**(448 080)**	**(534 717)**

**Chiffres 2015 retraités pour les besoins de comparabilité*

4.3.1.5. Notes aux états financiers arrêtés au 31/12/2017

1- PRESENTATION DE LA BANQUE

La Banque Nationale Agricole (BNA) est une société anonyme au capital de 160 millions de dinars, composé de 32.000.000 actions de 5 DT chacune, admises à la côte permanente de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis (BVMT).

Le siège social de la Banque est sis à Tunis, 5 Rue de Syrie. Elle est dirigée par un conseil d'administration.

Le réseau de la Banque se compose de 16 directions régionales, 3 succursales et 175 agences.

La Banque finance, tous les secteurs de l'économie nationale et en particulier la grande partie des besoins du secteur agricole.

La Banque est soumise au régime fiscal de droit commun.

La structure du capital social de la Banque se présente au 31 décembre 2017 comme suit :

Actionnaires	Nombre d'actions	Valeur nominale en dinars	% d'intérêt et des droits de vote
ACTIONNAIRES PUBLICS	**16 074 538**	**80 372 690**	**50,24%**
L'Etat Tunisien	7 517 319	37 586 595	23,49%
Caisse Nationale de Sécurité Sociale	2 431 632	12 158 160	7,60%
Office des Céréales	1 964 560	9 822 800	6,14%
Office de Commerce de la Tunisie	1 658 248	8 291 240	5,18%
Entreprise Tunisienne d'Activités Pétrolières	1 296 042	6 480 210	4,05%
Caisse Nationale d'Assurance Maladie	1 006 979	5 034 895	3,15%
Office des Terres Domaniales	128 016	640 080	0,40%
Société Tunisienne du Sucre	47 733	238 665	0,15%
Office de l'Elevage et des Pâturages	24 009	120 045	0,08%
ACTIONNAIRES A PARTICIPATION PUBLIQUE	**4 260 089**	**21 300 445**	**13,31%**
CTAMA-MGA	1 564 718	7 823 590	4,89%
Banque de Tunisie et des Emirats	1 225 603	6 128 015	3,83%
STAR	703 914	3 519 570	2,20%
Autres actionnaires à participation publique	765 854	3 829 270	2,39%
ACTIONNAIRES PERSONNES MORALES PRIVEES	**3 335 923**	**16 679 615**	**10,42%**
ACTIONNAIRES PERSONNES PHYSIQUES	**7 438 803**	**37 194 015**	**23,25%**
AUTRES ACTIONNAIRES	**890 647**	**4 453 235**	**2,78%**
TOTAL	**32 000 000**	**160 000 000**	**100,00%**

2- RÉFÉRENTIEL D'ÉLABORATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers de la Banque Nationale Agricole (BNA) sont établis conformément aux dispositions de la loi n°96-112 du 30 décembre 1996, relative au Système Comptable des Entreprises, du décret n°96-2459 du 30 décembre 1996, portant approbation du Cadre Conceptuel de la Comptabilité, et des Normes Comptables Tunisiennes dont notamment les Normes Comptables Sectorielles n°21 à 25 publiées par l'arrêté du Ministre des Finances du 25 mars 1999.

3- BASES DE MESURE ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS

Les états financiers sont élaborés en appliquant les principes et conventions comptables prévus par le décret n°96–2459 du 30 décembre 1996, portant approbation du Cadre Conceptuel de la Comptabilité et des méthodes comptables prévues par les Normes Comptables Sectorielles applicables aux établissements bancaires.

Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3.1- Comptabilisation des engagements et des revenus y afférents

3.1.1- Les engagements hors bilan

Les engagements de financement afférents aux crédits à moyen et long termes sont portés en hors bilan et constatés au bilan, au fur et à mesure des déblocages, pour leur valeur nominale.

3.1.2- Les créances sur la clientèle

Les prêts et avances sont enregistrés à l'actif pour le montant des fonds mis à la disposition du client.

Les crédits accordés en net escompte sont comptabilisés à leur valeur nominale (fonds mis à la disposition du client en plus des intérêts constatés d'avance).

Les créances sur la clientèle (crédits décaissés et comptes courants débiteurs) sont présentées à l'actif déduction faite des provisions y afférentes, des intérêts et agios réservés et des intérêts constatés d'avance et non encore courus.

3.1.3- Les provisions sur les engagements

i. Provisions individuelles

Les créances de la Banque font l'objet d'une évaluation et d'une classification périodique conformément aux dispositions de la circulaire BCT n°91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les textes subséquents.

La constitution des provisions sur les créances classées s'effectue selon les taux suivants :

Classes	Taux de la provision
0&1	0%
2	20%
3	50%
4	100%

Les créances contentieuses sont classées 5 et le risque net sur ces créances est provisionné au taux de 100%.

ii. Provisions additionnelles (Circulaire BCT n° 2013-21)

En application de la circulaire aux banques n° 2013-21 du 30 Décembre 2013, la BNA a procédé à la constitution de provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 et 5 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce conformément aux quotités minimales suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 ou 5 de 3 à 5 ans ;
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 ou 5 de 6 et 7 ans ;
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 ou 5 supérieure ou égale à 8 ans.

iii. Provisions collectives

En application de l'article 10 bis de la circulaire de la BCT n°91-24 du 17 décembre 1991 ajouté par la circulaire n°2012-20 du 6 décembre 2012, la BNA a constitué, des provisions à caractère générale dites « Provisions Collectives » en vue de couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de l'article 8 de la Circulaire BCT n°91-24.

3.1.4- Comptabilisation des revenus afférents aux créances sur la clientèle

Les intérêts, les produits assimilés et les commissions encaissés ainsi que les produits courus et non échus, dont l'encaissement est raisonnablement assuré, sont pris en compte dans le résultat.

Lorsque leur encaissement n'est pas raisonnablement assuré, les intérêts et les agios sont comptabilisés en «Intérêts et agios réservés» et présentés en soustraction du poste «Créances sur la clientèle». Ils seront constatés en produits lors de leur encaissement effectif et pris en compte dans le résultat de l'exercice de leur encaissement.

Il est à noter que les impayés en intérêts relatifs aux engagements des relations non classées sont constatés en produit.

3.2- Comptabilisation du portefeuille-titres et des revenus y afférents

Le portefeuille-titres détenu par la Banque est classé en deux catégories : le portefeuille-titres commercial et le portefeuille-titres d'investissement.

3.2.1- Portefeuille-titres commercial et revenus y afférents

-Ce portefeuille comprend les titres acquis avec l'intention de les céder à court terme. Il est composé des titres de transaction et des titres de placement.

-Sont considérés comme des titres de placement, les titres acquis avec l'intention de les détenir à court terme durant une période supérieure à trois mois. Ils sont évalués à la fin de l'exercice à leur valeur boursière pour les titres côtés et leur juste valeur pour les titres non côtés. Les moins-values latentes font l'objet de provisions.
Les bons du Trésor sont évalués à leur coût amorti. Les revenus afférents aux titres à revenu fixe sont pris en compte dans le résultat au fur et à mesure qu'ils sont courus.

-Les titres de transaction se distinguent par leur courte durée de détention et leur liquidité. Sont classés parmi les titres de transaction, les titres dont la durée de détention des titres doit être limitée à trois mois. A chaque arrêté comptable, les titres de transaction doivent être évalués à la valeur de marché. La valeur de marché correspond au cours en bourse moyen pondéré à la date d'arrêté ou à la date antérieure la plus récente. Les variations de cours consécutives à leur évaluation à la valeur de marché sont portées en résultat. Les revenus afférents aux titres de transaction sont portés en résultat à la réalisation.

3.2.2- Portefeuille-titres d'investissement et revenus y afférents

Le portefeuille-titres d'investissement comprend les titres acquis avec l'intention de les conserver jusqu'à l'échéance, ainsi que ceux dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la Banque. Sont classés sous cette rubrique:

- Les titres de participation, les parts dans les entreprises associées et les parts dans les entreprises liées ;
- Les titres à revenu fixe acquis par la Banque avec l'intention de les détenir jusqu'à leur échéance ;
- Les dettes des entreprises publiques prises en charge par l'Etat Tunisien, étant donné que leur remboursement s'effectue selon un échéancier sur 25 ans;
- Les montants placés en fonds gérés chez les SICAR ;
- Les montants placés en fonds commun de placement.

Les souscriptions non libérées sont enregistrées en « Engagements hors bilan » pour leur valeur d'émission.

Les titres sont comptabilisés au prix d'acquisition, tous frais et charges exclus à l'exception des honoraires d'étude et de conseil relatifs à l'acquisition. L'entrée et la cession des titres sont constatées à la date du transfert de leur propriété, soit la date d'enregistrement de la transaction à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Les dividendes encaissés, les plus-values de cession réalisées, les revenus sur fonds gérés et les revenus des emprunts obligataires sont présentés dans le poste « Revenus du portefeuille d'investissement » au niveau de l'état de résultat. Les dividendes non encore encaissés, mais ayant fait l'objet d'une décision de distribution, ainsi que les produits des placements obligataires courus sont également constatés dans le poste « Revenus du portefeuille d'investissement ».

Le portefeuille-titres d'investissement fait l'objet d'une évaluation à la date de clôture en comparant la valeur d'usage des titres à leur valeur comptable. Les provisions correspondantes sont réajustées en conséquence.

La valeur d'usage des titres est déterminée en se référant à :

- La valeur boursière pour les titres côtés ;
- La valeur mathématique calculée à partir des derniers états financiers disponibles pour les titres non cotés.

Les fonds gérés par les SICAR sont constitués principalement de participations effectuées dans le cadre des conventions de rétrocession, de comptes courants associés et de participations avec sortie libre.

Traitement des participations avec convention de rétrocession et comptes courants associés:

Avant 2015, ces titres ont été évalués, à la date de clôture, par référence à la valeur mathématique de la participation dans les fonds propres de l'entité émettrice et compte tenu de la couverture des risques par la SOTUGAR ou le FNG.

Depuis 2015, la méthode d'évaluation de ces titres a été corrigée et ce pour les participations sous forme de convention de portage (avant la publication du décret loi n° 2011-99 du 21 octobre 2011) en les considérant comme des crédits à la clientèle conformément à la NCT 25 et application ainsi des dispositions de la circulaire 91–24.

Traitement des titres de participation avec sortie libre:

l'évaluation de ces titres est faite en se basant sur la valeur d'usage des titres qui est déterminée en se référant à :

- La valeur boursière pour les titres côtés ;
- La valeur mathématique calculée à partir des derniers états financiers disponibles pour les titres non cotés.

3.3- Comptabilisation des dépôts de la clientèle et des charges y afférentes

Les dépôts et avoirs de la clientèle se composent des :

- Dépôts à vue et comptes d'épargne dont les charges d'intérêt sont calculées et constatées trimestriellement;
- Placements à terme de la clientèle, qu'ils soient post-comptés ou précomptés, dont les intérêts sont constatés en charges au fur et à mesure qu'ils sont courus.

3.4- Comptabilisation des emprunts extérieurs et des charges y afférentes

Les lignes de crédits extérieures sont constatées initialement en hors bilan lors de la signature des conventions, puis elles sont comptabilisées au passif après leur conversion en appliquant le cours de change en vigueur à la date du déblocage au fur et à mesure des appels de fonds.

À la fin de chaque période comptable, les en-cours des ressources extérieures sont actualisés par application du cours de change en vigueur à la date de clôture.

Les intérêts sur les emprunts extérieurs sont constatés en charges de l'exercice au fur et à mesure qu'ils sont courus. Les pertes de change sur ces emprunts sont couvertes par un contrat d'assurance conclu avec la compagnie TUNIS RE.

3.5- Rachats d'actions propres

Conformément aux dispositions de la Norme Comptable Tunisienne NC 02, relative aux capitaux propres:

- Les actions propres rachetées sont présentées, au bilan, en soustraction des capitaux propres ;
- Les plus ou moins-values réalisées sur les actions propres rachetées sont comptabilisées directement en capitaux propres ;
- Les dividendes perçus sur les actions propres rachetées sont portés au compte « Résultats reportés».

3.6- Provisions pour avantages postérieurs à l'emploi :

Le personnel retraité de la BNA demeure affilié à un contrat d'assurance sociale, financé par les cotisations de la Banque et du personnel et couvrant les risques suivants : maladies, longue maladie, maternité, invalidité et décès. La part de la Banque dans les charges découlant de ce contrat d'assurance sociale est de 80%.

En application des principes comptables généralement admis en Tunisie, le coût des avantages postérieurs à l'emploi (assurance sociale) doit être comptabilisé en charges durant la période d'activité du salarié et non pas au moment où celui-ci bénéficie effectivement des prestations.

Une provision est comptabilisée pour couvrir les engagements de la Banque envers le personnel en matière d'assurance sociale, en se basant sur des estimations fiables des espérances de vie des bénéficiaires et des charges annuelles découlant du contrat d'assurance sociale. Le calcul de cette provision est détaillé dans la note 4.12.1.

3.7- Note portant sur les règles de conversion des opérations en monnaies étrangères

En l'absence d'une comptabilité multidevises, la BNA effectue la conversion des opérations en monnaies étrangères à un cours fixe par devise calculé selon le cours BCT du dernier jour ouvrable de l'exercice encours. Au 31 Décembre une opération de réévaluation des comptes en devise est opérée selon ces cours.

3.8- Faits marquants de l'exercice 2017

La banque a procédé à l'ouverture de 4 nouvelles représentations et de 2 bureaux de change frontaliers au cours de l'année 2017 .

Le Conseil d'Administration de la banque, réuni le 13/12/2016, a décidé d'émettre un emprunt obligataire subordonné d'un montant de 50.000 mDT, avec recours à l'Appel Public à l'Epargne dont la durée de vie moyenne est de 5 ans pour la catégorie A et 7 ans dont deux années de grâce pour la catégorie B. Les intérêts sont calculés au taux de 7,4% pour la catégorie A et au taux de 7,55 % pour la catégorie B et ce suite à l'autorisation de l'AGO réunie le 29/06/2016 d'émettre par la banque d'un ou de plusieurs emprunts obligataires pour un montant global de 200.000 mDT.

Le Conseil d'Administration de la banque, réuni le 28/11/2017, a décidé d'émettre un emprunt obligataire subordonné d'un montant de 50.000 mDT, sans recours à l'Appel Public à l'Epargne dont la durée de vie moyenne est de 5 ans pour la catégorie A et 7 ans dont deux années de grâce pour la catégorie B. Les intérêts sont calculés au taux de 7,6% pour la catégorie A et au taux de 7,75 pour la catégorie B et ce suite à l'autorisation de l'AGO réunie le 22/05/2017 d'émettre par la banque d'un ou de plusieurs emprunts obligataires pour un montant global de 200.000 mDT.

Au cours de l'exercice 2017, la banque a procédé à la cession de 5.417.780 actions détenues dans le capital de la SFBT pour un prix de cession de 100.160 mDT. La plus value réalisée par la banque suite à cette opération de cession est de l'ordre de 95.907 mDT;

La banque a procédé à la cession à la SOFINREC de deux lots de créances compromises s'élèvant à 99.201 mDT dont 3.009 mDT d'intérêts pour le premier lot et à 39.104 mDT dont 1.454 mDT d'intérêts pour le deuxième lot. Les reprises de provisions ainsi que les agios et intérêts réservés rattachés aux créances cédées, s'élèvent respectivement à 122.557 mDT et 10.098 mDT.

En vertu des dispositions de l'article 52 De la loi n°66 Du 18 décembre 2017 Portant loi de finances pour la gestion de l'année 2018, la banque a procédé à la constatation de la contribution exceptionnelle parmi les pertes extra-ordinaires pour un montant de 4.423 mDT.

4- NOTES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN

4.1- Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Les avoirs en caisse et auprès de la BCT, CCP et TGT ont totalisé 178.353 mDT au 31/12/2017 contre 246.320 mDT au 31/12/2016, soit une diminution de 67.967 mDT.

Les différentes rubriques composant ce poste se présentent comme suit:

	31/12/2017	31/12/2016	Variation	%
Avoirs en caisse en dinars	42 436	40 324	2 112	5,2%
Avoirs en caisse en devises	8 942	6 993	1 949	27,9%
Avoirs auprès de la BCT en dinars	6 499	-	6 499	-
Avoirs chez la BCT en devises	68 323	89 056	(20 733)	(23,3%)
Provisions pour risques divers (Avoirs auprès de la BCT devises)	(334)	(303)	(31)	(10,2%)
Prêts sur le marché monétaire dinars BCT	-	56 000	(56 000)	(100,0%)
Prêts sur le marché monétaire devises BCT	41 200	48 452	(7 252)	(15,0%)
Intérêts à perçevoir	3	14	(11)	(78,6%)
Mouvements IBS	10 730	5 415	5 315	98,2%
Avoirs auprès du CCP	554	369	185	50,1%
Total	**178 353**	**246 320**	**(67 967)**	**(27,6%)**

Ratio de liquidité

En application de la circulaire BCT n°2014-14, les banques sont tenues de respecter un ratio de liquidité durant l'année 2017 de 80%. La BNA affiche, à la date du 31/12/2017, un ratio de liquidité de 107,05%.

	Seuil régl.	31/12/2017	Seuil régl.	31/12/2016
Ratio de liquidité	80,0%	107,1%	70,0%	102,0%

Le mouvement des provisions pour risques divers sur les établissements bancaires et financiers au cours de l'exercice se présente comme suit :

	31/12/2016	Dotations	Reprises	Reclass	31/12/2017
Provisions pour risques divers (Avoirs auprès de la BCT devises)	(303)	(31)	-	-	(334)
Total	**(303)**	**(31)**	**-**	**-**	**(334)**

4.2- Créances sur les établissements bancaires et financiers

Les créances sur les établissements bancaires et financiers ont totalisé 99.941 mDT au 31/12/2017 contre 236.389 mDT au 31/12/2016, soit une diminution de 136.448 mDT.

Les différentes rubriques composant ce poste se détaillent comme suit:

	31/12/2017	31/12/2016	Variation	%
A - Créances sur les établissements bancaires	**48 587**	**208 770**	**(160 183)**	**(76,7%)**
Comptes courants & autres créances	8 553	3 479	5 074	145,8%
Prêts sur le marché monétaire en dinars	40 000	205 000	(165 000)	(80,5%)
Intérêts à percevoir	34	291	(257)	(88,3%)
B - Créances sur les établissements financiers	**51 586**	**27 827**	**23 759**	**85,4%**
Comptes courants	7 603	5 633	1 970	35,0%
Prêts à MLT	42 900	21 750	21 150	97,2%
Créances rattachées sociétés de leasing	926	318	608	191,2%
Intérêts à percevoir	157	126	31	24,6%
Total brut	**100 173**	**236 597**	**(136 424)**	**(57,7%)**
Provisions pour risques divers (Avoirs auprès des corresp en devises)	(232)	(208)	(24)	(11,5%)
Intérêts et agios réservés	-	-	-	-
Total net	**99 941**	**236 389**	**(136 448)**	**(57,7%)**

La ventilation des créances brutes envers les établissements bancaires et financiers par maturité se présente comme suit:

	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
A - Créances sur les établissements bancaires	**48 587**	**-**	**-**	**-**	**48 587**
Comptes courants & autres créances	8 553	-	-	-	8 553
Prêts sur le marché monétaire en dinars	40 000	-	-	-	40 000
Intérêts à percevoir	34	-	-	-	34
B - Créances sur les établissements financiers	**8 686**	**400**	**32 500**	**10 000**	**51 586**
Comptes courants	7 603	-	-	-	7 603
Prêts à MLT	-	400	32 500	10 000	42 900
Créances rattachées sociétés de leasing	926	-	-	-	926
Intérêts à percevoir	157	-	-	-	157
Total au 31 décembre 2017	**57 273**	**400**	**32 500**	**10 000**	**100 173**
Total au 31 décembre 2016	**191 597**	**19 850**	**15 150**	**10 000**	**236 597**

La ventilation des créances brutes envers les établissements bancaires et financiers par nature de relation se présente comme suit:

	Entreprises liées	Entreprises associées	Co- entreprises	Autres	Total
A - Créances sur les établissements bancaires	-	-	-	48 587	**48 587**
B - Créances sur les établissements financiers	-	-	-	51 586	**51 586**
Total brut au 31 décembre 2017	**-**	**-**	**-**	**100 173**	**100 173**
Total brut au 31 décembre 2016	**-**	**-**	**-**	**236 597**	**236 597**

Le mouvement des provisions pour risques divers sur les établissements bancaires et financiers au cours de l'exercice se présente comme suit:

	31/12/2016	Dotations	Reprises	Reclass	31/12/2017
Provisions pour risques divers (Avoirs auprès des corresp en devises)	(208)	(24)	-	-	(232)
Total	**(208)**	**(24)**	**-**	**-**	**(232)**

Il n'y a pas de creances douteuses sur les établissements bancaires et financiers. Le montant de la provision, soit 232 mDT, concerne des provisions pour risque divers constatées et relatives à des ecarts degagés lors du rapprochement de nos comptes avec nos correspondants en Devise.

4.3- Créances sur la clientèle

Les créances nettes sur la clientèle se sont établies au 31/12/2017 à 8.725.577 mDT contre 7.371.767 mDT au 31/12/2016, enregistrant ainsi une augmentation de 1.353.810 mDT. La structure de ces créances, selon leur nature, se présente comme suit:

	31/12/2017	31/12/2016	Variation	%
Engagements bruts agricoles	**1 066 799**	**1 109 356**	**(42 557)**	**(3,8%)**
Comptes débiteurs	61 016	52 719	8 297	15,7%
Autres concours à la clientèle	566 805	499 445	67 360	13,5%
Crédits sur ressources spéciales	184 668	215 446	(30 778)	(14,3%)
Intérêts impayés et créances rattachées	256 792	344 479	(87 687)	(25,5%)
Produits constatés d'avance	(2 482)	(2 733)	251	9,2%
Engagements bruts commerciaux et industriels	**9 096 330**	**7 851 062**	**1 245 268**	**15,9%**
Comptes débiteurs	1 246 715	1 138 561	108 154	9,5%
Autres concours à la clientèle	7 563 714	6 436 748	1 126 966	17,5%
Crédits sur ressources spéciales	109 621	112 913	(3 292)	(2,9%)
Intérêts impayés et créances rattachées	205 720	180 232	25 488	14,1%
Produits constatés d'avance	(29 440)	(17 392)	(12 048)	(69,3%)
Comptes courants associés	**541**	**541**	**-**	**-**
Créances agricoles prises en charge par l'Etat	**17 824**	**19 027**	**(1 203)**	**(6,3%)**
Encours brut	**10 181 494**	**8 979 986**	**1 201 508**	**13,4%**
Provisions sur créances à la clientèle	**(966 480)**	**(1 042 176)**	**75 696**	**7,3%**
Provisions sur créances classées	(640 078)	(790 851)	150 773	19,1%
Provisions additionnelles	(238 583)	(176 212)	(62 371)	(35,4%)
Provisions collectives sur créances non classées	(87 819)	(75 113)	(12 706)	(16,9%)
Provisions sur créances agricoles prises en charge par l'Etat	**(464)**	**(464)**	**-**	**-**
Intérêts et agios réservés	**(488 973)**	**(565 579)**	**76 606**	**13,5%**
Sur engagements agricoles	(245 762)	(335 590)	89 828	26,8%
Sur engagements commerciaux et industriels	(243 211)	(229 989)	(13 222)	(5,7%)
Total des provisions et des intérêts et agios réservés	**(1 455 917)**	**(1 608 219)**	**152 302**	**9,5%**
Encours net	**8 725 577**	**7 371 767**	**1 353 810**	**18,4%**

L'évolution des provisions sur créances se détaille ainsi:

	31/12/2016	Dotations	Reprises	Reclass	31/12/2017
Provisions sur créances agricoles prises en charge par l'Etat	(464)	-	-	-	(464)
Créances douteuses					
Provisions individuelles sur créances classées	(790 851)	(78 139)	228 912	-	(640 078)
Provisions additionnelles	(176 212)	(76 509)	14 138	-	(238 583)
Provisions collectives	(75 113)	(12 706)	-	-	(87 819)
Total	**(1 042 640)**	**(167 354)**	**243 050**	**-**	**(966 944)**

La ventilation des créances brutes de la clientèle par maturité se présente comme suit :

	Sans maturité contactuelle	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Engagements bruts agricoles	609 057	40 784	114 648	205 010	97 300	**1 066 799**
Engagements bruts commerciaux et industriels	2 382 766	2 826 512	1 126 557	2 221 598	538 897	**9 096 330**
Comptes courants associés	-	541	-	-	-	**541**
Créances agricoles prises en charge par l'Etat	-	17 824	-	-	-	**17 824**
Total au 31 décembre 2017	**2 991 823**	**2 885 661**	**1 241 205**	**2 426 608**	**636 197**	**10 181 494**

La ventilation des créances envers la clientèle par nature de relation se présente comme suit :

	Entreprises liées	Entreprises associées	Co- entreprises	Autres	Total
Encours brut	160 039	1 304	-	10 020 150	10 181 493
Provisions sur créances à la clientèle	(803)	-	-	(966 140)	(966 943)
Intérêts et agios réservés	-	-	-	(488 973)	(488 973)
Total brut au 31 décembre 2017	**159 236**	**1 304**	**-**	**8 565 037**	**8 725 577**
Total brut au 31 décembre 2016	**138 479**	**-**	**-**	**7 233 288**	**7 371 767**

4.3.1- Ratios de solvabilité

En application de la circulaire BCT n° 2016-03, les banques sont tenues de respecter un ratio de solvabilité de 10%. Au 31 décembre 2017, la BNA affiche un ratio de solvabilité de 12,4% et un ratio Tier One de 7,99%.

	Seuil régl.	31/12/2017	31/12/2016
Ratio de solvabilité	10,0%	12,40%	11,18%
Tier One		7,99%	7,31%

4.3.2- Taux des créances classées et leur couverture par les provisions et agios réservés

Les engagements (bilan et hors bilan) de la banque ainsi que leurs couvertures par les provisions et les intérêts et agios réservés se détaillent au 31 décembre 2017 comme suit :

	Engagements		Engagements hors Fonds Budgétaires		Provisions		Intérêts et agios réservés hors impayés en intérêts agricoles	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Classe 0	7 725 679	6 640 058	7 676 410	6 588 843	-	(8 292)	(20 018)	(20 874)
Classe 1	1 537 382	1 178 335	1 536 559	1 175 048	-	-	(19 085)	(6 592)
Total créances courantes	**9 263 061**	**7 818 393**	**9 212 969**	**7 763 891**	**-**	**(8 292)**	**(39 103)**	**(27 466)**
Classe 2	232 978	178 040	222 274	171 519	(26 522)	(14 600)	(13 501)	(9 669)
Classe 3	140 663	236 342	139 180	234 646	(27 229)	(58 672)	(12 589)	(14 684)
Classe 4	858 716	934 828	742 307	768 122	(334 521)	(360 461)	(123 192)	(106 087)
Classe 5	851 477	919 313	745 957	816 447	(490 389)	(525 038)	(72 927)	(82 427)
Total créances classées	**2 083 834**	**2 268 523**	**1 849 718**	**1 990 734**	**(878 661)**	**(958 771)**	**(222 209)**	**(212 867)**
Total créances en mDT	**11 346 895**	**10 086 916**	**11 062 687**	**9 754 625**	**(878 661)**	**(967 063)**	**(261 312)**	**(240 333)**
Taux des créances classées	**18,36%**	**22,49%**	**16,72%**	**20,41%**				
Ratio de couverture des actifs classés par les provisions et les intérêts et agios réservés	**52,83%**	**51,65%**	**59,52%**	**58,85%**				

4.3.3- Provisions collectives

En application de l'article 10 bis de la circulaire de la BCT n°91-24 du 17 décembre 1991 ajouté par la circulaire n°2012-20 du 6 décembre 2012, la BNA a constitué, des provisions à caractère générale dites « Provisions Collectives » en vue de couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de l'article 8 de la Circulaire BCT n°91-24, tout en éliminant les relations présentant un profil de risque spécifique (entreprises publiques et établissement de crédit).

Ainsi, à la date du 31 décembre 2017, le solde de la provision collective comptabilisée par la BNA s'élève à 87.819 mDT et s'analyse comme suit :

	Eng (0/1)	Taux de migration moyen	Taux de provisionnement moyen	Facteur scalaire	Provision Collective
Agriculture	500 310	11,6%	10,2%	1,44	8 507
Autres Industries	79 265	9,7%	15,4%	1,00	1 188
Autres Services	708 878	5,5%	16,5%	1,30	8 450
Bâtiments et travaux publics	418 558	4,1%	31,4%	1,00	5 430
Commerce	1 406 355	6,2%	19,1%	1,18	19 743
Consommation	1 221 787	2,5%	55,1%	1,00	16 706
Habitat	305 294	2,5%	20,1%	1,00	1 512
Industries Manufacturières	2 216 732	3,2%	27,3%	1,00	19 116
Promotion Immobilière	592 999	5,2%	11,6%	1,74	6 242
Tourisme	151 870	6,8%	8,6%	1,05	925
Total Classes 0 & 1 (*)	**7 602 048**				**87 819**

(*) Compte non tenu des engagements des entreprises publiques et des établissements de crédits

4.3.4- Provisions additionnelles

En application des dispositions de la circulaire BCT n°2013-21 du 30 décembre 2013, la BNA a constitué par prélèvement sur les résultats de l'exercice 2017, des provisions additionnelles sur les engagements ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans. Le solde des provisions additionnelles arrêté au 31/12/2017 s'élève à 238.583 mDT, soit une enveloppe supplémentaire nette de 62.371 mDT par rapport au 31/12/2016 et ce suite à la constatation au cours de l'exercice 2017 des dotations complémentaires pour un montant de 76.509 mDT et des reprises pour un montant de 14.138 mDT.

4.3.5- Créances consolidées et créances prises en charge par l'Etat

En application de l'article 24 de la loi n°98-111 du 28 décembre 1998, portant loi de finances pour l'année 1999, la BNA a procédé à la consolidation sur 25 ans, sans intérêts et avec la garantie de l'Etat, des créances impayées et des créances non encore échues au 31 décembre 1997 en principal, à la charge des établissements et des entreprises publics et des coopératives centrales de services agricoles. Ces créances ont été arrêtées à un montant de 57 267 mDT.

D'autre part, et en application de l'article 25 de la même loi, l'Etat a pris en charge les créances de certaines entreprises publiques et à participations publiques directes et indirectes et des coopératives agricoles visées au tableau « G » annexé à ladite loi, qui sont en cours de liquidation ou à liquider ou à privatiser ultérieurement, arrêtées au 31 décembre 1997, et ce sur 25 ans et sans intérêts. Ces créances totalisent un montant de 272 325 mDT à la date de leur prise en charge par l'Etat.

Par ailleurs, et dans le cadre de l'application de la loi n°99-65 du 15 juillet 1999 (article 3), il a été décidé d'abandonner les montants dus en principal et intérêts au titre des crédits agricoles arrêtés au 31/12/1998 ayant enregistré des impayés et dont le montant en principal n'excède pas 2 000 DT par agriculteur à la date de leur obtention. Les créances en principal sur fonds propres et assimilés abandonnées par la Banque sont prises en charge par l'Etat et remboursées par ce dernier, sur 20 ans et sans intérêts à partir de l'an 2000. Ces créances totalisent un montant de 24 051 mDT à la date de leur prise en charge par l'Etat.

Selon le § AG 64 de la norme comptable internationale IAS 39, Instruments financiers : comptabilisation et évaluation « la juste valeur d'un prêt ou d'une créance à long terme qui ne porte pas intérêt peut être estimée comme la valeur actuelle de l'ensemble des entrées de trésorerie futures, actualisées au taux d'intérêt prévalant sur le marché pour un instrument similaire ayant une notation similaire. Tout montant supplémentaire prêté constitue une charge ou une réduction du résultat, à moins qu'il ne remplisse les conditions de comptabilisation comme un autre type d'actif ».

Il s'en suit que la juste valeur desdites créances à long terme ne portant pas intérêt, prises en charges par l'Etat, est nettement inférieure à leur valeur comptable et que la BNA les maintient au bilan pour leur valeur nominale sans la constatation d'aucune charge.

Le tableau suivant récapitule les créances à long terme ne portant pas intérêt, prises en charge par l'Etat, ainsi que les écarts entre leurs valeurs comptables (ou nominales) et leurs justes valeurs déterminées en appliquant un taux d'intérêt de 8% :

Cadre légal	Dettes prises en charge par l'Etat (1)	Dettes act. à la date de prise en charge (2)	Ecart (1)-(2)	Encours au 31/12/2017 (3)	Encours au 31/12/2016 actualisé (4)	Ecart (3)-(4)
Article 24 de la loi n°98-111 du 28/12/1998	57 267	24 452	32 814	16 343	12 269	**4 074**
Article 25 de la loi n°98-111 du 28/12/1998	272 325	116 280	156 044	76 247	62 598	**13 649**
Article 3 de la loi n°99/65 du 15/07/1999	24 051	11 807	12 244	2 869	1 113	**1 755**
Total en mDT	**353 642**	**152 539**	**201 103**	**95 458**	**75 981**	**19 478**

4.3.7- Engagements des entreprises publiques

Les actifs de la banque comportent des engagements importants envers les entreprises publiques.

Le tableau suivant récapitule les engagements de ces relations au 31 décembre 2017 :

Cadre légal	Total des entreprises publiques	Dont engagements des sociétés					
		Office des Céréales	STIR	TUNIS AIR	O.T.D	O.N.H	El Fouledh
Engagements au 31/12/2016	1 127 547	523 958	58 581	55 300	94 525	60 641	51 104
Engagements au 31/12/2017	1 359 880	544 357	151 605	52 490	107 650	108 536	52 600
Garanties de l'état au 31/12/2017	902 390	524 000	-	52 320	98 251	76 202	46 238
Agios et intérêts réservés au 31/12/2017	(19 795)	-	-	-	(9 246)	-	(6 362)
Classe au 31/12/2017		0	0	0	0	0	4
Provisions au 31/12/2017	(7)	-	-	-	-	-	-

4.4- Portefeuille-titres commercial

L'encours total du portefeuille-titres commercial de la Banque s'éleve à 4.929 mDT au 31/12/2017 contre 40.768 mDT au 31/12/2016, soit une diminution de 35.839 mDT due essentiellement à la baisse des bons du Trésor sur titres de transaction détenus par la Banque qui sont passés de 37.966 mDT au 31/12/2016 à 2.380 au 31/12/2017.

	31/12/2016	Acquisition/ Dotation	Cession/ Liquidation/ Reprise	Reclassement	31/12/2017
I- Titres de placement	**1 638**	**1 212**	**11**	**-**	**2 861**
1.1 Titres émis par les organismes publics	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
1.2 Titres émis par les entreprises liées	**27**	**2**	**-**	**-**	**29**
Valeurs brutes	27	2	-	-	29
Provisions	-	-	-	-	-
1.3 Titres émis par les entreprises associées	**891**	**1 473**	**-**	**-**	**2 364**
Valeurs brutes	955	1 511	-	-	2 466
Provisions	(64)	(38)	-	-	(102)
1.4 Titres émis par les co-entreprises	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
1.5 Autres titres émis	**720**	**(263)**	**11**	**-**	**468**
Valeurs brutes	1 060	-	-	-	1 060
Provisions	(340)	(263)	11	-	(592)
II- Titres de transactions	**39 130**	**2 374**	**(1 476)**	**(37 960)**	**2 068**
2.1 Titres de transaction à revenu fixe	**39 130**	**2 374**	**(1 476)**	**(37 960)**	**2 068**
Bons du trésor	37 966	2 374	-	(37 960)	2 380
Créances et dettes rattachées	1 164	-	(1 476)	-	(312)
2.2 Titres de transaction à revenu variable	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Total net	**40 768**	**3 586**	**(1 465)**	**(37 960)**	**4 929**

4.5- Portefeuille-titres d'investissement

Les titres d'investissement de la Banque ont totalisé 1.407.310 mDT au 31/12/2017 contre 1.280.497 mDT au 31/12/2016.

Les mouvements par catégorie de titres classés dans ce poste ainsi que les provisions correspondantes se présentent comme suit:

	Titres de participation	Emprunts obligataires	Fonds Communs de Placement	Fonds gérés	Dettes des entreprises publiques	BTA d'investissement	Total au 31/12/2017
Valeur brute au 31 décembre 2017	**182 209**	**218 434**	**26 300**	**140 230**	**76 370**	**782 022**	**1 425 565**
Valeur au 1er janvier	179 888	229 122	22 300	128 576	87 304	651 494	**1 298 684**
Acquisitions / souscriptions	7 135	28 500	4 000	13 500	-	92 568	**145 703**
Cessions / Remboursement	(4 814)	(39 188)	-	(1 846)	(10 934)	-	**(56 782)**
Reclassements	-	-	-	-	-	37 960	**37 960**
Créances rattachées	**143**	**8 112**	**-**	**8 265**	**15**	**31 319**	**47 854**
Provisions au 31 décembre 2017	**(34 514)**	**-**	**(816)**	**(30 779)**		**-**	**(66 109)**
Provisions au 1er janvier	(32 284)	-	(619)	(27 769)		-	**(60 672)**
Dotations	(3 346)	-	(197)	(5 014)	-	-	**(8 557)**
Reprises	1 116	-	-	2 004		-	**3 120**
Valeur nette au 31 décembre 2017	**147 838**	**226 546**	**25 484**	**117 716**	**76 385**	**813 341**	**1 407 310**
Valeur brute au 31 décembre 2016	**179 888**	**229 122**	**22 300**	**128 576**	**87 304**	**651 494**	**1 298 684**
Créances rattachées	**101**	**8152**	**0**	**11 631**	**20**	**22 581**	**42 485**
Provisions au 31 décembre 2016	**(32 284)**	**-**	**(619)**	**(27 769)**		**-**	**(60 672)**
Valeur nette au 31 décembre 2016	**147 705**	**237 274**	**21 681**	**112 438**	**87 324**	**674 075**	**1 280 497**

La répartition des titres de participation de la Banque en titres cotés, titres non cotés et participations dans les OPCVM se présente comme suit:

	31/12/2017	31/12/2016	Variation	%
Titres cotés	82 778	81 479	1 299	1,6%
Titres non cotés	97 936	97 810	126	0,1%
Titres OPCVM	1 495	599	896	149,6%
Total	**182 209**	**179 888**	**2 321**	**1,3%**

Le portefeuille titres d'investissement comporte, principalement, les titres de participation qui se détaillent au 31/12/2017 comme suit :

Titres	% de participation	Valeur brute au 31/12/2016	Acquisitions / Reclassement	Cessions	Valeur brute au 31/12/2017	Provisions	Valeur nette au 31/12/2017
SICAF Participations	99,99%	500	-	-	500	-	500
BNA Capitaux	99,00%	4 950	-	-	4 950	-	4 950
SOFINREC	97,82%	13 475	-	-	13 475	-	13 475
SICAR INVEST	59,80%	6 616	-	-	6 616	-	6 616
SODAL	69,01%	1 447	-	-	1 447	(1 447)	-
SOIVM SICAF	62,86%	2 461	-	-	2 461	-	2 461
SODET SUD	42,96%	9 826	-	-	9 826	-	9 826
SIMPAR	30,30%	1 494	36	-	1 530	-	1 530
Tunisie Informatique Services	29,92%	75	-	-	75	-	75
AGROSERVICES	29,85%	60	-	-	60	-	60
LES ŒILLETS	29,39%	265	-	-	265	-	265
SICAV BNA	22,53%	509	-	-	509	-	509
SOGEST	20,00%	4	-	-	4	-	4
ESSOUKNA	0,04%	1	-	-	1	-	1
Placement Obligataire SICAV	0,03%	90	896	-	986	-	986
SIVIA	0,00%	-	-	-	-	-	-
SPI MADINA	0,00%	-	-	-	-	-	-
Parts dans les entreprises liées		**41 773**	**932**	-	**42 705**	**(1 447)**	**41 258**
GENERALE DES VENTES	50,00%	2 000	-	-	2 000	(1 407)	593
SODINO	24,75%	9 418	-	-	9 418	(3 704)	5 714
CAP Bank	23,82%	1 856	614	-	2 470	(229)	2 241
AMI	13,41%	24 245	5 551	-	29 796	(2 832)	26 964
STIA	49,99%	5 005	-	-	5 005	(5 005)	-
TUNIS-RE	18,50%	26 693	-	-	26 693	-	26 693
Parts dans les entreprises associées & co-entreprises		**69 217**	**6 165**	-	**75 382**	**(13 177)**	**62 205**
SIDCO	18,96%	3 055	-	-	3 055	(1 464)	1 591
SODIS SICAR	18,63%	5 681	-	-	5 681	(1 946)	3 735
MAISON DU BANQUIER	18,22%	1 542	-	-	1 542	(843)	699
SODEK	17,60%	1 098	-	-	1 098	(380)	718
INTER-BANK SERVICES	16,89%	726	-	-	726	-	726
STBG	15,76%	3 104	-	-	3 104	-	3 104
POLE DE COMPETITIVITE DE BIZERT	15,00%	2 250	-	-	2 250	(134)	2 116
UNIFACTOR	12,50%	1 875	-	-	1 875	-	1 875
SIBTEL	12,41%	491	-	-	491	-	491
TAPARURA	11,11%	250	-	-	250	-	250
AIR LIQUIDE TUNISIE	11,06%	10 656	-	-	10 656	-	10 656
S.T.I TANIT	10,90%	6 704	-	-	6 704	(6 143)	561
MONETIQUE TUNISIE	10,37%	280	-	-	280	-	280
SFBT	1,82%	6 143	-	(4 254)	1 889	-	1 889
A.T.LEASE	10,00%	3 800	-	-	3 800	-	3 800
PÖLE DE COMPETITIVITE DE MONASTIR	10,00%	3 000	-	-	3 000	-	3 000
T.D.A	10,00%	400	-	-	400	(400)	-
SOTUGAR	8,33%	250	-	-	250	-	250
ELBENE INDUSTRIE	7,73%	7 560	-	-	7 560	(4 817)	2 743
SODICAB	7,69%	300	-	-	300	(174)	126
SPT MED V	7,17%	2 044	209	-	2 253	(32)	2 221
IMPRIMENTERIES REUNIES	6,62%	60	-	-	60	(60)	-
ENTREPOTS FRIGOFRIQUES DU SAHEL	6,56%	58	-	-	58	(33)	25
SEM	6,30%	25	-	-	25	(25)	-
TUNISIE TRADENET	5,00%	100	-	-	100	-	100
TUNIS CENTER	5,00%	500	-	-	500	-	500
CDC DEVELOPPEMENT	5,00%	100	-	-	100	(10)	90
TUNISAVIA	4,08%	30	-	-	30	-	30

COTUNACE	4,05%	582	-	-	582	-	582
CITECH SIDI BOUZID	0,00%	200	-	-	200	(26)	174
SODESIB	3,68%	200	-	-	200	(16)	184
SOTULUB	3,68%	215	-	-	215	-	215
LE RIBAT	2,82%	200	-	-	200	(200)	-
STAR	2,19%	484	-	-	484	-	484
LE GOLF DES OASIS	1,96%	100	-	-	100	(100)	-
STS	1,94%	62	-	-	62	-	62
SIMAC	1,43%	5	-	-	5	-	5
COTUSAL	1,28%	157	-	-	157	-	157
EL MANSOUR TABARKA	1,09%	172	-	-	172	(172)	-
ZONE FRANCHE ZARZIS	1,00%	60	-	-	60	-	60
FOIRE INTER DE TUNIS	0,44%	44	-	-	44	-	44
CTN	0,26%	100	-	-	100	-	100
BTE	0,11%	99	-	-	99	(20)	79
TUNISIE AUTOROUTES	0,05%	434	-	-	434	(42)	392
STB	0,02%	208	-	-	208	(90)	118
CIOK	0,00%	120	-	-	120	(120)	-
SWIFT	0,00%	1	-	-	1	(1)	-
Autres titres de participation		**65 525**	**209**	**(4 254)**	**61 480**	**(17 248)**	**44 232**
MATEUR JALTA	0,00%	560	-	(560)	-	-	-
SMVDA AZIZA	33,25%	1 075	-	-	1 075	(1 075)	-
HAMMEMET SUD	10,00%	100	-	-	100	(100)	-
LAINO	3,19%	96	-	-	96	(96)	-
BATAM	2,76%	1 066	-	-	1 066	(1 066)	-
SPEI	14,80%	15	-	-	15	(15)	-
LIAL DU CENTRE	20,00%	15	-	-	15	(15)	-
EVOLUTION ECONOMIQUE	5,21%	37	-	-	37	(37)	-
SMVDA RAHMANIA	0,00%	238	-	-	238	(238)	-
Sociétés en liquidation		**3 202**	**-**	**(560)**	**2 642**	**(2 642)**	**-**
Total général		**179 717**	**7 306**	**(4 814)**	**182 209**	**(34 514)**	**147 695**

Les résultats et les capitaux propres des filiales se présentent comme suit :

Filiales	Sièges sociaux	% de contrôle	Capitaux propres	Résultat 2017
SICAF Participations	5, rue de Syrie Tunis	99,99	1 088	36
BNA Capitaux	Complexe le banquier, avenue Tahar Hadded les berges du lac	100,00	14 938	663
SOFINREC	Rue de l'île de Rhodes-Immeuble l'ATRIUM-Br n°14 Les berges du Lac II 1053 Tunis	100,00	15 332	208
SICAR INVEST	16 , rue de Syrie imm EPI center 12 eme étage 1002 Tunis	93,30	13 760	501
SODAL	El Kantra Route El Oueslatia 6100 Siliana	69,01	-	-
SOIVM SICAF	Complexe le banquier, avenue Tahar Hadded les berges du lac	100,00	5 621	296
SODET SUD	Résidence l'Etoile du Nord Bloc A-6E-BA31-Centre Urbain Nord	74,57	9 087	(681)
SIMPAR	14 ,rue Masmouda Mutuelleville	40,51	42 880	1 406
Tunisie Informatique Services	6, place Mohamed Kurd Ali EL Omrane	73,92	685	(166)
AGROSERVICES	4, rue Hassen Ibn Noomane BP 152-1002-Tunis	34,85	1 544	(159)
LES ŒILLETS	46, Rue Tarek Ibn Zied Mutuelleville - 1082 Tunis	100,00	1 738	(332)
SICAV BNA	5 Rue de Syrie 1002 Tunis	26,55	3 026	60
SOGEST	44 avenue Hedi Nouira Ennasr	94,76	1 056	(386)
ESSOUKNA	46, rue Tarak Ibn Zied Mutuelle ville 1082 Tunis	69,96	35 101	2 121
Placement Obligataire SICAV	5 Rue de Syrie 1002 Tunis	0,08	322 065	13 625
SIVIA	51 Av Hédi Nouira Résidence Ryma 2037 Ennasr II TUNIS	99,99	15 858	461
SPI MADINA	36 Boulevard Hedi Nouira ENNASR II 2037	100,00	5 403	(580)
ZIED SARL	46, rue Trak Ibn Zied Mutuelle ville 1082 Tunis	100,00	1 455	178

Les fonds gérés confiés par la Banque aux SICAR se détaillent au 31/12/2017 comme suit :

	Année d'affectation	Montant initial	Rembour-sements	Moins values / cession actions propres	Encours brut au 31/12/2017	Provisions	Encours net au 31/12/2017
Fonds géré 1	1997	4 500	(2 679)	(281)	1 540	(1 394)	146
Fonds géré 2	1997	2 057	(914)	(239)	904	(538)	366
Fonds géré 3	1998	5 550	(4 027)	(1 170)	353	(30)	323
Fonds géré 4	1999	7 350	(2 898)	-	4 452	(4 095)	357
Fonds géré 5	2000	7 000	(3 697)	(13)	3 290	(2 731)	559
Fonds géré 6	2001	7 000	(4 323)	(70)	2 607	(1 541)	1 066
Fonds géré 7	2002	5 000	(2 241)	(156)	2 603	(738)	1 865
Fonds géré 8	2003	3 500	(1 384)	(30)	2 086	(661)	1 425
Fonds géré 9	2005	1 500	(413)	(32)	1 055	(332)	723
Fonds géré 10	2006	5 000	(2 083)	-	2 917	(1 720)	1 197
Fonds géré 11	2007	2 500	(1 456)	-	1 044	(443)	601
Fonds géré 12	2008	8 500	(521)	-	7 979	(3 495)	4 484
Fonds géré 13	2009	20 000	-	-	20 000	(4 093)	15 907
Fonds géré 14	2010	15 000	-	-	15 000	(1 883)	13 117
Fonds géré SIP SICAR 1	2010	1 500	-	-	1 500	(146)	1 354
FDS DEV IRADA Jendouba	2010	450	-	-	450	(225)	225
FDS DEV IRADA ELkef	2010	450	-	-	450	(225)	225
Fonds géré 15	2011	10 000	-	-	10 000	(1 115)	8 885
Fonds géré SIP SICAR 2	2011	2 500	-	-	2 500	(219)	2 281
Fonds géré 16	2012	8 400	-	-	8 400	(795)	7 605
Fonds géré 16 BIS	2012	5 600	-	-	5 600	(157)	5 443
Fonds géré SIP SICAR 3	2012	6 000	-	-	6 000	(1 786)	4 214
Fonds géré 18	2014	6 000	-	-	6 000	(46)	5 954
Fonds géré 19		7 000	-	-	7 000	-	7 000
Fonds géré SIP SICAR 5	2014	4 000	-	-	4 000	-	4 000
Fonds géré SIP SICAR 6		9 000	-	-	9 000	(1 863)	7 137
Fonds géré 20	2016	2 000	-	-	2 000	(200)	1 800
Fonds géré 21	2016	3 000	-	-	3 000	-	3 000
Fonds géré 20 BIS	2016	8 500	-	-	8 500	(308)	8 192
Total (net de provisions)		**168 857**	**(26 636)**	**(1 991)**	**140 230**	**(30 779)**	**109 451**
Créances rattachées							8 265
Total (net de provisions y compris créances rattachées)		**168 857**	**(26 636)**	**(1 991)**	**140 230**	**(30 779)**	**117 716**

L'encours des provisions sur les fonds gérés s'est élevé au 31/12/2017 à 30.779 mDT, soit une variation nette de 3.010 mDT par rapport au 31/12/2016, et ce suite à la constatation au cours de l'année 2017, de dotations complémentaires pour un montant de 5.014 mDT et de reprises pour un montant de 2.004 mDT.

4.6- Valeurs immobilisées

Les valeurs immobilisées sont évaluées initialement à leur coût y compris les frais directement engagés pour leur acquisition et les taxes non récupérables par la Banque.

Ces immobilisations sont amorties selon les modes et taux suivants :

Nature de l'immobilisation	Mode d'amortissement	Taux d'amortissement
Logiciels informatiques	Linéaire	33%
Matériel informatique	Linéaire	15%
Immeubles d'exploitation	Linéaire	2%
Frais d'agencement	Linéaire	10%
Mobilier de bureaux	Linéaire	10%
Matériel roulant	Linéaire	20%
Coffres forts	Linéaire	3%

Les immobilisations totalisent, au 31/12/2017, une valeur brute de 204.703 mDT et des amortissements et des provisions de 107.635 mDT soit une valeur nette de 97.068 mDT contre 87.448 mDt au 31/12/2016, ce qui représente environ 0,91% du total des actifs de la banque.

Le détail de cette rubrique se présente comme suit:

	Valeur au 31/12/2016	Acquisitions / Dotations	Cessions / Reprises	Reclassement	Valeur au 31/12/2017
Immobilisations incorporelles	**14 197**	**1 475**	**-**	**6 009**	**21 681**
Logiciels	14 197	1 475	-	6 009	21 681
Amortissements	**(13 074)**	**(1 926)**	**-**	**-**	**(15 000)**
Logiciels	(13 074)	(1 926)		-	(15 000)
Total net (1)	**1 123**	**(451)**	**-**	**6 009**	**6 681**
Immobilisations corporelles	**177 677**	**8 969**	**(3 624)**	**-**	**183 022**
Terrains	2 613	-	-	-	2 613
Constructions	83 227	2 820	-	-	86 047
Agencements, aménagements et installations	30 462	988	-	-	31 450
Matériel de transport	2 345	185	-	-	2 530
Mobiliers et matériel de bureau	45 469	2 487	(3 329)	136	44 763
Immobilisations en cours	8 532	2 454	-	-	10 986
Mobiliers et matériel de bureau en stocks	605	-	-	(136)	469
Avances sur achats mobiliers et matériel de bureau	151	-	-	-	151
Dépenses nouvelles agences	166	35	-	-	201
Immobilisations en dation	4 107	-	(295)	-	3 812
Coffres forts	-	-	-	-	-
Matériel informatique	-	-	-	-	-
Matériel et Outillage	-	-	-	-	-
Amortissements	**(91 015)**	**(4 454)**	**3 171**	**-**	**(92 298)**
Constructions	(26 537)	(1 378)	-	-	(27 915)
Agencements, aménagements et installations	(24 103)	(1 101)	-	-	(25 204)
Matériel de transport	(1 910)	(166)	-	-	(2 076)
Mobiliers et matériel de bureau	(38 465)	(1 809)	3 171	-	(37 103)
Matériel informatique	-	-	-	-	-
Coffres forts	-	-	-	-	-
Matériel et Outillage	-	-	-	-	-
Dépréciations	**(337)**	**-**	**-**	**-**	**(337)**
Immobilisations en dation	(337)	-	-	-	(337)
Total net (2)	**86 325**	**4 515**	**(453)**	**-**	**90 387**
Total général (1)+(2)	**87 448**	**4 064**	**(453)**	**6 009**	**97 068**

Le détail des immobilisations en dation se présente comme suit au 31/12/2017 :

Compte	Relation	Description	Valeur comptable	Juste valeur	Plus ou moins value	Provision
1106084096	Groupe KHEMAISSA	Terrain Mateur	1 063	1 150	87	-
1106084100	Tunisie Lait	Terrain Fadhline	2 074	1 737	(337)	(337)
1106084100	Tunisie Lait	Terrain Fadhline	36	36	-	-
1106084102	Société d'Etudes et d'Aménagement Marina Hammamet Sud	Appartements	639	690	51	-
	Total		**3 812**			**(337)**

4.7- Autres actifs

Les autres postes d'actif de la Banque ont totalisé 153.839 mDT au 31/12/ 2017 contre 176.756 mDT au 31/12/2016. Ils se détaillent comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016	Variation	%
Comptes d'attente et de régularisation	**65 030**	**73 148**	**(8 118)**	**(11,1%)**
Débiteurs divers	16 401	9 205	7 196	78,2%
Compte Ministère de la Défense	855	855	-	-
Etat, impôts & taxes	7 143	500	6 643	1328,6%
Impôts exigibles - Actif	1 957	-	1 957	-
Commissions de gestion à percevoir	10 340	7 860	2 480	31,6%
Ajustements devises actifs	5 488	4 298	1 190	27,7%
Billets de banque détériorés & déficits de caisse	1 699	1 507	192	12,7%
Charges payées d'avance	518	442	76	17,2%
Comptes d'attente actifs	147	141	6	4,3%
Comptes de régularisation	10 227	28 704	(18 477)	(64,4%)
Comptes monétiques	644	647	(3)	(0,5%)
Consommations chefs d'agences & directeurs	11	13	(2)	(15,4%)
Comptes liés à la compensation actifs	26 312	23 640	2 672	11,3%
Affaires litigieuses & remises égarées	17 506	16 959	547	3,2%
Ecart sur compte Caisse	108	-	108	-
Utilisation de lignes extérieures en attente d'affectation (*)	1 085	-	1 085	-
Produits à recevoir	269	241	28	11,6%
Ecart / VO MMB & Coffre Fort	(948)	(948)	-	-
Ecart / Amortissement MMB & Coffre Fort	1 312	1 312	-	-
Autres comptes de régularisation actifs	325	(165)	490	297,0%
Provisions pour depreciation d'autres actifs d'exploitation	(36 369)	(22 063)	(14 306)	(64,8%)
Autres	**88 809**	**103 608**	**(14 799)**	**(14,3%)**
Comptes d'attentes agricoles	61	61	-	-
Provisions pour risques divers (Comptes d'attentes agricoles)	(61)	(61)	-	-
Prêts au personnel	36 113	34 097	2 016	5,9%
Charges reportées	-	5 165	(5 165)	(100,0%)
Stock cartes de retrait	301	153	148	96,7%
Dotations timbres postes	147	27	120	444,4%
Dotations timbres fiscaux	9	5	4	80,0%
Dotations timbres spéciaux de voyage	116	85	31	36,5%
Dépôts et cautionnements	261	248	13	5,2%
Prêts ETAT/BNA à recouvrer	80 958	138 241	(57 283)	(41,4%)
Prêts ETAT/BNA recouvrés	(35 373)	(78 970)	43 597	55,2%
Autres comptes d'actif	6 277	4 557	1 720	37,7%
Total Net	**153 839**	**176 756**	**(22 917)**	**(13,0%)**

4.7.1- Comptes liés à la compensation

Au 31 décembre 2017, les comptes liés à la compensation débiteurs (Poste AC7 : Autres Actifs) présentent un solde cumulé de 26.312 mDT alors que les comptes liés à la compensation créditeurs (Poste PA5 : Autres Passifs) présentent un solde cumulé de 95.258 mDT.

Les soldes de ces comptes s'expliquent principalement par des valeurs dont le dénouement normal s'opère à (J +1). Néanmoins, des suspens inter-siège et certains chevauchements au niveau des comptes d'ordre ont été générés suite à la mise en place du système de Télé-compensation 24 heures (T24H).

Une commissions chargée de l'identification et de l'apurement des suspens liés à la « Télé-compensation 24 heures » est en train de poursuivre les travaux de régularisation.

4.7.2- Provisions sur risques divers / autres actifs

L'évolution des provisions pour risques divers sur autres actifs se détaille ainsi :

	31/12/2016	Acquisition/ Dotation	Cession/ Liquidation/ Reprise	Reclassement	31/12/2017
Provisions pour depreciation d'autres actifs d'exploitation	(22 064)	(15 547)	1 242	-	(36 369)
Provisions pour risques divers (Comptes d'attentes agricoles)	(61)	-	-	-	(61)
Total des provisions	**(22 125)**	**(15 547)**	**1 242**	**-**	**(36 430)**

4.8- Banque Centrale et CCP

Ce poste affiche 803.589 mDT au 31/12/2017 contre 618.913 mDT au 31/12/2016, enregistrant ainsi une augmentation de 184.676 mDT. Il se détaille comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016	Variation	%
Utilisations auprès de la BCT en dinars	4	69 586	(69 582)	**(100,0%)**
Emprunts auprès de la BCT en dinars	803 000	549 000	254 000	46,3%
Intérêts à servir sur emprunts auprès de la BCT	585	327	258	78,9%
Total	**803 589**	**618 913**	**184 676**	**29,8%**

4.9- Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Ce poste affiche 395.643 mDT au 31/12/2017 contre 313.392 mDT au 31/12/2016, enregistrant ainsi une augmentation de 82.251 mDT qui résulte de la hausse des emprunts sur le marché monétaire en dinars compensé en partie par une baisse des emprunts sur le marché en devises. Il se détaille comme suit :

- Décomposition par nature de poste

	31/12/2017	31/12/2016	Variation	%
Dépôts et avoirs des établissements bancaires	392 620	311 692	80 928	26,0%
Dépôts et avoirs des établissements financiers	3 023	1 700	1 323	77,8%
Total	**395 643**	**313 392**	**82 251**	**26,2%**

- Décomposition par nature de compte

	31/12/2017	31/12/2016	Variation	%
Comptes à vue	9 487	7 907	1 580	20,0%
Emprunts sur le marché monétaire en dinars	91 300	79 900	11 400	14,3%
Emprunts sur le marché monétaire en devises	293 978	225 373	68 605	30,4%
Intérêts à payer	878	212	666	314,2%
Total	**395 643**	**313 392**	**82 251**	**26,2%**

La ventilation des dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers par maturité se présente comme suit:

	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Comptes à vue	9 487	-	-	-	**9 487**
Emprunts sur le marché monétaire en dinars	90 300	1 000	-	-	**91 300**
Emprunts sur le marché monétaire en devises	293 978	-	-	-	**293 978**
Intérêts à payer	878	-	-	-	**878**
Total	**394 643**	**1 000**	**-**	**-**	**395 643**

La ventilation des dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers par nature de relation se présente comme suit:

	Entreprises liées	Entreprises associées	Co- entreprises	Autres	Total
Comptes à vue	-	-	-	9 487	**9 487**
Emprunts sur le marché monétaire en dinars	-	-	-	91 300	**91 300**
Emprunts sur le marché monétaire en devises	-	-	-	293 978	**293 978**
Intérêts à payer	-	-	-	878	**878**
Total	**-**	**-**	**-**	**395 643**	**395 643**

4.10- Dépôts et avoirs de la clientèle

Les dépôts et avoirs de la clientèle ont totalisé 7.633.299 mDT au 31/12/2017 contre 7.025.567 mDT au 31/12/2016, enregistrant ainsi une augmentation de 607.732 mDT, soit un taux d'accroissement de 8,7%. Ils se détaillent comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016	Variation	%
Dépôts en dinars	**6 916 620**	**6 417 107**	**499 513**	**7,8%**
Dépôts à vue en dinars	1 696 861	1 457 135	239 726	16,5%
Dépôts d'épargne en dinars	2 448 489	2 238 785	209 704	9,4%
Bons de caisse en dinars	68 567	64 430	4 137	6,4%
Comptes à terme en dinars	215 880	180 386	35 494	19,7%
Comptes spéciaux de placement en dinars	1 813 492	1 663 842	149 650	9,0%
Certificats de dépôt en dinars	461 000	604 500	(143 500)	(23,7%)
Autres sommes dues à la clientèle en dinars	212 331	208 029	4 302	2,1%
Dépôts en devises	**669 510**	**566 506**	**103 004**	**18,2%**
Dépôts à vue en devises	346 639	391 735	(45 096)	(11,5%)
Bons de caisse en devises	10 900	9 783	1 117	11,4%
Comptes à terme en devises	47 161	39 637	7 524	19,0%
Comptes de placement en devises	250 370	115 198	135 172	117,3%
Autres sommes dues à la clientèle en devises	14 440	10 153	4 287	42,2%
Dettes rattachées	**47 169**	**41 955**	**5 214**	**12,4%**
Intérêts à payer sur dépôts à vue	2 740	2 112	628	29,7%
Intérêts à payer sur dépôts à terme en devises	1 070	313	757	241,9%
Intérêts à payer sur comptes d'épargne	22 307	19 215	3 092	16,1%
Intérêts à payer sur Bons de Caisse, Compte à Terme & autres produits financiers	47 504	39 885	7 619	19,1%
Intérêts servis d'avance sur Bons de Caisse & Compte Spécial de Placement	(26 452)	(19 570)	(6 882)	(35,2%)
Total	**7 633 299**	**7 025 567**	**607 732**	**8,7%**

La ventilation des dépôts et avoirs de la clientèle par maturité se présente comme suit:

	Sans maturité contractuelle	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Dépôts en dinars	**4 145 350**	**1 308 117**	**930 314**	**532 839**	**-**	**6 916 620**
Dépôts à vue en dinars	1 696 861	-	-	-	-	**1 696 861**
Dépôts d'épargne en dinars	2 448 489	-	-	-	-	**2 448 489**
Bons de caisse en dinars	-	68 567	-	-	-	**68 567**
Comptes à terme en dinars	-	17 021	121 353	77 506	-	**215 880**
Comptes spéciaux de placement en dinars	-	771 198	597 461	444 833	-	**1 813 492**
Certificats de dépôt en dinars	-	239 000	211 500	10 500	-	**461 000**
Autres sommes dues à la clientèle en dinars	-	212 331	-	-	-	**212 331**
Dépôts en devises	**361 079**	**177 507**	**116 981**	**13 944**	**-**	**669 511**
Dépôts à vue en devises	346 639	-	-	-	-	**346 639**
Bons de caisse en devises	-	10 900	-	-	-	**10 900**
Comptes à terme en devises	-	6 735	26 945	13 482	-	**47 162**
Comptes de placement en devises	-	159 872	90 036	462	-	**250 370**
Autres sommes dues à la clientèle en devises	14 440	-	-	-	-	**14 440**
Dettes rattachées	**-**	**47 168**	**-**	**-**	**-**	**47 168**
Intérêts à payer sur dépôts à vue	-	2 740	-	-	-	**2 740**
Intérêts à payer sur dépôts à terme en devises	-	1 070	-	-	-	**1 070**
Intérêts à payer sur comptes d'épargne	-	22 307	-	-	-	**22 307**
Intérêts à payer sur Bons de Caisse, Compte à Terme & autres produits financiers	-	47 504	-	-	-	**47 504**
Intérêts servis d'avance sur Bons de Caisse & Compte Spécial de Placement	-	(26 453)	-	-	-	**(26 453)**
Total	**4 506 429**	**1 532 792**	**1 047 295**	**546 783**	**-**	**7 633 299**

La ventilation des dépôts et avoirs de la clientèle par nature de relation se présente comme suit:

	Entreprises liées	Entreprises associées	Co- entreprises	Autres	Total
Dépôts en dinars	**72 460**	**88 000**	**-**	**6 756 160**	**6 916 620**
Dépôts en devises	**-**	**-**	**-**	**669 511**	**669 511**
Dettes rattachées	**408**	**-**	**-**	**46 760**	**47 168**
Total	**72 868**	**88 000**	**-**	**7 472 431**	**7 633 299**

4.11- Emprunts et ressources spéciales

Les emprunts et ressources spéciales de la Banque ont totalisé 509.410 mDT au 31/12/2017 contre 428.479 mDT au 31/12/2016. Ils se détaillent comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016	Variation	%
Emprunts matérialisés	**221 131**	**129 821**	**91 310**	**70,3%**
Emprunts obligataires	216 312	127 047	89 265	70,3%
Intérêts à payer emprunts obligataires	4 819	2 774	2 045	73,7%
Ressources spéciales	**288 279**	**298 658**	**(10 379)**	**(3,5%)**
Ressources extérieures	117 000	111 624	5 376	4,8%
Ressources budgétaires	203 977	212 603	(8 626)	(4,1%)
Ecarts de conversion sur emprunts	(33 962)	(26 054)	(7 908)	(30,4%)
Intérêts à payer sur ressources spéciales	1 264	485	779	160,6%
Total	**509 410**	**428 479**	**80 931**	**18,9%**

Les taux d'intérêts des emprunts extérieurs varient entre 1% et 7,2%.

La ventilation des emprunts et ressources spéciales par maturité se présente comme suit:

	Sans maturité contractuelle	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Emprunts matérialisés	**-**	**-**	**19 974**	**149 368**	**51 789**	**221 131**
Emprunts obligataires	-	-	15 155	149 368	51 789	**216 312**
Intérêts à payer emprunts obligataires	-	-	4 819	-	-	**4 819**
Ressources spéciales	**203 977**	**6 331**	**11 188**	**38 015**	**27 504**	**288 279**
Ressources extérieures y compris écart de conversion	-	6 331	11 188	38 015	27 504	**83 038**
Ressources budgétaires	203 977	-	-	-	-	**203 977**
Intérêts à payer sur ressources spéciales	-	1 264	-	-	-	**1 264**
Total	**203 977**	**6 331**	**31 162**	**187 383**	**79 293**	**509 410**

La ventilation des emprunts et ressources spéciales par nature se présente comme suit:

	Entreprises liées	Entreprises associées	Co- entreprises	Autres	Total
Emprunts matérialisés	**8 451**	**22 142**	**-**	**190 538**	**221 131**
Emprunts obligataires	8 182	21 833	-	186 297	**216 312**
Intérêts à payer emprunts obligataires	269	309	-	4 241	**4 819**
Ressources spéciales	**-**	**-**	**-**	**287 015**	**288 279**
Ressources extérieures y compris écart de conversion	-	-	-	83 038	**83 038**
Ressources budgétaires	-	-	-	203 977	**203 977**
Intérêts à payer sur ressources spéciales	-	-	-	1 264	**1 264**
Total	**8 451**	**22 142**	**-**	**477 553**	**509 410**

4.11.1- Ressources budgétaires

La convention du fonds FOPRODI stipule, au niveau de son article 20, que la BNA assume 25% du risque de non-recouvrement des prêts financés sur les ressources de ce fonds (estimé au 31/12/2017 à 2.083 mDT). Toutefois, la BNA n'est tenue à cette obligation qu'une fois qu'elle ait épuisé tous les recours possibles pour le recouvrement des créances (PV de carence à l'appui).

La situation des comptes de prêts financés sur les ressources du FOPRODI et se trouvant en phase contentieuse au 31/12/2017 se présente comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2017
Contentieux dotation FOPRODI & FOPRODI BIRD	9 397
Impayés en intérêts sur FOPRODI & BIRD	1 471
Total	**10 868**

Notons, enfin, qu'une action d'assainissement du fonds FOPRODI est en cours, en collaboration avec les autorités réglementaires.

D'autre part, la BNA assume aussi le risque (entre 25% et 50%) de non recouvrement au titre des prêts financés sur d'autres ressources telles que le FODEC et la ligne BIRD 1969.

4.12- Autres passifs

Les autres postes de passif totalisent 349.047 mDT au 31/12/2017 contre 276.740 mDT au 31/12/2016, enregistrant ainsi une augmentation de 72.307 mDT. Ils se détaillent comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016	Variation	%
Etat, impôts et taxes	21 705	20 536	1 169	5,7%
Impôts sur les sociétés	30 960	-	30 960	-
Contribution exceptionnelle	4 423	3 785	638	16,9%
Organismes sociaux	39 635	35 132	4 503	12,8%
Comptes d'ajustement devises passifs	11 820	20 850	(9 030)	(43,3%)
Provisions pour risques divers (Comptes d'ajustement devises)	477	477	-	-
SWAPS devises	(10 801)	1 340	(12 141)	(906,0%)
Congés à payer	10 660	8 496	2 164	25,5%
Produits perçus d'avance	7 861	5 517	2 344	42,5%
Excédents de caisse	5 483	4 186	1 297	31,0%
Charges sur emprunts	53	53	-	-
Autres comptes de régularisation passifs	6 235	2 861	3 374	117,9%
Provisions pour risques divers (Autres comptes de régularisation passifs)	415	415	-	-
Comptes liés à la compensation passifs	95 258	64 971	30 287	46,6%
Comptes de régularisation	27 290	18 271	9 019	49,4%
Comptes Etatiques créditeurs	46 344	50 162	(3 818)	(7,6%)
Créditeur divers	16 826	17 680	(854)	(4,8%)
Fournisseurs d'immobilisations	7 975	3 770	4 205	111,5%
Provisions pour passifs et charges	**26 428**	**18 238**	**8 190**	**44,9%**
Provisions pour avantages postérieurs à l'emploi	8 363	8 753	(390)	(4,5%)
Provisions pour risque fiscal	15 442	6 900	8 542	123,8%
Provisions pour pénalités BCT	1 681	1 244	437	35,1%
Provisions pour suspens Inter-Siège T24h	942	1 341	(399)	(29,8%)
Total	**349 047**	**276 740**	**72 307**	**26,1%**

4.12.1- Avantages postérieurs à l'emploi en faveur du personnel

En application des articles 53 et 54 de la Convention Collective Nationale du Personnel des Banques et des Etablissements Financiers, la BNA a comptabilisé des provisions qui couvrent ses engagements postérieurs à l'emploi envers le personnel actif et les agents retraités.

En effet, le personnel retraité demeure affilié à un contrat d'assurance sociale, financé par les cotisations de la Banque et du personnel et garantissant les risques suivants : maladies, longue maladie, maternité, invalidité et décès. La BNA supporte 80% des coûts (cotisations…) relatifs à ce contrat d'assurance groupe.

En application des principes comptables généralement admis en Tunisie et des normes internationales d'information financière (IFRS), le coût des avantages postérieurs à l'emploi doit être comptabilisé en charges, à l'instar des autres éléments de rémunération, durant la période d'activité du salarié et non pas au moment où celui-ci bénéficie effectivement des prestations.

Ainsi, la BNA a comptabilisé des provisions pour avantages postérieurs à l'emploi dont l'encours global au 31/12/2017 s'élève à 8.363 mDT contre 8 753 mDT au 31/12/2016.

Pour l'estimation de ces provisions, la Banque a retenu les hypothèses suivantes :

- Taux de croissance des salaires : 4%
- Taux de mortalité et de départ anticipé : 5%
- Taux d'actualisation financière : 8%
- Charges sociales (50%) : 50% * 20,04%
- Espérance de vie : 74,3 ans
- Prime d'assurance prise en charge par la BNA (par retraité) : Variant entre 674 et 694 DT
- Prime d'assurance prise en charge par la BNA (personnel actif) : 580 DT

4.12.2- Provisions sur les suspens inter-sièges

Les suspens inter-sièges font l'objet d'une affectation entre les différentes rubriques des états financiers selon la nature des opérations.

La provision sur les suspens des comptes inter sièges a été estimée selon la méthode édictée par la circulaire BCT n°91-24 compte tenu des soldes nets par référence d'opération.

La provision ainsi constituée se présente comme suit :

Antériorité	Suspens débiteurs	Différence débitrice	Base provision	Taux de provision	Provision
Inférieur à 90 jours	11 130	104	11 234	0%	-
Compris entre 90 et 180 jours	182	19	201	20%	40
Compris entre 180 et 360 jours	211	15	226	50%	113
Supérieur à 360 jours	720	69	789	100%	789
Total en mDT	**12 243**	**207**	**12 450**		**942**

4.12.3- Autres comptes rattachés à la rubrique emprunts et ressources spéciales

Certains comptes de régularisation (passifs) demeurent non justifiés au 31/12/2017. Ils ont été auparavant analysés par la BNA sans, toutefois, parvenir à retracer les origines de leurs soldes :

Libellé	Solde au 31/12/2017
Prise en charge par l'Etat des intérêts	2 783
Réajustement intérêts / 3ème ligne de crédit CEE	1 334
Créditeurs divers sur crédits convertis	1 642

4.13- Capitaux propres

Les capitaux propres bruts (avant déduction du rachat par la banque de ses actions propres) ont totalisé 977.401 mDT au 31/12/2017 contre 778.226 mDT au 31/12/2016 Les mouvements des capitaux propres au cours de l'exercice 2017 se détaillent comme suit :

	Solde au 31/12/2016	Affectation du résultat 2016	Résultat de l'exercice	Autres mouvements	Solde au 31/12/2017
Capital social	160 000	-	-		160 000
Dotation de l'Etat	133 000	-	-		133 000
Réserves légales	16 000	-	-		16 000
Réserves extraordinaires	85 285	120 100	-		205 385
Réserves à régime spécial	17 802	-	-		17 802
Réserves pour réinvestissements exonérés	131 352	19 438	-		150 791
Primes d'émission et de fusion	55 077	-	-		55 077
Réserves pour fonds social	39 656	500	-	584	40 740
Résultats reportés	54	(38)	-		16
Résultat net de l'exercice	140 000	(140 000)	198 591		198 591
Total	**778 226**	**-**	**198 591**	**584**	**977 401**

Les autres mouvements, concernent les intérêts perçus sur les prêts accordés sur le fonds social pour un montant de 584 mDT.

La ventilation de la Reserve pour Fonds Social se présente comme suit :

Rubrique	Solde au 31/12/2017
Prêts Faps CT Exceptionnels	75
Prêts Faps Soins	405
Prêts Faps MT Mariage	16
Prêts Faps MT Voiture	365
Credit FAPS LT CAT 20 md	21 004
Liquidité	18 875
Réserve pour Fonds Social	**40 740**

4.13.1- Dotation de l'Etat de 133.000 mDT

En application des termes de la loi n°94-30 du 21 février 1994, la BNA a conclu avec l'Etat Tunisien, en date du 16 mars 1995, une convention en vertu de laquelle des créances sur fonds budgétaires agricoles, s'élevant en principal à 133.000 mDT, ont été transférées à la BNA (moyennant la garantie de l'Etat en matière de recouvrement des montants échus depuis un an sur les crédits entrant dans le cadre de cette convention).

Cette convention a permis à la BNA de rétablir sa situation financière (par l'amélioration de ses capitaux propres) et de se conformer ainsi à la règlementation en vigueur en matière de ratio de solvabilité.

Cette dotation est assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la banque. Cette éventualité de restitution s'applique également aux fonds budgétaires agricoles revenant à l'État pour un montant de 160 mDT, qui ont été décomptabilisés par la BNA en vertu de la loi n°2003-80 du 29 décembre 2003 pour compenser l'insuffisance de provisions dégagée par son activité à la fin de 2003. (Voir note 5-1-2).

Les indicateurs du rétablissement de l'équilibre financiers de la banque (cumulativement) sont :

- Les provisions sont dument constituées conformément à la règlementation en vigueur ;
- La couverture minimale des fonds propres est atteinte ;
- Le taux moyen du rendement des capitaux propres du secteur est atteint ;
- Le taux moyen de rendement des actifs est atteint ;
- La Banque assure la distribution de dividendes pour un taux minimum qui excède le taux prévu au niveau de ses statuts.

Les créances transférées dans le cadre des conventions 133 et 160 ne sont pas prises en compte lors du calcul de ces indicateurs.

4.13.2- Actions propres

Les actions propres détenues par la Banque s'élèvent au 31/12/2017 à 1.372 mDT, soit le même niveau que celui de l'année 2016.

	31/12/2016	Acquisitions	Cessions	31/12/2017
Actions propres	(1 372)	-	-	(1 372)
Total	**(1 372)**	**-**	**-**	**(1 372)**

4.13.3- Bénéfice par action

	31/12/2017	31/12/2016	Variation	%
Bénéfice net de l'exercice avant modifications comptables (en mDT)	198 591	140 000	58 591	41,9%
Nombre d'actions ordinaires	32 000 000	32 000 000	-	-
Nombre d'actions propres	84 872	84 872	-	-
Nombre d'actions ordinaires en circulation fin de période	31 915 128	31 915 128	-	-
Nombre d'actions moyen pondéré	31 915 128	31 915 128	-	-
Bénéfices revenant aux actions propres	527	371	155	41,9%
Bénéfice par action de valeur nominale de 5 DT (en DT)	**6,222**	**4,387**	**1,836**	**41,9%**

5- NOTES SUR LES ENGAGEMENTS HORS BILAN

5.1- Cautions, avals et autres garanties données

Ce poste a totalisé 996.110 mDT au 31/12/2017 contre 1.038.934 mDT au 31/12/2016. il se décompose comme suit:

	31/12/2017	31/12/2016	Variation	%
a- En faveur d'établissements bancaires	**125 221**	**246 670**	**(121 449)**	**(49,2%)**
Effets endossés	-	152 171	(152 171)	(100,0%)
Contre garanties	37 000	25 000	12 000	48,0%
Débiteurs par lettres de garanties d'ordre de nos correspondants étrangers	83 221	69 499	13 722	19,7%
Cessions de créances	5 000	-	5 000	-
b- En faveur de la clientèle	**710 889**	**632 264**	**78 625**	**12,4%**
Débiteurs par avals et acceptations	59 746	68 266	(8 520)	(12,5%)
Débiteurs par lettres de garanties	82 420	67 848	14 572	21,5%
Débiteurs par obligations cautionnées	27 275	16 998	10 277	60,5%
Débiteurs par cautions fiscales	54 109	34 776	19 333	55,6%
Débiteurs par cautions sur marchés publics	471 550	420 887	50 663	12,0%
Avals emprunts obligataires	-	422	(422)	(100,0%)
Avals billets de trésorerie	15 300	21 550	(6 250)	(29,0%)
Débiteurs par cautions bancaires taxation d'office	489	1 517	(1 028)	(67,8%)
c- En faveur de l'Etat	**160 000**	**160 000**	**-**	**-**
Créances budgétaires transférées par l'Etat	160 000	160 000	-	-
Total	**996 110**	**1 038 934**	**(42 824)**	**(4,1%)**

La ventilation des cautions, avals et autres garanties données par nature de relation se présente comme suit :

	Entreprises liées	Entreprises associées	Co-entreprise	Autres	Total
a- En faveur d'établissements bancaires	**-**	**-**	**-**	**125 221**	**125 221**
Contre garanties	-	-	-	37 000	**37 000**
Débiteurs par lettres de garanties d'ordre de nos correspondants étrangers	-	-	-	83 221	**83 221**
Cessions de créances	-	-	-	5 000	**5 000**
b- En faveur de la clientèle	**175**	**-**	**-**	**710 714**	**710 889**
Débiteurs par avals et acceptations	-	-	-	59 746	**59 746**
Débiteurs par lettres de garanties	-	-	-	82 420	**82 420**
Débiteurs par obligations cautionnées	-	-	-	27 275	**27 275**
Débiteurs par cautions fiscales	-	-	-	54 109	**54 109**
Débiteurs par cautions sur marchés publics	175	-	-	471 375	**471 550**
Avals billets de trésorerie	-	-	-	15 300	**15 300**
Débiteurs par cautions bancaires taxation d'office	-	-	-	489	**489**
c- En faveur de l'Etat	**-**	**-**	**-**	**160 000**	**160 000**
Créances budgétaires transférées par l'Etat	-	-	-	160 000	**160 000**
Cautions, avals et autres garanties données	**175**	**-**	**-**	**995 935**	**996 110**

5.1.1- Effets endossés

Le montant des effets endossés de 152.171 mDT au 31/12/2016 est devenu nulle au 31/12/2017. Cette rubrique correspond aux avals de la B.N.A sur des refinancements opérés par des banques de la place auprès de la Banque Centrale de Tunisie.

5.1.2- Créances budgétaires transférées par l'Etat

En application des termes de la loi n°2003-80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour l'année 2004, le Ministre des Finances et la BNA ont conclu, en date du17 février 2004, une convention ayant pour objet le transfert de fonds budgétaires agricoles revenant à l'Etat et totalisant la somme de 160.000 mDT au profit de la BNA et la prise en charge par l'Etat des impayés échus depuis un an sur les crédits accordés sur ces fonds et rentrant dans le cadre de cette convention.

Les fonds convertis ont été utilisés par la Banque pour compenser l'insuffisance de provisions dégagée par l'activité à fin 2003, ce qui a conduit à la dé-comptabilisation des fonds en question pour un montant de 160.000 mDT en contrepartie de la constatation de provisions sur titres d'investissement et créances clientèle pour le même montant.

5.2- Actions donnés en Garantie

Le refinancement auprès de la Banque centrale de Tunisie s'établit à 803.000 mDT au 31/12/2017 contre 549.000 mDT au 31/12/2016. Le détail des actifs donnés en garantie se présente comme suit:

	31/12/2017	31/12/2016	Variation	%
Titres de créances	481 000	329 000	152 000	46,2%
Bons du trésor	223 000	100 000	123 000	123,0%
Emprunt obligataire 2014	99 000	120 000	(21 000)	(17,5%)
Total	**803 000**	**549 000**	**254 000**	**46,3%**

5.3- Engagements de financement donnés

Cette rubrique comporte les crédits notifiés aux clients mais non encore débloqués.Elle se détaille comme suit:

	31/12/2017	31/12/2016	Variation	%
Crédits notifiés et non utilisés (agricoles)	**10 953**	**12 139**	**(1 186)**	**(9,8%)**
En faveur de la clientèle	10 953	12 139	(1 186)	(9,8%)
Crédits notifiés et non utilisés (commerciaux)	**331 839**	**196 368**	**135 471**	**69,0%**
En faveur de la clientèle	331 839	196 368	135 471	69,0%
Crédits de gestion notifiés et non utilisés	**163 825**	**222 149**	**(58 324)**	**(26,3%)**
En faveur de la clientèle	163 825	222 149	(58 324)	(26,3%)
Total	**506 617**	**430 656**	**75 961**	**17,6%**

5.4- Engagements sur titres

Cette rubrique comporte les titres d'investissement souscrits non encore libérés. Elle se détaille comme suit:

	Montant souscrit (1)	Montant libéré (2)	Montant non libéré (1)-(2)
SODIS SICAR	3 328	2 496	832
MFC POLE	2 000	1 000	1 000
FCPR INTECH	4 000	2 000	2 000
Total	**9 328**	**5 496**	**3 832**

5.5- Garanties reçues

Les Garanties reçues sont constituées au 31/12/2017 des éléments suivants:

	31/12/2017	31/12/2016	Variation	%
Garanties reçues des banques	**145 000**	**145 000**	**-**	**-**
Garanties reçues de l'Etat	**1 330 026**	**1 223 285**	**106 741**	**8,7%**
Abandon	-	11 239	(11 239)	(100,0%)
Fonds Budgétaires & Dotation	284 210	332 292	(48 082)	(14,5%)
SOTUGAR	31 550	28 055	3 495	12,5%
FNG	45 137	48 184	(3 047)	(6,3%)
FGIC	283	313	(30)	(9,6%)
FNE	412	82	330	402,4%
G.ETAT	968 434	803 120	165 314	20,6%
Garanties reçues de la clientèle	**1 711 679**	**1 812 076**	**(100 397)**	**(5,5%)**
Garanties Hypothécaires	1 467 274	1 530 039	(62 765)	(4,1%)
Garanties financiéres	244 405	282 037	(37 632)	(13,3%)
Total	**3 186 705**	**3 180 361**	**6 344**	**0,2%**

5.6- Engagements en devise

Les engagemets donnés et recus en devise arretés au 31/12/2017 se présentent comme suit:

	31/12/2017
Opérations de change au comptant non encore dénouées	
Devises vendues à livrer (comptant)	(30 213)
Dinars achetés à recevoir (comptant)	22 038
Devises achetées à recevoir (comptant)	20 384
Dinars vendues à livrer (comptant)	(11 913)
Opérations de change à terme non encore dénouées	
Devises vendues à livrer (à terme)	(13 851)
Dinars achetés à recevoir (à terme)	12 824
Devises achetées à recevoir (à terme)	43 957
Dinars vendues à livrer (à terme)	(40 601)
Opérations de SWAP	
Dinars à livrer (SWAP)	(172 393)
Devise à livrer (SWAP)	(9 756)
Devise à recevoir (SWAP)	191 713

6- NOTES RELATIVES AUX POSTES DE L'ETAT DE RESULTAT

6.1- Intérêts et revenus assimilés

Les intérêts et revenus assimilés ont atteint 627.052 mDT au 31/12/2017 contre 516.822 mDT au 31/12/2016, enregistrant ainsi un taux d'accroissement de 21,33% . Ils s'analynt comme suit :

	2017	2016	Variation	%
Opérations avec les établissements bancaires et financiers	**7 017**	**6 234**	**783**	**12,6%**
Intérêts sur prêts sur le marché monétaire en dinars	3 455	4 466	(1 011)	(22,6%)
Intérêts sur prêts sur le marché monétaire en devises	233	58	175	301,7%
Intérêts sur autres avoirs auprès des établissements bancaires et financiers	3 266	1 499	1 767	117,9%
Gains / Report sur opérations de SWAP	63	211	(148)	(70,1%)
Opérations avec la clientèle	**595 404**	**487 504**	**107 900**	**22,1%**
Agios sur comptes débiteurs de la clientèle	128 777	107 616	21 161	19,7%
Intérêts sur crédits à la clientèle	466 627	379 888	86 739	22,8%
Autres intérêts et revenus assimilés	**24 631**	**23 084**	**1 547**	**6,7%**
Total	**627 052**	**516 822**	**110 230**	**21,3%**

6.2- Commissions perçues

Les commissions perçues par la banque ont totalisé 87.556 mDT au 31/12/2017 contre 69.722 mDT au 31/12/2016. Elles se décomposent comme suit :

	2017	2016	Variation	%
Commissions en produits sur opérations de chèques, effets, virements et tenue de comptes	47 631	38 052	9 579	25,2%
Commissions en produits sur opérations monétiques	4 655	4 643	12	0,3%
Commissions en produits sur opérations de change	812	678	134	19,8%
Commissions en produits sur opérations de commerce extérieur	2 869	2 035	834	41,0%
Commissions en produits sur location de coffres forts	34	37	(3)	(8,1%)
Commissions en produits d'études, de montage de financement, de conseil et d'assistance	15 317	12 393	2 924	23,6%
Commissions en produits de gestion des fonds budgétaires & ressources extérieurs	2 137	2 264	(127)	(5,6%)
Commissions en produits sur avals billets de trésorerie	219	437	(218)	(49,9%)
Commissions en produits diverses	13 882	9 183	4 699	51,2%
Total	**87 556**	**69 722**	**17 834**	**25,6%**

6.3- Gain sur portefeuille commercial et opérations financières

Ces gains ont atteint 21.150 mDT au 31/12/2017 contre 19.400 mDT au 31/12/2016 soit une augmentation de 1.750 mDT. Ils se détaillent comme suit:

	2017	2016	Variation	%
Gains nets sur titres de transaction	**1 144**	**3 310**	**(2 166)**	**(65,4%)**
Intérêts nets sur bons de trésor	1 144	3 310	(2 166)	(65,4%)
Gains (pertes) nets sur titres de placement	**(205)**	**(290)**	**85**	**29,3%**
Dividendes et revenus assimilés des titres de placement	91	75	16	21,3%
Pertes sur titres de placement	(5)	-	(5)	-
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement	(301)	(386)	85	22,0%
Reprises de provisions pour dépréciation des titres de placement	10	21	(11)	(52,4%)
Gains nets sur opérations de change	**20 211**	**16 380**	**3 831**	**23,4%**
Résultat sur opérations de change	12 920	10 451	2 469	23,6%
Commissions sur change manuel	7 291	5 929	1 362	23,0%
Total	**21 150**	**19 400**	**1 750**	**9,0%**

6.4- Revenus du portefeuille d'investissement

Les revenus du portefeuille d'investissement ont totalisé 77.036 mDT au 31/12/2017 contre 68.875 mDT au 31/12/2016, soit une augmentation de 11,8%. Ils se détaillent comme suit :

	2017	2016	Variation	Variation
Intérêts nets sur Bons de Trésor d'investissement	49 291	33 969	15 322	45,1%
Revenus des titres de participation	10 485	14 072	(3 587)	(25,5%)
Revenus des obligations	14 919	14 510	409	2,8%
Revenus des fonds gérés	2 341	6 324	(3 983)	(63,0%)
Total	**77 036**	**68 875**	**8 161**	**11,8%**

6.5- Intérêts encourus et charges assimilées

Les intérêts et revenus assimilés ont atteint 365.239 mDT au 31/12/2017 contre 292.697 mDT au 31/12/2016, enregistrant ainsi un taux d'accroissement de 24,8% . Ils s'analysent comme suit :

	2017	2016	Variation	%
Opérations avec les établissements bancaires et financiers	**(62 272)**	**(48 064)**	**(14 208)**	**(29,6%)**
Intérêts sur emprunts sur le marché monétaire en dinars	(55 787)	(41 794)	(13 993)	(33,5%)
Intérêts sur emprunts sur le marché monétaire en devises	(2 128)	(965)	(1 163)	(120,5%)
Intérêts sur autres comptes des établissements bancaires et financiers	(55)	(70)	15	21,4%
Perte / Deport sur opérations de SWAP	(4 302)	(5 235)	933	17,8%
Opérations avec la clientèle	**(288 238)**	**(238 672)**	**(49 566)**	**(20,8%)**
Intérêts sur comptes à vue	(13 599)	(8 662)	(4 937)	(57,0%)
Intérêts sur comptes d'épargne	(98 392)	(84 758)	(13 634)	(16,1%)
Intérêts sur bons de caisse, comptes à terme et autres produits financiers	(176 247)	(145 252)	(30 995)	(21,3%)
Charges sur emprunts et ressources spéciales	**(14 381)**	**(5 506)**	**(8 875)**	**(161,2%)**
Autres intérêts et charges assimilés	**(348)**	**(455)**	**107**	**23,5%**
Total	**(365 239)**	**(292 697)**	**(72 542)**	**(24,8%)**

6.6- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passifs

Ce poste a atteint 80.505 mDT au 31/12/2017 contre 109.519 mDT au 31/12/2016, soit une diminution de 29.014 mDT. Il s'analyse comme suit :

	2017	2016	Variation	%
Dotations aux provisions sur engagements de la clientèle	**(57 954)**	**(107 585)**	**49 631**	**46,1%**
Dotations aux provisions pour créances douteuses individuelles	(78 138)	(132 202)	54 064	40,9%
Dotations aux provisions additionnelles	(76 510)	(29 470)	(47 040)	(159,6%)
Dotations aux provisions collectives sur créances non classées	(12 706)	(5 000)	(7 706)	(154,1%)
Reprises de provisions pour créances douteuses	112 449	52 010	60 439	116,2%
Reprise de provisions additionnelles	8 044	8 618	(574)	(6,7%)
Reprises provisions sur créances cédées à SOFINREC	122 557	83 513	39 044	46,8%
Créances cédées à SOFINREC et passées en perte	(133 842)	(93 855)	(39 987)	(42,6%)
Autres créances passées en pertes	(9 964)	-	(9 964)	-
Sommes recouvrées au titre des créances passées en perte	58	15	43	286,7%
Reprises d'agios réservés sur créances cédées	10 098	8 786	1 312	14,9%
Dotation nette pour risques et charges	**(22 551)**	**(1 934)**	**(20 617)**	**(1066,0%)**
Dotations aux provisions pour risques et charges	(24 582)	(12 535)	(12 047)	(96,1%)
Reprises de provisions pour risques et charges	2 031	10 601	(8 570)	(80,8%)
Total	**(80 505)**	**(109 519)**	**29 014**	**26,5%**

6.7- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement

Ce poste a totalisé un gain de 90.470 mDT au 31/12/2017 contre un gain de 86.587 mDT au 31/12/2016. Il se détaille comme suit:

	2017	2016	Variation	%
Dotations aux provisions pour dépréciation du portefeuille d'investissement	(3 345)	(4 098)	753	18,4%
Dotations aux provisions pour fonds gérés	(5 013)	(6 132)	1 119	18,2%
Dotations aux provisions pour dépréciation des participations dans les FCP	(198)	(156)	(42)	(26,9%)
Reprises de provisions pour dépréciation du portefeuille d'investissement	1 116	213	903	423,9%
Reprises de provisions pour fonds gérés	2 004	617	1 387	224,8%
Plus values de cession sur titres d'investissement	95 906	96 142	(236)	(0,2%)
Gains sur portefeuille d'investissement	-	4	(4)	(100,0%)
Pertes exceptionnelles sur portefeuille d'investissement	-	(3)	3	100,0%
Total	**90 470**	**86 587**	**3 883**	**4,5%**

Courant l'exercice 2017, la BNA a procédé à la cession en bourse de 5.417.780 actions SFBT pour une valeur totale de 100.160 mDT. Cette opération a généré une plus-value de 95.906 mDT.

6.8- Frais de personnel

Les frais de personnel se sont élevés à 179.347 mDT au 31/12/2017 contre 162.351 mDT au 31/12/2016, soit une augmentation de 16.996 mDT. Ils se détaillent comme suit :

	2017	2016	Variation	%
Salaires	(124 004)	(114 015)	(9 989)	(8,8%)
Charges sociales et fiscales	(37 206)	(33 642)	(3 564)	(10,6%)
Autres charges du personnel	(9 295)	(9 874)	579	5,9%
Charges sur assurance IDR	(6 677)	(7 423)	746	10,0%
Charges sur assurance Epargne collective	(2 165)	2 603	(4 768)	(183,2%)
Total	**(179 347)**	**(162 351)**	**(16 996)**	**(10,5%)**

6.9- Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation s'élèvent à 35.110 mDT au 31/12/2017 contre 34.350 mDT au 31/12/2016, soit une augmentation de 2,2%. Elles se détaillent comme suit :

	2017	2016	Variation	%
Loyers et charges locatives	(2 450)	(2 315)	(135)	(5,8%)
Entretiens et réparations (confiés à des tiers)	(4 953)	(5 168)	215	4,2%
Primes d'assurances	(748)	(625)	(123)	(19,7%)
Autres charges d'exploitation bancaire	(3 354)	(3 894)	540	13,9%
Impôts et taxes	(2 367)	(1 808)	(559)	(30,9%)
Fournitures de bureau	(1 868)	(2 096)	228	10,9%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	(1 430)	(1 150)	(280)	(24,3%)
Missions et réceptions	(660)	(939)	279	29,7%
Dons et cotisations	(193)	(195)	2	1,0%
Jetons de présence	(349)	(306)	(43)	(14,1%)
Affranchissements, téléphone, Télégramme et Telex	(4 480)	(4 214)	(266)	(6,3%)
Travaux et façons exécutés par des tiers	(2 054)	(1 935)	(119)	(6,1%)
Fournitures faites à la banque (électricité, eau et gaz)	(2 098)	(2 310)	212	9,2%
Frais de publicité	(2 379)	(1 889)	(490)	(25,9%)
Transports et déplacements	(3 589)	(3 430)	(159)	(4,6%)
Participation au budget de l'APTBEF	(288)	(261)	(27)	(10,3%)
Documentation centrale	(817)	(845)	28	3,3%
Frais de contrôle médical	(101)	(88)	(13)	(14,8%)
Frais de formation et d'inscription	(932)	(882)	(50)	(5,7%)
Total	**(35 110)**	**(34 350)**	**(760)**	**(2,2%)**

6.10- Solde en gain ou en perte provenant des autres éléments ordinaires

Les soldes en gain ou en perte provenant des autres éléments ordinaires présentent une perte de 43 mDT au 31/12/2017 contre un gain de 170 mDT au 31/12/2016. Ils se détaillent comme suit :

	2017	2016	Variation	%
Profits exceptionnels	18	147	(129)	(87,8%)
Pertes et profits sur opérations d'arbitrage rejets monétiques	58	71	(13)	(18,3%)
Déficits de caisse	(12)	(11)	(1)	(9,1%)
Pénalités et amendes fiscales	(107)	(37)	(70)	(189,2%)
Total	**(43)**	**170**	**(213)**	**(125,3%)**

6.11- Impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat se compose uniquement de l'impôt courant ou exigible (impôt sur les sociétés) et ne tient pas compte des actifs et passifs d'impôt différé (non intégrés au bilan).

	2017
Résultat net	**198 591**
Réintégrations	**246 348**
Impôt sur les sociétés	30 960
Contribution conjoncturelle	4 423
Amendes et pénalités	106
Charges diverses non déductibles	5 031
Subvention amicale BNA	3 600
Provisions pour risques divers	24 582
Provisions pour titres de placement	301
Provisions pour dépréciation des titres de participation	3 345
Provisions pour dépréciation des titres fonds gérés	5 013
Provisions pour dépréciation des titres FCP	198
Provisions collectives sur créances non classées	12 706
Provisions pour créances douteuses	154 648
Perte sur titres de participation	560
Créances abandonnées	875
Déductions	**9 140**
Reprise de provisions pour risques et charges	2 031
Reprise de provisions additionnelles 2012 & antérieures	4 061
Reprise de provisions pour fonds gérés	1 932
Reprise de provisions pour dépréciation des titres	1 116
Résultat corrigé avant déduction de provisions	**435 799**
Provisions déductibles sur titres cotés (placement)	301
Provisions déductibles sur titres cotés (participation)	1 373
Provisions déductibles sur titres cotés (fonds gérés)	3 649
Provisions pour créances douteuses	154 648
Provisions collectives sur créances non classées	12 706
Résultat corrigé aprés déduction de provisions	**263 122**
Dividendes sur titres de participations	10 570
Dividendes et plus values sur fonds gérés	1 187
Plus values sur titres SFBT	95 907
Résultat fiscal	**155 458**
Dégrèvement fiscaux:	67 000
Résultat imposable	**88 458**
Impôt sur les sociétés	**30 960**
Contribution conjoncturelle	**4 423**

7- NOTES SUR L'ÉTAT DES FLUX DE TRESORERIE

7.1- Flux de trésorerie net affecté aux activités d'exploitation

Les activités d'exploitation ont dégagé, au cours de l'exercice 2017, un flux de trésorerie net négatif de 629.984 mDT s'expliquant principalement comme suit :

- Les produits d'exploitation encaissés ont enregistré un excédent de 367.640 mDT par rapport aux charges d'exploitation décaissées ;
- Les prêts et avances à la clientèle nettes des remboursements ont dégagé un flux net négatif de 1.407.059 mDT
- Les dépôts et retraits de la clientèle ont dégagé un flux net positif de 602.516 mDT ;
- Les sommes versées au personnel et aux créditeurs divers ont atteint 181.250 mDT ;
- Les autres flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation se sont soldés par un encaissement net de 1.574 mDT.

7.2- Flux de trésorerie net affecté aux activités d'investissement

Les activités d'investissement ont dégagé, au cours de l'exercice 2017 un flux de trésorerie net positif de 77.401 mDT s'expliquant comme suit :

- Les intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille investissement de 80.406 mDT ;
- Les cessions nettes sur portefeuille d'investissement de 6.985 mDT ;
- Les acquisitions nettes des immobilisations de 9.990 mDT ;

7.3- Flux de trésorerie net affecté aux activités de financement

Les activités de financement ont dégagé, au cours de l'exercice 2017, un flux de trésorerie net positif de 78.075 mDT provenant essentiellement de :

- L'emission d'emprunt pour le montant de 100.000 mDT ;
- Le remboursement d'emprunt pour le montant de 10.735 mDT ;
- Une diminution des ressources spéciales pour le montant de 11.158 mDT ;
- Le versement de dividendes pour le montant de 32 mDT ;

7.4- Liquidités et équivalents de liquidités

Cette rubrique comporte les avoirs en dinars et en devises en caisses, auprès de la BCT et du Centre des Chèques Postaux ainsi que les avoirs nets auprès des établissements bancaires. Elle inclut également les prêts et emprunts interbancaires inférieurs à trois mois et les Placements inférieurs à 3 mois composés par les Bons de Trésor de transaction.

Les liquidités et équivalents de liquidités ont accusé un solde négatif de 960.548 mDT au 31/12/2017 contre aussi un solde négatif de 448.080 mDT au 31/12/2016. Elles se décomposent comme suit à la fin de l'exercice 2017:

	solde au 31/12/2017	solde au 31/12/2016	Variation	%
Liquidités en dinars tunisiens :	**106 889**	**293 313**	**(186 424)**	**(63,6%)**
- Avoirs en caisse en dinars	42 436	40 324	2 112	5,2%
- Avoirs auprès de la BCT en dinars	6 499	1	6 498	649800,0%
- Avoirs en CCP	554	369	185	50,1%
- Mouvements IBS	10 730	5 415	5 315	98,2%
- Correspondants débiteurs en dinars	56 157	255 111	(198 954)	(78,0%)
- Correspondants créditeurs en dinars	(9 487)	(7 907)	(1 580)	(20,0%)
Liquidités en devises :	**118 465**	**144 500**	**(26 035)**	**(18,0%)**
- Caisse en devises	8 942	6 993	1 949	27,9%
- Avoirs à la BCT en devises	68 323	89 055	(20 732)	(23,3%)
- Correspondants débiteurs en devises	41 200	48 452	(7 252)	(15,0%)
Emprunts en dinars	**(894 304)**	**(698 486)**	**(195 818)**	**(28,0%)**
Emprunts en devises	**(293 978)**	**(225 373)**	**(68 605)**	**(30,4%)**
Placements supérieurs à 3 mois	**2 380**	**37 966**	**(35 586)**	**(93,7%)**
Liquidités et équivalents de liquidités au 31/12/2017	**(960 548)**	**(448 080)**	**(512 468)**	**(114,4%)**

8- Note sur les évènements postérieurs à l'arrêté des états financiers

Aucun évènement n'est survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date de publication des Etats Financiers de nature à :

- Entrainer des modifications importantes de l'actif ou du passif au cours du nouvel exercice ;
- Avoir des répercussions importantes sur les activités futures de la Banque.

9- Note sur les opérations avec les parties liées

1- La BNA a émis deux emprunts obligataires subordonnés en 2017 pour un montant global de 100 millions de dinars détaillés comme suit :

1.1- Un emprunt obligataire subordonné « BNA 2017-1 » émis avec recours à l'appel public à l'épargne d'un montant de 50 millions de dinars ayant les caractéristiques suivantes :

Catégorie	Durée	Taux d'intérêt	Amortissement
A	5 ans	7,4% et /ou TMM + 1,95%	Constant par 1/5 à partir de la 1ere année
B	7 ans dont deux années de grâce	7,55% et /ou TMM + 2,1%	Constant par 1/5 à partir de la 3eme année

1.2- Un emprunt obligataire subordonné « BNA 2017-2 » émis sans recours à l'appel public à l'épargne d'un montant de 50 millions de dinars ayant les caractéristiques suivantes :

Catégorie	Durée	Taux d'intérêt	Amortissement
A	5 ans	7,60%	Constant par 1/5 à partir de la 1ere année
B	7 ans dont deux années de grâce	7,75%	Constant par 1/5 à partir de la 3eme année

1.3- La BNA capitaux a été chargée de préparer le dossier administratif des deux emprunts obligataires BNA subordonné 2017, ainsi la BNA a constaté à ce titre en charge de l'exercice une commission de placement de 300.000 dinars hors taxes.

1.4- Les montants souscrits par les filiales et entreprises associées ainsi que les intérêts générés par cet emprunt en 2017 se détaillent comme suit :

Société	Montant souscrit à l'EO BNA sub2017-1	Montant souscrit à l'EO BNA sub2017-2	Intérêts 2017
SICAR INVEST	-	2 000	1
Placement Obligataire Sicav	5 000	-	222
TUNIS-RE	2 000	4 000	94
ASSURANCE "AMI"	500	5 000	37
AGROSERVICES	50	-	3
Total en Dinars	**7 550**	**11 000**	**357**

1.5- La caisse Tunisienne des Assurances Mutuelles Agricoles, administrateur de la BNA, a souscrit à l'emprunt obligataire subordonné BNA 2017-2. Le montant souscrit s'élève à 3.5 millions de dinars et Les intérêts ,supportés par la BNA au titre de l'exercice 2017, sont de l'ordre de 4.921 dinars

2- L'encours des montants souscrits par la Caisse Tunisienne des Assurances Mutuelles Agricoles, administrateur de la BNA, aux emprunts obligataires émis par la BNA au cours des exercices 2009 et 2016 se détaille comme suit :

Emprunts	BNA subordonné 2009	BNA subordonné 2016	Total
Encours aux 31/12/2017	933	4 500	5 433
Interets 2017	53	185	238

3- La BNA a cédé, au dinar symbolique, à la société SOFINREC, filiale de la BNA, deux lots de créances compromises détaillés comme suit :

Emprunts	Total des créances cédées	Montant intérêt	Rep. de prov. agios et int. réservés
LOT 1	96 192	3 009	95 176
LOT 2	37 650	1 454	37 479
Total	**133 842**	**4 463**	**132 655**

4- Les salaires et avantages accordés au personnel détaché de la SOFINREC, filiale de la banque, auprès de la BNA au titre de l'exercice 2017 s'élèvent à 47.484 dinars.

5- L'encours des conventions de dépôts à terme souscrits, courant 2017, par les filiales et entreprises associées de la BNA totalisent, au 31 décembre 2017, un montant 155.603 mile dinars, réparti comme suit :

RELATION	LIBELLE	Statut	Date de Souscription	Date d'échéance	Encours au 31/12/2017	Taux
Assurance "AMI"	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	17/01/2017	16/01/2018	1 000	7,06%
Assurance "AMI"	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	08/08/2016	04/08/2018	300	6,82%
Assurance "AMI"	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	26/02/2016	24/02/2018	500	6,75%
Assurance "AMI"	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	07/04/2016	03/04/2018	1 000	7,10%
Assurance "AMI"	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	07/07/2017	29/06/2019	800	8,00%
Assurance "AMI"	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	17/01/2017	15/01/2018	10 000	7,51%
Assurance "AMI"	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	12/09/2017	04/09/2019	700	8,00%
CAP BANK	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	04/05/2017	28/04/2018	1 700	7,66%
S O D I N O	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	24/06/2016	21/05/2018	2 000	6,50%
TUNIS RE	Certificat de Dépôt	ENTREPRISE ASSOCIEE	29/12/2017	23/12/2018	500	9,03%
TUNIS RE	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	21/07/2016	11/07/2018	14 000	7,42%
TUNIS RE	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	10/01/2017	06/07/2018	10 500	8,06%
TUNIS RE	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	11/07/2016	07/07/2018	10 500	7,42%
TUNIS RE	Certificat de Dépôt	ENTREPRISE ASSOCIEE	29/12/2017	21/12/2018	1 500	9,03%
TUNIS RE	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	11/07/2016	30/06/2018	1 500	7,36%
TUNIS RE	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	12/07/2017	10/07/2019	9 000	8,25%
TUNIS RE	Certificat de Dépôt	ENTREPRISE ASSOCIEE	19/12/2017	12/12/2018	3 500	9,03%
TUNIS RE	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	02/02/2017	19/01/2019	4 000	8,15%
TUNIS RE	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	26/07/2016	19/07/2018	5 000	7,42%
TUNIS RE	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	22/07/2016	29/06/2018	6 500	7,40%
TUNIS RE	Certificat de Dépôt	ENTREPRISE ASSOCIEE	21/12/2017	15/12/2018	3 000	9,03%
TUNIS RE	Certificat de Dépôt	ENTREPRISE ASSOCIEE	29/12/2017	22/12/2018	500	9,03%
BNA CAPITAUX	Compte de Placement	FILIALE	28/09/2017	05/01/2018	1 300	8,19%
BNA CAPITAUX	Compte de Placement	FILIALE	10/10/2017	15/01/2018	1 300	8,22%
BNA CAPITAUX	Compte de Placement	FILIALE	28/12/2017	27/03/2018	215	6,23%
BNA CAPITAUX	Compte de Placement	FILIALE	28/12/2017	27/03/2018	115	6,23%
SICAV BNA	Compte de Placement	FILIALE	29/12/2017	28/03/2018	590	6,23%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	18/12/2017	14/03/2018	1 000	6,23%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	07/12/2017	16/03/2018	12 152	8,23%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	28/12/2017	25/03/2018	1 000	6,23%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	26/09/2017	03/01/2018	5 081	8,19%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	29/09/2017	05/01/2018	1 000	8,19%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	07/12/2017	16/03/2018	3 600	8,23%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	08/12/2017	17/03/2018	5 000	8,23%
Placement Obligataire "SICAV"	Certificat de Dépôt	FILIALE	18/10/2017	25/01/2018	5 000	8,22%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	25/12/2017	22/03/2018	1 500	6,23%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	28/09/2017	05/01/2018	7 000	8,19%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	09/10/2017	16/01/2018	7 300	8,22%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	18/12/2017	14/03/2018	1 800	6,23%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	29/12/2017	28/03/2018	2 720	6,23%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	18/12/2017	17/03/2018	930	6,23%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	15/12/2017	14/03/2018	2 000	6,23%
Placement Obligataire "SICAV"	Compte de Placement	FILIALE	06/12/2017	05/03/2018	4 000	6,23%
STE ESSOUKNA	Certificat de Dépôt	FILIALE	21/12/2017	30/12/2017	500	5,73%
SOFINREC	Certificat de Dépôt	FILIALE	28/12/2017	26/04/2018	500	5,73%
SOFINREC	Certificat de Dépôt	FILIALE	15/11/2017	23/04/2018	500	5,73%
SOFINREC	Compte de Placement	FILIALE	08/12/2017	26/04/2018	500	5,73%
SOFINREC	Certificat de Dépôt	FILIALE	14/09/2017	21/04/2018	500	5,69%
SOFINREC	Certificat de Dépôt	FILIALE	16/10/2017	23/04/2018	500	5,72%
Total					**155 603**	

6- L'encours des conventions de dépôts à terme souscrits, courant 2017, par les administrateurs de la BNA totalisent, au 31 décembre 2017, un montant de 399.503 mille dinars réparti comme suit :

RELATION	LIBELLE	Souscription	d'échéance	Encours	Taux
CTAMA	Compte de Placement	13/01/2015	04/01/2018	200	8,18%
CTAMA	Compte à Terme	30/12/2016	29/12/2021	10 000	7,23%
CTAMA	Compte de Placement	11/01/2017	05/01/2019	250	7,56%
CTAMA	Compte de Placement	08/01/2015	04/01/2018	5 000	8,18%
CTAMA	Compte de Placement	23/01/2017	12/01/2019	200	7,56%
CTAMA	Compte de Placement	25/01/2017	19/01/2019	500	7,56%
CTAMA	Compte de Placement	04/04/2017	30/03/2019	250	7,59%
Total				**16 400**	

7- La BNA a procédé à l'abandon des créances agricoles qui feront l'objet de prise en charge par l'Etat conformément à l'article 79 de la loi n°2013-54 du 30 décembre 2013 portant loi de finances pour l'année 2014, tel que modifié par la loi n°2015-18 du 02 juin 2015, l'article 27 de la loi n°2015-30 du 18 août 2015 portant loi de finances complémentaire pour l'année 2015, et l'article 65 de la loi n°2016-78 du 17 décembre 2016 portant loi de finances pour l'année 2017. L'encours de ces créances est de 90.447 millions de dinars. La convention de prise en charge, relative aux fonds propres et fonds extérieurs, a été signée entre la BNA et l'État tunisien en date du 24 mai 2017.

8- La BNA a conclu avec l'État Tunisien des conventions de gestion de plusieurs fonds budgétaires (destinés à financer soit des subventions non remboursables, soit des dotations, soit des crédits) en contrepartie de la perception de commissions.
L'encours de ces fonds budgétaires s'élève au 31 décembre 2017 à 203.977 mille dinars contre 212.603 mille dinars au 31 décembre 2017.

9- La BNA a conclu avec l'État Tunisien, en date du 16 mars 1995, une convention en vertu de laquelle des créances sur fonds budgétaires agricoles, s'élevant en principal à 133 millions de dinars, ont été transférées à la BNA (moyennant la garantie de l'État en matière de recouvrement des montants échus depuis un an sur les crédits entrant dans le cadre de cette convention). Conformément à cette convention, la BNA a inscrit cette dotation parmi ses capitaux propres. Par ailleurs, la BNA est tenue de restituer les sommes transférées dès lors que son équilibre financier est rétabli.

10- La BNA a conclu avec l'État Tunisien, en date du 17 février 2004, une convention en vertu de laquelle des créances sur fonds budgétaires agricoles, s'élevant en principal à 160 millions de dinars, ont été transférées à la BNA (moyennant la garantie de l'État en matière de recouvrement des montants échus depuis un an sur les crédits entrant dans le cadre de cette convention). Conformément à cette convention, la BNA a inscrit cette dotation parmi ses engagements hors bilan sous la rubrique "Cautions, Avals et autres garanties données". Par ailleurs, la BNA est tenue de restituer les sommes transférées dès lors que son équilibre financier sera rétabli.

11- Certaines créances impayées ont été prises en charge par l'État et ce en vertu de :

- L'article 24 de la loi n°98-111 du 28 décembre 1998, portant loi de finances pour l'année 1999 : Consolidation sur 25 ans, sans intérêts et avec la garantie de l'État, des créances impayées et des créances non encore échues au 31 décembre 1997 en principal, à la charge des établissements et des entreprises publics et des coopératives centrales de services agricoles.

- L'article 25 de la même loi : Pris en charge par l'État des créances de certaines entreprises publiques et à participations publiques directes et indirectes et des coopératives agricoles visées au tableau « G » annexé à ladite loi, qui sont en cours de liquidation ou à liquider ou à privatiser ultérieurement, arrêtées au 31 décembre 1997, et ce sur 25 ans et sans intérêts

- L'article 3 de la loi n°99-65 du 15 juillet 1999 : Prise en charge par l'État des créances abandonnées par la BNA et ce pour les montants dus en principal et intérêts au titre des crédits agricoles arrêtés au 31/12/1998 ayant enregistré des impayés et dont le montant en principal n'excède pas 2 000 dinars par agriculteur à la date de leur obtention. Ces montants sont remboursés sur 20 ans et sans intérêts à partir de l'an 2000.

Les créances prises en charge par l'État ont totalisé 353.642 millions de dinars. Au 31 décembre 2017, l'encours desdites créances s'élève à 95.458 millions de dinars.

12- La BNA a souscrit auprès de son administrateur, la société CTAMA, un contrat d'assurance destiné à couvrir la charge relative à l'indemnité de départ à la retraite soit six mensualités de salaire brut. La cotisation relative à l'année 2017 s'élève à 2.810 mille dinars.

13- La BNA a souscrit auprès de son administrateur, la société CTAMA, un contrat d'assurance épargne collective destiné à financer le complément de retraite de son personnel. La charge supportée par la banque au titre de l'année 2017 s'élève à 3.868 mille dinars.

14- La BNA a signé avec la société «SIP-SICAR (Filiale de la BNA absorbée par la SICAR INVEST en 2017) trois conventions de gestion de fonds à capital risque. La situation de ces fonds gérés se détaille comme suit :

Fonds gérés	Date souscription	Montant souscrit	En-cours au 31/12/2017
Fonds gérés SIP SICAR 1	2010	1 500	1 500
Fonds gérés SIP SICAR 2	2011	2 500	2 500
Fonds gérés SIP SICAR 3	2012	6 000	6 000
Fonds gérés SIP SICAR 5	2014	4 000	4 000
Fonds gérés SIP SICAR 6	2015	9 000	9 000
Total		**23 000**	**23 000**

La convention relative à la gestion des fonds confiés en 2014 et 2015 pour un montant de 13 millions de dinars. Les conditions de rémunération de la SIP-SICAR, au titre de la gestion de ces fonds, se résument comme suit :

- Commission de gestion de 1% prélevée sur les montants déposés et non remboursés ;
- Commission de performance de 10% calculée sur les plus-values de l'activité capital risque et autres produits liés ;
- Commission de rendement de 5% sur les produits des placements nets des moins-values y afférentes ;
- Commission de 2,5% décomptée sur les montants recouvrés en principal.

Les commissions de gestion relatives à l'exercice 2017 s'élèvent à 290.724 dinars hors taxes.
La BNA a payé au cours de l'exercice 2017 à la SIP SICAR (Filiale absorbée par la SICAR INVEST) un montant de 336.013 dinars hors taxes au titre de l'exercice 2016.

15- La BNA a signé avec sa filiale SICAR-INVEST, un avenant à la convention de gestion de fonds à capital risque. Au titre de cette convention, la BNA a confié à sa filiale la gestion d'une enveloppe entièrement libérée par tranche d'un montant de 144,957 millions de dinars. La situation de ces fonds gérés se détaille comme suit :

Fonds gérés	Date souscription	Montant souscrit	En-cours au 31/12/2017
Fonds géré 1	1997	4 500	1 540
Fonds géré 2	1997	2 057	904
Fonds géré 3	1998	5 550	353
Fonds géré 4	1999	7 350	4 452
Fonds géré 5	2000	7 000	3 290
Fonds géré 6	2001	7 000	2 607
Fonds géré 7	2002	5 000	2 603
Fonds géré 8	2003	3 500	2 086
Fonds géré 9	2005	1 500	1 055
Fonds géré 10	2006	5 000	2 917
Fonds géré 11	2007	2 500	1 044
Fonds géré 12	2008	8 500	7 979
Fonds géré 13	2009	20 000	20 000
Fonds géré 14	2010	15 000	15 000
Fonds géré 15	2011	10 000	10 000
Fonds géré 16	2012	8 400	8 400
Fonds géré 16- bis	2012	5 600	5 600
Fonds géré 18	2014	6 000	6 000
Fonds géré 19	2015	7 000	7 000
Fonds géré 20	2016	2 000	2 000
Fonds géré 21	2016	3 000	3 000
Fonds géré 20 Bis	2016	8 500	8 500
Total Net		**144 957**	**116 330**

Les conditions de rémunération de la SICAR-INVEST, au titre de la gestion de ces fonds, se résument comme suit :

- Commission de gestion annuelle de 0,5% décomptée sur l'encours des fonds confiés ;
- Commission de recouvrement de 2,5%;
- Commission de rendement de 5% décomptée sur les produits des placements réalisés par les fonds ;
- Commission de performance de 10% calculée sur les plus-values de l'activité capital risque et autres produits liés.

Les commissions de gestion relatives à l'exercice 2016 payées par la BNA à la SICAR INVEST, au cours de l'exercice 2017 s'élèvent à 836.941 dinars hors taxes

Les commissions de gestion relatives à l'exercice 2017 s'élèvent à 777.240 dinars hors taxes.

16- La BNA a signé avec SODINO, entreprise associée, deux conventions de gestion de fonds à capital risque. La situation de ces fonds gérés se détaille comme suit :

Fonds gérés	Date souscription	Montant souscrit	En-cours au 31/12/2017
FDS DEV IRADA Jendouba	2010	450	450
FDS DEV IRADA Elkef	2010	450	450
Total		**900**	**900**

Les conditions de rémunération de la SODINO, au titre de la gestion de ces fonds, se résument comme suit :

- Commission de gestion de 1% décomptée sur les actifs nets du fonds avec un minimum de 4.500 dinars par fonds ;
- Commission de performance de 10% calculée sur les plus-values réalisées sur les cessions d'actions ou de parts sociales et des dividendes servis par fonds ;
- Commission de rendement de 10% calculée sur les produits des placements réalisés par les fonds ;

Les commissions de gestion revenant à SODINO au titre de l'exercice 2017 s'élèvent à 9.650 dinars hors taxes.

17- En vertu de conventions conclues avec la SICAV BNA, la SICAV Placement Obligataire et la BNA capitaux, la BNA assure la fonction de dépositaire de titres et de fonds pour ces OPCVM.

En rémunération des prestations fournies à ce titre, la banque perçoit les commissions suivantes :

- 0,15% du montant de l'actif net de la SICAV Placement Obligataire. La commission relative à l'exercice 2017 s'élève à 510.491 dinars hors taxes;
- 0,17% du montant de l'actif net du FCP Sécurité. La commission relative à l'exercice 2017 s'élève à 116.631 dinars hors taxes;
- 0,25% du montant de l'actif net du FCP Confiance et du FCP Progrès. La commission relative à l'exercice 2017 s'élève 482.305 dinars hors taxes;
- 1.000 dinars hors taxes, commission fixe versée annuellement par la SICAV BNA.

18- En vertu de la convention conclue avec la BNA capitaux, cette dernière assure :

- La tenue du registre des actionnaires et autres services annexes. La BNA capitaux perçoit une rétribution forfaitaire de 30.000 dinars hors taxes par année ;
- La gestion du portefeuille pour le compte de la BNA. La BNA capitaux perçoit, à ce titre :
  - une commission de 0,4% du montant de chaque transaction boursière
  - une commission de 0,2% du montant de chaque coupon encaissé.
  - des frais de tenue de compte de 0,075% du montant du portefeuille des valeurs mobilières mouvementées avec un maximum de 2.500 dinars par valeur.

La BNA a payé en hors taxes, au cours de l'exercice 2017 un montant de 24.656 dinars pour la commission sur encaissement coupon, un montant de 402.495 dinars pour la commission de courtage et un montant de 16.994 dinars pour la commission de tenue de compte.

19- La BNA loue à ses filiales, BNA Capitaux et Société Tunisie Informatique Services «TIS », certains de ses locaux. Les conditions annuelles des contrats de location de ses locaux se détaillent comme suit :

Filiales	Montant du loyer annuel en Dinars	Date de début de la location	Majoration par année	Date de début de la majoration	Loyer HT 2017 en Dinars
BNA CAPITAUX-MARSA	7 200 (hors taxes)	15/12/2013	5%	Deuxième année de la location	8 352
BNA CAPITAUX-SOUSSE	4 800 (hors taxes)	01/04/2008	5%	Deuxième année de la location	7 358
BNA CAPITAUX-SFAX	4 200 (hors taxes)	01/07/2007	5%	Deuxième année de la location	6 678
BNA CAPITAUX-BEN AROUS	3 600 (hors taxes)	01/07/2010	5%	Deuxième année de la location	4 945
Tunisie Informatique Services TIS	14 400 (TTC)	01/01/2011	5% (tous les deux ans)	01/01/2014	13454
Total					**40 787**

20- La société Tunisie Informatique Services « TIS », assure la maintenance du matériel informatique de la BNA. Au cours de l'exercice 2017, la rémunération facturée par « TIS » au titre de cette opération s'élève à 932.390 dinars.

21- Les achats de matériel informatique effectués par la BNA, courant l'exercice 2017, auprès de sa filiale la société Tunisie Informatique Services « TIS » ont totalisé la somme de 290.089 dinars.

22- La BNA a signé avec sa filiale la société Tunisie Informatique Services « TIS », en 2017, des contrats de marché d'acquisition de matériel informatique, objet des appels d'offres N° 15/2017 et 22/2017

23- L'encours des montants souscrits par les filiales et entreprises associées, aux emprunts émis par la BNA au cours des exercices 2009 et 2016, ainsi que les intérêts générés par ces deux emprunts se détaillent au 31 décembre 2017 comme suit :

Société	BNA SUB 2016	BNA SUB 2009	Intérêts
SIACR INVEST	800	0	12
Placement Obligataire SICAV	0	2 332	93
TUNIS-RE	3 000	466	64
AMI	6 400	466	115
TOTAL	**10 200**	**3 265**	**284**

24- La BNA a émis, en 2008 un Fonds Commun de Placement « FCP SECURITE » pour un montant global de 50 millions de dinars. Les filiales et entreprises associées ayant souscrit à ce fonds ainsi que la valorisation de leurs portefeuilles au 31/12/2017 se présentent comme suit :

Société	Montant souscrit	Valorisation au 31/12/2017
TUNIS-RE	6 000	9 256
ASSURANCE "AMI"	8 000	12 343
Total en Dinars	**14 000**	**21 599**

25- La Caisse Tunisienne des Assurances Mutuelles Agricoles, administrateur de la BNA, a souscrit au Fonds Commun de Placement « FCP SECURITE » émis par la BNA en 2008. Les montants souscrits à ce fonds ainsi que la valorisation de leurs portefeuilles au 31/12/2017 se présentent comme suit :

Société	Montant souscrit	Valorisation au 31/12/2017
CTAMA	1 500	2 314
CTAMA-MGA	500	771
Total en Dinars	**2 000**	**3 086**

26- Les soldes des comptes courants ouverts par les filiales et entreprises associées de la BNA ainsi que les commissions et intérêts y afférents se détaillent, au 31/12/2017, comme suit :

	Solde au 31/12/2017		Commissions encaissées en	Intérêts de l'exercice 2017	
Partie liée (chiffres en dinars)	**Débiteur**	**Créditeur**	**2017**	**Encaissés**	**Servis**
SIMPAR	597 540	-	6 829	127 098	-
SIVIA	1 825 052	-	3 492	149 919	103 286
ESSOUKNA	-	1 295 429	220	2 847	-
AGRO-SERVICES	-	107 886	441	2 302	1 280
TIS	294 057	-	1 069	28 801	-
BNA CAPITAUX	-	2 033 375	25	455	96 942
LES ŒILLETS	1 247 708	-	771	61 629	-
SOFINREC	-	400 546	306	2 461	3 784
POS	-	264 243	23	414	55 524
SOGEST	243 914	-	1 458	20 880	-
EL MEDINA	162 001	-	911	60 160	-
SICAR INVEST	-	388 826	2 327	1 053	159
SOIVM SICAF	-	11 838	100	1	-
SICAV BNA	-	8 507	-	-	1 506
SICAF PARTICIPATIONS BNA	-	2 696	100	-	-
SODET SUD	-	6 449	111	278	-
TUNIS-RE	-	423 184	37	120	17 458
ZIED	-	576	100	-	-
AMI	-	864 937	323	4 718	7 725

27- Les concours bancaires accordés par la BNA à ses filiales et à ses entreprises associées, totalisent, au 31 décembre 2017, un montant de 158.807 mille dinars, réparti comme suit :

Société	**Encours**
SIMPAR	38 120
LES ŒILLETS	11 147
ESSOUKNA	31 891
SIVIA	26 443
EL MADINA	27 508
BNA CAPITAUX	2
Sté Tunisie Informatique Services (TIS)	389
Sté AGRO-SERVICES	255
SOGEST	258
SODET SUD	2 003
SOFINREC	20 791
Total	**158 807**

28- Les rémunérations servies par la BNA, au cours de l'exercice 2017, aux membres des organes de gestion sont détaillées comme suit :

Nature de la Rémunération	**Montants servis en 2017**
Jetons de présence (CA)	174
CPAI	35
Comité Exécutif des Crédits	16
Comité interne des Marchés	10
Comité des Risques	10
TOTAL	**245**

4.3.2. Rapports général et spécial des commissaires aux comptes relatifs à l'exercice 2017

- Rapport général

Samir Labidi
Expert comptable – Commissaire aux Comptes
Membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie
Immeuble Safsaf-entrée B-4ème étage-1073 Montplaisir Tunis
Tél. : (216) 71 95 02 52- Fax. : (216) 71 95 12 96
E-mail : samir.labidi@planet.tn

Consulting & Auditing ICCA
Société d'Expertise Comptable
Membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie
Résidence les jardins1- Av Alain Savary-1082 Tunis
Tél. : (216) 71 84 23 50- Fax. : (216) 71 89 18 38
E-mail : administratif@icca.tn

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

Mesdames, Messieurs les actionnaires
de la Banque Nationale Agricole-BNA-

I- Rapport sur l'audit des états financiers

1- *Opinion*

En exécution du mandat de commissariat aux comptes que vous avez bien voulu nous confier lors de votre assemblée générale ordinaire du 29 juin 2016, nous avons effectué l'audit des états financiers de la **Banque Nationale Agricole « BNA »** (la « Banque ») qui comprennent le bilan arrêté au 31 décembre 2017, l'état des engagements hors bilan, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces états financiers font ressortir des capitaux propres positifs de **976 029 KDT** y compris le résultat bénéficiaire net de l'exercice s'élevant à **198 591 KDT**

À notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Banque au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie, conformément au système comptable des entreprises

2- *Fondement de l'opinion*

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilité de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la banque conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

3- *Questions clés de l'audit*

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l'audit qui doivent être communiquées dans notre rapport.

3-1- Prise en compte des intérêts et revenus assimilés et des commissions en produits

Point clé d'audit :

Au 31 décembre 2017, les intérêts et revenus assimilés et les commissions portés au niveau du résultat, totalisent 714 608 KDT (soit 88% du total des produits d'exploitation bancaire).

Les méthodes de prise en compte des intérêts et revenus assimilés ainsi que les commissions sont décrites au niveau de la note aux états financiers *3.1.4 « Comptabilisation des revenus afférents aux créances clients »*.

Bien que la majeure partie de ces revenus soit générée et comptabilisée automatiquement par le système d'information de la banque, nous avons considéré que la prise en compte des intérêts et revenus assimilés et des commissions en produits constitue un point clé d'audit en raison du volume important des transactions et de l'importance de cette rubrique par rapport au total des produits d'exploitation bancaire.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Dans le cadre de notre audit des comptes, nos travaux ont porté plus particulièrement sur les éléments suivants :

- Un examen des politiques, des processus et des contrôles mis en place par la banque en vue de la reconnaissance et la comptabilisation des revenus
- L'évaluation de l'environnement informatique compte tenu de la génération et de la prise en compte automatique des revenus en comptabilité
- La vérification du respect de la norme comptable NCT 24 relative aux « engagements et revenus y afférents dans les établissements bancaires » en matière de prise en compte des revenus et de séparation des exercices comptables ;
- La réalisation de procédés analytiques sur l'évolution des intérêts et des commissions;
- La fiabilité des méthodes de réservation des intérêts ;
- La vérification du caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers

3-2-Classification des créances et estimation des provisions

Point clé d'audit :

Au 31 décembre 2017, les créances s'élèvent à 10 181 494 KDT, les provisions constituées en couverture des risques rattachés à ces créances s'élèvent à 966 944 KDT et les intérêts et agios réservés ont atteint 488 973 KDT.

Comme indiqué dans la note aux états financiers *3.1 « La comptabilisation des engagements et des revenus y afférents»*, la banque procède à la classification, l'évaluation des engagements et la comptabilisation des provisions y afférentes dès lors qu'elle estime que les critères définis par la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991, telle que modifiée par les circulaires subséquentes soient remplis.

Compte tenu de l'exposition de la Banque au risque de crédit dont l'estimation obéit à des critères quantitatifs et qualitatifs nécessitant un niveau de jugement élevé, nous avons considéré la classification des créances, l'évaluation des provisions y afférentes et le calcul des intérêts et agios réservés comme un point clé dans notre audit.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nous avons, à partir des entretiens avec la direction et de l'examen des procédures de contrôle mises en place par la Banque, pris connaissance de la méthode d'évaluation du risque de contrepartie et la constatation des provisions nécessaires compte tenu des garanties obtenues. La méthode de classification des engagements de la Banque repose principalement sur l'antériorité de la créance.

Nous avons ainsi poursuivi la démarche d'audit suivante :

- Le rapprochement de la situation des engagements de la clientèle aux données comptables ;
- L'appréciation de la méthodologie retenue par la Banque en matière de classification des créances par rapport aux règles édictées par la Banque Centrale de Tunisie ;
- L'appréciation de la fiabilité du système de couverture des risques et de réservation des produits
- La vérification de la prise en compte de certains critères qualitatifs issus des opérations réalisées et du comportement de la relation durant l'exercice ;
- L'examen des garanties retenues pour le calcul des provisions et l'appréciation de leurs valeurs, eu égard aux règles édictées et aux méthodes adoptées
- La vérification du calcul arithmétique du montant des provisions requises sur les créances de la clientèle à base individuelle, collective et additionnelle, en application de la réglementation en vigueur ;
- La vérification que les ajustements proposés ont été pris en compte par la Banque.

3-3-Comptabilisation du portefeuille-titres d'investissement

Point clé d'audit :

Le portefeuille-titres d'investissement de la Banque totalise 1 407 310 KDT au 31/12/2017 et représente un poste important du bilan (13% du total des actifs).

Comme indiqué dans la note aux états financiers *3.2.2 « Portefeuille- titres d'investissement et revenus y afférents »*, les titres d'investissement sont comptabilisés à la date d'entrée au coût d'acquisition et font l'objet d'une évaluation à la date de clôture en comparant la valeur comptable des titres à leur juste valeur pour les titres non côtés, et à la valeur de marché pour les titres côtés. Les provisions correspondantes sont réajustées en conséquence.

L'estimation de la juste valeur de ces titres requiert l'exercice d'un jugement de la direction dans son choix des éléments à considérer selon la nature des titres concernés, éléments qui diffèrent selon le cas (pour certaines entités, les capitaux propres éventuellement corrigés et, pour d'autres entités, le cours moyens en bourse à la date d'arrêté ou à la date antérieure la plus récente).

Dans ce contexte et du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres d'investissement, les créances y rattachées et les provisions pour dépréciation constituent un point clé d'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ces risques

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des justes valeurs des titres d'investissement, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté principalement à :

- Vérifier les cours de bourse utilisés pour l'évaluation des titres cotés ;
- Vérifier que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités qui ont fait l'objet d'un audit et que les ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres sont fondés sur une documentation probante ;
- Vérifier que l'estimation de ces valeurs déterminée par la direction soit fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés, ayant servi de base pour la constatation des provisions pour dépréciations requises ;
- Apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées au regard des analyses effectuées sur les titres d'investissement.

4- Paragraphe d'observation

Sans remettre en cause notre opinion ci-haut exprimé, nous estimons utile d'attirer votre attention sur les points suivants :

4-1.Les créances consolidées, garanties ou prises en charge par l'État, sur des périodes allant de 20 à 25 ans et sans intérêts, en application des articles 24 et 25 de la loi n°98-111 du 28 décembre 1998 et de l'article 3 de la loi n°99-65 du 15 juillet 1999, présentent une valeur comptable de 95 458 KDT au 31décembre 2017.

La moins-value subie par la BNA et correspondant à la différence entre le solde comptable de ces créances et le montant actualisé au taux d'intérêt prévalant sur le marché des encaissements futurs au titre de ces créances conformément aux dispositions du paragraphe 7 de la norme comptable tunisienne n°3 relative aux revenus et le paragraphe AG 64 de la norme comptable internationale IAS 39, Instruments financiers : comptabilisation et évaluation, n'a pas été constatée pour l'arrêté des états financiers au 31 décembre 2017. (Se *référer à la Note 4.3.5 des états financiers)*

4-2. Parmi les fonds propres de la BNA figure une dotation de l'État d'un montant de 133 000 KDT, constituée en application de la loi n°94-30 du 21 février 1994 et assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la BNA. Cette éventualité de restitution s'applique également aux fonds budgétaires agricoles revenant à l'État pour un montant de 160 000 KDT, qui ont été décomptabilisés par la BNA en vertu de la loi n°2003-80 du 29 décembre 2003 pour compenser l'insuffisance de provision dégagée par son activité à la fin de l'année 2003.

A la date du présent rapport, l'équilibre financier de la BNA, dont les conditions sont définies dans les conventions établies entre l'Etat tunisien et la banque, n'est pas encore atteint. En conséquence, l'éventualité de restitution de ces montants ne pourrait pas être retenue au 31 décembre 2017.

5- ***Rapport de gestion***

La responsabilité du rapport de gestion incombe au Conseil d'Administration. Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du code des sociétés commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la banque dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectué, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

6- ***Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers***

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la banque à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la banque ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la banque.

7- *Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers*

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des évènements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des évènements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la banque à cesser son exploitation.

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et évènements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des

textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

II- Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes règlementaires en vigueur en la matière.

1- Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994, telle que modifiée par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, portant promulgation réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de la banque. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe à la direction et au conseil d'administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne. Un rapport traitant des faiblesses et des insuffisances identifiées au cours de notre audit a été remis à la Direction Générale de la banque.

2- Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur

En application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la banque avec la réglementation en vigueur.

La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe au Conseil d'Administration.

Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires de mettre en œuvre, nous n'avons pas détecté d'irrégularité liée à la conformité des comptes de la banque avec la réglementation en vigueur.

Tunis, le 10/04/2018

Les Co-commissaires aux comptes

P/ CSL
SAMIR LABIDI

Samir LABIDI
Immeuble Batral Entrée B-4ème Etage Bureau B 4.8
Tél: 71 950.252
Fax: 71 951.296
1073 Montplaisir-Tunis-Tunisie
Expert Comptable-Commissaire aux Comptes
Membre de l'Ordre

P/ ICCA
ANIS SMAOUI

International Company for Consulting and Auditing
I.C.C.A
67, Av. Alain Savary - Les Jardins 1- BLoc B
4ème étage - 1080 Tunis
Tél: 71 842 350 - Fax: 71 891 838

Samir Labidi
Expert comptable – Commissaire aux Comptes
Membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie
Immeuble Safsaf-entrée B-4ème étage-1073 Montplaisir Tunis
Tél. : (216) 71 95 02 52- Fax. : (216) 71 95 12 96
E-mail : samir.labidi@planet.tn

Consulting & Auditing ICCA
Société d'Expertise Comptable
Membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie
Résidence les jardins1- Av Alain Savary-1082 Tunis
Tél. : (216) 71 84 23 50- Fax. : (216) 71 89 18 38
E-mail : administratif@icca.tn

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31DECEMBRE 2017

Mesdames, Messieurs les actionnaires
de la Banque Nationale Agricole-BNA-

En application des articles 43 et 62 de la loi n° 2016-48 relative aux banques et aux établissements financiers et de l'article 200 et suivants et de l'article 475 du code des sociétés commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions conclues et les opérations réalisées au cours de l'exercice 2017.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte in fine dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation

I. Conventions nouvellement conclues au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 :

1. La BNA a émis deux emprunts obligataires subordonnés en 2017 pour un montant global de 100 millions de dinars détaillés comme suit :

   1.1 -Un emprunt obligataire subordonné « BNA2017-1 » émis par appel public à l'épargne d'un montant de 50 millions de dinars ayant les caractéristiques suivantes :

Catégorie	Durée	Taux d'intérêts	Amortissement
A	5 ans	7,4% et/ou TMM + 1,95%	Constant par 1/5à partir de la 1ère année
B	7 ans dont deux années de grâce	7,55% et/ou TMM + 2,1%	Constant par 1/5 à partir de la 3ème année

   1.2 -Un emprunt obligataire subordonné « BNA 2017-2» émis sans appel public à l'épargne d'un montant de 50 millions de dinars ayant les caractéristiques suivantes :

Catégorie	Durée	Taux d'intérêts	Amortissement
A	5 ans	7,60%	Constant par 1/5à partir de la 1ere année
B	7 ans dont deux années de grâce	7,75%	Constant par 1/5 à partir de la 3eme année

2. Les montants souscrits par les filiales et entreprises associées de la BNA ainsi que les intérêts générés par cet emprunt en 2017 se détaillent comme suit :

(en dinars)

Société	*Montant souscrit à l'EO BNA sub 2017-1*	*Montant souscrit à l'EO BNA sub 2017-2*	Intérêts 2017
SICAR INVEST	-	2 000 000	1 274
Placement Obligataire Sicav	5 000 000	-	222 014
TUNIS-RE	2 000 000	4 000 000	93 562
ASSURANCES MULTIRISQUES ITTIHAD "AMI"	500 000	5 000 000	36 858
AGROSERVICES	50 000	-	3 373
Total en Dinars	**7 550 000**	**11 000 000**	**357 081**

3. La Caisse Tunisienne des Assurances Mutuelles Agricoles, administrateur de la BNA, a souscrit à l'emprunt obligataire subordonné BNA 2017-2. Le montant souscrit s'élève à 3,5 millions de dinars. Les intérêts supportés par la BNA au titre de l'exercice 2017 sont de l'ordre de 4921 dinars.

4. La BNA capitaux a été chargée de préparer le dossier administratif des deux emprunts obligataires subordonnés émis en 2017, ainsi la BNA a constaté en charge de l'exercice une commission de placement de 300000 dinars hors taxes à ce titre.

5. Par les deux conventions signées respectivement le 30 Juin 2017(lot1) et le 11 Décembre 2017 (lot2), la BNA a cédé, au dinar symbolique, à la société SOFINREC (filiale de la BNA) deux lots de créances compromises détaillés comme suit :

(En mille dinars)

	Total des créances cédées	Montant des intérêts	Reprises de provisions, agios et intérêts réservés
LOT 1	96 192	3 009	95 176
LOT 2	37 650	1 454	37 479
Total	**133 842**	**4 463**	**132 655**

6. Les salaires et avantages accordés aux personnels détachés de la SOFINREC (filiale de la banque), auprès de la BNA au titre de l'exercice 2017 s'élèvent à 47 484 dinars.

7. La BNA a signé avec sa filiale la société Tunisie Informatique Services « TIS » en 2017, des contrats de marché d'acquisition de matériel informatique, objet des appels d'offres N°15/2017 et 22/2017.

8. L'encours des conventions de dépôts à terme souscrits, courant 2017, par les filiales et entreprises associées de la BNA totalisent au 31 décembre 2017 un montant de 114,303 millions de dinars, réparti comme suit :

(En mille dinars)

Relation	Nature	Date de souscription	Date d'échéance	Encours 31/12/2017	Taux d'intérêt
ASSURANCES MULTIRISQUES ITTIHAD "AMI"	Compte de Placement	17/01/2017	16/01/2018	1 000	7,06%
ASSURANCES MULTIRISQUES ITTIHAD "AMI"	Compte de Placement	07/07/2017	29/06/2019	800	8,00%
ASSURANCES MULTIRISQUES ITTIHAD "AMI"	Compte de Placement	17/01/2017	15/01/2018	10 000	7,51%
ASSURANCES MULTIRISQUES ITTIHAD "AMI"	Compte de Placement	12/09/2017	04/09/2019	700	8,00%
CAPITAL AFRICAN PARTNERS BANK	Compte de Placement	04/05/2017	28/04/2018	1 700	7,66%
TUNIS RE	Certificat de Dépôt	29/12/2017	23/12/2018	500	9,03%
TUNIS RE	Compte de Placement	10/01/2017	06/07/2018	10 500	8,06%
TUNIS RE	Certificat de Dépôt	29/12/2017	21/12/2018	1 500	9,03%
TUNIS RE	Compte de Placement	12/07/2017	10/07/2019	9 000	8,25%
TUNIS RE	Certificat de Dépôt	19/12/2017	12/12/2018	3 500	9,03%
TUNIS RE	Compte de Placement	02/02/2017	19/01/2019	4 000	8,15%
TUNIS RE	Certificat de Dépôt	21/12/2017	15/12/2018	3 000	9,03%
TUNIS RE	Certificat de Dépôt	29/12/2017	22/12/2018	500	9,03%

Relation	Nature	Date de souscription	Date d'échéance	Encours 31/12/2017	Taux d'intérêt
BNA CAPITAUX	Compte de Placement	28/09/2017	05/01/2018	1 300	8,19%
BNA CAPITAUX	Compte de Placement	10/10/2017	15/01/2018	1 300	8,22%
BNA CAPITAUX	Compte de Placement	28/12/2017	27/03/2018	215	6,23%
BNA CAPITAUX	Compte de Placement	28/12/2017	27/03/2018	115	6,23%
SICAV BNA	Compte de Placement	29/12/2017	28/03/2018	590	6,23%
PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	Compte de Placement	18/12/2017	14/03/2018	1 000	6,23%
PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	Compte de Placement	07/12/2017	16/03/2018	12 152	8,23%
PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	Compte de Placement	28/12/2017	25/03/2018	1 000	6,23%
PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	Compte de Placement	26/09/2017	03/01/2018	5 081	8,19%
PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	Compte de Placement	29/09/2017	05/01/2018	1 000	8,19%
PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	Compte de Placement	07/12/2017	16/03/2018	3 600	8,23%
PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	Compte de Placement	08/12/2017	17/03/2018	5 000	8,23%
PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	Certificat de Dépôt	18/10/2017	25/01/2018	5 000	8,22%
PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	Compte de Placement	25/12/2017	22/03/2018	1 500	6,23%
PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	Compte de Placement	28/09/2017	05/01/2018	7 000	8,19%
PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	Compte de Placement	09/10/2017	16/01/2018	7 300	8,22%
PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	Compte de Placement	18/12/2017	14/03/2018	1 800	6,23%
PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	Compte de Placement	29/12/2017	28/03/2018	2 720	6,23%
PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	Compte de Placement	18/12/2017	17/03/2018	930	6,23%
PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	Compte de Placement	15/12/2017	14/03/2018	2 000	6,23%
PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	Compte de Placement	06/12/2017	05/03/2018	4 000	6,23%
STE ESSOUKNA	Certificat de Dépôt	21/12/2017	30/12/2017	500	5,73%
STE FINANC RECOUVREMENT CREANCES	Certificat de Dépôt	28/12/2017	26/04/2018	500	5,73%
STE FINANC RECOUVREMENT CREANCES	Certificat de Dépôt	15/11/2017	23/04/2018	500	5,73%
STE FINANC RECOUVREMENT CREANCES	Compte de Placement	08/12/2017	26/04/2018	500	5,73%
STE FINANC RECOUVREMENT CREANCES	Certificat de Dépôt	14/09/2017	21/04/2018	500	5,69%
STE FINANC RECOUVREMENT CREANCES	Certificat de Dépôt	16/10/2017	23/04/2018	500	5,72%
			TOTAL	114 303	

9. L'encours des conventions de dépôts à terme souscrits, en 2017, par les administrateurs de la BNA totalisent, au 31 décembre 2017, un montant de 9,950 millions de dinars réparti comme suit :

(En mille dinars)

Relation	Nature	Date de souscription	Date d'échéance	Encours 31/12/2017	Taux d'intérêt
CTAMA	Compte de Placement	11/01/2017	05/01/2019	250	7,56%
CTAMA	Compte de Placement	23/01/2017	12/01/2019	200	7,56%
CTAMA	Compte de Placement	25/01/2017	19/01/2019	500	7,56%
CTAMA	Compte de Placement	04/04/2017	30/03/2019	250	7,59%
MGA	Compte de Placement	10/03/2017	23/02/2019	180	7,56%
MGA	Compte de Placement	10/03/2017	09/03/2019	570	7,59%
MGA	Compte de Placement	11/05/2017	30/04/2019	8 000	8,05%
			TOTAL	9 950	

II. Opérations réalisées relatives à des conventions antérieures

1. La BNA a procédé à l'abandon des créances agricoles qui feront l'objet de prise en charge par l'Etat conformément à l'article 79 de la loi n°2013-54 du 30 décembre 2013 portant loi de finances pour l'année 2014, tel que modifié par la loi n°2015-18 du 02 juin 2015, l'article 27 de la loi n°2015-30 du 18 août 2015 portant loi de finances complémentaire pour l'année 2015, et l'article 65 de la loi n°2016-78 du 17 décembre 2016 portant loi de finances pour l'année 2017. L'encours de ces créances est de 90,447 millions de dinars. La convention de prise en charge, relative aux fonds propres et fonds extérieurs, a été signée entre la BNA et l'État tunisien en date du 24 mai 2017.

2. La BNA a conclu avec l'État Tunisien des conventions de gestion de plusieurs fonds budgétaires (destinés à financer soit des subventions non remboursables, soit des dotations, soit des crédits) en contrepartie de la perception de commissions.

   L'encours de ces fonds budgétaires s'élève au 31 décembre 2017 à 203,977 millions de dinars contre 212,603 millions de dinars au 31 décembre 2016.

3. La BNA a conclu avec l'État Tunisien, en date du 16 mars 1995, une convention en vertu de laquelle des créances sur fonds budgétaires agricoles, s'élevant en principal à 133 millions de dinars, ont été transférées à la BNA (moyennant la garantie de l'État en matière de recouvrement des montants échus depuis un an sur les crédits entrant dans le cadre de cette convention). Conformément à cette convention, la BNA a inscrit cette dotation parmi ses capitaux propres. Par ailleurs, la BNA est tenue de restituer les sommes transférées dès lors que son équilibre financier est rétabli.

4. La BNA a conclu avec l'État Tunisien, en date du 17 février 2004, une convention en vertu de laquelle des créances sur fonds budgétaires agricoles, s'élevant en principal à 160 millions de dinars, ont été transférées à la BNA (moyennant la garantie de l'État en matière de recouvrement des montants échus depuis un an sur les crédits entrant dans le cadre de cette convention). Conformément à cette convention, la BNA a inscrit cette dotation parmi ses engagements hors bilan sous la rubrique "Cautions, Avals et autres garanties données". Par ailleurs, la BNA est tenue de restituer les sommes transférées dès lors que son équilibre financier est rétabli.

5. Certaines créances impayées ont été prises en charge par l'État et ce en vertu de :

   - L'article 24 de la loi n°98-111 du 28 décembre 1998, portant loi de finances pour l'année 1999 : Consolidation sur 25 ans, sans intérêts et avec la garantie de l'État, des créances impayées et des créances non encore échues au 31 décembre 1997 en principal, à la charge des établissements et des entreprises publics et des coopératives centrales de services agricoles.
   - L'article 25 de la même loi : Prise en charge par l'État des créances de certaines entreprises publiques et à participations publiques directes et indirectes et des coopératives agricoles visées au tableau « G » annexé à ladite loi, qui sont en cours de liquidation ou à liquider ou à privatiser ultérieurement, arrêtées au 31 décembre 1997, et ce sur 25 ans et sans intérêts
   - L'article 3 de la loi n°99-65 du 15 juillet 1999 : Prise en charge par l'État des créances abandonnées par la BNA et ce pour les montants dus en principal et intérêts au titre des crédits agricoles arrêtés au 31/12/1998 ayant enregistré des impayés et dont le montant en principal n'excède pas 2 000 dinars par agriculteur à la date de leur obtention. Ces montants sont remboursés sur 20 ans et sans intérêts à partir de l'an 2000.

Les créances prises en charge par l'État ont totalisé 353,642 millions de dinars. Au 31 décembre 2017, l'encours desdites créances s'élève à 95,458 millions de dinars.

6. La BNA a souscrit auprès de son administrateur, la société CTAMA, un contrat d'assurance destiné à couvrir la charge relative à l'indemnité de départ à la retraite soit six mensualités de salaire brut. La cotisation relative à l'exercice 2017 s'élève à 2,810millions de dinars.

7. La BNA a souscrit auprès de son administrateur, la société CTAMA, un contrat d'assurance épargne collective destiné à financer le complément de retraite de son personnel. La charge supportée par la banque au titre de l'exercice 2017 s'élève à 3,868 millions de dinars.

8. La BNA a signé avec la société SIP-SICAR (filiale de la BNA absorbée par la SICAR INVEST en 2017) trois conventions de gestion de fonds à capital risque. La situation de ces fonds gérés se détaille comme suit :

(En mille dinars)

Fonds gérés	Date de souscription	Montant souscrit	En-cours au 31/12/2017
Fonds gérés SIP SICAR 1	2010	1 500	1 500
Fonds gérés SIP SICAR 2	2011	2 500	2 500
Fonds gérés SIP SICAR 3	2012	6 000	6 000
Fonds gérés SIP SICAR 5	2014	4 000	4 000
Fonds gérés SIP SICAR 6	2015	9 000	9 000
Total		**23 000**	**23 000**

La convention relative à la gestion des fonds confiés en 2014 et 2015 pour un montant de 13 millions de dinars n'est pas encore signée.

Les conditions de rémunération de la SIP-SICAR, au titre de la gestion de ces fonds, se résument comme suit :

- Commission de gestion de 1% prélevée sur les montants déposés et non remboursés ;
- Commission de performance de 10% calculée sur les plus-values de l'activité capital risque et autres produits liés ;
- Commission de rendement de 5% sur les produits des placements nets des moins-values y afférentes ;
- Commission de 2,5% décomptée sur les montants recouvrés en principal.

Les commissions de gestion relatives à l'exercice 2017 s'élèvent à 290 724 dinars hors taxes.

La BNA a payé au cours de l'exercice 2017 à la SIP SICAR (filiale absorbée par la SICAR INVEST) un montant de 336013dinars hors taxes au titre de l'exercice 2016.

9. La BNA a signé avec sa filiale SICAR-INVEST, un avenant à la convention de gestion de fonds à capital risque. Au titre de cette convention, la BNA a confié à sa filiale la gestion d'une enveloppe entièrement libérée par tranche d'un montant de 144 957 mille dinars. La situation de ces fonds gérés se détaille comme suit :

(En mille dinars)

Fonds gérés	Date de souscription	Montant souscrit	En-cours au 31/12/2017
Fonds géré 1	1997	4 500	1540
Fonds géré 2	1997	2 057	904
Fonds géré 3	1998	5 550	353
Fonds géré 4	1999	7 350	4 452
Fonds géré 5	2000	7 000	3 290
Fonds géré 6	2001	7 000	2 607
Fonds géré 7	2002	5 000	2 603
Fonds géré 8	2003	3 500	2 086
Fonds géré 9	2005	1 500	1 055
Fonds géré 10	2006	5 000	2 917
Fonds géré 11	2007	2 500	1 044
Fonds géré 12	2008	8 500	7 979
Fonds géré 13	2009	20 000	20 000
Fonds géré 14	2010	15 000	15 000
Fonds géré 15	2011	10 000	10 000
Fonds géré 16	2012	8 400	8 400
Fonds géré 16- bis	2012	5 600	5 600
Fonds géré 18	2014	6 000	6 000
Fonds géré 19	2015	7 000	7 000
Fonds géré 20	2016	2 000	2 000
Fonds géré 21	2016	3 000	3 000
Fonds géré 20 Bis	2016	8 500	8 500
Total		**144 957**	**116 330**

Les conditions de rémunération de la SICAR-INVEST, au titre de la gestion de ces fonds, se résument comme suit :

- Commission de gestion annuelle de 0,5% décomptée sur l'encours des fonds confiés ;
- Commission de recouvrement de 2,5%;
- Commission de rendement de 5% décomptée sur les produits des placements réalisés par les fonds ;
- Commission de performance de 10% calculée sur les plus-values de l'activité capital risque et autres produits liés.

Les commissions de gestion relatives à l'exercice 2016 payées par la BNA à la SICAR INVEST, au cours de l'exercice 2017 s'élèvent à 836 941dinars hors taxes

Les commissions de gestion relatives à l'exercice 2017 s'élèvent à 777 240 dinars hors taxes.

10. La BNA a signé avec SODINO, entreprise associée, deux conventions de gestion de fonds à capital risque. La situation de ces fonds gérés se détaille comme suit :

(En mille dinars)

Fonds gérés	Date de souscription	Montant souscrit	En-cours au 31/12/2017
FDS DEV IRADA Jendouba	2010	450	450
FDS DEV IRADA Elkef	2010	450	450
Total		**900**	**900**

Les conditions de rémunération de la SODINO, au titre de la gestion de ces fonds, se résument comme suit :

- Commission de gestion de 1% décomptée sur les actifs nets du fonds avec un minimum de 4 500 dinars par fonds ;
- Commission de performance de 10% calculée sur les plus-values réalisées sur les cessions d'actions ou de parts sociales et des dividendes servis par fonds ;
- Commission de rendement de 10% calculée sur les produits des placements réalisés par les fonds

Les commissions de gestion revenant à SODINO au titre de l'exercice 2017 s'élèvent à 9 650 dinars hors taxes.

11. En vertu de conventions conclues avec la SICAV BNA, la SICAV Placement Obligataire et la BNA capitaux, la BNA assure la fonction de dépositaire de titres et de fonds pour ces OPCVM.

En rémunération des prestations fournies à ce titre, la banque perçoit les commissions suivantes :

- 0,15% du montant de l'actif net de la SICAV Placement Obligataire. La commission relative à l'exercice 2017 s'élève à 510 491dinars hors taxes ;
- 0,17% du montant de l'actif net du FCP Sécurité. La commission relative à l'exercice 2017 s'élève à 116 631dinars hors taxes ;
- 0,25% du montant de l'actif net du FCP Confiance et du FCP Progrès. La commission relative à l'exercice 2017 s'élève 482 305 dinars hors taxes ;
- 1 000 dinars hors taxes, commission fixe versée annuellement par la SICAV BNA.

12. En vertu de la convention conclue avec la BNA capitaux, cette dernière assure :

- La tenue du registre des actionnaires et autres services annexes, ainsi elle perçoit une rétribution forfaitaire de 30 000 dinars hors taxes par année ;
- La gestion du portefeuille pour le compte de la BNA et elle perçoit, à ce titre :
    - Une commission de 0,4% du montant de chaque transaction boursière.
    - Une commission de 0,2% du montant de chaque coupon encaissé.
    - Des frais de tenue de compte de 0,075% du montant du portefeuille des valeurs mobilières mouvementées avec un maximum de 2500 dinars par valeur

La BNA a payé en hors taxes, au cours de l'exercice 2017 un montant de 24 656 dinars pour la commission sur encaissement coupon, un montant de 402 495 dinars pour la commission de courtage et un montant de 16 994 dinars pour la commission de tenue de compte.

13. La BNA loue à ses filiales, BNA Capitaux et Société Tunisie Informatique Services «TIS », certains de ses locaux.

Les conditions annuelles des contrats de location de ses locaux se détaillent comme suit :

(En dinars)

Filiales	Montant du loyer annuel en Dinars	Date de début de la location	Majoration par année	Date de début de la majoration	Loyer HT 2017
BNA CAPITAUX-MARSA	7 200 (hors taxes)	15/12/2013	5%	Deuxième année de la location	8 352
BNA CAPITAUX-SOUSSE	4 800 (hors taxes)	01/04/2008	5%	Deuxième année de la location	7 358
BNA CAPITAUX-SFAX	4 200 (hors taxes)	01/07/2007	5%	Deuxième année de la location	6 678
BNA CAPITAUX-BEN AROUS	3 600 (hors taxes)	01/07/2010	5%	Deuxième année de la location	4 945
Tunisie Informatique Services « TIS »	14 400 (TTC)	01/01/2011	5% (tous les deux ans)	01/01/2014	13454
				Total	**40 787**

14. La société Tunisie Informatique Services « TIS », assure la maintenance du matériel informatique de la BNA. Au cours de l'exercice 2017, la rémunération facturée par « TIS » au titre de cette opération s'élève à 932 390 dinars.

15. Les achats de matériel informatique et de fournitures effectués par la BNA, courant l'exercice 2017, auprès de sa filiale la société Tunisie Informatique Services « TIS » ont totalisé la somme de 290 089 dinars.

16. L'encours des montants souscrits par les filiales et entreprises associées, aux emprunts émis par la BNA au cours des exercices 2009 et 2016, ainsi que les intérêts générés par ces deux emprunts se détaillent au 31 décembre 2017 comme suit :

(En dinars)

Société	BNA SUB 2016	BNA SUB 2009	Intérêts 2017
SICAR INVEST	800 000	-	12 002
PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV	-	2 332 000	92 807
TUNIS-RE	3 000 000	466 400	64 482
ASSURANCES MULTIRISQUES ITTIHAD "AMI"	6 400 000	466 400	114 579
Total en Dinars	**10 200 000**	**3 264 800**	**283 870**

17. L'encours des montants souscrits par la Caisse Tunisienne des Assurances Mutuelles Agricoles, administrateur de la BNA, aux emprunts obligataires émis par la BNA au cours des exercices 2009 et 2016 ainsi que les intérêts générés par ces deux emprunts se détaillent comme suit :

(En mille dinars)

Emprunts	BNA SUB 2009	BNA SUB 2016	Total
Encours au 31/12/2017	933	4 500	5 433
Intérêts 2017	53	185	238

18. La BNA a émis, en 2008, un Fonds Commun de Placement« FCP SECURITE » pour un montant global de 50 millions de dinars. Les filiales et entreprises associées ayant souscrit à ce fonds ainsi que la valorisation de leurs portefeuilles se présentent au 31/12/2017 comme suit :

(En dinars)

Société	Montant souscrit	Valorisation du portefeuille au 31/12/2017
TUNIS-RE	6 000 000	9 256 280
ASSURANCES MULTIRISQUES ITTIHAD "AMI"	8 000 000	12 342 640
Total en Dinars	**14 000 000**	**21 598 920**

19. La Caisse Tunisienne des Assurances Mutuelles Agricoles, administrateur de la BNA, a souscrit au Fonds Commun de Placement « FCP SECURITE » émis par la BNA en 2008. Les montants souscrits à ce fonds ainsi que la valorisation de leur portefeuille se présentent au 31/12/2017 comme suit :

(En dinars)

Société	Montant souscrit	Valorisation du portefeuille au 31/12/2017
CTAMA	1 500 000	2 314 245
CTAMA-MGA	500 000	771 415
Total en Dinars	**2 000 000**	**3 085 660**

20. Les soldes des comptes courants ouverts par les filiales et entreprises associées de la BNA ainsi que les commissions et intérêts y afférents se détaillent au 31/12/2017comme suit :

(En dinars)

Partie liée	Solde des comptes au 31/12/2017		Commissions encaissées en 2017	Intérêts de l'exercice 2017	
	Débiteur	*Créditeur*		*Encaissés*	*Servis*
SIMPAR	597 540	-	6 829	127 098	-
SIVIA	1 825 052	-	3 492	149 919	103 286
ESSOUKNA	-	1 295 429	220	2 847	-
AGRO-SERVICES	-	107 886	441	2 302	1 280
TIS	294 057	-	1 069	28 801	-
BNA CAPITAUX	-	2 033 375	25	455	96 942
LES ŒILLETS	1 247 708	-	771	61 629	-
SOFINREC	-	400 546	306	2 461	3 784
POS	-	264 243	23	414	55 524
SOGEST	243 914	-	1 458	20 880	-
EL MEDINA	162 001	-	911	60 160	-
SICAR INVEST	-	388 826	2 327	1 053	159
SOIVM SICAF	-	11 838	100	1	-
SICAV BNA	-	8 507	-	-	1 506
SICAF PARTICIPATIONS BNA	-	2 696	100	-	-
SODET SUD	-	6 449	111	278	-
TUNIS-RE	-	423 184	37	120	17 458
ZIED	-	576	100	-	-
AMI	-	864 937	323	4 718	7 725

21. Les concours bancaires accordés par la BNA à ses filiales et à ses entreprises associées, totalisent au 31 décembre 2017 un montant de 158 807 dinars, réparti comme suit :

(En dinars)

Société	Encours
SIMPAR	38 120
LES ŒILLETS	11 147
ESSOUKNA	31 891
SIVIA	26 443
EL MADINA	27 508
BNA CAPITAUX	2
Sté Tunisie Informatique Services (TIS)	389
Sté AGRO-SERVICES	255
SOGEST	258
SODET SUD	2 003
SOFINREC	20 791
Total	**158 807**

22. L'encours des conventions de dépôts à terme souscrits, par les filiales et entreprises associées de la BNA totalisent au 31 décembre 2017 un montant de 41,300 millions de dinars, réparti comme suit :

(En mille dinars)

Relation	Nature	Date de souscription	Date d'échéance	Encours 31/12/2017	Taux d'intérêt
ASSURANCES MULTIRISQUES ITTIHAD "AMI"	Compte de Placement	08/08/2016	04/08/2018	300	6,82%
ASSURANCES MULTIRISQUES ITTIHAD "AMI"	Compte de Placement	26/02/2016	24/02/2018	500	6,75%
ASSURANCES MULTIRISQUES ITTIHAD "AMI"	Compte de Placement	07/04/2016	03/04/2018	1 000	7,10%
SODINO	Compte de Placement	24/06/2016	21/05/2018	2 000	6,50%
TUNIS RE	Compte de Placement	21/07/2016	11/07/2018	14 000	7,42%
TUNIS RE	Compte de Placement	11/07/2016	07/07/2018	10 500	7,42%
TUNIS RE	Compte de Placement	11/07/2016	30/06/2018	1 500	7,36%
TUNIS RE	Compte de Placement	26/07/2016	19/07/2018	5 000	7,42%
TUNIS RE	Compte de Placement	22/07/2016	29/06/2018	6 500	7,40%
			TOTAL	41 300	

23. L'encours des conventions de dépôts à terme souscrits, par les administrateurs de la BNA totalisent au 31 décembre 2017 un montant de 23,440 millions de dinars, réparti comme suit :

(En mille dinars)

Relation	Nature	Date de souscription	Date d'échéance	Encours 31/12/2017	Taux d'intérêt
CTAMA	Compte de Placement	13/01/2015	04/01/2018	200	8,18%
CTAMA	Compte à Terme	30/12/2016	29/12/2021	10 000	7,23%
CTAMA	Compte de Placement	08/01/2015	04/01/2018	5 000	8,18%
MGA	Compte de Placement	26/06/2015	23/06/2018	8 000	8,07%
MGA	Compte de Placement	06/01/2015	31/12/2017	120	8,18%
MGA	Compte de Placement	06/01/2015	31/12/2017	120	8,18%
			TOTAL	**23 440**	

III-Obligations et engagements de la BNA envers les dirigeants

1. Les obligations et engagements de la BNA envers les dirigeants tels que visés par l'article 200 (nouveau) II § 5 du Code des Sociétés Commerciales se détaillent comme suit :

- La rémunération du Directeur Général a été fixée par le conseil d'administration dans sa réunion du 25 mai 2016 conformément au décret gouvernemental n°2015-968 du 06 août 2015 fixant le régime de rémunération des directeurs généraux des banques publiques et des présidents de leurs conseils d'administration. Cette rémunération se détaille comme suit :

  - Une rémunération fixe sur la base d'un salaire mensuel net de 16 000 D
  - Une prime variable ne dépassant pas 50% de la rémunération fixe en tenant compte de la réalisation des objectifs fixés dans le business plan approuvé par le conseil d'administration
  - Un quota de 500 litres de carburant par mois, la mise à disposition d'une voiture de fonction ainsi que le remboursement des frais de communication téléphonique

  En 2017, le montant net servi s'élève à 288.000 DT.

- La rémunération du Directeur Général Adjoint (pour la période du 01/01/2017 au 30/06/2017), est fixée par référence aux termes de la convention collective nationale du personnel des banques et des établissements financiers ;

- Le président et les membres du Conseil d'Administration, les membres du Comité Permanent d'audit, les membres du comité exécutif de crédits, les membres du Comité Interne des Marchés et les membres du comité des risques sont rémunérés par des jetons de présence proposés annuellement par le Conseil d'Administration et soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire.

- Les rémunérations servies par la BNA, au cours de l'exercice 2017, aux membres des organes de gestion sont détaillées comme suit :

(en dinars)

Nature de la rémunération	Montants servis en 2017
Conseil d'administration	173 500
Comité Permanent d'audit	35 000
Comité Exécutif des Crédits	16 000
Comité Interne des Marchés	10 000
Comité des Risques	10 000
TOTAL	**244 500**

2. Les obligations et engagements de la BNA envers ses dirigeants, tels qu'ils ressortent des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2017, se présentent comme suit (en DT) :

Nature de la rémunération	Directeur général		Directeur général adjoint		Administrateurs et membres de comités	
	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2017	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2017	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2017
Avantages à court terme	631 170		95 976	--	273 750	231 250
Total	**631 170**		**95 976**	**--**	**273 750**	**231 250**

Par ailleurs, et en dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux d'audit n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations rentrant dans le cadre des textes de loi sus-indiqués.

Tunis, le 10/04/2018

Les Co-commissaires aux comptes

P/ CSL
SAMIR LABIDI

Samir LABIDI
Immeuble Balcon Entrée B-4ème Etage Bureau B 4.3
Tél: 71 950.252
Fax: 71 951.296
1073 Montplaisir Tunis-Tunisie
Expert Comptable - Commissaire aux Comptes
Membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie

P/ ICCA
ANIS SMAOUI

International Company for Consulting and Auditing
I.C.C.A
67 Av. Alain Savary - Les Jardins I - BLoc B
4ème étage - 1080 Tunis
Tél: 71 842 350 - Fax: 71 891 838

4.3.3. Notes explicatives relatives aux rapports général et spécial des commissaires aux comptes relatifs aux états financiers individuels arrêtés au 31/12/2017

- **Note explicative portant sur l'observation relative aux créances consolidées garanties ou prises en charge par l'État, sur des périodes allant de 20 à 25 ans et sans intérêts, évoquée au niveau du rapport général**

Depuis la restructuration des engagements des entreprises publiques prises en charge par l'Etat dans le cadre des dispositions des articles 24 et 25 de la loi n° 98-111 du 28 décembre 1998 ainsi que l'article 3 de la loi n° 99-65 du 15 juillet 1999, la BNA a choisi une méthode comptable basée sur le nominalisme monétaire sans considération de l'effet du passage du temps dans la mesure où la norme sectorielle bancaire NCT 24 relative aux engagements et aux revenus y afférents était muette sur le traitement des engagements sans intérêts ou à faible taux d'intérêt.
Dans le cadre de l'amélioration de sa politique de divulgation au regard des créances susvisées, la banque avait décidé depuis l'exercice clos le 31 décembre 2010 à renseigner, par voie de notes aux états financiers, sur la valeur actualisée des créances non échues à chaque date de fin de période de reporting par référence aux normes internationales d'informations financières.
En conséquence, la BNA n'entend pas modifier sa politique comptable à cet égard d'autant plus que la maturité résiduelle des créances rééchelonnées sur 20 ans et 25 ans arrive à terme respectivement au 01/03/2019 et au 01/08/2025.

- **Note explicative portant sur le paragraphe I du rapport spécial relative aux conventions nouvellement conclues au cours de l'exercice 2017**

Les conventions nouvellement conclues figurant au niveau du rapport spécial des commissaires aux comptes n'ont pas été autorisées, préalablement, par le conseil d'administration. Elles ont été approuvées par l'assemblée Générale ordinaire. Dorénavant, les conventions seront soumises à l'accord préalable du conseil d'administration. Toute omission sera régularisée dans le cadre de l'article 202 du code des Sociétés Commerciales.

- **Note explicative portant sur le paragraphe II du rapport spécial relative aux opérations réalisées relatives à des conventions antérieures**

La convention conclue avec la SIP SICAR en date du 27-08-2012 est une convention de gestion cadre. Par conséquent, les fonds qui ont été alloués après la signature de ladite convention sont également régis par cette même convention. Ceci étant une nouvelle convention est en cours d'élaboration avec la SICAR INVEST pour mettre à jour les montants alloués et ainsi que l'identité du gestionnaire après fusion.

- **Note explicative portant sur le paragraphe III du rapport spécial relative aux obligations et engagements de la BNA envers les dirigeants**

La rémunération du DGA a été fixée par le Conseil d'administration, sachant qu'il a été mis à la retraite le 01/07/2017.
Aucune rémunération n'a été servie après son départ à la retraite.

4.3.4. Notes complémentaires relatives aux états financiers individuels arrêtés au 31/12/2017

- **Note Complémentaire à la note 4.2 "Créances sur les établissements bancaires et financiers" portant sur la ventilation desdites créances**

→ **Selon l'éligibilité au refinancement de la BCT :** ces créances ne sont pas éligibles au refinancement de la Banque Centrale
→ **Selon qu'elles sont matérialisées par des titres du marché interbancaire :** ces créances ne sont pas matérialisés par des titres

- Note Complémentaire à la note 4.3 "Créances sur la Clientèle "

→ Portant sur la ventilation des créances selon l'éligibilité au refinancement de la Banque Centrale :

	Au 31/12/2017		Au 31/12/2016	
Au 31/12/2017	Agricoles	Commerciales et industrielles	Agricoles	Commerciales et industrielles
Créances éligibles au refinancement	161 267	1 272 386	30 947	961 717
Créances non éligibles au refinancement	405 539	6 291 328	468 498	5 475 031
Total	**566 806**	**7 563 714**	**499 445**	**6 436 748**

→ Précisant les mouvements de créances douteuses sur la clientèle :

	31/12/2016	Dotations	Int et agios réservés	Reprises	Concours nets de l'exercice	31/12/2017
Mouvements sur créances douteuses	**7 371 767**	**(75 077)**	**76 606**	150 773	**1 201 508**	8 725 577
Total	**7 371 767**	**(75 077)**	**76 606**	**150 773**	**1 201 508**	**8 725 577**

→ Précisant les créances sur la clientèle existant à la clôture de l'exercice pour lesquelles les revenus correspondants ne sont pas constatés parmi les produits :

	Au 31/12/2017		Au 31/12/2016	
	Intérêts et agios réservés	Engagements	Intérêts et agios réservés	Engagements
Engagements bruts agricoles	(245 762)	1 066 799	(335 590)	1 109 356
Engagements bruts commerciaux et industriels	(243 211)	9 096 330	(229 989)	7 851 062
Comptes courants associés	-	541	-	541
Créances agricoles prises en charge par l'Etat	-	17 824	-	19 027
Total	**(488 973)**	**10 181 494**	**(565 579)**	**8 979 986**

→ Précisant le montant des crédits sur ressources spéciales :

	31/12/2017	31/12/2016	Variation	%
Emprunts matérialisés	**221 131**	**129 821**	**91 310**	**70,3%**
Emprunts obligataires	216 312	127 047	89 265	70,3%
Intérêts à payer emprunts obligataires	4 819	2 774	2 045	73,7%
Ressources spéciales	**288 279**	**298 658**	**(10 379)**	**(3,5%)**
Ressources extérieures	117 000	111 624	5 376	4,8%
Ressources budgétaires	203 977	212 603	(8 626)	(4,1%)
Ecarts de conversion sur emprunts	(33 962)	(26 054)	(7 908)	(30,4%)
Intérêts à payer sur ressources spéciales	1 264	485	779	160,6%
Total	**509 410**	**428 479**	**80 931**	**18,9%**

Il est à noter que :

- la Banque n'encourt de risque de contrepartie que sur les crédits imputés sur les ressources extérieures.
- les crédits sur ressources spéciales ne sont débloqués aux clients qu'après l'obtention de l'accord de financement du bailleur de fonds correspondant et le décaissement desdites ressources. De ce fait, le montant de l'encours en question est nul.

- **Note Complémentaire à la note 4.4 "Portefeuille titres commercial " portant sur la ventilation des titres en titres cotés/titres non cotés et titres à revenu fixe et titres à revenu variable**

Le Portefeuille-titres commercial est composé de titres de placement et de titres de transaction :

- Les titres de placement sont composés de titres cotés, à revenu variable.
- Les titres de transactions sont composé de bons du trésor cessibles, à revenu fixe.
- La plus-value latente sur les titres de placement est établie à 105 561 mDT au 31/12/2017.

- **Note Complémentaire à la note 4.6 « Valeurs immobilisées » portant sur les immobilisations en dation :**

Le détail des immobilisations en dation se présente comme suit au 31/12/2017 :

Compte	Relation	Description	Valeur comptable	Juste valeur	Plus ou moins value	Provision
1106084096	Groupe KHEMAISSA	Terrain Mateur	1 063	1 150	87	-
1106084100	Tunisie Lait	Terrain Fadhline	2 074	1 737	(337)	(337)
1106084100	Tunisie Lait	Terrain Fadhline	36	36	-	-
1106084102	Société d'Etudes et d'Aménagement Marina Hammamet Sud	Appartements	639	690	51	-
Total			**3 812**			**(337)**

Ces biens sont acquis par la BNA, dans le cadre d'une opération de dation en paiement, suite à des jugements exécutés à l'encontre de certaines relations contentieuses et représentant des garanties hypothécaires reçues.

Ces immobilisations sont hors exploitation et destinés à être vendus.

- **Note Complémentaire à la note 4.7.1 « Comptes liés à la compensation » portant sur l'état d'avancement des travaux d'apurement des suspens**

Au 31 décembre 2017, les comptes liés à la compensation débiteurs (Poste AC7 : Autres Actifs) présentent un solde cumulé de 26.312 mDT alors que les comptes liés à la compensation créditeurs (Poste PA5 : Autres Passifs) présentent un solde cumulé de 95.258 mDT.

Les soldes de ces comptes s'expliquent principalement par des valeurs dont le dénouement normal s'opère à (J +1). Néanmoins, des suspens inter-siège et certains chevauchements au niveau des comptes d'ordre ont été générés suite à la mise en place du système de Télé-compensation 24 heures (T24H).

Une commissions chargée de l'identification et de l'apurement des suspens liés à la « Télé-compensation 24 heures » est en train de poursuivre les travaux de régularisation.

En effet, les travaux de cette commission ont permis d'assainir un nombre important de suspens, ce qui permettra de constater des reprises de provision au cours de l'exercice 2018.

- **Note complémentaire à la note 4.9 « Dépôts et avoirs bancaires des établissements bancaires et financiers » portant sur la ventilation selon qu'ils soient matérialisés ou non par des titres de marché interbancaire**

Ce poste est détaillé comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016	Variation	%
Comptes à vue	9 487	7 907	1 580	20,0%
Emprunts sur le marché monétaire en dinars	91 300	79 900	11 400	14,3%
Emprunts sur le marché monétaire en devises	293 978	225 373	68 605	30,4%
Intérêts à payer	878	212	666	314,2%
Total	**395 643**	**313 392**	**82 251**	**26,2%**

Toutes les dettes sur les établissements bancaires et financiers **ne sont pas matérialisées** par des titres du marché interbancaire.

- **Note complémentaire à la note 4.11.1 «Ressources budgétaires » portant sur l'état d'avancement de l'assainissement des fonds « FOPRODI »**

Une action d'assainissement du fonds FOPRODI est en cours, en collaboration avec les autorités réglementaires qui n'ont pas encore communiqué leur rapport concernant les discordances relevés au niveau de ce fonds.

- **Note complémentaire à la note 4.13 « Capitaux propres »**

→ Portant le pourcentage des actions propres détenues par la banque :

Au 31/12/2017, le pourcentage des actions détenues par la société par rapport au total des actions en circulation s'est établi à 0,266% contre 0,266% au 31/12/2016.

→ Portant ventilation de la réserve pour fonds social

Rubrique	Nature	Solde au 31/12/2017	Solde au 31/12/2016
Prêts Faps CT Exceptionnels	Remboursable	75	80
Prêts Faps Soins	Remboursable	405	312
Prêts Faps MT Mariage	Remboursable	16	15
Prêts Faps MT Voiture	Remboursable	365	97
Credit FAPS LT CAT 20 md	Remboursable	21 004	20 773
Liquidité		18 875	18 379
Réserve pour Fonds Social		**40 740**	**39 656**

- **Note complémentaire à la rubrique HB-2. «Crédits documentaires »**

Les crédits documentaires sont passés de 679 453 mDT au 31/12/2016 à 564 433 mDT au 31/12/2017 enregistrant ainsi une baisse de 16,9%.

Ils sont détaillés comme suit :

	2017	2016	variation	%
HB2 - Crédits documentaires	564 433	679 453	(115 020)	(16,9%)
Débiteurs par accréditifs export devises	78 876	54 252	24 624	45,4%
Débiteurs par accréditifs import devises	485 557	625 201	(139 644)	(22,3%)

La Ventilation des engagements liés aux crédits documentaires selon la nature de la relation se présente comme suit :

	Entreprises liées	Entrepriss associées	Co-entreprises	Autres	Total
Débiteurs par accréditifs export devises	-	-	-	78 876	78 876
Débiteurs par accréditifs import devises	-	-	-	485 557	485 557
Total au 31 décembre 2017	**-**	**-**	**-**	**564 433**	**564 433**

- **Note complémentaire à la note 5.3. «Engagements de financement donnés »**

La Ventilation des crédits notifiés non utilisés par nature de relation se présente comme suit :

	Entreprises liées	Entreprises associées et Coentreprises	Autres	31/12/2017	31/12/2016	Variation
Crédits notifiés et non utilisés (agricoles)			10 953	**10 953**	**12 139**	**(1 186)**
En faveur d'établissements bancaires, financiers et d'assurance	-	-	-	-		-
En faveur de la clientèle	-	-	10 953	10 953	12 139	(1 186)
Crédits notifiés et non utilisés (commerciaux)				**331 839**	**196 368**	**135 471**
En faveur d'établissements bancaires, financiers et d'assurance	-	-	-	-		-
En faveur de la clientèle	9 070	-	322 769	331 839	196 368	135 471
Crédits de gestion notifiés et non utilisés				**163 825**	**222 149**	**(58 324)**
En faveur d'établissements bancaires, financiers et d'assurance	-	-	-	-		-
En faveur de la clientèle	-	-	163 825	163 825	222 149	(58 324)
Total	**9 070**	**-**	**497 547**	**506 617**	**430 656**	**75 961**

- **Note complémentaire à la note 5.5 HB-7 « Garanties Reçues »**

Les Garanties reçues sur actifs considérés douteux se présentent comme suit :

	Actifs courants	Actifs douteux	31/12/2017	31/12/2016	Variation	%
Garanties reçues des banques	**145 000**	**-**	**145 000**	**145 000**	**-**	**-**
Garanties reçues de l'Etat	**960 658**	**369 368**	**1 330 026**	**1 223 285**	**106 741**	**8,7%**
Abandon	-	-	-	11 239	(11 239)	(100,0%)
Fonds Budgétaires & Dotation	50 103	234 107	284 210	332 292	(48 082)	(14,5%)
SOTUGAR	13 270	18 280	31 550	28 055	3 495	12,5%
FNG	7 987	37 150	45 137	48 184	(3 047)	(6,3%)
FGIC	-	283	283	313	(30)	(9,6%)
FNE	-	412	412	82	330	402,4%
G.ETAT	889 298	79 136	968 434	803 120	165 314	20,6%
Garanties reçues de la clientèle	**992 827**	**718 852**	**1 711 679**	**1 812 076**	**(100 397)**	**(5,5%)**
Garanties Hypothécaires	759 879	707 396	1 467 275	1 530 039	(62 765)	(4,1%)
Garanties financières	232 948	11 456	244 404	282 037	(37 632)	(13,3%)
Total	**2 098 485**	**1 088 220**	**3 186 705**	**3 180 361**	**6 344**	**0,2%**

- **Note complémentaire à la note 5.6 "Engagements en devises"**

Les engagements donnés et reçus en devise arrêtés au 31/12/2017 se présentent comme suit:

	31/12/2017	31/12/2016
Opérations de change au comptant non encore dénouées		
Devises vendues à livrer (comptant)	(30 213)	(17 186)
Dinars achetés à recevoir (comptant)	22 038	14 709
Devises achetées à recevoir (comptant)	20 384	14 649
Dinars vendues à livrer (comptant)	(11 913)	(12 076)
Opérations de change à terme non encore dénouées		
Devises vendues à livrer (à terme)	(13 851)	(113 623)
Dinars achetés à recevoir (à terme)	12 824	115 565
Devises achetées à recevoir (à terme)	43 957	26 115
Dinars vendues à livrer (à terme)	(40 601)	(26 415)
Opérations de SWAP		
Dinars à livrer (SWAP)	(172 393)	(116 617)
Devise à livrer (SWAP)	(9 756)	(74 932)
Devise à recevoir (SWAP)	191 713	189 936

Il est à noter que la BNA ne fait pas d'Operations de change à terme à des fins spéculatives.

La BNA ne détient pas de titres à livrer résultant d'opérations de vente de titres dont la livraison effective est différée.

- **Note complémentaire à la note PR4- « Revenu du portefeuille d'investissement »**

La décomposition en catégories principales des revenus du portefeuille d'investissement se présente comme suit :

	2017	2016	Variation	Variation
Intérêts nets sur Bons de Trésor d'investissement	49 291	33 969	15 322	45,1%
Revenus des titres de participation Entreprise liée	1 498	1 298	200	15,4%
Revenus des titres de participation Entreprise associée	1 778	2 059	(281)	(13,6%)
Revenus des titres de participation Autres	7 209	10 715	(3 506)	(32,7%)
Revenus des obligations	14 919	14 510	409	2,8%
Revenus des fonds gérés	2 341	6 324	(3 983)	(63,0%)
Total	**77 036**	**68 875**	**8 161**	**11,8%**

- **Note complémentaire à la note 6.7 « Dotation aux provisions et résultat des corrections des valeurs sur portefeuille d'investissement » précisant l'organe ayant autorisé la cession en bourse des actions SFBT :**

L'opération de cession en bourse des actions SFBT a été decidée par le conseil d'administration de la Banque reuni le 19/02/2015 et autorisée par la CAREPP en date du 06/08/2015.

- **Note complémentaire à la note 6.9 CH7-« Charges générales d'exploitation » portant la décomposition en catégories principales :**

Les charges générales d'exploitation s'élèvent à 35.110 mDT au 31/12/2017 contre 34.350 mDT au 31/12/2016, soit une augmentation de 2,2%. Elles se détaillent comme suit :

	2017	2016	Variation	%
Frais d'exploitation non bancaires	**(31 756)**	**(30 456)**	**(1 300)**	**4,3%**
Loyers et charges locatives	(2 450)	(2 315)	(135)	(5,8%)
Entretiens et réparations (confiés à des tiers)	(4 953)	(5 168)	215	4,2%
Primes d'assurances	(748)	(625)	(123)	(19,7%)
Impôts et taxes	(2 367)	(1 808)	(559)	(30,9%)
Fournitures de bureau	(1 868)	(2 096)	228	10,9%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	(1 430)	(1 150)	(280)	(24,3%)
Missions et réceptions	(660)	(939)	279	29,7%
Dons et cotisations	(193)	(195)	2	1,0%
Jetons de présence	(349)	(306)	(43)	(14,1%)
Affranchissements, téléphone, Télégramme et Telex	(4 480)	(4 214)	(266)	(6,3%)
Travaux et façons exécutés par des tiers	(2 054)	(1 935)	(119)	(6,1%)
Fournitures faites à la banque (électricité, eau et gaz)	(2 098)	(2 310)	212	9,2%
Frais de publicité	(2 379)	(1 889)	(490)	(25,9%)
Transports et déplacements	(3 589)	(3 430)	(159)	(4,6%)
Participation au budget de l'APTBEF	(288)	(261)	(27)	(10,3%)
Documentation centrale	(817)	(845)	28	3,3%
Frais de contrôle médical	(101)	(88)	(13)	(14,8%)
Frais de formation et d'inscription	(932)	(882)	(50)	(5,7%)
Autres charges d'exploitation bancaire	**(3 354)**	**(3 894)**	**540**	**13,9%**
Total	**(35 110)**	**(34 350)**	**(760)**	**(2,2%)**

- **Note sur les évènements postérieurs à l'arrêté des états financiers :**

Les évènements postérieurs à la clôture de l'exercice 2017 se résument principalement au :

- Projet encours d'une augmentation du capital de la Banque ;
- Cession à la Société de recouvrement de créances, filiale de la BNA, de deux lots de créances pour un montant global de 121 613 mDT;
- Emission d'un emprunt obligataire pour 100 millions de dinars ;
- Cession d'actions propres ;
- Augmentation du capital de la Banque par incorporation de réserve pour un montant de 16 millions de dinars ;
- Souscription à des titres participatifs émis par l'assurance AMI pour 35 millions de dinars.

4.3.5. Notes rectificatives relatives aux états financiers individuels arrêtés au 31/12/2017

- Note rectificative à la note 4.5 « Portefeuille titres d'investissement

Les résultats et les capitaux propres des filiales se présentent comme suit :

Filiales	Sièges sociaux	% de contrôle	Capitaux propres	Résultat 2017
SICAF Participations	5, rue de Syrie Tunis	99,986	1 088	36
BNA Capitaux	Complexe le banquier, avenue Tahar Hadded les berges du lac	99,996	14 938	663
SOFINREC	Rue de l'île de Rhodes-Immeuble l'ATRIUM-Br n°14 Les berges du Lac II 1053 Tunis	100,000	15 332	208
SICAR INVEST	16 , rue de Syrie imm EPI center 12 eme étage 1002 Tunis	93,300	13 760	501
SODAL	El Kantra Route El Oueslatia 6100 Siliana	69,010	-	-
SOIVM SICAF	Complexe le banquier, avenue Tahar Hadded les berges du lac	100,000	5 621	296
SODET SUD	Résidence l'Etoile du Nord Bloc A-6E-BA31-Centre Urbain Nord	74,567	9 087	(681)
SIMPAR	14 ,rueMasmoudaMutuelleville	33,926	42 880	1 406
Tunisie Informatique Services	6, place Mohamed Kurd Ali EL Omrane	73,920	685	(166)
AGROSERVICES	4, rue Hassen Ibn Noomane BP 152-1002-Tunis	34,850	1 544	(159)
LES ŒILLETS	46, Rue Tarek Ibn Zied Mutuelleville - 1082 Tunis	99,999	1 738	(332)
SICAV BNA	5 Rue de Syrie 1002 Tunis	26,553	3 026	60
SOGEST	44 avenue Hedi NouiraEnnasr	94,760	1 056	(386)
ESSOUKNA	46, rue Tarak Ibn Zied Mutuelle ville 1082 Tunis	69,965	35 101	2 121
Placement Obligataire SICAV	5 Rue de Syrie 1002 Tunis	0,081	322 065	13 625
SIVIA	51 Av HédiNouira RésidenceRyma 2037 Ennasr II TUNIS	99,991	15 858	461
SPI MADINA	36 Boulevard Hedi Nouira ENNASR II 2037	99,999	5 403	(580)
ZIED SARL	46, rue Trak Ibn Zied Mutuelle ville 1082 Tunis	100,000	1 455	178

- Note rectificative de la note 4.11 « Emprunts et ressources spéciales »

La ventilation des emprunts et ressources spéciales par maturité se présente comme suit:

	Sans maturité contractuelle	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Emprunts matérialisés	-	-	19 974	149 368	51 789	221 131
Emprunts obligataires	-	-	15 155	149 368	51 789	216 312
Intérêts à payer emprunts obligataires	-	-	4 819	-	-	4 819
Ressources spéciales	203 977	7 595	11 188	38 015	27 504	288 279
Ressources extérieures y compris écart de conversion	-	6 331	11 188	38 015	27 504	83 038
Ressources budgétaires	203 977	-	-	-	-	203 977
Intérêts à payer sur ressources spéciales	-	1 264	-	-	-	1 264
Total	203 977	7 595	31 162	187 383	79 293	509 410

La ventilation des emprunts et ressources spéciales par nature se présente comme suit:

	Entreprises liées	Entreprises associées	Co-entreprises	Autres	Total
Emprunts matérialisés	**8 451**	**22 142**	**-**	**190 538**	**221 131**
Emprunts obligataires	8 182	21 833	-	186 297	**216 312**
Intérêts à payer emprunts obligataires	269	309	-	4 241	**4 819**
Ressources spéciales	**-**	**-**	**-**	**288 279**	**288 279**
Ressources extérieures y compris écart de conversion	-	-	-	83 038	**83 038**
Ressources budgétaires	-	-	-	203 977	**203 977**
Intérêts à payer sur ressources spéciales	-	-	-	1 264	**1 264**
Total	**8 451**	**22 142**	**-**	**478 817**	**509 410**

- **Note rectificative de la note 7.4 « Liquidités et équivalents de liquidités »**

Cette rubrique comporte les avoirs en dinars et en devises en caisses, auprès de la BCT et du Centre des Chèques Postaux ainsi que les avoirs nets auprès des établissements bancaires. Elle inclut également les prêts et emprunts interbancaires inférieurs à trois mois et les Placements inférieurs à 3 mois composés par les Bons de Trésor de transaction.

Les liquidités et équivalents de liquidités ont accusé un solde négatif de 960.548 mDT au 31/12/2017 contre aussi un solde négatif de 448.080 mDT au 31/12/2016. Elles se décomposent comme suit à la fin de l'exercice 2017:

	solde au 31/12/2017	solde au 31/12/2016	Variation	%
Liquidités en dinars tunisiens :	**106 889**	**293 313**	**(186 424)**	**(63,6%)**
- Avoirs en caisse en dinars	42 436	40 324	2 112	5,2%
- Avoirs auprès de la BCT en dinars	6 499	1	6 498	649800,0%
- Avoirs en CCP	554	369	185	50,1%
- Mouvements IBS	10 730	5 415	5 315	98,2%
- Correspondants débiteurs en dinars	56 157	255 111	(198 954)	(78,0%)
- Correspondants créditeurs en dinars	(9 487)	(7 907)	(1 580)	(20,0%)
Liquidités en devises :	**118 465**	**144 500**	**(26 035)**	**(18,0%)**
- Caisse en devises	8 942	6 993	1 949	27,9%
- Avoirs à la BCT en devises	68 323	89 055	(20 732)	(23,3%)
- Correspondants débiteurs en devises	41 200	48 452	(7 252)	(15,0%)
Emprunts en dinars	**(894 304)**	**(698 486)**	**(195 818)**	**(28,0%)**
Emprunts en devises	**(293 978)**	**(225 373)**	**(68 605)**	**(30,4%)**
Placements inférieurs à 3 mois	**2 380**	**37 966**	**(35 586)**	**(93,7%)**
Liquidités et équivalents de liquidités au 31/12/2017	**(960 548)**	**(448 080)**	**(512 468)**	**(114,4%)**

- **Note rectificative à la note 9.6 « Note sur les opérations avec les parties liées » :**

6- L'encours des conventions de dépôts à terme souscrits, courant 2017, par les administrateurs de la BNA totalisent, au 31 décembre 2017, un montant de 16.400 mille dinars réparti comme suit :

RELATION	LIBELLE	Souscription	d'échéance	Encours	Taux
CTAMA	Compte de Placement	13/01/2015	04/01/2018	200	8,18%
CTAMA	Compte à Terme	30/12/2016	29/12/2021	10 000	7,23%
CTAMA	Compte de Placement	11/01/2017	05/01/2019	250	7,56%
CTAMA	Compte de Placement	08/01/2015	04/01/2018	5 000	8,18%
CTAMA	Compte de Placement	23/01/2017	12/01/2019	200	7,56%
CTAMA	Compte de Placement	25/01/2017	19/01/2019	500	7,56%
CTAMA	Compte de Placement	04/04/2017	30/03/2019	250	7,59%
Total				**16 400**	

4.3.6. Tableau de mouvement des capitaux propres au 31/12/2017

en mD	Capital social	Réserves légales	Prime d'émission et de fusion	Dotation de l'Etat	Réserves extraordinaires	Réserves à régime spécial	Réserves pour réinvestissements exonérés	Réserves pour fonds social	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	Total
Solde au 31 décembre 2015	**160 000**	**16 000**	**55 077**	**133 000**	**60 385**	**17 802**	**131 352**	**38 576**	**97**	**25 355**	**637 644**
Affectation du Résultat de 2015 (AGO du 29/06/2016)					24 900			500	-45	-25 355	0
Mouvement sur fonds social								580			580
Mouvement sur résultats reportés									2		2
Résultat de l'exercice 2016										140 000	140 000
Solde au 31 décembre 2016	**160 000**	**16 000**	**55 077**	**133 000**	**85 285**	**17 802**	**131 352**	**39 656**	**54**	**140 000**	**778 226**
Affectation du Résultat de 2016 (AGO du 22/05/2017)					120 100		19 438	500	-38	-140 000	0
Mouvement sur fonds social								584			584
Résultat de l'exercice 2017										198 591	198 591
Solde au 31 décembre 2017	**160 000**	**16 000**	**55 077**	**133 000**	**205 385**	**17 802**	**150 790**	**40 740**	**16**	**198 591**	**977 401**
Affectation du Résultat de 2017 (AGO du 30/04/2018)					131 100		67 000	500	-9	-198 591	0
Solde au 31 décembre 2017 après affectation	**160 000**	**16 000**	**55 077**	**133 000**	**336 485**	**17 802**	**217 790**	**41 240**	**7**	**0**	**977 401**

4.3.7. Tableau de répartition des bénéfices des trois derniers exercices

en mD	2 017	2 016	2 015
Bénéfice net de l'exercice	198 591	140 000	25 355
Résultats reportés	16	54	97
Bénéfice distribuable	**198 607**	**140 054**	**25 452**
Réserves pour réinvestissements exonérés	67 000	19 438	
Réserves extraordinaires	131 100	120 100	24 900
Réserves pour fonds social	500	500	500
Résultat à reporter	**7**	**16**	**52**

4.3.8. Evolution des dividendes

	2 017	2 016	2 015
Capital (en mD)	160 000	160 000	160 000
Nominal	5	5	5
Nombre d'actions	32 000 000	32 000 000	32 000 000
Dividendes (en Dinars)	-	-	-
Dividende par action (en Dinars)	-	-	-
Taux de dividende en % de la valeur nominale	-	-	-
Date de détachement	-	-	-

4.3.9. Evolution du produit net bancaire et du résultat d'exploitation

	2 017	2 016	2 015
Total des produits d'exploitation bancaire (en mD)	812 794	674 819	619 910
Produit net bancaire (en mD)	444 306	378 814	335 287
Résultat d'exploitation (en mD)	234 017	154 473	26 400
Capital social (en mD)	160 000	160 000	160 000
Nombre d'actions	32 000 000	32 000 000	32 000 000
Produits d'exploitation bancaire / action (en Dinars)	25,400	21,088	19,372
Produit net bancaire / action (en Dinars)	13,885	11,838	10,478
Résultat d'exploitation / action (en Dinars)	7,313	4,827	0,825

4.3.10. Evolution du résultat net

	2 017	2 016	2 015
Capital social (en mD)	160 000	160 000	160 000
Nombre d'actions	32 000 000	32 000 000	32 000 000
Bénéfice avant impôt (en mD)	233 974	154 643	26 628
Bénéfice net (en mD)	198 591	140 000	25 355
Bénéfice consolidé avant impôt (en mD)	242 018	184 730	49 997
Bénéfice net consolidé (en mD)	195 040	148 974	30 559
Bénéfice avant impôt / action (en Dinars)	7,312	4,833	0,832
Bénéfice net / action (en Dinars)	6,206	4,375	0,792
Bénéfice consolidé avant impôt / action (en Dinars)	7,563	5,773	1,562
Bénéfice net consolidé / action (en Dinars)	6,095	4,655	0,955

4.3.11. Evolution de la marge brute d'autofinancement

en mD	2 017	2 016	2 015
Bénéfice net	198 591	140 000	25 355
Dotations aux provisions sur créances et passifs (nettes)	80 505	109 519	208 623
Dotations aux provisions sur portefeuille d'investissement (nettes)	-90 470	-86 587	-88 422
Dotations aux amortissements	6 379	5 289	5 367
Marge brute d'autofinancement	**195 005**	**168 221**	**150 923**

4.3.12. Emprunts obligataires émis par la BNA

Intitulé	Montant de l'emprunt (en Dinars)	Notation	Date de jouissance	Échéance annuelle	Encours au 31/12/2018 (en Dinars)
"Emprunt Subordonné BNA 2009" – 15 ans - Taux:5,4%	50 000 000	-	07/04/2009	07-avr	19 985 000
"Emprunt Subordonné BNA 2016"** – 5 ans - Taux:7,4%	37 000 000	-	19/10/2016	19-oct	85 200 000
"Emprunt Subordonné BNA 2016"** – 7 ans* - Taux:7,55%	63 000 000				
"BNA Subordonné 2017-1" – 5 ans - Taux:7,4%	20 140 000	-	26/05/2017	26-mai	45 972 000
"BNA Subordonné 2017-1" – 7 ans* - Taux:7,55%	29 860 000				
"Emprunt Subordonné BNA 2017-2"** – 5 ans - Taux:7,6%	23 500 000	-	29/12/2017	29-déc	45 300 000
"Emprunt Subordonné BNA 2017-2"** – 7 ans* - Taux:7,75%	26 500 000				
"Emprunt Subordonné BNA 2018-1"– 5 ans - Taux:8,25%	17 830 000	-	10/08/2018	10-août	100 000 000
"Emprunt Subordonné BNA 2018-1 "– 5 ans - Taux: TMM + 2%	48 600 000				
"Emprunt Subordonné BNA 2018-1" – 7 ans* - Taux: 8,50%	26 470 000				
"Emprunt Subordonné BNA 2018-1 "– 7 ans* - Taux: TMM + 2,25%	7 100 000				
Total					**296 457 000**

** avec 2 ans de franchise*
*** Emprunt ne faisant pas Appel Public à l'Epargne*

4.3.13. Emprunts obligataires souscrits par la BNA

Les emprunts obligataires souscrits par la BNA se présentent comme suit :

Intitulé	Encours au 31-12-2017
STB 2008-1	984 375
BTE 2009	1 000 000
STB 2010-1	4 864 800
AMEN BANK sub 2010	2 665 500
BTE 2010 CAT.A	1 314 200
BNA 2011- F G A	17 000 000
UIB 2011-1 CAT B	700 000
STB sub 2011 CAT A	1 427 500
BTE 2011	2 547 500
MODERN LEASE 2012	1 400 000
BH 2013-1	2 140 000
ATL 2013-2	1 800 000
CIL 2013-1 fixe B	900 000
TL sub 2013-2	800 000
ATL 2014-1	800 000
TL 2014-1	800 000
ATL 2014-2 Fixe	800 000

Emprunt National	99 750 000
Hannibal Lease 2014-1	1 200 000
BTK sub 2014-1	800 000
Tunisie Leasing 2014-2	400 000
Tunisie factoring 2014-1	1 200 000
CIL 2014-2 fixe B	1 200 000
ATL 2014-3	1 800 000
Amen bank sub 2014	2 200 000
Hannibal Lease 2015-1	1 200 000
Tunisie Leasing 2015-1 cat A var	1 200 000
CIL 2015-1	600 000
BH sub 2015	3 000 000
ATL 2015-1	1 200 000
UIB sub 2015	1 200 000
AIL 2015-1	2 000 000
HL sub 2015-1 cat A	600 000
Attijari Bank sub 2015	1 200 000
Attijari Leasing 2015-2	600 000
UBCI sub 2015	600 000
UNIFACTOR 2015	1 200 000
ATL 2015-2	2 000 000
Tunisie Leasing 2015-2	1 000 000
HL 2015-2	1 800 000
TL 2016-1	1 440 000
CIL 2016-1	800 000
BH sub 2016-1	4 500 000
HL 2016-1	800 000
ATL 2016-1	1 800 000
Attijari Leasing 2016-1	800 000
BIAT SUB 2016	4 000 000
HL 2016-2	900 000
AMEN BANK SUB 2016-1	4 000 000
BTE 2016	1 000 000
HL 2017-1	1 000 000
ATL 2017-1	2 000 000
BH SUB 2017-1	4 000 000
CIL 2016-2	1 000 000
STB 2017-1	10 000 000
HL 2017-2	500 000
BTL 2017-1	3 000 000
AMEN BANK SUB 2017-2	5 000 000
ATB SUB 2017	2 000 000
TOTAL	**218 433 875**

4.3.11. Emprunts obligataires garantis par la BNA

Néant

4.3.12. Principaux indicateurs

en mD	2 017	2 016	2015*
Dépôts de la clientèle	7 633 299	7 025 567	6 247 322
Créances nettes sur la clientèle	8 725 577	7 371 767	6 818 824
Capitaux propres avant résultat	777 438	636 854	610 917
Capitaux propres après résultat	976 029	776 854	636 272
Capital social	160 000	160 000	160 000
Total Bilan	10 667 017	9 439 945	8 348 616*
Produit Net Bancaire (PNB)	444 306	378 814	335 287
Commissions nettes	84 307	66 414	54 227
Frais de personnel	179 347	162 351	154 608
Charges générales d'exploitation	35 110	2 268 523	2 316 826
Frais généraux (Frais de personnel + Charges d'exploitation + dotations aux amortissements)	2 083 834	201 990	189 668
Total Engagements	11 346 895	10 086 916	9 357 079
Créances classées	2 083 834	2 268 523	2 316 826
Provisions & Agios réservés	1 227 792	1 282 509	1 256 675
Résultat d'exploitation	234 017	154 473	26 400
Résultat net après modifications comptables	198 591	140 000	25 355
Dividendes	-	-	-
Nombre d'actions	32 000 000	32 000 000	32 000 000
Effectif	2 518	2 626	2 706

**Chiffres 2015 retraités pour les besoins de comparabilité*

4.3.13. Principaux ratios

- **Ratios de structure**

	2 017	2 016	2 015*
Capitaux propres après résultat / Total Bilan	9,1%	8,2%	7,6%
Créances sur la clientèle / Total Bilan	81,8%	78,1%	81,7%
Dépôts de la clientèle / Total Bilan	71,6%	74,4%	74,8%
Dépôts de la clientèle / Créances sur la clientèle	87,5%	95,3%	91,6%

**Chiffres 2015 retraités pour les besoins de comparabilité*

- **Ratios de productivité**

	2 017	2 016	2 015
Frais généraux / PNB	49,7%	53,3%	56,6%
Commissions nettes / Frais de personnel	47,0%	40,9%	35,1%
Dépôts de la clientèle / Effectif	3 031,5	2 675,4	2 308,7
Frais généraux / Effectif	87,7	76,9	70,1
Frais de personnel / Effectif	71,2	61,8	57,1
PNB / Effectif	176,5	144,3	123,9

- **Ratios de rentabilité**

	2 017	2 016	2 015
ROE (Bénéfice après modifications comptables / Capitaux propres*)	20,3%	18,0%	4,0%
ROA (Bénéfice net / Total Actif)	1,9%	1,5%	0,3%
Bénéfice net / PNB	44,7%	37,0%	7,6%
Dividende / Capital social	-	-	-
Commissions nettes / PNB	19,0%	17,5%	16,2%

**Avant affectation*

- Ratios réglementaires

	2 017	2 016	2 015
Ratio de solvabilité	12,40%	11,18%	10,07%
Ratio de liquidité	107,10%*	102,02%*	47,30%*
Taux de créances classées	18,36%	22,49%	24,76%
Taux de couverture des créances classées (Hors fonds budgétaires)	59,52%	58,85%	57,38%

** Nouvelle formule de calcul du ratio de liquidité à partir du 01/01/2015 « Liquidity Coverage Ratio » (LCR) conformément à la circulaire BCT n°2014-14 du 10/11/2014. Désormais, le ratio de liquidité est le rapport entre l'encours des actifs liquides et le total des sorties nettes de trésorerie durant les 30j calendaires. Le seuil minimum ne doit pas être inférieur à 70%.*

4.4. Renseignements financiers sur les états financiers consolidés au 31/12/2017

Les règles d'établissement et de présentation des états financiers consolidés arrêtés au 31/12/2017 ne s'accommodent pas systématiquement des dispositions légales du code des sociétés commerciales et de la loi n°96-112 relative au système comptable des entreprises, notamment en ce qui concerne :

- Les travaux de consolidation ont été effectués sur la base des états financiers non certifiés de certaines sociétés faisant partie du périmètre de consolidation ;
- Les sociétés filiales détiennent des parts dans le capital de la société mère ce qui est contraire aux dispositions de l'article 466 du code des sociétés commerciales.

Par ailleurs, les notes aux états financiers ne comportent pas toutes les notes obligatoires, notamment :

- Une note sur les soldes intermédiaires de gestion consolidés telles que prévues par les dispositions du paragraphe 56 de la NC01 norme générale.
- Aussi, certaines notes aux états financiers ne comportent pas les données comparatives telles qu'exigées par les dispositions du paragraphe 20 de la NC01 norme générale.

La banque s'engage, pour l'établissement de ses états financiers consolidés, à se conformer aux dispositions du système comptable des entreprises et du code des sociétés commerciales, pour les états financiers consolidés arrêtés au 31/12/2018.

4.4.1. Bilans consolidés au 31 décembre 2017

(en mD)	Notes	31/12/2017	31/12/2016*
Actifs			
AC1 - Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	5.1	178 418	246 325
AC2 - Créances sur les établissements bancaires et financiers	5.2	103 217	242 039
AC3 - Créances sur la clientèle	5.3	8 566 339	7 245 934
AC4 - Portefeuille-titres commercial*	5.4	282 636	335 738*
AC5 - Portefeuille d'investissement*	5.5	1 278 753	1 155 540*
AC5B - Titres mis en équivalence	5.6	65 995	69 047
AC6 - Valeurs immobilisées	5.7	105 716	98 177
AC7 - Autres actifs	5.8	450 279	454 950
AC7C - Ecart d'acquisition net (GoodWill)		-	44
Total des actifs		**11 031 353**	**9 847 795**
Passifs			
PA1 - Banque Centrale et CCP	5.9	803 589	618 913
PA2 - Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	5.10	395 709	313 401
PA3 - Dépôts et avoirs de la clientèle	5.11	7 560 431	6 956 731
PA4 - Emprunts et ressources spéciales	5.12	506 437	435 145
PA5 - Autres passifs	5.13	374 663	349 447
Total des passifs		**9 640 829**	**8 673 637**
IM - Intérêts Minoritaires		**384 731**	**385 169**
Capitaux propres			
Capital émis	5.14	160 000	160 000
Actions propres et d'auto-contrôle	5.14	(3 053)	(2 479)
Réserves consolidées	5.14	653 806	482 494
Résultat de l'exercice, part du groupe	5.14	195 040	148 974
Total des Capitaux propres (Part du Groupe)		**1 005 793**	**788 989**
Total des capitaux propres et passifs		**11 031 353**	**9 847 795**

** Les retraitements ont porté sur les aspects suivants :*

- *AC4- Le montant total de la rubrique « portefeuille-titres commercial » publié dans le cadre des états financiers consolidés au titre de l'exercice 2016 s'élève à 359.423 mDT, alors que cette rubrique affiche un montant de 335.738 mDT au niveau des données comparatives lors de la présentation des états financiers consolidés au 31/12/2017. La différence de 22.582 mDT représente une correction se rapportant aux créances rattachées aux BTA.*

- *AC5- Dans les états financiers de l'exercice 2016, et conformément à la lettre de la BCT en date du 01 novembre 2016, le portefeuille-titres transactions en fin d'année a été évalué conformément à la norme 25 relative aux placements dans les établissements bancaires. Cette évaluation a dégagé une plus-value de l'ordre de 1.103 mDT au 31 décembre 2016. Or, à la suite de la publication des états financiers de la BNA le 12 mai 2017, la BCT a jugé utile de reporter, à l'année 2017, l'application de la méthode de la valorisation du portefeuilles-titres au prix du marché. Cette démarche vise à homogénéiser les pratiques comptables appliquées par les banques de la place. Par conséquent, les états financiers au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ont été modifiés.*

4.4.2. Etats des engagements hors bilan consolidés au 31 décembre 2017

(en mD)	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Passifs éventuels			
HB1 - Cautions, avals et autres garanties données	**6.1**	**995 936**	**1 038 803**
a- En faveur des établissements bancaires		125 221	246 670
b- En faveur de la clientèle		710 714	632 133
c- En faveur de l'Etat		160 000	160 000
HB2 - Crédits documentaires		**564 278**	**679 453**
Débiteurs par accréditifs export devises		78 876	54 252
Débiteurs par accréditifs import devises		485 402	625 201
HB3 - Effets et autres créances donnés	**6.2**	**803 000**	**549 000**
Total des passifs éventuels		**2 363 214**	**2 267 256**
Engagements donnés			
HB4 - Engagements de financements donnés	**6.3**	**506 617**	**416 261**
Crédits notifiés non utilisés		506 617	416 261
HB5 - Engagements sur titres	**6.4**	**3 832**	**4 041**
a- Participations non libérées		3 832	4 041
Total des engagements donnés		**510 449**	**420 302**
Engagements reçus			
HB7 - Garanties reçues	**6.5**	**3 186 705**	**3 044 462**
Total des engagements reçus		**3 186 705**	**3 044 462**

4.4.3. Etats de résultat consolidés au 31 décembre 2017

(en mD)	Notes	31/12/2017	31/12/2016**
Produits d'exploitation bancaire			
PR1 - Intérêts et revenus assimilés	**7.1**	617 909	507 443
PR2 - Commissions (en produits)	**7.2**	88 325	70 933
PR3 - Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières (*)	**7.3**	35 371	35 218*
PR4 - Revenus du portefeuille d'investissement	**7.4**	72 228	67 588
Total produits d'exploitation bancaire		**813 833**	**681 182***
Charges d'exploitation bancaire			
CH1 - Intérêts encourus et charges assimilées	**7.5**	(362 142)	(287 478)
CH2 - Commissions encourues		(4 457)	(1 243)
Total charges d'exploitation bancaire		**(366 599)**	**(288 721)***
Produit Net Bancaire		**447 234**	**392 462**
PR5-CH4 - Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	**7.6**	(75 761)	(101 441)
PR6-CH5 - Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	**7.7**	93 381	89 827
PR7 - Autres produits d'exploitation		64 738	56 547
CH6 - Frais de personnel	**7.8**	(193 360)	(175 013)
CH7 - Charges générales d'exploitation		(65 934)	(74 535)
CH8 - Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations		(7 590)	(6 562)
Résultat d'exploitation		**262 708**	**181 286**
Quote-part dans le résultat d'entreprises mises en équivalence		(19 925)	3 970
PR8-CH9 - Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires	**7.9**	(765)	(525)
Résultat avant impôt		**242 018**	**184 730**
CH11 - Impôt sur les bénéfices	**7.10**	(29 110)	(16 873)
PR9-CH10 - Solde en gain/perte provenant des autres éléments extraordinaires		(4 432)	(3 852)
Résultat net de l'exercice		**208 476**	**164 006**
Intérêts minoritaires		(13 436)	(15 032)
Résultat net de l'exercice, Part du groupe		**195 040**	**148 974**
Effet des modifications comptables (Net d'impôt)		-	-
Résultat après modification comptable, part du groupe		**195 040**	**148 974**

(*)Retraité pour les besoins de comparabilités : Les gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières sont présentés en net des pertes correspondantes.

4.4.4. Etats des flux de trésorerie consolidés au 31 décembre 2017

	Notes	31/12/2017	31/12/2016
Activités d'exploitation			
Produits d'exploitation bancaire encaissés		735 061	601 127
Charges d'exploitation bancaire décaissées		(358 691)	(284 896)
Dépôts / retraits de dépôts auprès établissements bancaires et financiers		(6 150)	(25 707)
Prêts et avances / remboursements prêts et avances accordés à la clientèle		(1 383 249)	(664 847)
Dépôts / retrait de dépôts de la clientèle		599 949	764 562
Titres de placement		9 951	(5 950)
Sommes versées au personnel et créditeurs divers		(202 285)	(144 272)
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		127 909	(94 073)
Impôt sur les bénéfices		(8 482)	(383)
Flux de trésorerie net provenant des activités d'exploitation	**8.1**	**(485 987)**	**145 561**
Activités d'investissement			
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement		65 519	60 267
Acquisitions / cessions sur portefeuille d'investissement	(*)	(99 150)	(236 766)*
Acquisitions / cessions sur immobilisations		(9 024)	(7 026)
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement	**8.2**	**(42 655)**	**(183 525)***
Activités de financement			
Rachat / Revente d'actions propres et d'autocontrôle	(*)	(154)	94*
Emission d'emprunts		97 722	100 000
Remboursement d'emprunts		(13 173)	(6 267)
Augmentation / diminution des ressources spéciales		(11 936)	29 397
Dividendes encaissées / versés et autres distributions		(10 534)	12 079
Autres flux de financement		(6 119)	(14 701)
Flux de trésorerie net affecté aux activités de financements	**8.3**	**55 806**	**120 602**
Incidence des changements de méthodes sur les liquidités et équiv. de liquidités		(45 099)	-
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités		**(517 935)**	**82 638**
Liquidités et équivalents de liquidités en début de période		**(439 340)**	**(521 978)**
Liquidités et équivalents de liquidités en fin de période	**8.4**	**(957 275)**	**(439 340)**

(*) Retraité pour les besoins de comparabilité : Les flux de trésorerie liés aux rachats et reventes d'actions propres sont reclassés en 2016 pour des raisons de comparabilité.

4.4.5. Notes aux états financiers consolidés au 31/12/2017

1- PRÉSENTATION DU GROUPE

Le Groupe BNA se compose de la banque, société mère, 17 sociétés filiales et 5 entreprises associées, exerçant principalement dans les secteurs financiers, la promotion immobilière et autres services.

Le Groupe est présenté comme suit :

BNA : Banque Nationale Agricole
Etablissement de crédit, Banque,
Siège social : 5 Rue de Syrie, 1002 Tunis

Services financiers

BNA Capitaux Société intermédiaire en bourse, Complexe le banquier, avenue Tahar Hadded les berges du lac	**Placement Obligataire SICAV** Société d'investissement à capital variable. 5, rue de Syrie 1002 Tunis
SOFINREC Société de recouvrement, Rue de l'île de Rhodes-Immeuble l'ATRIUM-Br n°14 Lac II 1053 Tunis	**SICAV BNA** Société d'investissement à capital variable. 5, rue de Syrie 1002 Tunis
SICAR Invest. Société d'investissement à capital risque, 16, rue de Syrie imm EPI center 12 eme étage 1002 Tunis	**SICAF Participation** Société d'investissement à capital fixe, 5, rue de Syrie Tunis.

SOIVM SICAF
Société d'investissement à capital fixe,
Complexe le banquier, avenue Tahar Hadded les berges du lac

CAP BANK Banque d'affaires 10 bis, rue Mahmoud Elmatri, Mutuelle Ville	**TUNIS-RE** Société de réassurance Avenue Mohamed V 1073 Montplaisir
Assurance AMI Compagnie d'assurance Sité des pins, Zone Nord Est Lac II 1053, Tunis	**SODINO** Société d'investissement à capital risque, 5, rue de Syrie Tunis.

Promotion immobilière

SIMPAR Promotion immobilière, 14 ,rue Masmouda Mutuelleville	**ESSOUKNA** Promotion immobilière 46, rue Tarak Ibn Zied Mutuelle ville 1082 Tunis
SIVIA Promotion immobilière, 51 Av Hédi Nouira Résidence Ryma 2037 Ennasr II TUNIS	**SPI MADINA** Promotion immobilière 36 Boulevard Hedi Nouira ENNASR II 2037

LES OEILLETS
Promotion immobilière
46, Rue Tarek Ibn Zied Mutuelleville - 1082 Tunis

Autres services

Tunisie Informatique Services TIS Développement informatique 6, place Mohamed Kurd Ali EL Omrane	**AGROSERVICE** Services agricoles 4, rue Hassen Ibn Noomane BP 152-1002-Tunis
SOGEST Etudes et services 44 avenue Hedi Nouira Ennasr	**SODET SUD** Développement touristique Résidence l'Etoile du Nord Bloc A-6E-BA31-Centre Urbain Nord
Générale de Vente Gestion et vente d'actifs 46, Rue Tarek Ibn Zied Mutuelleville - 1082 Tunis	**ZIED** Gestion de portefeuille titres 46, rue Trak Ibn Zied Mutuelle ville 1082 Tunis

La Banque Nationale Agricole (BNA) est une société anonyme au capital de 160 millions de dinars, composé de 32 000 000 actions de 5 DT chacune, admises à la côte permanente de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis (BVMT).

Le siège social de la Banque est sis à Tunis, 5 Rue de Syrie. Elle est dirigée par un conseil d'administration.

La structure du capital social de la Banque se présente au 31 décembre 2017 comme suit :

Actionnaires	Nombre d'actions	Valeur nominale en dinars	% d'intérêt et des droits de vote
ACTIONNAIRES PUBLICS	**16 074 538**	**80 372 690**	**50,24%**
L'Etat Tunisien	7 517 319	37 586 595	23,49%
Caisse Nationale de Sécurité Sociale	2 431 632	12 158 160	7,60%
Office des Céréales	1 964 560	9 822 800	6,14%
Office de Commerce de la Tunisie	1 658 248	8 291 240	5,18%
Entreprise Tunisienne d'Activités Pétrolières	1 296 042	6 480 210	4,05%
Caisse Nationale d'Assurance Maladie	1 006 979	5 034 895	3,15%
Office des Terres Domaniales	128 016	640 080	0,40%
Société Tunisienne du Sucre	47 733	238 665	0,15%
Office de l'Elevage et des Pâturages	24 009	120 045	0,08%
ACTIONNAIRES A PARTICIPATION PUBLIQUE	**4 260 089**	**21 300 445**	**13,31%**
CTAMA-MGA	1 564 718	7 823 590	4,89%
Banque de Tunisie et des Emirats	1 225 603	6 128 015	3,83%
STAR	703 914	3 519 570	2,20%
Autres actionnaires à participation publique	765 854	3 829 270	2,39%
ACTIONNAIRES PERSONNES MORALES PRIVEES	**3 335 923**	**16 679 615**	**10,42%**
ACTIONNAIRES PERSONNES PHYSIQUES	**7 438 803**	**37 194 015**	**23,25%**
AUTRES ACTIONNAIRES	**890 647**	**4 453 235**	**2,78%**
TOTAL	**32 000 000**	**160 000 000**	**100,00%**

2- RÉFÉRENTIEL D'ÉLABORATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

Les états financiers consolidés du groupe de la Banque Nationale Agricole (BNA) sont établis conformément aux dispositions de la loi n°96-112 du 30 décembre 1996, relative au Système Comptable des Entreprises, du décret n°96-2459 du 30 décembre 1996, portant approbation du Cadre Conceptuel de la Comptabilité, et des Normes Comptables Tunisiennes dont notamment les Normes Comptables Sectorielles n°21 à 25 publiées par l'arrêté du Ministre des Finances du 25 mars 1999 ainsi que les Normes Comptables Techniques n° 35 à 39 publiées par l'arrêté du Ministre des Finances du 1er décembre 2003.

3- BASES DE MESURE ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes annuels individuels de la BNA et de toutes les filiales significatives contrôlées par celle-ci.

Les principes comptables appliqués les plus significatifs se résument comme suit :

3.1- Principes de consolidation

3.1.1- Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés de la Banque regroupent l'ensemble des entités sous contrôle exclusif ou sous influence notable hormis celles dont la consolidation présente un caractère négligeable pour l'établissement des comptes consolidés du Groupe.

Le périmètre de consolidation est composé de toutes les sociétés sur lesquelles la BNA exerce, directement ou indirectement, par ses sociétés consolidées un contrôle exclusif et des sociétés sur lesquelles elle exerce une influence notable.

Une filiale est consolidée à partir de la date à laquelle le Groupe obtient effectivement son contrôle.

Sont exclues du périmètre de consolidation les entités pour lesquelles les titres de participation ont été acquis uniquement en vue d'une cession ultérieure dans un avenir proche. Lorsque des restrictions sévères et durables mettent en cause la capacité du groupe à contrôler la politique d'exploitation et les actifs d'une filiale ou d'une participation, celle-ci est également exclue du périmètre de consolidation. Tel est le cas des filiales en liquidation ou placées sous le contrôle d'un administrateur judiciaire.

3.1.2- Méthodes de consolidation

Méthode d'intégration globale

Les entités sur lesquelles le Groupe exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale. Le Groupe possède le contrôle exclusif d'une filiale lorsqu'il est en mesure de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin de bénéficier de ses activités.

Cette méthode consiste à substituer au montant des titres de participation les éléments d'actif, de passif, de charges et de produits de chacune des sociétés consolidées, en indiquant la part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres consolidés, et dans le résultat consolidé de l'exercice.

Le contrôle exclusif existe lorsque le Groupe BNA détient, directement ou indirectement, plus de la moitié des droits de vote de la filiale. En outre, le contrôle est présumé exister lorsque le Groupe BNA détient directement ou indirectement 40% au moins des droits de vote dans une autre entité, et qu'aucun autre associé n'y détienne une fraction supérieure à la sienne il est attesté lorsque le Groupe dispose du pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de l'entité en vertu d'un accord, ou de nommer, de révoquer ou de réunir la majorité des membres du Conseil d'administration ou de l'organe de direction équivalent.

Méthode de mise en équivalence

Les entités sous influence notable sont mises en équivalence. L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle d'une entité, sans en détenir le contrôle. Elle est présumée si le Groupe détient, directement ou indirectement, 20% ou plus des droits de vote dans une entité. Les participations inférieures à ce seuil sont exclues du périmètre de consolidation, sauf si elles représentent un investissement stratégique, et si le Groupe y exerce une influence notable effective.

Cette méthode consiste à substituer au montant des titres de participation, la part du groupe dans les capitaux propres y compris le résultat des sociétés mise en équivalence.

3.1.3- Règles de consolidation

Les états financiers consolidés sont établis en utilisant des méthodes comptables uniformes pour des transactions et autres événements semblables dans des circonstances similaires.

* **Intégration globale pour les filiales exerçant une activité dissemblable de celles des entités opérant dans le domaine des services financiers**

L'ensemble des filiales contrôlées exclusivement par la BNA est consolidé par intégration globale, quelque soit leur secteur d'activité. Les états financiers des entreprises consolidées sont retraités afin de les rendre conformes aux règles de comptabilisation, d'évaluation et de présentation du groupe BNA. Les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux activités non bancaires ont été maintenus dans les comptes consolidés du groupe BNA.

* Présentation des états financiers consolidés de synthèse

La présentation des états financiers consolidés du Groupe BNA est conforme aux dispositions de la norme NC 21 relative à la présentation des états financiers des établissements bancaires.

Les revenus non bancaires générés par les filiales, figurent parmi les éléments de la rubrique "Autres produits d'exploitation".

Les actifs et les passifs des filiales ne sont plus distinguées entre éléments courants et non courants.

* Retraitement des créances bancaires cédées à la sociétés de recouvrement

Depuis le 31 décembre 2001 et jusqu'au 31 décembre 2017, la BNA a cédé à sa filiale SOFINREC quatorze lots de créances bancaires.

Après élimination du résultat de cession interne, l'encours des créances relevant des lots 1 à 4 cédées durant la période 2001-2003, est réputé être radié (ou annulé) en raison des forts aléas pesant sur leur récupération. Les sommes recouvrées au cours de l'exercice, au titre de ces créances, sont portées au niveau de l'état des résultats parmi les éléments du poste "Dotations aux provisions et résultats de correction de valeurs sur créances, hors bilan et passif " sous l'intitulé "Récupération de créances passées en pertes".

Pour les créances relevant des lots 5 à 14, il est procédé, après élimination du résultat interne sur cession, à la reconstitution de leur encours brut, ainsi que de leur couverture sous forme de provisions et d'agios réservés. Les sommes recouvrées au cours de l'exercice donneront lieu, le cas échéant, à des reprises sur provisions et d'agios réservés.

Les créances détenues par la société de recouvrement sont totalement provisionnées dans les états financiers consolidés. Les intérêts et agios rattachés sont totalement réservés.

Au bilan consolidé, les créances nettes de provisions et d'agios réservés sont présentées au niveau du poste "Créances sur la clientèle".

* Intégration globale des OPCVM

À l'exception du retraitement de l'effet des retenues à la source libératoires sur la comptabilisation des revenus sous forme d'intérêts, les principes comptables et les règles d'évaluation propres aux OPCVM sont maintenus dans les comptes consolidés du Groupe BNA.

Les postes constitutifs des OPCVM intégrés globalement sont présentés dans les postes de même nature du bilan, du compte de résultat et du hors-bilan consolidé, à l'exception des éléments imputés directement en capitaux propres. La quote-part revenant au groupe est présentée sous la rubrique "Réserves consolidés".

* Élimination des opérations réciproques

Les soldes réciproques résultant d'opérations réalisées entre sociétés du Groupe ainsi que les opérations elles-mêmes, y compris les produits, les charges et les dividendes, sont éliminés. Les profits et les pertes réalisés du fait de cessions d'actifs à l'intérieur du Groupe et les provisions internes sont neutralisées.

* Ecart d'acquisition et écart d'évaluation

Écart d'acquisition

Les écarts d'acquisition correspondant à la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation des actifs et passifs de l'entreprise acquise, sont amortis linéairement sur une période qui ne peut excéder vingt ans, spécifiquement définie en fonction des conditions particulières à chaque acquisition.

Chaque fois que des informations ont été disponibles, les écarts d'acquisition ont été identifiés et constatés à l'actif selon le cas, soit sous l'intitulé "Ecarts d'acquisition (Goodwill)" pour les filiales, soit en titres mis en équivalence pour les entreprises associées.

Écart d'évaluation

La quote-part du Groupe dans les écarts d'évaluation correspondant aux différences entre la juste valeur dans le bilan consolidé des actifs, passifs de l'entité acquise et la valeur comptable de ces éléments sont comptabilisés selon les règles communes applicables aux éléments correspondants.

* Variation du pourcentage d'intérêt dans une société consolidée

L'augmentation du pourcentage d'intérêt détenu dans une entreprise comprise dans le périmètre de consolidation donne lieu à la comptabilisation d'un écart d'acquisition complémentaire amorti selon les règles précisées ci-dessus.

La baisse du pourcentage d'intérêt dans une entreprise demeurant consolidée, notamment à la suite d'une opération sur le capital dilutive pour la société du groupe détenant la participation dans ladite entreprise, donne lieu à la dé-comptabilisation de l'écart d'acquisition à hauteur de la part d'intérêt sortie.

* Déconsolidation

Les titres conservés par le Groupe dans une filiale déconsolidée, sont comptabilisés à la date de sortie du périmètre à leur valeur comptable de consolidation, soit la quote-part des capitaux propres consolidés qu'ils représentent à cette date, augmentés, éventuellement de la quote-part correspondante dans l'écart d'acquisition résiduel.

La valeur comptable de la participation à la date à laquelle elle cesse d'être une filiale est considérée comme son coût par la suite. Celui-ci est figé sauf dépréciation ultérieure, lorsque sa valeur d'usage devient inférieure à cette nouvelle valeur comptable.

3.2- Comptabilisation des engagements et des revenus y afférents

3.2.1- Les engagements hors bilan

Les engagements de financement afférents aux crédits à moyen et long termes sont portés en hors bilan et constatés au bilan, au fur et à mesure des déblocages, pour leur valeur nominale.

3.2.1- Les créances sur la clientèle

Les prêts et avances sont enregistrés à l'actif pour le montant des fonds mis à la disposition du client.

Les crédits accordés en net d'escompte sont comptabilisés à leur valeur nominale (fonds mis à la disposition du client en plus des intérêts constatés d'avance).

Les créances sur la clientèle (crédits décaissés et comptes courants débiteurs) sont présentés à l'actif déduction faite des provisions y afférentes, des intérêts et agios réservés et des intérêts constatés d'avance et non encore courus.

Provisions sur les engagements

i. Provisions individuelles

Les créances de la Banque font l'objet d'une évaluation et d'une classification périodique conformément aux dispositions de la circulaire BCT n°91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les textes subséquents.

La constitution des provisions sur les créances classées s'effectue selon les taux suivants :

Classes	Taux de la provision
0&1	0%
2	20%
3	50%
4	100%

Au niveau des créances classées 4, et pour les besoins de distinction entre les créances non contentieuses et celles contentieuses, ces dernières sont logées dans la classe 5 et le risque net sur ces créances est provisionné au taux de 100%.

ii. Provisions additionnelles (Circulaire BCT n° 2013-21)

En application de la circulaire aux banques n° 2013-21 du 30 Décembre 2013, la BNA a procédé à la constitution de provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 et 5 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce conformément aux quotités minimales suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 ou 5 de 3 à 5 ans ;
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 ou 5 de 6 et 7 ans ;
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 ou 5 supérieure ou égale à 8 ans.

iii. Provisions collectives

En application de l'article 10 bis de la circulaire de la BCT n°91-24 du 17 décembre 1991 ajouté par la circulaire n°2012-20 du 6 décembre 2012, la BNA a constitué, des provisions à caractère générale dites « Provisions Collectives » en vue de couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de l'article 8 de la Circulaire BCT n°91-24.

3.2.3- Comptabilisation des revenus afférents aux créances sur la clientèle

Les intérêts, les produits assimilés et les commissions encaissés ainsi que les produits courus et non échus, dont l'encaissement est raisonnablement assuré, sont pris en compte dans le résultat.

Lorsque leur encaissement n'est pas raisonnablement assuré, les intérêts et les agios sont comptabilisés en «Intérêts et agios réservés» et présentés en soustraction du poste «Créances sur la clientèle». Ils seront constatés en produits lors de leur encaissement effectif et pris en compte dans le résultat de l'exercice de leur encaissement.

Il est à noter que les impayés en intérêts relatifs aux engagements des relations non classées sont constatés en produit.

3.3- Comptabilisation du portefeuille-titres et des revenus y afférents

Le portefeuille-titres détenu par la Banque est classé en deux catégories : le portefeuille-titres commercial et le portefeuille-titres d'investissement.

3.3.1- Portefeuille-titres commercial et revenus y afférents

- Ce portefeuille comprend les titres acquis avec l'intention de les céder à court terme. Il est composé des titres de transaction et des titres de placement.

- Les titres émis par les OPCVM intégrés globalement et détenus par les sociétés du Groupe à des fins de placement figurent parmi les composantes du portefeuille commercial consolidé.

- Le portefeuille-titres détenu par les OPCVM intégrés globalement figure aussi parmi les composantes du portefeuille commercial consolidé. Les frais d'acquisition de ces titres sont inscrits, pour la quotepart attribuable au groupe, en capitaux propres sous la rubrique "réserves consolidés".

- Les titres côtés détenus par les OPCVM intégrés globalement sont évalués à la date d'arrêté par référence au cours moyen boursier du mois de décembre. Les différences d'estimation positives ou négatives dégagées par rapport à la valeur d'entrée des mêmes titres est imputée directement en capitaux propres, pour la quote-part attribuable au groupe, sous rubrique "réserves consolidés".

- Les plus ou moins-values réalisées sur cession des titres détenus par les OPCVM intégrés globalement sont portées, pour la quote-part revenant au groupe, sous rubrique "réserves consolidés".

-La quote-part revenant aux intérêts hors groupe dans les frais d'acquisition, les différences d'estimations et les résultats de cession des titres détenus par les OPCVM intégrés globalement est présentée distinctement des passifs et des capitaux propres sous l'intitulé "Intérêts des minoritaires".

- Les titres de placement sont évalués à la fin de l'exercice à leur valeur boursière ; les moins-values latentes font l'objet de provisions. Les bons du Trésor sont évalués à leur coût amorti.

- Les revenus afférents aux titres à revenu fixe sont pris en compte dans le résultat au fur et à mesure qu'ils sont courus.

3.3.2- Portefeuille-titres d'investissement et revenus y afférents

Le portefeuille-titres d'investissement comprend les titres acquis avec l'intention de les conserver jusqu'à l'échéance, ainsi que ceux dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la Banque. Sont classés sous cette rubrique :

- Les titres de participation et les parts dans les entreprises liées non consolidées ;

- Les titres à revenu fixe acquis par la Banque avec l'intention de les détenir jusqu'à leur échéance ;

- Les dettes des entreprises publiques prises en charge par l'ÉTAT Tunisien, étant donné que leur remboursement s'effectue selon un échéancier sur 25 ans ;

- Les titres représentant des participations financement ayant fait l'objet d'une convention de rétrocession mais qui ne sont pas encore définitivement cédés.

- Les titres représentant des participations financement ayant fait l'objet d'une convention de rétrocession mais qui ne sont pas encore définitivement cédés.

- Les montants placés en fonds gérés chez Les SICAR externes au Groupe.

Les souscriptions non libérées sont enregistrées en "Engagements hors bilan" pour leur valeur d'émission.

Les titres sont comptabilisés au prix d'acquisition, tous frais et charges exclus à l'exception des honoraires d'étude et de conseil relatifs à l'acquisition. L'entrée et la cession des titres sont constatées à la date du transfert de leur propriété, soit la date d'enregistrement de la transaction à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Les dividendes encaissés, les plus-values de cession réalisées, et les revenus des emprunts obligataires sont présentés dans le poste "Revenus du portefeuille d'investissement" au niveau de l'état des résultats. Les dividendes non encore encaissés, mais ayant fait l'objet d'une décision de distribution, ainsi que les produits sur emprunts obligataires courus sont également constatés dans le poste "Revenus du portefeuille d'investissement".

Le portefeuille-titres d'investissement fait l'objet d'une évaluation à la date de clôture en comparant la valeur d'usage des titres à leur valeur comptable. Les provisions correspondantes sont réajustées en conséquence.

La valeur d'usage des titres est déterminée en se référant à :

- La valeur boursière pour les titres côtés ;
- La valeur mathématique calculée à partir des derniers états financiers disponibles pour les titres non cotés.

3.4- Comptabilisation des dépôts de la clientèle et des charges y afférentes

Les dépôts et avoirs de la clientèle se composent des :

- Dépôts à vue et comptes d'épargne dont les charges d'intérêt sont calculées et constatées trimestriellement;
- Placements à terme de la clientèle, qu'ils soient post-comptés ou précomptés, dont les intérêts sont constatés en charges au fur et à mesure qu'ils sont courus.

3.5- Comptabilisation des emprunts extérieurs et des charges y afférentes

Les lignes de crédits extérieures sont constatées initialement en hors bilan lors de la signature des conventions, puis elles sont comptabilisées au passif, après leur conversion en appliquant le cours de change en vigueur à la date du déblocage, au fur et à mesure des appels de fonds. A la fin de chaque période comptable, les en-cours des ressources extérieures sont actualisés par application du cours de change en vigueur à la date de clôture.

A la fin de chaque période comptable, les en-cours des ressources extérieures sont actualisés par application du cours de change en vigueur à la date de clôture.

Les intérêts sur les emprunts extérieurs sont constatés en charges de l'exercice au fur et à mesure qu'ils sont courus. Les pertes de change sur ces emprunts sont couvertes par un contrat d'assurance conclu avec la compagnie TUNIS-RE.

3.6- Actions propres et d'auto-contrôle

Conformément aux dispositions de la Norme Comptable Tunisienne NC 02, relative aux capitaux propres :

- Les actions émises par la BNA et rachetées dans l'optique de régulariser les cours ou encore celles qui sont détenues par les autres filiales du Groupe sont présentées, au bilan, en soustraction des capitaux propres dans la rubrique "Actions propres et d'auto-contrôle" ;
- Les plus ou moins-values réalisées et les dividendes perçus sur les actions propres rachetées sont comptabilisées directement en capitaux propres ;

3.7- Avantages bénéficiant au personnel

Les avantages consentis au personnel du Groupe sont classés en deux catégories :

- Les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, les primes, les indemnités et enveloppes.
- Les avantages postérieurs à l'emploi constitués notamment par l'indemnité de départ à la retraite et par les engagements du Groupe envers le personnel retraité en matière d'assurance sociale.

3.7.1-Avantages à court terme

Le Groupe comptabilise une charge lorsqu'il a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

3.7.2-Avantages postérieurs à l'emploi

Le personnel retraité de la société mère BNA demeure affilié à un contrat d'assurance sociale, financé par les cotisations de la Banque et du personnel et couvrant les risques suivants : maladies, longue maladie, maternité, invalidité et décès. La part de la Banque dans les charges découlant de ce contrat d'assurance sociale est de 80%.

En application des principes comptables généralement admis en Tunisie, le coût des avantages postérieurs à l'emploi (assurance sociale) doit être comptabilisé en charges durant la période d'activité du salarié et non pas au moment où celui-ci bénéficie effectivement des prestations.

Une provision est comptabilisée pour couvrir les engagements de la Banque envers le personnel retraité en matière d'assurance sociale, en se basant sur des estimations fiables des espérances de vie des bénéficiaires et des charges annuelles découlant du contrat d'assurance sociale.

Conformément aux principes généralement admis en Tunisie, certaines sociétés consolidées distinguent les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies.

Les régimes qualifiés de "régimes à cotisations définies" ne sont pas représentatifs d'un engagement pour le Groupe et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de "régimes à prestations définies" sont représentatifs d'un engagement à la charge de certaines sociétés consolidées qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si ces sociétés sont tenues ou pas, par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite, d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Le coût des avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies (indemnité de départ à la retraite et assurance sociale post-retraite) doit être comptabilisé en charges durant la période d'activité du salarié et non pas au moment où celui-ci bénéficie effectivement des prestations.

Le montant provisionné de l'engagement est déterminé en utilisant les hypothèses actuarielles retenues par ces sociétés et en appliquant la méthode rétrospective des unités de crédit projetées (prévue par la norme comptable internationale IAS 19, Avantages du personnel, n'ayant pas d'équivalente en Tunisie).

Cette méthode d'évaluation tient compte d'un certain nombre de paramètres notamment le risque de mortalité, l'évolution prévisionnelle des salaires, la rotation des effectifs et un taux d'actualisation financière.

La charge annuelle comptabilisée au titre des régimes à prestations définies est représentative des droits acquis pendant la période par chaque salarié correspondant au coût des services rendus, du coût financier lié à l'actualisation des engagements et des coûts des services passés résultant des éventuelles modifications de régimes, ainsi que des conséquences des réductions et des liquidations éventuelles de régimes.

3.8- Impôts sur le résultat :

Conformément aux principes généralement admis en Tunisie, le Groupe distingue les impôts courants et les impôts différés.

3.8.1-Impôts courants

La charge d'impôt sur le bénéfice exigible est déterminée sur la base des règles et taux en vigueur propres à chacune des sociétés du Groupe sur la période à laquelle se rapportent les résultats.

3.8.2-Impôts différés

Des impôts différés sont comptabilisés lorsque des différences temporelles existent entre les valeurs comptables des actifs et passifs du bilan et leurs valeurs fiscales.

Des passifs d'impôts différés sont reconnus pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception:

- des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ;

- des différences temporelles taxables relatives aux investissements dans des entreprises sous contrôle exclusif, dans la mesure où le Groupe est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que cette différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôts différés sont constatés pour toutes les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales reportables dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces différences temporelles et ces pertes fiscales pourront être imputées.

Les impôts différés actifs et passifs sont évalués selon la méthode du report variable (prévue par la norme comptable internationale IAS 12, Impôts sur le résultat, n'ayant pas d'équivalente en Tunisie) par référence au taux d'impôt dont l'application est présumée sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé sur la base des taux d'impôt et réglementations fiscales qui ont été adoptés ou le seront avant la date de clôture de la période. Ils ne font pas l'objet d'une actualisation.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés comme un produit ou une charge d'impôt au niveau de l'état des résultats.

Pour l'exercice 2017 et au-delà, les taux d'imposition effectifs retenus pour calculer les stocks d'impôts différés des sociétés consolidées se présentent par entité comme suit :

	Taux nominal	Taux effectif
Etablissements de Crédit		
Banque Nationale Agricole	35%	20%
Autres services financiers		
BNA Capitaux	25%	25%
SOFINREC	35%	35%
SICAR INVEST	35%	35%
SOIVM SICAF	35%	35%
SICAF Participations	35%	35%
SICAV BNA	0%	0%
Placement Obligataire SICAV	0%	0%
Promotion immobilière		
SIMPAR	25%	25%
ESSOUKNA	25%	25%
SIVIA	25%	25%
SPI MADINA	25%	25%
LES ŒILLETS	25%	25%
Autres services		
Tunisie Informatique Services	25%	25%
SOGEST	25%	25%
AGROSERVICES	10%	10%
ZIED SARL	25%	25%

4- PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

4.1- Entités incluses dans le périmètre :

Le périmètre des états financiers consolidés comprend, outre la mère consolidante, 23 entités au 31 décembre 2017:

- 17 filiales traitées par intégration globale ;
- 5 entreprises associées traitées par mise en équivalence.

Toutes ces entités sont établies et résidentes en Tunisie.

Les entreprises retenues dans le périmètre de consolidation, le pourcentage de contrôle, et le pourcentage d'intérêt revenants au groupe se présentent comme suit :

	Méthode de consolidation	% de contrôle	%d'intérêt
Etablissements de Crédit			
Banque Nationale Agricole	Intégration globale	100,000%	99,63%
Autres services financiers			
BNA Capitaux	Intégration globale	99,996%	99,07%
SOFINREC	Intégration globale	100,000%	99,09%
SIACR INVEST	Intégration globale	93,300%	74,60%
SOIVM SICAF	Intégration globale	100,000%	74,96%
SICAF Participations	Intégration globale	99,986%	99,62%
SICAV BNA (2)	Intégration globale	26,553%	23,82%
Placement Obligataire SICAV (2)	Intégration globale	0,081%	0,05%
CAP BANK	Mise en équivalence	23,824%	23,74%
TUNIS-RE	Mise en équivalence	21,033%	19,26%
AMI	Mise en équivalence	25,302%	25,21%
SODINO	Mise en équivalence	24,750%	24,66%
Promotion immobilière			
SIMPAR (1)	Intégration globale	33,926%	33,31%
ESSOUKNA	Intégration globale	69,965%	23,36%
SIVIA	Intégration globale	99,991%	42,15%
SPI MADINA	Intégration globale	99,999%	40,96%
LES ŒILLETS	Intégration globale	99,999%	52,77%
Autres services			
Tunisie Informatique Services	Intégration globale	73,920%	46,47%
SODET SUD	Intégration globale	74,567%	53,84%
SOGEST	Intégration globale	94,760%	44,84%
AGROSERVICES (3)	Intégration globale	34,850%	34,72%
ZIED SARL	Intégration globale	100,000%	30,59%
GENERALE DE VENTE (4)	Mise en équivalence	49,995%	49,81%

IG : Intégration globale

ME : Mise en équivalence

(1) La BNA détient 33,926% des droits de vote dans la société cotée en bourse SIMPAR. Les autres droits de vote sont distribués comme suit :

Actionnaires	% de droits de vote
CTAMA	10,58%
COMAR	6,69%
Groupe des Assurances de Tunisie - GAT	6,57%
Autres actionnaires détenant individuellement moins de 5%	76,16%

Bien que ne détenant pas la majorité des droits de vote, la Banque Nationale Agricole dispose, en fait, de la capacité de diriger les politiques opérationnelles et financières de la société SIMPAR, en raison de la dilution du capital de cette dernière.

Ce contrôle exclusif de fait est, en outre, démontré historiquement et actuellement à travers la désignation par la BNA de la majorité des membres du conseil d'administration de la cible.

(2) La SICAV BNA et Placement Obligataire SICAV sont retenues dans le périmètre de consolidation en raison de la capacité du Groupe à désigner la totalité des membres de leurs conseils d'administration. Par ailleurs, la BNA assure la fonction de dépositaire dans ces organismes et la filiale BNA Capitaux assure celle de gestionnaire.

(3) Le tableau suivant justifie le contrôle de droit exercé par le Groupe BNA sur la société AGROSERVICES :

Sociétés	S.P.B AGROSERVICES	SODAL (*)	SFL (*)	SODEAT (*)
BNA (Directe)	49 993	1 791	144 676	
S.P.B		300	153 537	95 352
SODAL		300		1
SFL		300		
SODEAT		300		
TOTAL	**49 993**	**2 991**	**144 676**	**153 537**	**95 353**
Capital (Nombre d'actions)	50 000	6 000	209 648	249 532	126 821
% de contrôle	99,99%	49,85%	69,01%	61,53%	75,19%

(*) : Sociétés non incluses dans le périmètre de consolidation :

- SODAL arrête ses états financiers au 31 août de chaque exercice et elle ne prépare pas des états financiers arrêtés au 31 décembre pour les besoins de consolidation ;

- les sociétés SFL et SODEAT qui sont contrôlées par le Groupe sont en liquidation.

Compte non tenu des participations des sociétés SODAL, SFL et SODEAT, le pourcentage de contrôle du Groupe BNA est de 34,85%.

(4) La société La Générale de Vente « GEVE » est contrôlée par la Société Tunisienne de Banque « STB ». Ce contrôle de droit est démontré par la détention de 50.001% des droits de vote dans la société « GEV ».

Il est à signaler que les comptes consolidés ont été établis sur la base des états financiers de la société mère et ceux des sociétés retenues dans le périmètre de consolidation. Toutefois, les sociétés; AMI, SODINO, TUNISRE, GEVE et CAPBANK, n'ont pas fourni des comptes certifiés par leurs commissaires aux comptes à la date d'arrêtée des états financiers consolidés.

5- NOTES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN CONSOLIDÉ

5.1- Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Les avoirs en caisse et auprès de la BCT, CCP et TGT ont totalisé 178.418 mDT au 31/12/2017 contre 246.325 mDT au 31/12/2016, soit une diminution de 67.907 mDT.

Les différentes rubriques composant ce poste se présentent comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
Avoirs en caisse en dinars	42 501	40 329	2 172	5,4%
Avoirs en caisse en devises	8 942	6 993	1 949	27,9%
Avoirs auprès de la BCT en dinars	6 499	1	6 498	649800,0%
Avoirs chez la BCT en devises	68 323	89 055	(20 732)	(23,3%)
Provisions pour risques divers (Avoirs auprès de la BCT devises)	(334)	(303)	(31)	(10,2%)
Prêts sur le marché monétaire dinars BCT	-	56 000	(56 000)	(100,0%)
Prêts sur le marché monétaire devises BCT	41 200	48 452	(7 252)	(15,0%)
Intérêts à perçevoir	4	14	(10)	(71,4%)
Mouvements IBS	10 729	5 415	5 314	98,1%
Avoirs auprès du CCP	554	369	185	50,1%
Total	**178 418**	**246 325**	**(67 907)**	**(27,6%)**

5.2- Créances sur les établissements bancaires et financiers

Les créances sur les établissements bancaires et financiers ont totalisé 103.217 mDT au 31/12/2017 contre 242.039 mDT au 31/12/2016, soit une diminution de 138.822 mDT.

Les différentes rubriques composant ce poste se détaillent comme suit:

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
A - Créances sur les établissements bancaires	**51 863**	**214 419**	**(162 557)**	**(75,8%)**
Comptes courants & autres créances	11 829	9 129	2 700	29,6%
Prêts sur le marché monétaire en dinars	40 000	205 000	(165 000)	(80,5%)
Intérêts à percevoir	34	291	(257)	(88,3%)
B - Créances sur les établissements financiers	**51 586**	**27 827**	**23 759**	**85,4%**
Comptes courants	7 603	5 633	1 970	35,0%
Prêts à MLT	42 900	21 750	21 150	97,2%
Créances rattachées sociétés de leasing	926	318	608	191,2%
Intérêts à percevoir	157	126	31	24,6%
Total brut	**103 449**	**242 247**	**(138 798)**	**(57,3%)**
Provisions pour risques divers (Avoirs auprès des corresp en devises)	(232)	(208)	(24)	(11,5%)
Total net	**103 217**	**242 039**	**(138 822)**	**(57,4%)**

La ventilation des créances brutes envers les établissements bancaires et financiers par maturité se présente comme suit:

	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
A - Créances sur les établissements bancaires	**51 863**	**-**	**-**	**-**	**51 863**
Comptes courants & autres créances	11 829	-	-	-	**11 829**
Prêts sur le marché monétaire en dinars	40 000	-	-	-	**40 000**
Intérêts à percevoir	34	-	-	-	**34**
B - Créances sur les établissements financiers	8 686	400	32 500	10 000	**51 586**
Comptes courants	7 603	-	-	-	**7 603**
Prêts à MLT	-	400	32 500	10 000	**42 900**
Créances rattachées sociétés de leasing	926	-	-	-	**926**
Intérêts à percevoir	157	-	-	-	**157**
Total au 31 décembre 2017	**60 549**	**400**	**32 500**	**10 000**	**103 449**
Total au 31 décembre 2016	**207 247**	**19 850**	**15 150**	**-**	**242 247**

Le mouvement des provisions pour risques divers sur les établissements bancaires et financiers au cours de l'exercice se présente comme suit :

	31/12/2016	Dotations	Reprises	Reclass	31/12/2017
Provisions pour risques divers (Avoirs auprès des corresp en devises)	(208)	(24)	-	-	(232)
Total	**(208)**	**(24)**	**-**	**-**	**(232)**

Il n'y a pas de creances douteuses sur les établissements bancaires et financiers. Le montant de la provision, soit 232 mDT, concerne des provisions pour risque divers constatées et relatives à des ecarts degagés lors du rapprochement de nos comptes avec nos correspondants en Devise.

5.3- Créances sur la clientèle

Les créances nettes sur la clientèle se sont établies au 31/12/2017 à 8.566.339 mDT contre 7.245.934 mDT au 31/12/2016, enregistrant ainsi une augmentation de 1.320.405 mDT. La structure de ces créances, selon leur nature, se présente comme suit:

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
Engagements bruts agricoles	**1 066 798**	**1 109 356**	**(42 558)**	**(3,8%)**
Comptes débiteurs	61 016	52 719	8 297	15,7%
Autres concours à la clientèle	566 805	499 445	67 360	13,5%
Crédits sur ressources spéciales	184 668	215 446	(30 778)	(14,3%)
Intérêts impayés et créances rattachées	256 792	344 479	(87 687)	(25,5%)
Produits constatés d'avance	(2 483)	(2 733)	250	9,1%
Engagements bruts commerciaux et industriels	**8 936 290**	**7 725 214**	**1 211 076**	**15,7%**
Comptes débiteurs	1 241 807	1 179 420	62 387	5,3%
Autres concours à la clientèle	7 410 147	6 270 291	1 139 856	18,2%
Crédits sur ressources spéciales	109 621	112 913	(3 292)	(2,9%)
Intérêts impayés et créances rattachées	204 156	179 982	24 174	13,4%
Produits constatés d'avance	(29 441)	(17 392)	(12 049)	(69,3%)
Comptes courants associés	**541**	**541**	**-**	**-**
Créances agricoles prises en charge par l'Etat	**17 824**	**19 027**	**(1 203)**	**(6,3%)**
Créances bancaires détenues par la SOFINREC	**415 657**	**304 976**	**110 681**	**36,3%**
Encours brut	**10 437 110**	**9 159 114**	**1 167 315**	**12,7%**
Provisions sur créances à la clientèle	**(1 352 804)**	**(1 308 594)**	**(44 210)**	**(3,4%)**
Provisions sur créances classées	(1 027 202)	(1 028 692)	1 490	0,1%
Provisions additionnelles	(237 783)	(204 789)	(32 994)	(16,1%)
Provisions collectives sur créances non classées	(87 819)	(75 113)	(12 706)	(16,9%)
Provisions sur créances agricoles prises en charge par l'Etat	**(464)**	**(464)**	**-**	**-**
Intérêts et agios réservés	**(517 503)**	**(604 122)**	**86 619**	**14,3%**
Sur engagements agricoles	(245 762)	(335 590)	89 828	26,8%
Sur engagements commerciaux et industriels	(243 211)	(229 989)	(13 222)	(5,7%)
Sur créance détenues par la SOFINREC	(28 530)	(38 543)	10 013	26,0%
Total des provisions et des intérêts et agios réservés	**(1 870 771)**	**(1 913 180)**	**42 409**	**2,2%**
Encours net	**8 566 339**	**7 245 934**	**1 320 405**	**18,2%**

L'évolution des provisions sur créances se détaille ainsi:

	31/12/2016	Dotations	Reprises	Reclass.	31/12/2017
Provisions sur créances agricoles prises en charge par l'Etat	(464)	-	-	-	(464)
Créances douteuses	(1 233 481)	(155 936)	124 432	-	(1 264 985)
Provisions collectives	(75 113)	(12 706)	-	-	(87 819)
Total	**(1 309 058)**	**(168 642)**	**124 432**	**-**	**(1 353 268)**

5.3.1- Créances bancaires détenues par la SOFINREC

En consolidation, la structure des créances bancaires détenues par la filiale d'accueil (SOFINREC) se présente au 31 décembre 2017 comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
Engagements bruts en principal	387 127	275 191	111 936	40,7%
Intérêts et créances rattachées	28 530	29 785	(1 255)	(4,2%)
Engagements bruts	**415 657**	**304 976**	**110 681**	**36,3%**
Provisions et agios réservés	(415 657)	(304 962)	(110 695)	(36,3%)
Encours net	**-**	**14**	**(14)**	**(100,0%)**

L'encours en principal et en intérêts échus et impayés relatif aux créances radiées, en consolidation, au titre des lots 1 à 4 s'élève au 31 décembre 2017 à 101.271 mDT.

5.3.2- Taux des créances classées et leur couverture par les provisions et agios réservés :

Les engagements du Groupe BNA, ainsi que leurs couvertures par les provisions et les intérêts et agios réservés se détaillent au 31 décembre 2017 comme suit :

	Engagements		Engagements hors Fonds Budgétaires		Provisions		Intérêts et agios réservés hors impayés en intérêts agricoles	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Classe 0	7 725 679	6 640 058	7 676 410	6 588 843	-	(8 292)	(20 018)	(20 874)
Classe 1	1 537 382	1 178 335	1 536 559	1 175 048	-	-	(19 085)	(6 592)
Total des créances courantes	**9 263 061**	**7 818 393**	**9 212 969**	**7 763 891**	**-**	**(8 292)**	**(39 103)**	**(27 466)**
Classe 2	232 978	178 040	222 274	171 519	(26 522)	(14 600)	(13 501)	(9 669)
Classe 3	140 663	236 342	139 180	234 646	(27 229)	(58 672)	(12 589)	(14 684)
Classe 4	858 716	934 828	742 307	652 377	(334 521)	(360 461)	(123 192)	(106 087)
Classe 5	1 267 134	1 224 289	1 161 614	1 121 423	(877 516)	(771 456)	(101 457)	(215 701)
Total des créances classées	**2 499 491**	**2 573 499**	**2 265 375**	**2 179 965**	**(1 265 788)**	**(1 205 189)**	**(250 739)**	**(346 141)**
Total des créances en mDT	**11 762 552**	**10 391 892**	**11 478 344**	**9 943 856**	**(1 265 788)**	**(1 213 481)**	**(289 842)**	**(373 607)**
Taux des créances classées	**21,25%**	**24,76%**	**19,74%**	**21,92%**				
Ratio de couverture des actifs classés par les provisions et les intérêts et agios réservés	**60,67%**	**60,28%**	**66,94%**	**71,16%**				

5.3.3- Provisions collectives

En application de l'article 10 bis de la circulaire de la BCT n°91-24 du 17 décembre 1991 ajouté par la circulaire n°2012-20 du 6 décembre 2012, le Groupe a constitué, des provisions à caractère générale dites « Provisions Collectives » en vue de couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de l'article 8 de la Circulaire BCT n°91-24, tout en éliminant les relations présentant un profil de risque spécifique (entreprises publiques et établissement de crédit).

Ainsi, à la date du 31 Décembre 2017, le solde de la provision collective comptabilisée par le Groupe s'élève à 87.819 mDT et s'analyse comme suit :

	Eng (0/1)	Taux de migration moyen	Taux de provisionnement moyen	Facteur scalaire	Provision Collective
Agriculture	500 310	11,6%	10,2%	1,44	8 507
Autres Industries	79 265	9,7%	15,4%	1,00	1 188
Autres Services	708 878	5,5%	16,5%	1,30	8 450
Bâtiments et travaux publics	418 558	4,1%	31,4%	1,00	5 430
Commerce	1 406 355	6,2%	19,1%	1,18	19 743
Consommation	1 221 787	2,5%	55,1%	1,00	16 706
Habitat	305 294	2,5%	20,1%	1,00	1 512
Industries Manufacturières	2 216 732	3,2%	27,3%	1,00	19 116
Promotion Immobilière	592 999	5,2%	11,6%	1,74	6 242
Tourisme	151 870	6,8%	8,6%	1,05	925
Total Classes 0 & 1 (*)	**7 602 048**				**87 819**

5.3.4- Provisions additionnelles

En application des dispositions de la circulaire BCT n°2013-21 du 30 décembre 2013, le Groupe a constitué par prélèvement sur les résultats de l'exercice 2017, des provisions additionnelles sur les engagements ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans. Le solde des provisions additionnelles arrêté au 31/12/2017 s'élève à 237.783 mDT, soit une enveloppe supplémentaire nette de 32.994 mDT par rapport au 31/12/2016.

5.3.5- Créances consolidées et créances prises en charge par l'Etat

En application de l'article 24 de la loi n°98-111 du 28 décembre 1998, portant loi de finances pour l'année 1999, le Groupe a procédé à la consolidation sur 25 ans, sans intérêts et avec la garantie de l'Etat, des créances impayées et des créances non encore échues au 31 décembre 1997 en principal, à la charge des établissements et des entreprises publics et des coopératives centrales de services agricoles. Ces créances ont été arrêtées à un montant de 57 267 mDT.

D'autre part, et en application de l'article 25 de la même loi, l'Etat a pris en charge les créances de certaines entreprises publiques et à participations publiques directes et indirectes et des coopératives agricoles visées au tableau « G » annexé à ladite loi, qui sont en cours de liquidation ou à liquider ou à privatiser ultérieurement, arrêtées au 31 décembre 1997, et ce sur 25 ans et sans intérêts. Ces créances totalisent un montant de 272 325 mDT à la date de leur prise en charge par l'Etat.

Par ailleurs, et dans le cadre de l'application de la loi n°99-65 du 15 juillet 1999 (article 3), il a été décidé d'abandonner les montants dus en principal et intérêts au titre des crédits agricoles arrêtés au 31/12/1998 ayant enregistré des impayés et dont le montant en principal n'excède pas 2 000 DT par agriculteur à la date de leur obtention. Les créances en principal sur fonds propres et assimilés abandonnées par la Banque sont prises en charge par l'Etat et remboursées par ce dernier, sur 20 ans et sans intérêts à partir de l'an 2000. Ces créances totalisent un montant de 24 051 mDT à la date de leur prise en charge par l'Etat.

Selon le § AG 64 de la norme comptable internationale IAS 39, Instruments financiers : comptabilisation et évaluation « la juste valeur d'un prêt ou d'une créance à long terme qui ne porte pas intérêt peut être estimée comme la valeur actuelle de l'ensemble des entrées de trésorerie futures, actualisées au taux d'intérêt prévalant sur le marché pour un instrument similaire ayant une notation similaire. Tout montant supplémentaire prêté constitue une charge ou une réduction du résultat, à moins qu'il ne remplisse les conditions de comptabilisation comme un autre type d'actif ».

Il s'en suit que la juste valeur desdites créances à long terme ne portant pas intérêt, prises en charges par l'Etat, est nettement inférieure à leur valeur comptable et que le Groupe les maintient au bilan pour leur valeur nominale sans la constatation d'aucune charge.

Le tableau suivant récapitule les créances à long terme ne portant pas intérêt, prises en charge par l'Etat, ainsi que les écarts entre leurs valeurs comptables (ou nominales) et leurs justes valeurs déterminées en appliquant un taux d'intérêt de 8% :

Cadre légal	Dettes prises en charge par l'Etat (1)	Dettes act. à la date de prise en charge (2)	Ecart (1)-(2)	Encours au 31/12/2017 (3)	Encours au 31/12/2016 actualisé (4)	Ecart (3)-(4)
Article 24 de la loi n°98-111 du 28/12/1998	57 267	24 452	32 814	16 343	12 269	**4 074**
Article 25 de la loi n°98-111 du 28/12/1998	272 325	116 280	156 044	76 247	62 598	**13 649**
Article 3 de la loi n°99/65 du 15/07/1999	24 051	11 807	12 244	2 869	1 113	**1 755**
Total en mDT	**353 642**	**152 539**	**201 103**	**95 458**	**75 981**	**19 478**

5.3.6- Engagements des entreprises publiques

Les actifs du Groupe comportent des engagements importants des entreprises publiques.

Le tableau suivant récapitule les engagements de ces relations au 31 décembre 2017 :

Cadre légal	Total des entreprises publiques	Dont engagements des sociétés					
		Office des Céréales	STIR	TUNIS AIR	O.T.D	O.N.H	El Fouledh
Engagements au 31/12/2016	1 127 547	523 958	58 581	55 300	94 525	60 641	51 104
Engagements au 31/12/2017	1 359 880	544 357	151 605	52 490	107 650	108 536	52 600
Garanties de l'état au 31/12/2017	902 390	524 000	-	52 320	98 251	76 202	46 238
Agios et intérêts réservés au 31/12/2017	(19 795)	-	-	-	(9 246)	-	(6 362)
Classe au 31/12/2017		0	0	0	0	0	4
Provisions au 31/12/2017	(7)	-	-	-	-	-	-

5.4- Portefeuille-titres commercial

L'encours total du portefeuille-titres commercial du Groupe s'élève à 282.636 mDT au 31/12/2017 contre 335.738 mDT au 31/12/2016, enregistrant ainsi une baisse de 53.102 mDT.

Le portefeuille titres commercial détenu par le Groupe se détaille comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
1. Titres à revenu variable	**32 569**	**41 158**	**(8 589)**	**(20,9%)**
Titres de placement	26 498	25 295	1 203	4,8%
Parts dans les OPCVM (Placement)	9 494	17 554	(8 060)	(45,9%)
Total brut	**35 992**	**42 849**	**(6 857)**	**(16,0%)**
Provisions sur titres à revenu variable	(3 423)	(1 691)	(1 732)	(102,4%)
2. Titres à revenu fixe	**250 067**	**294 580**	**(44 513)**	**(15,1%)**
Bons de trésor	75 329	45 886	29 443	64,2%
Créances et dettes rattachées sur bons de trésor	5 689	7 752	(2 063)	(26,6%)
Obligations	161 761	231 559	(69 798)	(30,1%)
Créances rattachéss sur obligations	4 783	5 755	(972)	(16,9%)
Billets de trésorerie et certificats de dépôt	2 477	2 477	-	-
Créances et dettes rattachées sur billets de trésorerie et certificats dépôt	28	947	(919)	(97,0%)
Pars dans les Fonds Communs de créances	-	204	(204)	(100,0%)
Total brut	**250 067**	**294 580**	**(44 513)**	**(15,1%)**
Total net	**282 636**	**335 738**	**(53 102)**	**(15,8%)**

5.5- Portefeuille-titres d'investissement

Les titres d'investissement du Groupe ont totalisé 1.278.753 mDT au 31/12/2017 contre 1.155.540 mDT au 31/12/2016.

Les mouvements par catégorie de titres classés dans ce poste ainsi que les provisions correspondantes se présentent comme suit:

	Titres d'investissement (1)	Emprunts obligataires	Fonds Communs de Placement	Fonds gérés	Dettes des entreprises publiques	BTA d'investissement	Total au 31/12/2017
Val. brute au 31/12/2017	**197 310**	**218 449**	**26 400**	**902**	**76 375**	**782 038**	**1 301 474**
Valeur au 1er janvier	169 550	229 489	22 400	2 994	87 310	651 494	**1 163 237**
Acquisitions / souscriptions	33 224	28 148	4 000	-	-	92 568	**157 940**
Cessions /Remboursement	(5 464)	(39 188)	-	(2 092)	(10 935)	-	**(57 679)**
Reclassements	-	-	-	-	-	37 976	**37 976**
Créances rattachées	**142**	**8 111**	**-**	**481**	**15**	**31 319**	**40 068**
Prov. au 31/12/2017	**(61 973)**	**-**	**(816)**	**-**	**-**	**-**	**(62 789)**
Provisions au 1er janvier	(40 801)	-	(619)	-	-	-	**(41 420)**
Dotations	(22 385)	-	(197)	-	-	-	**(22 582)**
Reprises	1 213	-	-	-	-	-	**1 213**
Val. nette au 31/12/2017	**135 479**	**226 560**	**25 584**	**1 383**	**76 390**	**813 357**	**1 278 753**
Val. brute au 31/12/2016	**169 550**	**229 489**	**22 400**	**2 994**	**87 310**	**651 494**	**1 163 237**
Créances rattachées	**2 989**	**8 152**	**-**	**-**	**-**	**22 582**	**33 723**
Provisions au 31/12/2016	**(40 801)**	**-**	**(619)**	**-**	**-**	**-**	**(41 420)**
Val. nette au 31/12/2016	**131 738**	**237 641**	**21 781**	**2 994**	**87 310**	**674 076**	**1 155 540**

(1) Les titres de participation comprennent les titres de participations-financement (Titres en retrocession), les autres titres de participation ainsi que la participation de la Banque mère au capital de la Société de Développement Agricole Lakhmès (SODAL) dans laquelle elle détient 69%. (voir note 3.1.1)

5.6- Participations dans les entreprises mises en équivalence

Les participations du Groupe dans les sociétés mises en équivalence concernent les sociétés suivantes :

	2017		2016	
Société	**Valeur d'équivalence**	**Participation du Groupe en%**	**Valeur d'équivalence**	**Participation du Groupe en%**
TUNIS-RE	39 090	19,26%	40 273	20,31%
AMI	18 400	25,21%	20 362	25,26%
SODINO	6 198	24,66%	6 198	24,75%
CAP BANK	1 711	23,74%	1 617	23,82%
GENERALE DES VENTES	596	49,81%	597	50,00%
Total	**65 995**		**69 047**	

5.7- Valeurs immobilisées

Les valeurs immobilisées sont évaluées initialement à leur coût y compris les frais directement engagés pour leur acquisition et les taxes non récupérables par le Groupe.

Ces immobilisations sont amorties selon les modes et taux suivants :

Nature de l'immobilisation	Mode d'amortissement	Taux d'amortissement
Logiciels informatiques	Linéaire	33%
Matériel informatique	Linéaire	15%
Immeubles d'exploitation	Linéaire	2%
Frais d'agencement	Linéaire	10%
Mobilier de bureaux	Linéaire	10%
Matériel roulant	Linéaire	20%
Coffres forts	Linéaire	3%

Les immobilisations totalisent, au 31/12/2017, une valeur brute de 219.331 mDT et des amortissements et des provisions de 113.615 mDT soit une valeur nette de 105.716 mDT contre 98.177 mDt au 31/12/2016.

La valeur nette globale des immobilisations corporelles et incorporelles, au 31 décembre 2017, s'établit comme suit :

	Valeur au 31/12/2016	Acquisitions / Dotations	Cessions / Reprises	Reclassement Réaffectation	Valeur au 31/12/2017
Immobilisations incorporelles	**15 952**	**1 503**	**-**	**5 171**	**22 626**
Logiciels	15 952	1 503	-	5 171	22 626
Amortissements	**(14 888)**	**(2 012)**	**-**	**973**	**(15 927)**
Logiciels	(14 888)	(2 012)	-	973	(15 927)
Total net (1)	**1 064**	**(509)**	**-**	**6 144**	**6 699**
Immobilisations corporelles	**199 422**	**9 708**	**(6 367)**	**(6 058)**	**196 705**
Terrains	5 912	-	-	(1 653)	4 259
Constructions	95 644	2 820	(2 057)	(2 400)	94 007
Agencements, aménagements et installations	32 656	1 030	(21)	(1 063)	32 602
Matériel de transport	5 971	731	(599)	(1 037)	5 066
Matériel et outillage	8 613	2	(3)	(8 528)	84
Mobiliers et matériel de bureau	44 456	2 573	(3 353)	755	44 431
Immobilisations en cours	1 746	2 494	-	6 817	11 057
Mobiliers et matériel de bureau en stocks	-	-	-	469	469
Avances sur achats mobiliers et matériel de bureau	151	-	-	-	151
Dépenses nouvelles agences	166	35	-	-	201
Immobilisations en dation (*)	4 107	-	(295)	-	3 812
Matériel informatique	-	23	(39)	582	566
Amortissements	**(101 972)**	**(5 577)**	**4 092**	**6 106**	**(97 351)**
Constructions	(31 660)	(1 921)	322	2 463	(30 796)
Agencements, aménagements et installations	(25 228)	(1 145)	10	542	(25 821)
Matériel de transport	(5 368)	(503)	532	1 743	(3 596)
Matériel et outillage	(87)	(8)	2	40	(53)
Mobiliers et matériel de bureau	(39 629)	(1 863)	3 191	1 689	(36 612)
Matériel informatique	-	(137)	35	(371)	(473)
Dépréciations	**(337)**	**-**	**-**	**-**	**(337)**
Immobilisations en dation	(337)	-	-	-	(337)
Total net (2)	**97 113**	**4 131**	**(2 275)**	**48**	**99 017**
Total général (1)+(2)	**98 177**	**3 622**	**(2 275)**	**6 192**	**105 716**

(*) Immobilisations en dation

Le détail des immobilisations en dation se présente comme suit au 31/12/2017 :

Relation	Description	Valeur comptable	Juste valeur	Plus ou moins value	Provision
Groupe KHEMAISSA	Terrain Mateur	1 063	1 150	87	-
Tunisie Lait	Terrain Fadhline	2 074	1 737	(337)	(337)
Tunisie Lait	Terrain Fadhline	36	36	-	-
Société d'Etudes et d'Aménagement Marina Hammamet Sud	Appartements	639	690	51	-
Total		**3 812**			**(337)**

5.8- Autres actifs

Les autres postes d'actif du Groupe ont totalisé 450.279 mDT au 31/12/2017 contre 454.950 mDT au 31/12/2016. Ils se détaillent comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
Comptes d'attente et de régularisation	**78 715**	**56 284**	**22 431**	**39,9%**
Débiteurs divers	19 913	12 713	7 200	56,6%
État, impôts & taxes	9 145	1 167	7 978	683,6%
Commissions de gestion à percevoir	10 616	8 100	2 516	31,1%
Ajustements devises	5 488	4 298	1 190	27,7%
Comptes liés à la compensation (5.8.1)	26 312	23 640	2 672	11,3%
Autres comptes	7 241	6 366	875	13,7%
Actifs d'impôts sur les résultats :	**52 252**	**82 217**	**(4 570)**	**(5,6%)**
Actifs d'impôts exigibles	10 112	7 421	2 691	36,3%
Actifs d'impôts différés	42 140	74 796	(32 656)	(43,7%)
Actifs d'exploitation des filiales non financières	**213 939**	**208 142**	**5 797**	**2,8%**
Stocks de terrains à bâtir	82 088	96 036	(13 948)	(14,5%)
Stocks de travaux immobiliers en cours	72 689	38 538	34 151	88,6%
Stocks de travaux immobiliers terminés	48 536	64 192	(15 656)	(24,4%)
Autres stocks	1 529	1 029	500	48,6%
Clients et comptes rattachés	9 097	8 347	750	9,0%
Autres actifs	**105 373**	**108 307**	**(2 934)**	**(2,7%)**
Prêts au personnel	37 907	36 271	1 636	4,5%
Charges reportées	-	5 165	(5 165)	(100,0%)
Stock cartes de retrait	301	153	148	96,7%
Dotations timbres postaux	147	27	120	444,4%
Dotations timbres fiscaux	9	5	4	80,0%
Dotations timbres spéciaux de voyage	116	85	31	36,5%
Dépôts et cautionnements	1 378	381	997	261,7%
Autres comptes	65 515	66 220	(705)	(1,1%)
Total Net	**450 279**	**454 950**	**(4 671)**	**(1,0%)**

5.8.1- Comptes liés à la compensation

Au 31 Décembre 2017, les comptes liés à la compensation débiteurs (Poste AC7 : Autres Actifs) présentent un solde cumulé de 26.312 mDT alors que les comptes liés à la compensation créditeurs (Poste PA5 : Autres Passifs) présentent un solde cumulé de 95.258 mDT.

Les soldes de ces comptes s'expliquent principalement par des valeurs dont le dénouement normal s'opère à (J +1). Néanmoins, des suspens inter-siège et certains chevauchements au niveau des comptes d'ordre ont été générés suite à la mise en place du système de Télé-compensation 24 heures (T24H).

Une commissions chargée de l'identification et de l'apurement des suspens liés à la « Télé-compensation 24 heures » est en train de poursuivre les travaux de régularisation.

5.9- Banque Centrale et CCP

Ce poste affiche 803.589 mDT au 31/12/2017 contre 618.913 mDT au 31/12/2016, enregistrant ainsi une augmentation de 184.676 mDT. Il se détaille comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
Utilisations auprès de la BCT en dinars	4	69 586	(69 582)	(100,0%)
Emprunts auprès de la BCT en dinars	803 000	549 000	254 000	46,3%
Intérêts à servir sur emprunts auprès de la BCT	585	327	258	78,9%
Total	**803 589**	**618 913**	**184 676**	**29,8%**

5.10- Dépôts et avoirs des étbalissements bancaires et financiers

Ce poste a atteint 395.709 mDT au 31/12/2017 contre 313.401 mDT au 31/12/2016, enregistrant ainsi une augmentation de 82 308 mDT. Il se détaille comme suit :

- Décomposition par nature de poste

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
Dépôts et avoirs des établissements bancaires	392 633	311 701	80 932	26,0%
Dépôts et avoirs des établissements financiers	3 076	1 700	1 376	80,9%
Total	**395 709**	**313 401**	**82 308**	**26,3%**

- Décomposition par nature de compte

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
Comptes à vue	9 553	7 916	1 637	20,7%
Emprunts sur le marché monétaire en dinars	91 300	79 900	11 400	14,3%
Emprunts sur le marché monétaire en devises	293 978	225 373	68 605	30,4%
Intérêts à payer	878	212	666	314,2%
Total	**395 709**	**313 401**	**82 308**	**26,3%**

La ventilation des dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers par maturité se présente comme suit:

	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Comptes à vue	9 553	-	-	-	**9 553**
Emprunts sur le marché monétaire en dinars	90 300	1 000	-	-	**91 300**
Emprunts sur le marché monétaire en devises	293 978	-	-	-	**293 978**
Intérêts à payer	878	-	-	-	**878**
Total	**394 709**	**1 000**	**-**	**-**	**395 709**

5.11- Dépôts et avoirs de la clientèle

Les dépôts et avoirs de la clientèle ont totalisé 7.560.431 mDT au 31 décembre 2017 contre 6.956.731 mDT au 31 décembre 2016, enregistrant ainsi une augmentation de 603.700 mDT, soit une progression de 8,7%. Ils s'analysent comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
Dépôts en dinars	**6 844 161**	**6 348 832**	**495 329**	**7,8%**
Dépôts à vue en dinars	1 692 005	1 457 135	234 870	16,1%
Dépôts d'épargne en dinars	2 448 489	2 238 785	209 704	9,4%
Bons de caisse en dinars	68 567	64 430	4 137	6,4%
Comptes à terme en dinars	215 880	180 386	35 494	19,7%
Comptes spéciaux de placement en dinars	1 753 389	1 595 567	157 822	9,9%
Certificats de dépôt en dinars	453 500	604 500	(151 000)	(25,0%)
Autres sommes dues à la clientèle en dinars	212 331	208 029	4 302	2,1%
Dépôts en devises	**669 510**	**566 506**	**103 004**	**18,2%**
Dépôts à vue en devises	346 639	391 735	(45 096)	(11,5%)
Bons de caisse en devises	10 900	9 783	1 117	11,4%
Comptes à terme en devises	47 161	39 637	7 524	19,0%
Comptes de placement en devises	250 370	115 198	135 172	117,3%
Autres sommes dues à la clientèle en devises	14 440	10 153	4 287	42,2%
Dettes rattachées	**46 760**	**41 393**	**5 367**	**13,0%**
Intérêts à payer sur dépôts à vue	2 740	2 112	628	29,7%
Intérêts à payer sur dépôts à terme en devises	1 070	313	757	241,9%
Intérêts à payer sur comptes d'épargne	22 307	19 215	3 092	16,1%
Intérêts à payer sur Bons de Caisse, Compte à Terme & autres produits financiers	47 062	39 324	7 738	19,7%
Intérêts servis d'avance sur Bons de Caisse & Compte Spécial de Placement	(26 419)	(19 571)	(6 848)	(35,0%)
Total	**7 560 431**	**6 956 731**	**603 700**	**8,7%**

La ventilation des dépôts et avoirs de la clientèle par maturité se présente comme suit:

	Sans maturité contractuelle	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Dépôts en dinars	**4 140 494**	**1 308 117**	**862 711**	**532 839**	**-**	**6 844 161**
Dépôts à vue en dinars	1 692 005	-	-	-	-	**1 692 005**
Dépôts d'épargne en dinars	2 448 489	-	-	-	-	**2 448 489**
Bons de caisse en dinars	-	68 567	-	-	-	**68 567**
Comptes à terme en dinars	-	17 021	121 353	77 506	-	**215 880**
Comptes spéciaux de placement en dinars	-	771 198	537 358	444 833	-	**1 753 389**
Certificats de dépôt en dinars	-	239 000	204 000	10 500	-	**453 500**
Autres sommes dues à la clientèle en dinars	-	212 331	-	-	-	**212 331**
Dépôts en devises	**361 079**	**177 506**	**116 981**	**13 944**	**-**	**669 510**
Dépôts à vue en devises	346 639	-	-	-	-	**346 639**
Bons de caisse en devises	-	10 900	-	-	-	**10 900**
Comptes à terme en devises	-	6 734	26 945	13 482	-	**47 161**
Comptes de placement en devises	-	159 872	90 036	462	-	**250 370**
Autres sommes dues à la clientèle en devises	14 440	-	-	-	-	**14 440**
Dettes rattachées	**-**	**46 760**	**-**	**-**	**-**	**46 760**
Intérêts à payer sur dépôts à vue	-	2 740	-	-	-	**2 740**
Intérêts à payer sur dépôts à terme en devises	-	1 070	-	-	-	**1 070**
Intérêts à payer sur comptes d'épargne	-	22 307	-	-	-	**22 307**
Intérêts à payer sur Bons de Caisse, Compte à Terme & autres produits financiers	-	47 062	-	-	-	**47 062**
Intérêts servis d'avance sur Bons de Caisse & Compte Spécial de Placement	-	(26 419)	-	-	-	**(26 419)**
Total	**4 501 573**	**1 532 383**	**979 692**	**546 783**	**-**	**7 560 431**

5.12- Emprunts et ressources spéciales

Les emprunts et ressources spéciales du Groupe ont totalisé 506.437 mDT au 31 décembre 2017 contre 435.145 mDT au 31 décembre 2016. Ils se détaillent comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
Emprunts matérialisés	**210 680**	**127 050**	**83 630**	**65,8%**
Emprunts obligataires	206 130	124 382	81 748	65,7%
Intérêts à payer emprunts obligataires	4 550	2 668	1 882	70,5%
Ressources spéciales	**290 750**	**308 095**	**(17 345)**	**(5,6%)**
Ressources extérieures	119 467	119 258	209	0,2%
Ressources budgétaires	203 977	212 603	(8 626)	(4,1%)
Ecarts de conversion sur emprunts	(33 962)	(26 054)	(7 908)	(30,4%)
Intérêts à payer sur ressources spéciales	1 268	2 288	(1 020)	(44,6%)
Autres fonds empruntés	**5 007**	**-**	**5 007**	**-**
Autres fonds empruntés	3 958	-	3 958	-
Intérêts à payer sur autres fonds empruntés	1 049	-	1 049	-
Total	**506 437**	**435 145**	**71 292**	**16,4%**

Les taux d'intérêts des emprunts extérieurs varient entre 1% et 7,2%.

La ventilation des emprunts et ressources spéciales par maturité se présente comme suit:

	Sans maturité contractuelle	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Emprunts matérialisés	**(2 000)**	**-**	**19 705**	**141 186**	**51 789**	**210 680**
Emprunts obligataires	(2 000)	-	15 155	141 186	51 789	**206 130**
Intérêts à payer emprunts obligataires	-	-	4 550	-	-	**4 550**
Ressources spéciales	**203 977**	**10 066**	**11 187**	**38 015**	**27 505**	**290 750**
Ressources extérieures	-	12 488	13 810	49 305	43 864	**119 467**
Ressources budgétaires	203 977	-	-	-	-	**203 977**
Ecarts de conversion sur emprunts	-	(3 690)	(2 623)	(11 290)	(16 359)	**(33 962)**
Intérêts à payer sur ressources spéciales	-	1 268	-	-	-	**1 268**
Autres fonds empruntés	**-**	**5 007**	**-**	**-**	**-**	**5 007**
Autres fonds empruntés	-	3 958	-	-	-	**3 958**
Intérêts à payer sur autres fonds empruntés	-	1 049	-	-	-	**1 049**
Total	**206 984**	**10 066**	**30 892**	**179 201**	**79 294**	**506 437**

5.12.1- Ressources budgétaires

La convention du fonds FOPRODI stipule, au niveau de son article 20, que le Groupe assume 25% du risque de non-recouvrement des prêts financés sur les ressources de ce fonds (estimé au 31/12/2017 à 2.083 mDT). Toutefois, le Groupe n'est tenu à cette obligation qu'une fois qu'il ait épuisé tous les recours possibles pour le recouvrement des créances (PV de carence à l'appui).

La situation des comptes de prêts financés sur les ressources du FOPRODI et se trouvant en phase contentieuse au 31/12/2017 se présente comme suit :

Libellé	Solde au 31/12/2017
Contentieux dotation FOPRODI & FOPRODI BIRD	9 397
Impayés en intérêts su FOPRODI & BIRD	1 471
Total	**10 868**

Notons, enfin, qu'une action d'assainissement du fonds FOPRODI est en cours, en collaboration avec les autorités réglementaires.

D'autre part, le Groupe assume aussi le risque (entre 25% et 50%) de non recouvrement au titre des prêts financés sur d'autres ressources telles que le FODEC et la ligne BIRD 1969.

5.13- Autres passifs

Les autres postes de passif totalisent 374 663 mDT au 31 décembre 2017 contre 349 447 mDT au 31 décembre 2016. Ils se présentent comme suit:

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
Etat, impôts et taxes	23 189	22 788	401	1,8%
Impôts sur les sociétés	32 724	1 991	30 733	1543,6%
Contribution exceptionnelle	4 423	3 851	572	14,9%
Impôts différés - passif	-	38 978	(38 978)	(100,0%)
Fournisseurs divers	11 529	8 527	3 002	35,2%
Organismes sociaux	40 641	35 999	4 642	12,9%
Comptes d'ajustement devises passifs	11 820	20 861	(9 041)	(43,3%)
Provisions pour risques divers (Comptes d'ajustement devises)	477	477	-	-
SWAPS devises	(10 801)	1 340	(12 141)	(906,0%)
Congés à payer	11 476	9 108	2 368	26,0%
Produits perçus d'avance	7 893	5 518	2 375	43,0%
Excédents de caisse	5 483	4 186	1 297	31,0%
Charges sur emprunts	53	53	-	-
Autres comptes de régularisation passifs	6 406	3 031	3 375	111,3%
Provisions pour risques divers (Autres comptes de régularisation passifs)	415	415	-	-
Comptes liés à la compensation passifs	95 258	64 971	30 287	46,6%
Comptes de régularisation et autres comptes d'attente	20 713	18 011	2 702	15,0%
Comptes Etatiques créditeurs	46 581	50 170	(3 589)	(7,2%)
Créditeurs divers	30 401	38 728	(8 327)	(21,5%)
Fournisseurs d'immobilisations	7 978	-	7 978	-
Provisions pour passifs et charges	**28 004**	**20 444**	**7 560**	**37,0%**
Provisions pour avantages postérieurs à l'emploi	9 160	9 100	60	0,7%
Provisions pour risque fiscal	15 675	6 900	8 775	127,2%
Provisions pour pénalités BCT	2 227	3 103	(876)	(28,2%)
Provisions pour suspens Inter-Siège T24h	942	1 341	(399)	(29,8%)
Total	**374 663**	**349 447**	**25 216**	**7,2%**

5.13.1- Avantages postérieurs à l'emploi en faveur du personnel

En application des principes comptables généralement admis en Tunisie et des normes internationales d'information financière (IFRS), le coût des avantages postérieurs à l'emploi doit être comptabilisé en charges, à l'instar des autres éléments de rémunération, durant la période d'activité du salarié et non pas au moment où celui-ci bénéficie effectivement des prestations.

Ainsi, le Groupe a comptabilisé des provisions pour avantages postérieurs à l'emploi dont l'encours global au 31/12/2017 s'élève à 9.160 mDT contre 9.100 mDT au 31/12/2016.

5.13.2- Provisions sur les suspens inter-sièges

Les suspens inter-sièges font l'objet d'une affectation entre les différentes rubriques des états financiers selon la nature des opérations.

La provision sur les suspens des comptes inter sièges a été estimée selon la méthode édictée par la circulaire BCT n°91-24 compte tenu des soldes nets par référence d'opération.

La provision ainsi constituée se présente comme suit :

Antériorité	Suspens débiteurs	Différence débitrice	Base provision	Taux de provision	Provision
Inférieur à 90 jours	11 130	104	11 234	0%	-
Compris entre 90 et 180 jours	182	19	201	20%	40
Compris entre 180 et 360 jours	211	15	226	50%	113
Supérieur à 360 jours	720	69	789	100%	789
Total en mDT	**12 243**	**207**	**12 450**		**942**

5.13.4- Autres comptes rattachés à la rubrique emprunts et ressources spéciales

Certains comptes de régularisation (passifs) demeurent non justifiés au 31/12/2017. Ils ont été auparavant analysés par le Groupe sans, toutefois, parvenir à retracer les origines de leurs soldes :

Libellé	Solde au 31/12/2017
Prise en charge par l'Etat des intérêts	2 783
Réajustement intérêts / 3ème ligne de crédit CEE	1 334
Créditeurs divers sur crédits convertis	1 642

5.14- Capitaux propres consolidés

Les capitaux propres revenant au groupe se détaillent comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
Capital social	160 000	160 000	-	-
Dotation de l'Etat (1)	133 000	133 000	-	-
(-) Part des minoritaires dans la dotation de l'état	(489)	(480)	(9)	(1,9%)
Réserves consolidés part du groupe	521 295	349 974	171 321	49,0%
Actions propres et d'auto-contrôle	(3 053)	(2 479)	(574)	(23,2%)
Résultat net de l'exercice, part du groupe	195 040	148 974	46 066	30,9%
Total	**1 005 793**	**788 989**	**216 804**	**27,5%**

5.14.1- Dotation de l'Etat de 133.000 mDT

(1) En application des termes de la loi n°94-30 du 21 février 1994, la BNA a conclu avec l'Etat Tunisien, en date du 16 mars 1995, une convention en vertu de laquelle des créances sur fonds budgétaires agricoles, s'élevant en principal à 133.000 mDT, ont été transférées à la BNA (moyennant la garantie de l'Etat en matière de recouvrement des montants échus depuis un an sur les crédits entrant dans le cadre de cette convention).

Cette convention a permis à la BNA de rétablir sa situation financière (par l'amélioration de ses capitaux propres) et de se conformer ainsi à la règlementation en vigueur en matière de ratio de solvabilité.

Cette dotation est assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la banque. Cette éventualité de restitution s'applique également aux fonds budgétaires agricoles revenant à l'État pour un montant de 160 millions de dinars, qui ont été décomptabilisés par la BNA en vertu de la loi n°2003-80 du 29 décembre 2003 pour compenser l'insuffisance de provisions dégagée par son activité à la fin de 2003. (Voir note 5-1-2).

Les indicateurs du rétablissement de l'équilibre financiers de la banque (cumulativement) sont :

- Les provisions sont dument constituées conformément à la règlementation en vigueur ;
- La couverture minimale des fonds propres est atteinte ;
- Le taux moyen du rendement des capitaux propres du secteur est atteint ;
- Le taux moyen de rendement des actifs est atteint ;
- La Banque assure la distribution de dividendes pour un taux minimum qui excède le taux prévu au niveau de ses statuts.

Les créances transférées dans le cadre des conventions 133 et 160 ne sont pas prises en compte lors du calcul de ces indicateurs.

5.14.2- Réserves consolidés

Les réserves consolidées correspondent aux résultats accumulés par le groupe dans les entités incluses dans le périmètre depuis la prise de contrôle jusqu'à la date de clôture de l'exercice précédant celui objet de la publication.

Les réserves consolidées s'élèvent au 31 décembre 2017 à 521.295 mDT contre 349.974 mDT au 31 décembre 2016. Elles se détaillent comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
Contribution de la mère consolidante	**496 290**	**312 832**	**183 458**	**58,6%**
+ Part du groupe, dans les primes d'émission	40 058	40 061	(3)	(0,0%)
+ Part du groupe, dans les primes de fusion	14 816	14 817	(1)	(0,0%)
+ Part du groupe, dans les autres réserves	442 004	258 531	183 473	71,0%
- Part des minoritaires dans le capital libéré	(589)	(577)	(12)	(2,0%)
Contribution des filiales relevant du secteur des services financiers	**12 835**	**24 486**	**(11 651)**	**(47,6%)**
Contribution des filiales relevant du secteur de la promotion immobilière	**21 253**	**21 590**	**(337)**	**(1,6%)**
Contribution des filiales relevant d'autres secteurs	**(9 083)**	**(8 934)**	**(149)**	**(1,7%)**
Total	**521 295**	**349 974**	**171 321**	**49,0%**

5.14.3- Résultat de l'exercice, part du groupe

L'exercice clos le 31 décembre 2017 s'est soldé par un résultat consolidé positif, avant modifications comptables, de195.040 mDT contre un résultat de même nature de148.974 mDT au 31 décembre 2016. La contribution au résultat consolidé de la mère et de ses filiales peut être détaillée comparativement comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
Contribution de la mère consolidante	212 510	146 159	66 351	45,4%
Contribution des filiales relevant du secteur des services financiers	(16 182)	2 946	(19 128)	(649,3%)
Contribution des filiales relevant du secteur de la promotion immobilière	(431)	(190)	(190)	(100,0%)
Contribution des filiales relevant d'autres secteurs	(857)	59	59	100,0%
Total	**195 040**	**148 974**	**148 974**	**100,0%**

5.14.4- Résultat de base par action (Bénéfice par action)

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
Bénéfice net de l'exercice avant modifications comptables (part du groupe)	195 040	148 974	46 066	30,9%
Nombre d'actions ordinaires	32 000 000	32 000 000	-	-
Nombre d'actions propres	325 275	235 285	89 990	38,2%
% par rapport aux actions en circulation	1,03%	0,74%		
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation de la période	31 674 725	31 764 715	(89 990)	(0,3%)
Bénéfice par action de valeur nominale de 5 DT (en DT)	**6,158**	**4,690**	**1,468**	**31,3%**

(1) Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période est le nombre d'actions ordinaires en circulation au début de la période, ajusté du nombre d'actions ordinaires remboursées ou émises au cours de la période, multiplié par un facteur de pondération en fonction du temps.

Le nombre d'actions ordinaires en circulation correspond au nombre d'actions émises par la société mère corrigé de l'effet des actions propres et d'auto-contrôle détenues par la mère émettrice et par ses filiales.

Lorsque des actions ordinaires sont émises mais ne sont encore que partiellement libérées, elles sont traitées dans le calcul du résultat de base par action comme une fraction d'une action ordinaire dans la mesure où elles étaient autorisées à participer aux dividendes de la période relatifs à une action ordinaire entièrement libérée.

5.15. Actions propres et d'auto-contrôle

Figurent sous cet intitulé, les contreparties versées par la Banque mère et par ses filiales pour l'acquisition et la détention des actions émises par la BNA.

Aucun profit ou perte ne doit être comptabilisé dans le résultat lors de l'achat ou de la vente, de ces actions. La contrepartie reçue au titre de la cession de ces actions, ainsi que les dividendes perçus sont constatés directement en capitaux propres sous l'intitulé "Actions propres et d'auto-contrôle".

Cette rubrique totalise au 31 décembre 2017 un montant de 3.053 mDT contre 2.479 mDT au 31 décembre 2016.

6- NOTES SUR LES ENGAGEMNTS HORS BILAN

6.1- Cautions, avals et autres garanties données (HB1)

Ce poste totalise 995.936 mDT au 31 décembre 2017 contre 1.038.803 mDT au 31 décembre 2016. Il se décompose comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
a- En faveur d'établissements bancaires	**125 221**	**246 670**	**(121 449)**	**(49,2%)**
Effets endossés (6.1.1)	-	152 171	(152 171)	(100,0%)
Contre garanties	37 000	25 000	12 000	48,0%
Débiteurs par lettres de garanties d'ordre de nos correspondants étrangers	83 221	25 000	58 221	232,9%
Cession créances	5 000	69 499	(64 499)	(92,8%)
b- En faveur de la clientèle	**710 715**	**632 133**	**78 582**	**12,4%**
Débiteurs par avals et acceptations	59 747	68 266	(8 519)	(12,5%)
Débiteurs par lettres de garanties	82 420	67 848	14 572	21,5%
Débiteurs par obligations cautionnées	27 275	16 998	10 277	60,5%
Débiteurs par cautions fiscales	54 109	34 776	19 333	55,6%
Débiteurs par cautions sur marchés publics	471 375	420 756	50 619	12,0%
Avals emprunts obligataires	-	422	(422)	(100,0%)
Avals billets de trésorerie	15 300	21 550	(6 250)	(29,0%)
Débiteurs par cautions bancaires taxation d'office	489	1 517	(1 028)	(67,8%)
c- En faveur de l'Etat	**160 000**	**160 000**	**-**	**-**
Créances budgétaires transférées par l'État (6.1.2)	160 000	160 000	-	-
Total	**995 936**	**1 038 803**	**(42 867)**	**(4,1%)**

6.1.1- Effets endossés

Le montant des effets endossés de 152.171 mDT au 31/12/2016 est devenu nulle au 31/12/2017. Cette rubrique correspond aux avals de la B.N.A sur des refinancements opérés par des banques de la place auprès de la Banque Centrale de Tunisie.

6.1.2- Créances budgétaires transférées par l'Etat

En application des termes de la loi n°2003-80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour l'année 2004, le Ministre des Finances et la BNA ont conclu, en date du17 février 2004, une convention ayant pour objet le transfert de fonds budgétaires agricoles revenant à l'Etat et totalisant la somme de 160.000 mDT au profit de la BNA et la prise en charge par l'Etat des impayés échus depuis un an sur les crédits accordés sur ces fonds et rentrant dans le cadre de cette convention.

Les fonds convertis ont été utilisés par la Banque pour compenser l'insuffisance de provisions dégagée par l'activité à fin 2003, ce qui a conduit à la dé-comptabilisation des fonds en question pour un montant de 160.000 mDT en contrepartie de la constatation de provisions sur titres d'investissement et créances clientèle pour le même montant.

6.2- Actions donnés en Garantie (HB3)

Le refinancement auprès de la Banque Centrale de Tunisie s'établi à 803.000 mDT au 31/12/2017 contre 549.000 mDT au 31/12/2016. Le détail des actifs donnés en garantie se présente comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
Titres de créances	481 000	329 000	152 000	46,2%
Bons du trésor	223 000	100 000	123 000	123,0%
Emprunt obligataire 2014	99 000	120 000	(21 000)	(17,5%)
Total	**803 000**	**549 000**	**254 000**	**46,3%**

6.3- Engagements de financement donnés (HB4)

Cette rubrique comporte les crédits aux clients mais non encore débloqués. Elle se détaille comme suit:

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
Crédits notifiés et non utilisés (agricoles)	**10 953**	**12 139**	**(1 186)**	**(9,8%)**
En faveur d'établissements bancaires, financiers et d'assurance	-	-	-	-
En faveur de la clientèle	10 953	12 139	(1 186)	(9,8%)
Crédits notifiés et non utilisés (commerciaux)	**331 839**	**181 973**	**149 866**	**82,4%**
En faveur d'établissements bancaires, financiers et d'assurance	-	-	-	-
En faveur de la clientèle	331 839	181 973	149 866	82,4%
Crédits de gestion notifiés et non utilisés	**163 825**	**222 149**	**(58 324)**	**(26,3%)**
En faveur d'établissements bancaires, financiers et d'assurance	-	-	-	-
En faveur de la clientèle	163 825	222 149	(58 324)	(26,3%)
Total	**506 617**	**416 261**	**90 356**	**21,7%**

6.4- Engagements sur titres (HB5)

Cette rubrique comporte les titres d'investissement souscrits non encore libérés. Elle se détaille comme suit:

	Montant souscrit (1)	Montant libéré (2)	Montant non libéré (1)-(2)
SODIS SICAR	3 328	2 496	832
MFC POLE	2 000	1 000	1 000
FCPR INTECH	4 000	2 000	2 000
Total	**9 328**	**5 496**	**3 832**

6.5- Garanties reçues (HB7)

Les Garanties reçues sont constituées au 31/12/2017 des éléments suivants:

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
Garanties reçues des banques	**145 000**	**145 000**	**-**	**-**
Garanties reçues de l'Etat	**1 330 026**	**1 223 285**	**106 741**	**8,7%**
Abandon	-	11 239	(11 239)	(100,0%)
Fonds Budgétaires & Dotation	284 210	332 292	(48 082)	(14,5%)
SOTUGAR	31 550	28 055	3 495	12,5%
FNG	45 137	48 184	(3 047)	(6,3%)
FGIC	283	313	(30)	(9,6%)
FNE	412	82	330	402,4%
G. ETAT	968 434	803 120	165 314	20,6%
Garanties reçues de la clientèle	**1 711 679**	**1 676 177**	**35 502**	**2,1%**
Garanties Hypothécaires	1 467 274	1 394 140	73 134	5,2%
Garanties financières	244 405	282 037	(37 632)	(13,3%)
Total	**3 186 705**	**3 044 462**	**142 243**	**4,7%**

6.6- Engagements en devise

Les engagemets donnés et recus en devise arretés au 31/12/2017 se présentent comme suit:

	31/12/2017
Opérations de change au comptant non encore dénouées	
Devises vendues à livrer (comptant)	30 213
Dinars achetés à recevoir (comptant)	22 038
Devises achetées à recevoir (comptant)	20 384
Dinars vendues à livrer (comptant)	11 913
Opérations de change à terme non encore dénouées	
Devises vendues à livrer (à terme)	13 851
Dinars achetés à recevoir (à terme)	12 824
Devises achetées à recevoir (à terme)	43 957
Dinars vendues à livrer (à terme)	40 601
Opérations de SWAP	
Dinars à livrer (SWAP)	172 393
Devise à livrer (SWAP)	9 756
Devise à recevoir (SWAP)	191 713

7- NOTES RELATIVES AUX POSTES DE L'ETAT DE RESULTAT

7.1- Intérêts et revenus assimilés

Les intérêts et revenus assimilés ont atteint 617 909 mDT en 2017 contre 507 443 mDT en 2016, enregistrant ainsi un taux d'accroissement de 21,8%. Ils s'analysent comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
Opérations avec les établissements bancaires et financiers	**7 017**	**6 234**	**783**	**12,6%**
Intérêts sur prêts sur le marché monétaire en dinars	3 455	4 466	(1 011)	(22,6%)
Intérêts sur prêts sur le marché monétaire en devises	233	58	175	301,7%
Intérêts sur autres avoirs auprès des établissementsbancaires et financiers	3 266	1 499	1 767	117,9%
Report / Déport sur opérations de SWAPS	63	211	(148)	(70,1%)
Opérations avec la clientèle	**585 918**	**475 578**	**110 340**	**23,2%**
Agios sur comptes débiteurs de la clientèle	128 776	107 582	21 194	19,7%
Intérêts sur crédits à la clientèle	457 142	367 996	89 146	24,2%
Autres intérêts et revenus assimilés	**24 974**	**25 631**	**(657)**	**(2,6%)**
Total	**617 909**	**507 443**	**110 466**	**21,8%**

7.2- Commissions perçues

Les commissions perçues par le Groupe ont totalisé 88.325 mDT en 2017 contre 70.933 mDT en 2016, soit une augmentation de 24,52 %. Elles se décomposent comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
Commissions sur opérations de chèques, effets, virements et tenue de comptes	47 597	38 060	9 537	25,1%
Commissions sur opérations Monétique	4 655	4 643	12	0,3%
Commissions sur opérations de change	812	678	134	19,8%
Commissions sur opérations de commerce extérieur	2 869	2 035	834	41,0%
Commissions sur location de coffre-fort	34	37	(3)	(8,1%)
Commissions d'études, de montage de financement, de conseilet d'assistance	15 619	12 466	3 153	25,3%
Commissions de gestion des fonds budgétaires & extérieurs	2 137	2 264	(127)	(5,6%)
Commissions sur avals billets de trésorerie	219	437	(218)	(49,9%)
Commissions de gestion d'OPCVM	409	456	(47)	(10,3%)
Commissions de gestion de fonds à capital risque	67	13	54	415,4%
Commissions diverses	13 907	9 844	4 063	41,3%
Total	**88 325**	**70 933**	**17 392**	**24,5%**

7.3- Gain sur portefeuille commercial et opérations financières

Ces gains ont atteint 35.371 mDT en 2017 contre 35.218 mDT en 2016. Ils se détaillent comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
Gains nets sur titres de transaction	**14 370**	**16 874**	**(2 504)**	**(14,8%)**
Intérêts nets sur Bons du Trésor	14 370	16 874	(2 504)	(14,8%)
Gains nets (ou pertes nettes) sur titres de placement :	**789**	**1 961**	**(1 172)**	**(59,8%)**
Dividendes & revenus assimilés	1 196	2 114	(918)	(43,4%)
Pertes sur titres de placement	(63)	(201)	138	68,7%
Dotation aux provisions pour dépréciation des titres de placement	(816)	(680)	(136)	(20,0%)
Reprises de provisions pour dépréciation des titres de placement	472	728	(256)	(35,2%)
Gains nets (ou pertes nettes) sur opérations de change :	**20 212**	**16 383**	**3 829**	**23,4%**
Résultat sur opérations de change	12 920	10 454	2 466	23,6%
Commissions sur change manuel	7 292	5 929	1 363	23,0%
Total	**35 371**	**35 218**	**153**	**0,4%**

7.4- Revenus du portefeuille d'investissement

Les revenus du portefeuille d'investissement ont totalisé 72.228 mDT en 2017 contre 67.588 mDT en 2016, soit une augmentation de 6,9%. Ils se détaillent comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
Intérêts nets sur Bons de Trésor d'investissement	49 291	33 969	15 322	45,1%
Revenus des titres de participation en rétrocession	(3)	223	(226)	(101,3%)
Revenus des titres de participation	8 228	12 646	(4 418)	(34,9%)
Revenus des obligations	14 840	14 425	415	2,9%
Revenus des fonds gérés	(5)	6 324	(6 329)	(100,1%)
Dividendes - Rubrique d'élimination	(129)	14 425	(14 554)	(100,9%)
Produits de cession de titres (conso.)	6	6 324	(6 318)	(99,9%)
Total	**72 228**	**67 588**	**4 640**	**6,9%**

7.5- Intérêts encourus et charges assimilées

Les intérêts encourus et charges assimilées se sont élevés à 362.142 mDT en 2017 contre 287.478 mDT en 2016, soit une augmentation de 26 %. Ils se décomposent comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
Opérations avec les établissements bancaires et financiers	**(63 109)**	**(48 063)**	**(15 046)**	**(31,3%)**
Intérêts sur emprunts sur le marché monétaire en dinars	(56 624)	(41 793)	(14 831)	(35,5%)
Intérêts sur emprunts sur le marché monétaire en devises	(2 128)	(965)	(1 163)	(120,5%)
Intérêts sur autres comptes des établissements bancaires et financiers	(55)	(70)	15	21,4%
Perte / Deport sur opérations de SWAP	(4 302)	(5 235)	933	17,8%
Opérations avec la clientèle	**(284 006)**	**(234 109)**	**(49 897)**	**(21,3%)**
Intérêts sur comptes à vue	(13 493)	(4 099)	(9 394)	(229,2%)
Intérêts sur comptes d'épargne	(98 392)	(84 758)	(13 634)	(16,1%)
Intérêts sur bons de caisse, comptes à terme et autres produits financiers	(172 121)	(145 252)	(26 869)	(18,5%)
Emprunts	**(14 391)**	**(4 587)**	**(9 804)**	**(213,7%)**
Autres intérêts et charges	**(636)**	**(719)**	**83**	**11,5%**
Total	**(362 142)**	**(287 478)**	**(74 664)**	**(26,0%)**

7.6- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passifs

Ce poste a atteint 75.761 mDT en 2017 contre 101.441 mDT en 2016, soit une régression de 25,3 %. Il s'analyse comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
Dotations aux provisions pour créances douteuses individuelles	(155 936)	(162 478)	6 542	4,0%
Dotations aux provisions collectives sur créances non classées	(12 706)	(5 000)	(7 706)	(154,1%)
Autres créances passées en pertes	(144 002)	(93 991)	(50 011)	(53,2%)
Reprises de provisions pour créances douteuses	126 128	66 514	59 614	89,6%
Dotations aux provisions pour risques et charges	(26 481)	(13 378)	(13 103)	(97,9%)
Reprises sur provisions diverses	2 696	11 461	(8 765)	(76,5%)
Reprises d'agios réservés sur créances cédées	132 653	92 299	40 354	43,7%
Sommes recouvrées au titre des créances passées en perte	2 078	3 088	(1 010)	(32,7%)
Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs d'exploitation des filiales non financières	(246)	(41)	(205)	(500,0%)
Reprises sur provisions pour dépréciation des actifs d'exploitation des filiales non financières	55	85	(30)	(35,3%)
Total	**(75 761)**	**(101 441)**	**25 680**	**25,3%**

7.7- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement (PR6/CH5)

Ce poste a totalisé 93.381 mDT en 2017 contre une somme nette positive de 89.827 mDT en 2016. Il se détaille comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
Dotations aux provisions pour dépréciation des autres titres de participation	(2 010)	(2 013)	3	0,1%
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres en rétrocession	(5 013)	(6 132)	1 119	18,2%
Reprises sur provisions pour dépréciation des autres titres de participation	948	57	891	1563,2%
Reprises sur provisions pour dépréciation des titres en rétrocession	2 004	965	1 039	107,7%
Plus-values sur cessions des titres en rétrocession	1 539	729	810	111,1%
Plus-value de cession portefeuille d'investissement	95 907	96 141	(234)	(0,2%)
Pertes exceptionnelles sur portefeuille d'investissement	-	(3)	3	100,0%
Gains (perte) sur titres consolidés	6	83	(77)	(92,8%)
Total	**93 381**	**89 827**	**3 554**	**4,0%**

7.8- Frais de personnel

Les frais de personnel se sont élevés à 193.360 mDT en 2017 contre 175.013 mDT en 2016, soit une régression de 10,5%. Ils se détaillent comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
Salaires	(133 514)	(122 576)	(10 938)	(8,9%)
Charges sociales et fiscales	(39 974)	(36 110)	(3 864)	(10,7%)
Autres charges du personnel	(10 660)	(11 419)	759	6,6%
Charges sur assurance IDR	(6 735)	(7 461)	726	9,7%
Charges sur assurance Epargne collective	(2 354)		(2 354)	-
Variation des congés à payer	(123)	2 553	(2 676)	(104,8%)
Total	**(193 360)**	**(175 013)**	**(18 347)**	**(10,5%)**

7.9- Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires

Les Soldes en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires se sont élevés à 765 mDT en 2017 contre 525 mDT en 2016. Ils se décomposent comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
Profits (pertes) exceptionnels(es)	(704)	(545)	(159)	(29,2%)
Pertes et profits sur opération d'arbitrage rejet monétique	58	71	(13)	(18,3%)
Déficits de caisse	(12)	(11)	(1)	(9,1%)
Pénalités et amendes fiscales	(107)	(40)	(67)	(167,5%)
Total	**(765)**	**(525)**	**(240)**	**(45,7%)**

7.10- Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts sur les bénéfices se compose de l'impôt courant ou exigible (impôt sur les sociétés) et de la variation des actifs et passifs d'impôt différé (intégrés au bilan). Pour l'année 2017 la charge nette s'élève à 29.110 mDT contre 16 873 mDT en 2016. Elle se détaille comme suit :

	31/12/2017	31/12/2016	Var	%
Charge des impôts courants de l'exercice (impôts exigibles)	(32 576)	(14 075)	(18 501)	(131,4%)
Résulta net d'impôt différé	3 466	(2 798)	6 264	223,9%
Total	**(29 110)**	**(16 873)**	**(12 237)**	**(72,5%)**

8- NOTES SUR L'ÉTAT DES FLUX DE TRESORERIE

8.1- Flux de trésorerie net affecté aux activités d'exploitation

Les activités d'exploitation ont dégagé, au cours de l'exercice 2017, un flux de trésorerie net négatif de 485.987 mDT s'expliquant principalement par :

- Les produits d'exploitation encaissés ont enregistré un éxcédent de 376.370 mDT par rapport aux charges d'exploitation décaissées ;
- Les prêts et avances à la clientèle nettes des remboursements ont dégagé un flux net négatif de 1.383.249 mDT
- Les dépôts et retraits de la clientèle ont dégagé un flux net positif de 599.949 mDT ;
- Les sommes versées au personnel et aux créditeurs divers ont atteint 202.285 mDT ;
- Les autres flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation se sont soldés par un encaissement net de 127.909 mDT.

8.2- Flux de trésorerie net affecté aux activités d'investissement

Les activités d'investissement ont dégagé, au cours de l'exercice 2017 un flux de trésorerie net négatif de 42.655 mDT s'expliquant principalement par :

- Les intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille investissement de 65.519 mDT ;
- Les acquisitions nettes sur portefeuille investissement de 99.150 mDT ;
- Les acquisitions nettes des immobilisations de 9.024 mDT ;

8.3- Flux de trésorerie net affecté aux activités de financement

Les activités de financement ont dégagé, au cours de l'exercice 2017, un flux de trésorerie net positif de 55.806 mDT provenant essentiellement de :

- L'emission d'emprunt pour le montant de 97.722 mDT ;
- Le remboursement d'emprunt pour le montant de 13.173 mDT ;
- Une diminution des ressources spéciales pour le montant de 11.936 mDT ;
- Le versement de dividendes pour le montant de 10.534 mDT ;

8.4- Liquidités et équivalents de liquidités

Cette rubrique comporte les avoirs en dinars et en devises en caisses, auprès de la BCT et du Centre des Chèques Postaux ainsi que les avoirs nets auprès des établissements bancaires. Elle inclut également les prêts et emprunts interbancaires inférieurs à trois mois et les Placements inférieurs à 3 mois composés par les Bons de Trésor de transaction.

Les liquidités et équivalents de liquidités ont accusé un solde négatif de 957.275 mDT au 31/12/2017 contre aussi un solde négatif de 439.340 mDT au 31/12/2016. Elles se décomposent comme suit à la fin de l'exercice 2017:

	solde au 31/12/2017	solde au 31/12/2016	Variation	%
Liquidités en dinars tunisiens :	**110 163**	**223 231**	**(113 068)**	**(50,7%)**
- Avoirs en caisse en dinars	42 501	40 326	2 175	5,4%
- Avoirs auprès de la BCT en dinars	6 499	(69 585)	76 084	109,3%
- Avoirs en CCP	554	369	185	50,1%
- Mouvements IBS	10 730	5 415	5 315	98,2%
- Correspondants débiteurs en dinars	59 432	254 570	(195 138)	(76,7%)
- Correspondants créditeurs en dinars	(9 553)	(7 864)	(1 689)	(21,5%)
Liquidités en devises :	**118 465**	**145 006**	**(26 541)**	**(18,3%)**
- Caisse en devises	8 942	6 995	1 947	27,8%
- Avoirs à la BCT en devises	68 323	89 055	(20 732)	(23,3%)
- Correspondants débiteurs en devises	41 200	48 956	(7 756)	(15,8%)
Emprunts en dinars	**(894 305)**	**(628 900)**	**(265 405)**	**(42,2%)**
Emprunts en devises	**(293 978)**	**(225 373)**	**(68 605)**	**(30,4%)**
Placements supérieurs à 3 mois	**2 380**	**46 696**	**(44 316)**	**(94,9%)**
Liquidités et équivalents de liquidités au 31/12/2017	**(957 275)**	**(439 340)**	**(517 935)**	**(117,9%)**

9- Note sur les évènements postérieurs à l'arrêté des états financiers

Aucun évènement n'est survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date de publication des Etats Financiers Consolidés de nature à :

- Entrainer des modifications importantes de l'actif ou du passif au cours du nouvel exercice ;
- Avoir des répercussions importantes sur les activités futures du Groupe.

9- Note sur les opérations avec les parties liées

1- La BNA a émis deux emprunts obligataires subordonnés en 2017 pour un montant global de 100 millions de dinars détaillés comme suit :

1.1- Un emprunt obligataire subordonné « BNA 2017-1 » émis avec recours à l'appel public à l'épargne d'un montant de 50 millions de dinars ayant les caractéristiques suivantes :

Catégorie	Durée	Taux d'intérêt	Amortissement
A	5 ans	7,4% et /ou TMM + 1,95%	Constant par 1/5 à partir de la 1ere année
B	7 ans dont deux années de grâce	7,55% et /ou TMM + 2,1%	Constant par 1/5 à partir de la 3eme année

1.2- Un emprunt obligataire subordonné « BNA 2017-2 » émis sans recours à l'appel public à l'épargne d'un montant de 50 millions de dinars ayant les caractéristiques suivantes :

Catégorie	Durée	Taux d'intérêt	Amortissement
A	5 ans	7,60%	Constant par 1/5 à partir de la 1ere année
B	7 ans dont deux années de grâce	7,75%	Constant par 1/5 à partir de la 3eme année

1.3- Les montants souscrits par les entreprises associées ainsi que les intérêts générés par cet emprunt en 2017 se détaillent comme suit :

Société	Montant souscrit à l'EO BNA sub2017-1	Montant souscrit à l'EO BNA sub2017-2	Intérêts 2017
TUNIS-RE	2 000	4 000	94
ASSURANCES MUTUELLES ITTIHAD "AMI"	500	5 000	37
Total en Dinars	**2 500**	**9 000**	**130**

1.4- La caisse Tunisienne des Assurances Mutuelles Agricoles, administrateur de la BNA, a souscrit à l'emprunt obligataire subordonné BNA 2017-2. Le montant souscrit s'élève à 3.5 millions de dinars et Les intérêts ,supportés par la BNA au titre de l'exercice 2017, sont de l'ordre de 4.921 dinars

2- L'encours des montants souscrits par la Caisse Tunisienne des Assurances Mutuelles Agricoles, administrateur de la BNA, aux emprunts obligataires émis par la BNA au cours des exercices 2009 et 2016 se détaille comme suit :

Emprunts	BNA subordonné 2009	BNA subordonné 2016	Total
Encours aux 31/12/2017	933	4 500	5 433
Interets 2017	53	185	238

3- L'encours des conventions de dépôts à terme souscrits, courant 2017, par les entreprises associées de la BNA totalisent, au 31 décembre 2017, un montant 88.000 mile dinars, réparti comme suit :

RELATION	LIBELLE	Statut	Date de Souscription	Date d'échéance	Encours au 31/12/2017	Taux
Assurance "AMI"	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	17/01/2017	16/01/2018	1 000	7,06%
Assurance "AMI"	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	08/08/2016	04/08/2018	300	6,82%
Assurance "AMI"	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	26/02/2016	24/02/2018	500	6,75%
Assurance "AMI"	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	07/04/2016	03/04/2018	1 000	7,10%
Assurance "AMI"	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	07/07/2017	29/06/2019	800	8,00%
Assurance "AMI"	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	17/01/2017	15/01/2018	10 000	7,51%
Assurance "AMI"	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	12/09/2017	04/09/2019	700	8,00%
CAP BANK	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	04/05/2017	28/04/2018	1 700	7,66%
S O D I N O	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	24/06/2016	21/05/2018	2 000	6,50%
TUNIS RE	Certificat de Dépôt	ENTREPRISE ASSOCIEE	29/12/2017	23/12/2018	500	9,03%
TUNIS RE	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	21/07/2016	11/07/2018	14 000	7,42%
TUNIS RE	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	10/01/2017	06/07/2018	10 500	8,06%
TUNIS RE	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	11/07/2016	07/07/2018	10 500	7,42%
TUNIS RE	Certificat de Dépôt	ENTREPRISE ASSOCIEE	29/12/2017	21/12/2018	1 500	9,03%
TUNIS RE	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	11/07/2016	30/06/2018	1 500	7,36%
TUNIS RE	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	12/07/2017	10/07/2019	9 000	8,25%
TUNIS RE	Certificat de Dépôt	ENTREPRISE ASSOCIEE	19/12/2017	12/12/2018	3 500	9,03%
TUNIS RE	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	02/02/2017	19/01/2019	4 000	8,15%
TUNIS RE	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	26/07/2016	19/07/2018	5 000	7,42%
TUNIS RE	Compte de Placement	ENTREPRISE ASSOCIEE	22/07/2016	29/06/2018	6 500	7,40%
TUNIS RE	Certificat de Dépôt	ENTREPRISE ASSOCIEE	21/12/2017	15/12/2018	3 000	9,03%
TUNIS RE	Certificat de Dépôt	ENTREPRISE ASSOCIEE	29/12/2017	22/12/2018	500	9,03%
Total					**88 000**	

4- L'encours des conventions de dépôts à terme souscrits, courant 2017, par les administrateurs de la BNA totalisent, au 31 décembre 2017, un montant de 399.503 mille dinars réparti comme suit :

RELATION	LIBELLE	Souscription	d'échéance	Encours	Taux
CTAMA	Compte de Placement	13/01/2015	04/01/2018	200	8,18%
CTAMA	Compte à Terme	30/12/2016	29/12/2021	10 000	7,23%
CTAMA	Compte de Placement	11/01/2017	05/01/2019	250	7,56%
CTAMA	Compte de Placement	08/01/2015	04/01/2018	5 000	8,18%
CTAMA	Compte de Placement	23/01/2017	12/01/2019	200	7,56%
CTAMA	Compte de Placement	25/01/2017	19/01/2019	500	7,56%
CTAMA	Compte de Placement	04/04/2017	30/03/2019	250	7,59%
Total				**16 400**	

5- La BNA a procédé à l'abandon des créances agricoles qui feront l'objet de prise en charge par l'Etat conformément à l'article 79 de la loi n°2013-54 du 30 décembre 2013 portant loi de finances pour l'année 2014, tel que modifié par la loi n°2015-18 du 02 juin 2015, l'article 27 de la loi n°2015-30 du 18 août 2015 portant loi de finances complémentaire pour l'année 2015, et l'article 65 de la loi n°2016-78 du 17 décembre 2016 portant loi de finances pour l'année 2017. L'encours de ces créances est de 90.447 millions de dinars. La convention de prise en charge, relative aux fonds propres et fonds extérieurs, a été signée entre la BNA et l'État tunisien en date du 24 mai 2017.

6- La BNA a conclu avec l'État Tunisien des conventions de gestion de plusieurs fonds budgétaires (destinés à financer soit des subventions non remboursables, soit des dotations, soit des crédits) en contrepartie de la perception de commissions.
L'encours de ces fonds budgétaires s'élève au 31 décembre 2017 à 203.977 mille dinars contre 212.603 mille dinars au 31 décembre 2017.

7- La BNA a conclu avec l'État Tunisien, en date du 16 mars 1995, une convention en vertu de laquelle des créances sur fonds budgétaires agricoles, s'élevant en principal à 133 millions de dinars, ont été transférées à la BNA (moyennant la garantie de l'État en matière de recouvrement des montants échus depuis un an sur les crédits entrant dans le cadre de cette convention). Conformément à cette convention, la BNA a inscrit cette dotation parmi ses capitaux propres. Par ailleurs, la BNA est tenue de restituer les sommes transférées dès lors que son équilibre financier est rétabli.

8- La BNA a conclu avec l'État Tunisien, en date du 17 février 2004, une convention en vertu de laquelle des créances sur fonds budgétaires agricoles, s'élevant en principal à 160 millions de dinars, ont été transférées à la BNA (moyennant la garantie de l'État en matière de recouvrement des montants échus depuis un an sur les crédits entrant dans le cadre de cette convention). Conformément à cette convention, la BNA a inscrit cette dotation parmi ses engagements hors bilan sous la rubrique "Cautions, Avals et autres garanties données". Par ailleurs, la BNA est tenue de restituer les sommes transférées dès lors que son équilibre financier sera rétabli.

9- Certaines créances impayées ont été prises en charge par l'État et ce en vertu de :

- L'article 24 de la loi n°98-111 du 28 décembre 1998, portant loi de finances pour l'année 1999 : Consolidation sur 25 ans, sans intérêts et avec la garantie de l'État, des créances impayées et des créances non encore échues au 31 décembre 1997 en principal, à la charge des établissements et des entreprises publics et des coopératives centrales de services agricoles.

- L'article 25 de la même loi : Pris en charge par l'État des créances de certaines entreprises publiques et à participations publiques directes et indirectes et des coopératives agricoles visées au tableau « G » annexé à ladite loi, qui sont en cours de liquidation ou à liquider ou à privatiser ultérieurement, arrêtées au 31 décembre 1997, et ce sur 25 ans et sans intérêts

- L'article 3 de la loi n°99-65 du 15 juillet 1999 : Prise en charge par l'État des créances abandonnées par la BNA et ce pour les montants dus en principal et intérêts au titre des crédits agricoles arrêtés au 31/12/1998 ayant enregistré des impayés et dont le montant en principal n'excède pas 2 000 dinars par agriculteur à la date de leur obtention. Ces montants sont remboursés sur 20 ans et sans intérêts à partir de l'an 2000.

Les créances prises en charge par l'État ont totalisé 353.642 millions de dinars. Au 31 décembre 2017, l'encours desdites créances s'élève à 95.458 millions de dinars.

10- La BNA a souscrit auprès de son administrateur, la société CTAMA, un contrat d'assurance destiné à couvrir la charge relative à l'indemnité de départ à la retraite soit six mensualités de salaire brut. La cotisation relative à l'année 2017 s'élève à 2.810 mille dinars.

11- La BNA a souscrit auprès de son administrateur, la société CTAMA, un contrat d'assurance épargne collective destiné à financer le complément de retraite de son personnel. La charge supportée par la banque au titre de l'année 2017 s'élève à 3.868 mille dinars.

12- La BNA a signé avec SODINO, entreprise associée, deux conventions de gestion de fonds à capital risque. La situation de ces fonds gérés se détaille comme suit :

Fonds gérés	Date souscription	Montant souscrit	En-cours au 31/12/2017
FDS DEV IRADA Jendouba	2010	450	450
FDS DEV IRADA Elkef	2010	450	450
Total		**900**	**900**

Les conditions de rémunération de la SODINO, au titre de la gestion de ces fonds, se résument comme suit :

- Commission de gestion de 1% décomptée sur les actifs nets du fonds avec un minimum de 4.500 dinars par fonds ;
- Commission de performance de 10% calculée sur les plus-values réalisées sur les cessions d'actions ou de parts sociales et des dividendes servis par fonds ;
- Commission de rendement de 10% calculée sur les produits des placements réalisés par les fonds ;

Les commissions de gestion revenant à SODINO au titre de l'exercice 2017 s'élèvent à 9.650 dinars hors taxes.

13- L'encours des montants souscrits par les entreprises associées, aux emprunts émis par la BNA au cours des exercices 2009 et 2016, ainsi que les intérêts générés par ces deux emprunts se détaillent au 31 décembre 2017 comme suit :

Société	BNA SUB 2016	BNA SUB 2009	Intérêts
TUNIS-RE	3 000	466	64
AMI	6 400	466	115
TOTAL	**9 400**	**933**	**179**

14- La BNA a émis, en 2008 un Fonds Commun de Placement « FCP SECURITE » pour un montant global de 50 millions de dinars. Les entreprises associées ayant souscrit à ce fonds ainsi que la valorisation de leurs portefeuilles au 31/12/2017 se présentent comme suit :

Société	Montant souscrit	Valorisation au 31/12/2017
TUNIS-RE	6 000	9 256
AMI	8 000	12 343
Total en Dinars	**14 000**	**21 599**

15- La Caisse Tunisienne des Assurances Mutuelles Agricoles, administrateur de la BNA, a souscrit au Fonds Commun de Placement « FCP SECURITE » émis par la BNA en 2008. Les montants souscrits à ce fonds ainsi que la valorisation de leurs portefeuilles au 31/12/2017 se présentent comme suit :

Société	Montant souscrit	Valorisation au 31/12/2017
CTAMA	1 500	2 314
CTAMA-MGA	500	771
Total en Dinars	**2 000**	**3 086**

16- Les soldes des comptes courants ouverts par les entreprises associées de la BNA ainsi que les commissions et intérêts y afférents se détaillent, au 31/12/2017, comme suit :

	Solde au 31/12/2017		Commissions encaissées en	Intérêts de l'exercice 2017	
Partie liée (chiffres en dinars)	**Débiteur**	**Créditeur**	**2017**	**Encaissés**	**Servis**
TUNIS-RE	-	423 184	37	120	17 458
AMI	-	864 937	323	4 718	7 725

17- Les rémunérations servies par la BNA, au cours de l'exercice 2017, aux membres des organes de gestion sont détaillées comme suit :

Nature de la Rémunération	**Montants servis en 2017**
Jetons de présence (CA)	174
CPAI	35
Comité Exécutif des Crédits	16
Comité interne des Marchés	10
Comité des Risques	10
TOTAL	**245**

4.4.5. Rapport des commissaires aux comptes relatifs aux états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2017

Samir Labidi
Expert comptable – Commissaire aux Comptes
Membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie
Immeuble Safsaf-entrée B-4ème étage-1073 Montplaisir Tunis
Tél. : (216) 71 95 02 52- Fax. : (216) 71 95 12 96
E-mail : samir.labidi@planet.tn

Consulting & Auditing ICCA
Société d'Expertise Comptable
Membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie
Résidence les jardins1- Av Alain Savary-1082 Tunis
Tél. : (216) 71 84 23 50- Fax. : (216) 71 89 18 38
E-mail : administratif@icca.tn

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES EXERCICE CLOS LE 31DECEMBRE 2017

Mesdames, Messieurs les actionnaires
de la Banque Nationale Agricole-BNA-

I- Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

1- *Opinion*

En exécution du mandat de commissariat aux comptes que vous avez bien voulu nous confier lors de votre assemblée générale ordinaire du 29 juin 2016, nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés du **Groupe de la Banque Nationale Agricole « BNA »** qui comprennent le bilan consolidé arrêté au 31 décembre 2017, l'état des engagements hors bilan consolidé, l'état de résultat consolidé et l'état des flux de trésorerie consolidé pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces états financiers font ressortir des capitaux propres consolidés positifs de **1 005 793 KDT** y compris le résultat bénéficiaire consolidé net de l'exercice s'élevant à **195 040 KDT**

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du **Groupe de la Banque Nationale Agricole** au 31 décembre 2017, ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie, conformément au système comptable des entreprises

2- *Fondement de l'opinion*

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilité de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

3- *Questions clés de l'audit*

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l'audit qui doivent être communiquées dans notre rapport.

3-1- Prise en compte des intérêts et revenus assimilés et des commissions en produits

Point clé d'audit :

Au 31 décembre 2017, les intérêts et revenus assimilés et les commissions portés au niveau du résultat, totalisent 714 608 KDT (soit 88% du total des produits d'exploitation bancaire).

Les méthodes de prise en compte des intérêts et revenus assimilés ainsi que les commissions sont décrites au niveau de la note aux états financiers *3.1.4 « Comptabilisation des revenus afférents aux créances clients »*.

Bien que la majeure partie de ces revenus soit générée et comptabilisée automatiquement par le système d'information de la banque, nous avons considéré que la prise en compte des intérêts et revenus assimilés et des commissions en résultat constitue un point clé d'audit en raison du volume important des transactions et de l'importance de cette rubrique par rapport au total des produits d'exploitation bancaire.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Dans le cadre de notre audit des comptes, nos travaux ont porté plus particulièrement sur les éléments suivants :

- Un examen des politiques, des processus et des contrôles mis en place par la banque en vue de la reconnaissance et la comptabilisation des revenus
- L'évaluation de l'environnement informatique compte tenu de la génération et de la prise en compte automatique des revenus en comptabilité
- La vérification du respect de la norme comptable NCT 24 relative aux « engagements et revenus y afférents dans les établissements bancaires » en matière de prise en compte des revenus et de séparation des exercices comptables ;
- La réalisation de procédés analytiques sur l'évolution des intérêts et des commissions;
- La fiabilité des méthodes de réservation des intérêts ;
- La vérification du caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers

3-2-Classification des créances et estimation des provisions

Point clé d'audit :

Au 31 décembre 2017, les créances s'élèvent à 10 181 494 KDT, les provisions constituées en couverture des risques rattachés à ces créances s'élèvent à 966 944 KDT et les intérêts et agios réservés ont atteint 488 973 KDT.

Comme indiqué dans la note aux états financiers *3.1 « La comptabilisation des engagements et des revenus y afférents»*, la banque procède à la classification, l'évaluation des engagements et la comptabilisation des provisions y afférentes dès lors qu'elle estime que les critères définis par la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991, telle que modifiée par les circulaires subséquentes soient remplis.

Compte tenu de l'exposition de la Banque au risque de crédit dont l'estimation obéit à des critères quantitatifs et qualitatifs nécessitant un niveau de jugement élevé, nous avons considéré la classification des créances, l'évaluation des provisions y afférentes et le calcul des intérêts et agios réservés comme un point clé dans notre audit.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nous avons, à partir des entretiens avec la direction et de l'examen des procédures de contrôle mises en place par la Banque, pris connaissance de la méthode d'évaluation du risque de contrepartie et la constatation des provisions nécessaires compte tenu des garanties obtenues. La méthode de classification des engagements de la Banque repose principalement sur l'antériorité de la créance.

4-1. Les créances consolidées, garanties ou prises en charge par l'État, sur des périodes allant de 20 à 25 ans et sans intérêts, en application des articles 24 et 25 de la loi n°98-111 du 28 décembre 1998 et de l'article 3 de la loi n°99-65 du 15 juillet 1999, présentent une valeur comptable de 95 458 KDT au 31décembre 2017.

La moins-value subie par la BNA et correspondant à la différence entre le solde comptable de ces créances et le montant actualisé au taux d'intérêt prévalant sur le marché des encaissements futurs au titre de ces créances conformément aux dispositions du paragraphe 7 de la norme comptable tunisienne n°3 relative aux revenus et le paragraphe AG 64 de la norme comptable internationale IAS 39, Instruments financiers : comptabilisation et évaluation, n'a pas été constatée pour l'arrêté des états financiers au 31 décembre 2017. (Se *référer à la Note 4.3.5 des états financiers)*

4-2. Parmi les fonds propres de la BNA figure une dotation de l'État d'un montant de 133 000 KDT, constituée en application de la loi n°94-30 du 21 février 1994 et assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la BNA. Cette éventualité de restitution s'applique également aux fonds budgétaires agricoles revenant à l'État pour un montant de 160 000 KDT, qui ont été décomptabilisés par la BNA en vertu de la loi n°2003-80 du 29 décembre 2003 pour compenser l'insuffisance de provision dégagée par son activité à la fin de l'année 2003.

A la date du présent rapport, l'équilibre financier de la BNA, dont les conditions sont définies dans les conventions établies entre l'Etat tunisien et la banque, n'est pas encore atteint. En conséquence, l'éventualité de restitution de ces montants ne pourrait pas être retenue au 31 décembre 2017.

5- *Rapport de gestion*

La responsabilité du rapport de gestion incombe au Conseil d'Administration. Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du code des sociétés commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes du groupe dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectué, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

6- *Responsabilité de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés*

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le conseil d'administration et la direction ont l'intention de proposer de cesser l'activité du groupe ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à eux.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

7- *Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés*

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des évènements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des évènements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation.

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et évènements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des

textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

II- Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité des systèmes de contrôle interne du groupe

En application des dispositions de l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994, telle que modifiée par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité des systèmes de contrôle interne du Groupe. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe à la direction et au conseil d'administration.

Sur la base de notre examen, et en se basant sur les rapports des commissaires aux comptes des sociétés du Groupe, nous n'avons pas identifié de déficiences importantes dans le système de contrôle interne du Groupe, susceptibles d'impacter la fiabilité de ses états financiers relatifs à l'exercice 2017

Tunis, le 10/04/2018

Les Co-commissaires aux comptes

P/ CSL
SAMIR LABIDI

Samir LABIDI
Tél:71.950.262
Fax:71.951.296
1073 Montplaisir-Tunis-Tunisie
Expert Comptable-Commissaire aux Comptes
Membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie

P/ ICCA
ANIS SMAOUI

International Company For Consulting and Auditing
I.C.C.A
Société d'Expertise Comptable
Tél:(216) 71 842 350
Fax: (216) 71 891 838
Rce. Les Jardins 1 - 67 Av. Alain Savray 1030-Tunis

4.4.6. Notes complémentaires et explicatives relatives aux états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2017

- **Note explicative relative à la note 3.1.3 « Règles de consolidation » : Retraitement des créances bancaires cédées à la société de recouvrement filiale de la Banque**

Selon le paragraphe 18 de la norme NCT 35, les événements semblables conduits dans des circonstances similaires, devraient être traités sur la base de méthodes uniformes dans les états financiers consolidés du groupe.
Les créances cédées par la Banque à sa filiale SOFINREC n'ont jamais quitté le contrôle de la société mère depuis leur origination. Les créances relevant des lots de 1 à 4 devaient subir une radiation (write-off) à base individuelle préalablement à leur cession, et ce, conformément aux exigences du paragraphe 29 de la norme NCT 24 relative aux engagements et aux revenus y afférents dans les établissements bancaires.
En conséquence, le traitement desdites créances, à base consolidée, devraient s'appuyer sur les circonstances qui prévalaient le jour de leur sortie du bilan individuel de la BNA.

- **Note complémentaire explicative de la note 5.15 « Actions propres et d'autocontrôle »**

Contrairement aux dispositions de l'article 466 du Code des Sociétés Commerciales, les sociétés filiales, la SICAR INVEST et la SOIVM, détiennent des parts dans le capital de la société mère. Au cours de l'exercice 2018, ces deux filiales ont liquidé la totalité de leur position en titres BNA et par conséquent le problème d'action « d'auto contrôle » a été régularisé vis-à-vis de la règlementation.

- **Note complémentaire relative aux évènements postérieurs à l'arrêté des états financiers consolidés**

Les évènements postérieurs à la clôture de l'exercice 2017 se résument principalement au :

- Cession à la Société de recouvrement de créances, filiale de la BNA, de deux lots de créances totalisant 121 millions de dinars pour un montant global de 5 millions de dinars.
- Emission d'un emprunt obligataire pour 100 millions de dinars ;
- Cession d'actions propres ;
- Souscription à des titres participatifs émis par l'assurance AMI pour 35 millions de dinars
- Augmentation du capital de la Banque par incorporation de réserve pour un montant de 16 millions de dinars ;
- Projet en cours d'une nouvelle augmentation du capital de la Banque.

- **Note Complémentaire à la note 6.4« Engagement sur Titres»**

Cette rubrique comporte les titres d'investissement souscrits non encore libérés. Elle se détaille comme suit:

	Montant souscrit (1)	Montant libéré (2)	Montant non libéré 2017	Montant non libéré 2016
SODIS SICAR	3 328	2 496	832	832
MFC POLE	2 000	1 000	1 000	1 000
FCPR INTECH	4 000	2 000	2 000	
SPT MED V				209
Total	**9 328**	**5 496**	**3 832**	**2 041**

- **Note Complémentaire à la note 6.6« Engagement en devises»**

Les engagements donnés et reçus en devise arrêtés au 31/12/2017 se présentent comme suit:

	31/12/2017	31/12/2016
Opérations de change au comptant non encore dénouées		
Devises vendues à livrer (comptant)	(30 213)	(17 186)
Dinars achetés à recevoir (comptant)	22 038	14 709
Devises achetées à recevoir (comptant)	20 384	14 649
Dinars vendues à livrer (comptant)	(11 913)	(12 076)
Opérations de change à terme non encore dénouées		
Devises vendues à livrer (à terme)	(13 851)	(113 623)
Dinars achetés à recevoir (à terme)	12 824	115 565
Devises achetées à recevoir (à terme)	43 957	26 115
Dinars vendues à livrer (à terme)	(40 601)	(26 415)
Opérations de SWAP		
Dinars à livrer (SWAP)	(172 393)	(116 617)
Devise à livrer (SWAP)	(9 756)	(74 932)
Devise à recevoir (SWAP)	191 713	189 936

4.4.7. Notes rectificatives aux états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2017

- **Note rectificative à la note 7.4 « Liquidités et équivalents de liquidités »**

Cette rubrique comporte les avoirs en dinars et en devises en caisses, auprès de la BCT et du Centre des Chèques Postaux ainsi que les avoirs nets auprès des établissements bancaires. Elle inclut également les prêts et emprunts interbancaires inférieurs à trois mois et les Placements inférieurs à 3 mois composés par les Bons de Trésor de transaction.
Les liquidités et équivalents de liquidités ont accusé un solde négatif de 957.275 mDT au 31/12/2017 contre aussi un solde négatif de 439.340 mDT au 31/12/2016. Elles se décomposent comme suit à la fin de l'exercice 2017:

	solde au 31/12/2017	solde au 31/12/2016	Variation	%
Liquidités en dinars tunisiens :	**110 163**	**223 231**	**(113 068)**	**(50,7%)**
- Avoirs en caisse en dinars	42 501	40 326	2 175	5,4%
- Avoirs auprès de la BCT en dinars	6 499	(69 585)	76 084	109,3%
- Avoirs en CCP	554	369	185	50,1%
- Mouvements IBS	10 730	5 415	5 315	98,2%
- Correspondants débiteurs en dinars	59 432	254 570	(195 138)	(76,7%)
- Correspondants créditeurs en dinars	(9 553)	(7 864)	(1 689)	(21,5%)
Liquidités en devises :	**118 465**	**145 006**	**(26 541)**	**(18,3%)**
- Caisse en devises	8 942	6 995	1 947	27,8%
- Avoirs à la BCT en devises	68 323	89 055	(20 732)	(23,3%)
- Correspondants débiteurs en devises	41 200	48 956	(7 756)	(15,8%)
Emprunts en dinars	**(894 305)**	**(628 900)**	**(265 405)**	**(42,2%)**
Emprunts en devises	**(293 978)**	**(225 373)**	**(68 605)**	**(30,4%)**
Placements inférieurs à 3 mois	**2 380**	**46 696**	**(44 316)**	**(94,9%)**
Liquidités et équivalents de liquidités au 31/12/2017	**(957 275)**	**(439 340)**	**(517 935)**	**(117,9%)**

- **Note rectificative à la note 5.12 « Emprunts et ressources spéciales »**

La ventilation des emprunts et ressources spéciales par maturité se présente comme suit:

	Sans maturité contractuelle	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Emprunts matérialisés	**(2 000)**	**-**	**19 705**	**141 186**	**51 789**	**210 680**
Emprunts obligataires	(2 000)	-	15 155	141 186	51 789	**206 130**
Intérêts à payer emprunts obligataires	-	-	4 550	-	-	**4 550**
Ressources spéciales	**203 977**	**10 066**	**11 187**	**38 015**	**27 505**	**290 750**
Ressources extérieures	-	12 488	13 810	49 305	43 864	**119 467**
Ressources budgétaires	203 977	-	-	-	-	**203 977**
Ecarts de conversion sur emprunts	-	(3 690)	(2 623)	(11 290)	(16 359)	**(33 962)**
Intérêts à payer sur ressources spéciales	-	1 268	-	-	-	**1 268**
Autres fonds empruntés	**-**	**5 007**	**-**	**-**	**-**	**5 007**
Autres fonds empruntés	-	3 958	-	-	-	**3 958**
Intérêts à payer sur autres fonds empruntés	-	1 049	-	-	-	**1 049**
Total	**201 977**	**15 073**	**30 892**	**179 201**	**79 294**	**506 437**

4.5. Renseignements financiers sur les états financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2018

Les règles d'établissement et de présentation des états financiers individuels arrêtés au 30/06/2018, ne s'accommodent pas systématiquement des dispositions du système comptable des entreprises en ce qui concerne les notes aux états financiers qui ne comportent pas toutes les notes obligatoires, notamment :

- Une note précisant que les mêmes principes et méthodes comptables ont été utilisés dans les états financiers intermédiaires par rapport aux plus récents états financiers annuels ou, si les principes et les méthodes ont été modifiés, une description de la nature et des effets des modifications effectuées conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la NC19 relative aux états financiers intermédiaires ;

- Une note sur l'effet des changements, le cas échéant, dans la structure de la banque pendant la période intermédiaire, y compris les regroupements, les acquisitions ou la cession de filiales et les investissements à long terme, restructurations et abandons d'activité conformément aux dispositions du paragraphe 9 de la NC19 relative aux états financiers intermédiaires ;

- Une note sur les parties liées comportant toutes les informations exigées par la NC 39 relative aux informations sur les parties liées ;

- Une note portant sur le Portefeuille titres d'investissement conformément aux dispositions du paragraphe 8 de la NC 21 relative à la présentation des états financiers des établissements bancaires comportant la défalcation de la rubrique « portefeuilles titres d'investissement » entre :

  a-Titres d'investissement
  b-Titres de participation
  c-Parts dans les entreprises associées et co-entreprises
  d-Parts dans les entreprises liées ;

- Une note portant sur les Actions propres conformément aux dispositions du paragraphe 19 de la NC 2 relative aux capitaux propres précisant l'effet de la revente des actions propres sur le cours boursier.

- Une note portant sur les Revenus du portefeuille d'investissement conformément aux dispositions du paragraphe 22 de la NC 21 relative à la présentation des états financiers des établissements bancaires comportant défalcation entre :

  → dividendes et revenus assimilés sur parts dans les entreprises associées et co-entreprises et,
  → dividendes et revenus assimilés sur parts dans les entreprises liées.

Aussi, certaines notes aux états financiers ne comportent pas les données comparatives telles qu'exigées par les dispositions du paragraphe 20 de la NC01 norme générale.

La banque s'engage à se conformer aux dispositions du système comptable des entreprises et ce, pour les états financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2019.

4.5.1. Etats financiers arrêtés au 30/06/2018

4.5.1.1. Bilan au 30 juin 2018

(en mD)	Notes	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Actifs				
AC1 - Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	**4.1**	266 104	126 052	178 353
AC2 - Créances sur les établissements bancaires et financiers	**4.2**	93 469	93 878	99 941
AC3 - Créances sur la clientèle	**4.3**	8 954 425	7 881 697	8 725 577
a- Comptes débiteurs		1 414 544	1 628 208	1 262 769
b- Autres concours à la clientèle		7 232 061	5 939 762	7 150 674
c- Crédits sur ressources spéciales		291 662	296 366	294 773
d- Créances agricoles sur l'Etat		16 158	17 361	17 361
AC4 - Portefeuille-titres commercial	**4.4**	120 582	6 408	4 929
AC5 - Portefeuille d'investissement	**4.5**	1 489 799	1 349 774	1 407 310
AC6 - Valeurs immobilisées	**4.6**	101 611	87 295	97 068
AC7 - Autres actifs	**4.7**	129 355	157 241	153 839
Total des actifs		**11 155 345**	**9 702 345**	**10 667 017**
Passifs				
PA1 - Banque Centrale et CCP	**4.8**	1 224 204	804 346	803 589
PA2 - Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers	**4.9**	287 560	362 239	395 643
PA3 - Dépôts et avoirs de la clientèle	**4.10**	7 623 948	6 906 732	7 633 299
a- Dépôts à vue		2 218 857	1 755 613	2 046 240
b- Autres dépôts et avoirs		5 405 091	5 151 119	5 587 059
PA4 - Emprunts et ressources spéciales	**4.11**	531 292	432 914	509 410
a- Emprunts matérialisés		216 523	179 804	221 131
b- Autres fonds empruntés		-	-	-
c- Ressources spéciales		314 769	253 110	288 279
PA5 - Autres passifs	**4.12**	420 741	341 755	349 047
Total des passifs		**10 087 745**	**8 847 986**	**9 690 988**
Capitaux propres				
CP1 – Capital	**4.13**	176 000	160 000	160 000
CP2 – Réserves	**4.13**	668 715	485 497	485 794
CP3 - Actions propres	**4.13**	-	(1 372)	(1 372)
CP4 - Autres capitaux propres	**4.13**	133 000	133 000	133 000
CP5 - Résultats reportés	**4.13**	7	16	16
CP6 - Résultat de la période	**4.13**	89 878	77 218	198 591
CP7 - Résultat en instance d'affectation	**4.13**	-	-	-
Total des Capitaux propres		**1 067 600**	**854 359**	**976 029**
Total des capitaux propres et passifs		**11 155 345**	**9 702 345**	**10 667 017**

4.5.1.2. Etat des engagements hors bilan au 30 juin 2018*

(en mD)	Notes	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017*
Passifs éventuels				
HB1 - Cautions, avals et autres garanties données	**5.1**	1 094 281	918 191	996 110
a- En faveur des établissements bancaires		136 547	93 257	125 221
b- En faveur de la clientèle		797 734	664 934	710 889
c- En faveur de l'Etat		160 000	160 000	160 000
HB2 - Crédits documentaires		535 360	653 888	564 433
Débiteurs par accréditifs export devises		93 876	64 749	78 876
Débiteurs par accréditifs import devises		441 484	589 139	485 557
HB3 - Effets et autres créances donnés	**5.2**	892 000	803 000	803 000
Total des passifs éventuels		**2 521 641**	**2 375 079**	**146 562***
Engagements donnés				
HB4 - Engagements de financements donnés	**5.3**	449 625	366 837	506 617
Crédits notifiés non utilisés		449 625	366 837	506 617
HB5 - Engagements sur titres	**5.4**	2 832	3 832	3 832
a- Participations non libérées		2 832	3 832	3 832
b- Autres		-	-	-
Total des engagements donnés		**452 457**	**370 669**	**81 788***
Engagements reçus				
HB7 - Garanties reçues	**5.5**	3 066 438	3 154 894	3 186 705
Total des engagements reçus		**3 066 438**	**3 154 894**	**(88 456)***

**Cf Etat des engagements hors bilan au 30/06/2018 rectifié page 285*

4.5.1.3. Etat de résultat au 30 juin 2018

(en mD)	Notes	Jusqu'au 30/06/2018	Jusqu'au 30/06/2017	Jusqu'au 31/12/2017
Produits d'exploitation bancaire				
PR1 - Intérêts et revenus assimilés	**6.1**	385 383	274 247	627 052
a- Opérations avec les établissements bancaires et financiers		4 382	3 266	7 017
b- Opérations avec la clientèle		367 758	260 835	595 404
c- Autres intérêts et revenus assimilés		13 243	10 146	24 631
PR2 - Commissions (en produits)	**6.2**	49 879	38 458	87 556
PR3 - Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	**6.3**	13 074	11 400	21 150
PR4 - Revenus du portefeuille d'investissement	**6.4**	45 109	42 966	77 036
Total produits d'exploitation bancaire		**493 445**	**367 071**	**812 794**
Charges d'exploitation bancaire				
CH1 - Intérêts encourus et charges assimilées	**6.5**	(235 551)	(167 806)	(365 239)
a- Opérations avec les établissements bancaires et financiers		(57 021)	(24 450)	(62 272)
b- Opérations avec la clientèle		(169 049)	(136 491)	(288 238)
c- Emprunts et ressources spéciales		(9 229)	(6 688)	(14 381)
d- Autres intérêts et charges		(252)	(177)	(348)
CH2 - Commissions encourues		(1 460)	(1 578)	(3 249)
Total charges d'exploitation bancaire		**(237 011)**	**(169 384)**	**(368 488)**
Produit Net Bancaire		**256 434**	**197 687**	**444 306**
PR5-CH4 - Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	**6.6**	(60 002)	(49 226)	(80 505)
PR6-CH5 - Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	**6.7**	31 484	34 782	90 470
PR7 - Autres produits d'exploitation		429	296	582
CH6 - Frais de personnel	**6.8**	(92 172)	(83 841)	(179 347)
CH7 - Charges générales d'exploitation	**6.9**	(26 814)	(16 303)	(35 110)
CH8 - Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations		(3 833)	(2 662)	(6 379)
Résultat d'exploitation		**105 526**	**80 733**	**234 017**
PR8-CH9 - Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires	**6.10**	(4 659)	3	(43)
CH11 - Impôt sur les bénéfices	**6.11**	(9 862)	(3 518)	(30 960)
Résultat des activités ordinaires		**91 005**	**77 218**	**203 014**
PR9-CH10 - Solde en gain/perte provenant des autres éléments extraordinaires		(1 127)	-	(4 423)
Résultat net de la période		**89 878**	**77 218**	**198 591**

4.5.1.4. Etats des flux de trésorerie au 30 juin 2018

(en mD)	Notes	Jusqu'au 30/06/2018	Jusqu'au 30/06/2017	Jusqu'au 31/12/2017
Activités d'exploitation				
Produits d'exploitation bancaire encaissés		442 541	298 745	727 163
Charges d'exploitation bancaire décaissées		(222 425)	(154 174)	(359 523)
Dépôts / retraits de dépôts auprès établissements bancaires et financiers		(3 807)	4 150	(6 150)
Prêts et avances / remboursements prêts et avances accordés à la clientèle		(289 989)	(525 634)	(1 407 059)
Dépôts / retrait de dépôts de la clientèle		(21 070)	(133 148)	602 516
Titres de placement		(775)	(2)	(1 513)
Sommes versées au personnel et créditeurs divers		(106 189)	(109 227)	(181 250)
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		120 162	97 422	1 574
Impôt sur les bénéfices		(34 096)	(7 006)	(5 742)
Flux de trésorerie net provenant des activités d'exploitation	**7.1**	**(115 648)**	**(528 874)**	**(629 984)**
Activités d'investissement				
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement		47 164	41 724	80 406
Acquisitions / cessions sur portefeuille d'investissement		(61 876)	(37 039)	6 985
Acquisitions / cessions sur immobilisations		(8 376)	(2 510)	(9 990)
Flux de trésorerie net provenant des activités d'investissement	**7.2**	**(23 088)**	**2 175**	**77 401**
Activités de financement				
Rachat / Cession d'actions propres		1 517	-	-
Emission d'emprunts		-	50 000	100 000
Remboursement d'emprunts		(7 363)	(3 335)	(10 735)
Augmentation / diminution des ressources spéciales		26 286	(45 500)	(11 158)
Dividendes versés		-	-	(32)
Flux de trésorerie net affecté aux activités de financements	**7.3**	**20 440**	**1 165**	**78 075**
Incidence des changements de méthodes sur les liquidités et équiv. de liquidités		-	-	(37 960)
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités		**(118 296)**	**(525 534)**	**(512 468)**
Liquidités et équivalents de liquidités en début de période		(960 548)	(448 080)	(448 080)
Liquidités et équivalents de liquidités en fin de période	**7.4**	**(1 078 844)**	**(973 614)**	**(960 548)**

4.5.1.5. Notes aux états financiers au 30 juin 2018

1- PRESENTATION DE LA BANQUE

La Banque Nationale Agricole (BNA) est une société anonyme au capital de 176 millions de dinars, composé de 35.200.000 actions de 5 DT chacune, admises à la côte permanente de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis (BVMT).

Le siège social de la Banque est sis à Tunis, 5 Rue de Syrie. Elle est dirigée par un conseil d'administration.

Le réseau de la Banque se compose de 16 directions régionales, 3 succursales et 175 agences.

La Banque finance, tous les secteurs de l'économie nationale et en particulier la grande partie des besoins du secteur agricole.

La Banque est soumise au régime fiscal de droit commun.

La structure du capital social de la Banque se présente au 30/06/2018 comme suit :

Actionnaires	Nombre d'actions	Valeur nominale en dinars	% d'intérêt et des droits de vote
ACTIONNAIRES PUBLICS	**17 677 223**	**88 386 115**	**50,22%**
L'Etat Tunisien	8 269 050	41 345 250	23,48%
Caisse Nationale de Sécurité Sociale	2 674 795	13 373 975	7,60%
Office des Céréales	2 161 016	10 805 080	6,14%
Office de Commerce de la Tunisie	1 824 072	9 120 360	5,18%
Entreprise Tunisienne d'Activités Pétrolières	1 425 655	7 128 275	4,05%
Caisse Nationale d'Assurance Maladie	1 107 676	5 538 380	3,15%
Office des Terres Domaniales	140 817	704 085	0,40%
Société Tunisienne du Sucre	47 733	238 665	0,14%
Office de l'Elevage et des Pâturages	26 409	132 045	0,08%
ACTIONNAIRES A PARTICIPATION PUBLIQUE	**4 223 794**	**21 118 970**	**12,00%**
CTAMA-MGA	1 721 191	8 605 955	4,89%
Banque de Tunisie et des Emirats	1 348 163	6 740 815	3,83%
STAR	774 306	3 871 530	2,20%
Autres actionnaires à participation publique	380 134	1 900 670	1,08%
ACTIONNAIRES PERSONNES MORALES PRIVEES	**3 663 742**	**18 318 710**	**10,41%**
ACTIONNAIRES PERSONNES PHYSIQUES	**8 630 058**	**43 150 290**	**24,51%**
AUTRES ACTIONNAIRES	**1 005 183**	**5 025 915**	**2,86%**
TOTAL	**35 200 000**	**176 000 000**	**100,00%**

2- RÉFÉRENTIEL D'ÉLABORATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers de la Banque Nationale Agricole (BNA) sont établis conformément aux dispositions de la loi n°96-112 du 30 décembre 1996, relative au Système Comptable des Entreprises, du décret n°96-2459 du 30 décembre 1996, portant approbation du Cadre Conceptuel de la Comptabilité, et des Normes Comptables Tunisiennes dont notamment les Normes Comptables Sectorielles n°21 à 25 publiées par l'arrêté du Ministre des Finances du 25 mars 1999.

3- BASES DE MESURE ET PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUÉS

Les états financiers sont élaborés en appliquant les principes et conventions comptables prévus par le décret n°96–2459 du 30 décembre 1996, portant approbation du Cadre Conceptuel de la Comptabilité et des méthodes comptables prévues par les Normes Comptables Sectorielles applicables aux établissements bancaires.

Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3.1- Comptabilisation des engagements et des revenus y afférents

3.1.1- Les engagements hors bilan

Les engagements de financement afférents aux crédits à moyen et long termes sont portés en hors bilan et constatés au bilan, au fur et à mesure des déblocages, pour leur valeur nominale.

3.1.2- Les créances sur la clientèle

Les prêts et avances sont enregistrés à l'actif pour le montant des fonds mis à la disposition du client.

Les crédits accordés en net escompte sont comptabilisés à leur valeur nominale (fonds mis à la disposition du client en plus des intérêts constatés d'avance).

Les créances sur la clientèle (crédits décaissés et comptes courants débiteurs) sont présentées à l'actif déduction faite des provisions y afférentes, des intérêts et agios réservés et des intérêts constatés d'avance et non encore courus.

3.1.3- Les provisions sur les engagements

i. Provisions individuelles

Les créances de la Banque font l'objet d'une évaluation et d'une classification périodique conformément aux dispositions de la circulaire BCT n°91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les textes subséquents.

La constitution des provisions sur les créances classées s'effectue selon les taux suivants :

Classes	Taux de la provision
0&1	0%
2	20%
3	50%
4	100%

Les créances contentieuses sont classées 5 et le risque net sur ces créances est provisionné au taux de 100%.

ii. Provisions additionnelles (Circulaire BCT n° 2013-21)

En application de la circulaire aux banques n° 2013-21 du 30 Décembre 2013, la BNA a procédé à la constitution de provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 et 5 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce conformément aux quotités minimales suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 ou 5 de 3 à 5 ans ;
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 ou 5 de 6 et 7 ans ;
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 ou 5 supérieure ou égale à 8 ans.

iii. Provisions collectives

En application de l'article 10 bis de la circulaire de la BCT n°91-24 du 17 décembre 1991 ajouté par la circulaire n°2012-20 du 6 décembre 2012, la BNA a constitué, des provisions à caractère générale dites « Provisions Collectives » en vue de couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de l'article 8 de la Circulaire BCT n°91-24.

3.1.4- Comptabilisation des revenus afférents aux créances sur la clientèle

Les intérêts, les produits assimilés et les commissions encaissés ainsi que les produits courus et non échus, dont l'encaissement est raisonnablement assuré, sont pris en compte dans le résultat.

Lorsque leur encaissement n'est pas raisonnablement assuré, les intérêts et les agios sont comptabilisés en «Intérêts et agios réservés» et présentés en soustraction du poste «Créances sur la clientèle». Ils seront constatés en produits lors de leur encaissement effectif et pris en compte dans le résultat de l'exercice de leur encaissement.

Il est à noter que les impayés en intérêts relatifs aux engagements des relations non classées sont constatés en produit.

3.2- Comptabilisation du portefeuille-titres et des revenus y afférents

Le portefeuille-titres détenu par la Banque est classé en deux catégories : le portefeuille-titres commercial et le portefeuille-titres d'investissement.

3.2.1- Portefeuille-titres commercial et revenus y afférents

-Ce portefeuille comprend les titres acquis avec l'intention de les céder à court terme. Il est composé des titres de transaction et des titres de placement.

-Sont considérés comme des titres de placement, les titres acquis avec l'intention de les détenir à court terme durant une période supérieure à trois mois. Ils sont évalués à la fin de l'exercice à leur valeur boursière pour les titres côtés et leur juste valeur pour les titres non côtés. Les moins-values latentes font l'objet de provisions.
Les bons du Trésor sont évalués à leur coût amorti. Les revenus afférents aux titres à revenu fixe sont pris en compte dans le résultat au fur et à mesure qu'ils sont courus.

-Les titres de transaction se distinguent par leur courte durée de détention et leur liquidité. Sont classés parmi les titres de transaction, les titres dont la durée de détention des titres doit être limitée à trois mois. A chaque arrêté comptable, les titres de transaction doivent être évalués à la valeur de marché. La valeur de marché correspond au cours en bourse moyen pondéré à la date d'arrêté ou à la date antérieure la plus récente. Les variations de cours consécutives à leur évaluation à la valeur de marché sont portées en résultat. Les revenus afférents aux titres de transaction sont portés en résultat à la réalisation.

3.2.2- Portefeuille-titres d'investissement et revenus y afférents

Le portefeuille-titres d'investissement comprend les titres acquis avec l'intention de les conserver jusqu'à l'échéance, ainsi que ceux dont la possession durable est estimée utile à l'activité de la Banque. Sont classés sous cette rubrique:

- Les titres de participation, les parts dans les entreprises associées et les parts dans les entreprises liées ;
- Les titres à revenu fixe acquis par la Banque avec l'intention de les détenir jusqu'à leur échéance ;
- Les dettes des entreprises publiques prises en charge par l'Etat Tunisien, étant donné que leur remboursement s'effectue selon un échéancier sur 25 ans;
- Les montants placés en fonds gérés chez les SICAR ;
- Les montants placés en fonds commun de placement.

Les souscriptions non libérées sont enregistrées en « Engagements hors bilan » pour leur valeur d'émission.

Les titres sont comptabilisés au prix d'acquisition, tous frais et charges exclus à l'exception des honoraires d'étude et de conseil relatifs à l'acquisition. L'entrée et la cession des titres sont constatées à la date du transfert de leur propriété, soit la date d'enregistrement de la transaction à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Les dividendes encaissés, les plus-values de cession réalisées, les revenus sur fonds gérés et les revenus des emprunts obligataires sont présentés dans le poste « Revenus du portefeuille d'investissement » au niveau de l'état de résultat. Les dividendes non encore encaissés, mais ayant fait l'objet d'une décision de distribution, ainsi que les produits des placements obligataires courus sont également constatés dans le poste « Revenus du portefeuille d'investissement ».

Le portefeuille-titres d'investissement fait l'objet d'une évaluation à la date de clôture en comparant la valeur d'usage des titres à leur valeur comptable. Les provisions correspondantes sont réajustées en conséquence.

La valeur d'usage des titres est déterminée en se référant à :

- La valeur boursière pour les titres côtés ;
- La valeur mathématique calculée à partir des derniers états financiers disponibles pour les titres non cotés.

Les fonds gérés par les SICAR sont constitués principalement de participations effectuées dans le cadre des conventions de rétrocession, de comptes courants associés et de participations avec sortie libre.

Traitement des participations avec convention de rétrocession et comptes courants associés:

Avant 2015, ces titres ont été évalués, à la date de clôture, par référence à la valeur mathématique de la participation dans les fonds propres de l'entité émettrice et compte tenu de la couverture des risques par la SOTUGAR ou le FNG.

Depuis 2015, la méthode d'évaluation de ces titres a été corrigée et ce pour les participations sous forme de convention de portage (avant la publication du décret loi n° 2011-99 du 21 octobre 2011) en les considérant comme des crédits à la clientèle conformément à la NCT 25 et application ainsi des dispositions de la circulaire 91–24.

Traitement des titres de participation avec sortie libre:

l'évaluation de ces titres est faite en se basant sur la valeur d'usage des titres qui est déterminée en se référant à :

- La valeur boursière pour les titres côtés ;
- La valeur mathématique calculée à partir des derniers états financiers disponibles pour les titres non cotés.

3.3- Comptabilisation des dépôts de la clientèle et des charges y afférentes

Les dépôts et avoirs de la clientèle se composent des :

- Dépôts à vue et comptes d'épargne dont les charges d'intérêt sont calculées et constatées trimestriellement;
- Placements à terme de la clientèle, qu'ils soient post-comptés ou précomptés, dont les intérêts sont constatés en charges au fur et à mesure qu'ils sont courus.

3.4- Comptabilisation des emprunts extérieurs et des charges y afférentes

Les lignes de crédits extérieures sont constatées initialement en hors bilan lors de la signature des conventions, puis elles sont comptabilisées au passif après leur conversion en appliquant le cours de change en vigueur à la date du déblocage au fur et à mesure des appels de fonds.

À la fin de chaque période comptable, les en-cours des ressources extérieures sont actualisés par application du cours de change en vigueur à la date de clôture.

Les intérêts sur les emprunts extérieurs sont constatés en charges de l'exercice au fur et à mesure qu'ils sont courus. Les pertes de change sur ces emprunts sont couvertes par un contrat d'assurance conclu avec la compagnie TUNIS RE.

3.5- Rachats d'actions propres

Conformément aux dispositions de la Norme Comptable Tunisienne NC 02, relative aux capitaux propres:

- Les actions propres rachetées sont présentées, au bilan, en soustraction des capitaux propres ;
- Les plus ou moins-values réalisées sur les actions propres rachetées sont comptabilisées directement en capitaux propres ;
- Les dividendes perçus sur les actions propres rachetées sont portés au compte « Résultats reportés».

3.6- Provisions pour avantages postérieurs à l'emploi :

Le personnel retraité de la BNA demeure affilié à un contrat d'assurance sociale, financé par les cotisations de la Banque et du personnel et couvrant les risques suivants : maladies, longue maladie, maternité, invalidité et décès. La part de la Banque dans les charges découlant de ce contrat d'assurance sociale est de 80%.

En application des principes comptables généralement admis en Tunisie, le coût des avantages postérieurs à l'emploi (assurance sociale) doit être comptabilisé en charges durant la période d'activité du salarié et non pas au moment où celui-ci bénéficie effectivement des prestations.

Une provision est comptabilisée pour couvrir les engagements de la Banque envers le personnel en matière d'assurance sociale, en se basant sur des estimations fiables des espérances de vie des bénéficiaires et des charges annuelles découlant du contrat d'assurance sociale. Le calcul de cette provision est détaillé dans la note 4.12.1.

3.7- Note portant sur les règles de conversion des opérations en monnaies étrangères

La BNA effectue la conversion des opérations en monnaies étrangères à un cours fixe par devise calculé selon le cours BCT du dernier jour ouvrable de l'exercice encours. Au 31 Décembre une opération de réévaluation des comptes en devise est opérée selon ces cours.

3.8- Faits marquants du premier semestre de l'année 2018

L'Assemblé Générale Extraordinaire, réuni le 22/05/2018, a décidé l'augmentation du capital social de la banque d'un montant de 16.000 mDT par incorporation de réserves et distribution de 3 200 000 actions gratuite à raison d'une (1) action nouvelle pour dix (10) actions anciennes. Cette augmentation a porté le capital social de la banque de 160.000 mDT à 176.000 mDT.

Le Conseil d'Administration de la banque, réuni le 05/02/2018, a décidé d'émettre un emprunt obligataire subordonné d'un montant de 100.000 mDT, faisant Appel Public à l'Epargne dont la durée de vie est de 5 ans pour la catégorie A et 7 ans dont deux années de grâce pour la catégorie B. Les intérêts sont calculés au taux de 8,25% ou TMM+2% pour la catégorie A et au taux de 8,5% ou TMM+2.25% pour la catégorie B. L'emprunt a été clôturé avec succès le 03/08/2018.

Au cours du premier semestre de l'année 2018, la banque a procédé à la cession de 1.700.000 actions détenues dans le capital de la SFBT pour un prix de cession de 34.336 mDT. La plus value réalisée par la banque suite à cette opération de cession est de l'ordre de 33.268 mDT;

La banque a procédé à la cession à la SOFINREC d'un lot de créances compromises s'élèvant à 36.626 mDT dont 1.821 mDT d'intérêts. Les reprises de provisions ainsi que les agios et intérêts réservés rattachés aux créances cédées, s'élèvent respectivement à 33.058 mDT et 1.859 mDT.

En vertu des dispositions de l'article 52 De la loi n°66 Du 18 décembre 2017 Portant loi de finances pour la gestion de l'année 2018, la banque a procédé à la constatation de la contribution exceptionnelle parmi les pertes extra-ordinaires pour un montant de 1.127 mDT.

En vertu du décret gouvernemental N° 2017-268 du 1er février 2017, la BNA a constaté, parmi les autres charges d'exploitation, une contribution au fonds de garantie des dépôts au titre du premier semestre de l'année 2018 pour un montant de 9.997 mDT.

4- NOTES RELATIVES AUX POSTES DU BILAN

4.1- Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Les avoirs en caisse et auprès de la BCT, CCP et TGT ont totalisé 266.104 mDT au 30/06/2018 contre 126.052 mDT au 30/06/2017, soit une augmentation de 140.052 mDT.

Les différentes rubriques composant ce poste se présentent comme suit:

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	%
Avoirs en caisse en dinars	32 292	45 952	42 436	(29,7%)
Avoirs en caisse en devises	12 714	9 069	8 942	40,2%
Avoirs auprès de la BCT en dinars	87 220	24 307	6 499	258,8%
Avoirs chez la BCT en devises	68 997	21 425	68 323	222,0%
Provisions pour risques divers (Avoirs auprès de la BCT devises)	(334)	(303)	(334)	10,2%
Prêts sur le marché monétaire dinars BCT	-	-	-	-
Prêts sur le marché monétaire devises BCT	54 582	14 500	41 200	276,4%
Intérêts à perçevoir	7	-	3	-
Mouvements IBS	10 073	10 587	10 730	(4,9%)
Avoirs auprès du CCP	553	515	554	7,4%
Total	**266 104**	**126 052**	**178 353**	**111,1%**

Ratio de liquidité

En application de la circulaire BCT n°2014-14, les banques sont tenues de respecter un ratio de liquidité durant l'année 2018 de 90%. La BNA affiche, à la date du 30/06/2018, un ratio de liquidité de 92,55%.

	Seuil régl.	30/06/2018	Seuil régl.	31/12/2017
Ratio de liquidité	90,00%	92,55%	80,00%	107,05%

Le mouvement des provisions pour risques divers sur les établissements bancaires et financiers au cours de l'exercice se présente comme suit :

	31/12/2017	Dotations	Reprises	Reclass	30/06/2018
Provisions pour risques divers (Avoirs auprès de la BCT devises)	(334)	-	-	-	(334)
Total	**(334)**	**-**	**-**	**-**	**(334)**

4.2- Créances sur les établissements bancaires et financiers

Les créances sur les établissements bancaires et financiers ont totalisé 93.469 mDT au 30/06/2018 contre 93.878 mDT au 30/06/2017, soit une diminution de 409 mDT.

Les différentes rubriques composant ce poste se détaillent comme suit:

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	%
A - Créances sur les établissements bancaires	**44 153**	**46 234**	**48 587**	**(4,5%)**
Comptes courants & autres créances	4 117	6 172	8 553	(33,3%)
Prêts sur le marché monétaire en dinars	40 000	40 000	40 000	-
Intérêts à percevoir	36	62	34	(41,9%)
B - Créances sur les établissements financiers	**49 544**	**47 852**	**51 586**	**3,5%**
Comptes courants	1 786	14 620	7 603	(87,8%)
Prêts à MLT	46 707	32 600	42 900	43,3%
Créances rattachées sociétés de leasing	948	526	926	80,2%
Intérêts à percevoir	103	106	157	(2,8%)
Total brut	**93 697**	**94 086**	**100 173**	**(0,4%)**
Provisions pour risques divers (Avoirs auprès des corresp en devises)	(228)	(208)	(232)	9,6%
Intérêts et agios réservés	-	-	-	-
Total net	**93 469**	**93 878**	**99 941**	**(0,4%)**

La ventilation des créances brutes envers les établissements bancaires et financiers par maturité se présente comme suit:

	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
A - Créances sur les établissements bancaires	**44 153**	**-**	**-**	**-**	**44 153**
Comptes courants & autres créances	4 117	-	-	-	4 117
Prêts sur le marché monétaire en dinars	40 000	-	-	-	40 000
Intérêts à percevoir	36	-	-	-	36
B - Créances sur les établissements financiers	**2 837**	**46 707**	**-**	**-**	**49 544**
Comptes courants	1 786	-	-	-	1 786
Prêts à MLT	-	46 707	-	-	46 707
Créances rattachées sociétés de leasing	948	-	-	-	948
Intérêts à percevoir	103	-	-	-	103
Total au 30/06/2018	**46 990**	**46 707**	**-**	**-**	**93 697**
Total au 31/12/2017	**57 273**	**400**	**32 500**	**10 000**	**100 173**

La ventilation des créances brutes envers les établissements bancaires et financiers par nature de relation se présente comme suit:

	Entreprises liées	Entreprises associées	Co- entreprises	Autres	Total
A - Créances sur les établissements bancaires	-	-	-	44 153	**44 153**
B - Créances sur les établissements financiers	-	-	-	49 544	**49 544**
Total brut au 30/06/2018	**-**	**-**	**-**	**93 697**	**93 697**
Total brut au 31/12/2017	**-**	**-**	**-**	**100 173**	**100 173**

Le mouvement des provisions pour risques divers sur les établissements bancaires et financiers au cours de l'exercice se présente comme suit:

	31/12/2017	Dotations	Reprises	Reclass	30/06/2018
Provisions pour risques divers (Avoirs auprès des corresp en devises)	(232)	-	4	-	(228)
Total	**(232)**	**-**	**4**	**-**	**(228)**

Il n'y a pas de créances douteuses sur les établissements bancaires et financiers. Le montant de la provision, soit 228 mDT, concerne des provisions pour risques divers constatées et relatives à des écarts dégagés lors du rapprochement de nos comptes avec nos correspondants en devises.

4.3- Créances sur la clientèle

Les créances nettes sur la clientèle se sont établies au 30/06/2018 à 8.954.425 mDT contre 7.881.697 mDT au 30/06/2017, enregistrant ainsi une augmentation de 1.072.728 mDT. La structure de ces créances, selon leur nature, se présente comme suit:

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	%
Engagements bruts agricoles	**1 123 790**	**1 090 326**	**1 066 799**	**3,1%**
Comptes débiteurs	60 412	65 398	61 016	(7,6%)
Autres concours à la clientèle	611 302	577 406	566 805	5,9%
Crédits sur ressources spéciales	184 910	188 534	184 668	(1,9%)
Intérêts impayés et créances rattachées	268 960	260 465	256 792	3,3%
Produits constatés d'avance	(1 794)	(1 477)	(2 482)	21,5%
Engagements bruts commerciaux et industriels	**9 332 108**	**8 252 384**	**9 096 330**	**13,1%**
Comptes débiteurs	1 407 024	1 609 477	1 246 715	(12,6%)
Autres concours à la clientèle	7 615 308	6 360 902	7 563 714	19,7%
Crédits sur ressources spéciales	105 759	106 990	109 621	(1,2%)
Intérêts impayés et créances rattachées	228 274	188 603	205 720	21,0%
Produits constatés d'avance	(24 257)	(13 588)	(29 440)	78,5%
Comptes courants associés	**541**	**541**	**541**	**-**
Créances agricoles prises en charge par l'Etat	**16 622**	**17 825**	**17 824**	**(6,7%)**
Encours brut	**10 473 061**	**9 361 076**	**10 181 494**	**11,9%**
Provisions sur créances à la clientèle	**(1 002 618)**	**(999 853)**	**(966 480)**	**0,3%**
Provisions sur créances classées	(644 796)	(713 727)	(640 078)	(9,7%)
Provisions additionnelles	(267 303)	(208 013)	(238 583)	28,5%
Provisions collectives sur créances non classées	(90 519)	(78 113)	(87 819)	15,9%
Provisions sur créances agricoles prises en charge par l'Etat	**(464)**	**(464)**	**(464)**	**-**
Intérêts et agios réservés	**(515 554)**	**(479 062)**	**(488 973)**	**7,6%**
Sur engagements agricoles	(252 172)	(245 654)	(245 762)	2,7%
Sur engagements commerciaux et industriels	(263 382)	(233 408)	(243 211)	12,8%
Total des provisions et des intérêts et agios réservés	**(1 518 636)**	**(1 479 379)**	**(1 455 917)**	**2,7%**
Encours net	**8 954 425**	**7 881 697**	**8 725 577**	**13,6%**

L'évolution des provisions sur créances se détaille ainsi:

	31/12/2017	Dotations	Reprises	Reclass	30/06/2018
Provisions sur créances agricoles prises en charge par l'Etat	(464)	-	-	-	(464)
Créances douteuses					
Provisions individuelles sur créances classées	(640 078)	(68 494)	63 776	-	(644 796)
Provisions additionnelles	(238 583)	(32 607)	3 887	-	(267 303)
Provisions collectives	(87 819)	(2 700)	-	-	(90 519)
Total	**(966 944)**	**(103 801)**	**67 663**	**-**	**(1 003 082)**

La ventilation des créances brutes de la clientèle par maturité se présente comme suit :

	Sans maturité contactuelle	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Engagements bruts	3 085 676	3 088 303	1 179 197	2 459 858	642 864	**10 455 898**
Comptes courants associés	-	541	-	-	-	**541**
Créances agricoles prises en charge par l'Etat	-	16 622	-	-	-	**16 622**
Total au 30/06/2018	**3 085 675**	**3 105 467**	**1 179 197**	**2 459 858**	**642 864**	**10 473 061**
Total au 31/12/2017	**2 991 823**	**2 885 661**	**1 241 205**	**2 426 608**	**636 197**	**10 181 494**

La ventilation des créances envers la clientèle par nature de relation se présente comme suit :

	Entreprises liées	Entreprises associées	Co- entreprises	Autres	Total
Encours brut	164 536	1 425	-	10 307 098	10 473 059
Provisions sur créances à la clientèle	(803)	-	-	(1 002 278)	(1 003 081)
Intérêts et agios réservés	-	-	-	(515 553)	(515 553)
Total brut au 30/06/2018	**163 733**	**1 425**	**-**	**8 789 267**	**8 954 425**
Total brut au 31/12/2017	**159 236**	**1 304**	**-**	**8 565 037**	**8 725 577**

4.3.1- Ratios de solvabilité

En application de la circulaire BCT n° 2016-03, les banques sont tenues de respecter un ratio de solvabilité de 10%. Au 30/06/2018, la BNA affiche un ratio de solvabilité de 13,1% et un ratio Tier One de 8,8%.

	Seuil régl.	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Ratio de solvabilité (*)	10,0%	13,10%	12,69%	12,40%
Tier One	7,0%	8,80%	8,22%	7,99%

(*) Le ratio de solvabilité tel que défini par la nouvelle circulaire de la BCT numéro 2018-06 du 05 Juin 2018 sera appliqué lors des prochains arrêtés.

4.3.2- Taux des créances classées et leur couverture par les provisions et agios réservés

Les engagements (bilan et hors bilan) de la banque ainsi que leurs couvertures par les provisions et les intérêts et agios réservés se détaillent au 30/06/2018 comme suit :

	Engagements		Engagements hors Fonds Budgétaires		Provisions		Intérêts et agios réservés hors impayés en intérêts agricoles	
	30/06/2018	30/06/2017	30/06/2018	30/06/2017	30/06/2018	30/06/2017	30/06/2018	30/06/2017
Classe 0	7 383 224	7 224 328	7 332 945	7 169 162	-	-	(20 652)	(24 191)
Classe 1	2 139 450	1 249 179	2 135 669	1 248 092	-	-	(19 491)	(10 728)
Total créances courantes	**9 522 674**	**8 473 507**	**9 468 614**	**8 417 254**	**-**	**-**	**(40 143)**	**(34 919)**
Classe 2	178 551	125 162	173 701	121 458	(23 076)	(13 761)	(8 188)	(10 287)
Classe 3	193 731	196 373	184 475	188 977	(42 000)	(53 245)	(18 703)	(15 030)
Classe 4	910 138	894 596	795 802	780 804	(348 045)	(267 679)	(139 951)	(114 999)
Classe 5	868 196	878 805	762 655	778 008	(498 978)	(379 042)	(74 799)	(74 893)
Total créances classées	**2 150 616**	**2 094 936**	**1 916 633**	**1 869 247**	**(912 099)**	**(713 727)**	**(241 641)**	**(215 209)**
Total créances en mDT	**11 673 289**	**10 568 442**	**11 385 247**	**10 286 501**	**(912 099)**	**(713 727)**	**(281 784)**	**(250 126)**
Taux des créances classées	**18,42%**	**19,82%**	**16,83%**	**18,17%**				
Ratio de couverture des actifs classés par les provisions et les intérêts et agios réservés	**53,65%**	**44,34%**	**60,17% (*)**	**49,70%**				

(*) Hors impayés en intérêts sur fonds budgétaires s'élevant, au 30/06/2018, à 1 121 mDT.

4.3.3- Provisions collectives

En application de l'article 10 bis de la circulaire de la BCT n°91-24 du 17 décembre 1991 ajouté par la circulaire n°2012-20 du 6 décembre 2012, la BNA a constitué, des provisions à caractère générale dites « Provisions Collectives » en vue de couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et ceux nécessitant un suivi particulier (classe 1) au sens de l'article 8 de la Circulaire BCT n°91-24, tout en éliminant les relations présentant un profil de risque spécifique (entreprises publiques et établissement de crédit).

Ainsi, à la date du 30/06/2018, le solde de la provision collective comptabilisée par la BNA s'élève à 90.519 mDT.

4.3.4- Provisions additionnelles

En application des dispositions de la circulaire BCT n°2013-21 du 30 décembre 2013, la BNA a constitué par prélèvement sur les résultats de la période close le 30/06/2018, des provisions additionnelles sur les engagements ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans. Le solde des provisions additionnelles arrêté au 30/06/2018 s'élève à 267.303 mDT, soit une enveloppe supplémentaire nette de 28.720 mDT par rapport au 31/12/2017 et ce suite à la constatation au cours de l'exercice 2018 des dotations complémentaires pour un montant de 32.607 mDT et des reprises pour un montant de 3.887 mDT.

4.3.5- Créances consolidées et créances prises en charge par l'Etat

En application de l'article 24 de la loi n°98-111 du 28 décembre 1998, portant loi de finances pour l'année 1999, la BNA a procédé à la consolidation sur 25 ans, sans intérêts et avec la garantie de l'Etat, des créances impayées et des créances non encore échues au 31 décembre 1997 en principal, à la charge des établissements et des entreprises publics et des coopératives centrales de services agricoles. Ces créances ont été arrêtées à un montant de 57 267 mDT.

D'autre part, et en application de l'article 25 de la même loi, l'Etat a pris en charge les créances de certaines entreprises publiques et à participations publiques directes et indirectes et des coopératives agricoles visées au tableau « G » annexé à ladite loi, qui sont en cours de liquidation ou à liquider ou à privatiser ultérieurement, arrêtées au 31 décembre 1997, et ce sur 25 ans et sans intérêts. Ces créances totalisent un montant de 272 325 mDT à la date de leur prise en charge par l'Etat.

Par ailleurs, et dans le cadre de l'application de la loi n°99-65 du 15 juillet 1999 (article 3), il a été décidé d'abandonner les montants dus en principal et intérêts au titre des crédits agricoles arrêtés au 31/12/1998 ayant enregistré des impayés et dont le montant en principal n'excède pas 2 000 DT par agriculteur à la date de leur obtention. Les créances en principal sur fonds propres et assimilés abandonnées par la Banque sont prises en charge par l'Etat et remboursées par ce dernier, sur 20 ans et sans intérêts à partir de l'an 2000. Ces créances totalisent un montant de 24 051 mDT à la date de leur prise en charge par l'Etat.

Selon le § AG 64 de la norme comptable internationale IAS 39, Instruments financiers : comptabilisation et évaluation « la juste valeur d'un prêt ou d'une créance à long terme qui ne porte pas intérêt peut être estimée comme la valeur actuelle de l'ensemble des entrées de trésorerie futures, actualisées au taux d'intérêt prévalant sur le marché pour un instrument similaire ayant une notation similaire. Tout montant supplémentaire prêté constitue une charge ou une réduction du résultat, à moins qu'il ne remplisse les conditions de comptabilisation comme un autre type d'actif ».

Il s'en suit que la juste valeur desdites créances à long terme ne portant pas intérêt, prises en charges par l'Etat, est nettement inférieure à leur valeur comptable et que la BNA les maintient au bilan pour leur valeur nominale sans la constatation d'aucune charge.

Le tableau suivant récapitule les créances à long terme ne portant pas intérêt, prises en charge par l'Etat, ainsi que les écarts entre leurs valeurs comptables (ou nominales) et leurs justes valeurs déterminées en appliquant un taux d'intérêt de 8% :

Cadre légal	Dettes prises en charge par l'Etat (1)	Dettes act. à la date de prise en charge (2)	Ecart (1)-(2)	Encours au 30/06/2018 (3)	Encours au 30/06/2018 actualisé (4)	Ecart (3)-(4)
Article 24 de la loi n°98-111 du 28/12/1998	57 267	26 695	30 572	14 379	10 960	**3 419**
Article 25 de la loi n°98-111 du 28/12/1998	272 325	126 942	145 382	76 247	56 713	**19 534**
Article 3 de la loi n°99/65 du 15/07/1999	24 051	12 740	11 311	1 666	1 113	**553**
Total en mDT	**353 642**	**166 377**	**187 266**	**92 292**	**68 786**	**23 506**

4.3.6- Engagements des entreprises publiques

Les actifs de la banque comportent des engagements importants envers les entreprises publiques.
Le tableau suivant récapitule les engagements de ces relations au 30/06/2018 :

Cadre légal	Total des entreprises publiques	Dont engagements des sociétés					
		Office des Céréales	STIR	TUNIS AIR	O.T.D	O.N.H	El Fouledh
Engagements au 31/12/2017	**1 359 880**	544 357	151 605	52 490	107 650	108 536	52 600
Engagements au 30/06/2017	**1 355 936**	577 382	189 945	42 750	120 085	82 301	51 514
Engagements au 30/06/2018	**1 535 296**	680 368	150 710	45 034	107 879	74 211	54 323
Garanties de l'état au 30/06/2018	**1 056 897**	680 368	-	45 034	97 931	74 211	46 882
Agios et intérêts réservés au 30/06/2018	**12 121**	-	-	-	-	-	7 291
Classe au 30/06/2018		0	0	0	0	0	4
Provisions au 30/06/2018	**145**	-	-	-	-	-	144

4.4- Portefeuille-titres commercial

L'encours total du portefeuille-titres commercial de la Banque s'éleve à 120.582 mDT au 30/06/2018 contre 4.929 mDT au 31/12/2017, soit une augmentation de 115.653 mDT due essentiellement à l'évolution des bons du Trésor sur titres de transaction détenus par la Banque qui sont passés de 2.380 mDT au 31/12/2017 à 119.212 au 30/06/2018.

	30/06/2017	31/12/2017	Acquisition/ Dotation	Cession/ Liquidation/ Reprise	Reclassement	30/06/2018
I- Titres de placement	**1 424**	**2 861**	**354**	**-**	**-**	**3 215**
1.1 Titres émis par les organismes publics	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
1.2 Titres émis par les entreprises liées	**28**	**29**	**194**	**-**	**-**	**223**
Valeurs brutes	28	29	194	-	-	223
Provisions	-	-	-	-	-	-
1.3 Titres émis par les entreprises associées	**842**	**2 364**	**291**	**-**	**-**	**2 655**
Valeurs brutes	955	2 466	582	-	-	3 048
Provisions	(113)	(102)	(291)	-	-	(393)
1.4 Titres émis par les co-entreprises	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
1.5 Autres titres émis	**554**	**468**	**(131)**	**-**	**-**	**337**
Valeurs brutes	1 060	1 060	-	-	-	1 060
Provisions	(506)	(592)	(131)	-	-	(723)
II- Titres de transactions	**4 984**	**2 068**	**115 299**	**-**	**-**	**117 367**
2.1 Titres de transaction à revenu fixe	**4 984**	**2 068**	**115 299**	**-**	**-**	**117 367**
Bons du trésor	4 488	2 380	116 832	-	-	119 212
Créances et dettes rattachées	496	(312)	(1 533)	-	-	(1 845)
2.2 Titres de transaction à revenu variable	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**
Total net	**6 408**	**4 929**	**115 653**	**-**	**-**	**120 582**

4.5- Portefeuille-titres d'investissement

Les titres d'investissement de la Banque ont totalisé 1.489.799 mDT au 30/06/2018 contre 1.349.774 mDT au 30/06/2017.

Les mouvements par catégorie de titres classés dans ce poste ainsi que les provisions correspondantes se présentent comme suit:

	Titres de participation	Emprunts obligataires	Fonds Communs de Placement	Fonds gérés	Dettes des entreprises publiques	BTA d'investissement	Total au 30/06/2018
Valeur brute au 30/06/2018	**182 882**	**192 629**	**37 520**	**200 230**	**76 370**	**837 298**	**1 526 929**
Valeur au 1er janvier	182 209	218 434	26 300	140 230	76 370	782 022	**1 425 565**
Acquisitions / souscriptions	1 741	11 000	28 219	60 000	-	55 276	**156 236**
Cessions / Remboursement	(1 068)	(36 805)	(16 999)	-	-	-	**(54 872)**
Reclassements	-	-	-	-	-	-	**-**
Créances rattachées	**825**	**2 909**	**-**	**10 730**	**15**	**22 503**	**36 982**
Provisions au 30/06/2018	**(39 770)**	**-**	**(913)**	**(33 429)**		**-**	**(74 112)**
Provisions au 1er janvier	(34 514)	-	(816)	(30 779)		-	**(66 109)**
Dotations	(5 572)	-	(97)	(3 510)	-	-	**(9 179)**
Reprises	316	-	-	860		-	**1 176**
Valeur nette au 30/06/2018	**143 937**	**195 538**	**36 607**	**177 531**	**76 385**	**859 801**	**1 489 799**
Valeur brute au 30/06/2017	**178 532**	**218 317**	**24 300**	**142 076**	**87 304**	**733 010**	**1 383 539**
Créances rattachées	**4703**	**3156**	**0**	**13 267**	**20**	**18 795**	**39 941**
Provisions au 30/06/2017	**(39 155)**	**-**	**(619)**	**(33 932)**		**-**	**(73 706)**
Valeur nette au 30/06/2017	**144 080**	**221 473**	**23 681**	**121 411**	**87 324**	**751 805**	**1 349 774**
Valeur brute au 31/12/2017	**182 209**	**218 434**	**26 300**	**140 230**	**76 370**	**782 022**	**1 425 565**
Créances rattachées	**142**	**8 111**	**-**	**8 266**	**15**	**31 320**	**47 854**
Provisions au 31/12/2017	**(34 514)**	**-**	**(816)**	**(30 779)**		**-**	**(66 109)**
Valeur nette au 31/12/2017	**147 837**	**226 545**	**25 484**	**117 717**	**76 385**	**813 342**	**1 407 310**

La répartition des titres de participation de la Banque en titres cotés, titres non cotés et participations dans les OPCVM se présente comme suit:

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	%
Titres cotés	81 710	79 300	82 776	3,0%
Titres non cotés	98 936	98 633	97 938	0,3%
Titres OPCVM	2 236	599	1 495	273,3%
Total	**182 882**	**178 532**	**182 209**	**2,4%**

Le portefeuille titres d'investissement comporte, principalement, les titres de participation qui se détaillent au 30/06/2018 comme suit :

Titres	% de participation	Valeur brute au 31/12/2017	Acquisitions / Reclassement	Cessions	Valeur brute au 30/06/2018	Provisions	Valeur nette au 30/06/2018
SICAF Participations	99,99%	500	-	-	500	-	500
BNA Capitaux	99,00%	4 950	-	-	4 950	-	4 950
SOFINREC	97,82%	13 475	-	-	13 475	-	13 475
SICAR INVEST	59,80%	6 616	-	-	6 616	-	6 616
SODAL	69,01%	1 447	-	-	1 447	(1 447)	-
SOIVM SICAF	62,86%	2 461	-	-	2 461	-	2 461
SODET SUD	42,96%	9 826	-	-	9 826	-	9 826
SIMPAR	30,30%	1 530	-	-	1 530	-	1 530
Tunisie Informatique Services	29,92%	75	-	-	75	-	75
AGROSERVICES	29,85%	60	-	-	60	-	60
LES ŒILLETS	29,39%	265	-	-	265	-	265
SICAV BNA	22,53%	509	-	-	509	-	509
SOGEST	20,00%	4	-	-	4	-	4
ESSOUKNA	0,04%	1	-	-	1	-	1
Placement Obligataire SICAV	0,55%	986	741	-	1 727	-	1 727
SIVIA	0,00%	-	-	-	-	-	-
SPI MADINA	0,00%	-	-	-	-	-	-
Parts dans les entreprises liées		**42 705**	**741**	-	**43 446**	**(1 447)**	**41 999**
GENERALE DES VENTES	50,00%	2 000	-	-	2 000	(1 484)	516
SODINO	24,75%	9 418	-	-	9 418	(3 704)	5 714
CAP Bank	23,82%	2 470	-	-	2 470	(229)	2 241
AMI	25,30%	29 796	-	-	29 796	(7 765)	22 031
STIA	49,99%	5 005	-	-	5 005	(5 005)	-
TUNIS-RE	18,50%	26 693	-	-	26 693	-	26 693
Parts dans les entreprises associées & co-entreprises		**75 382**	-	-	**75 382**	**(18 187)**	**57 195**
SIDCO	18,96%	3 055	-	-	3 055	(1 521)	1 534
SODIS SICAR	18,63%	5 681	-	-	5 681	(1 945)	3 736
MAISON DU BANQUIER	18,22%	1 542	-	-	1 542	(786)	756
SODEK	17,60%	1 098	-	-	1 098	(445)	653
INTER-BANK SERVICES	16,89%	726	-	-	726	-	726
STBG	15,76%	3 104	-	-	3 104	-	3 104
POLE DE COMPETITIVITE DE BIZERT	15,00%	2 250	-	-	2 250	(115)	2 135
UNIFACTOR	12,50%	1 875	-	-	1 875	-	1 875
SIBTEL	12,41%	491	-	-	491	-	491
TAPARURA	11,11%	250	-	-	250	-	250
AIR LIQUIDE TUNISIE	11,06%	10 656	-	-	10 656	-	10 656
S.T.I TANIT	10,90%	6 704	-	-	6 704	(6 480)	224
MONETIQUE TUNISIE	10,37%	280	-	-	280	-	280
SFBT	0,79%	1 889	-	(1 068)	821	-	821
A.T.LEASE	10,00%	3 800	-	-	3 800	-	3 800
PÖLE DE COMPETITIVITE DE MONASTIR	10,00%	3 000	1 000	-	4 000	-	4 000
T.D.A	10,00%	400	-	-	400	(400)	-
SOTUGAR	8,33%	250	-	-	250	-	250
ELBENE INDUSTRIE	7,73%	7 560	-	-	7 560	(4 662)	2 898
SODICAB	7,69%	300	-	-	300	(184)	116
SPT MED V	7,17%	2 253	-	-	2 253	-	2 253
IMPRIMENTERIES REUNIES	6,62%	60	-	-	60	(60)	-
ENTREPOTS FRIGOFRIQUES DU SAHEL	6,56%	58	-	-	58	(33)	25
SEM	6,30%	25	-	-	25	(25)	-
TUNISIE TRADENET	5,00%	100	-	-	100	-	100
TUNIS CENTER	5,00%	500	-	-	500	-	500
CDC DEVELOPPEMENT	5,00%	100	-	-	100	(10)	90
TUNISAVIA	4,08%	30	-	-	30	-	30
COTUNACE	4,05%	582	-	-	582	-	582
CITECH SIDI BOUZID	0,00%	200	-	-	200	(26)	174
SODESIB	3,68%	200	-	-	200	(16)	184
SOTULUB	3,68%	215	-	-	215	-	215
LE RIBAT	2,82%	200	-	-	200	(200)	-
STAR	2,19%	484	-	-	484	-	484
LE GOLF DES OASIS	1,96%	100	-	-	100	(100)	-
STS	1,94%	62	-	-	62	-	62
SIMAC	1,43%	5	-	-	5	-	5
COTUSAL	1,28%	157	-	-	157	-	157

EL MANSOUR TABARKA	1,09%	172	-	-	172	(172)	-
ZONE FRANCHE ZARZIS	1,00%	60	-	-	60	-	60
FOIRE INTER DE TUNIS	0,44%	44	-	-	44	-	44
CTN	0,26%	100	-	-	100	-	100
BTE	0,11%	99	-	-	99	(34)	65
TUNISIE AUTOROUTES	0,05%	434	-	-	434	(121)	313
STB	0,02%	208	-	-	208	(38)	170
CIOK	0,00%	120	-	-	120	(120)	-
SWIFT	0,00%	1	-	-	1	(1)	-
Autres titres de participation		**61 480**	**1 000**	**(1 068)**	**61 412**	**(17 494)**	**43 918**
MATEUR JALTA	0,00%	-	-	-	-	-	-
SMVDA AZIZIA	33,25%	1 075	-	-	1 075	(1 075)	-
HAMMEMET SUD	10,00%	100	-	-	100	(100)	-
LAINO	3,19%	96	-	-	96	(96)	-
BATAM	2,76%	1 066	-	-	1 066	(1 066)	-
SPEI	14,80%	15	-	-	15	(15)	-
LIAL DU CENTRE	20,00%	15	-	-	15	(15)	-
EVOLUTION ECONOMIQUE	5,21%	37	-	-	37	(37)	-
SMVDA RAHMANIA	0,00%	238	-	-	238	(238)	-
Sociétés en liquidation		**2 642**	-	-	**2 642**	**(2 642)**	-
Total général		**182 209**	**1 741**	**(1 068)**	**182 882**	**(39 770)**	**143 112**

Les fonds gérés confiés par la Banque aux SICAR se détaillent au 30/06/2018 comme suit :

	Année d'affectation	Montant initial	Rembour-sements	Moins values / cession actions propres	Encours brut au 30/06/2018	Provisions	Encours net au 30/06/2018
Fonds géré 1	1997	4 500	(2 679)	(281)	1 540	(1 474)	66
Fonds géré 2	1997	2 057	(914)	(239)	903	(538)	365
Fonds géré 3	1998	5 550	(4 027)	(1 170)	353	(30)	323
Fonds géré 4	1999	7 350	(2 898)	-	4 452	(4 095)	357
Fonds géré 5	2000	7 000	(3 697)	(13)	3 290	(2 723)	567
Fonds géré 6	2001	7 000	(4 323)	(70)	2 607	(1 635)	972
Fonds géré 7	2002	5 000	(2 241)	(156)	2 603	(1 164)	1 439
Fonds géré 8	2003	3 500	(1 384)	(30)	2 086	(756)	1 330
Fonds géré 9	2005	1 500	(413)	(32)	1 056	(337)	719
Fonds géré 10	2006	5 000	(2 083)	-	2 917	(1 770)	1 147
Fonds géré 11	2007	2 500	(1 456)	-	1 044	(547)	497
Fonds géré 12	2008	8 500	(521)	-	7 979	(3 346)	4 633
Fonds géré 13	2009	20 000	-	-	20 000	(4 365)	15 635
Fonds géré 14	2010	15 000	-	-	15 000	(1 947)	13 053
Fonds géré SIP SICAR 1	2010	1 500	-	-	1 500	(146)	1 354
FDS DEV IRADA Jendouba	2010	450	-	-	450	(450)	-
FDS DEV IRADA ELkef	2010	450	-	-	450	(450)	-
Fonds géré 15	2011	10 000	-	-	10 000	(1 242)	8 758
Fonds géré SIP SICAR 2	2011	2 500	-	-	2 500	(314)	2 186
Fonds géré 16	2012	8 400	-	-	8 400	(456)	7 944
Fonds géré 16 BIS	2012	5 600	-	-	5 600	(160)	5 440
Fonds géré SIP SICAR 3	2012	6 000	-	-	6 000	(1 753)	4 247
Fonds géré 18	2014	6 000	-	-	6 000	(39)	5 961
Fonds géré 19		7 000	-	-	7 000	-	7 000
Fonds géré SIP SICAR 5	2014	4 000	-	-	4 000	-	4 000
Fonds géré SIP SICAR 6		9 000	-	-	9 000	(3 111)	5 889
Fonds géré 20	2016	2 000	-	-	2 000	(200)	1 800
Fonds géré 21	2016	3 000	-	-	3 000	-	3 000
Fonds géré 20 BIS	2016	8 500	-	-	8 500	(381)	8 119
Fonds géré 22	2017	20 000	-	-	20 000	-	20 000
Fonds géré 22 BIS	2017	20 000	-	-	20 000	-	20 000
Fonds géré 22 TER	2017	20 000	-	-	20 000	-	20 000
Total (net de provisions)		**228 857**	**(26 636)**	**(1 991)**	**200 230**	**(33 429)**	**166 801**
Créances rattachées							10 730
Total (net de provisions y compris créances rattachées)		**228 857**	**(26 636)**	**(1 991)**	**200 230**	**(33 429)**	**177 531**

L'encours des provisions sur les fonds gérés s'est élevé au 30/06/2018 à 33.429 mDT, soit une variation nette de 2.650 mDT par rapport au 31/12/2017, et ce suite à la constatation au cours de l'année 2018, de dotations complémentaires pour un montant de 3.510 mDT et de reprises pour un montant de 860 mDT.

4.6- Valeurs immobilisées

Les valeurs immobilisées sont évaluées initialement à leur coût y compris les frais directement engagés pour leur acquisition et les taxes non récupérables par la Banque.

Ces immobilisations sont amorties selon les modes et taux suivants :

Nature de l'immobilisation	Mode d'amortissement	Taux d'amortissement
Logiciels informatiques	Linéaire	33%
Matériel informatique	Linéaire	15%
Immeubles d'exploitation	Linéaire	2%
Frais d'agencement	Linéaire	10%
Mobilier de bureaux	Linéaire	10%
Matériel roulant	Linéaire	20%
Coffres forts	Linéaire	3%

Le détail de cette rubrique se présente comme suit:

	Valeur au 30/06/2017	Valeur au 31/12/2017	Acquisitions / Dotations	Cessions / Reprises	Reclassement	Valeur au 30/06/2018
Immobilisations incorporelles	**14 764**	**21 681**	**1 721**	**-**	**-**	**23 402**
Logiciels	14 764	21 681	1 721	-	-	23 402
Amortissements	**(13 439)**	**(15 000)**	**(1 541)**	**-**	**-**	**(16 541)**
Logiciels	(13 439)	(15 000)	(1 541)		-	(16 541)
Total net (1)	**1 325**	**6 681**	**180**	**-**	**-**	**6 861**
Immobilisations corporelles	**179 627**	**183 022**	**7 962**	**(1 307)**	**-**	**189 677**
Terrains	-	2 613	1 135	-	2 601	6 349
Constructions	85 840	86 047	-	-	(2 601)	83 446
Agencements, aménagements et installations	30 737	31 450	1 175	-	-	32 625
Matériel de transport	47 901	2 530	-	-	-	2 530
Mobiliers et matériel de bureau	-	44 763	256	-	-	45 019
Immobilisations en cours	9 430	10 986	1 331	(1 307)	-	11 010
Mobiliers et matériel de bureau en stocks	890	469	838	-	405	1 712
Avances sur achats mobiliers et matériel de bureau	529	151	3 217	-	(405)	2 963
Dépenses nouvelles agences	193	201	10	-	-	211
Immobilisations en dation	4 107	3 812	-	-	-	3 812
Amortissements	**(93 320)**	**(92 298)**	**(2 292)**	**-**	**-**	**(94 590)**
Constructions	(27 226)	(27 915)	(718)	-	-	(28 633)
Agencements, aménagements et installations	(24 661)	(25 204)	(572)	-	-	(25 776)
Matériel de transport	(41 433)	(2 076)	(47)	-	-	(2 123)
Mobiliers et matériel de bureau	-	(37 103)	(955)	-	-	(38 058)
Dépréciations	**(337)**	**(337)**	**-**	**-**	**-**	**(337)**
Immobilisations en dation	(337)	(337)	-	-	-	(337)
Total net (2)	**85 970**	**90 387**	**5 670**	**(1 307)**	**-**	**94 750**
Total général (1)+(2)	**87 295**	**97 068**	**5 850**	**(1 307)**	**-**	**101 611**

Le détail des immobilisations en dation se présente comme suit au 30/06/2018 :

Relation	Description	Valeur comptable	Juste valeur	Plus ou moins value	Provision
Groupe KHEMAISSA	Terrain Mateur	1 063	1 150	87	-
Tunisie Lait	Terrain Fadhline	2 074	1 737	(337)	(337)
Tunisie Lait	Terrain Fadhline	36	36	-	-
Société d'Etudes et d'Aménagement Marina Hammamet Sud	Appartements	639	690	51	-
Total		**3 812**			**(337)**

4.7- Autres actifs

Les autres postes d'actif de la Banque ont totalisé 129.355 mDT au 30/06/2018 contre 157.241 mDT au 30/06/2017. Ils se détaillent comme suit :

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	Var %
Comptes d'attente et de régularisation	**37 658**	**69 710**	**65 030**	**(46,0%)**
Débiteurs divers	4 662	3 117	16 401	49,6%
Compte Ministère de la Défense	855	855	855	-
Etat, impôts & taxes	(2 019)	4 303	7 143	(146,9%)
Impôts exigibles - Actif	670	-	1 957	-
Commissions de gestion à percevoir	11 437	8 967	10 340	27,5%
Ajustements devises actifs	2 907	6 185	5 488	(53,0%)
Billets de banque détériorés & déficits de caisse	2 120	2 055	1 699	3,2%
Charges payées d'avance	5 361	3 634	518	47,5%
Comptes d'attente actifs	239	152	147	57,2%
Comptes de régularisation	685	910	10 227	(24,7%)
Comptes monétiques	1 380	845	644	63,3%
Consommations chefs d'agences & directeurs	12	16	11	(25,0%)
Comptes liés à la compensation actifs	22 803	60 802	26 312	(62,5%)
Affaires litigieuses & remises égarées	20 152	17 131	17 506	17,6%
Ecart sur compte Caisse	84	-	108	-
Utilisation de lignes extérieures en attente d'affectation (*)	987	399	1 085	147,4%
Produits à recevoir	311	158	269	96,8%
Ecart / VO MMB & Coffre Fort	(948)	(948)	(948)	-
Ecart / Amortissement MMB & Coffre Fort	1 312	1 312	1 312	-
Autres comptes de régularisation actifs	1 132	(24 760)	325	(104,6%)
Provisions pour depreciation d'autres actifs d'exploitation	(36 484)	(15 423)	(36 369)	136,6%
Autres	**91 697**	**87 531**	**88 809**	**4,8%**
Comptes d'attentes agricoles	61	61	61	-
Provisions pour risques divers (Comptes d'attentes agricoles)	(61)	(61)	(61)	-
Prêts au personnel	38 701	34 879	36 113	11,0%
Charges reportées	-	5 165	-	(100,0%)
Stock cartes de retrait	569	155	301	267,1%
Dotations timbres postes	219	65	147	236,9%
Dotations timbres fiscaux	12	8	9	50,0%
Dotations timbres spéciaux de voyage	95	76	116	25,0%
Dépôts et cautionnements	261	248	261	5,2%
Prêts ETAT/BNA à recouvrer	80 585	81 133	80 958	(0,7%)
Prêts ETAT/BNA recouvrés	(35 145)	(39 171)	(35 373)	(10,3%)
Autres comptes d'actif	6 400	4 973	6 277	28,7%
Total Net	**129 355**	**157 241**	**153 839**	**(17,7%)**

4.7.1- Comptes liés à la compensation

Au 30/06/2018, les comptes liés à la compensation débiteurs (Poste AC7 : Autres Actifs) présentent un solde cumulé de 22.803 mDT alors que les comptes liés à la compensation créditeurs (Poste PA5 : Autres Passifs) présentent un solde cumulé de 200.076 mDT.

Les soldes de ces comptes s'expliquent principalement par des valeurs dont le dénouement normal s'opère à (J +1). Néanmoins, des suspens inter-siège et certains chevauchements au niveau des comptes d'ordre ont été générés suite à la mise en place du système de Télé-compensation 24 heures (T24H).

Une commissions chargée de l'identification et de l'apurement des suspens liés à la « Télé-compensation 24 heures » est en train de poursuivre les travaux de régularisation.

4.7.2- Provisions sur risques divers / autres actifs

L'évolution des provisions pour risques divers sur autres actifs se détaille ainsi :

	31/12/2017	Acquisition/ Dotation	Cession/ Liquidation/ Reprise	Reclassement	30/06/2018
Provisions pour depreciation d'autres actifs d'exploitation	(36 369)	(2 679)	2 564	-	(36 484)
Provisions pour risques divers (Comptes d'attentes agricoles)	(61)	-	-	-	(61)
Total des provisions	**(36 430)**	**(2 679)**	**2 564**	**-**	**(36 545)**

4.8- Banque Centrale et CCP

Ce poste affiche 1224.204 mDT au 30/06/2018 contre 804.346 mDT au 30/06/2017, enregistrant ainsi une augmentation de 419.858 mDT. Il se détaille comme suit :

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	%
Utilisations auprès de la BCT en dinars	28	20	4	40,0%
Utilisations auprès de la BCT en devises	-	208	-	(100,0%)
Emprunts auprès de la BCT en dinars	1 223 000	803 000	803 000	52,3%
Intérêts à servir sur emprunts auprès de la BCT	1 176	1 118	585	5,2%
Total	**1 224 204**	**804 346**	**803 589**	**52,2%**

4.9- Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Ce poste affiche 287.560 mDT au 30/06/2018 contre 362.239 mDT au 30/06/2017, enregistrant ainsi une diminution de 74.679 mDT qui résulte de la baisse des emprunts sur le marché monétaire en dinars compensé en partie par une hausse des emprunts sur le marché en devises. Il se détaille comme suit :

- Décomposition par nature de poste

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	%
Dépôts et avoirs des établissements bancaires	284 084	355 103	392 620	(20,0%)
Dépôts et avoirs des établissements financiers	3 476	7 136	3 023	(51,3%)
Total	**287 560**	**362 239**	**395 643**	**(20,6%)**

- Décomposition par nature de compte

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	%
Comptes à vue	14 974	37 056	9 487	(59,6%)
Emprunts sur le marché monétaire en dinars	45 800	210 700	91 300	(78,3%)
Emprunts sur le marché monétaire en devises	226 590	114 265	293 978	98,3%
Intérêts à payer	196	218	878	(10,1%)
Total	**287 560**	**362 239**	**395 643**	**(20,6%)**

La ventilation des dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers par maturité se présente comme suit:

	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Comptes à vue	14 974	-	-	-	**14 974**
Emprunts sur le marché monétaire en dinars	45 800	-	-	-	**45 800**
Emprunts sur le marché monétaire en devises	226 590	-	-	-	**226 590**
Intérêts à payer	196	-	-	-	**196**
Total	**287 560**	**-**	**-**	**-**	**287 560**

La ventilation des dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers par nature de relation se présente comme suit:

	Entreprises liées	Entreprises associées	Co- entreprises	Autres	Total
Comptes à vue	-	-	-	14 974	**14 974**
Emprunts sur le marché monétaire en dinars	-	-	-	45 800	**45 800**
Emprunts sur le marché monétaire en devises	-	-	-	226 590	**226 590**
Intérêts à payer	-	-	-	196	**196**
Total	**-**	**-**	**-**	**287 560**	**287 560**

4.10- Dépôts et avoirs de la clientèle

Les dépôts et avoirs de la clientèle ont totalisé 7.623.948 mDT au 30/06/2018 contre 6.906.732 mDT au 30/06/2017, enregistrant ainsi une augmentation de 717.216 mDT, soit un taux d'accroissement de 10,4%. Ils se détaillent comme suit :

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	%
Dépôts en dinars	**6 666 894**	**6 261 829**	**6 916 620**	**6,5%**
Dépôts à vue en dinars	1 561 332	1 346 539	1 696 861	16,0%
Dépôts d'épargne en dinars	2 570 281	2 282 890	2 448 489	12,6%
Bons de caisse en dinars	63 254	62 846	68 567	0,6%
Comptes à terme en dinars	224 492	197 926	215 880	13,4%
Comptes spéciaux de placement en dinars	1 571 948	1 728 518	1 813 492	(9,1%)
Certificats de dépôt en dinars	447 000	437 000	461 000	2,3%
Autres sommes dues à la clientèle en dinars	228 587	206 110	212 331	10,9%
Dépôts en devises	**898 166**	**588 636**	**669 510**	**52,6%**
Dépôts à vue en devises	652 601	406 336	346 639	60,6%
Bons de caisse en devises	11 549	10 167	10 900	13,6%
Comptes à terme en devises	42 467	48 652	47 161	(12,7%)
Comptes de placement en devises	180 027	112 365	250 370	60,2%
Autres sommes dues à la clientèle en devises	11 522	11 116	14 440	3,7%
Dettes rattachées	**58 888**	**56 267**	**47 169**	**4,7%**
Intérêts à payer sur dépôts à vue	4 924	2 737	2 740	79,9%
Intérêts à payer sur dépôts à terme en devises	1 602	293	1 070	446,8%
Intérêts à payer sur comptes d'épargne	25 197	19 881	22 307	26,7%
Intérêts à payer sur Bons de Caisse, Compte à Terme & autres produits financiers	52 491	51 966	47 504	1,0%
Intérêts servis d'avance sur Bons de Caisse & Compte Spécial de Placement	(25 326)	(18 610)	(26 452)	36,1%
Total	**7 623 948**	**6 906 732**	**7 633 299**	**10,4%**

Le total du poste "autres sommes dues à la clientele" s'eleve à 228.587 mDT dont 27.870 mDT representant les souscriptions à l'emprunt obligataire subordonné BNA 2018 émis en mai 2018 et non clôturé à la date du 30 juin 2018.

La ventilation des dépôts et avoirs de la clientèle par maturité se présente comme suit:

	Sans maturité contractuelle	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Dépôts en dinars	**-**	**5 250 392**	**1 001 713**	**414 789**	**-**	**6 666 894**
Dépôts à vue en dinars	-	1 561 332	-	-	-	**1 561 332**
Dépôts d'épargne en dinars	-	2 570 281	-	-	-	**2 570 281**
Bons de caisse en dinars	-	7 496	32 262	23 496	-	**63 254**
Comptes à terme en dinars	-	50 848	123 045	50 599	-	**224 492**
Comptes spéciaux de placement en dinars	-	514 348	729 406	328 194	-	**1 571 948**
Certificats de dépôt en dinars	-	317 500	117 000	12 500	-	**447 000**
Autres sommes dues à la clientèle en dinars	-	228 587	-	-	-	**228 587**
Dépôts en devises	**-**	**767 073**	**30 375**	**100 718**	**-**	**898 166**
Dépôts à vue en devises	-	652 601	-	-	-	**652 601**
Bons de caisse en devises	-	687	5 878	4 984	-	**11 549**
Comptes à terme en devises	-	16 218	20 812	5 437	-	**42 467**
Comptes de placement en devises	-	86 045	3 685	90 297	-	**180 027**
Autres sommes dues à la clientèle en devises	-	11 522	-	-	-	**11 522**
Dettes rattachées	**-**	**58 888**	**-**	**-**	**-**	**58 888**
Intérêts à payer sur dépôts à vue	-	4 924	-	-	-	**4 924**
Intérêts à payer sur dépôts à terme en devises	-	1 602	-	-	-	**1 602**
Intérêts à payer sur comptes d'épargne	-	25 197	-	-	-	**25 197**
Intérêts à payer sur Bons de Caisse, Compte à Terme & autres produits financiers	-	52 491	-	-	-	**52 491**
Intérêts servis d'avance sur Bons de Caisse & Compte Spécial de Placement	-	(25 326)	-	-	-	**(25 326)**
Total	**-**	**6 076 353**	**1 032 088**	**515 507**	**-**	**7 623 948**

La ventilation des dépôts et avoirs de la clientèle par nature de relation se présente comme suit:

	Entreprises liées	Entreprises associées	Co- entreprises	Autres	Total
Dépôts en dinars	**169 126**	**165 431**	**-**	**6 332 337**	**6 666 894**
Dépôts en devises	**-**	**-**	**-**	**898 166**	**898 166**
Dettes rattachées	**-**	**-**	**-**	**58 888**	**58 888**
Total	**169 126**	**165 431**	**-**	**7 289 391**	**7 623 948**

4.11- Emprunts et ressources spéciales

Les emprunts et ressources spéciales de la Banque ont totalisé 531.292 mDT au 30/06/2018 contre 432.914 mDT au 30/06/2017. Ils se détaillent comme suit :

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	%
Emprunts matérialisés	**216 523**	**179 804**	**221 131**	**20,4%**
Emprunts obligataires	208 949	173 712	216 312	20,3%
Intérêts à payer emprunts obligataires	7 574	6 092	4 819	24,3%
Ressources spéciales	**314 769**	**253 110**	**288 279**	**24,4%**
Ressources extérieures	122 419	114 927	117 000	6,5%
Ressources budgétaires	224 961	196 183	203 977	14,7%
Ecarts de conversion sur emprunts	(34 079)	(58 437)	(33 962)	(41,7%)
Intérêts à payer sur ressources spéciales	1 468	437	1 264	235,9%
Total	**531 292**	**432 914**	**509 410**	**22,7%**

Les taux d'intérêts des emprunts extérieurs varient entre 1% et 7,2%.

La ventilation des emprunts et ressources spéciales par maturité se présente comme suit:

	Sans maturité contractuelle	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 an à 5 ans	> 5 ans	Total
Emprunts matérialisés	**392**	**7 574**	**19 463**	**156 612**	**32 482**	**216 523**
Emprunts obligataires	392	-	19 463	156 612	32 482	**208 949**
Intérêts à payer emprunts obligataires	-	7 574	-	-	-	**7 574**
Ressources spéciales	**224 961**	**4 043**	**9 550**	**41 345**	**33 402**	**314 769**
Ressources extérieures y compris écart de conversion	-	4 043	9 550	41 345	33 402	**88 340**
Ressources budgétaires	224 961	-	-	-	-	**224 961**
Intérêts à payer sur ressources spéciales	-	1 468	-	-	-	**1 468**
Total	**225 353**	**11 617**	**29 013**	**197 957**	**65 884**	**531 292**

La ventilation des emprunts et ressources spéciales par nature se présente comme suit:

	Entreprises liées	Entreprises associées	Co- entreprises	Autres	Total
Emprunts matérialisés	**9 013**	**22 464**	**-**	**185 046**	**216 523**
Emprunts obligataires	8 839	21 599	-	178 511	**208 949**
Intérêts à payer emprunts obligataires	174	865	-	6 535	**7 574**
Ressources spéciales	**-**	**-**	**-**	**313 301**	**314 770**
Ressources extérieures y compris écart de conversion	-	-	-	88 340	**88 340**
Ressources budgétaires	-	-	-	224 961	**224 961**
Intérêts à payer sur ressources spéciales	-	-	-	1 469	**1 469**
Total	**9 013**	**22 464**	**-**	**498 347**	**531 293**

4.12- Autres passifs

Les autres postes de passif totalisent 420.741 mDT au 30/06/2018 contre 341.755 mDT au 30/06/2017, enregistrant ainsi une augmentation de 78.986 mDT. Ils se détaillent comme suit :

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	%
Etat, impôts et taxes	17 352	13 432	21 705	29,2%
Impôts sur les sociétés	10 990	3 518	30 960	212,4%
Contribution exceptionnelle	-	-	4 423	-
Organismes sociaux	18 337	17 758	39 635	3,3%
Comptes d'ajustement devises passifs	22 985	18 651	11 820	23,2%
Provisions pour risques divers (Comptes d'ajustement devises)	487	296	477	64,5%
SWAPS devises	2 797	896	(10 801)	212,2%
Congés à payer	11 415	9 146	10 660	24,8%
Produits perçus d'avance	6 683	6 402	7 861	4,4%
Excédents de caisse	6 372	5 681	5 483	12,2%
Charges sur emprunts	53	53	53	-
Autres comptes de régularisation passifs	2 741	2 973	6 235	(7,8%)
Provisions pour risques divers (Autres comptes de régularisation passifs)	415	415	415	-
Comptes liés à la compensation passifs	200 076	143 206	95 258	39,7%
Comptes de régularisation	37 357	23 018	27 290	62,3%
Comptes Etatiques créditeurs	46 937	51 305	46 344	(8,5%)
Créditeur divers	17 023	20 782	16 826	(18,1%)
Fournisseurs d'immobilisations	6 157	3 884	7 975	58,5%
Provisions pour passifs et charges	**12 564**	**20 339**	**26 428**	**(38,2%)**
Provisions pour avantages postérieurs à l'emploi (*)	8 436	10 272	8 363	(17,9%)
Provisions pour risque fiscal et social	1 942	7 482	15 442	(74,0%)
Provisions pour pénalités BCT	1 244	1 244	1 681	-
Provisions pour suspens Inter-Siège T24h	942	1 341	942	(29,8%)
Total	**420 741**	**341 755**	**349 047**	**23,1%**

(*) En application des articles 53 et 54 de la Convention Collective Nationale du Personnel des Banques et des Etablissements Financiers, la BNA a comptabilisé des provisions qui couvrent ses engagements postérieurs à l'emploi envers le personnel actif et les agents retraités.

En effet, le personnel retraité demeure affilié à un contrat d'assurance sociale, financé par les cotisations de la Banque et du personnel et garantissant les risques suivants : maladies, longue maladie, maternité, invalidité et décès. La BNA supporte 80% des coûts (cotisations…) relatifs à ce contrat d'assurance groupe.

En application des principes comptables généralement admis en Tunisie et des normes internationales d'information financière (IFRS), le coût des avantages postérieurs à l'emploi doit être comptabilisé en charges, à l'instar des autres éléments de rémunération, durant la période d'activité du salarié et non pas au moment où celui-ci bénéficie effectivement des prestations.

Ainsi, la BNA a comptabilisé des provisions pour avantages postérieurs à l'emploi dont l'encours global au 30/06/2018 s'élève à 8.436 mDT contre 10.272 mDT au 31/12/2017.

Pour l'estimation de ces provisions, la Banque a retenu les hypothèses suivantes :

- Taux de croissance des salaires	:	4%
- Taux de mortalité et de départ anticipé	:	5%
- Taux d'actualisation financière	:	8%
- Charges sociales (50%)	:	50% * 20,04%
- Espérance de vie	:	74,3 ans
- Prime d'assurance prise en charge par la BNA (par retraité)	:	Variant entre 674 et 694 DT
- Prime d'assurance prise en charge par la BNA (personnel actif)	:	580 DT

4.13- Capitaux propres

Les capitaux propres bruts ont totalisé 1.067.600 mDT au 30/06/2018 contre 976.029 mDT au 31/12/2017 Les mouvements des capitaux propres au cours du premier semestre de l'exercice 2018 se détaillent comme suit :

	Solde au 30/06/2017	Solde au 31/12/2017	Affectation du résultat 2017	Augmentation de capital	Résultat de l'exercice	Autres mouvements	Solde au 30/06/2018
Capital social	160 000	160 000	-	16 000	-		176 000
Dotation de l'Etat	133 000	133 000	-	-	-		133 000
Actions propres	(1 372)	(1 372)	-	-	-	1 372	-
Réserves légales	16 000	16 000	-	-	-		16 000
Réserves extraordinaires	205 385	205 385	131 100	(16 000)	-	145	320 630
Réserves à régime spécial	17 802	17 802	-	-	-		17 802
Réserves pour réinvestissements exonérés	150 790	150 790	67 000	-	-		217 791
Primes d'émission et de fusion	55 077	55 077	-	-	-		55 077
Réserves pour fonds social	40 443	40 740	500	-	-	176	41 416
Résultats reportés	16	16	(9)	-	-		7
Résultat net de l'exercice	77 218	198 591	(198 591)	-	89 878		89 878
Total	**854 359**	**976 029**	**-**	**-**	**89 878**	**1 693**	**1 067 600**

Les autres mouvements, concernent les intérêts perçus sur les prêts accordés sur le fonds social pour un montant de 176 mDT, ainsi que la cession des actions propres pour un montant de 1.517 mDT dégageant une plus-value de cession de 145 mDT comptabilisée en réserves.

La ventilation de la Reserve pour Fonds Social se présente comme suit :

Rubrique	Solde au 30/06/2018
Prêts Faps CT Exceptionnels	352
Prêts Faps Soins	418
Prêts Faps MT Mariage	42
Prêts Faps MT Voiture	164
Credit FAPS LT CAT 20 md	22 246
Liquidité	18 194
Réserve pour Fonds Social	**41 416**

4.13.1- Dotation de l'Etat de 133.000 mDT

En application des termes de la loi n°94-30 du 21 février 1994, la BNA a conclu avec l'Etat Tunisien, en date du 16 mars 1995, une convention en vertu de laquelle des créances sur fonds budgétaires agricoles, s'élevant en principal à 133.000 mDT, ont été transférées à la BNA (moyennant la garantie de l'Etat en matière de recouvrement des montants échus depuis un an sur les crédits entrant dans le cadre de cette convention).

Cette convention a permis à la BNA de rétablir sa situation financière (par l'amélioration de ses capitaux propres) et de se conformer ainsi à la règlementation en vigueur en matière de ratio de solvabilité.

Cette dotation est assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la banque. Cette éventualité de restitution s'applique également aux fonds budgétaires agricoles revenant à l'État pour un montant de 160 mDT, qui ont été décomptabilisés par la BNA en vertu de la loi n°2003-80 du 29 décembre 2003 pour compenser l'insuffisance de provisions dégagée par son activité à la fin de 2003. (Voir note 5-1-2).

Les indicateurs du rétablissement de l'équilibre financiers de la banque (cumulativement) sont :

- Les provisions sont dument constituées conformément à la règlementation en vigueur ;
- La couverture minimale des fonds propres est atteinte ;
- Le taux moyen du rendement des capitaux propres du secteur est atteint ;
- Le taux moyen de rendement des actifs est atteint ;
- La Banque assure la distribution de dividendes pour un taux minimum qui excède le taux prévu au niveau de ses statuts.

Les créances transférées dans le cadre des conventions 133 et 160 ne sont pas prises en compte lors du calcul de ces indicateurs.

4.13.2- Actions propres

Les actions propres enregistrent un solde nul au 30/06/2018, contre 1.372 mDT à la fin de l'année 2017.

	31/12/2017	Acquisitions	Cessions	30/06/2018
Actions propres	(1 372)	-	1 372	-
Total	**(1 372)**	**-**	**1 372**	**-**

4.13.3- Bénéfice par action

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	%
Bénéfice net de l'exercice avant modifications comptables (en mDT)	89 878	77 218	198 591	16,4%
Nombre d'actions ordinaires	35 200 000	32 000 000	32 000 000	10,0%
Nombre d'actions propres	-	84 872	84 872	(100,0%)
Nombre d'actions ordinaires en circulation début de période	31 915 128	31 915 128	31 915 128	-
Augmentation de capital	3 200 000	-	-	-
Actions gratuites	3 200 000	-	-	-
Nombre d'actions ordinaires en circulation fin de période	35 200 000	31 915 128	31 915 128	10,3%
Nombre d'actions moyen pondéré	35 200 000	31 915 128	31 915 128	10,3%
Bénéfices revenant aux actions propres	-	205	527	(100,0%)
Bénéfice par action de valeur nominale de 5 DT (en DT)	**2,553**	**2,419**	**6,222**	**5,5%**

5- NOTES SUR LES ENGAGEMENTS HORS BILAN

5.1- Cautions, avals et autres garanties données

Ce poste a totalisé 1094.281 mDT au 30/06/2018 contre 918.191. mDT au 30/06/2017. il se décompose comme suit:

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	%
a- En faveur d'établissements bancaires	**136 547**	**93 257**	**125 221**	**46,4%**
Effets endossés	-	-	-	-
Contre garanties	62 000	25 000	37 000	148,0%
Débiteurs par lettres de garanties d'ordre de nos correspondants étrangers	74 547	68 257	83 221	9,2%
Cessions de créances	-	-	5 000	-
b- En faveur de la clientèle	**797 734**	**664 934**	**710 890**	**20,0%**
Débiteurs par avals et acceptations	60 204	71 184	59 747	(15,4%)
Débiteurs par lettres de garanties	138 843	75 183	82 420	84,7%
Débiteurs par obligations cautionnées	21 232	21 819	27 275	(2,7%)
Débiteurs par cautions fiscales	53 281	34 901	54 109	52,7%
Débiteurs par cautions sur marchés publics	508 539	444 185	471 550	14,5%
Avals emprunts obligataires	-	422	-	(100,0%)
Avals billets de trésorerie	15 300	16 750	15 300	(8,7%)
Débiteurs par cautions bancaires taxation d'office	335	490	489	(31,6%)
c- En faveur de l'Etat	**160 000**	**160 000**	**160 000**	**-**
Créances budgétaires transférées par l'Etat	160 000	160 000	160 000	-
Total	**1 094 281**	**918 191**	**996 111**	**19,2%**

La ventilation des cautions, avals et autres garanties données par nature de relation se présente comme suit :

	Entreprises liées	Entreprises associées	Co-entreprise	Autres	Total
a- En faveur d'établissements bancaires	**12 000**	**-**	**-**	**124 547**	**136 547**
Contre garanties	12 000	-	-	50 000	**62 000**
Débiteurs par lettres de garanties d'ordre de nos correspondants étrangers	-	-	-	74 547	**74 547**
Cessions de créances	-	-	-	-	**-**
b- En faveur de la clientèle	**289**	**-**	**-**	**797 445**	**797 734**
Débiteurs par avals et acceptations	-	-	-	60 204	**60 204**
Débiteurs par lettres de garanties	-	-	-	138 843	**138 843**
Débiteurs par obligations cautionnées	-	-	-	21 232	**21 232**
Débiteurs par cautions fiscales	-	-	-	53 281	**53 281**
Débiteurs par cautions sur marchés publics	289	-	-	508 250	**508 539**
Avals billets de trésorerie	-	-	-	15 300	**15 300**
Débiteurs par cautions bancaires taxation d'office	-	-	-	335	**335**
c- En faveur de l'Etat	**-**	**-**	**-**	**160 000**	**160 000**
Créances budgétaires transférées par l'Etat	-	-	-	160 000	**160 000**
Cautions, avals et autres garanties données	**12 289**	**-**	**-**	**1 081 992**	**1 094 281**

5.1.1- Créances budgétaires transférées par l'Etat

En application des termes de la loi n°2003-80 du 29 décembre 2003, portant loi de finances pour l'année 2004, le Ministre des Finances et la BNA ont conclu, en date du17 février 2004, une convention ayant pour objet le transfert de fonds budgétaires agricoles revenant à l'Etat et totalisant la somme de 160.000 mDT au profit de la BNA et la prise en charge par l'Etat des impayés échus depuis un an sur les crédits accordés sur ces fonds et rentrant dans le cadre de cette convention.

Les fonds convertis ont été utilisés par la Banque pour compenser l'insuffisance de provisions dégagée par l'activité à fin 2003, ce qui a conduit à la dé-comptabilisation des fonds en question pour un montant de 160.000 mDT en contrepartie de la constatation de provisions sur titres d'investissement et créances clientèle pour le même montant.

5.2- Actions donnés en Garantie

Le refinancement auprès de la Banque centrale de Tunisie s'établit à 892.000 mDT au 30/06/2018 contre 803.000 mDT au 30/06/2017. Le détail des actifs donnés en garantie se présente comme suit:

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	%
Titres de créances	520 000	481 000	481 000	8,1%
Bons du trésor	293 000	223 000	223 000	31,4%
Emprunt obligataire 2014	79 000	99 000	99 000	(20,2%)
Total	**892 000**	**803 000**	**803 000**	**11,1%**

5.3- Engagements de financement donnés

Cette rubrique comporte les crédits notifiés aux clients mais non encore débloqués.Elle se détaille comme suit:

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	%
Crédits notifiés et non utilisés (agricoles)	**10 247**	**15 485**	**10 953**	**(33,8%)**
En faveur de la clientèle	10 247	15 485	10 953	(33,8%)
Crédits notifiés et non utilisés (commerciaux)	**310 531**	**262 693**	**331 839**	**18,2%**
En faveur de la clientèle	310 531	262 693	331 839	18,2%
Crédits de gestion notifiés et non utilisés	**128 847**	**88 659**	**163 825**	**45,3%**
En faveur de la clientèle	128 847	88 659	163 825	45,3%
Total	**449 625**	**366 837**	**506 617**	**22,6%**

5.4- Engagements sur titres

Cette rubrique comporte les titres d'investissement souscrits non encore libérés. Elle se détaille comme suit:

	Montant souscrit (1)	Montant libéré (2)	Montant non libéré (1)-(2)
SODIS SICAR	3 328	2 496	832
FCPR INTECH	4 000	2 000	2 000
Total	**7 328**	**4 496**	**2 832**

5.5- Garanties reçues

Les Garanties reçues sont constituées au 30/06/2018 des éléments suivants:

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	%
Garanties reçues des banques	**40 000**	**145 000**	**145 000**	**(72,4%)**
Garanties reçues de l'Etat	**1 356 772**	**1 287 835**	**1 330 026**	**5,4%**
Fonds Budgétaires & Dotation	286 691	281 942	284 210	1,7%
SOTUGAR	34 275	31 015	31 550	10,5%
FNG	48 176	50 700	45 137	(5,0%)
FGIC	264	283	283	(6,7%)
FNE	94	271	412	(65,3%)
G.ETAT	987 272	923 624	968 434	6,9%
Garanties reçues de la clientèle	**1 669 666**	**1 722 059**	**1 711 679**	**(3,0%)**
Garanties Hypothécaires	1 402 913	1 443 434	1 467 274	(2,8%)
Garanties financiéres	266 753	278 625	244 405	(4,3%)
Total	**3 066 438**	**3 154 894**	**3 186 705**	**(2,8%)**

5.6- Engagements en devise

Les engagemets donnés et recus en devise arretés au 30/06/2018 se présentent comme suit:

	30/06/2018
Opérations de change au comptant non encore dénouées	
Devises vendues à livrer (comptant)	(35 806)
Dinars achetés à recevoir (comptant)	32 742
Devises achetées à recevoir (comptant)	29 303
Dinars vendues à livrer (comptant)	(25 709)
Opérations de change à terme non encore dénouées	
Devises vendues à livrer (à terme)	(34 428)
Dinars achetés à recevoir (à terme)	34 689
Devises achetées à recevoir (à terme)	79 021
Dinars vendues à livrer (à terme)	(81 901)
Opérations de SWAP	
Dinars à livrer (SWAP)	(468 717)
Devise à livrer (SWAP)	(2 212)
Devise à recevoir (SWAP)	464 629

6- NOTES RELATIVES AUX POSTES DE L'ETAT DE RESULTAT

6.1- Intérêts et revenus assimilés

Les intérêts et revenus assimilés ont atteint 385.383 mDT au 30/06/2018 contre 274.247 mDT au 30/06/2017, enregistrant ainsi un taux d'accroissement de 40,5% . Ils s'analyse comme suit :

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	%
Opérations avec les établissements bancaires et financiers	**4 382**	**3 266**	**7 017**	**34,2%**
Intérêts sur prêts sur le marché monétaire en dinars	1 834	1 959	3 455	(6,4%)
Intérêts sur prêts sur le marché monétaire en devises	232	120	233	93,3%
Intérêts sur autres avoirs auprès des établissements bancaires et financiers	2 035	1 132	3 266	79,8%
Gains / Report sur opérations de SWAP	281	55	63	410,9%
Opérations avec la clientèle	**367 758**	**260 835**	**595 404**	**41,0%**
Agios sur comptes débiteurs de la clientèle	74 743	58 222	128 777	28,4%
Intérêts sur crédits à la clientèle	293 015	202 613	466 627	44,6%
Autres intérêts et revenus assimilés	**13 243**	**10 146**	**24 631**	**30,5%**
Total	**385 383**	**274 247**	**627 052**	**40,5%**

6.2- Commissions perçues

Les commissions perçues par la banque ont totalisé 49.879 mDT au 30/06/2018 contre 38.458 mDT au 30/06/2017. Elles se décomposent comme suit :

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	%
Commissions en produits sur opérations de chèques, effets, virements et tenue de comptes	29 010	21 171	47 631	37,0%
Commissions en produits sur opérations monétiques	2 342	2 135	4 655	9,7%
Commissions en produits sur opérations de change	448	388	812	15,5%
Commissions en produits sur opérations de commerce extérieur	737	1 254	2 869	(41,2%)
Commissions en produits sur location de coffres forts	8	9	34	(11,1%)
Commissions en produits d'études, de montage de financement, de conseil et d'assistance	7 792	6 977	15 317	11,7%
Commissions en produits de gestion des fonds budgétaires & ressources extérieurs	932	950	2 137	(1,9%)
Commissions en produits sur avals billets de trésorerie	114	125	219	(8,8%)
Commissions en produits diverses	8 496	5 449	13 882	55,9%
Total	**49 879**	**38 458**	**87 556**	**29,7%**

6.3- Gain sur portefeuille commercial et opérations financières

Ces gains ont atteint 13.074 mDT au 30/06/2018 contre 11.400 mDT au 30/06/2017 soit une augmentation de 1.674 mDT. Ils se détaillent comme suit:

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	%
Gains nets sur titres de transaction	**2 935**	**1 046**	**1 144**	**180,6%**
Intérêts nets sur bons de trésor	2 935	1 046	1 144	180,6%
Gains (pertes) nets sur titres de placement	**(410)**	**(208)**	**(205)**	**97,1%**
Dividendes et revenus assimilés des titres de placement	17	7	91	142,9%
Pertes sur titres de placement	(6)	-	(5)	-
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de placement	(421)	(215)	(301)	95,8%
Reprises de provisions pour dépréciation des titres de placement	-	-	10	-
Gains nets sur opérations de change	**10 549**	**10 562**	**20 211**	**(0,1%)**
Résultat sur opérations de change	7 556	7 301	12 920	3,5%
Commissions sur change manuel	2 993	3 261	7 291	(8,2%)
Total	**13 074**	**11 400**	**21 150**	**14,7%**

6.4- Revenus du portefeuille d'investissement

Les revenus du portefeuille d'investissement ont totalisé 45.109 mDT au 30/06/2018 contre 42.966 mDT au 30/06/2017, soit une augmentation de 5,0%. Ils se détaillent comme suit :

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	Variation
Intérêts nets sur Bons de Trésor d'investissement	29 677	23 327	49 291	27,2%
Revenus des titres de participation	5 907	10 351	10 485	(42,9%)
Revenus des obligations	7 063	7 652	14 919	(7,7%)
Revenus des fonds gérés	2 462	1 636	2 341	50,5%
Total	**45 109**	**42 966**	**77 036**	**5,0%**

6.5- Intérêts encourus et charges assimilées

Les intérêts et revenus assimilés ont atteint 235.551 mDT au 30/06/2018 contre 167.806 mDT au 30/06/2017, enregistrant ainsi un taux d'accroissement de 40,4% . Ils s'analysent comme suit :

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	%
Opérations avec les établissements bancaires et financiers	**(57 021)**	**(24 450)**	**(62 272)**	**133,2%**
Intérêts sur emprunts sur le marché monétaire en dinars	(47 534)	(21 466)	(55 787)	121,4%
Intérêts sur emprunts sur le marché monétaire en devises	(1 740)	(1 004)	(2 128)	73,3%
Intérêts sur autres comptes des établissements bancaires et financiers	(47)	(26)	(55)	80,8%
Perte / Deport sur opérations de SWAP	(7 700)	(1 954)	(4 302)	294,1%
Opérations avec la clientèle	**(169 049)**	**(136 491)**	**(288 238)**	**23,9%**
Intérêts sur comptes à vue	(9 916)	(6 455)	(13 599)	53,6%
Intérêts sur comptes d'épargne	(63 207)	(45 857)	(98 392)	37,8%
Intérêts sur bons de caisse, comptes à terme et autres produits financiers	(95 926)	(84 179)	(176 247)	14,0%
Charges sur emprunts et ressources spéciales	**(9 229)**	**(6 688)**	**(14 382)**	**38,0%**
Autres intérêts et charges assimilés	**(252)**	**(177)**	**(348)**	**42,4%**
Total	**(235 551)**	**(167 806)**	**(365 240)**	**40,4%**

6.6- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passifs

Ce poste a atteint 60.002 mDT au 30/06/2018 contre 49.226 mDT au 30/06/2017, soit une diminution de 10.776 mDT. Il s'analyse comme suit :

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	%
Dotations aux provisions sur engagements de la clientèle	**(73 746)**	**(53 946)**	**(57 954)**	**36,7%**
Dotations aux provisions pour créances douteuses individuelles	(68 493)	(54 527)	(78 138)	25,6%
Dotations aux provisions additionnelles	(32 607)	(39 959)	(76 510)	(18,4%)
Dotations aux provisions collectives sur créances non classées	(2 700)	(3 000)	(12 706)	(10,0%)
Reprises de provisions pour créances douteuses	30 717	50 668	112 449	(39,4%)
Reprise de provisions additionnelles	3 887	2 808	8 044	38,4%
Reprises provisions sur créances cédées à SOFINREC	33 058	86 334	122 557	(61,7%)
Créances cédées à SOFINREC et passées en perte	(34 817)	(96 192)	(133 842)	(63,8%)
Autres créances passées en pertes	(4 656)	(8 949)	(9 964)	(48,0%)
Sommes recouvrées au titre des créances passées en perte	6	29	58	(79,3%)
Reprises d'agios réservés sur créances cédées	1 859	8 842	10 098	(79,0%)
Dotation nette pour risques et charges	**13 744**	**4 720**	**(22 551)**	**191,2%**
Dotations aux provisions pour risques et charges	(3 432)	(3 384)	(24 582)	1,4%
Reprises de provisions pour risques et charges	17 176	8 104	2 031	111,9%
Total	**(60 002)**	**(49 226)**	**(80 505)**	**21,9%**

6.7- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement

Ce poste a totalisé un gain de 31.484 mDT au 30/06/2018 contre un gain de 34.782 mDT au 30/06/2017. Il se détaille comme suit:

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	%
Dotations aux provisions pour dépréciation du portefeuille d'investissement	(5 572)	(7 145)	(3 345)	(22,0%)
Dotations aux provisions pour fonds gérés	(3 511)	(8 480)	(5 013)	(58,6%)
Dotations aux provisions pour dépréciation des participations dans les FCP	(97)	-	(198)	-
Dotations aux provisions pour dépréciation des titres en rétrocession	-	-	-	-
Reprises de provisions pour dépréciation du portefeuille d'investissement	316	273	1 116	15,8%
Reprises de provisions pour fonds gérés	860	2 318	2 004	(62,9%)
Plus values de cession sur titres d'investissement	39 488	47 819	95 906	(17,4%)
Gains sur portefeuille d'investissement	-	2	-	(100,0%)
Pertes exceptionnelles sur portefeuille d'investissement	-	(5)	-	(100,0%)
Total	**31 484**	**34 782**	**90 470**	**(9,5%)**

Au cours du premier semestre de l'année 2018, la banque a procédé à la cession de 1.700.000 actions détenues dans le capital de la SFBT pour un prix de cession de 34.336 mDT. La plus value réalisée par la banque suite à cette opération de cession est de l'ordre de 33.268 mDT.

6.8- Frais de personnel

Les frais de personnel se sont élevés à 92.172 mDT au 30/06/2018 contre 83.841 mDT au 30/06/2017, soit une augmentation de 8.331 mDT. Ils se détaillent comme suit :

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	%
Salaires	(69 014)	(63 840)	(124 004)	8,1%
Charges sociales et fiscales	(14 057)	(12 887)	(37 206)	9,1%
Autres charges du personnel	(4 911)	(3 108)	(9 295)	58,0%
Charges sur assurance IDR	(3 435)	(3 355)	(6 677)	2,4%
Charges sur assurance Epargne collective	(755)	(651)	(2 165)	16,0%
Total	**(92 172)**	**(83 841)**	**(179 347)**	**9,9%**

6.9- Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation s'élèvent à 26.814 mDT au 30/06/2018 contre 16.303 mDT au 30/06/2017, soit une augmentation de 39,2%. Elles se détaillent comme suit :

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	%
Frais d'exploitation non bancaires	-	-	-	-
Loyers et charges locatives	(1 182)	(1 158)	(2 450)	2,1%
Entretiens et réparations (confiés à des tiers)	(2 276)	(2 588)	(4 953)	(12,1%)
Primes d'assurances	(383)	(581)	(748)	(34,1%)
Autres charges d'exploitation bancaire	(1 246)	(1 325)	(3 353)	(6,0%)
Impôts et taxes	(1 011)	(846)	(2 367)	19,5%
Fournitures de bureau	(833)	(867)	(1 868)	(3,9%)
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	(1 076)	(559)	(1 430)	92,5%
Missions et réceptions	(459)	(470)	(660)	(2,3%)
Dons et cotisations	(189)	(180)	(193)	5,0%
Jetons de présence	(310)	(232)	(349)	33,6%
Affranchissements, téléphone, Télégramme et Telex	(1 454)	(1 771)	(4 480)	(17,9%)
Travaux et façons exécutés par des tiers	(1 053)	(834)	(2 055)	26,3%
Fournitures faites à la banque (électricité, eau et gaz)	(1 024)	(1 164)	(2 098)	(12,0%)
Frais de publicité	(1 190)	(948)	(2 379)	25,5%
Transports et déplacements	(1 784)	(1 557)	(3 589)	14,6%
Participation au budget de l'APTBEF	(144)	(131)	(287)	9,9%
Documentation centrale	(410)	(424)	(817)	(3,3%)
Frais de contrôle médical	(53)	(54)	(101)	(1,9%)
Frais de formation et d'inscription	(458)	(614)	(933)	(25,4%)
Contribution au fonds de garantie	(9 997)	-	-	-
Contribution sociale de solidarité	(282)	-	-	-
Total	**(26 814)**	**(16 303)**	**(35 110)**	**64,5%**

6.10- Solde en gain ou en perte provenant des autres éléments ordinaires

Les soldes en gain ou en perte provenant des autres éléments ordinaires présentent une perte de 4659 mDT au 30/06/2018 contre un gain de 3 mDT au 30/06/2017. Ils se détaillent comme suit :

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	%
Profits exceptionnels	6 927	17	18	40647,1%
Pertes et profits sur opérations d'arbitrage rejets monétiques	(18)	24	58	(175,0%)
Déficits de caisse	(4)	(5)	(12)	(20,0%)
Pénalités et amendes fiscales	(11 564)	(33)	(106)	34942,4%
Total	**(4 659)**	**3**	**(42)**	**(155400,0%)**

Les profits exceptionnels contatés au 30/06/2018 comprennent l'apurement d'un passif non justifié et non régularisé et figurant dans les comptes de la banque depuis plus que 10 ans.

6.11- Impôts sur le résultat

La charge d'impôts sur le résultat se compose uniquement de l'impôt courant ou exigible (impôt sur les sociétés) et ne tient pas compte des actifs et passifs d'impôt différé (non intégrés au bilan).

	30/06/2018
Résultat net comptable	**89 878 224**
Impôt sur les bénéfices	**9 862 498**
Contribution exceptiobnnelle	**1 127 143**
Contribution sociale de solidarité	**281 786**
Résultat brut réajusté (avant impôt et contribution)	**101 149 650**
Réintégrations	**132 738 330**
Amendes et pénalités	410 502
Dons et subvention non déductibles	
Charges diverses non déductibles	1 197 341
Timbres de voyage	
Subvention amicale BNA	1 800 000
Provisions pour risques divers	3 432 132
Provisions pour titres de placement	420 935
Provisions pour dépréciation des titres de participation	5 571 850
Provisions pour dépréciation des titres fonds gérés	3 510 666
Provisions pour dépréciation des titres FCP	96 960
Provisions collectives sur créances non classées	2 700 000
Provisions pour créances douteuses	101 100 395
Pertes non déductibles	12 497 549
Créances abandonnées	
Déductions	**25 794 694**
Reprise de provisions pour risques et charges	17 175 885
Reprise de provisions additionnelles 2012 & antérieures	668 030
Reprise de provisions pour fonds gérés	510 502
Reprise de provisions pour dépréciation des titres	109 320
Produit ayant subit l'impôt	7 330 957
Résultat corrigé avant déduction de provisions	**208 093 286**
Provisions déductibles sur titres cotés (placement)	420 935
Provisions déductibles sur titres cotés (participation)	4 946 940
Provisions déductibles sur titres cotés (fonds gérés)	2 394 899
Provisions pour créances douteuses	101 100 395
Provisions collectives sur créances non classées	2 700 000
Résultat corrigé après déduction de provisions	**96 530 117**
Dividendes sur titres de participations	5 920 139
Dividendes et plus values sur fonds gérés	2 943 690
Plus values sur titres SFBT	39 487 720
Plus values sur fonds gérés titres cotés en bourse	-
Résultat fiscal	**48 178 568**
Dégrèvement fiscaux:	20 000 000
Résultat imposable	**28 178 568**
Impôt sur les sociétés	**9 862 499**
Contribution conjoncturelle	**1 127 143**
Contribution sociale de solidarité	**281 786**

7- NOTES SUR L'ÉTAT DES FLUX DE TRESORERIE

7.1- Flux de trésorerie net affecté aux activités d'exploitation

Les activités d'exploitation ont dégagé, au cours du premier semestre de l'année 2018, un flux de trésorerie net négatif de 115.648 mDT s'expliquant principalement comme suit :

- Les produits d'exploitation encaissés ont enregistré un excédent de 220.116 mDT par rapport aux charges d'exploitation décaissées ;
- Les prêts et avances à la clientèle nettes des remboursements ont dégagé un flux net négatif de 289.989 mDT
- Les dépôts et retraits de la clientèle ont dégagé un flux net négatif de -21.070 mDT ;
- Les sommes versées au personnel et aux créditeurs divers ont atteint 106.189 mDT ;
- Les autres flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation se sont soldés par un encaissement net de 120.162 mDT.

7.2- Flux de trésorerie net affecté aux activités d'investissement

Les activités d'investissement ont dégagé, au cours du premier semestre de l'année 2018 un flux de trésorerie net négatif de -23.088 mDT s'expliquant comme suit :

- Les intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille investissement de 47.164 mDT ;
- Les acquisitions nettes sur portefeuille investissement de 61.876 mDT ;
- Les acquisitions nettes des immobilisations de 8.376 mDT ;

7.3- Flux de trésorerie net affecté aux activités de financement

Les activités de financement ont dégagé, du premier semestre de l'année 2018, un flux de trésorerie net positif de 20.440 mDT provenant essentiellement de :

- Le remboursement d'emprunt pour le montant de 7.363 mDT ;
- Une augmentation des ressources spéciales pour le montant de 26.286 mDT ;

7.4- Liquidités et équivalents de liquidités

Cette rubrique comporte les avoirs en dinars et en devises en caisses, auprès de la BCT et du Centre des Chèques Postaux ainsi que les avoirs nets auprès des établissements bancaires. Elle inclut également les prêts et emprunts interbancaires inférieurs à trois mois et les Placements inférieurs à 3 mois composés par les Bons de Trésor de transaction.

Les liquidités et équivalents de liquidités ont accusé un solde négatif de 1078.844 mDT au 30/06/2018 contre aussi un solde négatif de 973.614 mDT au 30/06/2017 . Elles se décomposent comme suit au 30/06/2018:

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	%
Liquidités en dinars tunisiens :	**165 979**	**103 180**	**106 889**	**60,9%**
- Avoirs en caisse en dinars	32 292	45 951	42 436	(29,7%)
- Avoirs auprès de la BCT en dinars	87 220	24 306	6 499	258,8%
- Avoirs en CCP	553	515	554	7,4%
- Mouvements IBS	10 073	9 834	10 730	2,4%
- Placements en dinars	-	40 000	-	(100,0%)
- Correspondants débiteurs en dinars	45 904	18 782	56 157	144,4%
- Correspondants créditeurs en dinars	(10 063)	(36 208)	(9 487)	(72,2%)
Liquidités en devises :	**131 383**	**46 683**	**118 465**	**181,4%**
- Caisse en devises	12 714	9 825	8 942	29,4%
- Avoirs à la BCT en devises	68 997	21 196	68 323	225,5%
- Correspondants débiteurs en devises	54 582	2 010	41 200	2615,5%
- Correspondants créditeurs en devises	(4 910)	(848)	-	479,0%
- Placements en devises	-	14 500	-	(100,0%)
Emprunts en dinars	**(1 268 828)**	**(1 013 700)**	**(894 304)**	**25,2%**
Emprunts en devises	**(226 590)**	**(114 265)**	**(293 978)**	**98,3%**
Placements supérieurs à 3 mois	**119 212**	**4 488**	**2 380**	**2556,2%**
Liquidités et équivalents de liquidités	**(1 078 844)**	**(973 614)**	**(960 548)**	**10,8%**

8- Note sur les évènements postérieurs à l'arrêté des états financiers

Aucun évènement n'est survenu entre la date de clôture de l'exercice et la date de publication des Etats Financiers de nature à :

- Entrainer des modifications importantes de l'actif ou du passif au cours du nouvel exercice ;
- Avoir des répercussions importantes sur les activités futures de la Banque.

4.5.2. Avis des commissaires aux comptes sur les états financiers arrêtés au 30/06/2018

Samir Labidi
Expert comptable – Commissaire aux Comptes
Membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie
Immeuble Safsaf-entrée B-4ème étage-1073 Montplaisir Tunis
Tél. : (216) 71 95 02 52- Fax. : (216) 71 95 12 96
E-mail : samir.labidi@planet.tn

Consulting & Auditing ICCA
Société d'Expertise Comptable
Membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie
Résidence les jardins1- Av Alain Savary-1082 Tunis
Tél. : (216) 71 84 23 50- Fax. : (216) 71 89 18 38
E-mail : administratif@icca.tn

RAPPORT D'EXAMEN LIMITE SUR LES ETATS FINANCIERS INTERMEDIAIRES DE LA BANQUE NATIONALE AGRICOLE ARRETES AU 30 JUIN 2018

Mesdames, Messieurs les actionnaires
de la Banque Nationale Agricole-BNA-

En exécution du mandat de commissariat aux comptes que vous avez bien voulu nous confier lors de votre assemblée générale ordinaire du 29 juin 2016 et en application des dispositions de l'article 21 bis de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994, portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à un examen limité des états financiers intermédiaires de la Banque Nationale Agricole -BNA- arrêtés au 30 juin 2018.

Ces états financiers intermédiaires comportent le bilan et l'état des engagements hors bilan arrêtés au 30 juin 2018, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour la période de six mois close au 30 juin 2018 ainsi que des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives.

A cette date, ces états financiers font apparaître un total actif net de **11 155 345mDT**, des capitaux propres positifs de **1 067 600mDT** et, un résultat net bénéficiaire de **89 878mDT**.

1. Responsabilité de l'établissement des états financiers intermédiaires

Les organes de direction et d'administration de la Banque sont responsables de l'établissement et de la présentation sincère des états financiers intermédiaires conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

Notre responsabilité est d'exprimer une conclusion sur ces états financiers intermédiaires sur la base de notre examen limité.

2. Etendue de l'examen limité

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes de la profession applicables en Tunisie et relatives aux missions d'examen limité. Un examen limité d'informations financières intermédiaires consiste en des demandes d'informations, principalement auprès des personnes responsables des questions financières et comptables et dans la mise en œuvre de procédures analytiques et d'autres procédures d'examen limité. L'étendue d'un examen limité est très inférieure à celle d'un audit et, en conséquence, ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous avons relevé tous les faits significatifs qu'un audit permettrait d'identifier. En conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit.

Conclusion

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que les états financiers intermédiaires ci-joints, ne donnent pas une image fidèle de la situation financière de la Banque Nationale Agricole -BNA- au 30 juin 2018, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour la période de six mois se terminant à cette date, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

3. Paragraphes d'observation

Sans remettre en cause notre avis ci-haut exprimé, nous estimons utile d'attirer votre attention sur les points suivants :

3-1. Les créances consolidées, garanties ou prises en charge par l'État, sur des périodes allant de 20 à 25 ans et sans intérêts, en application des articles 24 et 25 de la loi n°98-111 du 28 décembre 1998 et de l'article 3 de la loi n°99-65 du 15 juillet 1999, présentent une valeur comptable de 92 292 mDT au 30 juin 2018.

La moins-value subie par la BNA et correspondant à la différence entre le solde comptable de ces créances et le montant actualisé au taux d'intérêt prévalant sur le marché des encaissements futurs au titre de ces créances conformément aux dispositions du paragraphe 7 de la norme comptable tunisienne n°3 relative aux revenus et le paragraphe AG 64 de la norme comptable internationale IAS 39, Instruments financiers : comptabilisation et évaluation, n'a pas été constatée pour l'arrêté des états financiers au 30 juin 2018. *(Se référer à la Note 4.3.5 des états financiers).*

3-2. Parmi les fonds propres de la BNA figure une dotation de l'État d'un montant de 133 000 mDT, constituée en application de la loi n°94-30 du 21 février 1994 et assortie d'une éventualité de restitution en cas de rétablissement de l'équilibre financier de la BNA. Cette éventualité de restitution s'applique également aux fonds budgétaires agricoles revenant à l'État pour un montant de 160 000 mDT, qui ont été décomptabilisés par la BNA en vertu de la loi n°2003-80 du 29 décembre 2003 pour compenser l'insuffisance de provision dégagée par son activité à la fin de l'année 2003. A la date du présent rapport, l'équilibre financier de la BNA, dont les conditions sont définies dans les conventions établies entre l'Etat tunisien et la banque,n'estpas encore atteint. En conséquence, l'éventualité de restitution de ces montants ne pourrait pas être retenue au 30 juin 2018.

Tunis, le 29 août 2018

Les Co-commissaires aux comptes

P/ CSL
SAMIR LABIDI

P/ ICCA
ANIS SMAOUI

4.5.3. Notes complémentaires et explicatives relatives aux états financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2018

- **Note explicative portant sur l'observation évoquée au niveau du rapport d'examen limité relative aux créances consolidées et créances prises en charge par l'Etat :**

Depuis la restructuration des engagements des entreprises publiques prises en charge par l'Etat dans le cadre des dispositions des articles 24 et 25 de la loi n° 98-111 du 28 décembre 1998 ainsi que l'article 3 de la loi n° 99-65 du 15 juillet 1999, la BNA a choisi une méthode comptable basée sur le nominalisme monétaire sans considération de l'effet du passage du temps dans la mesure où la norme sectorielle bancaire NCT 24 relative aux engagements et aux revenus y afférents était muette sur le traitement des engagements sans intérêts ou à faible taux d'intérêt.

Dans le cadre de l'amélioration de sa politique de divulgation au regard des créances susvisées, la banque avait décidé depuis l'exercice clos le 31 décembre 2010 à renseigner, par voie de notes aux états financiers, sur la valeur actualisée des créances non échues à chaque date de fin de période de reporting par référence aux normes internationales d'informations financières.

En conséquence, la BNA n'entend pas modifier sa politique comptable à cet égard d'autant plus que la maturité résiduelle des créances rééchelonnées sur 20 ans et 25 ans arrive à terme respectivement au 01/03/2019 et au 01/08/2025.

- **Note complémentaire portant déclaration des principes comptables appliqués au 30/06/2018 :**

Les états financiers semestriels, au 30 juin 2018, ont été préparés conformément à la norme comptable NCT 19 relative aux états financiers intermédiaires.
Les principes comptables utilisés pour ces états financiers intermédiaires sont identiques à ceux appliqués par la société pour ses états financiers annuels au 31 décembre.

- **Note complémentaire portant sur l'effet des changements dans la structure de la banque pendant la période intermédiaire**

Les informations exigées par le paragraphe 9.i de la norme NCT19 (changements dans la structure de l'entreprise, regroupements, acquisition, cession de filiales et investissements à LT,…) ne s'imposent que lorsqu'elles ont un caractère significatif.
L'absence des situations visées par le paragraphe précité ou leur caractère non significatif a justifié l'absence d'une quelconque divulgation à leur égard au niveau des notes aux états financiers intermédiaires de la BNA.

- **Note complémentaire sur les parties liées :**

a- La BNA a décidé d'émettre un emprunt obligataire subordonné pour un montant de 100.000 mDT en faisant Appel Public à l'Epargne dont la durée de vie est de 5 ans pour la catégorie A et 7 ans dont deux années de grâce pour la catégorie B.

Catégorie	Durée	Taux d'intérêt	Amortissement
A	5 ans	8,25% et /ou TMM + 2%	Constant par 1/5 à partir de la 1ere année
B	7 ans dont deux années de grâce	8,50% et /ou TMM + 2,25%	Constant par 1/5 à partir de la 3eme année

La BNA Capitaux a été chargée de préparer le dossier administratif de cet emprunt obligataire moyennant une commission de 300.000 dinars hors taxes.
L'emprunt a été clôturé avec succès le 03/08/2018.

b- L'encours des emprunts obligataires souscrits par les filiales et entreprises associées ainsi que les intérêts générés pendant les 1er semestre2018 se détaillent comme suit :

Société	BNA SUB 2009	BNA SUB 2016	Montant souscrit à l'EO BNA sub2017-1	Montant souscrit à l'EO BNA sub2017-2	Intérêts 30/06/2018
SICAR INVEST		800	-	2000	119
POS	1 998	-	4 000	-	54
TUNIS-RE	400	3 000	2 000	4 000	334
ASSURANCE "AMI"	400	6 400	400	5 000	530
AGROSERVICES			40		292
Total en Dinars	**2 798**	**10 200**	**6 440**	**11 000**	**1 329**

c- L'encours des montants souscrits par la Caisse Tunisienne des Assurances Mutuelles Agricoles, administrateur de la BNA, aux emprunts obligataires émis par la BNA, se détaille comme suit :

Emprunts	BNA subordonné 2009	BNA subordonné 2016	BNA subordonné 2017	Total
Encours au 30/06/2018	400	4 500	3 500	8 400
Intérêts payés au 30/06/2018	25	-	-	25

d- La BNA a signé avec la société «SIP-SICAR » (Filiale de la BNA absorbée par la SICAR INVEST) une convention de gestion de fonds à capital risque. La situation de ces fonds gérés se détaille comme suit :

Fonds gérés	Date souscription	Montant souscrit	En-cours au 30/06/2018
Fonds gérés SIP SICAR 1	2010	1 500	1 500
Fonds gérés SIP SICAR 2	2011	2 500	2 500
Fonds gérés SIP SICAR 3	2012	6 000	6 000
Fonds gérés SIP SICAR 5	2014	4 000	4 000
Fonds gérés SIP SICAR 6	2015	9 000	9 000
Total		**23 000**	**23 000**

Les conditions de rémunération au titre de la gestion de ces fonds, se résument comme suit :
- Commission de gestion de 1% prélevée sur les montants déposés et non remboursés ;
- Commission de performance de 10% calculée sur les plus-values de l'activité capital risque et autres produits liés ;
- Commission de rendement de 5% sur les produits des placements nets des moins-values y afférentes ;
- Commission de 2,5% décomptée sur les montants recouvrés en principal.

e- La BNA a signé avec sa filiale SICAR-INVEST, un avenant à la convention de gestion de fonds à capital risque. Au titre de cette convention, la BNA a confié à sa filiale la gestion d'une enveloppe entièrement libérée par tranche d'un montant de 204,957 millions de dinars. La situation de ces fonds gérés se détaille comme suit :

Fonds gérés	Date souscription	Montant souscrit	En-cours au 30/06/2018
Fonds géré 1	1997	4 500	1 540
Fonds géré 2	1997	2 057	904
Fonds géré 3	1998	5 550	353
Fonds géré 4	1999	7 350	4 452
Fonds géré 5	2000	7 000	3 290
Fonds géré 6	2001	7 000	2 607
Fonds géré 7	2002	5 000	2 603
Fonds géré 8	2003	3 500	2 086
Fonds géré 9	2005	1 500	1 055
Fonds géré 10	2006	5 000	2 917
Fonds géré 11	2007	2 500	1 044
Fonds géré 12	2008	8 500	7 979
Fonds géré 13	2009	20 000	20 000
Fonds géré 14	2010	15 000	15 000
Fonds géré 15	2011	10 000	10 000
Fonds géré 16	2012	8 400	8 400
Fonds géré 16- bis	2012	5 600	5 600
Fonds géré 18	2014	6 000	6 000
Fonds géré 19	2015	7 000	7 000
Fonds géré 20	2016	2 000	2 000
Fonds géré 21	2016	3 000	3 000
Fonds géré 20 Bis	2016	8 500	8 500
Fonds géré 22	2017	20 000	20 000
Fonds géré 22bis	2017	20 000	20 000
Fonds géré 22ter	2017	20 000	20 000
Total Net		**204 957**	**176 330**

Les conditions de rémunération de la SICAR-INVEST, au titre de la gestion de ces fonds, se résument comme suit :

- Commission de gestion annuelle de 0,5% décomptée sur l'encours des fonds confiés ;
- Commission de recouvrement de 2,5%;
- Commission de rendement de 5% décomptée sur les produits des placements réalisés par les fonds;
- Commission de performance de 10% calculée sur les plus-values de l'activité capital risque et autres produits liés.

f- La BNA a signé avec SODINO, entreprise associée, deux conventions de gestion de fonds à capital risque. La situation de ces fonds gérés se détaille comme suit :

Fonds gérés	Date souscription	Montant souscrit	En-cours au 30/06/2018
FDS DEV IRADA Jendouba	2010	450	450
FDS DEV IRADA Elkef	2010	450	450
Total		**900**	**900**

Les conditions de rémunération de la SODINO, au titre de la gestion de ces fonds, se résument comme suit :

- Commission de gestion de 1% décomptée sur les actifs nets du fonds avec un minimum de 4.500 dinars par fonds ;
- Commission de performance de 10% calculée sur les plus-values réalisées sur les cessions d'actions ou de parts sociales et des dividendes servis par fonds ;
- Commission de rendement de 10% calculée sur les produits des placements réalisés par les fonds.

g- En vertu de conventions conclues avec la SICAV BNA, la SICAV Placement Obligataire et la BNA Capitaux, la BNA assure la fonction de dépositaire de titres et de fonds pour ces OPCVM.

En rémunération des prestations fournies à ce titre, la banque perçoit les commissions suivantes :
- 0,15% du montant de l'actif net de la SICAV Placement Obligataire ;
- 0,17% du montant de l'actif net du FCP Sécurité ;
- 0,25% du montant de l'actif net du FCP Confiance et du FCP Progrès ;
- 1.000 dinars hors taxes, commission fixe versée annuellement par la SICAV BNA.

h- En vertu de la convention conclue avec la BNA capitaux, cette dernière assure :
- La tenue du registre des actionnaires et autres services annexes. La BNA capitaux perçoit une rétribution forfaitaire de 30.000 dinars hors taxes par année ;
- La gestion du portefeuille pour le compte de la BNA. La BNA capitaux perçoit, à ce titre :
- une commission de 0,4% du montant de chaque transaction boursière
- une commission de 0,2% du montant de chaque coupon encaissé.
- des frais de tenue de compte de 0,075% du montant du portefeuille des valeurs mobilières mouvementées avec un maximum de 2.500 dinars par valeur.

i- L'encours des conventions de dépôts à terme au 30/06/2018, par les filiales et entreprises associées de la BNA totalisent, un montant **199.462** milles dinars, réparti comme suit :

Relation	Libellé	Souscription	Échéance	Encours	Taux
Assurances Multirisques ITTIHAD AMI	BNA Placement	08/08/2016	04/08/2018	300	6,82%
Assurances Multirisques ITTIHAD AMI	BNA Placement	07/07/2017	29/06/2019	800	8,00%
Assurances Multirisques ITTIHAD AMI	BNA Placement	12/09/2017	04/09/2019	700	8,00%
Assurances Multirisques ITTIHAD AMI	BNA Placement	25/01/2018	15/01/2019	5000	8,48%
Assurances Multirisques ITTIHAD AMI	BNA Placement	05/03/2018	01/03/2019	2000	8,60%
BNA CAPITAUX	BNA Placement	17/04/2018	24/07/2018	1300	9,04%
BNA CAPITAUX	BNA Placement	26/04/2018	03/08/2018	1000	9,04%
BNA CAPITAUX	BNA Placement	26/06/2018	23/09/2018	162	7,39%
BNA CAPITAUX	BNA Placement	26/06/2018	23/09/2018	240	7,39%
SICAV BNA	BNA Placement	26/03/2018	29/06/2018	200	8,61%
SICAV BNA	BNA Placement	04/05/2018	11/08/2018	140	9,50%
SICAV BNA	BNA Placement	22/05/2018	25/08/2018	45	9,50%
SICAV BNA	BNA Placement	27/06/2018	04/10/2018	165	9,39%
SICAV BNA	BNA Placement	28/06/2018	05/10/2018	66	9,39%
SOCIETE PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	BNA Placement	27/03/2018	03/07/2018	1299	8,61%
SOCIETE PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	BNA Placement	16/04/2018	24/07/2018	1100	9,04%
SOCIETE PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	BNA Placement	16/04/2018	22/07/2018	5320	9,04%
SOCIETE PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	BNA Placement	09/05/2018	15/08/2018	1208	9,50%
SOCIETE PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	BNA Placement	13/06/2018	20/09/2018	1500	9,39%
SOCIETE PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	BNA Placement	26/06/2018	02/10/2018	12387	9,39%
SOCIETE PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	BNA Placement	11/05/2018	17/08/2018	13500	9,50%
SOCIETE PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	BNA Placement	21/05/2018	25/08/2018	4800	9,50%
SOCIETE PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	BNA Placement	01/06/2018	07/09/2018	3800	9,50%
SOCIETE PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	BNA Placement	18/06/2018	21/09/2018	20000	9,39%
SOCIETE PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	BNA Placement	11/05/2018	17/08/2018	1400	9,50%
SOCIETE PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	BNA Placement	04/06/2018	11/09/2018	4140	9,39%
SOCIETE PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	BNA Placement	14/06/2018	20/09/2018	2800	9,39%
SOCIETE PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	BNA Placement	26/06/2018	03/10/2018	1090	9,39%
SOCIETE PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	BNA Placement	27/06/2018	04/10/2018	3000	9,39%
SOCIETE PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	Certificat de dépôt	27/04/2018	04/08/2018	14500	9,04%
SOCIETE PLACEMENT OBLIGATAIRE "SICAV"	Certificat de dépôt	07/05/2018	13/08/2018	5000	9,50%
STE FINANC RECOUVREMENT CREANCES	Certificat de dépôt	19/02/2018	26/10/2018	1500	6,03%

STE FINANC RECOUVREMENT CREANCES	Certificat de dépôt	02/05/2018	26/10/2018	500	6,54%
STE FINANC RECOUVREMENT CREANCES	Certificat de dépôt	23/05/2018	29/10/2018	500	7,00%
STE FINANC RECOUVREMENT CREANCES	Certificat de dépôt	14/06/2018	31/10/2018	500	6,89%
STE FINANC RECOUVREMENT CREANCES	Certificat de dépôt	21/06/2018	28/10/2018	500	6,89%
STE SICAR INVEST F g 20 bis	Certificat de dépôt	06/04/2018	04/07/2018	10000	7,79%
STE SICAR INVEST F g 20 bis	Certificat de dépôt	11/06/2018	05/09/2018	3000	8,14%
TUNIS RE	BNA Placement	11/07/2016	07/07/2018	10500	7,42%
TUNIS RE	BNA Placement	11/07/2016	30/06/2018	1500	7,36%
TUNIS RE	BNA Placement	21/07/2016	11/07/2018	14000	7,42%
TUNIS RE	BNA Placement	22/07/2016	29/06/2018	6500	7,40%
TUNIS RE	BNA Placement	26/07/2016	19/07/2018	5000	7,42%
TUNIS RE	BNA Placement	10/01/2017	06/07/2018	10500	8,06%
TUNIS RE	BNA Placement	02/02/2017	19/01/2019	4000	8,15%
TUNIS RE	BNA Placement	12/07/2017	10/07/2019	9000	8,25%
TUNIS RE	BNA Placement	16/05/2018	09/05/2019	2000	10,15%
TUNIS RE	Certificat de dépôt	19/12/2017	12/12/2018	3500	9,03%
TUNIS RE	Certificat de dépôt	21/12/2017	15/12/2018	3000	9,03%
TUNIS RE	Certificat de dépôt	29/12/2017	22/12/2018	500	9,03%
TUNIS RE	Certificat de dépôt	29/12/2017	21/12/2018	1500	9,03%
TUNIS RE	Certificat de dépôt	29/12/2017	23/12/2018	500	9,03%
TUNIS RE	Certificat de dépôt	08/03/2018	02/09/2018	1500	9,06%
TUNIS RE	Certificat de dépôt	08/03/2018	03/09/2018	500	9,06%

j- La BNA a cédé, au cours du premier semestre 2018, à sa filiale la société SOFINREC, un lot de créances compromises détaillé comme suit :

Emprunts	Total des créances cédées	Montant intérêt	Rep. de prov. agios et int. réservés
LOT 1-2018	36 626	1 821	34 917
Total	**133 842**	**4 463**	**132 655**

k- La BNA a procédé à l'abandon des créances agricoles qui feront l'objet de prise en charge par l'Etat conformément à l'article 79 de la loi n°2013-54 du 30 décembre 2013 portant loi de finances pour l'année 2014, tel que modifié par la loi n°2015-18 du 02 juin 2015, l'article 27 de la loi n°2015-30 du 18 août 2015 portant loi de finances complémentaire pour l'année 2015, et l'article 65 de la loi n°2016-78 du 17 décembre 2016 portant loi de finances pour l'année 2017. L'encours de ces créances est de 90.447 millions de dinars. La convention de prise en charge, relative aux fonds propres et fonds extérieurs, a été signée entre la BNA et l'État tunisien en date du 24 mai 2017.

-

l-La BNA a conclu avec l'État Tunisien des conventions de gestion de plusieurs fonds budgétaires (destinés à financer soit des subventions non remboursables, soit des dotations, soit des crédits) en contrepartie de la perception de commissions

L'encours de ces fonds budgétaires s'élève au 30 Juin 2018 à 224.961 milles dinars contre 212.603 mille dinars au 31 décembre 2017.

m- La BNA a conclu avec l'État Tunisien, en date du 16 mars 1995, une convention en vertu de laquelle des créances sur fonds budgétaires agricoles, s'élevant en principal à 133 millions de dinars, ont été transférées à la BNA (moyennant la garantie de l'État en matière de recouvrement des montants échus depuis un an sur les crédits entrant dans le cadre de cette convention). Conformément à cette convention, la BNA a inscrit cette dotation parmi ses capitaux propres. Par ailleurs, la BNA est tenue de restituer les sommes transférées dès lors que son équilibre financier est rétabli.

n- La BNA a conclu avec l'État Tunisien, en date du 17 février 2004, une convention en vertu de laquelle des créances sur fonds budgétaires agricoles, s'élevant en principal à 160 millions de dinars, ont été transférées à la BNA (moyennant la garantie de l'État en matière de recouvrement des montants échus depuis un an sur les crédits entrant dans le cadre de cette convention). Conformément à cette convention, la BNA a inscrit cette dotation parmi ses engagements hors bilan sous la rubrique "Cautions, Avals et autres garanties données". Par ailleurs, la BNA est tenue de restituer les sommes transférées dès lors que son équilibre financier sera rétabli.

o- Certaines créances impayées ont été prises en charge par l'État et ce en vertu de :

L'article 24 de la loi n°98-111 du 28 décembre 1998, portant loi de finances pour l'année 1999 : Consolidation sur 25 ans, sans intérêts et avec la garantie de l'État, des créances impayées et des créances non encore échues au 31 décembre 1997 en principal, à la charge des établissements et des entreprises publics et des coopératives centrales de services agricoles.

L'article 25 de la même loi : Prise en charge par l'État des créances de certaines entreprises publiques et à participations publiques directes et indirectes et des coopératives agricoles visées au tableau « G » annexé à ladite loi, qui sont en cours de liquidation ou à liquider ou à privatiser ultérieurement, arrêtées au 31 décembre 1997, et ce sur 25 ans et sans intérêts

L'article 3 de la loi n°99-65 du 15 juillet 1999 : Prise en charge par l'État des créances abandonnées par la BNA et ce pour les montants dus en principal et intérêts au titre des crédits agricoles arrêtés au 31/12/1998 ayant enregistré des impayés et dont le montant en principal n'excède pas 2 000 dinars par agriculteur à la date de leur obtention. Ces montants sont remboursés sur 20 ans et sans intérêts à partir de l'an 2000.

Les créances prises en charge par l'État ont totalisé 353.642 millions de dinars. Au 30 Juin 2018, l'encours desdites créances s'élève à 92.292 millions de dinars.

- Note complémentaire sur les événements postérieurs à l'arrêté des états financiers :

Les évènements postérieurs à la clôture se résument principalement au :

- Projet en cours d'une augmentation du capital de la Banque ;
- Cession à la Société de recouvrement de créances, filiale de la BNA, de deux lots de créances totalisant 121millions de dinars pour un montant de 5 millions de dinars.
- Clôture avec succès de l'Emission d'un emprunt obligataire pour 100 millions de dinars ;
- Souscription à des titres participatifs émis par l'assurance AMI pour 35 millions de dinars.

- Note complémentaire à la note 3.8 « faits marquants du premier semestre de l'année 2018 » :

L'Assemblé Générale Extraordinaire, réuni le 22/05/2018, a décidé l'augmentation du capital social de la banque d'un montant de 16.000 mDT par incorporation de réserves et distribution de 3 200 000 actions gratuites à raison d'une (1) action nouvelle pour dix (10) actions anciennes. Cette augmentation a porté le capital social de la banque de 160.000 mDT à 176.000 mDT.

Le Conseil d'Administration de la banque, réuni le 05/02/2018, a décidé d'émettre un emprunt obligataire subordonné d'un montant de 100.000 mDT, faisant Appel Public à l'Epargne dont la durée de vie est de 5 ans pour la catégorie A et 7 ans dont deux années de grâce pour la catégorie B. Les intérêts sont calculés au taux de 8,25% ou TMM+2% pour la catégorie A et au taux de 8,5% ou TMM+2.25% pour la catégorie B. L'emprunt a été clôturé avec succès le 03/08/2018.

Au cours du premier semestre de l'année 2018, la banque a procédé à la cession de 1.700.000 actions détenues dans le capital de la SFBT pour un prix de cession de 34.336 mDT. La plus-value réalisée par la banque suite à cette opération de cession est de l'ordre de 33.268 mDT.

La banque a procédé à la cession à la SOFINREC d'un lot de créances compromises s'élevant à 36.626 mDT dont 1.821 mDT d'intérêts. Cette cession a été approuvée par le Conseil d'Administration tenu en date du 28/08/2018. Les reprises de provisions ainsi que les agios et intérêts réservés rattachés aux créances cédées s'élèvent respectivement à 33.058mDT et 1.859 mDT.

En vertu des dispositions de l'article 52 De la loi n°66 Du 18 décembre 2017 Portant loi de finances pour la gestion de l'année 2018, la banque a procédé à la constatation de la contribution exceptionnelle parmi les pertes extra-ordinaires pour un montant de 1.127 mDT.

En vertu du décret gouvernemental N° 2017-268 du 1er février 2017, la BNA a constaté, parmi les autres charges d'exploitation, une contribution au fonds de garantie des dépôts au titre du premier semestre de l'année 2018 pour un montant de 9.997 mDT.

- **Note Complémentaire à la note 4.1 « Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT «**

En application de la circulaire BCT n°2014-14, les banques sont tenues de respecter un ratio de liquidité durant l'année 2018 de 90%. La BNA affiche, à la date du 30/06/2018, un ratio de liquidité de 92,55% contre 74,09% au 30/06/2017.

	Seuil régl.	30/06/2018	Seuil régl.	30/06/2017	Seuil régl.	31/12/2017
Ratio de liquidité	90 %	92,55%	80%	74,09 %.	80%	107,05%

- **Note complémentaire à la note4.2 « Créances sur les établissements bancaires et financiers «**

Les créances sur les établissements bancaires et financiers ont totalisé 93.469 mDT au 30/06/2018 contre 93.878 mDT au 30/06/2017, soit une diminution de 409 mDT.
Les différentes rubriques composant ce poste se détaillent comme suit :

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	%
A - Créances sur les établissements bancaires	**44 153**	**46 234**	**48 587**	**(4,5%)**
Comptes courants & autres créances	4 117	6 172	8 553	(33,3%)
Prêts sur le marché monétaire en dinars	40 000	40 000	40 000	-
Intérêts à percevoir	36	62	34	(41,9%)
B - Créances sur les établissements financiers	**49 544**	**47 852**	**51 586**	**3,5%**
Comptes courants	1 786	14 620	7 603	(87,8%)
Prêts à MLT	46 707	32 600	42 900	43,3%
Créances rattachées sociétés de leasing	948	526	926	80,2%
Intérêts à percevoir	103	106	157	(2,8%)
Total brut	**93 697**	**94 086**	**100 173**	**(0,4%)**
Provisions pour risques divers (Avoirs auprès des corresp en devises)	(228)	(208)	(232)	9,6%
Intérêts et agios réservés	-	-	-	-
Total net	**93 469**	**93 878**	**99 941**	**(0,4%)**

-Les prêts sur le marché monétaire en dinars qui s'élèvent au 30/06/2018 à 40 000 mDT ne sont pas matérialisés par des titres et ne sont pas éligibles au refinancement de la Banque Centrale,
-Les créances sur les établissements financiers qui s'élèvent à 46 707 mDT correspondent à des prêts MLT accordés aux sociétés de leasing. Elles ne sont pas éligibles au refinancement de la Banque Centrale.

- **Note complémentaire à la note 4.3 « Créances sur la clientèle » portant ventilation selon l'éligibilité au refinancement de la Banque Centrale**

Les créances nettes sur la clientèle se sont établies au 30/06/2018 à 8.954.425mDT contre 7.881.697mDT au 30/06/2017, enregistrant ainsi une augmentation de 1.072.728 mDT. La ventilation des créances sur la clientèle selon qu'elles sont éligibles ou non au refinancement de la Banque Centrale se présente comme suit :

	Au 30/06/2018		Au 30/06/2017		Au 31/12/2017	
Au 31/12/2017	**Agricoles**	**Commerciales et industrielles**	**Agricoles**	**Commerciales et industrielles**	**Agricoles**	**Commerciales et industrielles**
Créances éligibles au refinancement	121 007	844 680	25 635	605 044	161 267	1 272 386
Créances non éligibles au refinancement	490 295	6 770 628	551 771	5 755 858	405 539	6 291 328
Total	**611 302**	**7 615 308**	**577 406**	**6 360 902**	**566 806**	**7 563 714**

- Note complémentaire à la note 4.3.2« Taux des créances classées et leur couverture par les provisions et agios réservés »

Les engagements (bilan et hors bilan) de la banque ainsi que leurs couvertures par les provisions et les intérêts et agios réservés se détaillent au 30/06/2018 comme suit :

	Engagements			Engagements hors Fonds Budgétaires			Provisions			Intérêts et agios réservés hors impayés en intérêts agricoles		
	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Classe 0	7 383 224	7 224 328	7 725 679	7 332 945	7 169 162	7 676 410	-	-	-	(20 652)	(24 191)	(20 018)
Classe 1	2 139 450	1 249 179	1 537 382	2 135 669	1 248 092	1 536 559	-	-	-	(19 491)	(10 728)	(19 085)
Total créances courantes	**9 522 674**	**8 473 507**	**9263 061**	**9 468 614**	**8 417 254**	**9 212 969**	**-**	**-**	**-**	**(40 143)**	**(34 919)**	**(39 103)**
Classe 2	178 551	125 162	232 978	173 701	121 458	222 274	(23 076)	(13 761)	(26 522)	(8 188)	(10 287)	(13 501)
Classe 3	193 731	196 373	140 663	184 475	188 977	139 180	(42 000)	(53 245)	(27 229)	(18 703)	(15 030)	(12 589)
Classe 4	1 778 334	1 773 401	1 710 193	1 558 457	1 558 812	1 488 264	(847 023)	(646 721)	(824 910)	(214 750)	(189 892)	(196 119)
Total créances classées	**2 150 616**	**2 094 936**	**2 083 834**	**1 916 633**	**1 869 247**	**1 849 718**	**(912 099)**	**(713 727)**	**(878 661)**	**(241 641)**	**(215 209)**	**(222 209)**
Total créances enmDT	**11 673 289**	**10 568 442**	**11 346 895**	**11 385 247**	**10 286 501**	**11 062 687**	**(912 099)**	**(713 727)**	**(878 661)**	**(281 784)**	**(250 126)**	**(261 312)**
Taux des créances classées	**18,42%**	**19,82%**	**18,36%**	**16,83%**	**18,17%**	**16,72%**						
Ratio de couverture des actifs classés par les provisions et les intérêts et agios réservés	**53,65%**	**44,34%**	**52,83%**	**60,17% (*)**	**49,70%**	**58,85%**						

(*) Hors impayés en intérêts sur fonds budgétaires s'élevant, au 30/06/2018, à 1 121 mDT.

- **Note complémentaire à la note 4.4 « Portefeuille-titres commercial »**

L'encours total du portefeuille-titres commercial de la Banque s'élève à 120.582 mDT au 30/06/2018 contre 4.929 mDT au 31/12/2017, soit une augmentation de 115.653 mDT due essentiellement à l'évolution des bons du Trésor sur titres de transaction détenus par la Banque qui sont passés de 2.380mDT au 31/12/2017 à 119.212 au 30/06/2018.

Le portefeuille titres de placement est composé de titres cotés, à revenu variable.

Le portefeuille titres de transactions est composé de bons du trésor cessibles, à revenu fixe.

- **Note complémentaire à la note 4.13.2 « Actions propres »**

La revente des actions propres détenues par la BNA n'a pas eu d'impact significatif sur le cours boursier du titre BNA.

- **Note Complémentaire à la note 5.3 « Engagements de financement donnés » :**

La Ventilation des crédits notifiés non utilisés au 30/06/2018 par nature de relation se présente comme suit :

	Entreprises liées	Entreprises associées et Coentreprises	Autres	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Crédits notifiés et non utilisés (agricoles)			**10 247**	**10 247**	**15 485**	**10 953**
En faveur de la clientèle	-	-	10 247	10 247	15 485	10 953
Crédits notifiés et non utilisés (commerciaux)	**10 600**		**299 931**	**310 531**	**262 693**	**331 839**
En faveur de la clientèle	10 600		299 931	310 531	262 693	331 839
Crédits de gestion notifiés et non utilisés			**128 847**	**128 847**	**88 659**	**163 825**
En faveur de la clientèle	-	-	128 847	128 847	88 659	163 825
Total	**10 600**	**-**	**439 025**	**449 625**	**366 838**	**506 617**

- **Note complémentaire à la note 5.4 « Engagements sur titres »**

Cette rubrique comporte les titres d'investissement souscrits non encore libérés. Elle se détaille comme suit:

	30/06/2018			30/06/2017			31/12/2017		
	Montant souscrit (1)	Montant libéré (2)	Montant non libéré (1)-(2)	Montant souscrit (1)	Montant libéré (2)	Montant non libéré (1)-(2)	Montant souscrit (1)	Montant libéré (2)	Montant non libéré (1)-(2)
SODIS SICAR	3 328	2 496	832	3 328	2 496	832	3 328	2 496	832
FCPR INTECH	4 000	2 000	2 000	4 000	2 000	2 000	4 000	2 000	2 000
MFC POLE	-	-	-	2 000	1 000	1 000	2 000	1 000	1 000
Total	**7 328**	**4 496**	**2 832**	**9 328**	**5 496**	**3 832**	**9 328**	**5 496**	**3 832**

- **Note complémentaire à la note 5.5 « Garanties reçues »**

Les Garanties reçues considéré douteux des postes d'actif se présentent comme suit :

	Actifs courants	Actifs douteux	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Garanties reçues des banques	**40 000**	**-**	**40 000**	**145 000**	**145 000**
Garanties reçues de l'Etat	**987 069**	**369 703**	**1 356 772**	**1 287 835**	**1 330 026**
Fonds Budgétaires & Dotation	52 708	233 983	286 691	281 942	284 210
SOTUGAR	14 125	20 150	34 275	31 015	31 550
FNG	11 361	36 815	48 176	50 700	45 137
FGIC	0	264	264	283	283
FNE	0	94	94	271	412
G.ETAT	908 875	78 397	987 272	923 624	968 434
Garanties reçues de la clientèle	**909 494**	**760 172**	**1 669 666**	**1 722 059**	**1 711 679**
Garanties Hypothécaires	652 213	750 700	1 402 913	1 443 434	1 467 274
Garanties financières	257 281	9 472	266 753	278 625	244 405
Total	**1 936 563**	**1 129 875**	**3 066 438**	**3 154 894**	**3 186 705**

- **Note complémentaire à la note 5.6 « Engagements en devise »**

Les engagements donnés et reçus en devise arrêtés au 30/06/2018 se présentent comme suit :

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017
Opérations de change au comptant non encore dénouées			
Devises vendues à livrer (comptant)	(35 806)	(12 818)	(30 213)
Dinars achetés à recevoir (comptant)	32 742	13 385	22 038
Devises achetées à recevoir (comptant)	29 303	6 870	20 384
Dinars vendues à livrer (comptant)	(25 709)	(6 530)	(11 913)
Opérations de change à terme non encore dénouées			
Devises vendues à livrer (à terme)	(34 428)	(54 867)	(13 851)
Dinars achetés à recevoir (à terme)	34 689	56 783	12 824
Devises achetées à recevoir (à terme)	79 021	65 060	43 957
Dinars vendues à livrer (à terme)	(81 901)	(68 590)	(40 601)
Opérations de SWAP			
Dinars à livrer (SWAP)	(468 717)	(68 982)	(172 393)
Devise à livrer (SWAP)	(2 212)	5 845	(9 756)
Devise à recevoir (SWAP)	464 629	73 438	191 713

- **Note complémentaire à la note 6.4 « Revenus du portefeuille d'investissement »**

Les revenus du portefeuille d'investissement ont totalisé 45.109 mDT au 30/06/2018 contre 42.966mDT au 30/06/2017, soit une augmentation de 5,0%. La ventilation des revenus du portefeuille d'investissement entre dividendes et revenus assimilés sur parts dans les entreprises associées et coentreprises et dividendes et revenus assimilés sur parts dans les entreprises liées se présente comme suit :

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	Variation
Intérêts nets sur Bons de Trésor d'investissement	**29 677**	**23 327**	**49 291**	**27,2%**
Revenus des titres de participation	**5 907**	**10 351**	**10 485**	**(42,9%)**
Dividendes et Revenus assimilés sur titres de participation	3 616	7 076	7 209	(48,9%)
Dividendes et Revenus assimilés sur parts dans les entreprises associées et co-entreprises	1 778	1 778	1 778	-
Dividendes et Revenus assimilés sur parts dans les entreprises liées	513	1 498	1 498	(65,7%)
Revenus des obligations	**7 063**	**7 652**	**14 919**	**(7,7%)**
Revenus des fonds gérés	**2 462**	**1 636**	**2 341**	**50,5%**
Total	**45 109**	**42 966**	**77 036**	**5,0%**

- **Note complémentaire à la note 6.7 «Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement » portant sur l'organe ayant autorisé la cession des titres SFBT :**

Au cours du premier semestre de l'année 2018, la banque a procédé à la cession de 1.700.000 actions détenues dans le capital de la SFBT pour un prix de cession de 34.336 mDT. La plus-value réalisée par la banque suite à cette opération de cession est de l'ordre de 33.268 mDT.
Par ailleurs, l'opération de cession en bourse des actions SFBT a été décidée par le conseil d'administration de la Banque réuni le 19/02/2015 et autorisée par la CAREP en date du 06/08/2015.

4.5.4. Notes rectificatives aux états financiers intermédiaires arrêtés au 30/06/2018

- **Etat rectificatif des engagements hors bilan arrêté au 30/06/2018 portant correction des totaux relatifs à la colonne 2017 :**

(Unité : en 1 000 DT)	Notes	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	%
Passifs éventuels					
HB1 - Cautions, avals et autres garanties données	5.1	1 094 281	918 191	996 110	19,2%
a- En faveur des établissements bancaires		136 547	93 257	125 221	46,4%
b- En faveur de la clientèle		797 734	664 934	710 889	20,0%
c- En faveur de l'Etat		160 000	160 000	160 000	-
HB2 - Crédits documentaires		535 360	653 888	564 433	(18,1%)
Débiteurs par accréditifs export devises		93 876	64 749	78 876	45,0%
Débiteurs par accréditifs import devises		441 484	589 139	485 557	(25,1%)
HB3 - Effets et autres créances donnés	5.2	892 000	803 000	803 000	11,1%
Total des passifs éventuels		**2 521 641**	**2 375 079**	**2 363 543**	**6,2%**
Engagements donnés					
HB4 - Engagements de financements donnés	5.3	449 625	366 837	506 617	22,6%
Crédits notifiés non utilisés		449 625	366 837	506 617	22,6%
HB5 - Engagements sur titres	5.4	2 832	3 832	3 832	(26,1%)
a- Participations non libérées		2 832	3 832	3 832	(26,1%)
b- Autres		-	-	-	-
Total des engagements donnés		**452 457**	**370 669**	**510 449**	**22,1%**
Engagements reçus					
HB7 - Garanties reçues	5.5	3 066 438	3 154 894	3 186 705	(2,8%)
Total des engagements reçus		**3 066 438**	**3 154 894**	**3 186 705**	**(2,8%)**

- **Note rectificative à la note « Provisions sur engagements »**

i. Provisions individuelles

Les créances de la Banque font l'objet d'une évaluation et d'une classification périodique conformément aux dispositions de la circulaire BCT n°91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée par les textes subséquents.

La constitution des provisions sur les créances classées s'effectue selon les taux suivants :

Classes	Taux de la provision
0&1	0%
2	20%
3	50%
4	100%

ii. Provisions additionnelles (Circulaire BCT n° 2013-21)

En application de la circulaire aux banques n° 2013-21 du 30 Décembre 2013, la BNA a procédé à la constitution de provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce conformément aux quotités minimales suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5 ans ;
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 et 7 ans ;
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 8 ans.

- **Note rectificative à la note 4.13.3 « Bénéfice par action »**

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	%
Bénéfice net de l'exercice avant modifications comptables (en mDT)	89 878	77 218	198 591	16,4%
Nombre d'actions ordinaires	35 200 000	32 000 000	32 000 000	10,0%
Nombre d'actions propres	-	84 872	84 872	(100,0%)
Nombre d'actions ordinaires en circulation début de période	31 915 128	31 915 128	31 915 128	-
Augmentation de capital	3 200 000	-	-	-
Actions gratuites	3 200 000	-	-	-
Nombre d'actions ordinaires en circulation fin de période	35 200 000	31 915 128	31 915 128	10,3%
Nombre d'actions moyen pondéré	35 200 000	35 200 000	35 200 000	10,3%
Bénéfices revenant aux actions propres	-	205	527	(100,0%)
Bénéfice par action de valeur nominale de 5 DT (en DT)	**2,553**	**2,194**	**5,642**	**16,4%**

- **Note rectificative à la note 7.4 « Liquidités et équivalents de liquidités »**

Cette rubrique comporte les avoirs en dinars et en devises en caisses, auprès de la BCT et du Centre des Chèques Postaux ainsi que les avoirs nets auprès des établissements bancaires. Elle inclut également les prêts et emprunts interbancaires inférieurs à trois mois et les Placements inférieurs à 3 mois composés par les Bons de Trésor de transaction.
Les liquidités et équivalents de liquidités ont accusé un solde négatif de 1078.844 mDT au 30/06/2018 contre aussi un solde négatif de 973.614 mDT au 30/06/2017. Elles se décomposent comme suit au 30/06/2018:

	30/06/2018	30/06/2017	31/12/2017	%
Liquidités en dinars tunisiens :	**165 979**	**103 180**	**106 889**	**60,9%**
- Avoirs en caisse en dinars	32 292	45 951	42 436	(29,7%)
- Avoirs auprès de la BCT en dinars	87 220	24 306	6 499	258,8%
- Avoirs en CCP	553	515	554	7,4%
- Mouvements IBS	10 073	9 834	10 730	2,4%
- Placements en dinars	-	40 000	-	(100,0%)
- Correspondants débiteurs en dinars	45 904	18 782	56 157	144,4%
- Correspondants créditeurs en dinars	(10 063)	(36 208)	(9 487)	(72,2%)
Liquidités en devises :	**131 383**	**46 683**	**118 465**	**181,4%**
- Caisse en devises	12 714	9 825	8 942	29,4%
- Avoirs à la BCT en devises	68 997	21 196	68 323	225,5%
- Correspondants débiteurs en devises	54 582	2 010	41 200	2615,5%
- Correspondants créditeurs en devises	(4 910)	(848)	-	479,0%
- Placements en devises	-	14 500	-	(100,0%)
Emprunts en dinars	**(1 268 828)**	**(1 013 700)**	**(894 304)**	**25,2%**
Emprunts en devises	**(226 590)**	**(114 265)**	**(293 978)**	**98,3%**
Placements Inférieurs à 3 mois	**119 212**	**4 488**	**2 380**	**2556,2%**
Liquidités et équivalents de liquidités	**(1 078 844)**	**(973 614)**	**(960 548)**	**10,8%**

- **Note rectificative à la note 4.11 « Emprunts et ressources spéciales »**

La ventilation des emprunts et ressources spéciales par nature se présente comme suit :

	Entreprises liées	Entreprises associées	Co-entreprises	Autres	Total
Emprunts matérialisés	**9 013**	**22 464**	**-**	**185 046**	**216 523**
Emprunts obligataires	8 839	21 599	-	178 511	**208 949**
Intérêts à payer emprunts obligataires	174	865	-	6 535	**7 574**
Ressources spéciales	**-**	**-**	**-**	**314 770**	**314 770**
Ressources extérieures y compris écart de conversion	-	-	-	88 340	**88 340**
Ressources budgétaires	-	-	-	224 961	**224 961**
Intérêts à payer sur ressources spéciales	-	-	-	1 469	**1 469**
Total	**9 013**	**22 464**	**-**	**499 816**	**531 293**

4.5.5. Tableau des mouvements des capitaux propres au 30/06/2018

en mD	Capital social	Réserves légales	Prime d'émission et de fusion	Dotation de l'Etat	Réserves extraordinaires	Réserves à régime spécial	Réserves pour réinvestissements exonérés	Réserves pour fonds social	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	Total
Solde au 31 décembre 2017	**160 000**	**16 000**	**55 077**	**133 000**	**205 385**	**17 802**	**150 790**	**40 740**	**16**	**198 591**	**977 401**
Affectation du Résultat de 2017 (AGO du 30/04/2018)					131 100		67 000	500	-9	-198 591	0
Augmentation de capital (AGE du 23/05/2018)	16000				-16 000						0
Cession des actions propres					145						145
Mouvement sur fonds social								176			176
Résultat au 30/06/2018										89 878	89 878
Solde au 30 juin 2018	**176 000**	**16 000**	**55 077**	**133 000**	**320 630**	**17 802**	**217 790**	**41 416**	**7**	**89 878**	**1 067 600**

4.5.6. Evolution du Produit Net Bancaire et du Résultat d'exploitation

en mD	juin-18	juin-17	déc.-17
Total des produits d'exploitation bancaire	493 445	367 071	812 794
Produit Net Bancaire	256 434	197 687	444 306
Résultat d'exploitation	105 526	80 733	234 017
Capital social	176 000	160 000	160 000
Nombre d'actions	35 200 000	32 000 000	32 000 000
Produits d'exploitation bancaire / Action (en Dinars)	14,018	11,471	25,400
Produit Net Bancaire / Action (en Dinars)	7,285	6,178	13,885
Résultat d'exploitation / Action (en Dinars)	2,998	2,523	7,313

4.5.7. Evolution du résultat net

en mD	juin-18	juin-17	déc.-17
Résultat avant impôt	100 867	80 736	233 974
Résultat net	89 878	77 218	198 591
Capital social	176 000	160 000	160 000
Nombre d'actions	35 200 000	32 000 000	32 000 000
Résultat avant impôt par action (en Dinars)	2,866	2,523	7,312
Résultat net par action (en Dinars)	2,553	2,413	6,206

4.5.8. Evolution de la marge brute d'autofinancement

en mD	juin-18	juin-17	déc.-17
Bénéfice net	89 878	77 218	198 591
Dotations aux provisions sur créances et passifs (nettes)	60 002	49 226	80 505
Dotations aux provisions sur portefeuille d'investissement (nettes)	-31 484	-34 782	-90 470
Dotations aux amortissements	3 833	2 662	6 379
Marge brute d'autofinancement	**122 229**	**94 324**	**195 005**

4.5.9. Emprunts obligataires émis par la BNA

Intitulé	Montant de l'emprunt (en Dinars)	Date de jouissance	Échéance annuelle	Encours au 30/06/2018 (en Dinars)	Encours au 31/12/2018 (en Dinars)
"Emprunt Subordonné BNA 2009" – 15 ans - Taux:5,4%	50 000 000	07/04/2009	07-avr	19 985 000	19 985 000
"Emprunt Subordonné BNA 2016"** – 5 ans - Taux:7,4%	37 000 000	19/10/2016	19-oct	92 600 000	85 200 000
"Emprunt Subordonné BNA 2016"** – 7 ans* - Taux:7,55%	63 000 000				
"BNA Subordonné 2017-1" – 5 ans - Taux:7,4%	20 140 000	26/05/2017	26-mai	45 972 000	45 972 000
"BNA Subordonné 2017-1" – 7 ans* - Taux:7,55%	29 860 000				
"Emprunt Subordonné BNA 2017-2"** – 5 ans - Taux:7,6%	23 500 000	29/12/2017	29-déc	50 000 000	45 300 000
"Emprunt Subordonné BNA 2017-2"** – 7 ans* - Taux:7,75%	26 500 000				
"Emprunt Subordonné BNA 2018-1"– 5 ans - Taux:8,25%	17 830 000	10/08/2018	10-août	100 000 000	100 000 000
"Emprunt Subordonné BNA 2018-1 "– 5 ans - Taux: TMM + 2%	48 600 000				
"Emprunt Subordonné BNA 2018-1" – 7 ans* - Taux: 8,50%	26 470 000				
"Emprunt Subordonné BNA 2018-1 "– 7 ans* - Taux: TMM + 2,25%	7 100 000				
Total				**308 557 000**	**296 457 000**

** avec 2 ans de franchise*
*** Emprunt ne faisant pas Appel Public à l'Epargne*

4.5.10. Emprunts obligataires souscrits par la BNA

Les emprunts obligataires souscrits par la BNA se présentent comme suit :

Intitulé	Encours au 30-06-2018
STB 2008-1	843 750
BTE 2009	1 000 000
STB 2010-1	4 131 200
AMEN BANK sub 2010	2 665 500
BTE 2010 CAT.A	600 000
BNA 2011- F G A	17 000 000
UIB 2011-1 CAT B	700 000
STB sub 2011 CAT A	713 000
BTE 2011	1 771 000
MODERN LEASE 2012	800 000
BH 2013-1	1 425 000
ATL 2013-2	1 800 000
CIL 2013-1 fixe B	900 000
TL sub 2013-2	600 000
ATL 2014-1	400 000
TL 2014-1	400 000
ATL 2014-2 Fixe	400 000
Emprunt National	79 500 000
Hannibal Lease 2014-1	1 200 000
BTK sub 2014-1	800 000
Tunisie Leasing 2014-2	400 000
Tunisie factoring 2014-1	800 000
CIL 2014-2 fixe B	800 000
ATL 2014-3	1 200 000
Amen bank sub 2014	1 600 000
Hannibal Lease 2015-1	800 000
Tunisie Leasing 2015-1	800 000
CIL 2015-1	400 000
BH sub 2015	2 000 000
ATL 2015-1	1 200 000
UIB sub 2015	800 000
AIL 2015-1	2 000 000
HL sub 2015-1	600 000
Attijari Bank sub 2015	1 200 000
Attijari Leasing 2015-2	600 000
UBCI sub 2015	600 000
UNIFACTOR 2015	900 000
ATL 2015-2	2 000 000
Tunisie Leasing 2015-2	1 000 000
HL 2015-2	1 600 000
TL 2016-1	1 080 000
CIL 2016-1	600 000
BH sub 2016-1	4 000 000

HL 2016-1	600 000
ATL 2016-1	1 600 000
Attijari Leasing 2016-1	800 000
BIAT SUB 2016	4 000 000
HL 2016-2	900 000
AMEN BANK SUB 2016-1	4 000 000
BTE 2016	800 000
HL 2017-1	800 000
ATL 2017-1	1 600 000
BH SUB 2017-1	3 200 000
CIL 2016-2	800 000
STB 2017-1	8 000 000
HL 2017-2	500 000
BTL 2017-1	2 400 000
AMEN BANK SUB 2017-2	5 000 000
ATB SUB 2017	2 000 000
BH sub 2018-1	3 000 000
HL 2018-1	1 000 000
BIATSUB 2018-1	5 000 000
ABC TUNISIE 2018-01	2 000 000
TOTAL	**192 629 450**

4.5.11. Emprunts obligataires garantis par la BNA

Néant

4.5.12. Principaux indicateurs

en mD	juin-18	juin-17	déc.-17
Dépôts de la clientèle	7 623 948	6 906 732	7 633 299
Créances nettes sur la clientèle	8 954 425	7 881 697	8 725 577
Capitaux propres avant résultat	977 722	777 141	777 438
Capitaux propres après résultat	1 067 600	854 359	976 029
Capital social	176 000	160 000	160 000
Total Bilan	11 155 345	9 702 345	10 667 017
Produit Net Bancaire (PNB)	256 434	197 687	444 306
Commissions nettes	48 419	36 880	84 307
Frais de personnel	92 172	83 841	179 347
Charges générales d'exploitation	26 814	16 303	35 110
Frais généraux (Frais de personnel + Charges d'exploitation + dotations aux amortissements)	122 819	102 806	220 836
Total Engagements	11 673 290	10 568 443	11 346 895
Créances classées	2 150 616	2 094 936	2 083 834
Total Provisions & Agios réservés	1 284 402	1 249 979	1 227 792
Résultat d'exploitation	105 526	80 733	234 017
Résultat net	89 878	77 218	198 591

4.5.13. Principaux ratios

- **Ratios de structure**

	juin-18	juin-17	déc.-17
Capitaux propres après résultat / Total Bilan	9,6%	8,8%	9,1%
Créances sur la clientèle / Total Bilan	80,3%	81,2%	81,8%
Dépôts de la clientèle / Total Bilan	68,3%	71,2%	71,6%
Dépôts de la clientèle / Créances sur la clientèle	85,1%	87,6%	87,5%

- **Ratios de productivité**

	juin-18	juin-17	déc.-17
Frais généraux / PNB	47,9%	52,0%	49,7%
Commissions nettes / Frais de personnel	52,5%	44,0%	47,0%

- **Ratios de rentabilité**

	juin-18	juin-17	déc.-17
ROE (Bénéfice net / Capitaux propres*)	8,4%	9,0%	20,3%
ROA (Bénéfice net / Total Actif)	0,8%	0,8%	1,9%
Bénéfice net / PNB	35,0%	39,1%	44,7%
Commissions nettes / PNB	18,9%	18,7%	19,0%

**Avant affectation*

- **Ratios réglementaires**

	juin-18	juin-17	déc.-17
Ratio de solvabilité	13,10%	12,69%	12,40%
Ratio de liquidité	92,55%	74,09%	107,10%
Ratio Crédits / Dépôts	117,5%	114,1%	114,3%
Taux de créances classées	18,42%	19,82%	18,36%
Taux de couverture des créances classées (hors fonds budgétaires)	60,17%	49,70%	59,52%

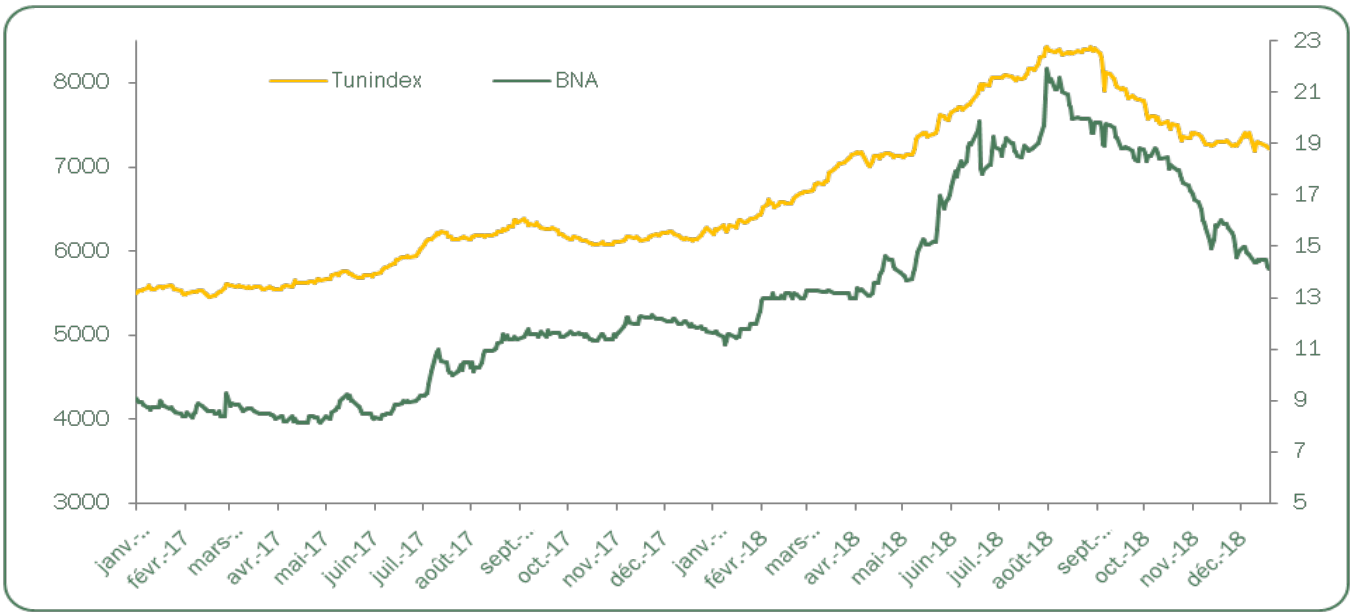
4.6. Les indicateurs boursiers de la valeur BNA

	2016	2017	2018	2019*
Nombre de titres admis	32 000 000	32 000 000	35 200 000	35 200 000
Cours fin de période (en Dinars)	9,09	11,7	14	12
Capitalisation boursière (en Dinars)	290 880 000	374 400 000	492 800 000	422 400 000
Nombre de titres traités	2 142 992	2 565 424	8 265 562	267 504
Rendement de la période	-18,80%	28,70%	35,10%	-14,29%
Capitaux propres (en mD)	776 854	976 029	1 148 374**	-
Actif net par action (en Dinars)	24,277	30,501	32,624**	-
Cours plus haut (en Dinars)	13,400	12,320	22,000	14,190
Cours plus bas (en Dinars)	8,060	8,130	11,150	11,640
Bénéfice net (en mD)	140 000	198 591	171 753**	-
Bénéfice par action (en Dinars)	4,375	6,206	4,879**	-
Dividende par action (en Dinars)	-	-	-	-
Date de distribution	-	-	-	-
PER (Cours fin de période / Bénéfice par action)	2,1	1,9	2,8**	-
P/BV (Cours fin de période / Actif net par action)	0,4	0,4	0,4**	-
Dividend Yield	-	-	-	-
Taux de rotation	6,70%	8,02%	23,48%	0,76%

**Jusqu'au 25/03/2019*

*** Sur la base des chiffres prévisionnels*

Evolution du cours du titre BNA en 2017 et 2018



CHAPITRE 5 – ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE CONTROLE DES COMPTES

5.1. Membres des Organes d'Administration et de Direction

5.1.1. Membres du Conseil d'Administration

Membre	Qualité	Représenté par	Mandat	Adresse
M. Mohamed Salah CHEBBI ALAHSAN	Président(1)	Lui-même	2018 - 2020	Tunis
Etat Tunisien	Membre	M. Mustapha SLOUMA(2)	2018 - 2020	Tunis
		M. Kamel NAOUI(2)	2018 - 2020	Tunis
		M. Zakaria OUESLATI(2)	2018 - 2020	Tunis
		M. Taieb ZITOUNI(2)	2018 - 2020	Tunis
		M. Mohamed Mehdi MEJDOUB(2)	2018 - 2020	Tunis
CTAMA - MGA	Représentant la CTAMA - MGA	M. Lamjed BOUKHRIS(3)	2016 - 2018	Tunis
M. Sahbi MAHJOUB	Représentant Actionnaires privés	Lui-même(4)	2016 - 2018	Tunis
Mme Feiza FEKIH	Administrateur Indépendant	Elle-même (5)	2018 - 2020	Tunie
M. Lotfi Maktouf	Administrateur Indépendant	Lui-même(4)	2016 - 2018	Tunis
Mme. Raoudha BEJAOUI	Administrateur représentant les actionnaires minoritaires	Elle-même(6)	2016 -2018	Tunis

(1) Nomination approuvée par le Conseil d'Administration du 21/05/2018
(2) Nomination approuvée par l'AGO du 30/04/2018 en qualité d'administrateur représentant l'Etat Tunisien
(3) Nomination approuvée par l'AGO du 30/04/2018 en qualité de représentant permanent
(4) Mandat renouvelé par l'AGO du 29/06/2016
(5) Nomination approuvée par le Conseil d'Administration du 28/08/2018 en qualité d'administrateur indépendant
(6) Nomination approuvée par l'AGO du 29/06/2016 en qualité d'administrateur représentant les actionnaires minoritaires

5.1.2. Fonctions des membres des organes d'administration et de direction dans la banque

Membre	Fonction dans la banque	Date d'entrée en fonction	Adresse
M. Habib BELHAJ KOUIDER*	Directeur Général	11/12/2015	Tunis

** Nommé par le Conseil d'Administration du 11/12/2015*

Il est à signaler que :

- Madame Feiza FEKIH en tant que présidente, Monsieur Zakaria OUESLATI, Monsieur Lamjed BOUKHRIS et Monsieur Mustapha SLOUMA en tant que membres du Comité d'Audit ;

- Monsieur Lotfi MAKTOUF en tant que président, Monsieur Sahbi MAHJOUB, Monsieur Mohamed Mehdi MAJDOUB, Madame Raoudha BEJAOUI, Monsieur Kamel NAOUI, et Monsieur Taieb ZITOUNI en tant que membres du Comité des Risques ;

- Monsieur Mohamed Salah CHEBBI ALAHSAN en tant que président, Monsieur Mohamed Mehdi MAJDOUB, Monsieur Lamjed BOUKHRIS et Monsieur Mustapha SLOUMA en tant que membres du Comité de Nominations et de Rémunérations ;

- Madame Raoudha BEJAOUI en tant que présidente, Monsieur Mohamed Salah CHEBBI ALAHSAN, Monsieur Mohamed Mehdi MAJDOUB, Monsieur Mohamed Kamel NAOUI, Monsieur Zakaria OUESLATI, Monsieur Taieb ZITOUNI, Monsieur Lamjed BOUKHRIS, Monsieur Mustapha SLOUMA, Monsieur Sahbi MAHJOUB, Madame Feiza FEKIH, Monsieur Lotfi MAKTOUF et Monsieur Habib BELHADJ KOUIDER en tant que membres du Comité stratégique, de suivi et évaluation du Contrat programme ;

- Mohamed Salah CHEBBI ALAHSAN en tant que président, Madame Raoudha BEJAOUI, Monsieur Mohamed Kamel NAOUI, Madame Feiza FEKIH en tant que membres du Comité de Recouvrement.

- Monsieur Zakaria OUESLATI en tant que président, Monsieur Mohamed Kamel NAOUI, Monsieur Taieb ZITOUNI en tant que membres de la Commission Interne des Marchés.

Les autres membres du Conseil d'Administration n'ont pas de fonction dans la banque.

5.1.3. Principales activités exercées en dehors de la banque au cours des trois dernières années par les membres des organes d'administration et de direction

Membre	Fonctions exercées en dehors de la banque au cours des trois dernières années
M. Mohamed Salah CHEBBI AL AHSAN	Directeur Général de la RNTA, Directeur du Conseil de Contrôle Général des Finances
M. Habib BELHAJ KOUIDER	Chef de pole Risques à l'UIB
M. Mustapha SLOUMA	-
M. Kamel NAOUI	Professeur en Finances
M. Zakaria OUESLATI	Secrétaire général Al Karama Holding
M. Taieb ZITOUNI	Gérant – Business Management Consulting
M. Mohamed Mehdi MEJDOUB	Maître Assistant à l'Ecole Supérieure de Commerce - Mannouba
M. Lamjed BOUKHRIS	Directeur Général de AMI Assurances
M. Sahbi MAHJOUB	Président Directeur Général de SADIRA
Mme. Feiza FEKIH	Directeur général des opérations de change à la BCT
Mme. Raoudha BEJAOUI	Maître Assistante à l'ISCAE
M. Lotfi Maktouf	Investisseur, président de sociétés anonymes monégasques

5.1.4. Mandats d'administrateurs les plus significatifs dans d'autres sociétés

Membre	Mandat d'administrateurs dans d'autres sociétés
M. Mohamed Salah CHEBBI AL AHSAN	Néant
M. Habib BELHAJ KOUIDER	SICAR Invest – BNA Capitaux - Monétique Tunisie – SIVIA – SIMPAR – Air liquide Tunisie – Air liquide Tunisie Services – Assurances AMI – SFBT – CDC Développement
M. Mustapha SLOUMA	Néant
M. Kamel NAOUI	Néant
M. Zakaria OUESLATI	Néant
M. Taieb ZITOUNI	Néant
M. Mohamed Mehdi MEJDOUB	Néant
M. Lamjed BOUKHRIS	SIMPAR – Tunis Re - Ettakafulia
M. Sahbi MAHJOUB	SADIRA
Mme. Feiza FEKIH	Néant
Mme. Raoudha BEJAOUI	Néant
M. Lotfi Maktouf	La Monégasque de Logistique - La Chocolaterie de Monaco - Avid, Inc (USA)

5.1.5. Fonction des représentants permanents des personnes morales membres du Conseil d'administration dans la société ou l'Etablissement qu'ils représentent

Membre	Représenté par	Fonction dans la société qu'il représente
Etat Tunisien	M. Mohamed Salah CHEBBI AL AHSAN	Contrôleur Général des Finances
	M. Mustapha SLOUMA	Néant
	M. Kamel NAOUI	Professeur en Finances
	M. Zakaria OUESLATI	Secrétaire général Al Karama Holding
	M. Taieb ZITOUNI	Gérant – Business Management Consulting
	M. Mohamed Mehdi MEJDOUB	Maître Assistant à l'ESC
CTAMA	M. Lamjed BOUKHRIS	Directeur Général

5.2. Intérêts des dirigeants dans la banque au 31/12/2017

5.2.1. Rémunérations et avantages en nature attribués aux Membres des organes d'Administration et de Direction au titre de l'exercice 2017

Les obligations et engagements envers les dirigeants tels que visés à l'article 200 (nouveau) II § 5 du Code des Sociétés Commerciales se détaillent comme suit :

→ La rémunération du Directeur Général a été fixée par le Conseil d'Administration dans sa réunion du 25 mai 2016 conformément au décret gouvernemental n°2015-968 du 6 août 2015 fixant le régime de rémunération des directeurs généraux des banques publiques et des présidents de leurs Conseils d'Administration. Cette rémunération se détaille comme suit :

- Une rémunération fixe sur la base d'un salaire mensuel net de 16 000D ;
- Une prime variable ne dépassant pas 50% de la rémunération fixe en tenant compte de la réalisation des objectifs fixés dans le business plan approuvé par le Conseil d'Administration ;
- Un quota de 500 litres de carburant par mois, la mise à disposition d'une voiture de fonction ainsi que le remboursement des frais de communication téléphonique.

En 2017, le montant net servi s'élève à 288 000DT.

→ La rémunération du Directeur Général Adjoint ainsi que celle du Secrétaire Général (pour la période du 01/01/2017 au 30/06/2017), sont fixés par référence aux termes de la convention collective nationale du personnel des banques et des établissements financiers ;

→ Le président et les membres du Conseil d'Administration, les membres du Comité Permanent d'audit, les membres du comité exécutif de crédits, les membres du Comité Interne des Marchés et les membres du comité des risques sont rémunérés par des jetons de présence proposés annuellement par le Conseil d'Administration et soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire.

→ Les rémunérations servies par la BNA, au cours de l'exercice 2017, aux membres des organes de gestion sont détaillées comme suit :

(en dinars)

Nature de la rémunération	Montants servis en 2017
Conseil d'administration	173 500
Comité Permanent d'audit	35 000
Comité Exécutif des Crédits	16 000
Comité Interne des Marchés	10 000
Comité des Risques	10 000
TOTAL	**244 500**

Les obligations et engagements de la BNA envers ses dirigeants tels qu'ils ressortent des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2017 se présentent comme suit (en DT)

Nature de la rémunération	Directeur Général		Directeur Général Adjoint		Administrateurs et membres de comités	
	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2017	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2017	Charges de l'exercice	Passif au 31/12/2017
Avantages à court terme	631 170	-	95 976	-	273 750	231 250
TOTAL	**631 170**	**-**	**95 976**	**-**	**273 750**	**231 250**

5.2.2. Prêts et garanties accordés en faveur des membres des organes d'Administration et de Direction au 31/12/2017

Néant

5.3. Contrôle

- **Contrôleur d'Etat**

Mme Sana ZAGDANE FAKHET

- **Commissaires aux comptes**

Nom	Adresse	Mandat
M. Samir LABIDI Commissaire aux comptes, Membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie	Immeuble Safsaf Entrée B – 4ème étage 1073 Montplaisir Tél : 71 950 252 Fax : 71 951 296 E-mail : samir.labidi@planet.tn	2016 – 2018*
« International Company for Consulting and Auditing » Société inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie représentée par **M. Anis SMAOUI**	Résidence les jardins 1 - 67, Avenue Alain Savary 1082 Tunis Tél : 71 842 350 Fax : 71 891 838 E-mail : administratif@icca.tn	2016 – 2018*

** Nommé par l'AGO du 29/06/2016*

5.4. Nature et importance des opérations conclues depuis le début du dernier exercice avec les membres des organes d'Administration et de direction ainsi qu'avec un candidat à un poste de membre du Conseil d'Administration ou un actionnaire détenant plus de 5% du capital

a- La CTAMA, administrateur de la BNA, a souscrit à l'emprunt obligataire subordonné « BNA 2017-2 ». Le montant souscrit s'élève à 3,5MD. Les intérêts supportés par la BNA au titre de l'exercice 2017 sont de l'ordre de 4 921 dinars.

b- L'encours des montants souscrits par la CTAMA, administrateur de la BNA, aux emprunts obligataires émis par la BNA au cours des exercices 2009 et 2016 ainsi que les intérêts générés par ces deux emprunts se détaillent comme suit :

(en mD)

Emprunts	BNA SUB 2009	BNA SUB 2016	Total
Encours au 31/12/2017	933	4 500	5 433
Intérêts 2017	53	185	238

c- L'encours des conventions de dépôts à terme souscrits par les administrateurs de la BNA totalisent au 31/12/2017 un montant de 33,4MD, réparti comme suit :

(en mD)

Relation	Nature	Date de souscription	Date d'échéance	Encours 31/12/2017	Taux d'intérêt
CTAMA	Compte de Placement	13/01/2015	04/01/2018	200	8,18%
CTAMA	Compte à Terme	30/12/2016	29/12/2021	10 000	7,23%
CTAMA	Compte de Placement	08/01/2015	04/01/2018	5 000	8,18%
MGA	Compte de Placement	26/06/2015	23/06/2018	8 000	8,07%
MGA	Compte de Placement	06/01/2015	31/12/2017	120	8,18%
MGA	Compte de Placement	06/01/2015	31/12/2017	120	8,18%
CTAMA	Compte de Placement	11/01/2017	05/01/2019	250	7,56%
CTAMA	Compte de Placement	23/01/2017	12/01/2019	200	7,56%
CTAMA	Compte de Placement	25/01/2017	19/01/2019	500	7,56%
CTAMA	Compte de Placement	04/04/2017	30/03/2019	250	7,59%
MGA	Compte de Placement	10/03/2017	23/02/2019	180	7,56%
MGA	Compte de Placement	10/03/2017	09/03/2019	570	7,59%
MGA	Compte de Placement	11/05/2017	30/04/2019	8 000	8,05%
			TOTAL	**33 390**	

d- La BNA a conclu avec l'Etat Tunisien des conventions de gestion de plusieurs fonds budgétaires (destinés à financer soit des subventions non remboursables, soit des dotations, soit des crédits) en contrepartie de la perception de commissions.
L'encours de ces fonds s'élève au 31/12/2017 à 203,977MD contre 212,603MD au 31/12/2016.

e- La BNA a conclu avec l'Etat Tunisien, en date du 16/03/1995 une convention en vertu de laquelle des créances sur fonds budgétaires agricoles, s'élevant en principal à 133MD, ont été transférées à la BNA (moyennant la garantie de l'Etat en matière de recouvrement des montants échus depuis un an sur les crédits entrant dans le cadre de cette convention). Conformément à cette convention, la BNA a inscrit cette dotation parmi ses capitaux propres. Par ailleurs, la BNA est tenue de restituer les sommes transférées dès lors que son équilibre financier est rétabli.

f- La BNA a conclu avec l'Etat Tunisien, en date du 17/02/2004 une convention en vertu de laquelle des créances sur fonds budgétaires agricoles, s'élevant en principal à 160MD, ont été transférées à la BNA (moyennant la garantie de l'Etat en matière de recouvrement des montants échus depuis un an sur les crédits entrant dans le cadre de cette convention). Conformément à cette convention, la BNA a inscrit cette dotation parmi ses engagements hors bilan sous la rubrique « Cautions, Avals et autres garanties données ». Par ailleurs, la BNA est tenue de restituer les sommes transférées dès lors que son équilibre financier est rétabli.

g- La BNA a souscrit auprès de son administrateur, la CTAMA, un contrat d'assurance destiné à couvrir la charge relative à l'indemnité de départ à la retraite, soit 6 mensualités de salaire brut. La cotisation relative à l'année 20167 s'élève à 2,8MD.

h- La BNA a souscrit auprès de son administrateur, la CTAMA, un contrat d'assurance épargne collective destiné à financer le complément de retraite de son personnel. La charge supportée par la banque au titre de l'année 2017 s'élève à 3,8MD.

i- La Caisse Tunisienne des Assurances Mutuelles Agricoles, administrateur de la BNA, a souscrit au Fonds Commun de Placement « FCP SECURITE » émis par la BNA en 2008. Les montants souscrits à ce fonds ainsi que la valorisation de leur portefeuille se présentent au 31/12/2017 comme suit :

Société	Montant souscrit	Valorisation du portefeuille au 31/12/2017
CTAMA	1 500 000	2 314 245
CTAMA-MGA	500 000	771 415
Total en Dinars	**2 000 000**	**3 085 660**

j- La BNA a procédé à l'abandon des créances agricoles qui feront l'objet de prise en charge par l'Etat conformément à l'article 79 de la loi n°2013-54 du 30 décembre 2013 portant loi de finances pour l'année 2014, tel que modifié par la loi n°2015-18 du 02 juin 2015, l'article 27 de la loi n°2015-30 du 18 août 2015 portant loi de finances complémentaire pour l'année 2015, et l'article 65 de la loi n°2016-78 du 17 décembre 2016 portant loi de finances pour l'année 2017. L'encours de ces créances est de 90,447 millions de dinars. La convention de prise en charge, relative aux fonds propres et fonds extérieurs, a été signée entre la BNA et l'État tunisien en date du 24 mai 2017 ;

k- Certaines créances impayées ont été prises en charge par l'Etat et ce en vertu de :
- L'article 24 de la loi n°98-111 du 28 décembre 1998, portant loi de finances pour l'année 1999 : consolidation sur 25 ans, sans intérêts et avec la garantie de l'Etat, des créances impayées et des créances non encore échues au 31/12/1997 en principal, à la charge des établissements et des entreprises publiques et des collectivités centrales de services agricoles ;

- L'article 25 de la même loi : Prise en charge par l'Etat des créances de certaines entreprises publiques et à participations publiques directes et indirectes et des coopératives agricoles visées au tableau « G » annexé à ladite loi, qui sont en cours de liquidation ou à liquider ou à privatiser ultérieurement, arrêtées au 31 décembre 1997, et ce sur 25 ans et sans intérêts ;
- L'article 3 de la loi n°99-65 du 15 juillet 1999 : Prise en charge par l'Etat des créances abandonnées par la BNA et ce pour les montants dus en principal et intérêts au titre des crédits agricoles arrêtés au 31/12/1998 ayant enregistré des impayés et dont le montant en principal n'excède pas 2 000 dinars par agriculteur à la date de leur obtention. Ces montants sont remboursés sur 20 ans et sans intérêts à partir de l'an 2000.

Les créances prises en charge par l'Etat ont totalisé 353,642 millions de dinars. Au 31 décembre 2017, l'encours desdites créances s'élève à 95,458 millions de dinars.

CHAPITRE 6 – RENSEIGNEMENTS CONCERNANT L'EVOLUTION RECENTE ET LES PERSPECTIVES D'AVENIR

6.1. Evolution récente et Orientations stratégiques

6.1.1. Evolution récente

Au courant de l'année 2018, l'activité de la banque s'est caractérisée par un accroissement des crédits de 5,7% par rapport à fin décembre 2017 pour atteindre **9 222MD** : la banque demeure parmi les leaders du secteur bancaire en terme de distribution des crédits pour la clientèle.

Quant aux dépôts, ils ont affiché une progression de 0,8% à **7 691MD** permettant à la banque de maintenir sa **2ème** place en terme de collecte de ressources.

En matière d'exploitation bancaire, la banque affiche un PNB de **536,4MD** en progression de **20,7%** par rapport à 2017. Cette performance se justifie par la hausse des trois composantes du PNB :

- Marge d'intérêt (**+19,7%**) ;

- Marge sur commissions (**+28,2%**) ;

- Revenus sur portefeuille (**+17,4%**).

6.1.2. Orientations stratégiques

Le plan d'affaires de la BNA 2018-2022 est établi sur la base des hypothèses, des prévisions du plan de développement national et du programme de modernisation du système bancaire et financier ainsi que, le respect des normes de gestion prudentielle.

En ce sens, les orientations stratégiques de la Banque pour la période 2018– 2022 portent sur la réalisation des principaux objectifs suivants :

a. Activité

→ **Octroi de crédits :** La politique de crédits de la banque sera axée sur l'élargissement de la base des clients afin d'assurer une croissance et surtout une plus grande diversification du portefeuille créances sur la clientèle, et en cherchant à chaque fois, une meilleure corrélation entre le rendement de crédits et la qualité des risques.
Une nouvelle approche de financement également sera mise en place : les Chaines de Valeur assurées via le crédit tripartite cherchent à faciliter l'accès de groupement des petits agriculteurs et de PME aux financements par leurs intégration dans un processus de développement de diverses filières.

→ **Financement des entreprises :** Adoption d'une stratégie purement commerciale basée sur la qualité du risque et la rentabilité.

→ **Collecte de ressources :**

- **Ressources clientèle :** la banque continue à poursuivre ses efforts de développement des dépôts stables afin de réduire davantage le coût des ressources et conforter la marge de manœuvre de la Banque en matière de transformation des dépôts en crédits.

- **Ressources spéciales :** conclure des accords avec les bailleurs de fonds afin de mobiliser des lignes de crédits extérieurs.

→ **Commissions :** Le développement des commissions à l'horizon 2022 permettant de couvrir 94% des charges salariales.

→ Stratégie en matière de financement de l'activité agricole :

- Privilégier les financements tripartites et par interface.
- Privilégier les financements des bons profils de risques.
- Modernisation du traitement et de la gestion des crédits accordés aux organismes stockeurs (BAP)
- L'amélioration de la gestion des crédits agricoles et ce, par le développement d'une application informatique dédiée (SAEB AGRICOLE).

→ Gestion des risques :

Mise en place d'un dispositif efficace de gestion des risques conforme aux exigences réglementaires notamment par la :

- Séparation des fonctions commerciales et de risques.
- Instauration d'un processus d'octroi de crédit basé sur un outil de scoring pour le Retail et un outil de notation interne (Intégration d'une graduation du profil du portefeuille entreprise selon une classification fine en dehors de la classification prudentielle) pour le Corporate. Ceci permettra une meilleure maîtrise du taux de migration et du coût du risque sur la durée du plan 2018 - 2022
- Baisse du taux des créances compromises avec amélioration du taux de couverture.
- Encouragement du recouvrement transactionnel en application de la loi N°36-2018 du 06-06-2018, qui autorise la BNA à procéder avec ses clients en difficulté pour un dénouement garantissant une partie de la créance dans les meilleurs délais.

b. Volet commercial

→ Développement du réseau :

- Ouverture annuelle de 5 nouvelles agences ;
- Aménagement des anciennes agences selon la nouvelle charte architecturale ;
- Mise en place des espaces de libres services au sein des agences ;
- Digitalisation des agences.

→ Lancement et diversification des produits bancaires :

- Lancement des services de banques à distances (BNA E-BANKING par segment des clients, SMS Banking,..) ;
- Développement de l'activité Monétique (acquisition d'un nouveau système monétique, lancement des cartes prépayées,..) ;
- Renouvellement et acquisition du Parc GABs (87 en 2018) ;
- Acquisition de 1000 TPE en 2018 ;
- Développement de l'activité de Bancassurance (assurance/agricole, assurances voyages,...) .

→ Politique commerciale :

- Mettre en place une politique de crédit par segment de clients (Retail, Corporate, Agricole) ;
- Séparation des fonctions commerciales et gestion des risques ;

- Réorganisation des agences autour d'une nouvelle approche orientée client et l'introduction des nouveaux métiers (Guichetier payeur spécialisé, Chargé clientèle par marché,..) ;

- Restructuration des missions des Directions Régionales ;

- Développement de l'offre commerciale agricole ;

- Réalisation des enquêtes satisfaction clientèle afin d'améliorer la qualité de service offerte par la banque et mieux répondre à leurs attentes et besoins ;

- Amélioration de l'image de marque et de la notoriété de la Banque.

c. Rentabilité

- La poursuite de l'amélioration de la rentabilité des actifs (ROA) et du coefficient d'exploitation par l'optimisation de la productivité des ressources humaines et de la performance du système d'information ;

- L'amélioration des Intérêts & revenus assimilés par l'octroi des créances saines ;

- Privilégier les ressources en DAV (Dépôts faiblement rémunérés) au détriment des autres produits de placement à terme ;

- Conforter l'équilibre de la structure financière, notamment, en matière d'adéquation des maturités et natures des risques par le moyen d'une gestion dynamique des Actifs / Passifs de la Banque et d'une politique appropriée de mobilisation des ressources stables et des fonds propres ;

- Mettre en place les préalables permettant à la Banque de se conformer aux dispositions de la réglementation prudentielle, particulièrement, sur le plan de la performance du système d'information et de maîtrise des risques opérationnels.

d. Capitaux propres

Afin de renforcer ses assises financières, la BNA procédera à l'augmentation de son capital et de ses fonds propres déjà entamé en 2018:

- Suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire tenue en date du 23 Mai 2018, la BNA a réalisé une augmentation de son capital social d'un montant de 16Millions de Dinars passant ainsi de 160 MD à 176MD.

- Le 6 mars 2019 une Assemblée Générale extraordinaire s'est tenue et a approuvé l'augmentation du capital de la banque pour le porter de 176 MD à 320MD.

e. Capital humain

- Ouverture de l'académie de formation de la BNA poussant à intégrer plusieurs cursus de formation réalisé en externe ;

- Développement du e-learning ;

- Rester, en matière de formation externe, sur les nouveaux métiers et les métiers pointus ;

- Consolider la culture d'entreprise par la création de nouveaux espaces dédiés au personnel et notamment aux femmes ;

- Assurer le suivi de carrière, la gestion du personnel à partir d'outils mondialement reconnus ;

- Ouverture de nouveaux espaces de formation décentralisés .

f. Conformité

- Parfaire le dispositif de contrôle mis en place sur le double plan Audit et Gouvernance
- Améliorer la performance du personnel sur tous les modules liés à la conformité, l'anti-blanchiment jusqu'à créer une culture en la matière

6.2. Analyse des écarts enregistrés et des modifications effectuées au niveau des prévisions 2018-2022 par rapport aux informations prévisionnelles 2017-2021

6.2.1. Analyse des écarts enregistrés entre les réalisations de l'exercice 2017 par rapport aux prévisions du BP figurant dans le document de référence « BNA 2018 »

La confrontation des réalisations au 31/12/2017 avec les prévisions établies pour l'année 2017 telles que publiées au niveau du document de référence « BNA 2018 » enregistré par le CMF en date du 24/04/2018 sous le n°18-004 fait ressortir les taux de réalisation suivants :

(mD)	Réalisations 2017	Prévisions 2017	Taux de réalisation	Commentaire
Produits d'exploitation bancaire	**812 794**	**817 471**	**99,4%**	
Intérêts et revenus assimilés	627 052	630 723	99,4%	Prévisions conformes aux réalisations
Commissions (en produits)	87 556	87 504	100,1%	
Gains sur portefeuille commercial et opé. financières	21 150	21 153	100,0%	
Revenus du portefeuille d'investissement	77 036	78 091	98,6%	
Charges d'exploitation bancaire	**368 487**	**371 168**	**99,3%**	
Intérêts encourus et charges assimilées	365 238	367 963	99,3%	Prévisions conformes aux réalisations
Commissions encourues	3 249	3 205	101,4%	
Produit Net Bancaire	**444 307**	**446 303**	**99,6%**	
Autres produits d'exploitation	582	597	97,5%	Prévisions conformes aux réalisations
Charges opératoires	220 836	221 804	99,6%	
Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances hors bilan et passif	80 505	102 026	78,9%	Ecart justifié par l'amélioration de l'actif de la banque
Résultat net	198 591	182 761	108,7%	Ecart dû à l'amélioration de l'activité et la maîtrise du coût des risques
Portefeuille titres commercial	4 929	3 779	130,4%	Evolution de l'encours des BTC
Portefeuille d'investissement	1 407 310	1 407 317	100,0%	Prévisions conformes aux réalisations
Encours des dépôts	7 633 299	7 575 925	100,8%	Prévisions conformes aux réalisations
Encours des crédits	8 725 577	8 725 128	100,0%	Prévisions conformes aux réalisations
Emprunts et ressources spéciales	509 410	505 172	100,8%	Prévisions conformes aux réalisations

6.2.2. Analyse des modifications opérées au niveau des prévisions 2018 – 2022 par rapport aux informations prévisionnelles 2017-2021 publiées au niveau du document de référence « BNA 2018 »

Intérêts & Revenus assimilés

(en mD)	2 018	2 019	2 020	2 021	Commentaire
Ancien BP	742 094	785 385	830 986	879 930	Ecart dû essentiellement à la variation des encours de crédits accompagnée par la variation du TMM
Nouveau BP	844 759	931 401	988 560	1 038 767	
Ecart	102 665	146 016	157 574	158 837	
en %	13,8%	18,6%	19,0%	18,1%	

Commissions (en produits)

(en mD)	2 018	2 019	2 020	2 021	Commentaire
Ancien BP	101 181	123 559	151 740	187 211	Révision des conditions tarifaires
Nouveau BP	110 850	143 971	168 896	191 357	Accroissement du volume d'activité
Ecart	9 669	20 412	17 156	4 146	Mécanisation et généralisation de la perception de la commission
en %	9,6%	16,5%	11,3%	2,2%	

Intérêts encourus & Charges assimilées

(en mD)	2 018	2 019	2 020	2 021	Commentaire
Ancien BP	474 798	504 007	527 931	574 096	Ecart justifié par la variation à la hausse des encours de dépôts, du TMM et du coût des emprunts de la banque
Nouveau BP	531 286	566 076	592 848	625 742	
Ecart	56 488	62 069	64 917	51 646	
en %	11,9%	12,3%	12,3%	9,0%	

Produit Net Bancaire

(en mD)	2 018	2 019	2 020	2 021	Commentaire
Ancien BP	469 137	505 710	563 022	602 526	La résultante des effets de la variation de la marge d'intérêt, des commissions nettes et des revenus du portefeuille
Nouveau BP	536 426	623 365	684 276	727 304	
Ecart	67 289	117 655	121 254	124 778	
en %	14,3%	23,3%	21,5%	20,7%	

Dotations nettes aux provisions sur créances

(en mD)	2 018	2 019	2 020	2 021	Commentaire
Ancien BP	120 442	87 843	78 191	98 809	Ecart justifié par l'amélioration du coût des risques
Nouveau BP	83 949	82 351	81 203	92 854	
Ecart	-36 493	-5 492	3 012	-5 955	
en %	-30,3%	-6,3%	3,9%	-6,0%	

Frais de personnel

(en mD)	2 018	2 019	2 020	2 021	Commentaire
Ancien BP	194 954	202 812	211 154	213 874	Ecart justifié par l'augmentation légale des salaires
Nouveau BP	195 299	208 913	217 829	223 186	
Ecart	345	6 101	6 675	9 312	
en %	0,2%	3,0%	3,2%	4,4%	

Charges générales d'exploitation

(en mD)	2 018	2 019	2 020	2 021	Commentaire
Ancien BP	55 935	58 626	61 808	65 169	Ecart justifié essentiellement par une augmentation des charges de fonctionnement liées au plan d'investissement ainsi que l'effet inflationniste
Nouveau BP	60 937	72 873	71 179	74 078	
Ecart	5 002	14 247	9 371	8 909	
en %	8,9%	24,3%	15,2%	13,7%	

Résultat net

(en mD)	2 018	2 019	2 020	2 021	Commentaire
Ancien BP	113 422	105 635	135 163	150 163	Ecart dû à l'évolution de l'activité, l'amélioration de la qualité du risque du portefeuille de la banque
Nouveau BP	171 753	123 050	227 223	242 262	
Ecart	58 331	17 415	92 060	92 099	
en %	51,4%	16,5%	68,1%	61,3%	

Créances sur la clientèle

(en mD)	2 018	2 019	2 020	2 021	Commentaire
Ancien BP	9 191 840	9 741 476	10 337 360	10 851 926	Une modification à la hausse du volume des engagements pour l'année 2019 pour améliorer l'activité tout en respectant le taux de transformation
Nouveau BP	9 270 031	9 985 742	10 467 905	10 908 500	
Ecart	78 191	244 266	130 545	56 574	
en %	0,9%	2,5%	1,3%	0,5%	

Portefeuille Titres Commercial

(en mD)	2 018	2 019	2 020	2 021	Commentaire
Ancien BP	11 882	12 070	12 277	12 505	
Nouveau BP	5 013	5 018	5 348	5 711	Ecart justifié par l'évolution de l'encours des BTC
Ecart	-6 869	-7 052	-6 929	-6 794	
en %	-57,8%	-58,4%	-56,4%	-54,3%	

Portefeuille Titres d'Investissement

(en mD)	2 018	2 019	2 020	2 021	Commentaire
Ancien BP	1 435 168	1 466 787	1 499 673	1 534 556	Renforcement du portefeuille Titres de participations
Nouveau BP	1 539 657	1 610 457	1 644 891	1 680 760	Acquisition de nouveaux BTA
Ecart	104 489	143 670	145 218	146 204	Nouvelles affectations en fonds gérés
en %	7,3%	9,8%	9,7%	9,5%	Souscription en Emprunts obligataires

Valeurs immobilisées

(en mD)	2 018	2 019	2 020	2 021	Commentaire
Ancien BP	132 558	135 195	132 495	128 335	
Nouveau BP	114 147	151 736	162 580	167 047	Report de quelques projets d'investissement essentiellement le Global Banking qui sera concrétisé à partir de l'année 2019
Ecart	-18 411	16 541	30 085	38 712	
en %	-13,9%	12,2%	22,7%	30,2%	

Dépôts & Avoirs de la Clientèle

(en mD)	2 018	2 019	2 020	2 021	Commentaire
Ancien BP	7 922 893	8 349 191	8 871 319	9 427 434	Ecart justifié par la révision des taux d'accroissement des dépôts afin de conforter la marge de manœuvre en matière de transformation des dépôts en crédits
Nouveau BP	7 691 477	8 460 625	9 306 688	10 144 290	
Ecart	-231 416	111 434	435 369	716 856	
en %	-2,9%	1,3%	4,9%	7,6%	

Emprunts & Ressources spéciales

(en mD)	2 018	2 019	2 020	2 021	Commentaire
Ancien BP	615 366	609 006	589 711	556 268	Nouvelles lignes de crédit extérieures auprès des bailleurs de fonds
Nouveau BP	624 135	773 239	788 923	834 021	
Ecart	8 769	164 233	199 212	277 753	Emission de nouveaux emprunts obligataires
en %	1,4%	27,0%	33,8%	49,9%	

6.3. Analyse des performances réalisées au 31/12/2018 par rapport aux prévisions relatives à l'exercice 2018

La confrontation des réalisations au 31/12/2018 reflétées par les indicateurs d'activité avec les prévisions établies pour l'année 2018 fait ressortir les taux de réalisation suivants :

(mD)	Réalisations 2018	Prévisions 2018	Taux de réalisation
Produits d'exploitation bancaire	**1 070 523**	**1 070 523**	**100,0%**
Intérêts et revenus assimilés	844 759	844 759	100,0%
Commissions (en produits)	110 850	110 850	100,0%
Gains sur portefeuille commercial et opé. financières	27 160	27 160	100,0%
Revenus du portefeuille d'investissement	87 754	87 754	100,0%
Charges d'exploitation bancaire	**534 097**	**534 097**	**100,0%**
Intérêts encourus et charges assimilées	531 286	531 286	100,0%
Commissions encourues	2 811	2 811	100,0%
Produit Net Bancaire	**536 426**	**536 426**	**100,0%**
Autres produits d'exploitation	585	585	100,0%
Charges opératoires	270 361	263 636	102,6%
Portefeuille titres commercial	5 013	5 013	100,0%
Portefeuille d'investissement	1 539 657	1 539 657	100,0%
Encours des dépôts	7 691 477	7 691 477	100,0%
Encours des crédits	9 222 096	9 270 031	99,5%
Emprunts et ressources spéciales	624 135	624 135	100,0%
Capitaux propres*	976 621	976 621	100,0%

**Compte non tenu du résultat de la période*

La banque s'engage à actualiser ses prévisions chaque année sur un horizon de 3 ans et à les porter à la connaissance des actionnaires et du public. Elle est tenue à cette occasion d'informer ses actionnaires et le public sur l'état de réalisation de ses prévisions.
L'état des réalisations par rapport aux prévisions et l'analyse des écarts doivent être insérés au niveau du rapport annuel.
La banque s'engage à tenir une communication financière au moins une fois par an.

6.4. Perspectives d'avenir

Les perspectives d'avenir de la BNA pour la période 2018 – 2022 ont été établies sur la base des états financiers arrêtés au 31/12/2017 audités et certifiés.
Les prévisions de la banque et les hypothèses sous jacentes de la période 2018 - 2022 ont été approuvées par le Conseil d'administration du **31/01/2019**.

6.4.1. Les hypothèses de prévision retenues

Le plan prévisionnel est construit sur la base du budget et des objectifs arrêtés pour l'année 2018. Pour les années suivantes, les hypothèses sont arrêtées en fonction du contexte général du marché ainsi que les besoins et la stratégie de la banque.

Rubrique	Hypothèse retenue
Créances sur la clientèle	Un taux d'accroissement annuel moyen de **6,2%** des engagements sur la période 2017-2022. Cette évolution tient compte d'une cession de créances chaque année : 124MD en 2018, 100MD en 2019 et 2020 et 50MD à partir de 2021.
Portefeuille Titres	Un taux d'accroissement annuel moyen de **4,4%** sur la période 2017-2022 pour le portefeuille-titres commercial. Un taux d'accroissement annuel moyen de **4,1%** pour le portefeuille d'investissement sur la période prévisionnelle.
Valeurs immobilisées	Un taux de croissance annuel moyen de **10,5%** pour les valeurs immobilisées nettes. Cette croissance tient compte du programme d'expansion du réseau ainsi que la refonte du système d'information avec l'acquisition d'un Global Banking.
Dépôts de la clientèle	Un taux de croissance annuel moyen sur la période 2017 – 2022 : - **8,3%** pour les dépôts à vue ; - **10,0%** pour es dépôts d'épargne ; - **5,0%** pour les dépôts à terme.
Emprunts et Ressources spéciales	En 2018, la banque a émis un emprunt pour un montant global de 100MD. A partir de 2019, elle envisage d'émettre un emprunt pour un montant de 50MD chaque année. Les emprunts et ressources spéciales connaîtront une croissance annuelle moyenne de **10,0%** sur la période 2017 – 2022.
Capitaux propres	En 2019, la banque procèdera à une augmentation de capital de 144MD, par conversion d'une partie de ses créances et par souscription en numéraire. La banque renouera avec la distribution des dividendes à partir de l'exercice 2019 avec 0,500D par action et 1,100D par action chaque année pour le reste de la période.
Marge d'intérêt	Un taux de croissance annuel moyen de **10,2%** est prévu pour la période 2017-2022.
Marge sur commissions	Les commissions nettes progresseront avec un taux de croissance annuel moyen de **20,0%** et ce, grâce à une diversité des produits et services bancaires ainsi qu'une meilleure qualité de services.
Revenus sur portefeuille	Les gains sur portefeuille commercial connaîtront une évolution annuelle moyenne de **2,6%** sur la période prévisionnelle. Les revenus sur portefeuille d'investissement afficheront un taux de croissance annuel moyen de **6,7%** sur la période 2017 – 2022.

Frais généraux	Les frais généraux connaîtront une évolution annuelle moyenne de **8,5%** sur la période prévisionnelle.
Dotations aux provisions	Les dotations nettes aux provisions sur créances enregistreront une croissance annuelle moyenne de **2,5%** sur la période 2017 – 2022. Quant aux provisions sur valeur de portefeuille titres, elles connaitront une baisse de 50% en 2019 et de 20% à partir de 2020.
Taux d'impôt	Un taux d'impôt de **21%** a été retenu tout au long de la période 2018 – 2022 pour tenir compte des dégrèvements fiscaux.
Résultat net	Le résultat net de la banque atteindra 267MD à fin 2022 contre 198,6MD en 2017, soit un taux de croissance annuel moyen de 6,1% sur la période 2017 – 2022. Une plus value sur cession de titres a été enregistrée en 2018 pour un montant de 39,5MD.

Les hypothèses de prévision pour les créances et les dépôts s'établissent comme suit :

	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p
Créances					
Engagements agricoles					
*Taux de croissance annuel des engagements bruts**	-0,2%	-1,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Produits d'intérêts en % des engagements nets	4,1%	5,4%	5,8%	5,8%	5,9%
Engagements Particuliers					
*Taux de croissance annuel des engagements bruts**	11,5%	9,7%	5,0%	5,0%	6,5%
Produits d'intérêts en % des engagements nets	10,3%	10,5%	10,6%	10,5%	10,5%
Engagements Commerciaux et Professionnels					
*Taux de croissance annuel des engagements bruts**	3,7%	8,1%	4,3%	4,3%	8,8%
Produits d'intérêts en % des engagements nets	9,0%	9,3%	9,3%	9,2%	9,2%
Comptes courants associés					
Taux de croissance annuel	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Dépôts					
Ressources collectées					
Croissance des dépôts à vue	1,8%	10,0%	10,0%	10,0%	10,0%
Croissance des comptes d'épargne	8,2%	10,5%	10,5%	10,5%	10,5%
Croissance des dépôts à terme	-6,4%	9,5%	9,5%	6,6%	6,5%
Charges d'intérêts sur Ressources					
Taux d'intérêts des dépôts à vue	1,1%	1,3%	1,3%	1,3%	1,3%
Taux d'intérêts des comptes d'épargne	5,0%	5,0%	5,0%	5,0%	5,0%
Taux d'intérêts des dépôts à terme	7,7%	9,0%	9,0%	9,3%	10,0%

** Hors cessions de portefeuille d'engagements compromis*

6.4.2. Les emplois de la banque

6.4.2.1. Les créances nettes sur la clientèle

Les créances sur la clientèle de la banque augmenteront annuellement avec un taux de 6,2% pour atteindre 11 812 788mD à fin 2022 contre 8 725 577mD au 31/12/2017.

(mD)	2 017	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p	TCAM 2017 - 2022
Engagements agricoles	1 084 623	1 082 921	1 071 824	1 071 824	1 071 824	1 071 824	
Variation		*-0,2%*	*-1,0%*	*0,0%*	*0,0%*	*0,0%*	*-0,2%*
Engagements aux particuliers	1 708 257	1 903 866	2 087 983	2 192 382	2 302 001	2 451 631	
Variation		*11,5%*	*9,7%*	*5,0%*	*5,0%*	*6,5%*	*7,5%*
Engagements commerciaux et professionnels	7 388 072	7 664 539	8 281 691	8 634 974	9 007 385	9 803 809	
Variation		*3,7%*	*8,1%*	*4,3%*	*4,3%*	*8,8%*	*5,8%*
Comptes courants associés	541	541	541	541	541	541	
Variation		*0,0%*	*0,0%*	*0,0%*	*0,0%*	*0,0%*	*0,0%*
Total Créances brutes sur la clientèle avant cession de créances	**10 181 493**	**10 651 867**	**11 442 038**	**11 899 720**	**12 381 751**	**13 327 804**	
Cession par année		124 000	100 000	100 000	50 000	50 000	
Cession cumulée		124 000	224 000	324 000	374 000	424 000	
Total Créances brutes sur la clientèle	**10 181 493**	**10 527 867**	**11 218 038**	**11 575 720**	**12 007 751**	**12 903 804**	
Variation		*3,4%*	*6,6%*	*3,2%*	*3,7%*	*7,5%*	*4,9%*
Provisions	*966 944*	*923 893*	*902 944*	*880 517*	*919 378*	*956 221*	
Reprise sur Write-off		*124 000*	*224 000*	*324 000*	*374 000*	*424 000*	
Provisions nettes	***966 944***	***799 893***	***678 944***	***556 517***	***545 378***	***532 221***	
		-17,3%	*-15,1%*	*-18,0%*	*-2,0%*	*-2,4%*	*-11,3%*
Agios réservés	488 972	457 943	553 352	551 298	553 873	558 795	
Variation		*-6,3%*	*20,8%*	*-0,4%*	*0,5%*	*0,9%*	*2,7%*
Total créances nettes sur la clientèle	**8 725 577**	**9 270 031**	**9 985 742**	**10 467 905**	**10 908 500**	**11 812 788**	
Variation		*6,2%*	*7,7%*	*4,8%*	*4,2%*	*8,3%*	*6,2%*

6.4.2.2. Le portefeuille Titres

L'accroissement du portefeuille Titres provient essentiellement de l'évolution Titres commercial et plus particulièrement les Bons de Trésor. Cette éventualité donnera la possibilité à la banque de se refinancer auprès du marché monétaire en cas de besoins de liquidités.

(mD)	2 017	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p	TCAM 2017 - 2022
Portefeuille-titres commercial							
Titres de placement et créances rattachées	2 860	3 295	3 300	3 630	3 993	4 392	
Variation		*15,2%*	*0,1%*	*10,0%*	*10,0%*	*10,0%*	*9,0%*
Bons du trésor	2 068	1 718	1 718	1 718	1 718	1 718	
Variation		*-16,9%*	*0,0%*	*0,0%*	*0,0%*	*0,0%*	*-3,6%*
Total (1)	**4 929**	**5 013**	**5 018**	**5 348**	**5 711**	**6 110**	
Variation		*1,7%*	*0,1%*	*6,6%*	*6,8%*	*7,0%*	*4,4%*
Portefeuille d'investissement							
Titres de participations	147 695*	171 714	228 438	239 860	251 853	264 445	
Variation		*16,3%*	*33,0%*	*5,0%*	*5,0%*	*5,0%*	*12,4%*
Autres titres d'investissement	1 183 245	1 302 466	1 327 482	1 361 338	1 396 058	1 431 663	
Variation		*10,1%*	*1,9%*	*2,6%*	*2,6%*	*2,6%*	*3,9%*
Dettes des entreprises publiques	76 370*	65 477	54 537	43 693	32 850	22 006	
Variation		*-14,3%*	*-16,7%*	*-19,9%*	*-24,8%*	*-33,0%*	*-22,0%*
Total (2)	**1 407 310**	**1 539 657**	**1 610 457**	**1 644 891**	**1 680 760**	**1 718 114**	
Variation		*9,4%*	*4,6%*	*2,1%*	*2,2%*	*2,2%*	*4,1%*
Total Portefeuille Titres	**1 412 239**	**1 544 670**	**1 615 474**	**1 650 239**	**1 686 471**	**1 724 225**	
Variation		*9,4%*	*4,6%*	*2,2%*	*2,2%*	*2,2%*	*4,1%*

**Compte non tenu des créances rattachées*

6.4.2.3. Les immobilisations

Les immobilisations connaîtront une croissance sur toute la période, due principalement à :

- L'expansion du réseau avec l'ouverture de 5 nouvelles agences par an et ce, pour une meilleure représentativité géographique de la banque ;
- La refonte du système d'information avec l'acquisition d'un Global Banking.

Les investissements sur la période 2018 – 2022 se présentent comme suit :

(mD)	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p	Total
Immobilisations incorporelles	5 899	23 758	20 000	20 000	12 000	81 656
Immobilisations corporelles	21 416	26 921	9 100	8 600	8 500	74 537
Total Investissements	**27 314**	**50 679**	**29 100**	**28 600**	**20 500**	**156 193**

Les immobilisations de la banque connaîtront l'évolution suivante :

(mD)	2 017	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p	TCAM 2017 - 2022
Immobilisations incorporelles	21 681	27 580	51 337	71 337	91 337	103 337	
Amortissement des immobilisations incorporelles	15 000	17 413	22 730	32 114	46 364	62 989	
Immobilisations incorporelles nettes	**6 681**	**10 167**	**28 607**	**39 223**	**44 973**	**40 348**	
Variation		*52,2%*	*181,4%*	*37,1%*	*14,7%*	*-10,3%*	*43,3%*
Immobilisations corporelles	183 022	204 438	231 359	240 459	249 059	257 559	
Amortissement des immobilisations corporelles	92 635	100 457	108 230	117 102	126 984	137 867	
Immobilisations corporelles nettes	**90 387**	**103 980**	**123 129**	**123 357**	**122 074**	**119 692**	
Variation		*15,0%*	*18,4%*	*0,2%*	*-1,0%*	*-2,0%*	*5,8%*
Total	**97 068**	**114 147**	**151 736**	**162 580**	**167 047**	**160 040**	
Variation		*17,6%*	*32,9%*	*7,1%*	*2,7%*	*-4,2%*	*10,5%*

6.4.3. Les ressources de la banque

6.4.3.1. Les dépôts et avoirs de la clientèle

En matière de ressources clientèle, la banque table sur un taux d'accroissement annuel moyen de l'ordre de 7,7%, ce qui portera l'encours des dépôts de 7 633 299mD à fin 2017 à 11 057 276mD à fin 2022.

(mD)	2 017	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p	TCAM 2017 - 2022
Dépôts à vue	2 273 011	2 313 489	2 544 838	2 799 322	3 079 254	3 387 180	
en %	*29,8%*	*30,1%*	*30,1%*	*30,1%*	*30,4%*	*30,6%*	
Variation		*1,8%*	*10,0%*	*10,0%*	*10,0%*	*10,0%*	*8,3%*
Epargne	2 470 797	2 673 911	2 954 671	3 264 912	3 607 728	3 986 539	
en %	*32,4%*	*34,8%*	*34,9%*	*35,1%*	*35,6%*	*36,1%*	
Variation		*8,2%*	*10,5%*	*10,5%*	*10,5%*	*10,5%*	*10,0%*
Dépôts à terme	2 889 491	2 704 077	2 961 115	3 242 454	3 457 308	3 683 557	
en %	*37,9%*	*35,2%*	*35,0%*	*34,8%*	*34,1%*	*33,3%*	
Variation		*-6,4%*	*9,5%*	*9,5%*	*6,6%*	*6,5%*	*5,0%*
Total Dépôts de la clientèle	**7 633 299**	**7 691 477**	**8 460 625**	**9 306 688**	**10 144 290**	**11 057 276**	
Variation		***0,8%***	***10,0%***	***10,0%***	***9,0%***	***9,0%***	***7,7%***

6.4.3.2. Les Emprunts et Ressources spéciales

En 2018, la banque a émis un emprunt obligataire pour un montant de 100MD.
Durant la période 2019 – 2022, la banque envisage la consolidation de ses ressources par le recours à l'émission d'un emprunt obligataire de 50MD chaque année à partir de 2019.

L'encours des emprunts et ressources spéciales passera de 509 410mD en 2017 à 819 631mD en 2022, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 10,0%.

(mD)	2 017	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p	TCAM 2017 - 2022
Emprunts obligataires	216 312	296 849	301 500	257 083	186 491	135 284	
Variation		*37,2%*	*1,6%*	*-14,7%*	*-27,5%*	*-27,5%*	*-9,0%*
Ressources extérieures	84 302	85 869	214 350	244 350	390 350	414 350	
Variation		*1,9%*	*149,6%*	*14,0%*	*59,8%*	*6,1%*	*37,5%*
Ressources budgétaires	203 977	223 763	247 033	275 650	245 650	258 650	
Variation		*9,7%*	*10,4%*	*11,6%*	*-10,9%*	*5,3%*	*4,9%*
Emprunts syndiqués	4 819	17 654	10 357	11 841	11 530	11 347	
Variation		*266,3%*	*-41,3%*	*14,3%*	*-2,6%*	*-1,6%*	*18,7%*
Total Emprunts et Ressources spéciales	**509 410**	**624 135**	**773 239**	**788 923**	**834 021**	**819 631**	
Variation		***22,5%***	***23,9%***	***2,0%***	***5,7%***	***-1,7%***	***10,0%***

6.4.3.3. Les capitaux propres

En 2019, la banque procèdera à une augmentation de capital de 144MD, par conversion d'une partie de ses créances et par souscription en numéraire. Le capital passera de 176MD à 320MD par :

- 140 800mD (dont 70 728mD par conversion des créances de l'Etat) à travers l'émission de 28 160 000 actions nouvelles à souscrire en numéraire au prix d'émission de 12D selon la parité 4 actions nouvelles pour 5 anciennes détenues ;
- 3 200mD par incorporation de réserves et l'émission de 640 000 actions nouvelles à attribuer gratuitement aux anciens actionnaires selon la parité 1 action nouvelle pour 55 actions anciennes détenues.

Ainsi, l'augmentation en numéraire étant de 337 920mD (dont 169 748mD par conversion des créances de l'Etat), la banque consolidera ainsi ses fonds propres pour un montant de 168 172mD.

La banque renouera avec la distribution des dividendes à partir de l'exercice 2019 avec 0,500D par action, et 1,100D par action chaque année pour le reste de la période.

(mD)	2 017	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p	TCAM 2018 - 2022
Capital social	160 000	176 000	320 000	320 000	320 000	320 000	
Variation		*10,0%*	*81,8%*	*0,0%*	*0,0%*	*0,0%*	*14,9%*
Réserves	485 794	469 794	665 314	671 466	679 714	679 714	
Variation		*-3,3%*	*41,6%*	*0,9%*	*1,2%*	*0,0%*	*6,9%*
dont réserves légales	*16 000*	*16 000*	*17 600*	*23 752*	*32 000*	*32 000*	
Variation		*0,0%*	*10,0%*	*35,0%*	*34,7%*	*0,0%*	*14,9%*
Actions propres	-1 372	0	0	0	0	0	
Variation		*-100,0%*	-	-	-	-	*-100,0%*
Autres capitaux propres	133 000	133 000	42 723	42 723	42 723	42 723	
Variation		*0,0%*	*-67,9%*	*0,0%*	*0,0%*	*0,0%*	*-20,3%*
Résultats reportés	16	197 827	367 980	452 878	601 453	773 315	
Variation		*1236316,8%*	*86,0%*	*23,1%*	*32,8%*	*28,6%*	*764,7%*
Résultat de l'exercice	198 591	171 753	123 050	227 223	242 262	266 992	
Variation		*-13,5%*	*-28,4%*	*84,7%*	*6,6%*	*10,2%*	*6,1%*
Total des capitaux propres	**976 029**	**1 148 374**	**1 519 067**	**1 714 290**	**1 886 152**	**2 082 744**	
Variation		*17,7%*	*32,3%*	*12,9%*	*10,0%*	*10,4%*	*16,4%*

La répartition des résultats sera la suivante :

(mD)	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p
Résultat de l'exercice	171 753	123 050	227 223	242 262	266 992
Réserves légales	1 600	6 152	8 248	0	0
Fonds social	0	0	0	0	0
Dividendes	0	32 000	70 400	70 400	70 400
Report à nouveau	**170 153**	**84 897**	**148 575**	**171 862**	**196 592**

6.4.4. Les résultats d'exploitation

6.4.4.1. Le Produit Net Bancaire

(1) Marge d'intérêt

La marge d'intérêt atteindra un montant de 425 368mD en 2022, soit un taux de croissance annuel moyen de 10,2% durant la période 2018 – 2022.

(mD)	2 017	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p	TCAM 2017 - 2022
Intérêts et revenus assimilés	627 052	844 759	931 401	988 560	1 038 767	1 111 807	
Variation		*34,7%*	*10,3%*	*6,1%*	*5,1%*	*7,0%*	*12,1%*
Intérêts encourus et charges assimilées	365 238	531 286	566 076	592 848	625 742	686 439	
Variation		*45,5%*	*6,5%*	*4,7%*	*5,5%*	*9,7%*	*13,5%*
Marge d'intérêt	**261 814**	**313 473**	**365 324**	**395 712**	**413 025**	**425 368**	
Variation		***19,7%***	***16,5%***	***8,3%***	***4,4%***	***3,0%***	***10,2%***

(2) Commissions nettes

Les commissions nettes enregistreront une augmentation annuelle moyenne de 20,0% pour atteindre 209 670mD d'ici 2022.

(mD)	2 017	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p	TCAM 2017- 2022
Commissions perçues	87 556	110 850	143 971	168 896	191 357	214 037	
Variation		*26,6%*	*29,9%*	*17,3%*	*13,3%*	*11,9%*	*19,6%*
Commissions encourues	3 249	2 811	3 281	3 609	3 970	4 367	
Variation		*-13,5%*	*16,7%*	*10,0%*	*10,0%*	*10,0%*	*6,1%*
Commissions nettes	**84 306**	**108 039**	**140 690**	**165 287**	**187 387**	**209 670**	
Variation		***28,2%***	***30,2%***	***17,5%***	***13,4%***	***11,9%***	***20,0%***

(3) Revenus sur portefeuille

Les gains sur portefeuille titres afficheront une hausse moyenne de 5,9% pour atteindre 130 621mD à fin 2022 contre 98 187mD en 2017.

(mD)	2 017	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p	TCAM 2017 - 2022
Gains sur portefeuille commercial et opé. financières	21 150	27 160	21 875	22 578	23 310	24 065	
Variation		*28,4%*	*-19,5%*	*3,2%*	*3,2%*	*3,2%*	*2,6%*
Revenus du portefeuille d'investissement	77 036	87 754	95 476	100 700	103 583	106 556	
Variation		*13,9%*	*8,8%*	*5,5%*	*2,9%*	*2,9%*	*6,7%*
Revenus sur portefeuille	**98 187**	**114 914**	**117 351**	**123 278**	**126 893**	**130 621**	
Variation		***17,0%***	***2,1%***	***5,1%***	***2,9%***	***2,9%***	***5,9%***

Le PNB devrait ainsi croître de 11,5% sur la période 2018 – 2022.

(mD)	2 017	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p	TCAM 2017 - 2022
Marge d'intérêt	261 814	313 473	365 324	395 712	413 025	425 368	
Variation		*19,7%*	*16,5%*	*8,3%*	*4,4%*	*3,0%*	*10,2%*
Commissions nettes	84 306	108 039	140 690	165 287	187 387	209 670	
Variation		*28,2%*	*30,2%*	*17,5%*	*13,4%*	*11,9%*	*20,0%*
Revenus sur portefeuille	98 187	114 914	117 351	123 278	126 893	130 621	
Variation		*17,0%*	*2,1%*	*5,1%*	*2,9%*	*2,9%*	*5,9%*
Produit Net Bancaire	**444 307**	**536 426**	**623 365**	**684 276**	**727 304**	**765 659**	
Variation		***20,7%***	***16,2%***	***9,8%***	***6,3%***	***5,3%***	***11,5%***

6.4.4.2. Les frais généraux

Les frais généraux atteindront 331 505mD à la fin de l'année 2022 contre 220 836mD au 31/12/2017, soit un taux de croissance annuel moyen de 8,5%.

(mD)	2 017	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p	TCAM 2017 - 2022
Frais de personnel	179 347	195 299	208 913	217 829	223 186	226 885	
Variation		*8,9%*	*7,0%*	*4,3%*	*2,5%*	*1,7%*	*4,8%*
Charges générales d'exploitation	35 110	60 937	72 873	71 179	74 078	77 112	
Variation		*73,6%*	*19,6%*	*-2,3%*	*4,1%*	*4,1%*	*17,0%*
Dot° aux provisions et aux amortissements sur immobilisations	6 379	7 401	13 090	18 256	24 132	27 507	
Variation		*16,0%*	*76,9%*	*39,5%*	*32,2%*	*14,0%*	*33,9%*
Total Charges opératoires	**220 836**	**263 636**	**294 876**	**307 264**	**321 396**	**331 505**	
Variation		***19,4%***	***11,8%***	***4,2%***	***4,6%***	***3,1%***	***8,5%***

6.4.4.3. Le Résultat Brut d'Exploitation

Le résultat Brut d'Exploitation atteindra 434 833mD d'ici 2022 contre 224 053mD en 2017, soit un taux d'accroissement annuel moyen de 14,2%, et ce suite à l'amélioration du Produit Net Bancaire (+11,5%).

(mD)	2 017	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p	TCAM 2017 - 2022
Produit Net Bancaire	444 307	536 426	623 365	684 276	727 304	765 659	
Variation		*20,7%*	*16,2%*	*9,8%*	*6,3%*	*5,3%*	*11,5%*
Autres Produits d'exploitation	582	585	586	615	646	678	
Variation		*0,5%*	*0,2%*	*5,0%*	*5,0%*	*5,0%*	*3,1%*
Frais généraux	220 836	263 636	294 876	307 264	321 396	331 505	
Variation		*19,4%*	*11,8%*	*4,2%*	*4,6%*	*3,1%*	*8,5%*
Résultat Brut d'Exploitation (RBE)	**224 053**	**273 375**	**329 074**	**377 627**	**406 554**	**434 833**	
Variation		***22,0%***	***20,4%***	***14,8%***	***7,7%***	***7,0%***	***14,2%***

6.4.4.4. Les dotations aux provisions

L'enveloppe annuelle moyenne des provisions sur les crédits à la clientèle est de 86MD.
Quant aux dotations aux provisions sur le portefeuille Titres, elles connaîtront une baisse de 50% en 2019 et à partir de 2020, la baisse serait de 20% annuellement.

(mD)	2 017	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p	TCAM 2017 - 2022
Dotations nettes aux provisions / Crédits à la clientèle et pour risques et charges	80 505	83 949	82 351	81 203	92 854	91 236	
Variation		*4,3%*	*-1,9%*	*-1,4%*	*14,3%*	*-1,7%*	*2,5%*
Dotations nettes aux provisions / Portefeuille Titres	5 436	22 000	11 000	8 800	7 040	5 632	
Variation		*304,7%*	*-50,0%*	*-20,0%*	*-20,0%*	*-20,0%*	*0,7%*
Total Dotations aux provisions	**85 941**	**105 949**	**93 351**	**90 003**	**99 894**	**96 868**	
Variation		*23,3%*	*-11,9%*	*-3,6%*	*11,0%*	*-3,0%*	*2,4%*

6.4.4.5. Le Résultat net de l'exercice

Le résultat net de la banque atteindra 150 163mD à fin 2021 contre 140 000mD en 2016.
Il est à préciser que dans le but de la consolidation de ses fonds propres, la banque procèdera à la cession d'une partie de ses participations. En 2018, elle a dégagé une plus value de 39,5MD et en 2019, il est prévu de réaliser une plus value de 17,4MD.

(mD)	2 017	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p	TCAM 2018 - 2022
Résultat net de l'exercice	**198 591**	**171 753**	**123 050**	**227 223**	**242 262**	**266 992**	
dont plus values sur cessions de titres	*95 907*	*39 487*	*17 358*				
*dont éléments ordinaires**			*-80 529*				
Variation		*-13,5%*	*-28,4%*	*84,7%*	*6,6%*	*10,2%*	*6,1%*
Résultat net de l'exercice hors plus value sur cession et éléments ordinaires	**102 684**	**132 266**	**186 221**	**227 223**	**242 262**	**266 992**	
Variation		*28,8%*	*40,8%*	*22,0%*	*6,6%*	*10,2%*	*21,1%*
Résultat net / Capitaux propres (ROE)	20,3%	15,0%	8,1%	13,3%	12,8%	12,8%	
Résultat net / Total Actif (ROA)	1,9%	1,5%	1,0%	1,7%	1,8%	1,8%	
Résultat net / PNB	44,7%	32,0%	19,7%	33,2%	33,3%	34,9%	

** Contrepartie de la transformation partielle, en passif financier d'égal montant, du passif éventuel inscrit en hors bilan au titre de l'obligation potentielle de remboursement de la dotation consentie par l'Etat à la BNA dans le cadre du mécanisme de soutien instauré par l'article 49 de la loi n° 2003-80 du 29 décembre 2003 portant loi de finances pour l'année 2004.*

6.4.5. Risque et Couverture

L'évolution des engagements de la banque au cours de la période 2018 – 2022 sera comme suit :

1- Les créances brutes sur la clientèle augmenteront à un taux de croissance annuel moyen de 5,9% alors que les créances classées baisseront de 0,6% sur la période ;
2- La couverture des créances classées affichera une baisse annuelle moyenne de 0,4% pour atteindre 1 081 371mD en 2022.

(mD)	2017*	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p	TCAM 2017 - 2022
Créances brutes sur la clientèle	11 346 895	12 140 239	13 060 077	13 550 120	14 065 158	15 078 548	
Variation		*7,0%*	*7,6%*	*3,8%*	*3,8%*	*7,2%*	*5,9%*
Créances classées	2 083 834	2 188 002	2 156 428	2 055 623	2 055 259	2 022 325	
Variation		*5,0%*	*-1,4%*	*-4,7%*	*0,0%*	*-1,6%*	*-0,6%*
Créances brutes hors fonds budgétaires	11 062 687	11 847 901	12 767 739	13 257 782	13 772 820	14 786 210	
Créances classées hors fonds budgétaires	1 849 718	1 895 664	1 864 090	1 763 285	1 762 921	1 729 987	
Variation		*2,5%*	*-1,7%*	*-5,4%*	*0,0%*	*-1,9%*	*-1,3%*
Taux de créances classées	**18,36%**	**18,02%**	**16,51%**	**15,17%**	**14,61%**	**13,41%**	
Taux de créances classées hors fonds budgétaires	**16,72%**	**16,00%**	**14,60%**	**13,30%**	**12,80%**	**11,70%**	
Couverture	1 100 870	1 025 717	1 040 491	1 013 464	1 039 508	1 081 371	
Variation		*-6,8%*	*1,4%*	*-2,6%*	*2,6%*	*4,0%*	*-0,4%*
Taux de couverture des créances classées hors fonds budgétaires	**59,52%**	**54,11%**	**55,82%**	**57,48%**	**58,97%**	**62,51%**	

** en tenant compte des engagements hors bilan*

6.5. Les Etats financiers prévisionnels

6.5.1. Bilans prévisionnels

(en mD)	2 017	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p
ACTIF						
1- Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP & TGT	178 353	298 567	300 957	315 996	382 503	459 004
2- Créances sur les établissements bancaires & financiers	99 941	95 308	104 839	115 323	285 622	342 746
3- Créances sur la clientèle	8 725 577	9 270 031	9 985 742	10 467 905	10 908 500	11 812 788
4- Portefeuille-titres commercial	4 929	5 013	5 018	5 348	5 711	6 110
5- Portefeuille d'investissement	1 407 310	1 539 657	1 610 457	1 644 891	1 680 760	1 718 114
6- Valeurs immobilisées	97 068	114 147	151 736	162 580	167 047	160 040
7- Autres actifs	153 839	128 881	250 201	319 388	375 963	430 139
TOTAL ACTIF	**10 667 017**	**11 451 605**	**12 408 949**	**13 031 430**	**13 806 106**	**14 928 941**
PASSIF						
1- Banque Centrale et CCP	803 589	1 360 595	976 170	653 443	437 411	439 599
2- Dépôts et avoirs des établissements bancaires & financiers	395 643	201 530	424 110	400 485	378 177	357 111
3- Dépôts & avoirs de la clientèle	7 633 299	7 691 477	8 460 625	9 306 688	10 144 290	11 057 276
4- Emprunts et ressources spéciales	509 410	624 135	773 239	788 923	834 021	819 631
5- Autres passifs	349 047	425 493	255 737	167 600	126 055	172 581
TOTAL PASSIF	**9 690 988**	**10 303 231**	**10 889 882**	**11 317 140**	**11 919 954**	**12 846 197**
CAPITAUX PROPRES						
1- Capital social	160 000	176 000	320 000	320 000	320 000	320 000
2- Réserves	485 794	469 794	665 314	671 466	679 714	679 714
3- Actions propres	(1 372)	0	0	0	0	0
4- Autres capitaux propres	133 000	133 000	42 723	42 723	42 723	42 723
5- Résultats reportés	16	197 827	367 980	452 878	601 453	773 315
6- Résultat de l'exercice	198 591	171 753	123 050	227 223	242 262	266 992
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**976 029**	**1 148 374**	**1 519 067**	**1 714 290**	**1 886 152**	**2 082 744**
TOTAL PASSIF & CAPITAUX PROPRES	**10 667 017**	**11 451 605**	**12 408 949**	**13 031 430**	**13 806 106**	**14 928 941**

6.5.2. Etats de résultats prévisionnels

(en mD)	2 017	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p
PR1- Intérêts et revenus assimilés	627 052	844 759	931 401	988 560	1 038 767	1 111 807
a - Opérations avec les établissements bancaires & financiers	*7 017*	*8 571*	*8 786*	*9 665*	*17 601*	*27 584*
b- Opérations avec la clientèle	*595 404*	*810 164*	*896 494*	*951 468*	*992 368*	*1 053 984*
c- Autres intérêts & revenus assimilés	*24 631*	*26 024*	*26 121*	*27 427*	*28 799*	*30 239*
PR2- Commissions (en produits)	87 556	110 850	143 971	168 896	191 357	214 037
PR3- Gains sur portefeuille commercial et opé. financières	21 150	27 160	21 875	22 578	23 310	24 065
PR4- Revenus du portefeuille d'investissement	77 036	87 754	95 476	100 700	103 583	106 556
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	812 794	1 070 523	1 192 722	1 280 733	1 357 016	1 456 465
CH1- Intérêts encourus et charges assimilées	365 238	531 286	566 076	592 848	625 742	686 439
a - Opérations avec les établissements bancaires & financiers	*62 272*	*137 976*	*111 090*	*92 033*	*70 107*	*60 461*
b- Opérations avec la clientèle	*288 238*	*370 012*	*427 810*	*470 029*	*520 596*	*589 708*
c- Emprunts obligataires & syndiqués	*11 766*	*19 797*	*21 392*	*21 272*	*17 447*	*14 319*
d- Ressources spéciales	*2 962*	*3 501*	*5 784*	*9 514*	*17 593*	*21 951*
CH2- Commissions encourues	3 249	2 811	3 281	3 609	3 970	4 367
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	368 488	534 097	569 357	596 457	629 712	690 806
PRODUIT NET BANCAIRE	444 306	536 426	623 365	684 276	727 304	765 659
PR5/CH4- Dotations aux provisions & résultat des corrections de valeurs sur créances hors bilan et passif	-80 505	-83 949	-82 351	-81 203	-92 854	-91 236
PR6/CH5- Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement*	-5 436	-22 000	-11 000	-8 800	-7 040	-5 632
PR7- Autres produits d'exploitation (+)	582	585	586	615	646	678
CH6- Frais de personnel (-)	179 347	195 299	208 913	217 829	223 186	226 885
CH7- Charges générales d'exploitation (-)	35 110	60 937	72 873	71 179	74 078	77 112
CH8- Dotations aux provisions et aux amortissements sur immobilisations (-)	6 380	7 401	13 090	18 256	24 132	27 507
RESULTAT D'EXPLOITATION	138 109	167 426	235 723	287 624	306 661	337 965
PR8/CH9- Solde en gain/perte provenant des autres éléments ordinaires	-43	0	-80 529*	0	0	0
CH11- Impôt sur les bénéfices (-)	30 960	35 159	49 502	60 401	64 399	70 973
Plus values sur cessions de titres	95 907	39 487	17 358			
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES	203 013	171 753	123 050	227 223	242 262	266 992
PR9/CH10- Solde en gain/perte provenant des autres éléments extraordinaires	-4 423	0	0	0	0	0
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	198 591	171 753	123 050	227 223	242 262	266 992

** Contrepartie de la transformation partielle, en passif financier d'égal montant, du passif éventuel inscrit en hors bilan au titre de l'obligation potentielle de remboursement de la dotation consentie par l'Etat à la BNA dans le cadre du mécanisme de soutien instauré par l'article 49 de la loi n° 2003-80 du 29 décembre 2003 portant loi de finances pour l'année 2004.*

6.5.3. Etats de flux de trésorerie prévisionnels

(mD)	2 017	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p
ACTIVITES D'EXPLOITATION						
Produits d'exploitation bancaire encaissés	727 163	943 459	1 058 842	1 144 633	1 215 830	1 309 411
Charges d'exploitation bancaire décaissées	(359 523)	(518 074)	(552 277)	(578 563)	(610 821)	(670 082)
Dépôts / retraits de dépôts auprès des établissements bancaires et financiers	(6 150)	(6 212)	(6 274)	(6 336)	(6 400)	(6 464)
Prêts et avances / remboursements prêts et avances accordés à la clientèle	(1 407 059)	(452 102)	(786 808)	(451 314)	(475 443)	(934 742)
Dépôts / retraits de dépôts de la clientèle	602 516	47 621	768 984	840 274	831 871	906 739
Titres de placement	(1 513)	0	0	0	0	0
Sommes versées au personnel et créditeurs divers	(181 250)	(195 299)	(208 913)	(217 829)	(223 186)	(226 885)
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	1 574	1 590	1 606	1 622	1 638	1 654
Impôt sur les sociétés	(5 742)	(35 159)	(49 502)	(60 401)	(64 399)	(70 973)
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	**(629 984)**	**(214 176)**	**225 659**	**672 084**	**669 090**	**308 659**
ACTIVITES D'INVESTISSEMENT						
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement	80 406	87 754	95 476	100 700	103 583	106 556
Acquisitions / cessions sur portefeuille d'investissement	(88 922)	(143 239)	(81 740)	(45 278)	(46 713)	(48 198)
Acquisitions / cessions sur immobilisations	(9 990)	(27 314)	(50 679)	(29 100)	(28 600)	(20 500)
Gains & Plus-values sur titres des participations	95 907	39 487	17 358	0	0	0
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	**77 401**	**(43 312)**	**(19 585)**	**26 321**	**28 271**	**37 858**
ACTIVITES DE FINANCEMENT						
Rachat actions propres	0	0	0	0	0	0
Emission d'actions			168 172			
Emissions d'emprunts	100 000	100 000	50 000	50 000	50 000	50 000
Remboursement d'emprunts	(10 735)	(19 763)	(45 349)	(66 621)	(83 335)	(122 935)
Augmentation / diminution des ressources spéciales	(11 158)	26 402	178 308	79 835	186 617	67 317
Dividendes versés	(32)	0	0	(32 000)	(70 400)	(70 400)
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	**78 075**	**106 639**	**351 131**	**31 214**	**82 882**	**(76 018)**
Incidence des changements de méthodes sur les liquidités et équi. de liquidités	**(37 960)**					
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de la période	(512 468)	(150 849)	557 205	729 619	780 243	270 500
Liquidités et équivalents de liquidités en début de période	(448 080)	(960 548)	(1 111 398)	(554 193)	175 426	955 669
LIQUIDITES ET EQUIVALENTS DE LIQUIDITES EN FIN DE PERIODE	**(960 548)**	**(1 111 398)**	**(554 193)**	**175 426**	**955 669**	**1 226 169**

6.6. Indicateurs de gestion et principaux ratios prévisionnels

6.6.1. Indicateurs de gestion

(en mD)	2 017	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p
Dépôts de la clientèle	7 633 299	7 691 477	8 460 625	9 306 688	10 144 290	11 057 276
Créances nettes sur la clientèle	8 725 577	9 270 031	9 985 742	10 467 905	10 908 500	11 812 788
Capitaux propres avant résultat	777 438	976 621	1 396 017	1 487 067	1 643 890	1 815 752
Capitaux propres après résultat	976 029	1 148 374	1 519 067	1 714 290	1 886 152	2 082 744
Capital social	160 000	176 000	320 000	320 000	320 000	320 000
Total Bilan	10 667 017	11 451 605	12 408 949	13 031 430	13 806 106	14 928 941
Produit Net Bancaire (PNB)	444 306	536 426	623 365	684 276	727 304	765 659
Commissions nettes	84 306	108 039	140 690	165 287	187 387	209 670
Frais de personnel	179 347	195 299	208 913	217 829	223 186	226 885
Charges générales d'exploitation	35 110	60 937	72 873	71 179	74 078	77 112
Frais généraux	220 836	263 636	294 876	307 264	321 396	331 505
Résultat d'exploitation	138 109	167 426	235 723	287 624	306 661	337 965
Résultat net de l'exercice	198 591	171 753	123 050	227 223	242 262	266 992
Résultat net hors plus value / cession d'actifs et éléments ordinaires	102 684	132 266	186 221	227 223	242 262	266 992

6.6.2. Principaux ratios

1. Ratios de structure

	2 017	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p
Capitaux propres après résultat / Total Bilan	9,1%	10,0%	12,2%	13,2%	13,7%	14,0%
Créances sur la clientèle / Total Bilan	81,8%	80,9%	80,5%	80,3%	79,0%	79,1%
Dépôts de la clientèle / Total Bilan	71,6%	67,2%	68,2%	71,4%	73,5%	74,1%
Dépôts de la clientèle / Créances sur la clientèle	87,5%	83,0%	84,7%	88,9%	93,0%	93,6%

2. Ratios de productivité

	2 017	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p
Frais généraux / PNB	49,7%	49,1%	47,3%	44,9%	44,2%	43,3%
Commissions nettes / Frais de personnel	47,0%	55,3%	67,3%	75,9%	84,0%	92,4%

3. Ratios de rentabilité

	2 017	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p
ROE (Bénéfice net / Capitaux propres*)	28,1%	19,6%	10,4%	15,8%	15,5%	15,4%
ROA (Bénéfice net / Total Actif**)	2,0%	1,6%	1,0%	1,8%	1,8%	1,9%
Bénéfice net / PNB	44,7%	32,0%	19,7%	33,2%	33,3%	34,9%
Dividende / Capital social	-	-	10,0%	22,0%	22,0%	22,0%
Commissions nettes / PNB	19,0%	20,1%	22,6%	24,2%	25,8%	27,4%

**Capitaux propres avant résultat moyens = (Capitaux propres avant résultat n-1 + Capitaux propres avant résultat n)/2*
***Actifs moyens = (Actif n-1 + Actif n)/2*

4. Ratios de risque

	2 017	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p
Ratio de solvabilité	12,4%	12,3%	12,3%	12,5%	13,0%	13,3%
Ratio Tier I	8,0%	7,4%	8,5%	9,2%	10,1%	10,9%
Ratio de liquidité	107,1%	181,2%	119,8%	122,0%	133,7%	135,9%
Taux de créances classées	18,4%	18,0%	16,5%	15,2%	14,6%	13,4%
Taux de créances classées hors fonds budgétaires	16,7%	16,0%	14,6%	13,3%	12,8%	11,7%
Taux de couverture des créances classées	59,5%	54,1%	55,8%	57,5%	59,0%	62,5%

5. Ratio de transformation « Crédits / Dépôts »

(en mD)	2018p	2019p	2020p	2021p	2022p
Numérateur= Encours brut des créances sur la clientèle (1)	**10 317 499**	**10 972 038**	**11 379 720**	**11 801 751**	**12 877 804**
Encours des dépôts et avoirs de la clientèle en dinars (hors Autres sommes) (2)	6 769 385	7 527 384	8 361 776	9 187 159	10 088 065
Ressources spéciales et autres formes d'emprunts (3)	386 634	528 609	520 000	636 000	673 000
Dénominateur (4)= (2)+(3)	**7 156 019**	**8 055 993**	**8 881 776**	**9 823 159**	**10 761 065**
Ratio: Crédits / Dépôts = (1) / (4)	**144%**	**136%**	**128%**	**120%**	**120%**

6.7. Avis des commissaires aux comptes sur les informations prévisionnelles

Samir Labidi
Expert comptable – Commissaire aux Comptes
Membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie
Immeuble Safsaf-entrée B-4ème étage-1073 Montplaisir Tunis
Tél. : (216) 71 95 02 52- Fax. : (216) 71 95 12 96
E-mail : samir.labidi@planet.tn

Consulting & Auditing ICCA
Société d'Expertise Comptable
Membre de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie
Résidence les jardins1- Av Alain Savary-1082 Tunis
Tél. : (216) 71 84 23 50- Fax. : (216) 71 89 18 38
E-mail : administratif@icca.tn

AVIS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES INFORMATIONS FINANCIERES PREVISIONNELLES DE LA BANQUE NATIONALE AGRICOLE POUR LA PERIODE ALLANT DE 2018 A 2022

***Mesdames, Messieurs les actionnaires de la Banque Nationale Agricole*-BNA-**

En notre qualité de commissaire aux comptes, nous avons examiné les données prévisionnelles de la Banque Nationale Agricole pour la période allant de 2018 à 2022 dans le cadre de l'augmentation du capital (telles qu'annexées au présent avis).

Ces prévisions et les hypothèses présentées dans les notes explicatives aux informations prévisionnelles sur la base desquelles elles ont été établies, relèvent de la responsabilité de la direction de la banque et de son conseil d'administration. Notre responsabilité consiste à exprimer un avis d'examen limité sur la vraisemblance des hypothèses retenues et de leur application aux informations prévisionnelles.

Nous avons effectué notre examen selon les normes de la profession applicables à l'examen d'informations financières prévisionnelles. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'apprécier si les hypothèses retenues par les organes de direction et d'administration de la Banque.et sur lesquelles se basent les informations prévisionnelles sont raisonnables, de vérifier la traduction chiffrée de ces hypothèses et de s'assurer que les informations prévisionnelles sont correctement présentées et qu'elles sont préparées de manière cohérente avec les états financiers historiques.

Notre mission ne couvre pas la mise à jour du présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

Les projections ont été préparées sur la base d'un ensemble d'éléments comportant des hypothèses théoriques sur des événements futurs et des actions de la direction qui ne se produiront peut-être pas. En conséquence, les lecteurs sont avertis que ces projections ne peuvent être utilisées à d'autres fins que celles indiquées ci-avant

Sur la base de notre examen des éléments corroborant les hypothèses retenues, rien ne nous est apparu qui nous conduit à penser que celles-ci ne constituent pas une base raisonnable pour les prévisions. A notre avis, les prévisions sont correctement préparées sur la base des hypothèses décrites et elles sont synthétisées dans un bilan, un état de

résultat et un état de flux de trésorerie établis conformément aux normes comptables applicables en Tunisie.

Nous rappelons que s'agissant de prévisions présentant par nature un caractère incertain, les réalisations sont susceptibles d'être différentes des prévisions, parfois de manière significative, dès lors que les événements ne se produisent pas toujours comme prévu.

Tunis, le 19 février 2019

Les Co-commissaires aux comptes

C.S.L
SAMIR LABIDI

Samir Labidi
Expert Comptable
Commissaire aux Comptes
Immeuble Safsaf - Bureau B 4.9
Tél : 71 950 252 - 71 950 158 / Fax : 71 951 296

P/ICCA
ANIS SMAOUI

International Company For Consulting and Audit
I.C.C.A
Société d'Expertise Comptable
Tél:(216) 71 942 350
Fax: (216) 71 891 838
Rue Les Jardins 1 - 6X Av. Alain Savray 1080-Tunis - Bureau